Engagement et conversion politique en conjoncture critique. La trajectoire d'un pionnier de la Résistance. Emmanuel d'Astier, de l'Action française dans les années 1930 au Parti communiste à la Libération

Aurélien Raynaud

▶ **To cite this version:**

Aurélien Raynaud. Engagement et conversion politique en conjoncture critique. La trajectoire d'un pionnier de la Résistance. Emmanuel d'Astier, de l'Action française dans les années 1930 au Parti communiste à la Libération. Sociologie. Université Lumière - Lyon II, 2017. Français. NNT : . tel-01637835

HAL Id: tel-01637835
https://shs.hal.science/tel-01637835

Submitted on 18 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lumière Lyon 2

École doctorale 483 Sciences Sociales

Laboratoire : Centre Max Weber

Équipe « Dispositions, pouvoirs, cultures, socialisations »

Engagement et conversion politique en conjoncture critique

La trajectoire d'un pionnier de la Résistance.

Emmanuel d'Astier, de l'Action française dans les années 1930 au Parti communiste à la Libération

Thèse pour l'obtention du Doctorat de Sociologie

Présentée et soutenue publiquement le 6 novembre 2017 par

Aurélien RAYNAUD

Sous la direction de Bernard LAHIRE

Jury composé de :

Annie COLLOVALD	Professeure à l'Université de Nantes (rapporteure)
Laurent DOUZOU	Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Lyon
Olivier FILLIEULE	Professeur à l'Université de Lausanne (rapporteur)
Bernard LAHIRE	Professeur à l'École Normale Supérieure de Lyon (directeur)
Lilian MATHIEU	Directeur de recherche au CNRS
Johanna SIMÉANT	Professeure à l'École Normale Supérieure

Remerciements

Je tiens en premier lieu à remercier Bernard Lahire, mon directeur de thèse, qui dès ma seconde année de Master en m'associant au cluster de recherche « Propriétés des créateurs et propriétés de leurs créations », puis tout au long de ces années de thèse, m'a accordé sa confiance et témoigné son soutien. Ils m'ont été précieux pour avancer.

Annie Collovald, Laurent Douzou, Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Johanna Siméant ont accepté de participer au jury de cette thèse. Je les en remercie sincèrement.

Je remercie tout particulièrement Lilian Mathieu pour ses relectures critiques de plusieurs chapitres de cette thèse et, plus largement, pour sa rigueur scientifique et sa bienveillance.

Ma reconnaissance va également à Frédérique Giraud et Olivier Quéré. Un immense merci pour le temps que vous avez consacré à relire des parties substantielles de ce travail. Le résultat final vous doit beaucoup. Merci aussi à Stéphanie Déchezelles, Catherine Leclercq et Laurent Willemez, dont les remarques critiques m'ont été précieuses.

Je remercie du fond du cœur Ali Cheiban, qui m'a mis le pied à l'étrier de la recherche et m'a accompagné dans mes débuts d'enseignant.

L'équipe DPCS du Centre Max Weber m'a offert bien plus qu'un environnement intellectuel stimulant. Les cafés sur la passerelle du bâtiment recherche de l'ENS sont des souvenirs auxquels je ne pense jamais sans nostalgie. Merci à Géraldine Bois pour m'avoir permis de travailler sur la démocratisation des pratiques artistiques, et surtout pour son amitié. Merci à Delphine Moraldo, ma fantasque camarade de bureau et de ping-pong ! Merci à Julien Barnier, Laure Flandrin, Reza Hadjikhani, Behnaz Khosravi, Francesca Quercia, Émilie Saunier, Damien Simonin, Olivier Vanhée, Marianne Woollven et Emmanuelle Zolesio. Merci à Férouze Guitoun pour sa disponibilité, sa patience et sa gentillesse.

Merci beaucoup à Denis Laforgue pour son accueil toujours chaleureux à l'Université de Savoie.

Grand Ben', Wally, Pierrot, P'tit Ben, Arnaud. Merci infiniment pour votre amitié fraternelle qui est un appui incomparable.

J'embrasse de toute mon affection ma grande et tumultueuse famille. Papa, ta fierté discrète mais non dissimulée me touche beaucoup. Je pense bien sûr à toi Maman. Tu aurais été heureuse je crois (peut-être un peu orgueilleuse aussi) de voir l'achèvement de ce travail. Pour y avoir toujours cru, merci beaucoup à mes sœurs, Anne-lise, Hélène, Astrid et Clarisse, et à mes frères, Emmanuel et Benjamin. Je ne vous oublie pas Émilie (ma presque sœur), Fred et la Mamie ! Vos encouragements ont été un appui sans faille. Je n'oublie pas non plus Onno, Yvan, Quentin et la dernière génération. Merci à Jacques, Babeth, Joris et Mégane, toujours présents et notamment dans les moments de doute.

Surtout, merci éternellement à toi Solène, mon amour. Les pages qui suivent te doivent beaucoup, et d'abord d'exister. Ta présence est un cadeau inestimable.

Merci enfin à Robin, mon fils, de m'avoir donné le souffle d'aller jusqu'au bout. Te voir grandir est un spectacle irremplaçable…

« *Il faudra bien revenir à l'utopie (cette vérité prématurée) de la Résistance, où des inconnus emportés par la fraternité clandestine et par un sens humain, rêvaient tous comme des petits Rousseau à la semaine des quatre jeudis, à la « démocratie économique et sociale », à un programme que nous faisions circuler sous le nez des Allemands et sous le titre ″Les jours heureux″.* »

Emmanuel d'Astier

Sommaire

Introduction générale 11

PARTIE I - D'un avant-guerre à l'autre.
La fabrique d'un héritier à histoires 39

Chapitre 1 - Socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier :
l'intériorisation d'un *ethos* aristocratique 43
1. Histoire et mémoire familiale 46
2. Socialisation primaire : l'enveloppement de la famille et du milieu 56
3. La Première Guerre mondiale : continuités et ruptures 71

Chapitre 2 L'indétermination sociale d'un fils de famille :
l'entre-deux-guerres d'Emmanuel d'Astier 83
1. L'échec de la carrière militaire 85
2. « Se faire un nom » : devenir écrivain… ou autre chose 93
3. Goût des plaisirs et refus des conventions : un style de vie non-conformiste 109
4. Ce que ses romans nous disent de d'Astier 122
5. Un héritier à histoires 129

Intermède La crise des années 1930 ou le retour de la violence dans les luttes
politiques et sociales 139

Chapitre 3 Emmanuel d'Astier journaliste
ou le réveil des dispositions politiques latentes 149
1. Les débuts dans le journalisme 150
2. Une étape décisive : l'entrée à l'hebdomadaire Vu 160
3. D'Astier reporter international : dénoncer le nazisme, refuser le fascisme 170
4. Politique intérieure : jugement du Front populaire 191

PARTIE II - Engagement et conversion politique 209

Prologue « Le trauma de 1940 » 215
1. D'une défaite fulgurante à Vichy 215
2. Un « moment critique » 219

Chapitre 4 Devenir résistant : de la débâcle à l'action collective
(juin 1940-avril 1941) 235
1. Réagir à la crise : une défaite qui ne passe pas 241
2. Entrer en résistance : la lente constitution d'un collectif contestataire 264
3. Agir : des premières actions à l'entrée en clandestinité 290

Chapitre 5 Genèse d'une vocation politique (avril 1941-janvier 1942) 307
1. Anthropologie de la vie résistante 313
2. La naissance de *Libération* et les prémisses de l'élaboration d'une ligne politique 330
3. Fonder un mouvement populaire 343
4. La formation d'un espace de la Résistance 359

Chapitre 6 Consolidation de la vocation et intériorisation d'aspirations révolutionnaires (janvier 1942-octobre1943) 389
1. Mission « Rex », la reconnaissance de la France libre ou l'affirmation de la vocation (janvier-octobre 1942) 391
2. L'affirmation d'aspirations politiques « révolutionnaires » (novembre 1942-octobre 1943) 417

Chapitre 7 Du Gouvernement provisoire au compagnonnage communiste (novembre 1943-juin 1945) 459
1. D'Astier ministre : entre le Peuple et l'État 460
2. Les luttes politiques à la Libération : résister à la mort politique 484

Conclusion générale 513

Sources et matériaux d'enquête 521
Bibliographie 531

Liste des sigles et acronymes utilisés

AMGOT	*Allied Military Government of Occupied Territories*
AN	Archives nationales
AS	Armée secrète
BCRA	Bureau central de renseignements et d'action
CAS	Comité d'action socialiste
CDL	Comité départemental de libération
CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens
CGE	Comité général d'études
CGT	Confédération générale du travail
CGTU	Confédération générale du travail unifiée
CFLN	Comité national de Libération nationale
CNF	Conseil national français
CNR	Conseil national de la Résistance
COMAC	Comité d'action militaire
COMIDAC	Comité d'action en France
CVIA	Comité de vigilance des intellectuels antifascistes
FFC	Forces françaises combattantes
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FFL	Forces françaises libres
FN	Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France
FTP	Francs-tireurs et partisans
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
LICA	Ligue contre l'antisémitisme
MLF	Mouvement de libération française
MLN	Mouvement de libération nationale
MUR	Mouvements unis de Résistance

OCM	Organisation civile et militaire
PCF	Parti communiste français
PPF	Parti populaire français
PSF	Parti social français
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SOE	*Special Operations Executive*
STO	Service du travail obligatoire
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Introduction générale

Le 21 octobre 1945, lors des premières élections législatives depuis la Libération, Emmanuel d'Astier de La Vigerie est élu député d'Ille-et-Vilaine à la tête d'une liste d'« Union des républicains et résistants » soutenue officiellement par le Parti communiste. Pionnier et haut dirigeant de la Résistance, ancien ministre de l'Intérieur du général de Gaulle dans le Gouvernement provisoire, d'Astier avait été sollicité quelques semaines plus tôt par Maurice Thorez et Jacques Duclos en personnes. Les deux patrons du puissant PCF voyaient alors en lui, aristocrate portant un nom à double particule mais figure d'une aile gauche radicale de la Résistance, la personnalité idoine pour remporter au profit du Parti un siège dans un département réputé très clérical et conservateur, où l'on vote traditionnellement à droite. Avec cette élection, d'Astier entame une carrière parlementaire placée sous le signe du compagnonnage de route avec le Parti communiste.

> « J'entrais dans la vie politique grâce aux voix communistes. J'étais engagé. […] Et je me suis trouvé porté par le courant communiste[1] ».

Durant toute la IV^e^ République, Emmanuel d'Astier siège à l'Assemblée au sein d'un groupe de députés apparentés au PCF[2] : « alliés fidèles, votant sept fois sur dix comme les communistes, menant la lutte à leurs côtés[3] ». Parallèlement, il dirige le quotidien *Libération* qu'il a fondé dans la clandestinité et qu'à partir de 1947, le PCF finance officieusement. Il est par ailleurs l'un des dirigeants-fondateurs du Mouvement de la Paix, organisation prosoviétique fondée initialement pour lutter contre la prolifération de l'arme atomique. Cet engagement lui vaut de recevoir en 1958 le prix Lénine pour la Paix, pendant soviétique du prix Nobel. Bref, durant près de quinze ans, d'Astier est l'un des nombreux intellectuels qui, sans toujours en être membres, sont « au service du parti[4] ».

---

[1] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, Paris, Pierre Belfond, 1966, p. 123.

[2] À la faveur du mode de scrutin proportionnel à la plus forte moyenne (ses scores oscillant entre 9 et 14% des voix), Emmanuel d'Astier est réélu en Ille-et-Vilaine en juin 1946, novembre 1946, juin 1951 et janvier 1956. De nouveau candidat en 1958, il est cette fois-ci battu et ne se représente pas par la suite.

[3] *Ibid*., p. 128.

[4] Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983. v

Dix ans avant la Libération, pourtant, rien ne semblait le destiner à un tel engagement. Au milieu des années 1930 en effet, au plus fort des violents affrontements politiques qui opposent le Rassemblement populaire, dont le Parti communiste est la force motrice, aux ligues d'extrême-droite, l'écrivain et journaliste dilettante et mondain qu'est alors Emmanuel d'Astier prend explicitement position en faveur des dernières. Dans une série d'articles parus dans l'hebdomadaire nationaliste *1935*, il dénonce le pouvoir et l'avidité supposés des Juifs, brocarde la République et ses désordres, moque les cortèges antifascistes du Front populaire. Émule revendiqué de l'écrivain antisémite Édouard Drumont et du théoricien du nationalisme intégral Charles Maurras, il se fait alors le porte-parole des « ligues, [des] droites, [des] nationaux[5] ».

Comment expliquer la métamorphose politique d'Emmanuel d'Astier ? Telle est l'interrogation centrale à laquelle s'attache à répondre ce travail. C'est une énigme singulière, en effet, que la trajectoire de cet aristocrate issu d'une famille jalouse de son appartenance (relativement récente) à la noblesse[6] et nourri à l'idéologie réactionnaire de l'Action française, devenu au sortir de l'Occupation le fidèle compagnon de route du « parti de la classe ouvrière ». Étiqueté par ses ennemis politiques comme « l'aristocrate qui se fait le fourrier du bolchévisme[7] », le « marquis rouge[8] », « chevau-léger du communisme[9] » ou « anarchiste en escarpin[10] », d'Astier incarne d'une certaine manière la figure intrigante du noble devenu révolutionnaire, du « Blanc » devenu « Rouge ». Or si l'on considère qu'au milieu des années 1930, il se revendique encore de la pensée de Charles Maurras et prend position en faveur des ligues contre les mouvements antifascistes, il y a effectivement une intrigue à démêler. Considérant cet itinéraire conduisant en quelques années de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, c'est en effet à une transformation radicale des manières de voir, de penser, de s'identifier, de se positionner politiquement que l'on semble avoir affaire.

En France, les notions de « droite » et de « gauche » constituent les catégories primordiales de l'entendement politique. Apparues lors de la Révolution française, elles s'imposent comme le principe dominant de vision et de division de l'espace politique au

[5] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge », *1935*, 17 juillet 1935.

[6] La famille d'Astier de La Vigerie a été anoblie en 1829, sous la Restauration. Cf. *infra* Chapitre 1, « Socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier ».

[7] Formule reprise par Pascal Copeau, adjoint de d'Astier à la tête du mouvement Libération-Sud, faisant une revue de la presse vichyste après la nomination de ce dernier au commissariat à l'Intérieur en octobre 1943 (Lettre de Salard [Copeau] à Bernard [d'Astier], 27 janvier 1944, AN, 72 AJ/410).

[8] C'est ainsi que d'Astier est couramment désigné dans les milieux anticommunistes après la Libération.

[9] Pierre Viansson-Ponté, « Nécrologie d'Emmanuel d'Astier », *Le Monde*, 13 juin 1969.

[10] Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 248.

tournant du XX^e siècle, à un moment où, la république parlementaire s'installant durablement, une représentation dominante de la politique s'établit qui « indexe la fidélité des conduites politiques sur l'appartenance stabilisée et reconnue à un camp[11] ». Dès lors, le clivage gauche-droite structure la compétition politique, il marque la frontière symbolique qui sépare deux camps politiques pensés comme fondamentalement antagonistes[12]. Parallèlement, les notions de droite et de gauche se diffusent au sein de la population en tant que catégories indigènes fondamentales qui structurent d'une part les perceptions de l'espace politique des individus, d'autre part leurs identifications politiques. Dès le début du XX^e siècle, droite et gauche sont les outils premiers grâce auxquels les individus classent les choses politiques (hommes, partis, idées, etc.) et *se* classent politiquement. « La consécration de la droite et de la gauche comme catégories identitaires […] participe de la mise en place d'une économie nouvelle de la représentation, mise en place qui marque l'avènement de la démocratie au sens contemporain du terme. Droite et gauche sont les mots par lesquels va passer le changement de fonction de la scène représentative et, avec lui, le changement dans la façon pour le citoyen de se situer au sein du champ politique.[13] »

Ainsi, dès la première moitié du siècle, le clivage gauche-droite s'impose comme le « socle fondateur de l'identité politique[14] » des Français, c'est-à-dire le « noyau dur » de leur sentiment d'appartenance politique. Il y a tout lieu de penser que dès cette époque, comme on l'observe aujourd'hui en matière électorale, ce clivage trace dans l'espace politique une frontière rarement franchie. En l'absence de données vraiment fiables sur la période précédant les années 1950, on est contraint d'inférer conjecturalement à partir de l'observation de la période ultérieure. En l'occurrence, si depuis une vingtaine d'années nombreuses sont les enquêtes[15] qui ont mis en évidence un phénomène relativement important de « volatilité électorale », autrement dit une importante mobilité des votes des électeurs d'une élection à l'autre, qui pourrait laisser penser un peu hâtivement à une large déstructuration des préférences politiques, ces mêmes enquêtes ont dans le même temps souligné que cette

[11] Brigitte Gaïti, « Les inconstances politiques », *Politix*, vol. 14, n° 56, 2001, pp. 17-42, p. 22.

[12] L'imposition de ce clivage se réalise au travers de luttes politiques concrètes. L'affaire Dreyfus joue ici un rôle notable : « Droite et gauche vont s'imposer alors comme les noms par excellence de ces deux France qui s'affrontent passionnément sur l'essentiel, la vérité, la justice, la religion, la nation, la révolution. (Marcel Gauchet, « La droite et la gauche », *in* Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire. III. Les France. 1. Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 395-467, p. 413) »

[13] *Ibid*., p. 418.

[14] Anne Muxel, « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps. Une enquête longitudinale », *Revue française de science politique*, vol. 51, 2001, pp. 409-430, p. 424.

[15] Cf. notamment Marc Swyngedouw, Daniel Boy et Nonna Mayer, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997), *Revue française de science politique*, vol. 50, 2000.

volatilité est en fait essentiellement une mobilité interne à chaque pôle politique[16]. Si nombreux sont les électeurs mobiles, ils le sont dans une large majorité à l'intérieur du même camp. Ils sont mobiles au sein de la gauche, ou bien mobiles au sein de la droite. Les passages d'un camp à l'autre (de la gauche à la droite ou de la droite à la gauche) sont quant à eux relativement rares. Autrement dit, on assiste plus fréquemment à des petits déplacements qu'à des traversées de l'espace politique. Cette observation témoigne du caractère très structurant du clivage gauche-droite en France.

Alors, certes, ce constat ne dit rien de la consistance de ces choix politiques, encore moins de la consistance des opinions ou des croyances éventuellement associées à ces choix (dont plusieurs travaux montrent d'ailleurs qu'elle peut-être relativement faible[17]). Reste que par ailleurs, plusieurs études consacrées à la socialisation politique ont montré que les préférences et croyances politiques des individus tendent à être d'autant plus affirmées, stables et durables, donc consistantes, qu'elles ont été intériorisées plus intensément et précocement, en particulier au sein de la famille. Autrement dit, plus la socialisation politique familiale est forte, homogène et explicite, mieux les préférences politiques parentales sont transmises et plus elles tendent ensuite à perdurer dans le temps[18]. Or de telles conditions de socialisation apparaissent étroitement corrélées au degré de politisation des parents, lui-même statistiquement corrélé au volume de capital culturel possédé et à l'appartenance sociale[19]. Ainsi, plus les parents possèdent un capital culturel important et sont issus d'un milieu social élevé, plus ils tendent à être intéressés par la politique et à socialiser politiquement leurs enfants, ceux-ci étant alors placés dans des conditions propices à l'intériorisation précoce de dispositions politiques durables. C'est ainsi que l'on peut comprendre que lorsqu'on observe l'évolution dans le temps des choix politiques des individus, les plus politisés, qui sont aussi statistiquement issus des classes supérieures et parmi les plus diplômés, sont ceux qui sont les plus constants. A l'inverse, l'inconstance politique demeure la fait des « agents les moins concernés par l'univers politique, qui, de fait, les ignore et les condamne à osciller entre la

[16] Patrick Lehingue, « La ″volatilité électorale″. Faux concept, vrai problème », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, n° 2-3, 1997.

[17] Cf. entre autres Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 2002 [1ère éd. 1980], pp. 222-235 ; Loïc Blondiaux, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998 ; Nonna Mayer, « La consistance des opinion » *in* Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul Sniderman (dir.), *La Démocratie à l'épreuve*, Paris, presses de Science Po, 2002, pp. 19-49.

[18] Cf. Annick Percheron, « La socialisation politique, défense et illustration », *in* Grawitz Madeleine et Leca Jean (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, pp. 212-213 et La Socialisation politique, Paris, Armand Colin, 1993. Voir aussi Anne Muxel, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Science Po, 2001 et Fabienne Federini, « Prolégomènes à une théorie des modes de formation des dispositions politiques », *SociologieS*, 2007 [en ligne].

[19] Cf. Daniel Gaxie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978 et Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, pp. 463-541.

non-inscription, l'abstention et l'expression de préférences instables[20] ». En somme, constance et consistance semblent aller de pair, et inversement. De ce point de vue, tout porte à penser que les individus politiquement engagés sont parmi les plus stables dans leur orientation.

Toutes ces observations rendent d'autant plus énigmatique le cas d'Emmanuel d'Astier. Non seulement, donc, le franchissement de la frontière droite-gauche est en soi un phénomène minoritaire, mais en outre toutes ses coordonnées sociales objectives semblent d'autant moins le disposer à parcourir ce trajet. Issu d'une élite sociale et culturelle ayant un souci marqué de sa reproduction, élevé dans des conditions sociales très homogènes au sein d'une famille où les opinions cléricales, réactionnaires et contre-révolutionnaires sont clairement affichées, tout semble plutôt le disposer à demeurer fidèle à son orientation politique première.

Dès lors, comment expliquer son itinéraire ? Pourquoi et comment d'Astier traverse-t-il l'espace politique et change-t-il d'idéologie ? Au terme de quelles expériences ? Quelles sont les étapes du processus ? Quelles sont les logiques sociales qui le sous-tendent, l'alimentent, l'entretiennent ? En un mot, quels sont les ressorts sociaux de sa trajectoire politique inconstante ?

Et d'abord, comment qualifier cette trajectoire ? Si un changement radical semble la caractériser, quel est exactement ce changement ? Ses dimensions, son ampleur, son degré ? A-t-on affaire à une complète *conversion*, au sens que donne à ce terme Émile Durkheim, c'est-à-dire un « mouvement profond par lequel l'âme toute entière, se tournant dans une direction toute nouvelle, change de position, d'assiette et modifie, par la suite, son point de vue sur le monde[21] » ? Ou bien à un changement circonscrit au seul domaine politique ? A-t-on affaire à une transformation *totale* de l'acteur, à un « réagencement global [de ses] manières de voir, d'être et de penser[22] » ? Ou bien seulement à une évolution de ses représentations et pratiques politiques ? En somme, d'Astier devient-il « autre[23] » ou demeure-t-il globalement « le même »[24] ?

---

[20] Patrick Lehingue, « La ″volatilité électorale″ », art. cit., pp. 176-177.

[21] Émile Durkheim, *L'Évolution pédagogique en France*, Paris, PUF, 1990 [1ère éd. 1938], p. 38.

[22] Laurent Kestel, *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012, p. 16.

[23] Peter Berger et Thomas Luckmann, qui accordent une importance fondamentale à la socialisation primaire dans le processus de fabrication sociale des individus, définissent ainsi les transformations individuelles radicales. Ce qu'ils nomment l'*alternation* est un devenir autre qui survient au terme d'un processus de « re-socialisation » par lequel l'individu change subjectivement de monde (Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité,* Paris, Armand Colin, 2006 [1ère éd. 1966], pp. 261 et suiv.).

[24] Pour penser les transformations individuelles, Muriel Darmon s'efforce de distinguer les *socialisations de conversion* – c'est-à-dire de « transformation radicale et totale, sur le modèle de la conversion religieuse » – des *socialisations de transformation* – qui renvoient à des processus impliquant une transformation « étant par

La question de la transformation individuelle[25] est au centre de ce travail. Or celle-ci ne doit pas être tranchée *a priori*. Plutôt que d'admettre à l'avance la transformation dont Emmanuel d'Astier est l'objet, il s'agit de la mettre en question et d'en mesurer par l'analyse le caractère et le degré effectifs. Rien n'interdit de penser, en effet, qu'au cours d'une trajectoire marquée par des changements observables de positions et de positionnements, ce ne soit pas en fait les *mêmes* dispositions qui soient à l'œuvre. Par-delà la conversion politique[26], la question se pose donc aussi de ce qui persiste de l'individu : qu'est-ce qui se maintient ? Qu'est-ce qui se transforme ? Quelle est la part de la continuité et du changement ? Et comment les deux s'articulent-ils ? Dans quelle mesure le continu ou l'inerte (les produits cristallisés du passé) résiste-t-il au changement et le conditionne-t-il ? Qu'est-ce qui rend possible la transformation individuelle ? Voilà au fond le problème général que pose le cas d'Astier.

1. Les ressorts sociaux d'une conversion politique

Saisir le social à l'échelle individuelle

L'objet de cette thèse, on l'aura compris, est l'étude d'un cas singulier. L'enjeu en est la compréhension du social à l'échelle individuelle. Dans cette perspective, il faut en premier lieu souligner que se donner pour objet d'analyse un individu ne signifie en rien adopter une vision atomistique des acteurs sociaux. En aucune manière il ne s'agit ici de penser l'individu comme un atome isolé, indépendant et autonome, dont le principe d'engendrement de l'action résiderait dans les mystères d'une volonté ou d'une intention pures, une conscience ou une rationalité dégagées de toute contrainte ou détermination externes, passées comme présentes. Une telle vision, dont Michel de Certeau à raison de souligner qu'elle a été « récusée par plus d'un siècle de recherches sociologiques, économiques, anthropologiques ou

définition *limitée* au regard de ce qu'impliquerait un processus de conversion ». Cf. Muriel Darmon, *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010 [1ère éd. 2006], pp. 117 et 119.

[25] Sur cette question des transformations individuelles, dans une même perspective sensible aux processus de socialisation, voir les travaux de Muriel Darmon, notamment *Conversions. Pour une sociologie des transformations individuelles*, mémoire de synthèse en vue de l'habilitation à diriger des recherches, ENS de Lyon, 2011 et « Sociologie de la conversion. Socialisation et transformations individuelles », *in* Claudine Burton-Jeangros et Christoph Maeder (dir.), *Identité et transformation des modes de vie*, Genève/Zurich, Seismo, 2011 ? pp. 64-84.

[26] Par commodité de langage, mais surtout parce qu'Emmanuel d'Astier change *réellement* d'idées ou d'opinions politiques revendiquées au cours du temps, nous faisons nôtre l'expression « conversion politique ».

psychanalytiques[27] » qui aurait dû la jeter définitivement au rebut, constitue évidemment une régression.

Norbert Elias a bien mis en évidence les impasses de l'idée commune consistant à concevoir la société et l'individu comme deux entités radicalement distinctes, la société « comme la réunion additive d'une multitude d'individus[28] » (sur lesquels, de l'extérieur, elle exercerait éventuellement une influence), les individus comme des noyaux isolées « qui ne seraient entrés en relation les uns avec les autres que secondairement pour former alors des groupes sociaux[29] ». À rebours de cette représentation préconstruite, Elias montre que les individus n'existent jamais indépendamment les uns des autres mais que dès leur naissance, ils sont pris dans des relations d'interdépendance qui, jour après jour, façonnent ce qu'ils sont.

> « De même qu'il faut des parents pour que l'enfant voie le jour, de même que la mère doit le nourrir d'abord avec son sang puis de la nourriture que produit son corps, l'individu est toujours et dès le départ en relation avec les autres, et il est même en relation très précisément définie par la structure spécifique du groupe qui est le sien. L'histoire de ses relations, de ses liens de dépendance et de ses obligations, et par là même, dans un contexte plus large, l'histoire de l'ensemble de la constellation humaine dans laquelle il grandit et vit, lui confère sa marque. Cette histoire, cette constellation sont présentes en lui et il les incarne, qu'il soit concrètement en relation avec d'autres ou vive solitairement, qu'il travaille dans une grande ville ou soit à mille milles de sa société, naufragé sur une île.[30] »

Autrement dit, comme l'écrit Bernard Lahire : « L'homme est social de part en part, d'emblée et par constitution : parce qu'il est un être en relation et un être de langage.[31] » Ses attitudes, ses comportements, son action sont le produit de ses formes de coexistence avec les autres, qu'elles soient passées (et sédimentées en lui sous la forme de dispositions à croire, à penser, à agir) ou présentes (sous la forme de configurations d'interdépendances socialement,

---

[27] Michel de Certeau, *L'Invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980, p. 9

[28] Norbert Elias, *La Société des individus*, Paris, Fayard, 1991, p. 40.

[29] *Ibid*., p. 129. Dans cette perspective, écrit par ailleurs Elias, les « contradictions entre les désirs en partie inconscients de l'individu et les exigences sociales […] alimentent constamment la thèse du noyau naturel de l'individualité entouré d'une écorce conditionnée par la société ou par le milieu. Elles font apparaître comme évident à l'individu qu'il serait ″intérieurement″ quelque chose pour soi, alors que la ″société″ et les autres hommes seraient ″extérieurs″ et ″étrangers″ par rapport à lui. (*Ibid*., p. 98) »

[30] *Ibid*., p. 64.

[31] Bernard Lahire, *Tableaux de famille. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Seuil, 2012 [1ère éd. 1995], p. 418.

spatialement et temporellement situées). Ainsi, société et individu ne sont pas des entités séparées mais ne forment en fait qu'une seule et même réalité, simplement saisie à des échelles différentes. D'un côté la société n'existe pas en-dehors des individus qui la constituent au travers des liens de dépendance réciproque qui les lient les un aux autres. De l'autre la société s'imprime en chaque individu et donc vit, agit, en chacun d'eux. Le social existe autant à l'état incorporé, dans les corps et cerveaux individuels, qu'à l'état général ou collectif, dans les structures sociales objectives, les classes, les groupes, les catégories, les institutions, etc. Comme dit Bourdieu, l'opposition individu/société « ne veut strictement rien dire dans la mesure où chaque individu est une société devenue individuelle, une société qui est individualisée par le fait qu'elle est portée par un corps, un corps qui est individuel[32] ».

Dans cette perspective, si singularité individuelle il y a effectivement, c'est d'une singularité socialement produite qu'il s'agit. Tout individu est singulier dans la mesure où il est le produit d'un composé complexe d'une multitude d'expériences plurielles cristallisées en lui. Sa singularité ne réside pas dans une quelconque propriété extrasociale, mais dans le caractère nécessairement unique de l'agencement ou de l'ordonnancement de ses expériences vécues. La métaphore de la feuille pliée employée par Bernard Lahire est à ce sujet particulièrement suggestive.

> « Si l'on se représente l'espace social dans toutes ses dimensions (économiques, politiques, culturelles, religieuses, sexuelles, familiales, morales, sportives, etc., ces dimensions grossièrement désignées étant elles-mêmes en partie indissociables et en partie décomposables en sous-dimensions) sous la forme d'une feuille de papier ou d'un morceau de tissu (il s'agit alors d'une surface plane), alors chaque individu est comparable à une feuille de papier froissée ou à un tissu chiffonné. Autrement dit, l'acteur est le produit de multiples opérations de plissements (ou d'intériorisation) et se caractérise donc par la multiplicité et la complexité des processus sociaux, des dimensions sociales, etc., qu'il a intériorisés. Ces dimensions, ces processus ou ces logiques (ces contextures) se plient toujours de façon relativement singulière en chaque acteur individuel, et le sociologue qui s'intéresse aux acteurs singuliers retrouve en chacun d'eux l'espace social froissé, chiffonné. Si l'acteur individuel est un être des plus

[32] Pierre Bourdieu cité dans Bernard Lahire, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinctions de soi*, Paris, La Découverte, 2006 [1ère éd. 2004], p. 16.

> complexes, c'est parce que se trouvent pliés en lui des dimensions, des logiques ou des processus variés.[33] »

L'étude de la singularité sociale est donc pour la sociologie un objet pleinement légitime. Simplement elle requiert une échelle d'observation particulière du réel, une échelle centrée sur les individus qu'il s'agit de soumettre à un examen « intensif[34] ». N'étudier qu'un seul cas peut alors s'imposer lorsque l'objectif de connaissance est, comme ici, de comprendre finement les logiques sociales du déroulement d'une trajectoire individuelle.

Entrer dans la fabrique sociale de l'acteur

Pour comprendre précisément les ressorts sociaux de la conversion politique d'Emmanuel d'Astier, il est nécessaire de retracer et expliquer l'histoire dont elle est le produit et un moment. Pour ce faire, on ne peut se contenter de tracer à grands traits la trajectoire de d'Astier et rester à la surface des caractéristiques sociales dont il est porteur. Il convient au contraire de véritablement entrer dans la *fabrique sociale* de l'acteur, c'est-à-dire de décortiquer les mécanismes et processus continus de la construction sociale de sa personne. Dans cette perspective, il s'agit de considérer le temps long biographique au cours duquel l'individu est socialement façonné par les multiples expériences qu'il est amené à vivre. En reconstituant le plus minutieusement possible la trame de son histoire individuelle, l'enjeu est de mettre au jour les modes de formation (et de transformation) des catégories de pensée et d'action qui sont agissantes dans le présent de ses pratiques Il s'agit de reconstruire et de suivre le fil chronologiquement ordonné de ses expériences vécues, en centrant l'analyse sur les effets socialisateurs et structurants de celles-ci. L'objectif est notamment de comprendre comment ces expériences se convertissent en dispositions mentales et comportementales, plus ou moins fortes et durables, qui conditionnent et orientent, à chaque moment de sa trajectoire, ses manières de penser et d'agir.

Si l'objet est ici de comprendre en particulier les comportements politiques d'Emmanuel d'Astier, et plus précisément les variations dans le temps de son engagement politique, il convient cependant de ne pas se limiter à l'étude du seul politique mais de considérer

[33] Bernard Lahire, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachette Littératures, 2006 [1ère éd. 1998], pp. 343-344.

[34] Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, « Penser par cas. Raisonner à partir de singularités », *in* Jean-Claude Passeron et Jacques Revel (dir.), *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005, pp. 9-44, p. 11.

l'ensemble des sphères de vie et des expériences structurantes, successives et simultanées, de l'acteur. Le politique, en effet, n'est jamais un registre isolé de l'expérience biographique d'un individu. Diachroniquement comme synchroniquement, il s'encastre dans d'autres sphères de vie et de socialisation – familiales, amicales, religieuses, professionnelles, etc. – qui contribuent à lui donner réalité[35]. Aussi le politique n'a pas le politique pour seul principe. Comme l'observe Johanna Siméant à partir de l'exemple de l'engagement dans des associations humanitaires, les « goûts qui s'actualisent dans les activités politiques ne sont pas toujours spécifiquement politiques, ce qui explique qu'ils peuvent, selon la configuration des espaces d'investissement de soi et ce qu'offrent ces derniers, trouver des espaces variés pour s'actualiser[36] ». Dans cette perspective, la formation des dispositions et attitudes politiques doit être entrevue comme le produit d'un processus continu et, parfois, de la conversion d'attentes, de désirs, d'inclinations qui trouvaient auparavant à s'actualiser – ou bien, au contraire, qui ne parvenaient pas à s'actualiser – dans d'autres activités et univers sociaux. Il faut ainsi cerner ce qui forme les attentes et les goûts, ce qui les entretient et ce qui, potentiellement, les transforme. Plus largement, il faut se demander ce qui fait courir l'individu, ce qui le tient et le retient dans le monde social ; ce qui fait que telle activité sociale spécifique, tel rôle, tel poste, telle mission, etc., sont pour lui dignes d'intérêt, enviables, appréciables, profitables ; ce qui, *in fine*, permet de comprendre à quel besoin et quel désir l'engagement politique, à tel(s) moment(s) de son existence, répond pour lui, quelles rétributions dispense-t-il auxquelles il est sensible[37].

En somme, il s'agit d'étudier « l'ensemble des ″réalités multiples″ qui font exister les acteurs sociaux tels qu'ils sont et tels qu'ils aspirent à être et ainsi tout ce qui les anime, les motive et donc les ″engage″ avant, pendant et à l'occasion de leur engagement[38] ». Pour ce faire, il convient d'analyser le « déroulement et l'intrication de plusieurs niveaux

[35] Sur l'imbrication du politique avec les autres sphères sociales dans lesquelles les agents sont insérés, et la tension (matérielle comme idéelle) qui peut en résulter pour les acteurs politiquement engagés, voir Philippe Gottraux, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997. Cf. également Julie Pagis, « Incidences biographiques du militantisme en mai 68 », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 25-51, p. 40.

[36] Johanna Siméant, « Un humanitaire apolitique ? », *in* Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 163-196, p. 169.

[37] Sur la question des rétributions du militantisme, voir les textes fondateurs de Daniel Gaxie : « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, 1977, pp. 123-154 et « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, Volume 11, 2005.

[38] Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », *in* Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, pp. 177-229, p. 177.

d'expérience vécus dans plusieurs sous-mondes sociaux[39] ». Ainsi, c'est une sociologie d'abord attentive aux effets de socialisation continue des expériences biographiques, une sociologie également sensible à la variété des sphères sociales traversées par l'acteur et à la pluralité de ses expériences socialisatrices[40], une sociologie attentive enfin à la dynamique de la trajectoire sociale de l'individu en fonction de laquelle se redéfinissent continuellement ses attentes sociales subjectives[41], qu'il s'agit de mettre en œuvre. Il faut prendre acte de ce que la fabrique sociale d'un acteur (et de son action) est une fabrique *plurielle* (dont les instances et les modalités sont multiples) et une fabrique *processuelle* (c'est-à-dire qui s'inscrit dans une durée, qui se déroule dans le temps).

Articuler temps long de la trajectoire et temps court de la mobilisation résistante

Dans l'histoire individuelle d'Emmanuel d'Astier, la Résistance constitue une étape centrale et marquante. Action contestataire à « haut-risque[42] » en conjoncture de crise, l'engagement résistant est le vecteur d'expériences biographiques intenses ayant pour effet d'infléchir la trajectoire individuelle de d'Astier. Parce qu'elle condense pour l'essentiel le processus de sa conversion politique, l'expérience résistante constitue une boîte noire qu'il s'agit d'ouvrir et de décortiquer.

La débâcle et la défaite militaires de juin 1940 ouvrent en France un « moment critique[43] ». Événements ayant « pour effet d'affecter, dans ses "structures" mêmes, l'organisation routinière de la société[44] », elles rompent la continuité du cours ordinaire de l'existence sociale, elles constituent un « point de bascule à partir duquel le monde et le temps semblent subitement devoir s'ordonner autrement[45] ». Conjoncture bouleversée, instable,

[39] Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique,* vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 199-217, p. 207.

[40] Sur la multiplicité des mondes et sous-mondes sociaux dans lesquels s'inscrivent les acteurs des sociétés contemporaines, voir en particulier Georges H. Mead, L'Esprit, le soi et la société, Paris, PUF, 1963 [1ère éd. 1934] et Anselm Strauss, *Continual Permutations of Actions*, New-York, Aldine de Gruyter, 1993. Sur les conséquences socialisatrices de cette pluralité des sites d'inscription des individus, voir Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*.

[41] Comme le relève Annie Collovald, une trajectoire sociale ne se caractérise pas seulement par sa *pente* (stable, ascendante ou déclinante), mais aussi par son *rythme* (rapide, lent, heurté), lequel contribue tout autant à la cristallisation du rapport à soi et du rapport au monde de l'acteur (Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », art. cit., p. 198).

[42] Doug McAdam, « Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, pp. 64-90.

[43] Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Minuit, pp. 207-250.

[44] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, presses de Sciences Po, 2009 [1ère éd. 1986], p. 125.

[45] Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002.

incertaine et changeante, la crise a pour effet d'introduire dans la durée une « rupture, […] elle met en suspens l'ordre ordinaire des successions et l'expérience ordinaire du temps comme présence à un avenir déjà présent[46] ». Moment d'« indétermination provisoire des possibles[47] », la crise a pour effet de ramasser, de contracter le temps. Au temps continu, linéaire, étendu qui marque le cours de l'existence routinière, elle oppose un « temps court[48] », accéléré, chargé d'événements qui mettent en jeu et en question l'avenir. Temps social *extra-ordinaire*, le moment critique forme ainsi une séquence temporelle spécifique, dotée d'une dynamique propre qui suscite une « logique d'action irréductible aux logiques antérieures et routinières[49] ».

Dans une telle conjoncture, l'individu mobilisé est pris dans et par le temps court des événements. Se pose alors la question de l'articulation des temporalités. Comment le temps court de la mobilisation s'imbrique-t-il dans le temps long de la trajectoire biographique ?[50] De quelle façon les reconfigurations induites par ce temps court, les situations nouvelles qu'il ouvre, les expériences singulières qu'il fait vivre rencontrent-elles l'inertie relative des dispositions sociales, des attentes subjectives, des compétences, des ressources que le temps long de la trajectoire sociale a déposé dans le corps et le cerveau de l'acteur ?

Considérant d'abord que « l'événement ne signifie pas dans un vide[51] » mais qu'il percute d'une *certaine façon* un état des choses et des hommes *déjà là*, et constitués d'une *certaine manière*, il s'agit de s'intéresser précisément à quel acteur l'événement rencontre. Les propriétés incorporées de l'individu, en même temps que sa situation objective, sa disponibilité biographique, la configuration de ses réseaux de sociabilités, etc., conditionnent évidemment ses façons de réagir et d'agir dans la crise. Elles tracent un espace des possibles ainsi qu'un espace des pensables qu'il est nécessaire de restituer. Par conséquent, il s'agit d'abord de s'interroger sur les conditions sociales de possibilité et les conditions pratiques de réalisation de l'engagement résistant. Pourquoi et comment l'individu passe-t-il à l'acte militant ? En quoi les propriétés sociales dont il est porteur jouent-elles favorablement ?

[46] Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit*., p. 236.

[47] *Ibid*., p.237.

[48] Boris Gobille, « L'événement mai 68. Pour un sociohistoire du temps court », *Annales. Histoires, sciences sociales*, 2008, 63ème année, n° 2, 2008, pp. 321-341.

[49] Julie Pagis, *Un Pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Science Po, 2014, p. 22.

[50] Le même problème de l'articulation des temps long et court se pose à l'échelle macrosociale. Comme l'observe Boris Gobille, le « ″présent de l'histoire″ en conjoncture de crise est […] justiciable d'une sociohistoire du temps court, dont l'enjeu est de penser ensemble l'irréductibilité des temporalités critiques et le travail continué du passé (Boris Gobille, « L'événement mai 68 », art. cit., p. 324) ».

[51] Alban Bensa et Éric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », art. cit.

Comment agissent-elles *effectivement* ? Quels sont les processus et modalités concrets de son engagement ?

Mais, observant que l'événement ouvre une séquence temporelle et actionnelle nouvelle, ayant sa dynamique propre charriant des situations et des expériences inédites qui surviennent dans un ordre *chrono-logique* spécifique, il s'agit d'observer également ce que fait l'événement à celui qui le vit, ce que fait la mobilisation à celui qui la fait. Qu'est-ce qu'il se passe et qu'est-ce qu'il se joue dans la crise ? Que voit, que fait, que vit Emmanuel d'Astier dans la Résistance ? Et qu'est-ce que la Résistance, de cette façon, lui fait ?

Ainsi, il faut donc prendre la mesure de ce que la mobilisation et l'engagement produisent quelque chose de spécifique. Tout, en effet, ne se joue pas en amont de la crise, comme si la trajectoire et les propriétés de l'individu renfermaient un programme de son devenir biographique. La Résistance ne se réduit pas pour Emmanuel d'Astier à un contexte, ou une série de contextes d'action où simplement s'actualisent ses dispositions. Elle est aussi, et surtout, une succession d'expériences singulières, particulièrement intenses, qui l'agissent et l'impactent autant qu'elle est agie par lui. Autrement dit, elle constitue une suite de contextes expérientiels qui pèse sur la trajectoire et le patrimoine dispositionnel de l'acteur. C'est pourquoi il s'agira pour nous dans la deuxième partie de cette thèse, de véritablement explorer l'expérience résistante afin de saisir les mécanismes et processus du devenir résistant, de la même façon que Timothy Tackett plonge dans le processus de fabrication du « devenir révolutionnaire[52] » ou que Doug McAdam dissèque l'expérience des participants au Freedom Summer[53]. Il s'agit en d'autres termes d'ouvrir la boîte noire de la mobilisation résistante – ou plus précisément, d'Emmanuel d'Astier dans la Résistance – pour observer le plus précisément possible ce qu'il s'y passe. Il convient alors d'être particulièrement attentif à la dynamique des événements, à l'enchaînement des situations et des expériences, dont les logiques propres peuvent être grosses d'incidences sur la trajectoire de l'acteur. Comme le souligne en effet Annie Collovald, « bien des déplacements de trajectoires, de conversions des modes anciens de penser le monde social et politique et d'y prendre place se jouent là dans l'événement ou dans la conjoncture et ouvrent sur des transformations aussi inattendues au regard de ce qui précédait qu'indépendantes de leurs ″origines″ une fois qu'elles sont accomplies[54] ». Il s'impose donc d'analyser le « déploiement du présent[55] ». C'est à cette

[52] Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple*, *op. cit*., p. 20.

[53] Doug McAdam, *Freedom Summer*, *op. cit*., pp. 109-189.

[54] Annie Collovald, « Le ″national-populisme″ ou le fascisme disparu. Les historiens du temps présent et la question du déloyalisme politique », *in* Michel Dobry (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, pp. 279-321, p. 298.

condition seule que l'on peut se donner les moyens de saisir le plus complètement les effets de l'engagement résistant sur la trajectoire biographique et la trajectoire politique de d'Astier. L'enjeu est notamment de parvenir à faire la part de ce qui, dans la façon dont est vécue la Résistance et dans ses débouchés, tient en propre à l'expérience résistante de ce qui relève de la continuité biographique, ou, encore, de ce qui relève de la rencontre (spatio-temporellement) circonstanciée des deux.

Le modèle inspirant des travaux de Timothy Tackett

Une telle démarche de recherche attentive à restituer les effets propres des dynamiques de crise sur les participants (leurs croyances, leurs aspirations, leurs trajectoires) a fait la démonstration de sa valeur heuristique sur plusieurs terrains distincts[56]. De ce point de vue, les travaux de Timothy Tackett sur la Révolution française sont particulièrement stimulants. Tackett a en effet pu montrer que les députés de 1789 n'avaient rien d'aspirants révolutionnaires au moment de l'ouverture des États généraux[57]. Avant 1789, la plupart d'entre eux connaissent mal la pensée politique des Lumières. Plus familiers de littérature, de sciences et de droit que de philosophie politique, ils se présentent plutôt comme des réformistes, dans l'ensemble profondément attachés à la monarchie et à la personne du roi. C'est en fait au fil des événements, et notamment au gré d'interactions fortement conflictuelles avec les représentants conservateurs de la noblesse, que les députés du tiers-état vont peu à peu se radicaliser et *devenir* révolutionnaires. Encouragés par l'immobilisme de Louis XVI, heurtés par l'intransigeance arrogante et méprisante de la noblesse à leur égard, portés aussi par une puissante « dynamique de groupe », les députés vont progressivement durcir leurs positions, adopter des résolutions de plus en plus radicales et intérioriser peu à peu l'idée de la possibilité du changement politique. À rebours de certaines théories éculées interprétant la Révolution française au prisme de l'imprégnation idéologique des acteurs[58] – imprégnation toujours postulée mais jamais vérifiée empiriquement – Tackett montre qu'on ne peut comprendre le fait révolutionnaire sans prendre en compte « l'antagonisme social entre la noblesse et le tiers, et le

[55] *Ibid*.

[56] Cette démarche est notamment défendue par Annie Collovald et Brigitte Gaïti pour l'étude des processus de radicalisation : Annie Collovald et Brigitte Gaïti, « Question sur la radicalisation politique », *in* Annie Collovald et Brigitte Gaïti (dir.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, pp. 19-45. À une échelle plus macrosociale, la nécessité d'analyser le présent critique en train de se faire a été théorisée par Michel Dobry. Celui-ci défend l'idée qu'on ne peut bien comprendre les crises politiques, et notamment leurs débouchés, sans voir leur autonomie relative par rapport aux origines de leur émergence. L'un des enjeux est alors d'analyser les « enchainements causaux internes aux processus de crise (*Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 51) ».

[57] Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

[58] Cf. notamment François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.

processus créateur de l'interaction des groupes[59] » ; autrement dit sans s'intéresser à *ce qu'il se passe dans le cours des événements*. Or l'idéologie joue en la matière un rôle très secondaire. En tout état de cause, elle constitue davantage une conséquence discursive de l'action révolutionnaire qu'elle n'en est une précondition ou une cause. Tackett insiste sur ce point : « dans la plupart des cas, il faudra attendre la mise en place de la dynamique révolutionnaire pour que les députés commencent à ″comprendre″ les propositions politiques les plus radicales des penseurs des Lumières […]. C'est à l'épreuve des faits, pour expliquer et justifier leurs actions, que de nombreux députés commencent à élaborer une idéologie cohérente – ou plutôt plusieurs idéologies différentes – où se mêlent et se synthétisent divers éléments de la pensée du XVIII[e] siècle. Des références spécifiques aux idées des Lumières, largement absentes en mai et au début juin, deviennent plus courantes au cours de l'été et de l'automne 1789 dans les témoignages des députés.[60] » De la même façon, Roger Chartier montre que le concept des « Lumières » est bien plus un produit de la Révolution que la Révolution n'en est le produit[61].

La Résistance sera donc appréhendée dans une double perspective : à la fois comme contexte(s) d'action, c'est-à-dire comme « cadre déclencheur de dispositions incorporées[62] », et comme contexte(s) de socialisation, autrement dit comme « cadres où se forment des compétences, des appétences ou des habitudes mentales et comportementales[63] ». On verra plus particulièrement en quoi l'expérience résistante est vectrice d'une intense socialisation politique qui, en l'occurrence, est une socialisation de transformation dans la mesure où elle fait évoluer Emmanuel d'Astier vers des positions politiques radicales, nettement ancrées à gauche, qui n'étaient pas les siennes auparavant. On verra ainsi comment le temps court de la mobilisation résistante parvient à « accoucher » d'un temps long[64].

Saisir l'acteur en contextes : faire varier la focale de l'objectif

Des développements qui précèdent découle une double nécessité analytique, celle de la contextualisation et de l'historicisation des expériences et pratiques de l'acteur étudié. En

[59] Timothy Tackett, « Le processus de radicalisation au début de la Révolution française », *in* Annie Collovald et Brigitte Gaïti, *La Démocratie aux extrêmes*, *op. cit*., pp. 47-66, p. 64.
[60] Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple*, *op. cit*., p. 285.
[61] Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990.
[62] Bernard Lahire, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012, p. 26.
[63] *Ibid*.
[64] Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, pp. 125-143.

effet, tout phénomène social, qu'il soit individuel ou collectif, est nécessairement situé socialement, spatialement et historiquement. Aussi on ne peut le comprendre sans reconstruire les contextes dans lesquelles il s'inscrit, qui constituent des cadres contraignants et structurants qui participent directement à la construction du phénomène en question[65]. Comme l'observe Olivier Fillieule, « toutes les fois que l'on s'attache à l'observation d'activités sociales sans rapporter ces activités aux contraintes spécifiques aux espaces dans lesquels elle s'exercent, on s'interdit de comprendre les logiques pratiques qui les organisent[66] ». Ainsi, le comportement d'un individu ne se réduit jamais à l'activation mécanique de dispositions et/ou de compétences, c'est-à-dire à l'expression d'une intériorité sociale. Il est toujours le produit d'une *rencontre* (plus ou moins équilibrée selon les types de pratique et les situations sociales), entre les propriétés incorporées de l'acteur et les propriétés (et contraintes) du contexte dans lequel il est plongé[67]. Comprendre l'expérience et l'action individuelle nécessite donc de saisir les données des contextes dans lesquelles elles se déroulent. Étudier le social à l'échelle individuelle implique d'étudier les réalités sociales plus générales dont il participe[68].

Ces réalités sont multiples et de *surfaces* très inégales. Le monde social global se présente en effet comme un encastrement, un enchevêtrement de plusieurs niveaux de réalité sociale, qui vont des plus généraux et étendus (les structures sociales) aux plus localisés et restreints (les interactions entre acteurs, les actions individuelles), en passant par une multiplicité de niveaux intermédiaires (les institutions, les organisations, les groupes sociaux). Ces niveaux de réalité qui s'emboîtent, se superposent, se chevauchent et/ou s'englobent entretiennent des rapports d'interdépendance. Ce qui se déroule par exemple à l'intérieur du champ politique (les perceptions, calculs, actions des individus et des groupes) dépend étroitement des propriétés propres de ce champ, de sa structuration interne, sans être pour autant indépendant

[65] On peut définir un contexte comme l'ensemble des éléments qui *configurent* d'une certaine manière une situation donnée.

[66] Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art., cit., p. 210. Cette observation, poursuit Olivier Fillieule, « implique que l'étude des carrières militantes articule l'analyse des trajectoires individuelles à celles, d'une part, *de l'espace dans lequel s'exercent les activités sociales considérées* et, d'autre part, *du ou des groupements dans lesquels s'exercent ces activités* (*Ibid*.) ». Autrement dit, il faut penser l'engagement « structuralement ».

[67] La dimension « relationnelle (Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*., p. 95) » de cette réalité pose le « problème de l'influence des contextes pratiques de l'action sur l'opérationnalité des dispositions incorporées (Éric Agrikoliansky, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, pp. 27-46, p. 30).

[68] Comme l'écrit l'historien Jacques Revel, « chaque acteur historique participe, de façon proche ou lointaine, à des processus – et donc s'inscrit dans des contextes – de dimensions et de niveaux variables, du plus local au plus global. Il n'existe donc pas d'hiatus, moins encore d'opposition entre histoire locale et histoire globale. Ce que l'expérience d'un individu, d'un groupe, d'un espace permet de saisir, c'est une modulation particulière de l'histoire globale (Jacques Revel, « Introduction », *in* Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard / Seuil, 1996, p. 26) ».

ni de la structuration de l'espace social national qui le contient – en particulier de la structure de distribution des pouvoirs, autrement dit de l'état des rapports de force entre les différents champs – ni des individus (qu'il contient) qui contribuent à le faire par leur action. Ces différentes réalités ont chacune leur histoire et une temporalité propres, plus ou moins longues, plus ou moins heurtées, plus ou moins rythmées. L'histoire lente des structures sociales n'a pas la même durée ni le même rythme que l'histoire d'une institution, que l'histoire d'un groupe ou que l'histoire d'un individu. Or ces histoires et ces temporalités se croisent dans le présent.

En bout de chaîne, l'action d'un individu est donc multi-déterminée. Elle est conditionnée par les contraintes du contexte immédiat dans lequel il est placé (précisément situé spatialement et temporellement), qui est lui-même dépendant du contexte plus large dans lequel il est inscrit (contexte organisationnel ou institutionnel par exemple), lui-même dépendant etc., jusqu'à la toile de fond que forment les structures sociales générales (structures politiques, économiques, culturelles, religieuses, rapports entre les classes sociales, division du travail, rapports sociaux de sexe, etc.). L'action individuelle est donc aussi le point de rencontre (un moment) d'une pluralité d'histoires : l'histoire individuelle de l'acteur et les histoires collectives des groupes, organisations, univers sociaux dans lesquels il est inclus et dont il participe (l'histoire d'une famille, l'histoire d'une profession, l'histoire d'un parti, l'histoire d'une nation, etc.).

Ainsi, pour comprendre la trajectoire d'Emmanuel d'Astier, il faut parvenir à restituer les contextes socio-spatio-temporels qui l'enveloppent et la déterminent. Concrètement, il s'agit de faire « varier de façon systématique et contrôlée la focale de [notre] objectif[69] », c'est-à-dire d'alterner les échelles d'observation. À l'image de ce que font les micro-historiens, c'est un « travail de contextualisation multiple[70] », allant du plus situé au plus général, qu'il faut mettre en œuvre. De cette façon, il s'agit de parvenir à tenir ensemble les niveaux micro (l'individu et son action), méso (les groupes et organisations dont il est membre) et macrosociologique (les structures sociales)[71], ce qui implique de parvenir aussi à articuler les temporalités multiples qui se condensent dans le présent. Ce travail est d'autant plus impératif que l'existence d'Emmanuel d'Astier se déroule dans une période marquée à la fois par

[69] Jacques Revel cité dans Bernard Lahire, « Les variations des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n° 2, 1996, pp. 381-407, p. 396.
[70] Jacques Revel, « Introduction », art. cit., p. 26.
[71] Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, 2009, pp. 97-125, pp. 109-121.

d'importantes transformations structurelles (autant sociales, démographiques et économiques que politiques) et par une conjoncture socio-politique particulièrement rythmée.

En définitive, l'analogie balistique par laquelle Jean-Claude Passeron présente la logique du concept de « trajectoire » fournit une bonne synthèse dans l'entreprise qui est la nôtre : « il s'agit de composer une force et une direction propres à un mobile avec les champs de forces et d'interactions qu'il traverse[72] ». Dans ce travail, pour saisir la logique de son trajet, il s'agit de décrire *et* le mobile *et* les champs de forces qu'il traverse[73].

2. Méthodes et sources

Pour une approche biographique

Pour le sociologue, le mot « biographique » fait souvent fonction de repoussoir irrévocable, cristallisé sous la forme de l'« illusion biographique ». Cette expression renvoie au célèbre article dans lequel Pierre Bourdieu s'attaque à la notion d'histoire de vie[74]. Fondée sur le récit linéaire d'une vie conçue plus ou moins consciemment comme un « développement nécessaire[75] », l'histoire de vie pêche selon Bourdieu par son ambition de vouloir dégager une cohérence, une unité et, en définitive, un *sens* du devenir biographique d'un individu. L'illusion biographique désigne ainsi les présupposés d'une biographie qui serait son propre moteur, qui trouverait en elle-même le principe de son déroulement. De son côté, Jean-Claude Passeron voit une « utopie[76] » dans les récits qui se veulent exhaustifs, qui collectionnent les détails et les anecdotes, « se berçant de la certitude que ″rien n'est insignifiant″[77] » et tirant l'« impression de comprendre[78] » qu'ils produisent des pouvoirs suggestifs de la rhétorique narrative qu'ils déploient.

[72] Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2009 [1ère éd. 1991], p. 329.
[73] Dit autrement, il s'agit de « comprendre le devenir biographique dans un double mouvement, celui de l'action sociale des individus et celui du déterminisme des structures (*Ibid*., p. 323) ».
[74] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, 1986, pp. 69-72.
[75] *Ibid*., p. 69.
[76] Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit*., pp. 304-305.
[77] *Ibid*., P. 304.
[78] *Ibid*.

On ne saurait contester la pertinence de ces remarques. En rappelant que les « événements constitutifs de la vie[79] » s'inscrivent dans un espace social structuré, en mettant en garde contre l'« illusion de la *pan-pertinence* du descriptible[80] », en insistant sur le rôle crucial du « problème théorique des traits pertinents de la description[81] », ces critiques fournissent des pistes précieuses qui n'invalident pas toute approche biographique mais permettent au contraire d'élaborer un outil évitant les écueils de la biographie anecdotisante, hagiographique ou subjectiviste. « Si la critique de l'illusion biographique conduit à la désillusion de la panacée biographique, elle ne remet pourtant pas en cause l'intérêt à rendre compte du devenir biographique.[82] » Cet « intérêt » s'observe très précisément dans l'analyse de l'action individuelle et du social à l'état incorporé. Les données biographiques constituent en effet un matériau irremplaçable pour reconstruire la « séquence d'interactions dans laquelle s'est construit [un] individu[83] » et décrire le « devenir des propriétés portées par [cet] individu[84] ».

Dans ce travail, c'est bien ainsi une approche biographique qui est mise en œuvre, dans le sens où il ne s'agit pas simplement d'enregistrer les propriétés sociales portées par Emmanuel d'Astier, mais d'en reconstruire la genèse et d'analyser les conditions, les modalités, les processus de leur actualisation (et possible transformation) dans la pratique. Allant plus loin qu'un « simple » analyse de trajectoire sociale comme suite de positions dans l'espace social, il s'agit de reconstituer le plus minutieusement possible le fil des expériences spécifiques, autrement dit les processus biographiques particuliers, par lesquels ses propriétés individuelles adviennent à l'individu (comment elles deviennent des propriétés incorporées) et sont ensuite activées (renforcées, remodelées, transformées) dans le présent de son action. En d'autres termes, il s'agit de retracer l'histoire individuelle de l'acteur afin de mettre au jour les cadres socialisateurs différenciés qu'il a traversés et les marques, sous forme de manières plus ou moins durables de penser et d'agir, laissées en lui par leur fréquentation. Ces marques sont singulières dans la mesure où elles sont issues d'expériences multiples, vécues simultanément ou successivement. Ce sont elles qui façonnent son rapport au monde, elles qui, dans leur rencontre permanente avec des situations et contextes toujours particuliers (parce que socialement, spatialement et historiquement situés), tissent et retissent ses visions du monde,

[79] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit., p. 71.
[80] Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit*., p. 305.
[81] *Ibid*., p. 304.
[82] Stéphane Chantegros, Sophie Orange, Adrien Pégourdie et Cyrille Rougier, « Introduction », *in* Stéphane Chantegros, Sophie Orange, Adrien Pégourdie et Cyrille Rougier (dir.), *La Fabrique du biographique*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2012, p. 17.
[83] Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit*., p. 321.
[84] *Ibid*.

ses attentes, ses désirs, ses inclinations, etc., et *in fine* fabriquent son action.

Ce faisant, c'est bien une approche processuelle, attentive à la dimension temporelle des mécanismes de fabrication sociale des individus, attentive à la succession des expériences vécues, qui est ici mise en œuvre. En aucun cas cependant il ne s'agit de raconter une « vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs[85] ». L'enjeu est au contraire de systématiquement *positionner* l'individu dans l'espace social, mieux, dans la pluralité des espaces et univers sociaux (du plus global aux plus locaux) qu'il traverse. Loin donc de négliger la dimension structurelle de l'expérience et de l'action individuelles, il s'agit de la restituer[86]. De plus, il n'est pas non plus question de tout savoir et tout dire de l'individu, de multiplier les anecdotes, mais de repérer les éléments structurants de son existence qui permettent de saisir les logiques sociales du déroulement de sa trajectoire[87]. Cette posture de recherche est indispensable pour contourner les écueils de l'illusion biographique et rendre pleinement raison des comportements individuels.

Ces précautions admises, reste que l'une des difficultés majeures auxquelles est confronté, dans la pratique même de l'enquête, le sociologue travaillant sur *un* individu (*a fortiori* lorsque celui-ci est un personnage public à qui l'opportunité a été donnée de se raconter), est de parvenir à ne pas se laisser imposer la version (construite, voire *travaillée*) de son parcours biographique que cet individu s'est efforcé de fixer dans ses discours, et qui répond à de multiples enjeux de présentation de soi[88]. Tout individu faisant le récit de son existence tend en effet à en reconfigurer les étapes afin de la rendre plus cohérente et plus intelligible. Paul Ricoeur analyse ainsi le récit comme une « mise en intrigue »[89]. En racontant sa vie, l'individu reconstruit son expérience, initialement discontinue et confuse, autour d'une intrigue qui tend à transformer les événements vécus en une histoire dotée d'une logique. Cette intrigue agit notamment comme un filtre permettant à l'acteur d'opérer la sélection entre ce qui est digne d'être raconté (parce que jugé important, significatif et pertinent) et ce qui ne l'est pas. En somme, l'intrigue constitue un instrument permettant à l'acteur

[85] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit., p. 71.

[86] Annie Collovald insiste largement sur la nécessité de la prise en compte de la dimension structurelle des trajectoires d'engagement (Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », art. cit.).

[87] Comme l'écrit Yves Gingras, une telle approche biographique « problématise une vie au lieu de simplement la décrire comme un enchaînement inévitable d'événements (Yves Gingras cité dans Bernard Lahire, *Franz Kafka*, *op. cit*., p. 74) ».

[88] Le cas idéal-typique de « travail proprement biographique de soi sur soi » est celui de l'homme politique : « l'homme politique est particulièrement astreint à ce type de travail sur lui-même puisque, jouant sous le regard des autres, son identité est une marque politique qu'il se doit de systématiser pour faire la différence dans la concurrence (Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 1999, p. 21) ».

[89] Paul Ricoeur, *Temps et récit. I. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983.

d'organiser, structurer, synthétiser son expérience biographique. De cette façon, tout discours biographique constitue une sorte de scénario. C'est la raison pour laquelle le sociologue doit nécessairement l'appréhender avec une grande précaution méthodologique. Or dans le cas qui nous occupe, le problème est redoublé. D'une part parce qu'Emmanuel d'Astier est un personnage public (s'il n'est plus député dans les années 1960, il est encore un directeur de presse important, un écrivain et, à partir de 1965, un homme de télévision) qui est conditionné à produire une « identité stratégique[90] » de lui-même. D'autre part parce qu'il est un homme de lettres, habitué à parler de lui, qui dispose de toutes les compétences techniques (cognitives et discursives) pour manipuler de façon avantageuse sa présentation de soi[91].

Ainsi, l'un des enjeux à la fois méthodologiques et analytiques auxquels on a été confronté a été d'abord d'adopter la bonne distance critique à l'égard des récits autobiographiques d'Emmanuel d'Astier, ensuite de se rendre le moins captif possible de ce registre de sources. Pour ce faire, on s'est appuyé, comme tout enquêteur de terrain, sur « tous les modes de recueil de données possibles[92] », c'est-à-dire que l'on s'est efforcé de varier au maximum les sources et les types de sources. Textes et récits autobiographiques, production journalistique et littéraire, témoignages de contemporains, documents d'archives divers, etc., ont été ainsi analysés. L'enjeu de cet éclectisme empirique n'était pas seulement de croiser les informations afin de faire le tri entre le vrai et le faux, le probable et l'improbable – ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan qualifie de « triangulation simple[93] » – mais aussi de « mieux tenir compte des multiples registres et stratifications du réel social[94] ». Prenant acte du fait que le sociologue ne peut jamais saisir le réel social directement, il s'agissait de multiplier les occasions de repérer des traces et indices pluriels de l'existence sociale d'Emmanuel d'Astier[95].

---

[90] Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 73, juin 1988, pp. 29-40.

[91] Delphine Naudier qualifie les écrivains de « maîtres en l'art de fabriquer des représentations (Delphine Naudier cité *in* Frédérique Giraud, Aurélien Raynaud et Émilie Saunier, « Principes, enjeux et usages de la méthode biographique en sociologie », *Interrogations*, n° 17, janvier 2014 [en ligne]) ».

[92] Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, 1995 [en ligne].

[93] *Ibid*.

[94] *Ibid*.

[95] Á l'inverse des sciences de la nature, qui peuvent avoir recours à l'expérimentation pour accéder directement à un réel abstrait des conditions particulières de ses manifestations « naturelles », les sciences sociales travaillent sur des objets résolument historiques auxquels elles n'ont jamais qu'un accès indirect. En effet, elles ont affaire à un matériau qui *passe* et jamais ne se présente de nouveau tel qu'en lui-même. C'est ce par quoi, comme l'observe Jean-Claude Passeron, elles sont des sciences fondamentalement *historiques* : « l'unité qui s'impose à toute analyse épistémologique de ces sciences est celle qui tient à la circonstanciation spatio-temporelle de leurs assertions les plus générales : les phénomènes leurs sont toujours données dans le devenir du monde historique qui n'offre ni répétition spontanée ni possibilité d'isoler des variables en laboratoire. Même méticuleusement organisées, la comparaison et l'analyse ne fournissent ici qu'un substitut trompeur de la méthode expérimentale puisque leurs résultats restent indexés sur une période et un lieu. (Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement*

Sources et matériaux d'enquête

La première catégorie de données sur lesquelles se fonde cette recherche concerne des textes et récits autobiographiques. S'il n'a pas écrit de mémoires à proprement parler, Emmanuel d'Astier est l'auteur de deux ouvrages de souvenirs portant sur des périodes spécifiques de son existence : *Sept fois sept jours*[96] et *La Semaine des quatre jeudis*[97]. *Sept fois sept jours* est le récit de son expérience de la Résistance. Rédigé entre fin 1943 (alors qu'il est commissaire à l'Intérieur du CFLN à Alger) et début 1947 (au terme d'une séquence historique qui a signé l'échec politique de la Résistance), le livre est pour nous une source précieuse, et ce malgré le fait que son contexte de rédaction pèse significativement sur son contenu. Paradoxalement, l'altération probable de certains des faits qui y sont racontés (qui est plus en réalité une altération des appréciations, jugements et sentiments attachés à ces faits qu'une altération des faits eux-mêmes) renseigne utilement d'autres phénomènes. Il est patent, par exemple, que certains événements relatés dans l'ouvrage le sont dans des termes qui renvoient à des débats ou des conflits qui leur sont partiellement postérieurs. Le texte constitue alors un matériau particulièrement intéressant pour reconstruire la position de son auteur dans ces débats et conflits. Ainsi, la façon dont d'Astier rend compte de son expérience de commissaire à l'Intérieur du CFLN, et notamment retranscrit ses affrontements avec d'anciens parlementaires ayant rejoint le général de Gaulle ou avec ceux qu'ils nomment les « fonctionnaires » de la France libre, dit bien quelque chose de la période considérée, mais aussi beaucoup des conflits politiques entre les différents pôles de la Résistance qui éclatent à la Libération. Or ces conflits politiques dans l'immédiat après-guerre nous intéressent dans la mesure où ils jouent un rôle significatif dans la trajectoire politique de d'Astier. Au total, *Sept fois sept jours* est donc une source précieuse à la fois pour reconstruire factuellement le parcours résistant d'Emmanuel d'Astier et saisir le sens subjectif de son expérience résistante.

La Semaine des quatre jeudis, texte qui hormis quelques passages traitant de l'histoire familiale ou de la Résistance, porte essentiellement sur les années 1950 et 1960, nous a été moins utile et est donc moins sollicité.

---

sociologique, *op. cit*., p. 81) » Ne pouvant l'observer directement, elles sont contraintes à traquer le réel dans les traces, les signes, les indices que celui-ci laisse dans le présent. C'est l'observation et l'enregistrement de ces traces qui leur permettent de saisir le réel et de le reconstituer, de façon nécessairement conjecturale (sur le paradigme indiciaire, voir Carlo Ginzburg, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n°6, 1980, pp. 3-44).

[96] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, Paris, 10/18, 1961 [1ère éd. 1947].

[97] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, Paris, Le Félin, 2011.

Outre ces ouvrages, on dispose de deux longues interviews d'Emmanuel d'Astier par des journalistes, dans lesquelles celui-ci revient longuement sur sa trajectoire[98], ainsi que d'un disque enregistré en 1967 dans lequel celui-ci « se raconte »[99]. Toutes ces sources sont riches de données biographiques ainsi que d'éléments permettant de saisir les visions du monde de l'acteur. D'Astier y évoque l'histoire de sa famille (n'hésitant pas à adopter une posture critique à l'égard du roman familial, ce qui constitue en soi une manifestation de la position singulière qu'il occupe dans la cosmogonie familiale), son enfance, les grandes étapes et les moments marquants de son parcours[100].

La faiblesse centrale de ce matériau est qu'il s'agit de discours rétrospectifs qui n'échappent pas aux inévitables reconstructions[101]. De fait, d'Astier ne résiste pas – on y reviendra à plusieurs reprises dans les chapitres suivants – à y donner à lire de sa trajectoire biographique une version héroïsante et romanesque dont les données (dernier né mal considéré d'une grande famille ambitieuse qui, parce qu'il déjoue les attentes familiales et est socialement un « raté », en devient le « mouton noir », mais qui parvient à se racheter familialement et socialement en devenant dans la Résistance un héros national[102]) sont à interroger de manière critique. Reste que cette propension même à élaborer un récit héroïsant et romanesque de sa propre vie est une donnée en soi, qui renseigne réellement sur les catégories de pensée de l'individu. En ce sens, se demander en quoi celui-ci est socialement disposé à interpréter et à présenter publiquement ainsi sa trajectoire participe pleinement du questionnement sur les mécanismes de sa fabrication sociale. Si un tel usage du matériau autobiographique plaide à lui seul pour le considérer comme utile, rien n'autorise par ailleurs

[98] La première, réalisée par Francis Crémieux au printemps 1966 et diffusée initialement sur France Culture, a été publiée peu après : Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, Paris, Pierre Belfond, 1966. La seconde a été réalisée en mai 1969 par Jacques Chancel pour son émission Radioscopie (France Culture).

[99] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte…*, Disque Barclay, 1967.

[100] Bien sûr, il y accorde une large place à la Résistance, systématiquement présentée comme une renaissance : « Moi j'ai été fumeur d'opium pendant vingt ans et c'est une période de ma vie qui reste fascinante, que je ne recommencerai jamais. J'étais un anarchiste. J'étais un inadapté complet, ayant frôlé la littérature, échoué, frôlé le surréalisme et complètement refoulé à ce moment-là – alors que je suis devenu un homme complètement défoulé. Alors j'ai eu cette rencontre qui m'a fait sortir du rêve et en même temps qui m'a donné la première notion de l'enfance, c'est 1940. Qu'est-ce que ça a été cette entrée dans l'enfance ? Cette enfance a été une évasion, comme l'opium, c'est-à-dire qu'elle m'a permis brusquement de quitter ma maison, mon milieu social, et d'être libre. Et je suis entré dans cette société nouvelle, que l'on a appelée d'un très mauvais mot – parce que je déteste ce mot – la Résistance – parce que c'était tellement actif et si peu négatif. (Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte…*, *op. cit.*) »

[101] Cf. *supra*.

[102] Les expressions « mouton noir » et « raté » sont employés par d'Astier lui-même : « Ce qui m'agaçait dans mon milieu, c'est que dans la première partie de ma vie, avant 40 ans, j'étais un mouton noir. J'étais un mouton noir parce que je n'avais pas réussi. (Emmanuel d'Astier interrogé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Culture, 29 mai 1969) » ; « Je vais dire quelque chose de très méchant pour mes amis et pour moi-même ; je crois qu'on ne pouvait être résistant que quand on était inadapté. Vous n'imaginez pas un vrai résistant qui soit ministre plénipotentiaire ou colonel, ou chef d'entreprise. Ils ont réussi leur vie. Ils la réussiront avec l'Allemand, avec l'Anglais, avec le Russe. Mais nous qui étions des ratés, et j'étais un raté, eh bien nous avions des sentiments don quichottiens que peuvent avoir des ratés. (Interview d'Emmanuel d'Astier dans le film documentaire de Marcel Ophüls, *Le Chagrin et la pitié*, 1971) »

à penser que tout est fictif dans un discours autobiographique[103]. En définitive, si ces faiblesses imposent la vigilance, elles n'invalident pas en soi ce type de matériau.

Pour néanmoins le « contrôler » et porter sur lui des éclairages croisés, on s'est attaché en priorité à collecter des documents contemporains (ou, à défaut, à réunir des données de seconde main) pour chaque phase de la trajectoire. La collecte a été très inégale selon les périodes. Concernant l'avant Seconde Guerre mondiale, les travaux de Geoffroy d'Astier de La Vigerie[104] sur la généalogie de sa famille nous ont permis d'objectiver sur des bases solides l'histoire familiale[105]. Les recherches dans les archives familiales de Jean-Pierre Jobelot[106] nous ont de leur côté renseigné utilement sur le niveau et le style de vie de la famille d'Astier de La Vigerie au début du XX^{e} siècle[107]. Par ailleurs, les archives du lycée Condorcet et du Service historique de la Défense nous ont livré des données fiables sur le parcours scolaire et la carrière d'officier de marine d'Emmanuel d'Astier.

Les pièces d'archives datant des années 1920 et 1930 sont plus rares. Les archives privées d'Emmanuel d'Astier, que nous a transmis son fils aîné[108], sont pauvres sur la période de l'entre-deux-guerres : un ensemble de lettres de sa mère, un cahier regroupant les critiques de ses œuvres littéraires publiées dans les années 1920, une dédicace de Pierre Drieu La Rochelle, ses diplômes du baccalauréat, quelques extraits de compte bancaire, etc. Pour toute cette période, on a surtout été contraint, pour se rendre moins captifs des discours sur soi d'Emmanuel d'Astier, de recourir à des témoignages de personnes l'ayant alors fréquenté[109]. Le biais de ces témoignages est qu'ils datent quasiment tous d'après 1945. Relativement éloignés de la période qu'ils prétendent décrire, ils sont inévitablement lacunaires[110] et possiblement altérés par tout ce qui est survenu ultérieurement. On peut de fait supposer que les discours portés sur le d'Astier de l'entre-deux-guerres ne sont pas totalement indépendants

[103] Sur ce point et la critique de l'« illusion référentielle », voir Gérard Mauger, « Les autobiographies littéraire. Objets et outils de recherche sur les milieux populaires », *Politix*, n° 27, 1994, pp. 32-44 et Delphine Moraldo, « Analyser sociologiquement des autobiographies. Le cas des autobiographies d'alpinistes français et britanniques », *SociologieS*, juin 2014.

[104] Geoffroy d'Astier de La Vigerie est le petit-fils de François d'Astier de La Vigerie (1886-1956), frère aîné d'Emmanuel.

[105] Geoffroy d'Astier de La Vigerie, « La famille d'Astier de La Vigerie : un berceau en Vivarais », *Revue du Vivarais*, Tome CI, n° 1, janvier-mars 1997, pp. 51-63.

[106] Jean-Pierre Jobelot est le petit-fils d'Henri d'Astier de La Vigerie (1897-1952), second frère d'Emmanuel.

[107] Ces recherches sont synthétisées dans un ouvrage publié à compte d'auteur dont le mérite essentiel est la reproduction fidèle de documents d'archives privées : Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie. 1897-1952*, Paris, NSA Bastille, 2008.

[108] Christophe d'Astier de La Vigerie.

[109] Ces témoignages sont pour l'essentiel issus d'ouvrages autobiographiques.

[110] Sur les lacunes de la mémoire, voir Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton, 1976 [1ère éd. 1925].

du personnage que celui-ci est devenu par la suite. Ils ont en revanche l'avantage d'apporter un éclairage extérieur sur sa personne.

Par ailleurs, on a procédé à une lecture serrée des deux romans publiés par Emmanuel d'Astier en 1925[111] et 1928[112]. Si celui-ci en a revendiqué *a posteriori* l'inspiration fortement autobiographique[113], il ne s'agissait pas pour autant de les appréhender comme la simple transcription narrative de sa vie, donc comme une source de données factuelles véridiques. L'enjeu était plutôt de tenter d'y saisir l'expression de ses visions du monde, de ses préoccupations subjectives, voire de ses tourments, autrement dit de les voir comme un matériau isolant à un moment précis du temps certaines de ses dispositions mentales. Comme l'observe Bernard Lahire, toute œuvre littéraire « porte en elle les traces de celui qui la crée[114] ». Plus précisément, toute œuvre apparaît comme une « expression de soi […] plus ou moins transfigurée[115] » de son auteur, et d'abord comme le produit d'une pulsion expressive, c'est-à-dire d'une envie ou d'un besoin d'exprimer quelque chose. Toute œuvre peut ainsi être lue comme une mise en forme littéraire de « types de situations, de logiques ou de problèmes […] qui sont le produit d'une transposition des situations, logiques ou problèmes qui ont structuré et structurent l'existence de l'auteur[116] ». C'est une telle lecture de l'œuvre romanesque de d'Astier que nous avons adopté. Plutôt que d'essayer de rechercher (plus ou moins vainement) des correspondances entre la fiction et la réalité, nous nous sommes demandé ce que ses romans (dans les thèmes abordés, dans les intrigues et les situations, dans les discours et pensées prêtés aux personnages, etc.) pouvaient bien nous dire de d'Astier, de ses questionnements, de ses manières de se représenter (notamment politiquement) le monde, de ses manières de penser et de *se* penser. C'est en tant qu'instrument d'observation, temporellement situé, de ses catégories subjectives que nous avons analysé ses romans.

Enfin, pour terminer sur la période 1900-1939, on s'est livré à une lecture exhaustive de tous les articles journalistiques publiés par d'Astier de 1934 (date de ses débuts dans le journalisme) à 1939. Dans cet optique ont été systématiquement dépouillés les périodiques où d'Astier a écrit, à savoir les hebdomadaires *Marianne*, *1935* et *Vu*, et les quotidiens *Paris-Soir*

[111] Sous le pseudonyme d'Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, Paris, Au Sans Pareil, 1925.

[112] *Passages*, Paris, Au Sans Pareil, 1928.

[113] D'Astier dit ainsi de *Passages* : « C'est un récit transposé de mon enfance, de ma jeunesse, des problèmes qui se posent à moi à cet âge-là. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 51) »

[114] Bernard Lahire, « *Auctor in opere suo* : problématique existentielle, problématique littéraire », *in* Bernard Lahire (dir.), *Ce qu'ils vivent, ce qu'ils écrivent. Mises en scène littéraires du social et expériences socialisatrices des écrivains*, Paris, Éditions des archives contemporaines/Éditions scientifiques, 2011, pp. 9-35, p. 13.

[115] *Ibid*., p. 15.

[116] Bernard Lahire, *Franz Kafka*, *op. cit*., p. 81.

et *L'Intransigeant*. L'analyse détaillée et chronologique des articles de d'Astier a permis de mettre au jour ses prises de position politiques et d'observer leur évolution dans le temps.

Concernant la période de l'Occupation et de l'immédiat après-guerre, nous avons été confronté à une situation empirique très favorable. L'étude de l'expérience résistante de d'Astier a en effet été facilitée par l'existence de fonds d'archives riches et variés au sein desquels on a pu trouver des traces multiples de son action[117]. Son rôle et son statut éminents au sein de la Résistance sont évidemment pour beaucoup dans cette richesse archivistique[118]. En tant que chef de mouvement et haut-dirigeant au sein des organes centraux de la Résistance, d'Astier est non seulement l'auteur de quantité de documents (rapports d'activité, comptes-rendus de réunion, notes de synthèse, programmes d'actions, projets politiques, correspondances avec Londres, correspondances avec la Résistance intérieure, articles dans la presse clandestine etc.[119]), mais son action est également explicitement mentionnée dans de nombreuses pièces produites par d'autres, qu'il s'agisse des services londoniens du général de Gaulle (BCRA[120], commissariat à l'Intérieur), des agents de la France libre en mission en France (notamment Jean Moulin) ou encore d'autres dirigeants de la Résistance intérieure. Nombreux sont en outre les témoignages de résistants produits après guerre qui, directement ou indirectement, évoquent son rôle et son activité dans la Résistance[121]. Au total, ce sont donc des informations nombreuses, de natures et de provenances variées, que nous avons pu collecter. Toutes ces données nous ont permis de reconstruire assez finement sa trajectoire et son expérience résistantes.

Au final, c'est un matériau qui certes comporte des lacunes sur certaines périodes et certains pans de l'existence d'Emmanuel d'Astier, un matériau imparfait donc, mais un

[117] Le détail des archives consultées (pour l'essentiel conservées aux Archives nationales) est présenté en Annexe (« Sources et matériaux d'enquête »).

[118] Il est évident en effet que les travaux sur archives sont plus faisables lorsqu'ils portent sur des personnes ou des groupes dominants, parce qu'ils sont précisément ceux qui produisent des archives et donc laissent des traces de leur existence. Les groupes dominés, illégitimes, sont, de ce point de vue, fréquemment touchés par une forme d'invisibilisation. Ainsi Carlo Ginzburg note-t-il dès les premières lignes de son ouvrage consacré au meunier Menocchio que la « rareté des témoignages sur les comportements et les attitudes, dans le passé, des classes subalternes constitue le premier obstacle – mais non le seul – auquel se heurte une telle recherche (Carlo Ginzburg, *Le Fromage et les vers*, *op. cit*., p. 7) ».

[119] On dispose notamment d'une documentation très volumineuse relative à son passage au commissariat à l'Intérieur : projets de lois, textes d'arrêtés, procès-verbaux de réunions et de rencontres diplomatiques, ordres de mission, correspondance avec la Métropole, etc. Tous ces documents, issus des archives privées d'Emmanuel d'Astier, ont été légués par ce dernier aux Archives nationales. Les « Papiers Emmanuel d'Astier » sont conservées sous les cotes suivantes : 72 AJ 408-410 (archives relatives pour l'essentiel au mouvement Libération-Sud et aux organes centraux de la Résistance) ; 72 AJ/1901-1903 (archives relatives pour l'essentiel au commissariat à l'Intérieur du CFLN) ; 65 MI/1-5 (microfilms).

[120] Le Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) réunit les services secrets du général de Gaulle.

[121] Ces témoignages proviennent pour la majorité soit d'ouvrages autobiographiques, soit d'entretiens donnés dans l'immédiat après-guerre au Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et conservés aux Archives nationales au sein de la sous-série cotée 72 AJ.

matériau tout de même riche et diversifié qui a pu être collecté et rendre cette recherche possible. Notons que tout au long de l'analyse, on s'est efforcé de tenir compte le plus scrupuleusement possible de la spécificité des sources. C'est-à-dire que l'on s'est montré attentif à l'origine et au type des différents matériaux, à l'identité et au statut de leur producteur comme de leurs destinataires initiaux, au contexte (temporel, social, politique, institutionnel, etc.) de leur production, aux contraintes particulières ayant pesé sur l'élaboration de leur contenu et sur leur forme[122]. On n'analyse pas de la même manière, en effet, un rapport d'activités destiné aux services secrets britanniques, auprès desquels on souhaite se rendre crédible pour obtenir des moyens, qu'un compte-rendu destiné à demeurer interne à un mouvement de résistance. De la même façon, une lettre clandestine de d'Astier à son ami et adjoint Pascal Copeau n'a pas le même statut ni le même sens qu'une lettre du même d'Astier adressée au général de Gaulle. Bref, il s'est agi de garder toujours à l'esprit que les matériaux exploités n'ont pas été conçus pour le sociologue à des fins de connaissance, mais selon des logiques pratiques pour répondre à des enjeux pratiques tels qu'ils se présentaient à leurs producteurs au moment de leur production.

[122] Sur la nécessaire contextualisation des archives, voir Liora Israël, *Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2005, pp. 431-434 et surtout « L'usage des archives en sociologie », *in* Serge Paugam (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, pp. 167-186.

Partie I

_____

D'un avant-guerre à l'autre.

La fabrique d'un héritier à histoires

L'objet de cette première partie est de suivre et analyser la trajectoire sociale et politique d'Emmanuel d'Astier jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en septembre 1939. Celle-ci se divise en trois chapitres dont l'enchaînement suit un ordre chronologique.

Le premier chapitre (« Socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier, l'intériorisation d'un *ethos* aristocratique ») consiste en l'analyse du processus de fabrication sociale primaire de d'Astier. Il s'agit de voir comment au cours de sa prime socialisation, celui-ci intériorise un patrimoine de dispositions durables, synthétisé par la notion d'*ethos* aristocratique, jouant un rôle structurant dans sa trajectoire biographique ultérieure. Il s'agit notamment d'étudier le processus d'incorporation d'une disposition héroïque qui va largement contribuer à déterminer ses orientations et ses choix dans le monde social, fût-ce au prix de ruptures avec le milieu dans lequel celle-ci s'est forgée.

Le second chapitre (« L'indétermination sociale d'un fils de famille : l'entre-deux-guerres d'Emmanuel d'Astier ») est consacré à l'existence sociale de d'Astier du début des années 1920 au milieu des années 1930. Il s'agit de saisir les ressorts sociaux de ce qui se présente comme une trajectoire sociale indéterminée au cours de laquelle d'une part d'Astier prend des distances avec son milieu social d'origine, d'autre part se consolide au fil de ses expériences l'intériorisation d'une disposition non conformiste.

Enfin, après un intermède historique portant sur le contexte socio-politique très spécifique des années 1930, le troisième et dernier chapitre de cette première partie s'intéresse à l'exercice par d'Astier du métier de journaliste à partir de 1934. Analysant sa production journalistique de 1934 à 1939, il s'agit en particulier de suivre le processus de conversion de ses représentations politiques telles qu'elles se donnent à lire dans ses articles. Nous tentons ainsi de comprendre comment d'Astier, qui se signale d'abord par des articles antisémites et antirépublicains dans un hebdomadaire d'extrême-droite, peu à peu se recentre politiquement par l'apprentissage du métier de reporter international au sein d'un journal de gauche.

Chapitre 1
Socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier : l'intériorisation d'un *ethos* aristocratique

Emmanuel d'Astier de La Vigerie naît le 6 janvier 1900 dans une famille de l'aristocratie dont il est le benjamin[123]. Son père, Raoul (1850-1922), est un ancien élève de l'école Polytechnique et capitaine d'artillerie portant le titre héréditaire de baron. Il a épousé en 1881 Jeanne Masson-Bachasson de Montalivet (1860-1936), issue par la branche maternelle d'une prestigieuse famille noble et par la branche paternelle d'une riche famille bourgeoise, lui ayant apporté en dot une fortune conséquente. Démissionnaire de l'armée en 1886, il mène depuis une confortable existence de rentier.

Emmanuel d'Astier grandit de ce fait dans des conditions d'aisance matérielle. Il naît à Paris, rue de la Baume, dans l'hôtel particulier que possèdent ses parents. La rue de la Baume est située en plein cœur du 8ème arrondissement, à peu près à égale distance du palais de l'Élysée, des Champs-Élysées et de la place de l'Étoile. Au début du XXe siècle, ce quartier très sélectif socialement, est particulièrement prisé par la grande bourgeoisie et l'aristocratie nouvelle, qui commencent par ailleurs à investir les 16ème et 17ème arrondissements. L'aristocratie ancienne, pour sa part, habite plus fréquemment rive gauche, dans le faubourg Saint-Germain, qui est le quartier historique de la haute noblesse[124].

Les parents d'Emmanuel d'Astier possèdent également un château dans le Berry, à une quinzaine de kilomètres de Châteauroux, qui constitue l'ancrage provincial de la famille. Construit au début des années 1880, Rançay – c'est le nom du château – est situé dans un domaine de 4 000 hectares composés pour partie de fermes dont l'exploitation par des métayers fournit à Raoul d'Astier une part de ses revenus – l'essentiel étant constitué d'actions, d'obligations et de rentes sur l'État français. L'enfance d'Emmanuel d'Astier se partage entre la vie parisienne[125] et les séjours à Rançay.

[123] La fratrie de huit enfants, dont deux ne vivent que quelques semaines, se compose comme suit : Louise (1883-1965), Jean (1884-1908), François (1886-1956), Marguerite (1887-1888), Simone (1892-1892), Solange (1895-1970), Henri (1897-1952) et Emmanuel (1900-1969).

[124] Cf. Christophe Charle, « Noblesse et élites en France au début du XXe siècle », Actes du colloque de l'École française de Rome, *Les Noblesses européennes aux XIXe et XXe, Rome*, École française de Rome, 1988, pp. 407-433.

[125] Alors qu'il est très jeune, les parents d'Emmanuel d'Astier ont vendu leur hôtel particulier, jugé trop exigu, pour acquérir un grand appartement rue du Courcelles, qui se trouve dans le même quartier.

Bien qu'elle n'appartienne pas à la noblesse d'Ancien régime – la plus ancienne et la plus prestigieuse– la famille d'Astier est solidement installée dans l'aristocratie, soit dans ce qui constitue (encore) une élite sociale dont elle partage l'essentiel des caractéristiques et au sein de laquelle elle est identifiée et reconnue[126]. La socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier est ainsi globalement conforme à la socialisation modale des jeunes aristocrates du début du XX^{e} siècle. La transmission de dispositions sociales ajustées aux importantes ressources et capitaux dont l'enfant doit hériter est la principale caractéristique de cette socialisation. Celle-ci consiste notamment en l'intériorisation de ce que l'on peut nommer un *ethos* aristocratique, c'est-à-dire un ensemble de manières proprement aristocratiques d'être au monde et de se situer dans le monde. L'*ethos* aristocratique se caractérise avant tout, pour ceux qui l'ont intériorisé, par la conviction profonde d'appartenir à une espèce à part, distincte de la masse des autres hommes. Cette conviction ne signifie pas simplement se sentir différent, c'est aussi (et surtout) un « sentiment très vif de supériorité[127] », qui se traduit, dans les désirs, par de hautes aspirations, c'est-à-dire l'envie (socialement construite) d'occuper des positions dominantes et distinctives, et dans les pratiques, par l'assurance. Les aristocrates engagent dans leurs manières d'être et de faire tout un rapport au monde marqué par la certitude d'eux-mêmes, « comme si – dit Bourdieu – le principal privilège imparti aux détenteurs de propriétés de naissance était d'ignorer l'*insécurité* qui hante les hommes de l'acquis[128] ». Pour l'historien Éric Mension-Rigau, l'assurance est une des principales dispositions aristocratiques. Or celle-ci est étroitement liée au modèle d'excellence dont l'aristocratie se revendique être l'incarnation, revendication qui se nourrit de l'identification pluriséculaire de l'aristocratie à la classe dominante et à l'élite.

> « Une assurance irréductible accompagne le bon goût, l'élégance de la parole et du geste. Étayée sur des réalités substantielles (un nom parfois illustre, un château très souvent, un minimum de fortune), elle se nourrit d'une revendication ontologique d'excellence sur laquelle s'appuie l'identité aristocratique. Affermie par les exploits des ancêtres – au sens latin d'*exempla* – gravés dans la mémoire familiale, cette certitude originelle inscrit

[126] Raoul d'Astier est par exemple membre de ce qui constitue l'un des sanctuaires de la noblesse française, le Jockey Club. Cercle de sociabilité hyper-sélectif et fermé sui lui-même, où l'on n'est admis que par cooptation, le Jockey est « le plus aristocratique des clubs français (Éric Mension-Rigau [1994], *Aristocrates et grands bourgeois. Éducation, traditions, valeurs*, Paris, Perrin, 1997, p. 52) ». Il fonctionne comme une instance de reconnaissance et de légitimation de l'appartenance à la haute noblesse, c'est-à-dire à un groupe « qui se pense hors du commun, du vulgaire, des nouveaux riches et des snobs, où n'ont aucune chance d'être admis ceux qui n'y étaient pas destinés dès la naissance (Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993, p. 35) ».

[127] *Ibid*., p. 133.

[128] Pierre Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit*., p. 380.

> l'enfant, dès sa naissance, dans une lignée par rapport à laquelle il lui est imposé de ne pas déchoir. L'éducation a pour fonction d'actualiser, c'est-à-dire de mettre en acte, des données potentielles *a priori* considérées comme hors du commun, dont l'endurance physique et la maîtrise de soi, le sens du devoir et du service d'autrui, de l'honneur et de la transcendance spirituelle, sont les composantes principales.[129] »

Élevé dans des conditions sociales très homogènes, Emmanuel d'Astier intériorise au cours de sa socialisation primaire un patrimoine de dispositions sociales cohérent, l'*ethos* aristocratique. Issu d'une mince élite sociale, il hérite surtout d'une aspiration à l'exceptionnalité qui va durablement structurer ses désirs, peser lourdement sur la définition de ses orientations et de ses choix dans le monde social et, en définitive, contribuer largement à déterminer le cours de sa trajectoire sociale, y compris dans ses inflexions ou ses ruptures. Cette aspiration à l'exceptionnalité apparaît ainsi comme une clé de lecture fondamentale de son parcours biographique. « Pour comprendre un individu – écrit en effet Norbert Elias – il faut savoir quels sont les désirs prédominants qu'il aspire à satisfaire. Le déroulement de sa vie n'a de sens à ses propres yeux que s'il arrive à les réaliser et dans la mesure où il y arrive. Mais ces désirs ne sont pas inscrits en lui avant toute expérience. Ils se constituent à partir de la plus petite enfance sous l'effet de la coexistence avec les autres, et ils se fixent sous la forme qui déterminera le cours de la vie progressivement, au fil des années, ou parfois aussi très brusquement à la suite d'une expérience particulièrement marquante.[130] » L'enjeu de ce chapitre est d'entrer dans la fabrique sociale d'Emmanuel d'Astier. Il s'agit en particulier d'analyser comment celui-ci incorpore au cours de sa socialisation primaire une disposition héroïque – définie comme une propension à vouloir se distinguer par l'accomplissement d'actes exceptionnels – jouant un rôle structurant dans la genèse de ses comportements.

Dans ce chapitre, on s'intéressera dans un premier temps à l'histoire de la famille d'Astier de La Vigerie, et plus particulièrement à la mémoire familiale qui, comme ensemble de récits plus ou moins sélectifs et héroïsés de la cosmogonie familiale, est une voie privilégiée de transmission à l'enfant de l'*etho*s aristocratique, en particulier du sens de sa position sociale et de l'exceptionnalité de sa condition. On étudiera ensuite les conditions de la socialisation primaire de d'Astier. On analysera ainsi comment il hérite de ressources sociales importantes et intériorise un *ethos* aristocratique dont l'une des composantes essentielles est une disposition héroïque. Enfin, on analysera les transformations qu'occasionne la Première

[129] Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., p. 411.
[130] Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*, Paris, Seuil, 1991, p. 14.

Guerre mondiale sur l'existence et la socialisation de d'Astier. On verra que du fait de l'engagement héroïque de ses frères et de l'impossibilité dans laquelle il est de se battre en raison de son âge, il fait l'expérience d'un puissant sentiment de relégation symbolique le conduisant à rompre avec certaines des attentes et injonctions familiales parmi les plus prescriptives.

1. Histoire et mémoire familiale

L'histoire familiale d'un individu ne présente pas un intérêt pour le sociologue seulement par ses éléments les plus objectifs, en ce qu'elle lui permet de reconstituer une trajectoire sociale intergénérationnelle et donc de mieux caractériser sa position sociale. Elle vaut aussi, voire surtout, par la mémoire que le groupe familial en conserve et par laquelle il travaille à se forger une identité collective assurant sa permanence dans le temps. La famille en effet, c'est un groupe relativement autonome qui entretient une mémoire propre contribuant à la faire exister en tant que groupe. Cette mémoire se construit et se transmet au travers de récits qui racontent d'*une certaine manière*[131] certains faits, certains événements – en un mot l'histoire – vécus par les ancêtres de la famille. Ces récits tendent à privilégier la continuité permettant d'attribuer à la famille des qualités, des caractéristiques, des attitudes, des propriétés singulières qui la différencient de toutes les autres. La mémoire collective, dit Halbwachs, est un « courant de pensée continu, d'une continuité qui n'a rien d'artificiel, puisqu'elle ne retient du passé que ce qui est encore vivant ou capable de vivre dans la conscience du groupe qui l'entretient[132] ». La mémoire et l'identité individuelles des membres de la famille se nourrissent de cette mémoire collective. En écoutant les récits généalogiques et familiaux, l'enfant peut s'y identifier et s'inscrire dans une histoire collective qui le déborde mais qu'il poursuit. La transmission intergénérationnelle de la mémoire familiale a pour enjeu que les enfants s'approprient et se sentent les dépositaires de cette histoire collective. Ainsi, la mémoire familiale a potentiellement – selon la force et l'intensité de sa transmission et de son appropriation – des effets importants sur les catégories de pensée intériorisées par l'individu,

[131] La façon dont l'histoire familiale est racontée peut n'entretenir que des liens très distendus avec la réalité historique. La mémoire que les familles conservent de leur histoire est en effet souvent chargée de mythes sans cesse reconstruits et retravaillés pour les besoins de la représentation qu'elles veulent donner d'elles-mêmes.
[132] Maurice Halbwachs, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1ère éd. 1950], p. 131.

car elle contribue à structurer sa vision du monde et la représentation qu'il se fait de sa propre place dans ce monde[133].

Dans les familles aristocratiques, l'histoire familiale est un enjeu particulièrement important car elles ont, plus que les autres, partie liée avec l'histoire, le passé et le temps. Le capital nobiliaire, par lequel la noblesse se distingue du « commun », est en grande partie un capital symbolique. Or pour toute famille noble, le volume de ce capital est étroitement corrélé à l'ancienneté de son appartenance à la noblesse, c'est-à-dire à sa capacité à s'inscrire dans une longue lignée. Dans la noblesse, « l'ancienneté du nom compte bien plus que le titre[134] ». Une famille noble tend, de la sorte, à être d'autant plus prestigieuse qu'elle est plus ancienne et que son histoire épouse au plus près l'Histoire de France[135]. Comme l'observe Maurice Halbwachs, « nulle part ailleurs le rang d'une famille n'est définie à ce point par ce qu'elle et les autres savent de son passé[136] ». Produire une histoire d'elle-même, construire et entretenir une mémoire de cette histoire lui permet d'une certaine manière de faire étalage de ses lettres de noblesse. « Orpheline de son histoire, la noblesse perdrait, en effet, sa raison d'exister, tant elle est liée à une aventure historique[137] ».

À partir de la fin du XIX^{e} siècle, ce travail mémoriel revêt une importance d'autant plus capitale pour l'aristocratie que son pouvoir social décline fortement[138]. Or « à l'opposé des individus ou des groupes en ascension, roturiers de la naissance ou de la culture qui ont leur avenir, c'est-à-dire leur être, devant eux, les individus ou les groupes en déclin réinventent éternellement le discours de toutes les noblesses, la foi essentialiste dans l'éternité des natures, la célébration du passé et de la tradition, le culte intégriste de l'histoire et de ses rituels, parce qu'ils ne peuvent rien attendre de l'avenir que le retour de l'ordre ancien dont ils attendent la restauration de leur être social[139] ». Comme le dit autrement Christophe Charle, au tournant du siècle, le « temps retrouvé de l'aristocratie comme élite, c'est-à-dire son avenir

[133] Or comme le résume Bernard Lahire : « Une place, c'est une manière d'être au monde et dans le monde, un éventail de choses pensables, possibles ou autorisées (et, du même coup, un cadre fixant les limites du pensable, du possible et de ce qui est autorisé) ainsi que des attentes sociales fortes. (Bernard Lahire, *Franz Kafka. Éléments pour une théorie de la création littéraire*, Paris, La Découverte, 2010, p. 136) »

[134] Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., p. 150.

[135] Le nom est le « symbole de l'appartenance à une lignée et de l'inscription dans une longue histoire (Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993, p. 90) ». Il synthétise par conséquent le capital symbolique d'une famille.

[136] Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton, 1976 [1ère éd. 1925], p. 231.

[137] Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grand bourgeois*, *op. cit*., p. 151.

[138] Il l'est d'autant plus dans les fractions les plus traditionnelles et/ou déclassées dont les titres de noblesse sont l'essentiel du capital. La grande noblesse a quant à elle, dès la seconde moitié du XIX^{e} siècle, noué par les mariages des alliances avec la grande bourgeoisie et reconverti une partie de son capital nobiliaire en capital économique (Cf. Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*., p. 243 et suiv.).

[139] Pierre Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit*., p. 124.

social, réside dans la fixation de la magie du temps passé, sa capacité d'être, pour les élites plus récentes, l'idéal d'une classe dirigeante éternelle.[140] »

1.1. Les d'Astier de La Vigerie, une famille de noblesse récente

Les d'Astier de La Vigerie n'appartiennent pas à l'ancienne aristocratie. Originaires du Vivarais, en Ardèche, ils sont issus d'une bourgeoisie éduquée, d'abord commerçante, qui au fil des générations, sert dans l'armée et exerce des charges administratives[141]. Au XVII[e] siècle, la famille, appelée alors simplement Astier, donne des « drapiers, des chirurgiens et des procureurs juridictionnels, puis, au siècle suivant, des maires perpétuels de Vernoux[142], des magistrats et des officiers[143] ». La particule est adjointe au nom dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle par Joseph (1739-1812), qui se fait appeler d'Astier du Plot, du nom d'un domaine qu'il possède en Bretagne. Capitaine dans l'armée du Roi, il est qualifié de « noble homme » dans les actes d'état civil, ce qui ne signifie pas qu'il ait été réellement anobli. En effet, nombreux sont à cette époque les bourgeois notables qui par fascination pour la noblesse, tentent de se doter de quelques-uns de ses attributs distinctifs, tels la particule ou la qualification « noble homme ». Installé à Grenoble à la fin des années 1770, Joseph d'Astier est successivement directeur de la Poste, inspecteur de cavalerie extraordinaire, puis enfin directeur des Haras royaux. Riche propriétaire, il est aussi, après la Révolution, maire de la commune d'Eybens.

Son fils Christophe (1779-1858) est, à plusieurs titres, l'un des personnages marquants et de l'histoire et de la mémoire familiales. C'est tout d'abord par lui que la famille entre véritablement dans la noblesse. Lors de son mariage en 1813, il reçoit en dot le domaine de La Vigerie, transmis par l'oncle de son épouse, dont il relève le nom. Cet oncle, Emmanuel Huguet de La Vigerie, obtient en 1825 par lettres-patentes du Roi Charles X, le titre héréditaire de baron. Célibataire, il obtient en 1829 que celui-ci se transmette à Christophe d'Astier qui, à sa mort en 1840, devient le premier baron d'Astier de La Vigerie. Ce n'est pas

[140] Christophe Charle, « Noblesse et élites en France au début du XX[e] siècle », art.cit., p. 433.

[141] Les informations généalogiques sur la famille d'Astier de La Vigerie sont tirées des recherches menées par Geoffroy d'Astier de La Vigerie, petit-fils du frère aîné d'Emmanuel d'Astier, François. Les résultats de ces recherches, qui ont permis à leur auteur de mettre en évidence plusieurs fausses informations transmises par la mémoire familiale, sont résumées dans l'article suivant : Geoffroy d'Astier de La Vigerie, « La famille d'Astier de La Vigerie : un berceau en Vivarais », *Revue du Vivarais*, Tome CI, n° 1, janvier-mars 1997, pp. 51-63. Nous avons de plus réalisé un entretien (enregistré) avec Geoffroy d'Astier de La Vigerie en décembre 2013.

[142] Vernoux-en-Vivarais.

[143] Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie, combattant de la Résistance et de la Liberté. 1940-1944*, Chaintreaux, France-Empire, 2010, p. 17.

cet anoblissement, toutefois, que semble avoir principalement retenu la mémoire familiale, la raison première en étant que la famille se considère comme plus anciennement noble. Emmanuel d'Astier, qui en différentes occasions parle de sa généalogie[144], ne par exemple l'évoque jamais.

Christophe d'Astier est avant tout une figure familiale car il est dans la famille le premier d'une longue série à entrer à l'École Polytechnique[145]. Classé huitième au concours de sortie, il réalise ensuite une brillante carrière d'ingénieur des Ponts-et-Chaussées, qu'il achève en tant qu'Inspecteur général, soit l'un des postes les plus éminents de l'institution. On se souvient de lui en tant que bâtisseur : « Il a ouvert la route du Mont-Genèvre, il a construit des grands ponts sur l'Oise et la Seine.[146] » L'histoire familiale retient par ailleurs qu'il fut le camarade et ami de Stendhal. À l'École centrale de Grenoble, il prépare avec lui le concours d'entrée à Polytechnique, auquel finalement Stendhal ne se présente pas. Cette « amitié » avec le futur écrivain, dont on ne sait si elle connaît une postérité au-delà de la préparation commune au concours, semble avoir été abondamment racontée, quelques anecdotes permettant d'en fixer le souvenir. Emmanuel d'Astier raconte par exemple à plusieurs reprises que les deux étudiants révisaient ensemble dans un cerisier.

> « [Joseph d'Astier] s'est placé place Grenette, c'était la maison voisine de la maison du père Gagnon[147], c'est-à-dire la maison Stendhal. Et Christophe d'Astier – mon fils s'appelle Christophe donc je fais comme les autres – a fréquenté Stendhal. Ils ont préparé Polytechnique tous les deux dans un cerisier et Stendhal a été recalé ou a abandonné et mon arrière-arrière-grand-père[148] a été reçu à Polytechnique.[149] »

Cette amitié constitue pour lui un point de référence important de l'histoire familiale. Faisant écho à ses dispositions littéraires, elle stimule fortement son imagination. Emmanuel d'Astier parle de cette amitié comme « l'épisode qui me comble étant donné mes goûts

[144] Cf. en particulier Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*. et Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*.

[145] L'École Polytechnique étant créée en 1794, Christophe d'Astier fait partie de l'une des toutes premières promotions.

[146] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 13.

[147] Henri Gagnon, médecin grenoblois, est le grand-père maternel d'Henri Beyle, dit Stendhal.

[148] D'Astier commet ici une erreur, Christophe d'Astier de La Vigerie étant son arrière-grand-père, non son arrière-arrière-grand-père.

[149] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

littéraires[150] ». On notera au passage l'usage révélateur du mot « épisode », qui apparente l'histoire familiale à un récit romanesque scandé par des temps forts.

> « Le séjour à Grenoble a laissé beaucoup d'idées dans ma tête, parce que quelques années avant la rencontre de Christophe et d'Henri Beyle, il y avait aussi un Monsieur qui habitait à portée de fusil de Stendhal, ou plutôt du père Gagnon, et de mon arrière-grand'père ; il s'appelait Choderlos de Laclos. La combinaison Laclos-Stendhal-d'Astier me plaît assez.[151] »

L'évocation de ces figures de la littérature permet à d'Astier de raccrocher l'histoire de sa famille à l'histoire littéraire française, ce qui apparaît comme un autre moyen d'en fixer une représentation qui l'extraie de l'ordinaire.

1.2. Ascension sociale et désir de noblesse

La situation sociale de Christophe d'Astier de La Vigerie est parfaitement révélatrice de son extraction bourgeoise. Elle est à l'inverse en net décalage avec la situation modale de l'aristocratie qu'il intègre à la fin de sa vie. Tout au long du XIX^{e} siècle en effet, les aristocrates, pour l'essentiel, vivent encore *noblement*[152], c'est-à-dire de leurs terres et de leurs rentes, sans exercer de profession. Rares sont en outre ceux, et pour longtemps, qui investissent le système scolaire. Comme l'observe Monique de Saint-Martin, les jeunes nobles qui entreprennent des « études supérieures autres que Saint-Cyr, école à tradition aristocratique, ou la faculté de droit qui permettait de préserver l'amateurisme sans engager l'avenir, resteront des exceptions au moins jusqu'à la guerre de 39-45. Les descendants de la noblesse tarderont beaucoup avant de commencer à quitter l'armée et la terre.[153] » Christophe d'Astier de La Vigerie, quant à lui, est, de par son passage par Polytechnique, un produit de l'École publique naissante. De plus, ingénieur, il a une activité professionnelle.

Son fils Louis (1818-1886), bien qu'il hérite du titre de baron, connaît une situation sociale analogue. Lui aussi est Polytechnicien et s'oriente à la sortie de l'école vers les Ponts-

[150] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 12.
[151] *Ibid*., pp. 12-13.
[152] L'expression *vivre noblement* signifie initialement, selon le *Dictionnaire de l'Académie française*, « vivre sur sa terre ou à la ville, sans exercer de profession ».
[153] Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*., p. 257.

et-Chaussées. On a affaire ainsi à une famille qui, comme l'analyse très bien Emmanuel d'Astier lui-même, est « à cheval entre le travail et la noblesse ».

> « La différence qu'ils avaient avec la vraie noblesse, c'est une chose singulière, c'est qu'ils travaillaient vraiment, ils faisaient quelque chose. C'était pas courant d'entrer à Polytechnique quand on était un vrai noble et lui Christophe d'Astier est entré à Polytechnique, est devenu constructeur de ponts et est devenu Inspecteur général des Ponts-et-Chaussées. Il était à cheval entre le travail et la noblesse. C'est ça la distinction entre la vraie aristocratie qui ne foutait rien et qui avait des domaines qu'elle prétendait gérer, ou des charges militaires ou diplomatiques, et cet homme qui s'est approché du monde moderne et de la science par Polytechnique.[154] »

Cette position d'entre-deux s'accompagne cependant d'un fort désir d'ascension sociale se traduisant par la volonté de s'intégrer pleinement dans la noblesse. Le style et le mode de vie aristocratiques constituent pour les d'Astier des modèles auxquels ils aspirent et qu'ils s'efforcent de reproduire, ce qui constitue au demeurant un phénomène alors courant dans les classes bourgeoises ascendantes. Au XIX^e^ siècle s'opère en France une relève des classes dirigeantes. La bourgeoisie s'empare du pouvoir politique auparavant détenu par la noblesse. Cela étant, cette dernière continue de détenir un important capital symbolique. Elle incarne un modèle d'excellence, de distinction, de savoir-vivre que lui envie la grande bourgeoisie. D'où, de la part de celle-ci, des phénomènes d'imitation (par exemple de très nombreux châteaux sont, parce qu'ils symbolisent le style de vie aristocratique, construits par de riches bourgeois tout au long du XIX^e^ siècle) et des stratégies d'alliances, passant en particulier par le mariage, permettant aux nobles de reconvertir leur capital nobiliaire en capital économique et aux bourgeois d'accumuler du capital symbolique[155]. La famille d'Astier de La Vigerie n'appartient ni à la haute bourgeoisie ni à l'ancienne aristocratie. Mais c'est bien plus à cette dernière qu'elle s'identifie, ses pratiques distinctives qu'elle tente de s'approprier.

Les deux fils de Louis d'Astier de La Vigerie, Emmanuel (1845-1911) et Raoul (1850-1922) – le père d'Emmanuel d'Astier – passent tous deux par l'École Polytechnique mais, à l'inverse de leurs père et grand-père, préfèrent la carrière d'officier d'artillerie, plus conforme

[154] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

[155] Sur les stratégies (notamment matrimoniales) de reconversion des capitaux nobiliaires déployées par la noblesse, cf. Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*.

à la tradition aristocratique, à celle du génie civil[156]. Dès qu'ils le peuvent, ils quittent également l'armée pour *vivre noblement*, c'est-à-dire de rentes. Comme le résume Emmanuel d'Astier, c'est le temps où « dans cette famille, Polytechnique ne [mène] plus au travail[157] ». C'est aussi « l'époque où les d'Astier cherchent à épouser des femmes issues d'un rang supérieur au leur[158] » et où ils entrevoient le mariage noble comme un moyen de s'ancrer solidement dans l'aristocratie. Et ils y parviennent. Emmanuel d'Astier de La Vigerie épouse Catherine-Louise de France, petite-fille du général Jean-Marie Defrance (1771-1855), comte de l'Empire. Son frère Raoul se marie quant à lui à Jeanne Masson-Bachasson de Montalivet, descendante par la branche maternelle d'une famille de la noblesse d'Ancien régime, réanoblie sous l'Empire. Par ces unions, qui leur permet d'acquérir des terres, des biens et du prestige, les d'Astier de La Vigerie parviennent, même s'ils ne peuvent compter parmi les familles les plus renommées, à s'installer dans la noblesse.

La trajectoire sociale intergénérationnelle de la famille d'Astier se caractérise donc par une constante ascension menant de la roture et de la propriété d'un petit domaine en Ardèche à l'anoblissement sous la Restauration et une confortable fortune. Le désir de noblesse, c'est-à-dire d'intégrer ce qui forme la classe socialement et symboliquement dominante, se manifeste précocement au cours de cette ascension. Dès la première moitié du XVIII^{e} siècle, Jean-Antoine Astier (1704-1754), riche propriétaire, s'arroge, pour paraître noble, les armoiries d'une famille de la noblesse pontificale, qui porte le même nom mais à laquelle il n'est pas apparenté. À partir de cette époque, les Astier se présentent comme les descendants des comtes d'Astier, originaires du Comtat Venaissin, dont ils portent jusqu'au XX^{e} siècle les armoiries. Or ce qui est initialement une usurpation s'intègre pleinement, au fil du temps et des générations, à l'histoire familiale et se transforme en ascendance authentique, comme le souligne Geoffroy d'Astier de La Vigerie.

> « Le frère de mon arrière-grand-père voulait absolument rattacher la famille d'Astier à une famille qui avait été anoblie à l'époque où les papes se trouvaient à Avignon, famille d'Astier. Et il se trouve qu'en fait, y'avait eu une falsification au moment de la Révolution et en fait, nous ne sommes absolument pas apparentés avec cette famille du

[156] Il faut noter qu'à partir de 1804, l'École Polytechnique est une école à statut militaire. Tous ses élèves sont officiers. Ainsi, si Louis d'Astier de La Vigerie devient ingénieur des Ponts-et-Chaussées à sa sortie de l'École, il demeure officier.

[157]« On entrait dans l'armée, et on la quittait au grade de capitaine ou de colonel, on devenait propriétaire foncier, gentleman-farmer. » Cf. Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 17.

[158] Geoffroy d'Astier de La Vigerie, « La famille d'Astier de La Vigerie : un berceau en Vivarais », art. cit., p. 61.

> Comtat Venaissin et que nous avons été tout simplement anoblis au moment de la Restauration. […] J'ai toutes les archives concernant cet anoblissement sous la Restauration, qui nous attribue des armoiries qui n'ont rien à voir avec les armoiries que porte traditionnellement la famille et qui sont celles du comtat Venaissin.[159] »

Pour cette raison, l'anoblissement de Christophe d'Astier de La Vigerie n'est pas mis en avant dans les récits généalogiques. Stratégie identitaire courante dans les familles n'étant pas issues de la noblesse d'extraction, « l'anoblissement […], acte fondateur signifiant l'absence originelle de noblesse, donc acte de *parvenu*, est comme repoussé dans le lointain, estompé, sorti du souvenir par des formules comme *ça remonte très loin*[160] ». La mémoire familiale transmise à Emmanuel d'Astier au cours de son enfance est fortement marquée par cette revendication d'appartenance, presqu'intemporelle tant elle est censée plonger ses racines dans un passé lointain, à l'aristocratie. Parce bais, contribue à se transmettre un *ethos* aristocratique par lequel l'individu se perçoit et se conçoit comme participant d'une élite « naturelle », autrement dit comme un être doué de qualités ataviques spéciales, *extra*-ordinaires, un être distinct du commun, de la « masse ».

À la fin de sa vie, Emmanuel d'Astier décrira, non sans ironie, mais avec une certaine lucidité[161], les prétentions aristocratiques et le fort désir de promotion sociale de la branche paternelle de sa famille.

> « Il y a ce phénomène très particulier d'une famille qui triche et qui veut se pousser dans la société et qui en fin de compte pète plus haut que son cul. À mon avis nous sommes des faux nobles mais on a établi un bilan tel que nous nous sommes considérés comme de la vraie noblesse.[162] »
>
> « C'est une famille que j'appellerais une famille de hobereaux, cherchant à vivre noblement, ou à être noble, l'un ou l'autre. […] Elle se poussait du col, elle essayait de monter[163] ».

[159] Entretien enregistré avec Geoffroy d'Astier de La Vigerie, Saint-Laurent du Pape, 19 décembre 2013.

[160] Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., p. 421.

[161] Son petit-neveu Geoffroy d'Astier de La Vigerie nous apprend en entretien qu'Emmanuel d'Astier est le seul de sa génération à s'être vraiment intéressé à l'histoire familiale et, en l'occurrence, à la questionner. Il était, nous dit-il, à la fois « critique et fasciné » par sa famille et son milieu social d'origine : « Je suis un très grand admirateur d'Emmanuel parce que justement il avait un tel, tel recul par rapport à sa famille. (Entretien enregistré avec Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *op. cit*.) »

[162] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

[163] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 11.

1.3. La branche maternelle, une famille riche et prestigieuse

La branche maternelle de la famille d'Emmanuel d'Astier est plus dotée en tous capitaux. Elle est à la fois plus riche, plus noble et plus renommée. Sa mère, Jeanne Masson-Bachasson de Montalivet (1860-1936), est issue par son père d'une riche famille de commerçants lorrains ayant faits fortune dans la manufacture du tabac. Son père, Antoine-Achille Masson (1815-1882), dispose notamment d'un patrimoine foncier conséquent, possédant plusieurs châteaux et domaines.

Par sa mère, elle est issue d'une famille prestigieuse dont certains des membres ont, au cours du XIX^{e} siècle, occupés des postes à haute responsabilité dans l'appareil d'État et dont l'histoire épouse de très près l'histoire nationale contemporaine. Jeanne de Montalivet a pour arrière-grand-père maternel Jean-Pierre Bachasson de Montalivet (1766-1823), comte de l'Empire, ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er} de 1809 à 1814 et pair de France. Jean-Pierre de Montalivet provient d'une famille de la noblesse d'ancien régime originaire du Dauphiné. Conseiller au parlement de Grenoble de 1785 à 1790, il se lie à Napoléon Bonaparte lorsque ce-dernier est en garnison à Valence. Devenu premier Consul, puis Empereur des Français, Bonaparte fait de Jean-Pierre de Montalivet son « homme de confiance[164] », le nommant successivement préfet de la Manche, préfet de la Seine-et-Oise, membre du Conseil d'État, Directeur général des Ponts-et-Chaussées et enfin ministre de l'Intérieur. Jean-Pierre de Montalivet est l'une des principales personnalités politiques sous le premier Empire. Indicateur de sa stature politique, une rue du 8ème arrondissement de Paris, située près du ministère de l'Intérieur, porte depuis 1867 le nom de Montalivet en son hommage. On trouve également, au large de l'Australie, dans l'archipel Bonaparte, des Îles Montalivet devant leur nom au ministre.

Le second fils de Jean-Pierre de Montalivet – grand-père maternel de Jeanne et donc arrière-grand-père d'Emmanuel d'Astier – Camille (1801-1880), est aussi un personnage politique important. Héritier du titre de comte et de la charge de pair de France de son père, il siège à la Chambre des pairs dès l'âge de 25 ans avant de mener, lui aussi, une carrière ministérielle. Sous la monarchie de Juillet, il est quatre fois ministre de l'Intérieur entre 1830 et 1839 et ministre de l'Instruction publique et des Cultes de 1831 à 1832. Proche de la famille royale, il est l'exécuteur testamentaire du roi Louis-Philippe. Sans poste politique durant le second Empire, il est nommé en 1879 sénateur inamovible.

[164] Jean-Claude Blanc, *Montalivet. L'homme de confiance de Napoléon*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

Hommes d'État, personnellement liés à de grands personnages de l'Histoire de France (Napoléon I[er] et Louis-Philippe), Jean-Pierre et Camille de Montalivet occupent dans l'histoire et la mémoire familiales la place de glorieux ancêtres, dont le souvenir (encore récent lorsqu'Emmanuel d'Astier est enfant) est vivement entretenu. Par eux s'entremêlent l'Histoire de la nation et l'histoire de la famille, contribuant à lui assurer une renommée. Figures illustres du Panthéon familial, ils représentent des modèles de réussite auxquels leurs ascendants sont amenés à s'identifier. À travers le récit de leur histoire se transmet le sentiment d'appartenir à un groupe d'exception dont les membres sont voués à occuper dans le monde les premières places.

> « C'est la famille des Montalivet, qui a fourni successivement à tous les régimes des Ministres de l'Intérieur. Il y eut un bon Ministre de l'Intérieur de Napoléon Premier, qui a posé la première pierre de l'Arc de Triomphe, il y eut un Ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe, Camille de Montalivet, qui a été un assez grand Ministre d'un règne trop décrié. J'ai eu pour onze mois leur héritage, mais ce n'était pas conforme : ministre-aventurier.[165] »

Il est significatif, dans cet extrait d'entretien, qu'Emmanuel d'Astier cite spontanément et immédiatement, pour évoquer la branche maternelle de sa famille, son nom propre, comme s'il présumait qu'il constitue une référence forcément connue de son auditeur et que sa simple énonciation permettait presque de faire l'économie de toute explicitation. Il est vrai que d'une certaine manière, les patronymes célèbres, à l'inverse des autres, appartiennent à tous dans la mesure où ils participent de l'histoire commune.

Comme on le voit, Emmanuel d'Astier est issu d'une famille appartenant depuis plusieurs générations à une élite sociale et politique, comptant dans sa généalogie des personnages publics, plus ou moins illustres, dont la mémoire familiale entretient vivement le souvenir. Cette ascendance constitue un riche héritage, qui peut aussi s'avérer lourd à porter. Si elle favorise en effet l'intériorisation par l'héritier d'une haute image de lui-même, d'une forme d'assurance de soi, de certitude dans ses dons et ses capacités propre à le préparer à l'occupation de positions dominantes, elle fixe aussi des exigences et des attentes élevées, l'héritier devant se montrer digne des glorieux ancêtres dont il est la continuité. *A minima*,

[165] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 21.

une telle ascendance, lorsque la mémoire familiale l'entretient, transmet de hautes aspirations, c'est-à-dire le désir de réaliser une existence conforme à l'exceptionnalité de la lignée.

La mémoire familiale n'est pas, bien évidemment, le seul vecteur de transmission de l'*ethos* aristocratique. Celle-ci se réalise, plus généralement, au gré d'une éducation particulièrement soucieuse de l'inculcation des pratiques et des attitudes propres au groupe.

2. Socialisation primaire : l'enveloppement de la famille et du milieu

Emmanuel d'Astier est, durant son enfance, plongé dans des conditions d'existence particulièrement homogènes qui favorisent la transmission de l'héritage social familial. Au cours de sa socialisation primaire, il hérite d'un riche patrimoine social et culturel, de dispositions et de ressources qui le préparent à l'occupation d'une position sociale dominante. Il intériorise en particulier un *ethos* aristocratique cohérent qui fixe en lui des attentes sociales élevées.

2.1. L'homogénéité des conditions de la socialisation primaire

Comme l'a montré Bernard Lahire, la « cohérence des habitudes ou schèmes d'action (schèmes sensori-moteurs, schèmes de perception, d'appréciation, d'évaluation…) que peut avoir intériorisé chaque acteur dépend […] de la cohérence des principes de socialisation auxquels il a été soumis[166] ». Dans les sociétés modernes, hautement différenciées, les individus sont le plus souvent amenés à fréquenter précocement une pluralité d'univers sociaux et à être donc soumis à des principes de socialisation hétérogènes. C'est ainsi que l'*homme pluriel* constitue le type d'acteur le plus socialement probable. La France du début du XX^{e} siècle ne confronte sans doute pas aussi fortement et aussi précocement qu'aujourd'hui les individus à l'hétérogénéité sociale. Les Français, et en particulier les enfants, vivent alors globalement dans un environnement social plus homogène. La scolarisation est moins développée. Elle est moins longue, débutant plus tard et se terminant plus tôt. L'École est de plus fractionnée en deux ordres distincts accueillant deux publics bien différents – l'un les enfants du « peuple » destinés à quitter rapidement le système scolaire,

[166] Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*., p. 50.

l'autre les enfants de la bourgeoisie destinés au baccalauréat et aux études supérieures – qui ne se rencontrent pas[167]. Des secteurs comme celui de la petite enfance ou le monde associatif, qui aujourd'hui captent tôt un grand nombre d'enfants, n'existent pas, ou alors à l'état embryonnaire. D'une manière générale, les enfants sortent donc plus tard de l'univers familial et, lorsque c'est le cas, ils fréquentent des individus globalement proches socialement. Ils connaissent donc tendanciellement des conditions de socialisation beaucoup plus univoques que les enfants d'aujourd'hui, propres à l'intériorisation d'un système de dispositions plus cohérents[168].

Des différences importantes existent cependant selon les milieux sociaux et les contextes familiaux. En l'occurrence, Emmanuel d'Astier grandit dans un univers social qui, grandement soucieux de la préservation de son style de vie et de sa reproduction, travaille à assurer la plus grande cohérence dans l'éducation de ses enfants. Dans l'aristocratie, l'éducation est centrée sur la famille et toutes les influences extérieures sont contrôlées pour réduire au maximum la sortie ou la déviance et garantir la « préservation de l'homogénéité sociale[169] ». L'enfant tend à être pris en charge constamment, le plus souvent par un personnel spécifique étant le relais et l'instrument de l'autorité éducative parentale. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'éducation des enfants est confiée d'abord, soit à des gouvernantes (souvent issues de familles aristocratiques déclassées ou de la bourgeoisie sans fortune), soit à des *nurses* (en général anglaises ou irlandaises pour permettre l'apprentissage précoce de l'anglais)[170]. La famille d'Astier de La Vigerie est à cet égard pleinement conforme puisque Emmanuel est, enfant, confié à une gouvernante. Comme c'est souvent le cas dans l'aristocratie à cette époque, une importante distance est marquée avec ses parents, qui ne sont pas les agents premiers de sa socialisation.

> « Il y avait une extraordinaire séparation entre mes parents et les enfants. Pour moi, c'était Jupiter et Junon. On ne mangeait pas à tous les repas à table, on avait un petit service pour soi, souvent avec la gouvernante. Je rencontrais peu mes parents, qui m'aimaient beaucoup, mais ne me connaissaient pas. Je ne les connaissais pas.[171] »

[167] Cf. Guy Vincent, Bernard Lahire et Daniel Thin, « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire », *in* Guy Vincent (dir.), *L'Éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, PUL, 1994, pp. 11-48.

[168] On est loin, néanmoins, des sociétés de type traditionnel dans lesquelles les individus sont plongés dans des conditions d'existence tellement univoques qu'ils peuvent incorporer un *habitus* unifié.

[169] Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, *op. cit.*, p. 34.

[170] Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit.*, p. 185.

[171] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, pp. 15-16.

Emmanuel d'Astier n'a pas laissé d'informations sur la personne de sa gouvernante. On sait cependant grâce à des recherches dans les archives familiales menées par Jean-Pierre Jobelot[172], que son frère Henri, de trois ans plus âgé, a une *nurse* anglaise nommée Miss May. Il est possible, étant donnée leur faible différence d'âge, qu'Henri et Emmanuel aient la même *nurse*. Quoi qu'il en soit, les deux frères parlent couramment anglais et allemand, comme l'attestent leurs dossiers militaires respectifs[173].

Toujours attentive à préserver ses enfants des influences exogènes, l'aristocratie du début du XX^{e} se méfie par ailleurs de l'enseignement scolaire, et en particulier d'une école publique véhiculant des valeurs républicaines et laïques concurrentes de son socle moral. C'est pourquoi elle préfère recourir au traditionnel préceptorat, qui constitue encore la norme à la Belle Époque dans ce milieu social. Spécificité de la famille d'Astier de La Vigerie, c'est son père qui, en tant que Polytechnicien est doté d'un fort capital scolaire, assure auprès d'Emmanuel d'Astier le rôle de précepteur.

> « Jusque-là[174], j'avais comme précepteur mon père. Je l'ai connu non pas comme père mais comme maître. Il était polytechnicien, comme tout le monde, il m'apprenait le latin, les mathématiques, la langue française. Le soir dans le grand salon du château on lisait à haute voix pour l'assemblée réunie, avec les autres enfants, du Molière ou du Racine, ou d'autres grands classiques. C'était le loisir, et la journée j'avais un certain nombre d'heures de répétition assez nombreuses.[175] »

Jusqu'à son entrée au lycée Condorcet à l'âge de douze ans, Emmanuel d'Astier est donc enveloppé par l'univers familial, au sein duquel les domestiques sont le seul élément d'altérité. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'emploi de domestiques est encore une institution dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie. Les domestiques sont un élément indispensable permettant à une maison d'assurer son *standing*[176]. Dans ses récits

[172] Jean-Pierre Jobelot est l'un des petits-fils d'Henri d'Astier de La Vigerie.

[173] Pour Henri, cf. Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie (1897-1952)*, *op. cit*.. Pour Emmanuel, cf. Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6,Service historique de la Défense.

[174] D'Astier fait référence ici à son entrée au lycée Condorcet en septembre 1912.

[175] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 17.

[176] Cf. Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, *op. cit*. et Edmond Goblot, *La Barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, PUF, 2010 [1ère éd. 1925]. Au début du XX^{e} siècle en France, ils forment ainsi une population qui reste nombreuse. On dénombre en 1901, 963 100 domestiques travaillant pour le compte d'environ 225 000 familles. À titre de comparaison, on évalue en 1906 la population

autobiographiques, Emmanuel d'Astier note la nécessité qu'il y a dans son milieu d'avoir des domestiques afin de bien marquer son rang. « Il fallait avoir des domestiques. C'est très important à ce moment-là d'avoir un valet de chambre.[177] » Les d'Astier emploient ainsi tout un personnel, notamment au château : cuisinière, valet de chambre, gouvernante, cocher, chevrière, vachère, etc[178]. Il ne faut toutefois pas se méprendre quant aux effets sur la socialisation enfantine de la présence des domestiques dans l'univers familial. Si les aristocrates sont volontiers familiers et bienveillants à l'égard des domestiques, souvent présentés dans les discours[179] comme des membres de la famille, ce n'en est pas moins une distance et une supériorité paternalistes qui fondent leur rapport à ces gens du « peuple ». La condition de l'enfant noble n'est pas confondue avec celle du domestique, qui reste au service de l'enfant et occupe donc par rapport à lui une position *objectivement* dominée. Et c'est rien moins qu'un rapport symétrique qui s'établit. Est-ce une illustration de la barrière sociale et symbolique séparant le jeune d'Astier de La Vigerie des domestiques? Toujours est-il que dans ses récits autobiographiques, d'Astier fait peu mention des domestiques de son enfance. Lorsqu'ils sont mentionnés, c'est presque toujours collectivement, en tant que catégorie sociale et éléments de son environnement, non en tant que personnes, ce qui apparaît comme un indicateur de l'efficacité de la transmission familiale.

Lorsqu'il est enfant, Emmanuel d'Astier sort peu de la sphère familiale. Les contacts avec l'extérieur restent, de plus, contenus pour l'essentiel dans le même univers social. « Ma jeunesse – dit-il à Jacques Chancel en 1969 – et bien elle est traditionnelle : des petits châteaux, la petite société mondaine de mon milieu[180] ». La vie sociale extra-familiale est, selon lui, assez restreinte. Ses parents participent peu, en-dehors de quelques événements annuels, aux mondanités de l'aristocratie parisienne.

> « Les mondanités de Paris, je n'en ai pas gardé de souvenir, sauf quatre ou cinq grands bals dans l'année, les fameux bals de la période 1910-1914. Une partie de ma famille y

ouvrière française à 5,3 millions d'individus (Jean-Baptiste Duroselle, *La France de la « Belle Époque »*, Paris, Presses de Science Po, 1992 [1ère éd. 1972], pp. 64-67).

[177] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

[178] Après la Première Guerre mondiale, la domesticité décroît très fortement, notamment du fait de la désaffection des classes pauvres pour ce type d'emplois, associé à une privation de liberté. Dans les rares lettres de ses parents qu'Emmanuel d'Astier avait conservé, on trouve quelques mentions des domestiques, et plus particulièrement de la difficulté à en trouver après-guerre : « Je cherche une femme de chambre et jusqu'ici je n'en trouve pas. Mes annonces dans les journaux restent sans réponse. C'est fort triste. Notre personnel est court. (Lettre de sa mère à Emmanuel d'Astier, 12 juin 1921, archives privées Christophe d'Astier de la Vigerie) » ; « ce n'est guère commode de se passer de domestiques (Lettre de sa mère à Emmanuel d'Astier, 15 novembre 1921, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie) ».

[179] On renvoie là aux travaux déjà cités de Monique de Saint-Martin et d'Éric Mension-Rigau.

[180] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.

> participait. Quatre ou six fois par an, déguisée ou non, toute la haute société, depuis les La Rochefoucauld jusqu'aux petits d'Astier, se trouvait mêlée. À part ça, la vie collective était beaucoup plus centrée sur le château, en ce sens que le voisinage de château à château, les chasses, la chasse au sanglier, chez moi, étaient les phénomènes importants, dont je retrouve un souvenir.[181] »

Emmanuel d'Astier évolue ainsi dans un environnement extrêmement homogène. Il est peu, voire pas, confronté à des dissonances culturelles et sociales.

2.2. Hériter du riche patrimoine familial

L'homogénéité des conditions de sa socialisation primaire favorise l'appropriation par Emmanuel d'Astier de l'héritage (culturel et social) familial. Cet héritage se compose de propriétés incorporées qui, parce que caractéristiques des grandes classes supérieures dont sa famille est assez largement représentative, constituent des ressources sociales importantes. D'Astier incorpore d'abord des manières d'être et de faire classées en haut de la hiérarchie sociale : *hexis* corporelle faite d'aisance et de relâchement, assurance verbale, sens de la distinction et du raffinement[182]. Ces propriétés très corporelles ont pour elles l'apparence du « naturel » car elles reposent reposant « sur le pouvoir qu'ont les dominants d'imposer, par leur existence même, une définition de l'excellence qui, n'étant que leur manière propre d'exister, est vouée à apparaître à la fois comme distinctive, différente, donc arbitraire (puisque que parmi d'autres) et parfaitement nécessaires, absolu, naturelle[183] ». De la sorte, elles ont un pouvoir social considérable, inscrit dans leur capacité à exprimer la valeur sociale de celui qu'elles habitent.

Élevé dans un univers familial imprégné de culture légitime, d'Astier intériorise également un important capital culturel. Son père, on l'a déjà noté, dispose en tant que bachelier *es* lettres et polytechnicien d'un fort capital scolaire. Son dossier militaire indique qu'il parle et traduit l'allemand, qu'il « a une très belle intelligence et de grandes capacités », mais aussi qu'il a des « manières très distinguées » et qu'« il connaît le dessin et un peu de

[181] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 32

[182] Nous aurons l'occasion de citer dans le chapitre 5, « Genèse d'une vocation politique », plusieurs témoignages décrivant Emmanuel d'Astier comme un homme élégant, raffiné, doté d'une grande aisance gestuelle et verbale, bref portant incontestablement les marques de son extraction sociale supérieure.

[183] Pierre Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit*., p. 286.

musique, danse parfaitement[184] ». Raoul d'Astier est un homme lettré, dont les pratiques participent de la culture dominante. La mère d'Emmanuel se présente elle aussi comme une personne cultivée : « c'était une personne très pratique, tout en étant d'une grande intelligence, (plus cultivée et plus intelligente peut-être que mon père)[185] ». Les lettres qu'elle envoie à son fils au début des années 1920 nous permettent de savoir qu'elle lit quotidiennement *L'Action française* et *Le Figaro*, mais aussi des ouvrages historiques, comme l'*Histoire des deux peuples* de l'intellectuel maurrassien Jacques Bainville[186]. La famille d'Astier dispose en outre d'un conséquent patrimoine matériel, notamment une « vaste bibliothèque[187] » au château de Rançay. C'est donc aussi dans le contact quotidien avec ce capital culturel objectivé, approprié dans des pratiques propices, que se forge le capital incorporé de d'Astier[188].

Ce capital culturel, acquis primitivement au sein de la sphère familiale, est par la suite converti en capital scolaire. En octobre 1912, soit avec ceux années d'avance, Emmanuel d'Astier entre en classe de troisième au lycée public Condorcet à Paris. L'entrée à Condorcet est synonyme pour lui d'une réelle ouverture sociale. En cela, elle marque une certaine rupture. Car si l'établissement, situé rue du Havre dans le riche 9ème arrondissement de Paris, accueille une population quasi-exclusivement issue des classes supérieures, celle-ci provient essentiellement de la bourgeoisie progressiste, attachée à la laïcité. Depuis le milieu du XIXe siècle, nombreux sont les élèves protestants et juifs à fréquenter le lycée. Plusieurs anciens lycéens de l'établissement jouent d'ailleurs un rôle important dans la constitution des réseaux dreyfusards et dans la création de la Ligue des Droits de l'Homme[189]. L'environnement, plutôt libéral et laïque, dans lequel est plongé d'Astier à Condorcet tranche ainsi nettement avec l'éducation rigoriste et conservatrice, fortement marquée du poids du dogme catholique, dans laquelle il a été élevé jusque-là. Aussi son entrée au lycée constitue-t-elle à ses yeux une expérience importante.

> « L'enseignement public, après l'enseignement privé de mon père, m'a tout de suite marqué. Je me vois faisant le trajet de la rue de Courcelles à Condorcet, rue du Havre. Je

[184] Dossier militaire individuel de Raoul d'Astier de La Vigerie, État des notes du 1er juillet 1876, cité par Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie*, *op.cit*., p. 15.
[185] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 31.
[186] Lettres de sa mère à Emmanuel d'Astier, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie.
[187] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 18.
[188] Sur les trois états – incorporé, objectivé et institutionnalisé – du capital culturel, voir Pierre Bourdieu, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 30, 1979, pp. 3-6.
[189] Site web officiel du lycée Condorcet : http://www.lycee-condorcet-paris.fr/le-lyc%C3%A9e.html.

> vois mes premiers amis, des visages de vivants ou de morts, mais vivants dans ma mémoire, qui allaient du boulevard Haussmann à Condorcet[190] ».

D'Astier est élève à Condorcet jusqu'au terme de l'année scolaire 1914-1915. Il est par la suite scolarisé à l'École Saint-Jean de Béthune, tenue par les pères Eudistes à Versailles. Il obtient la première partie de son baccalauréat (latin-grec-philosophie) avec une année d'avance en juillet 1916, la seconde (latin-grec-mathématiques) en juillet 1917. Il entre ensuite en classes préparatoires « mathématiques spéciales » au lycée jésuite Sainte-Geneviève à Versailles, afin de préparer le concours d'entrée à l'École navale. Il est reçu en avril 1918, classé 36ème sur 149 reçus. Il entre en service le 22 avril 1918 à Brest, où siège l'École, et en sort un an et demi plus tard, le 12 octobre 1919, avec le grade d'enseigne de vaisseau de 2ème classe.

2.3. Disposition héroïque, sens de l'honneur et patriotisme

D'Astier hérite surtout de sa socialisation familiale un rapport au monde particulier, qui se traduit par des désirs et des aspirations spécifiques. Il intériorise en particulier une *disposition héroïque*, que l'on peut définir comme la propension à chercher à se distinguer par l'accomplissement d'actes exceptionnels. Exaltation du courage, « goût du risque, du défi, culte de la prouesse et de l'exploit[191] » – soit autant de qualités par lesquels on acquiert une renommée et s'extraie du commun – sont des composantes de la disposition héroïque. Si celle-ci trouve dans l'armée et la guerre un site et un contexte d'actualisation exemplaires, elle est tout à fait à même d'être investie dans d'autres univers sociaux : la littérature, l'art, le sport, la politique, etc. ; bref, toutes les activités sociales où d'importants profits symboliques – qui sont toujours des profits de distinction – sont en jeu.

La disposition héroïque est constitutive de l'*ethos* aristocratique[192]. Elle est en effet spécialement ajustée au système de valeurs d'un groupe social qui non seulement se veut et se sait (socialement) *extra-ordinaire*, mais qui se caractérise en outre par sa forte et ancienne tradition militaire. Très prestigieuse sous l'Ancien régime, la carrière des armes a été longtemps l'apanage de la noblesse. Si depuis plusieurs siècles elle ne lui est plus réservée, et

[190] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 18.
[191] Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*., p. 133.
[192] Ce qui ne signifie pas, bien sûr, que seuls des aristocrates peuvent l'intérioriser.

si la notion d'héroïsme imprègne sans doute plus largement les milieux militaires, elle lui reste historiquement liée. Nourrie par toute une imagerie chevaleresque et par la mémoire du sang versé par les ancêtres sur les champs de bataille, l'aristocratie tend à faire de la vaillance et de la bravoure au combat des vertus hyper-valorisées.

L'intériorisation dans cette classe d'une disposition héroïque s'accompagne en outre de celle d'un sens de l'honneur et du devoir aigu, conçu comme le contrepoint de son existence comme élite. L'occupation d'une position dominante confère en effet des obligations. « Noblesse oblige », dit bien l'expression. Se voulant l'incarnation d'une « excellence offerte en modèle[193] », l'aristocratie cultive le devoir d'exemplarité. Etre digne de son rang, c'est montrer l'exemple. L'héroïsme, notamment au combat, est ainsi une traduction pratique de ce devoir d'exemplarité[194].

Disposition héroïque et sens de l'honneur se conjuguent enfin à un fort et ancien sentiment national. Propriété pluriséculaire de la terre, proximité ancienne avec le pouvoir politique et longue tradition militaire font en effet que les aristocrates s'identifient d'une manière singulière à la patrie, dont ils se conçoivent d'une certaine façon comme les garants de l'intégrité. Si le patriotisme se diffuse largement dans la population française au cours des XIX^{e} et XX^{e} siècles[195], l'historien Jacques Revel observe néanmoins que jusqu'à la Grande guerre, les familles nobles « gardent une manière, unique, de faire du sacrifice patriotique la preuve d'un pacte exclusif qui aurait été passé entre elles et la nation, de toute éternité[196] ». L'idée d'être au *service* de la France, associée au désintéressement, est dans ces milieux une valeur forte, pleinement intégrée à l'*ethos* aristocratique.

[193] Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., pp. 411-484.

[194] Au début du XX^{e} siècle, du fait du renouvellement des classes supérieures depuis le siècle des Lumières, ce devoir d'exemplarité (qui est probablement moins attaché à un groupe social particulier qu'à une position spécifique dans la structure sociale) s'est diffusé au-delà de l'aristocratie pour gagner des pans de la bourgeoisie. Dans son étude sur les intellectuels dans les tranchées lors de la Première Guerre mondiale, Nicolas Mariot montre que les soldats issus de la bourgeoisie intellectuelle survalorisent le « sens du sacrifice ». Parce qu'ils représentent l'élite au milieu du peuple, il leur incombe de se montrer les plus endurants sur le plan physique, les plus résistants sur le plan moral, les plus fervents sur le plan patriotique, etc. Ils doivent, en un mot, montrer l'exemple et constituer une force d'entrainement pour les hommes du peuple qui ne disposent pas des mêmes ressources. Cf. Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013. Voir en particulier le chapitre VI, « Le sens du sacrifice », pp. 327-371.

[195] L'« union sacrée » qui se réalise lors de la Première Guerre mondiale en est un bon indicateur : « Partis, classes, croyances, naguère si divisés, se réconcilient dans l'amour commun de la patrie menacée. […] À la base de la mentalité des Français en guerre, il y a donc un patriotisme volontiers cocardier, héritage d'un nationalisme qui a trouvé de si larges échos dans l'âme du pays depuis la Révolution. (François Bédarida, « Des réalités de la guerre aux mirages de la prospérité (1914-1931) », *in* François Bédarida, Jean-Marie Mayeur, Jean-Louis Monneron et Antoine Prost, *Histoire du peuple français. Cent ans d'esprit républicain*, Tome 5, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1967, pp. 265-266.

[196] Jacques Revel, « Présentation », *in* Éric-Mension Rigau, *L'Enfance au château. L'éducation familiale des élites françaises au XX^{e} siècle*, Paris, Rivages, 1990, p. XVI.

Comme on l'a déjà noté, les caractéristiques sociales de la famille d'Astier de La Vigerie sont dans l'ensemble proches des caractéristiques modales de sa classe sociale d'appartenance. Plusieurs éléments se combinent chez elle – extraction aristocratique mêlée à une forte identification au groupe, exercice par les hommes de la famille, depuis plusieurs générations, de fonctions au service de l'État[197] (que ce soit par la carrière de armes, le génie civil ou les responsabilités politiques), homogénéité des conditions d'existence – qui rendent hautement probable la transmission à Emmanuel d'Astier de l'*ethos* aristocratique et d'une disposition héroïque. Leur intériorisation effective se donne particulièrement bien à voir dans un contexte particulier sur lequel nous reviendrons dans la dernière section de ce chapitre, celui de la Première Guerre mondiale.

2.4. Socialisation politique : conservatisme, traditionalisme et cléricalisme

Les données dont nous disposons sur les opinions politiques de la famille d'Astier sont peu nombreuses et surtout peu précises. Elles permettent toutefois de reconstituer assez nettement le climat idéologique général dans lequel est élevé Emmanuel d'Astier. Trois mots peuvent le synthétiser : conservatisme, traditionalisme et cléricalisme. Ces trois notions, articulées les unes aux autres, tendent à façonner et déterminer une attitude générique à l'égard du monde, qui ne concerne donc pas seulement les représentations et comportements politiques, mais aussi moraux, éthiques, religieux, etc.

> « Dans la famille de mon père, on était à droite. Comme le voulait le vocabulaire on ne prononçait pas le mot de droite, on était très conservateur, très catholique, très pratiquant, très croyant : c'est dans ce milieu là que j'ai vécu, naturellement.[198] »

Le conservatisme et le traditionalisme de la famille d'Astier ne doivent pas étonner. D'une part, ils sont au début du XX^e^ siècle très largement partagés au sein d'une aristocratie

[197] Geoffroy d'Astier de La Vigerie témoigne de la persistance encore aujourd'hui d'une forme marquée de désintéressement dans la famille d'Astier : « Il faut bien distinguer dans l'aristocratie. Y'a une certaine aristocratie qui cherche à faire des affaires, à gagner de l'argent et à réussir socialement parlant. Et les Montalivet ont bien réussi dans ce domaine-là. Tandis que y'a une autre forme d'aristocratie qui elle est plus au service de l'armée. Donc ça fait des militaires, de génération en génération. Et c'est ce qui s'est passé dans la famille d'Astier. […] Les Montalivet, ils ont beaucoup d'argent et en effet ils placent l'argent. Ils placent l'argent pour le faire fructifier, ils s'introduisent en politique ou dans les banques, tandis que les d'Astier, ils n'ont pas du tout cette ambition-là. Ils ont plutôt l'ambition de servir la France. […] J'ai été amené, moi, à fréquenter les deux milieux. Et ça se sent, ça se sent en fait, ça se sent… les d'Astier ont un côté désintéressé. (Entretien enregistré avec Geoffroy d'Astier de La Vigerie, Saint-Laurent du Pape, 19 décembre 2013) »

[198] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 21.

cultivant non seulement un fort esprit de classe, voire de caste, mais aussi l'idée d'incarner un style de vie pluriséculaire et un modèle d'excellence. D'autre part, ils traduisent des représentations du monde parfaitement ajustées à la position sociale et la trajectoire collective d'un groupe dominant en déclin, qui a plus son passé derrière lui que l'avenir devant soi, et dont la permanence et même la survie sont objectivement liées à la sauvegarde de l'ordre établi et au maintien des hiérarchies sociales. Les opinions politiques circulant dans la famille d'Astier expriment ainsi une opposition aux transformations économiques, politiques, sociales, traduisant en quelque sorte une volonté de figer la société dans un état où sa position dominante est assurée. Dans son livre autobiographique sur la Résistance, *Sept fois sept jours*, Emmanuel d'Astier écrit que sa famille réprouve vivement la « subversion qui, depuis cent ans, [s'inscrit] successivement dans les mots de République, de radicalisme, de socialisme, puis de communisme[199] ».

En ce début de XX^{e} siècle, les positions politiques de la famille d'Astier (c'est alors le cas, plus largement, de nombreuses familles d'extraction aristocratique, surtout provinciales) tendent à s'incarner dans un homme, Charles Maurras, et un mouvement, l'Action Française. Les parents d'Emmanuel d'Astier ne sont pas, semble-t-il, militants du mouvement mais ils se sentent idéologiquement proches de lui. Ils sont abonnés au quotidien *L'Action française*, dont Jeanne d'Astier, en particulier, en est une lectrice fidèle[200].

> « Ma mère avait un très grand penchant pour l'*Action française*. Pourtant sa famille passait pour libérale, par rapport à la nôtre.[201] »

[199] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, Paris, 10/18, 1961 [1ère éd. 1947], p. 179. La citation est extraite d'une section où d'Astier évoque la première réunion de famille à laquelle il assiste après la Libération. Il y est le témoin des craintes animant les membres de sa famille que l'effervescence « révolutionnaire » qui agite alors la France ne soit fatale à leur condition. Les opinions alors exprimées ne sont sans doute pas très différentes de celles qui circulaient déjà dans sa famille durant son enfance : « Ces vieux enfants dont on dérange les habitudes, pensent que le société bien faite était celle de leurs vingt ans. Ils ne la retrouveront jamais, ni la jeunesse. Ils sont assis dans le passé. Pour eux, les maux ne sont pas les maladies, les morts, la guerre ou la peste où ils voient le doigt de Dieu, mais les changements économiques et sociaux, l'esprit de l'homme. Comment supporteraient-ils la démocratie, l'expression de cette masse d'hommes frappés du péché originel, du péché d'orgueil ? Restreindre son train de vie… Ne pas savoir ce qui vous appartient… Se voir contester la faculté de commander… Trouver les hommes plus exigeants et moins résignés… Où allons-nous ? Où allons-nous ? Une parente me le répète encore, et, jetant un coup d'œil désolé sur sa glace au chocolat, elle ajoute : ″Si ça continue, il n'y aura plus que ceux qui travaillent qui pourront vivre.″ (*Ibid*., pp. 179-180) »

[200] Nous avons déjà signalé que dans plusieurs lettres envoyées au début des années 1920 à son fils, alors officier de marine, Jeanne d'Astier parle de sa lecture de *L'Action française*. Dans l'une d'elles, datée du 25 avril 1921, on peut lire: « nous lisons avec beaucoup d'intérêt *Histoire des deux peuples* de Bainville (Lettre de sa mère à Emmanuel d'Astier, 25 avril 1921, archives privées Christophe d'Astier de la Vigerie) ». Jacques Bainville (1879-1936), journaliste, essayiste et historien, est une des principales figures intellectuelles de l'Action Française avec Maurras et Léon Daudet. Fermement germanophobe, il développe dans son *Histoire des deux peuples*, paru en 1915, la thèse d'un antagonisme irréductible entre les peuples français et allemand.

[201] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 21.

Les d'Astier adhèrent-ils au royalisme prôné par Charles Maurras ? On ne peut le dire avec certitude, mais cela est possible. Au début du siècle, bien qu'il ne soit pas unanimement partagé, le royalisme demeure assez largement répandu au sein de l'aristocratie française. Si le rétablissement de la royauté apparaît de plus en plus improbable à mesure qu'on s'approche de 1914[202], il ne constitue pas encore dans ces milieux une opinion marginale. Pour ce qui est plus spécifiquement de la famille d'Astier, la volonté de pénétration, puis d'élévation dans l'espace de la noblesse qui caractérise son histoire collective peut tout à fait trouver dans le monarchisme une traduction politique. Emmanuel d'Astier témoigne que depuis la fin du XVIII[e] siècle, sa famille vit dans la crainte des révolutions pouvant anéantir sa stratégie de promotion sociale. À cet égard, la monarchie peut légitimement apparaître comme *le* régime politique à même de garantir la position et le statut social du groupe familial.

> « Dans mon milieu on ne souhaitait pas acquérir de très grosses sommes d'argent – c'était pas important – mais ce qu'on a appelé de ce mot affreux le *standing*. […] Mais on était toujours au bord d'une révolution. On sentait que ça ne pouvait pas durer, que ce soit 89, que ce soit 48, que ce soit 70, on allait être toujours mis à l'épreuve. Et ça vous donnait des complexes.[203] »

Pour autant, aucune donnée à notre connaissance ne permet d'être catégorique. Geoffroy d'Astier de La Vigerie évoque bien, en entretien, un « côté royaliste-conservateur dans la famille d'Astier[204] », mais il fait plutôt référence à une atmosphère idéologique générale, ne disposant pas d'indicateurs précis. Au demeurant, dans ses témoignages autobiographiques, Emmanuel d'Astier ne présente jamais explicitement ses parents comme royalistes, se contentant de souligner une connivence idéologique avec l'Action Française. Alors certes, le monarchisme constitue l'un des piliers de la doctrine maurrassienne, mais il n'est pas le seul et, *a fortiori*, n'est sans doute pas son élément le plus mobilisateur. Le nationalisme et l'antiparlementarisme virulents que professe l'Action Française constituent probablement des leviers d'adhésion beaucoup plus puissants. La proximité avec le mouvement n'est donc pas suffisante pour conclure au royalisme. Emmanuel d'Astier évoque en revanche très clairement, notamment au cours de ses entretiens avec Francis Crémieux, les fermes convictions de son frère Henri, qui sera jusqu'à sa mort en 1952, « le monarchiste de la

[202] Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940)*, Paris, Seuil, 2001, p. 112.
[203] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.
[204] Entretien enregistré avec Geoffroy d'Astier de La Vigerie, Saint-Laurent du Pape, 19 décembre 2013.

famille[205] ». Au final, on peut raisonnablement penser que des opinions *plus ou moins* royalistes circulent au sein de la famille d'Astier, sans pour autant que le royalisme soit revendiqué de façon marquée ou, plus encore, soit l'objet d'une forme de militantisme.

Ce qui semble plus certain en revanche, c'est le refus de la République, assimilée à la « subversion ». Celle-ci incarne, il est vrai, le renouvellement des élites au plan politique. Depuis l'échec de la Restauration de 1873 et surtout, depuis la crise du 16 mai 1877, le parlementarisme s'est imposé et un nouveau personnel politique, moins fréquemment issu des milieux notables mais plus souvent de la moyenne bourgeoisie à fort capital scolaire, s'est peu à peu substitué aux anciennes élites (noblesse traditionnelle ou récente) qui, désormais, ne détiennent plus le pouvoir politique en France[206]. La III^e^ République constitue ainsi l'un des symboles du déclin social de l'aristocratie. On comprend dès lors que dans ces milieux, et pendant longtemps[207], l'antirépublicanisme et l'antiparlementarisme restent forts[208]. Au demeurant, bien qu'elle s'enracine progressivement, la République est au début du XX^e^ siècle un régime encore fragile dont les institutions, que ce soit lors de la crise boulangiste (1887-1889) ou de l'affaire Dreyfus[209], ont connu dans l'histoire récente de sérieuses turbulences. Si dans les années 1900-1914, la République parlementaire est installée et paraît acceptée par le plus grand nombre[210], elle affronte encore de vives contestations, de la part des néo-monarchistes maurrassiens mais aussi des partisans d'autres formes de pouvoir autoritaire[211].

Durant ces années, l'opposition au régime républicain est en outre avivée par la politique anticléricale menée par le gouvernement français, qui a pour point d'orgue en 1905 la loi de séparation de l'Église et de l'État aboutissant à la mise à l'écart de l'Église catholique de la vie publique. Condamnée avec force par le Vatican, l'application de la loi de 1905 est l'objet de vives résistances et accentue significativement la défiance (déjà historiquement forte) des

[205] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 69.

[206] Cf. notamment Christophe Charle, *Les Élites de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 1987.

[207] « À la Belle Époque et entre les deux guerres, le refus de la République constituait encore un vrai clivage entre ces familles et les élites nouvelles, attachées à la République. (Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., p. 466) »

[208] Les aristocrates ne sont pas rares, à la fin des années 1880, à soutenir les initiatives politiques du général Boulanger, voyant en lui un appui pour abattre la République. Cf. Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e^ siècle. Tome I, 1900-1930, op. cit*., pp. 16-18.

[209] Il ne s'agit là que d'une supposition, mais il est fort probable que les d'Astier ont été antidreyfusards. On imagine mal, en effet, qu'un aristocrate conservateur et antirépublicain, militaire de carrière de surcroît, ait été en 1898 favorable à la révision du procès d'Alfred Dreyfus.

[210] Les résultats électoraux sont un indicateur permettant de mesurer ce phénomène. Dès la dernière décennie du XIX^e^ siècle, « même dans les régions les plus catholiques, les candidats républicains tendent à l'emporter sur les monarchistes (Delphine Dulong, *La Construction du champ politique*, Rennes, PUR, 2010, p. 211) ». Sur ces questions, voir également Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la III^e^ République (1870-1940)*, Paris, Seuil, 1984.

[211] Cf. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire*, *1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.

catholiques envers la République[212]. Elle est particulièrement mal vécue dans l'aristocratie, car non seulement le catholicisme imprègne très profondément son style de vie et son système de croyances[213], mais son pouvoir social, politique et symbolique est historiquement lié à l'Église catholique. Depuis l'Ancien régime, l'aristocratie et l'Église sont des alliées objectives. Cette dernière est d'ailleurs combattue par les républicains en partie parce qu'elle apparaît liée à la contre-révolution. De fait, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'Église apporte un soutien croissant à l'Action Française[214]. Et le cléricalisme du mouvement maurrassien est sans nul doute l'un des ressorts de l'adhésion à ses idées des parents d'Emmanuel d'Astier.

Car comme la plupart des familles aristocrates, la famille d'Astier est très catholique. La parole de l'Église y est écoutée et scrupuleusement respectée. Pour exemple, lorsqu'en 1926 le pape Pie XI interdit aux catholiques la lecture de *L'Action française* jugée hérétique, Jeanne d'Astier se plie sans hésitation au commandement papal et cesse sur le champ son abonnement au quotidien. Très pieuse, très attachée aux traditions, la famille d'Astier est d'une manière générale d'une « grande rigueur morale[215] ». Le respect du dogme chrétien s'y impose comme une contrainte stricte auxquelles on ne peut déroger. L'observance des rites liturgiques (tel celui de la confession) imprègne l'existence quotidienne. La socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier est ainsi fortement marquée par l'empreinte religieuse. Il reçoit, comme ses frères et sœurs, une éducation catholique relativement intense. Aussi est-il durant son enfance « profondément[216] » croyant. Adolescent, il incline même au mysticisme – « j'étais mystique[217] » – avant de progressivement rompre avec la religion à partir de l'âge de 17 ans, sous l'effet notamment de la découverte de la sexualité. Rétrospectivement, d'Astier

[212] Durant ces années, s'oppose « de plus en plus nettement une France radicale, laïque et anticléricale à une France ralliée certes majoritairement à la République depuis que Léon XIII l'a invitée à le faire (Encyclique ″Au milieu des sollicitudes″, 1892), mais relevant d'un catholicisme intransigeant, peu encline à assumer l'héritage de 89 et qui va s'engager à fond dans la défense de ses congrégations (Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome I, 1900-1930, op. cit*., p. 142) ».

[213] Au XIX^e siècle s'est produit dans l'aristocratie un « retour à la morale » sous la bannière de l'Église. Il s'agissait notamment de rompre avec la frivolité de certains nobles du XVIII^e siècle, comme si l'on y voyait l'une des raisons ayant conduit à la Révolution française. Au début du XX^e siècle, l'Église exerce une influence très forte sur le mode de vie de l'aristocratie française. Cf. Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, *op. cit*., pp. 210 et suiv.

[214] Cf. Eugen Weber, *L'Action française*, *op. cit*. et Jacques Prévotat, *Les Catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001. Bien qu'agnostique, Maurras considère le catholicisme comme une composante irréductible de la civilisation française et l'Église comme un principe d'ordre indispensable à la cohésion nationale. Le nationalisme intégral entend par conséquent restituer à l'Église une place centrale dans la communauté nationale.

[215] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 31.

[216] *Ibid*., p. 23.

[217] *Ibid*.

évoque en effet une « enfance un peu traumatisée par le problème religieux[218] », en particulier du fait de la diabolisation du corps par le dogme catholique.

> « J'étais d'une famille extrêmement catholique et ma jeunesse avait été empoisonnée par la notion du pêché, et notamment par la notion du pêché de chair. […] J'ai aimé les femmes, très jeune, et c'était une chose affreuse. Et donc j'ai eu une jeunesse traumatisée par le sexe et la façon dont mon milieu social considérait le sexe.[219] »
>
> « … ce qui empoisonnait ma vie, vous l'imaginez, on peut l'imaginer, c'était l'enfer, je ne pouvais pas supporter l'idée de l'enfer que tout péché, surtout péché de chair, impliquait…[220] »
>
> « À dix-sept ans, j'avais secoué la tutelle. Depuis ma puberté je vivais l'enfer du sexe, tyran délicieux et signe du péché. Dieu, le dieu des miens, était ma punition.[221] »

Longtemps conforme, d'Astier s'écarte donc du rigorisme religieux prôné par sa famille à la sortie de l'adolescence, c'est-à-dire à un moment où il commence à échapper à l'enveloppement familial.

Sur le plan politique, les premières orientations et préférences qu'il exprime sont parfaitement cohérentes avec les caractéristiques du climat idéologique dans lequel il a été élevé, ce qui ne saurait surprendre. L'homogénéité des conditions d'existence (et donc de socialisation), la « cohésion du milieu de vie[222] » comptent parmi les principaux facteurs favorisant la transmission des valeurs et dispositions familiales, et notamment des préférences politiques[223]. La transmission de ces dernières est en outre d'autant plus efficace que les parents sont plus politisés et que, par conséquent, la politique est un objet de discussion plus fréquent et que les opinions politiques sont plus clairement affichées[224]. Or les parents d'Emmanuel d'Astier – en particulier sa mère qui, rappelons-le, a un « très grand penchant pour l'Action Française » – semblent manifester un degré relativement élevé d'intérêt pour la politique. À tout le moins, les convictions politiques, mais aussi morales et religieuses, sont

[218] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 24.
[219] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[220] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 23.
[221] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 22.
[222] Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Science Po/Dalloz, 2006, p. 425.
[223] Annick Percheron, « La socialisation politique, défense et illustration », *in* Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, pp. 212-213.
[224] Cf. *Ibid*., mais aussi, parmi de nombreuses références, Annick Percheron, *L'Univers politique des enfants*, Paris, Presses de Science Po, 1974 et Anne Muxel, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Science Po, 2001.

dans cette famille fortement affirmées. C'est ainsi dans la continuité des opinions familiales qu'Emmanuel d'Astier est séduit à l'adolescence par les idées maurrassiennes et le militantisme d'Action Française.

> « Un de mes héros, vers cet âge-là, a probablement été Charles Maurras. Je n'ai jamais appartenu, devenu adulte, à l'Action Française, mais quand j'avais 16 ans justement – après c'était fini – j'étais un lycéen d'Action Française et j'avais une admiration très grande pour Charles Maurras.[225] »

Cette orientation politique, qui n'exclut pas une admiration d'ordre littéraire pour l'écrivain Maurras, est présentée rétrospectivement par d'Astier, eu égard à son origine sociale, comme une sorte d'évidence, comme le produit d'une forme de prédestination.

> « On m'a beaucoup accusé – et c'est tout à fait vrai – d'avoir été impressionné au début de ma vie par l'Action Française. En effet, dans le milieu où j'étais, *je devais* être lycéen ou collégien d'Action Française et avoir une admiration pour Charles Maurras.[226] »

On ne saurait sur ce point lui donner tort. Dans les années 1910 en effet, l'adhésion aux grands thèmes du nationalisme intégral et l'engagement en faveur de l'Action Française sont un phénomène somme toute courant dans les classes supérieures conservatrices. Il est renforcé durant la Première Guerre mondiale par le fait que Maurras, qui se fait alors le chantre de l'Union sacrée, acquiert un prestige considérable.

Socialisé jusqu'à l'adolescence dans un environnement social très homogène, Emmanuel d'Astier intériorise on l'a vu un patrimoine de dispositions sociales très cohérent, portant fortement la marque de son appartenance à une élite sociale, ce que l'on a synthétisé sous la notion d'*ethos* aristocratique. Tout, dans sa socialisation primaire, prépare d'Astier à occuper une position sociale dominante. La disposition héroïque dont il a hérité est à cet égard un élément très important puisqu'elle fixe en lui une attente sociale spécifique, celle de se distinguer.

[225] *Ibid*., p. 26.
[226] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969. C'est nous qui soulignons.

La Première Guerre mondiale vient heurter cette expérience sociale très homogène. Si elle consolide certaines incorporations antérieures, elle introduit également des ruptures aux conséquences durables. Ainsi elle amorce une déviation de sa trajectoire sociale.

3. La Première Guerre mondiale : continuités et ruptures

La Première Guerre mondiale est un fait historique majeur, qui marque incontestablement l'expérience biographique des contemporains, celle des soldats engagés dans les combats, bien sûr, mais aussi celle des gens de l'arrière. Par sa durée (plus de quatre années), l'ampleur de la mobilisation (8 660 000 Français mobilisés sur la totalité du conflit), les pertes matérielles et humaines qu'elle fait subir (plus de 1 300 000 soldats français tués[227]), les bouleversements économiques et sociaux qu'elle occasionne, il n'est pas un foyer de France qui ne soit directement touché par la guerre. Celle-ci fait partie du quotidien de tous les Français, y compris des enfants, qui sont la cible *via* l'école d'une propagande guerrière spécifique[228] et dont beaucoup doivent faire l'expérience de l'atmosphère angoissée par le départ du père au front, ou pire, endeuillée par la mort.

Comme la plupart des familles de France, la famille d'Astier de La Vigerie est largement mobilisée durant toute la durée du conflit. Le second fils de la fratrie, François, ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et lieutenant de cavalerie, part au front dès le lendemain de la déclaration de guerre, le 2 août 1914[229]. Henri, alors élève en classe préparatoire à l'École Polytechnique, s'engage volontairement en avril 1915, alors qu'il n'est pas encore âgé de 18 ans[230]. Incorporé dans l'artillerie, d'abord en formation à l'école des officiers de réserve de Fontainebleau, il est affecté au front en novembre. Quant au père, Raoul, officier de complément depuis sa démission de l'armée d'active en 1886, il émet le vœu malgré son âge avancé – 64 ans – d'être mobilisé. Trop âgé pour servir au combat, il est nommé Major de la garnison de Versailles, ce qui signifie qu'il est chargé de tâches administratives. Tous les hommes de la famille en âge de servir sont donc mobilisés.

[227] Jean-Jacques Becker et Serge Berstein, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Seuil, 1990, p. 148.
[228] Stéphane Audoin-Rouzeau [1993], *La Guerre des enfants (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 2004.
[229] L'aîné, Jean, lui aussi officier de carrière, mais dans la marine, est décédé en 1908 à Oran des suites de maladies contractée lors d'une campagne au Maroc.
[230] Il est né le 11 septembre 1897.

L'état de guerre dans lequel est plongée la France à partir d'août 1914 est un bon révélateur du système de valeurs et de dispositions intériorisé par Emmanuel d'Astier. La guerre constitue en effet un contexte idéal-typique d'activation de certaines composantes de l'*ethos* aristocratique, à commencer par le sens du service et du devoir patriotique[231]. Trop jeune pour combattre, d'Astier vit cet événement dans la frustration d'être tenu à l'écart des champs de bataille. Or cette frustration est avivée par la participation « héroïque » de ses frères aux combats. Rendu invisible au sein de la fratrie par les exploits guerriers de ses frères, il éprouve un sentiment de relégation symbolique qui, peu à peu, démonétise à ses yeux l'héroïsme guerrier et le conduit à rejeter les injonctions familiales à la carrière militaire. L'expérience de la Première Guerre mondiale, en ce sens, marque une rupture dans sa trajectoire biographique en en créant les conditions d'une prise de distance avec l'univers familial.

3.1. La guerre, un révélateur de l'intériorisation de l'ethos aristocratique

Dans le contexte d'une France en situation de péril face à la menace étrangère, les d'Astier conçoivent leur place et leur fonction comme étant de participer le plus activement, et si possible au feu, à la défense de la patrie. En pareilles circonstances, il est pour eux impensable qu'un homme de leur rang et en âge de combattre ne soit pas au front[232]. Á cet égard, il est très significatif que Raoul et Henri d'Astier se portent tous deux volontaires pour servir sous les drapeaux, sans que ce soit l'institution militaire qui les mobilise. Raoul d'Astier avait d'ailleurs déjà adopté un comportement similaire lors de la guerre de 1870, s'étant engagé alors qu'il était élève à Polytechnique[233]. En 1914, il demande à être classé dans un parc aux Armées, au plus près du front, ce que l'administration lui refuse en raison de son âge. Quant à son fils Henri, il s'engage dès que l'âge légal le lui permet. Si Emmanuel est de son côté trop jeune pour pouvoir se battre, sa famille le mobilise néanmoins, lui trouvant un rôle à la mesure de ses moyens.

[231] Soulignons, une fois encore, qu'au début du XX^{e} siècle, le patriotisme n'est pas (loin s'en faut) propre à l'aristocratie. Il est cependant spécialement fort et ancien dans cette classe.

[232] L'historien Jacques Revel observe que la Grande Guerre est un grand repère dans la mémoire historique des familles aristocratiques car « elle a été la dernière occasion qui leur a été offerte de démontrer leur vocation en payant pour la France le prix du sang (Jacques Revel, « Présentation », art. cit.,, p. XVI) ».

[233] L'état des services de Raoul d'Astier (Dossier Raoul d'Astier de La Vigerie, Ordre de la Légion d'honneur, LH/61/67, Archives nationales) indique : « Engagé volontaire pour la durée de la guerre le 18 décembre 1870. »

> « En 1914, la guerre ne m'est pas apparue à Paris, mais à Bourges. On a pensé que Paris allait être pris, et on m'a envoyé chez ma sœur aînée, dont le mari devait devenir général, parce que ma famille est pleine de généraux. Là on a voulu me faire faire quelque chose. Ce quelque chose c'était d'aller à la gare de Bourges pour voir revenir les premiers blessés et leur donner des bonbons, de la citronnade ou de l'orangeade. J'ai été mis, par le retour assez catastrophique des nombreux blessés de la première période, face à la guerre, au sang, à la souffrance. »

Cette réquisition d'Emmanuel d'Astier en tant que « soldat de l'arrière », outre qu'elle constitue un indicateur du sens du service et du devoir patriotique qui imprègne son milieu familial, constitue aussi pour lui une expérience socialisatrice renforçant l'intériorisation d'un tel sens du service et du devoir. Elle s'inscrit dans une ambiance familiale où domine, au moins durant les premiers mois du conflit, l'exaltation de la figure du soldat héroïque. Le « héros », c'est-à-dire celui qui se bat avec courage et bravoure, est alors érigé en modèle.

> « À partir de 1914, quand j'avais 14 ans, on n'était quelqu'un de bien que quand on était un héros. Et pour être un héros il fallait avoir une blessure, une Croix de Guerre, se battre quelque part.[234] »

Cette héroïsation du combattant n'est certes pas propre à la famille d'Astier. Elle participe d'un climat plus général largement suscité par le pouvoir politique. La propagande s'efforce en effet, dès 1914, de glorifier le soldat afin de stimuler et soutenir la mobilisation guerrière de l'ensemble du pays[235]. Mais l'on peut penser qu'elle est d'autant plus aisément relayée au sein d'une famille de tradition militaire, portée par une forte conscience patriotique. Quoi qu'il en soit, la valorisation de la geste combattante semble, si l'on en croit les récits *ex-post* d'Emmanuel d'Astier, omniprésente dans son environnement familial.

[234] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

[235] Parallèlement, le pessimisme et le défaitisme sont dénoncés comme des attitudes antipatriotiques, indignes du sacrifice des soldats. Cette propagande alimentera la dénonciation du « bourrage de crâne ». Cf. Olivier Forcade, « Information, censure et propagande », *in* Jean-Jacques Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Bayard, 2004, pp. 451-466.

> « À partir d'août 1914 – j'avais 14 ans – je suis devenu un petit malheureux. Tous les autres étaient à la guerre[236] : moi j'étais l'embusqué, puisque je n'avais pas l'âge de me battre, car c'était une fierté de se battre.[237] »

Or la guerre ne révèle pas seulement avec éclat les valeurs de service et de dévouement qui, sur le plan des représentations mentales, structurent les croyances des d'Astier. Elle suscite aussi, sur le plan comportemental, l'activation des dispositions héroïques incorporées par les frères François et Henri, qui se révèlent au front des combattants courageux à l'attitude exemplaire. Après avoir débuté la guerre dans la cavalerie, François d'Astier rejoint l'aéronautique en décembre 1915, devenant l'un des tous premiers pilotes de chasse de l'armée française. Il remporte plusieurs victoires en combat aérien, est blessé deux fois, obtient la Croix de Guerre avec neuf citations et enfin, est fait Chevalier de la Légion d'honneur[238].

> « Mon frère était dans la dynastie des Nungesser et des Guynemer, il a été un as de guerre. Il a abattu le nombre d'avions qu'il faut pour cela. C'était le héros familial[239] ».

Henri d'Astier, qui sert dans l'artillerie, est lui aussi blessé à plusieurs reprises, médaillé de la Croix de Guerre (3 citations) et fait Chevalier de la Légion d'honneur. Les appréciations que donnent de lui son officier supérieur en 1918 font état d'un comportement au combat que l'on pourrait qualifier de « chevaleresque » : « Officier intelligent, distingué, bien élevé, *très beaux sentiments*, *très belle attitude au feu*. A rendu de grands services comme officier de batterie, et comme adjoint au chef de corps dans une période très active.[240] »

Tous deux plusieurs fois blessés et médaillés pour leurs faits d'armes, François et Henri d'Astier accèdent dans l'imagerie familiale au rang de héros[241]. Les modèles héroïques qu'ils représentent, conjugués aux discours familiaux glorifiant le courage combattant, instituent

[236] Il est fait référence ici à ses frères.

[237] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 16.

[238] Notice biographique de François d'Astier de La Vigerie, site web de l'Ordre de la Libération : http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/37.html.

[239] *Ibid*., p. 37.

[240] Dossier militaire individuel d'Henri d'Astier de La Vigerie, État des notes du 1er juillet 1918, cité par Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 29. C'est nous qui soulignons.

[241] Bien qu'il soit pour sa part tenu éloigné du front, Raoul d'Astier fait état d'excellents services (« Cet officier est toujours dévoué et zélé » note son supérieur en 1915) pour lesquels il est en 1916fait Chevalier de la Légion d'honneur. Cf. Dossier Raoul d'Astier de La Vigerie, Ordre de la Légion d'honneur, LH/61/67, Archives nationales.

l'héroïsme en comportement *désirable* et tracent le portrait d'un idéal de réalisation de soi qu'Emmanuel d'Astier a bien intériorisé. S'identifiant à ses frères, lui aussi voudrait alors pouvoir se battre et devenir un héros.

> « Oui, je voulais ressembler à mes frères et à mon père, c'est-à-dire que je voulais être un héros. J'aurais voulu avoir des titres : j'étais très impressionné par les gens qui avaient la Légion d'Honneur, et la Croix de Guerre, naturellement, qui avaient un galon de plus.[242] »

Évoquant sa découverte de la guerre auprès des blessés en gare de Bourges, il se souvient d'ailleurs d'un « partage entre quelque chose de dégoûtant et quelque chose de beau. »

> « Beau parce que c'est la vie, c'est l'héroïsme, c'est la grande cause nationale, les Allemands, toutes les idées qu'on avait mises dans ma tête dans mon enfance, car en un tel moment il fallait, faisant la guerre en 1914, être anti-Allemand.[243] »

3.2. La guerre comme expérience de relégation symbolique

Parce qu'il a plutôt bien hérité du patrimoine culturel familial, Emmanuel d'Astier est, paradoxalement, conduit à vivre la guerre comme une expérience douloureuse sur un plan symbolique. En effet, il a intériorisé des dispositions sociales qui ne trouvent pas alors les conditions de leur pleine actualisation. Plus particulièrement, du fait qu'il soit trop jeune pour pouvoir devenir soldat, d'Astier est placé dans une situation inhibant la disposition héroïque qu'il a incorporée. Alors qu'il désirerait plus que tout pouvoir combattre et participer à la défense de la patrie menacée, il est contraint à l'inaction. Il fait ainsi l'expérience d'un désajustement entre ce que sa socialisation passée a déposé et cristallisé en lui sous la forme d'inclinations, de désirs, d'attentes, etc., et ce que le contexte présent permet. Or de telles situations de crise sont sources de souffrances[244]. En l'occurrence, Emmanuel d'Astier éprouve un sentiment de frustration à ne pas pouvoir se battre, à ne pas pouvoir participer à

[242] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 27.

[243] *Ibid*., p. 22.

[244] Comme l'écrit Bernard Lahire, « la raison pour laquelle les individus […] sont souvent convaincus d'être incompris, brimés, écrasés par la ″société″ est que le monde social a déposé en eux, durant leur enfance et leur adolescence, des dispositions sociales qu'il ne leur permet plus, tout au long de leur vie d'adulte, d'exprimer, et qu'il les contraint même à inhiber (Bernard Lahire, « Freud, Elias et la science de l'homme », Postface à Norbert Elias, *Au-delà de Freud. Sociologie, psychologie, psychanalyse*, Paris, La Découverte, 2010, p. 195) ».

cette grande entreprise collective nationale alors que ses dispositions sociales le portent à le vouloir ardemment.

> « C'est une situation assez difficile d'être le dernier. Elle devient beaucoup plus difficile quand la guerre se greffe dessus. Alors que mon frère Henri, qui était l'avant-dernier, et avait deux ou trois ans de plus que moi, a pu, dès le début de la guerre, s'engager à 17 ans et devenir un héros – ce qu'ils souhaitaient tous – que mon frère aîné, qui était le général François d'Astier, était déjà un des premiers aviateurs (il était passé de la cavalerie à l'aviation pour devenir aussi un héros), j'étais le seul qui ne pouvait pas devenir un héros. C'était très gênant.[245] »

D'Astier est d'autant plus déterminé à ressentir de la frustration que ses frères se couvrent de gloire sur les champs de bataille. La frustration se double ainsi pour lui d'un sentiment d'infériorisation et de relégation à l'intérieur de la sphère familiale, c'est-à-dire de ce qui constitue son environnement le plus immédiat, dont les membres constituent pour lui des autruis significatifs. Tandis que ses frères sont pleinement mobilisés par et pour ce vers quoi toute l'attention et tous les efforts familiaux sont tendus – la guerre – lui en est tenu à l'écart. Tandis que ses frères parviennent à s'approprier ce que le projet familial a constitué en objets de désirs – servir la patrie, se distinguer au combat par son courage et sa bravoure, etc. – ces derniers restent pour lui inaccessibles. Tandis que ses frères comblent les attentes familiales (mais aussi plus largement nationales) et en retirent des rétributions symboliques – attention, satisfaction, prestige, etc. – lui en est privé. Dans ce contexte, Emmanuel d'Astier est éclipsé par ses frères. La façon dont il vit la Première Guerre mondiale – s'il est à distance du front, la guerre est bien présente dans les préoccupations des personnes qui l'entourent et donc dans son quotidien – est indissociable de sa place dans la configuration familiale.

> « Mes frères et mes sœurs sont partis à la guerre. Et moi je suis resté. Je n'étais pas un héros. Mon frère s'était arrangé – arrangé, c'est un mot méchant – pour avoir un éclat d'obus dans la tête à 17 ans, mon autre frère, François d'Astier, qui est devenu un assez grand général, s'est arrangé pour avoir deux doigts de pied en moins et une rotule en moins, et moi j'étais en état d'infériorité, j'avais tout et puis je ne courrais aucun risque. Alors ceci a hypothéqué ma jeunesse.[246] »

[245] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 19-20.
[246] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.

Les récits autobiographiques que livre Emmanuel d'Astier sur son expérience de la guerre insistent tous sur le fait qu'il est amené à se penser à cette époque comme étant un « embusqué ». Ce sentiment est illustré par l'anecdote suivante :

> « Je me souviens d'un des mots les plus blessants qu'a jamais dit mon père, qui m'aimait sûrement beaucoup mais qui avait des distances avec moi, et qui m'a dit un jour quand je suis arrivé avec les cheveux rejetés en arrière à table : ″Et alors maintenant tu ne contentes pas de ne pas être en âge d'aller à la guerre, tu te coiffes à l'embusqué.″ Et ça m'a blessé. [247] »

Or l'embusqué désigne alors une figure sociale hautement stigmatisée et méprisée, l'embusqué étant l'homme valide parvenant à échapper au départ au front[248]. C'est donc un propos fortement connoté qui est tenu par d'Astier. Certes, la teneur de celui-ci est sans doute en partie dépendante d'un mécanisme de reconstruction *a posteriori* et participe peut-être d'une stratégie (plus ou moins consciente) de présentation de soi par laquelle d'Astier vise à donner de son parcours une image romanesque. Mais il faut cependant rappeler que durant la Première Guerre mondiale en France, un discours extrêmement moralisateur circule (par la presse, la littérature, les informations officielles, l'école, etc.) à destination de la population non-combattante qui, sous prétexte de l'impliquer dans le conflit pour soutenir l'effort de guerre, conduit à la culpabiliser. De fait, note Antoine Prost, la « satisfaction un peu lâche d'être à l'abri constituait un sentiment honteux que les gens de l'arrière dissimulaient prudemment […]. Enfiévrée par la guerre, la nation semblait ne rien mettre au-dessus du courage militaire et de l'esprit de sacrifice[249] ». L'école est alors un vecteur puissant de diffusion auprès des enfants et adolescents de ce qu'il convient d'appeler un *devoir de reconnaissance* envers les soldats. « Les mécanismes de culpabilisation des jeunes, des trop jeunes pour se battre, jouaient donc à plein. Il allait de soi qu'il s'agissait d'abord de se montrer digne du sacrifice accompli par les soldats[250] ». Par conséquent, le sentiment d'infériorisation et de relégation que dit avoir ressenti Emmanuel d'Astier n'apparaît pas sans

[247] *Ibid*.

[248] La dénonciation morale des embusqués restera vive même longtemps après la fin de la guerre. En 1936, Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire, se suicidera après avoir été l'objet de la part de la presse d'extrême droite d'une campagne calomnieuse l'accusant d'avoir été un embusqué entre 1914 et 1918.

[249] Antoine Prost, *Les Anciens combattants et la société française (1914-1939). Vol. 1, Histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977, pp. 26-27.

[250] Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Guerre des enfants*, *op. cit*., p. 26.

fondement. S'il est très plausible que d'Astier en donne une vision accentuée, la conjonction des propriétés de la configuration familiale et de l'atmosphère générale existant en France à cette époque le rend hautement probable.

3.3. Sentiment de relégation et rejet des assignations familiales

Or on peut supposer que ce sentiment d'infériorisation et de relégation contribue à nourrir chez d'Astier le rejet des assignations familiales à la carrière militaire qu'il commence à manifester à l'âge de 17 ans. Après l'obtention de la seconde partie de son baccalauréat en juillet 1917 et alors que se pose la question de son avenir, Emmanuel d'Astier émet le désir d'entrer dans la marine de commerce. « Le milieu militaire ni la guerre ne m'attiraient[251] », dit-il. Il est toutefois contraint par son père à préparer le concours d'entrée à l'École navale, qu'il réussit, et c'est ainsi contre son gré qu'il devient officier de marine[252].

> « Je me suis évadé une première fois de ma famille en faisant ce que ma famille me demandait, c'est-à-dire en entrant à l'École navale. J'ai été officier de marine pour commencer. Ce n'était pas mon vœu. J'avais envie de poésie, j'avais envie d'un bananier, mais la marine de commerce n'était pas assez belle pour un petit hobereau et on m'a orienté vers la marine de guerre. Je n'aimais déjà pas la guerre.[253] »

Étant donné sa socialisation familiale, cette réticence à embrasser la carrière d'officier paraît à première vue surprenante. Comment se fait-il qu'il ne ressente pas l'envie de marcher dans les traces de son père et de ses frères, lesquels représentent des modèles valorisants ? Le sentiment d'infériorisation et de relégation qu'il éprouve, né de l'incapacité dans laquelle il a été placé de se battre, fournit un élément d'explication probant. Car en effet, par son prisme, il le dispose à percevoir le statut de héros patriotique comme quelque chose d'inaccessible, hors de portée. Or celui-ci étant ce qui, pour une bonne part, rend l'uniforme désirable, devenir soldat perd du coup de sa valeur et de son intérêt. S'il est impossible de devenir un héros, à quoi bon en effet embrasser la carrière militaire ? La trajectoire héroïque de ses frères

[251] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 28.

[252] Pour Raoul d'Astier de La Vigerie, ne pas suivre de formation militaire est parfaitement inenvisageable : « Mon père m'a dit : "Je regrette beaucoup, mais dans notre famille on ne fait pas la marine de commerce. Tu feras la marine de guerre. Tu seras officier, et tu choisiras entre la diplomatie et la marine de guerre." (*Ibid.*) »

[253] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.

renforce, bien évidemment, ce mécanisme puisqu'elle leur permet d'acquérir dans la configuration et l'imagerie familiales une place hypervalorisée qui n'est dès lors plus disponible, ou bien qui serait très coûteuse à conquérir. Du point de vue militaire, d'Astier est plus ou moins condamné à demeurer éternellement dans l'ombre de ses frères. On retrouve là un phénomène assez courant qui veut que les aînés, lorsqu'ils comblent les attentes parentales, bouchent certaines voies à leurs cadets[254], ces-derniers pouvant alors avoir tendance à se définir par opposition à eux. Dans le cas présent, n'ayant que peu de chances d'exister là où ses frères sont parvenus au rang de héros, d'Astier est déterminé à vouloir reconvertir ses aspirations dans une voie qui lui soit propre.

La genèse de son refus de la carrière d'officier à laquelle le destine son père doit donc se comprendre comme l'effet conjugué d'une forme d'idéalisation du combattant de la Grande Guerre, de l'expérience vécue d'une mise à l'écart du conflit et enfin d'un sentiment de relégation vis-à-vis d'autruis significatifs. Tel qu'il est présenté et représenté dans les discours, c'est-à-dire glorifié, le combat dans les tranchées a toutes les chances d'être perçu par Emmanuel d'Astier[255] comme une sorte d'absolu de l'engagement et du sacrifice de soi. Cela étant, il lui apparaît alors aussi comme inatteignable, ce qui le pousse, en définitive, à se détourner d'une carrière militaire dans laquelle il ne saurait égaler la conduite de ses aînés et se faire une place à la hauteur de ses attentes. C'est, au fond, parce que les « héros » de 14-18 représentent des modèles écrasants que quelqu'un comme Emmanuel d'Astier est amené à chercher sa place ailleurs. En ce sens, le cas de d'Astier est comparable à celui d'Émile Durkheim, que « sa situation de cadet quelque peu délaissé par son entourage condamne au refus pour exister[256] ». De la même façon que le refus de ce dernier « d'être rabbin comme son refus d'embrasser la carrière des affaires, à l'exemple de son frère aîné Félix, ou même son acharnement scolaire attesté par sa brillante réussite, doivent être compris comme autant de gestes qui, dans sa situation, l'arrachent à son néant[257] », le refus de l'armée qu'exprime d'Astier traduit une volonté de se distinguer procédant d'un désir de visibilité que sa situation de benjamin non combattant d'une famille de militaires lui refuse.

Mais le désir qu'exprime d'Astier d'un avenir autre que militaire est aussi favorisé par l'évolution générale du contexte. À partir du milieu de l'année 1915, on observe une lassitude

[254] Il est à cet égard significatif que d'Astier considère l'aviation comme la « propriété de [son] frère » François, « son domaine réservé (Francis Crémieux*, Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 37) ».

[255] Mais ça peut être, plus largement, le cas des jeunes hommes de sa génération qui, du fait de leur âge, n'ont pu prendre part aux combats.

[256] Bernard Lacroix, *Durkheim et le politique*, Paris/Montréal, Presses de Sciences Po/Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 137.

[257] *Ibid*.

croissante des populations, civiles comme militaires, pour la guerre. Peu à peu, l'élan patriotique des premiers mois s'essouffle. À l'arrière, on cherche de plus en plus à « échapper » à la guerre, à s'en évader, ce qui se traduit notamment dans les pratiques de loisirs. Au cinéma par exemple, les Français préfèrent bientôt les films de Charlie Chaplin aux reconstitutions de batailles dans les tranchées[258]. Surtout, à partir de 1917, on note la résurgence d'un courant pacifiste diffus nourrissant une contestation sociale en hausse. Peu à peu, et malgré une propagande guerrière toujours aussi vivace, la guerre est perçue essentiellement au travers du prisme des drames et des souffrances qu'elle inflige, ce qui conduit bien des Français à désirer la paix coûte que coûte, fût-ce au prix d'une négociation avec l'Allemagne. Autrement dit, au fil de l'évolution du conflit, l'enthousiasme guerrier s'estompe, et avec lui les rétributions symboliques du sacrifice patriotique. Dans ce contexte, il est fort possible qu'au sein même de la famille d'Astier, une lassitude se fasse ressentir qui, aux yeux d'Emmanuel Astier, démonétise l'héroïsme guerrier.

* * *

Emmanuel d'Astier, on l'a vu tout au long de ce chapitre, hérite au cours de sa socialisation primaire d'importantes ressources sociales, culturelles et symboliques qui traduisent son appartenance à une élite sociale. À la faveur de conditions d'existence et de socialisation très homogènes jusqu'à l'adolescence, qui favorisent la bonne transmission du patrimoine familial, il intériorise parallèlement des attentes sociales élevées. L'ensemble de ses primes expériences du monde semble ainsi le préparer à occuper – et à vouloir occuper – une position sociale dominante et distinctive.

L'événement que constitue la Première Guerre mondiale introduit dans cet enchaînement d'expériences globalement convergentes une rupture. Le puissant sentiment de relégation symbolique dans lequel d'Astier vit l'événement le conduit à rejeter certaines des attentes et injonctions familiales, et donc à prendre une certaine distance avec l'univers familial et ses prescriptions. La Première Guerre mondiale amorce ainsi une déviation de sa trajectoire. Celle-ci ne remet toutefois pas en cause (toute) sa socialisation initiale. Elle n'en annule pas l'essentiel des produits, et surtout pas les plus solides et structurants. Aussi sa disposition héroïque qui constitue l'un des éléments les plus intégrés de son *ethos* aristocratique continue de structurer durablement ses attentes et ses désirs, et ainsi de peser lourdement sur ses

[258] Cf. André Loez, *La Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2014, pp. 66-67

orientations et sur ses choix. Simplement les objets sociaux dans lesquelles d'Astier tend à l'investir – nous allons le voir au chapitre suivant – ne sont plus ceux vers lesquels elle était initialement dirigée : l'armée, la carrière d'officier, la gloire militaire.

Chapitre 2
L'indétermination sociale d'un fils de famille : l'entre-deux-guerres d'Emmanuel d'Astier

« *À Emmanuel d'Astier que je regarde avec la curiosité la plus sympathique s'ébattre avec sa jeune force entre l'amour et l'esprit…* »

Pierre Drieu La Rochelle[259]

La Première Guerre mondiale est un événement historique d'une ampleur considérable. Si elle marque profondément l'expérience directe des contemporains, elle a aussi des conséquences profondes et durables sur la société française. Accélérant et amplifiant certaines transformations économiques et sociales amorcées antérieurement, elle bouleverse les rapports de force entre les différentes classes sociales. L'entre-deux-guerres voit ainsi la disparition progressive de la figure du rentier et l'émergence d'une classe ouvrière organisée syndicalement et politiquement. Du fait de son impact meurtrier, elle bouleverse l'équilibre démographique et les rapports entre les générations. Enfin, sur le plan politique, le très fort courant pacifiste qu'elle fait naître au sein de la société française va surdéterminer les perceptions et choix politiques des Français[260].

Ces transformations collectives rencontrent la dynamique propre des trajectoires individuelles. Comme on l'a montré au chapitre précédent, la Première Guerre mondiale a causé une rupture dans l'expérience sociale d'Emmanuel d'Astier. Plus largement, elle va se trouver après-guerre à l'origine d'une déviation de sa trajectoire sociale. D'Astier vit dans l'entre-deux-guerres une existence socialement indéterminée, une forme d'errance sociale qui est le produit de la rencontre entre l'histoire collective et son histoire individuelle. Son existence apparaît alors comme en tension perpétuelle entre continuité et rupture : continuité d'une socialisation ayant ancré en lui des dispositions et attentes sociales fortes qu'il a du mal

[259] Dédicace de Pierre Drieu La Rochelle à Emmanuel d'Astier de son livre *La Suite dans les idées*, Paris, Au Sans Pareil, 1927.

[260] Ce traumatisme se traduit par un « immense besoin de paix (Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001 [1ère éd. 1990], pp. 100-102) ».

à satisfaire du fait des transformations globales ; rupture à l'égard d'un milieu familial qu'il réprouve et à l'égard d'un monde social dans lequel il ne trouve pas sa place.

Le désir de « se faire un nom, connu et reconnu[261] » est le principe qui gouverne la trajectoire d'Emmanuel d'Astier. Or durant l'entre-deux-guerres, c'est l'incapacité à satisfaire ce désir, la difficulté à trouver dans une société traumatisée par la guerre et dans laquelle peu à peu s'affirme la « génération du feu[262] », une place à la hauteur de ses attentes, qui domine. Fait pour un monde en train de disparaître, il *flotte* dans le monde social. Il connaît ainsi durant les années 1920 et 1930 un parcours erratique, produit de la quête longtemps déçue d'un rôle social à même de lui octroyer la reconnaissance publique qu'il escompte. Après l'échec précoce d'une carrière d'officier de marine incapable de satisfaire ses aspirations, c'est dans la littérature qu'il investit la disposition héroïque qu'il a intériorisé. Mais le succès ne vient pas. En partie dégagé de l'urgence des contraintes matérielles, il s'essaie alors à divers métiers qui ont pour trait commun d'être symboliquement désirables tout en n'étant pas trop astreignant, noblesse oblige. Il est successivement libraire, potier, « homme de qualité », spéculateur foncier, etc., avant enfin de se reconvertir dans le journalisme.

Parallèlement, d'Astier s'intègre durant ces années au sein d'une élite littéraire et mondaine faisant du non-conformisme et de l'adoption de pratiques déviantes un art de vivre. Il vit ainsi une somme d'expériences sociales en rupture avec le style de vie et les conventions sociales rigoristes de son milieu d'origine, ce qui contribue à l'en éloigner. Toutes ces expériences biographiques sont *in fine* le support de l'intériorisation d'une disposition non-conformiste qui le porte à la contestation. Mais durant ces années, cette contestation qui se veut avant-gardiste n'apparaît que comme une autre manière d'actualiser ses dispositions aristocratiques.

[261] Pierre Bourdieu, « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 13, 1977, pp. 3-43, p. 4.

[262] À partir de la fin des années 1920, les anciens combattants constituent l'essentiel des hommes en âge d'exercer les responsabilités sociales et politiques. La référence aux combats de la Grande Guerre prend alors, notamment par l'intermédiaire des associations d'Anciens combattants, une place importante dans l'espace public. Les Poilus s'investissent d'une sorte d'« autorité morale » (cf. Antoine Prost, *Les Anciens combattants et la société française. 1914-1939*, *Vol. 1, Histoire*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 1977, pp. 136-147). Se forge ce que l'on peut nommer un « capital de la tranchée », qui a pour effet de délégitimer les hommes trop jeunes pour avoir combattu. Parlant de son ami André Malraux, le journaliste et écrivain Emmanuel Berl exprime bien ce sentiment diffus de relégation : « Au fond, Malraux fait partie d'une génération qui n'a pas fait la guerre de 14, une génération qui a suivi le mienne et ils ont été, il faut bien le dire, embêtés par l'histoire des anciens combattants, qu'ils n'aiment pas. Comme Poincaré faisait un discours tous les huit jours sur les anciens combattants, à la longue, ça les agaçait. (Emmanuel Berl et Patrick Modiano, *Interrogatoire*, Paris, Gallimard, 1976, p. 125) »

Dans ce chapitre, on suivra d'abord le parcours « professionnel » de d'Astier, de la marine nationale au journalisme, ce qui permettra de mesurer ce flottement social éprouvé. Dans un second temps, on s'intéressera au style de vie non conformiste qu'adopte d'Astier durant cette période. On s'intéressera ensuite aux romans que publie Emmanuel d'Astier dans les années 1920, romans dont les contenus mettent particulièrement bien en lumière sa problématique existentielle[263] et dans lesquelles on verra un matériau d'objectivation de sa trajectoire. Enfin, on s'efforcera dans un dernier temps de mieux saisir la façon dont le déroulement trajectoire individuelle de d'Astier est le produit complexe à la fois d'une logique propre à son histoire sociale individuelle et de son inscription (et donc de son interaction constante) avec *des* histoires sociales collectives.

1. L'échec de la carrière militaire

Au début du XX^e^ siècle, l'École navale est, avec l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et l'École Polytechnique, l'une des trois Grandes écoles militaires françaises. Créée sous sa dénomination actuelle en 1830[264], elle a pour fonction de former les officiers de la marine nationale. Les élèves y sont reçus sur concours, l'accès ayant la réputation d'être très sélectif. Corps considéré comme noble, le recrutement y est socialement très élitiste[265]. Au début du siècle, la marine militaire (surnommée familièrement « la Royale » pour la distinguer de la marine de commerce) est particulièrement prisée par l'aristocratie[266].

Emmanuel d'Astier est reçu au concours d'entrée en avril 1918[267], classé 36^e^ sur 149 lauréats. Il entre en service le 22 avril en rade de Brest, où siège l'École. La formation initiale dure une année et demi, durant laquelle alternent enseignements théoriques et apprentissages pratiques en mer. Au terme de cette première année d'études très générales, les élèves accèdent au grade d'enseigne de vaisseau de seconde classe (ce qui correspond au grade de sous-lieutenant dans les autres armes) et poursuivent leur formation, cette fois-ci

[263] Cf. *infra*.

[264] Plusieurs institutions assurant la même fonction l'ont précédé sous l'Ancien régime, le I^er^ Empire et la Restauration.

[265] « Dans ma promotion – se souvient Emmanuel d'Astier – un seul garçon était fils d'épicier. On n'entrait pas dans la marine quand on était fils de charcutier, ça ne se faisait pas à cette époque-là. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 39) »

[266] Cf. Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*.

[267] Journal officiel du 15 avril 1918.

essentiellement pratique, à bord d'un navire-école, qui est alors le cuirassé « Jeanne d'Arc ». Les jeunes officiers embarquent pour une année au cours de laquelle ils effectuent un tour du monde. Ils sont ensuite soumis à un concours de sortie dont le classement détermine leur affectation future, les mieux classés héritant des postes à bord des navires les plus prestigieux.

Dès son entrée à l'École navale, Emmanuel manifeste un désintérêt patent pour le métier d'officier de marine. Les six années que dure sa carrière sont celles d'un rejet croissant d'une institution militaire qu'il cherche à fuir. La marine correspond cependant pour lui à la découverte et l'expérimentation de pratiques sociales alternatives qui vont profondément marquer son expérience biographique et influer sur sa trajectoire ultérieure.

1.1. Désintérêt pour le métier, rejet de la carrière

Orienté contre son gré vers la marine de guerre, d'Astier va se révéler un officier médiocre, dénué d'intérêt pour son métier et en froid avec le milieu marin. Ce désintérêt, qu'il va même jusqu'à qualifier de « dégoût », est selon ses dires très précoce.

> « Pour moi, un dégoût absolu du militarisme et du corporatisme marin dès les premières années, une intempérance de langage à l'égard de mes chefs, une rupture sociale qui faisaient que les officiers de marine les plus sérieux de ma famille, les cousins et les cousines, trouvaient que je me conduisais mal. Le dégoût de la marine elle-même et du corps maritime m'atteignirent rapidement.[268] »

Son dossier militaire accrédite ces propos. Les appréciations portées sur lui par ses supérieurs sont pour la plupart bien peu élogieuses. Elles renvoient l'image d'un officier indolent, manquant d'implication dans l'accomplissement de sa tâche, parfois indiscipliné, en définitive peu apte à l'exercice de la fonction. Dès le terme de son année de formation initiale à l'École navale, son bulletin de notes[269] signale un élève au travail « inégal », dont le caractère présente « quelque mollesse ». Il est en outre régulièrement sanctionné. Entre avril

[268] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 40.

[269] Bulletin de notes, École navale (1918-1919), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.

1918 et septembre 1919, il écope de 9 punitions : 1 réprimande, 4 consignes et 4 arrêts simples[270].

Le bulletin suivant[271], produit à l'issue de l'année passée à bord du « Jeanne d'Arc »[272], n'est dans l'ensemble pas meilleur. Si d'Astier est, cette fois, dit « discipliné », si ses relations avec ses supérieurs sont jugées « très correctes », il apparaît plus que jamais désintéressé par le métier d'officier de marine. Jugé « faible » du point de vue de la « capacité technique », ne présentant « ni zèle ni activité » dans l'accomplissement de son service, il est considéré comme « médiocre » sur le plan de l'aptitude, « pas apte » comme « officier de quart », « pas apte » au « commandement et aux fonctions de chef de service ». L'appréciation générale est sévère : « Jeune homme bien élevé mais dont l'intelligence moyenne est déviée par un certain snobisme. Caractère faible et mou, aimant le plaisir. Rien encore d'un officier. Ne paraît pas actuellement capable de rendre des services. »[273]

D'Astier sort mal classé de l'École navale. Entré 36ème, il est classé 97ème au concours de sortie et est affecté (le 21 septembre 1920) à Lorient sur un navire de seconde zone, le cuirassé « Lorraine ». Sa carrière d'officier est à partir de là, excepté quelques mois passés dans l'aviation maritime où il se plaît davantage, un échec de plus en plus patent. Son métier l'ennuie profondément – « Ça ne me passionnait pas, non. Je comptais les mois[274] » – et il se montre rétif à la vie et la discipline militaires, ce qui se traduit notamment par une attitude générale déviante vis-à-vis des normes comportementales s'imposant d'ordinaire à un officier. Ainsi, si son bulletin de notes daté de juin 1921[275] relève des « progrès » du point de vue du service, il épingle par ailleurs un officier à la tenue « négligée » et dont les relations, tant avec les « inférieurs » qu'avec les « supérieurs », ne sont « pas assez militaires ». Le

[270] La consigne est la première sanction disciplinaire dans l'ordre de gravité. Elle sanctionne une faute peu grave ou une suite de fautes légères et consiste en une privation de sorties auxquelles le militaire avait droit. La réprimande sanctionne une faute assez grave, inscrite au dossier militaire. L'arrêt simple, enfin, sanctionne une faute grave ou très grave, ou bien des fautes répétées de gravité moindre. Comptés en jours, les arrêts simples interdisent au militaire sanctionné de quitter son unité en-dehors du service.

[271] Bulletin de notes, École d'application des Enseignes de Vaisseau, cuirassé Jeanne d'Arc (1919-1920), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.

[272] D'Astier a été nommé enseigne de vaisseau de seconde classe le 1er octobre 1919 et a embarqué sur le « Jeanne d'Arc » le 20 novembre.

[273] Le jugement émis par d'Astier sur son expérience à bord de « la Jeanne » traduit bien le peu d'intérêt qu'il éprouve à l'égard de la vie de marin : « On n'apprend rien. Je me souviens de mon escale à Cuba : nous n'étions pas allés dans le pays… […] On a été à Colon pour voir les bordels, mais on ne connaît jamais rien de l'infrastructure du pays. On reste dans les ports, on n'en sort pas. On rencontre des petites filles qu'on ne reverra jamais, on danse. C'est très superficiel. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 42) »

[274] *Ibid*.

[275] Bulletin individuel de notes (juin 1921), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.

dernier bulletin produit alors que d'Astier sert dans l'armée d'active, daté de janvier 1923[276], est le plus significatif. Aucune (ou presque) appréciation positive ne ressort. La tenue demeure « négligée », les relations avec les supérieurs sont « déférentes mais pas franches », d'Astier ne fait montre d'« aucune autorité » à l'égard des inférieurs, est « incapable de zèle et d'activité », n'a « ni énergie, ni franchise », est « trop ignorant et mou pour avoir une influence sur la marche de son service », n'a aucune aptitude au commandement et aux fonctions de chef de service. L'appréciation générale du commandant est sans appel : « Caractère faible et mou, incapable d'un effort soutenu, ne s'intéresse pas à son service où il ne conçoit pas son rôle. Paraît uniquement mû par la crainte au moins apparente de la réprimande. Ne présente aucune garantie et donne peu d'espoir de s'amender. » Au final, on ne saurait mieux résumer l'impression laissée par l'enseigne de vaisseau d'Astier que le jugement porté sur lui par le vice-amiral de la flotte en janvier 1923[277] : « Officier des plus médiocres ».

Toutes ces appréciations traduisent bien le désintérêt profond de d'Astier pour la carrière militaire. Le rejet – voire la révolte[278] – qu'il conçoit à son égard le conduit à vouloir quitter au plus tôt la marine. À partir de novembre 1922, il multiplie les congés (tous acceptés par ses supérieurs) pour « convalescence » ou « affaires personnelles ». Au cours de l'année 1923, il passe moins de trois mois en service avant d'être placé, le 23 décembre, en « non activité temporaire pour infirmités temporaires »[279]. Celle-ci est reconduite chaque année jusqu'au 1er janvier 1927, date à laquelle il donne officiellement sa démission de l'armée d'active et est placé dans l'armée de réserve.

1.2. Être officier en temps de paix : une disposition héroïque inhibée, la carrière militaire démonétisée

« Je peux dire que dans cette période de ma vie, il n'y a pas grand' chose de positif.[280] » C'est par ces mots qu'Emmanuel d'Astier résume ces six années passées dans la marine. L'échec de sa carrière militaire trouve pour partie son fondement dans l'incapacité de celle-ci

[276] Bulletin individuel de notes (janvier 1923), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.
[277] *Ibid*.
[278] « Le combat contre la marine, contre la vie figée et corporative de la marine était une révolte – encore une révolte me direz-vous ? (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 45) »
[279] On lui a diagnostiqué des problèmes pulmonaires. Bien que ceux-ci sont sans doute bien réels, on peut supposer que la marine trouve aussi son compte à se séparer d'un officier la servant si mal.
[280] *Ibid*.

de satisfaire ses attentes et ses aspirations. Plus précisément, le contexte de paix (*a fortiori* d'une paix immédiatement consécutive au conflit le plus meurtrier de l'Histoire, ayant traumatisé toute une nation) dans lequel d'Astier intègre l'armée ne permet pas l'activation et l'actualisation de la disposition héroïque (définie comme propension à vouloir se distinguer du commun, à, pour le dire autrement, chercher à acquérir du capital symbolique, de la visibilité, du prestige) qu'il a intériorisée au cours de sa socialisation primaire, démonétisant à ses yeux la carrière militaire[281]. En effet, avec la fin de la Première Guerre mondiale, la France n'étant plus engagée sur aucun front, disparaissent les possibilités de se révéler et de se distinguer au combat. Or les profits symboliques associés à l'engagement guerrier héroïque sont pour d'Astier ce qui confère l'essentiel de son sens et de son prix à l'habit de soldat. Être officier d'une armée victorieuse mais qui ne présente pas de perspectives immédiates de se battre, comme c'est le cas de la marine française entre 1918 et 1923, peut ainsi lui apparaître parfaitement gratuit ou vain. La désinvolture dont il fait preuve dans l'exercice de son métier d'officier montre d'ailleurs combien il ne le prend pas au sérieux et ce, peut-être, parce qu'être soldat sans qu'il y ait la guerre rend effectivement l'engagement moins grave.

On peut raisonnablement supposer que la vie et la carrière militaires auraient pris un tout autre sens pour d'Astier s'il avait pu être engagé dans un conflit où activer la disposition héroïque dont il est porteur. L'armée en temps de paix ne peut, quant à elle, lui octroyer les rétributions qu'il recherche, ce qui nourrit le désintérêt, le « dégoût » et en définitive le rejet qu'il manifeste à son égard. La carrière militaire est d'autant plus démonétisée pour lui que dans son environnement social, la plupart des individus de sexe masculin (ses frères mais aussi ses cousins et ses beaux-frères) a pu non seulement prendre part aux combats de la Grande Guerre, mais s'y est en outre distinguée. L'important capital symbolique « guerrier » capté par ses aînés rend d'autant plus coûteuses et improbables ses possibilités d'accès à la visibilité. Ainsi, d'une certaine manière, la carrière d'officier est synonyme pour lui d'impossibilité de *devenir quelqu'un*. Elle présente le risque de le condamner à demeurer éternellement un obscur fonctionnaire n'ayant jamais l'occasion de *se montrer*.

La situation spécifique dans laquelle d'Astier entre dans l'armée joue donc un rôle important dans la manière dont il perçoit et vit la carrière, ainsi que dans la façon qu'il a de se projeter – ou plus justement, dans le cas présent, de ne pas réussir à se projeter – dans celle-ci. Ce qui, en particulier, est intéressant ici, c'est que le cas de d'Astier montre que le pouvoir d'activation/inhibition des dispositions des contextes est étroitement dépendant de la

[281] Sur le pouvoir d'inhibition des dispositions incorporées des contextes, voir notamment Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*., pp. 101-109.

conjoncture, qui configure d'une certaine manière ces contextes. Ici, ce n'est pas l'armée en soi qui inhibe la disposition héroïque de d'Astier, c'est le fait que ce soit l'armée en temps de paix, au sortir d'une guerre de surcroît.

1.3. Les compensations de la vie de soldat : littérature, opium et petites alliées

Le rejet de la vie d'officier – qui glisse aisément, tant elle est liée à l'institution militaire, vers une révolte contre sa famille, et avec elle l'ordre social qu'elle incarne – ne suffit pas, cependant, à caractériser l'expérience de d'Astier dans la « Royale ». La marine le marque aussi fortement par « ses plaisirs et ses excès[282] ». Durant ces années, d'une part d'Astier affermit son goût littéraire et se découvre des ambitions d'écrivain. D'autre part, il expérimente et adopte des pratiques déviantes vis-à-vis des « bonnes mœurs » imposées par son milieu social d'origine et, au fil de ces expériences, intériorise des manières de voir et de penser le plaçant à certains égards en rupture avec lui.

> « Mais le décor de ma vie était tout de même autre chose : c'était la grande poésie qui s'exprimait par Farrère et Loti, dont c'était la période finissante. Il y avait ce groupe de 60, 80, 90 femmes, que l'on appelait ″les petites alliées″, qui étaient la propriété du grand corps. Il y avait les plaisirs parallèles, la pipe, la muffée, les soirées interminables.[283] »

La littérature est probablement le premier instrument d'évasion qui s'offre à d'Astier pour tromper l'ennui de sa vie de marin. Durant cette période, il lit beaucoup et découvre des auteurs et des œuvres qui lui étaient jusque-là inconnus. La bibliothèque familiale, bien que volumineuse, se réduisait pour l'essentiel aux classiques, ne débordant pas (ou peu) sur la littérature contemporaine, moins encore sur les avant-gardes. Dans la marine, stimulé par l'amitié de quelques camarades, d'Astier affine ses connaissances littéraires et aiguise son goût.

> « Dans une atmosphère extraordinaire : la marine m'a aussi apporté une culture. C'est là que j'ai fait ma mue. J'en étais resté à Victor Hugo et à Musset, j'ai découvert mes nouveaux maîtres à penser. Qui étaient Valéry, en tête de tout, Gide, Maurras, et

[282] *Ibid*., p. 38.
[283] *Ibid*., p. 39.

> Rabelais. C'est assez curieux. La marine m'a fait découvrir la culture et l'amitié. On avait des amitiés, des affinités très fortes.[284] »

D'Astier est très lié à trois ou quatre officiers, épris comme lui de poésie, avec lesquels il occupe ses soirées en lectures à haute voix et récitation des textes et poèmes des auteurs révérés.

> « Les noms qui nous frappaient à l'époque, dans ce groupe de 5 ou 6 officiers (De Gail, le lieutenant de vaisseau Paris qui est devenu d'ailleurs un peu célèbre dans l'aviation maritime), c'était Rabelais, Valéry : on récitait des passages de Gargantua, de M. Teste, on saluait la haute pensée de Charles Maurras et de Gide.[285] »

C'est au cours de ces années, semble-t-il, que d'Astier commence à nourrir des aspirations littéraires. Il écrit alors ses premiers poèmes, dont certains composeront le recueil qu'il publie en 1924, *Chansons pour fifre ou violoncelle*[286]. L'un de ceux-ci est dédié à l'opium, que d'Astier découvre à la même période et dont il devient, pour une vingtaine d'années, un grand consommateur[287]. L'opium, illicite en France, est alors d'un usage assez répandu dans la marine. Mais loin d'être unanimement accepté, il est fermement dénoncé par une partie du corps des officiers comme facteur d'abaissement des facultés de l'individu et élément de déviation. Pour d'Astier à l'inverse, l'opium représente, comme la littérature, une forme d'évasion dotée d'une certaine noblesse. Il n'est pas pour lui une drogue et n'est en rien synonyme d'abêtissement.

> « Je sais bien qu'il y avait certainement 50% du corps des officiers de marine qui fumaient de ci de là, mais le reste du corps désapprouvait cette tendance à suivre les traces de Farrère et de Loti. […] C'était le milieu toulonnais, lorientais, brestois, qui fumait : une forme de vie collective, des soirées passées à parler littérature, philosophie avec des amis ou des relations, pas du tout l'envie de s'abêtir.[288] »

[284] *Ibid*., pp. 40-41.
[285] *Ibid*., p. 41.
[286] Le recueil est signé Ariste, anagramme d'Astier : Ariste, *Chansons pour fifre ou violoncelle*, Paris, Le Divan, 1924.
[287] « Béni soit mon pavot / De vertu souveraine / Une pipe prévaut / Contre la pire peine / Ma lampe et mon plateau, / Ma pipe et mes aiguilles, / Je bâtis un château / En lointaine Castille ; (Ariste, *Chansons pour fifre ou violoncelle*, cité dans Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 38) »
[288] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 45-47.

La marine, c'est aussi pour d'Astier le libertinage sexuel représenté par la figure des « petites alliées », ces filles des ports entretenues clandestinement par les officiers de marine, dont la condition se situe à mi-chemin de la prostitution et de la courtisanerie[289]. Troublé depuis l'adolescence par la sexualité, que la morale catholique de son éducation familiale entend réfréner, d'Astier fait alors sur ce plan l'expérience d'une grande liberté vécue, justement, comme une libération.

L'opium et les petites alliées forment le versant positif, dans ses marges, d'une vie de marin qu'il rejette. « C'était deux choses très belles toutes les deux et c'est des choses qui ont marqué ma vie.[290] » Or toutes deux impliquent un rapport à soi et des visions du monde qui rompent avec le moralisme dévot du milieu conservateur dont il est issu. Tandis que ce-dernier, appuyé sur le dogme catholique, diabolise la chair, enseigne la nécessité du commandement du corps par la Raison et le contrôle de soi, les pratiques alternatives, sinon déviantes, de l'opium et du libertinage reposent sur une forme d'abandon de l'individu aux plaisirs des sens, à la jouissance du corps. Selon d'Astier, elles réconcilient le corps et l'esprit, invitant à l'introspection, à l'examen de ses sensations.

> « À Toulon où j'étais officier de marine, des camarades et une petite alliée qui se nommait Liette m'avaient appris l'opium. Il établissait une communauté où le corps et l'esprit étaient liés, alors que l'on ne m'avait enseigné que leur divorce et leurs contradictions. Le mot couple avec sa valeur de possession et d'instrument social s'opposait au terme d'accouplement, à sa vulgarité. Les termes nobles de sentiment et de raison s'opposaient aux fonctions malséantes du sexe et des sens. L'opium et la pipe abolissaient le combat des sexes, de la possession et de son pouvoir. Le rêve inaccessible devenait réalité. Si l'on savait se borner, on n'était pas voué à l'aliénation que vous donne la matière séparée de l'esprit comme à celle que vous donne l'esprit séparée de la matière.[291] »

Sa carrière d'officier de marine représente, dans la trajectoire biographique d'Emmanuel d'Astier, une forme de rupture. Paradoxalement, c'est en se pliant aux injonctions parentales qu'il est amené à vivre durant cette période une somme d'expériences contribuant à l'éloigner de son milieu social. Cette rupture, c'est d'abord le rejet de l'institution militaire dans le culte

[289] Ces filles ont inspiré un roman à l'écrivain et officier de marine Claude Farrère : *Les Petites Alliées*, Paris, Grasset, 1903.
[290] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[291] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., pp. 22-23.

de laquelle il a pourtant été élevé. C'est l'expérimentation de pratiques sociales alternatives vis-à-vis de l'éthique conservatrice de l'aristocratie. C'est, après une forme de révolte contre la religion au sortir de l'adolescence, le refus définitif de celle-ci. C'est, enfin, le sentiment d'être « séparé » d'un milieu qu'il estime écrasant et le désir d'une vie à soi et pour soi, soustraite aux injonctions pesantes de la « tribu[292] » d'Astier[293].

2. « Se faire un nom » : devenir écrivain… ou autre chose

À son départ de la marine, Emmanuel d'Astier rêve de gloire littéraire. Interrogé en 1966 par Francis Crémieux, il résume ainsi l'état d'esprit qui est le sien à son retour à la vie civile, en 1923 : « Je veux devenir écrivain. […] Je ne veux ressembler à personne.[294] » Cette dernière phrase est intéressante en ce que, quoique prononcée plus de quarante ans après les faits, elle nous semble constituer une expression synthétique parfaite de la disposition à l'exceptionnalité qui façonne les désirs sociaux d'Emmanuel d'Astier et, en conséquence, contribue à structurer ses choix et ses orientations dans le monde social. Ayant intériorisé des aspirations littéraires lors de son expérience d'officier de marine, c'est dans le monde des lettres qu'à cette période il projette et investit sa propension à vouloir se distinguer.

Pendant plusieurs années, de 1923 à 1928, d'Astier profite d'une situation matérielle confortable pour mener une existence relativement libre consacrée en priorité à la littérature. Il fréquente les milieux littéraires, gravitant en particulier autour des cercles surréalistes. Et il écrit, en quête de reconnaissance au pôle légitime du champ littéraire. En quatre ans, il parvient à publier un recueil de poèmes, deux romans et une nouvelle. Cependant après des débuts encourageants, l'échec qu'il rencontre auprès de *La Nouvelle Revue Française* (*La*

[292] C'est ainsi qu'Emmanuel d'Astier désigne fréquemment sa famille. C'est, du reste, un qualificatif couramment employé dans l'aristocratie, où la famille est conçue comme l'unité sociale élémentaire dont les membres sont les agents de la perpétuation ayant pour charge de travailler au maintien ou à l'amélioration de la position dans l'espace de la noblesse. L'idée de mener une vie individuelle, indépendante, y est presque impensable. L'*esprit de famille* (Cf. Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*.), fondé sur la solidarité des membres élargis et structuré par un code moral devant inspirer à tous les mêmes avis sur les sujets importants, est censé garantir la cohésion du groupe. Il s'appuie sur un contrôle fort de chacun des membres de la famille et une condamnation stricte de la déviance. Si les petites infractions, c'est-à-dire celles qui n'affectent pas « *l'esprit de famille* et le système de valeurs du groupe » (*Ibid*., p. 72) peuvent être tolérées, celles qui y portent atteinte sont sévèrement réprimées, la sanction la plus grave étant la proscription définitive.

[293] « Je voulais me faire une vie privée. J'étais probablement très individualiste, très poète, très révolté contre mon milieu social, après avoir été révolté contre la religion à la suite de ma première aventure féminine. J'avais gardé un côté mystique, mais le dogmatisme, le schématisme des religions, l'enfer commençaient à me dégoûter. Je me sentais séparé de mon milieu social. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 43) »

[294] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 51.

NRF), qui détient alors un « pouvoir de consécration[295] » au pôle légitime du champ littéraire, décourage son investissement et conduit à une mise en sommeil de ses aspirations littéraires. À partir de 1929, contraint de travailler en raison de la dégradation de ses conditions matérielles d'existence, il multiplie les emplois les plus divers, qui tous ont néanmoins en commun de ménager une forme d'exercice libre, conforme à ses dispositions aristocratiques, et de permettre l'acquisition de profits symboliques conséquents, susceptibles de satisfaire ses aspirations à la distinction. Ce qui caractérise en définitive son parcours durant l'entre-deux-guerres, c'est sa dimension erratique, laquelle traduit sa difficulté à trouver dans la société française de l'entre-deux-guerres une place sociale conforme à ses attentes, c'est-à-dire qui lui octroie de la visibilité.

2.1. Les moyens d'une bohème aisée

En 1923, d'Astier s'installe à Paris. Il loge avec sa mère dans l'appartement familial, sis rue de Magdebourg. Il vit dans des conditions matérielles confortables. Si, en raison de la conjoncture économique, la fortune familiale des d'Astier a significativement décrue depuis la fin de la Première Guerre mondiale et si Jeanne d'Astier s'estime de ce fait ruinée[296], la famille n'est pas, loin s'en faut, sans moyens. En juin 1923, lors de la liquidation de la succession de Raoul d'Astier, décédé le 30 septembre 1922, l'actif de la communauté (composé d'actions, d'obligations, de rentes sur l'État français, de terres en Seine-et-Marne et d'un immeuble boulevard du Montparnasse à Paris) s'élève à 3 763 000 francs. Emmanuel d'Astier, comme chacun de ses frères et sœurs, hérite alors de 300 000 francs en pleine propriété et de 267 000 francs en nue-propriété. À titre de comparaison, le traitement annuel d'un Professeur de faculté en fin de carrière est à cette période de 29 200 francs, celui d'un instituteur de 10 920 francs. De telles sommes, bien que la forte inflation entraîne *de facto* une dévalorisation constante de la monnaie, autorise un train de vie des plus confortables, sans nécessité immédiate de travailler. Le rapport de l'inspection réalisée par l'armée en 1925[297] dans le but de statuer sur la reconduction de la non-activité temporaire de d'Astier mentionne d'ailleurs que celui-ci est sans travail et que ses « moyens de subsistance » sont une « fortune

[295] Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains. 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, p. 380.

[296] « C'était une ruine aisée mais enfin ma mère décidait qu'elle était ruinée » commente ironiquement Emmanuel d'Astier (Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit.*).

[297] Bulletin individuel de notes (janvier 1925), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.

personnelle ». Il peut alors mener une vie relativement libre et se consacrer pleinement à la littérature.

2.2. Des débuts littéraires prometteurs, mais sans lendemain

Emmanuel d'Astier a commencé à écrire dans un but littéraire, c'est-à-dire avec l'intention d'être publié, lorsqu'il est encore officier de marine. C'est alors au genre poétique qu'il s'essaie. Dès 1924, il peut ainsi faire paraître un recueil de poèmes, *Chansons pour fifre ou violoncelle*[298]. La plaquette est éditée par le critique Henri Martineau, directeur de la revue littéraire *Le Divan*. Il est alors influencé, « impressionné » dit-il, par l'École fantaisiste représentée par les poètes Paul-Jean Toulet, Francis Carco, Tristan Derème ou encore Jean Pellerin[299]. Née dans le courant des années 1900, l'École fantaisiste participe du renouveau poétique qui se fait jour en France au début du XX^{e} siècle. Entendant rompre avec le symbolisme, elle propose une esthétique proche du néoclassicisme, dont le principal doctrinaire est alors Charles Maurras. « Les fantaisistes se réclament d'une poésie légère, sans pose, ironique, celle de Nerval et de Verlaine, de Laforgue et de Corbière, de Francis Jammes et de Paul Fort.[300] » Ayant connu un certain succès avant 1914, elle survit mal à la guerre, supplantée par les avant-gardes dadaïste et surréaliste, beaucoup plus novatrices qu'elle. Lorsque paraît *Chansons pour fifre ou violoncelle*, la poésie de d'Astier (qui s'inscrit dans la veine fantaisiste) apparaît dépassée au regard des productions récentes. C'est ainsi le principal reproche qu'adresse le critique Paul Lièvre aux poèmes du recueil : « Plein de qualités charmantes, Monsieur Ariste, mais quelque peu retardataire. C'est il y a quinze ans que l'on s'établissait fantaisiste. Non aujourd'hui.[301] » D'Astier devait après cette première tentative littéraire renoncer pour longtemps au genre poétique[302].

Il rencontre ensuite, on ne sait comment, le milieu bien différent du Sans Pareil. Si l'École fantaisiste est (déjà) désuète au début des années 1920, le Sans Pareil est en revanche étroitement lié à l'avant-garde. La maison d'édition qui porte ce nom a été fondée en 1919 par

[298] Ariste, *Chansons pour fifre ou violoncelle*, *op. cit*.

[299] Rétrospectivement, d'Astier estime que ces auteurs ne sont que des « sous-produits d'Apollinaire, le grand homme (Crémieux, p. 66) ».

[300] Yves Stalloni [2004], *Écoles et courants littéraires*, Paris, Armand Colin, 2015.

[301] Paul Lièvre, « Ariste, *Chansons pour fifre ou violoncelle* », *Les Marges*, n° 31, 1924.

[302] D'Astier fera paraître un second et dernier recueil de poèmes en 1948 aux éditions de Minuit : *Dédicaces*, Paris, Minuit, 1948.

René Hilsum[303], un ami d'André Breton, dans le but de « soutenir le mouvement surréaliste naissant et son évolution[304] ». C'est elle qui édite les premiers recueils d'Aragon, de Breton, de Morand, les premières œuvres à compte d'éditeur de Soupault et Éluard. Elle publie aussi Max Ernst, Picabia, Cendrars. Le Sans Pareil connaît une croissance rapide. La qualité de son catalogue en fait très vite une maison reconnue, à tel point que Gaston Gallimard s'inquiète un temps de la concurrence que laissent augurer ses débuts prometteurs[305]. En 1920, une librairie du même nom est ouverte avenue Kléber à Paris, qui devient l'un des lieux de rencontre et d'agitation privilégié des surréalistes et dadaïstes[306]. C'est ici, par exemple, que se déroule le 13 mai 1921 le célèbre faux procès de Maurice Barrès. Le nom du Sans Pareil reste associée, dans la mémoire culturelle de l'entre-deux-guerres, à ces avant-gardes provocatrices. « Le moindre ouvrage traitant de la période surréaliste et Dada évoque le Sans Pareil.[307] »

Lorsqu'Emmanuel d'Astier rejoint la maison d'édition en 1925, celle-ci a cependant bien évolué. Le fait majeur est, en 1922, la rupture avec les surréalistes après que se soient brouillés René Hilsum et André Breton[308]. Cette rupture contraint le Sans Pareil à repenser son activité éditoriale, qui s'oriente pour partie désormais vers l'édition de luxe ou demi-luxe. La « Collection bleue », lancée en 1924, est le fleuron de la nouvelle ligne. Les textes (romans, contes, nouvelles) qui y paraissent sont illustrées de gravures originales réalisées par des artistes contemporains parmi les plus en vogue du moment – Chas, Laborde, Jou et même Cocteau – et imprimés sur des papiers de qualité. Les œuvres publiées, si elles sont peut-être moins audacieuses stylistiquement que celles des surréalistes, restent proches de l'avant-garde[309] et conservent une haute exigence littéraire. La publication d'écrivains connus et reconnus – Giraudoux, Jacques de Lacretelle, Cocteau, Mauriac, Schlumberger – permet de lancer la carrière de jeunes auteurs. C'est dans cette « Collection bleue », qui assure une belle

[303] Médecin de formation, Hilsum participe à la fondation de la revue *Littérature* en 1919. Il adhère au Parti communiste dès sa création en 1920. En 1936, il devient directeur du Bureau d'Éditions, l'une des deux maisons d'édition du PC avec les Éditions Sociales. Il prend la direction de ces-dernières après la Libération.

[304] Pascal Fouché, *Au Sans Pareil*, Paris, Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine, 1989, p. 5.

[305] Pierre Assouline, *Gaston Gallimard. Un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984, p. 204.

[306] Georges Hugnet se souvient : « ″Au Sans Pareil″ qui, rétrospectivement, pourrait passer pour le dépositaire général des publications dada, son directeur, René Hilsum, éditait de jeunes poètes, exposait les peintres de la dernière palette et s'adonnait au prosélytisme le plus contagieux. Si l'on voulait se tenir au courant de la trépidante activité de cet insolite, de ce mystérieux mouvement qui se nommait absurdement dada, on trouvait chez lui la documentation indispensable. (Cité par *Ibid*., p, 6) »

[307] *Ibid*., p. 6.

[308] « Breton était très autoritaire, il a voulu régenter aussi notre librairie, nous interdire de vendre tel ou tel livre… Quand il avait des problèmes avec tel ou tel écrivain, on devait cesser de le vendre, le mettre à l'index en quelque sorte. Alors nous avons refusé d'obtempérer. (René Hilsum cité par Pascal Fouché, *Au Sans Pareil*, *op. cit.,* p. 35) » À partir de 1922, la plupart des auteurs surréalistes publie chez Gallimard.

[309] Le Sans Pareil continue par exemple de publier Blaise Cendrars et en 1926, Philippe Soupault fait son retour dans la maison avec *Corps perdu*.

réputation aux éditions du Sans Pareil[310], qu'Emmanuel d'Astier publie en 1925 son premier roman, *La Douleur sur les tréteaux*[311]. Le texte a été repéré par le journaliste et écrivain Louis Martin-Chauffier, qui joue auprès d'Hilsum le rôle de conseiller littéraire. D'inspiration autobiographique, le roman a pour thème les questionnements sentimentaux et existentiels de Pierre Coulet, jeune homme épris d'opium et de littérature tombé amoureux (ou se croyant amoureux) d'une jeune femme malade et mourante de la tuberculose. Le livre obtient à sa sortie des critiques encourageantes. On peut ainsi lire dans le supplément littéraire du quotidien *Le Gaulois* les lignes suivantes :

> « *La Douleur sur les tréteaux* est aussi bien un essai psychologique qu'un récit assez sobre et nuancé mais dont la chaleur souvent émouvante de certaines pages révèle une sensibilité profonde et délicate. Ce jeune auteur, dont c'est le premier livre, si l'on néglige une plaquette de vers charmants parus l'année passée, prépare une œuvre beaucoup plus importante qui, tout en prolongeant ce brillant début, nous montrera de son talent un aspect nouveau peut-être encore plus intéressant.[312] »

D'Astier se lance dans la foulée de la publication de *La Douleur sur les tréteaux* dans la rédaction d'un second roman, *Passages*, récit des (multiples) aventures sentimentales et sexuelles de Pierre Coulet dans le Paris des « Années folles ». Comme précédemment, d'Astier puise dans ses propres expériences la matière essentielle de son livre.

> « C'est un récit transposé de mon enfance, de ma jeunesse, des problèmes qui se posent à moi à cet âge-là.[313] »

Au début de l'été 1926, il confie une première version du manuscrit à son ami Pierre Drieu La Rochelle, dont les livres paraissent chez Gallimard, afin que celui-ci le propose à Jean Paulhan pour *La NRF*[314].

[310] Le critique Robert Burnand écrit en 1925 dans *Byblis* : « Le SANS PAREIL est une jeune maison d'édition qui, sans bruit, sans éclat tapageur, suit son chemin qui est charmant et fleuri. Elle publie régulièrement de beaux livres, observe la mode sans sacrifier aux engouements et discerne parmi les réputations du jour les talents véritables. (Robert Burnand cité par Pascal Fouché, *Au Sans Pareil*, *op. cit.,* p. 45) »

[311] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, Paris, Au Sans Pareil, 1925. D'Astier a pris ici pour pseudonyme le nom (légèrement modifié) du château familial.

[312] « *La Douleur sur les tréteaux*, par Emmanuel Rancey », *La Gaulois. Politique et littéraire*, 16 janvier 1926.

[313] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 51.

> « Le manuscrit de ce livre est remarqué par Drieu, qui l'apprécie beaucoup, le propose à Paulhan pour *La Nouvelle Revue Française*. *La Nouvelle Revue Française* le refuse.[315] »

En réalité, Drieu n'a pas, comme le pense d'Astier, apprécié le roman mais il n'a pas osé le lui avouer, comme il l'écrit à Paulhan dans une lettre datant de l'été 1926 :

> « Mon cher Paulhan,
>
> Un garçon fort aimable, Emmanuel d'Astier, m'a montré à Paris en juin un gros roman assez médiocre. Mais il n'a que vingt-cinq ans. Pourtant je crois que sa griffe est faible et le restera. J'ai été assez lâche et lui ai promis de vous recommander une nouvelle, *Passage d'une Américaine*, que je lui ai conseillé d'extraire de son fatras. Voilà comment je le fais. Pourtant je juge fort mal ce qui est manuscrit. Aurez-vous la bonté de jeter un coup d'œil sur cet essai et de lui dire franchement ce que vous en pensez ? Je le ferai à mon tour, alors, étant sûr de ne plus me tromper.[316] »

Passage d'une Américaine est finalement publié au Sans Pareil en 1927[317]. La nouvelle rencontre un accueil critique discret mais néanmoins favorable dans l'ensemble. Si, par exemple, Henri Gouhier dans *Les Nouvelles littéraires* ne tresse pas d'éloges à d'Astier, il conclut cependant à un « livre amusant et subtil[318] ». Le critique de *La Semaine à Paris* qualifie de son côté le texte d'« agréable » : « Il plaît – et ne manque point de talent.[319] »

Le roman *Passages*, d'où est tiré *Passage d'une Américaine*, paraît en janvier de l'année suivante, toujours aux éditions du Sans Pareil. La parution donne lieu, cette fois, à des critiques moins univoques que les précédentes. Si certaines sont très positives, d'autres sont partagées, d'autres encore sont très sévères. On ne s'étonnera pas de découvrir que Louis Martin-Chauffier, qui a mis le pied de d'Astier à l'étrier du Sans Pareil, a « lu et aimé » son dernier roman, dont il considère qu'il livre, à travers son héros « possédé du désir éperdu

---

[314] Depuis la publication de son premier livre en 1917, le recueil de poème *Interrogation*, Drieu est publié aux éditions *La NRF*/Gallimard. Seules exceptions, l'essai *Mesure de la France* publié chez Grasset en 1922 et, en 1927, *La Suite dans les idées*, refusé par Gallimard.

[315] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 51-52.

[316] Lettre de Pierre Drieu La Rochelle à Jean Paulhan citée par Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 42.

[317] Après deux premières publications sous pseudonyme, le livre est cette fois-ci signé Emmanuel d'Astier.

[318] Henri Gouhier., « *Passage d'une Américaine*, par Emmanuel d'Astier », *Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques. Hebdomadaire d'information, de critique et de bibliographie*, 25 juin 1927.

[319] C., « *Passage d'une Américaine*, par Emmanuel d'Astier », *La Semaine à Paris*, n° 267, 10 juin 1927.

d'aimer ; mais inégal à son désir », une belle analyse du sentiment amoureux[320]. Toujours dans *Les Nouvelle littéraires*, Paul Chauveau se montre quant à lui véritablement emballé :

> « M. d'Astier écrit et vit comme on vit, comme on écrit aujourd'hui, dans le charme et la griserie des vitesses acquises. Son récit a le rythme des faits qu'il raconte et celui des réactions de ses héros, et cela jusque dans la forme. Il pratique ce lyrisme précis et actif qui nous est cher… […] Ailleurs, c'est la rapidité de l'arbitraire heureux des images possibles au cinéma. Les pages 110 et 111 contiennent le scénario d'un de ces films qu'on rêve parfois de réaliser.[321] »

Plus nuancé, le célèbre critique Benjamin Crémieux estime que d'Astier est représentatif d'une nouvelle génération d'écrivains qui, rompant avec la recherche des « innovations à tout prix », avec la « notion d'*originalité absolue* qui a été la règle de la période de déséquilibre » consécutive à la Première Guerre mondiale, manifeste une « attitude réaliste » préfigurant peut-être un nouveau classicisme. S'il reproche à d'Astier quelques « images vraiment démonétisées », il estime que son récit « évolue avec cohérence dans le cycle clos d'une personnalité aux prises avec un certain monde féminin ». Mais il estime qu'il manque toutefois au roman d'achever parfaitement la mutation en cours pour symboliser vraiment un renouveau littéraire :

> « Le principal défaut de *Passages*, c'est de rester entre deux selles, de participer à la fois du récit abstrait, général et poétique 1920 et du récit concret, cohérent 1928.[322] »

Dans la revue *Europe* en revanche, Harold Salemson se montre très sévère à l'égard du roman[323]. Les personnages et l'histoire autant que le style sont épinglés. Pierre Coulet est ainsi présenté comme le « pantin de M. d'Astier », son « grand amour » est jugé « ridicule », l'écriture est perçue comme un « mélange barbare de verbes au présent et de verbes au passé qui alternent et se suivent sans aucun système et pour aucune raison au monde ». La conclusion, qui se veut toutefois encourageante, est très critique :

[320] Louis Martin-Chauffier, « Variations sur l'amour », *Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques. Hebdomadaire d'information, de critique et de bibliographie*, 16 juin 1928.
[321] Paul Chauveau, « *Passages*, par Emmanuel d'Astier », *Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques. Hebdomadaire d'information, de critique et de bibliographie*, 28 avril 1928.
[322] Benjamin Crémieux, « Livres de ″jeunes″ », *Les Annales politiques et littéraires*, 1 septembre 1928.
[323] Harold J. Salemson, « *Passages*, par Emmanuel d'Astier », *Europe*, 15 août 1928.

> « Comme on regrette de voir un jeune romancier qui pourrait avoir du talent prendre ce chemin de si peu de conséquence. Permettons-nous de souhaiter que ce premier livre ne soit pas typique des œuvres prochaines d'Emmanuel d'Astier. »

On ne sait quel effet ont réellement sur d'Astier ces critiques somme toute très contrastées. Ce qui semble certain, en revanche, c'est qu'il y porte alors une réelle attention. On a en effet pu accéder dans les archives privées de Christophe d'Astier de La Vigerie à un cahier, composé par Emmanuel d'Astier, recensant toutes les critiques de ses premiers ouvrages. Les notes avaient été soigneusement découpées des journaux et revues où elles étaient parues, puis collées dans les pages du cahier. Une telle pratique indique que d'Astier est attentif à ce qui se dit de sa production. La question se pose ainsi de savoir si les mauvaises réceptions de *Passages* participent de la mise entre parenthèses durable de son activité littéraire. Car, à partir de 1928, si d'Astier continue peut-être d'écrire, en revanche il ne publie plus aucune œuvre littéraire de tout l'entre-deux-guerres.

2.3. La mise en sommeil de la carrière littéraire

La première page intérieure de *Passages* indiquait trois autres romans de d'Astier en préparation : *La Vie posthume*, *Comme la lune* et *Bout-de-l'an*. Jusqu'en 1930, le catalogue de l'éditeur indique la publication prochaine de *La Vie posthume.* Mais le roman, comme aucun des deux autres annoncés, ne sera jamais publié, ici ou ailleurs[324]. On ne sait pas précisément si, durant cette période, d'Astier continue d'écrire et travaille véritablement à l'un de ces ouvrages, ou si ces annonces ne correspondent à rien de plus qu'à de plus ou moins vagues et lointains projets. De fait, aucun livre de lui ne paraît plus avant 1944[325]. Il semblerait en tout cas qu'il ait été profondément affecté par le refus de Jean Paulhan de publier son roman dans *La NRF*, comme il s'en ouvre en 1966 à Francis Crémieux.

[324] Pascal Fouché, *Au Sans Pareil*, *op. cit*.

[325] D'Astier publie en 1944 aux éditions de la Revue *Fontaine* (Alger/Tunis), un court récit largement inspiré de son expérience de résistant : *Sept jours en été*. Ce livre sera suivi en 1945 de *Sept jours* (Paris, Minuit), puis en 1946 de *Sept jours en exil* (Paris, Haumont). Ces trois textes, portant tous sur la Résistance, sont des portions d'un livre plus important paru en 1947 aux éditions de Minuit, *Sept fois sept jours*. Entre temps, en 1945, d'Astier a fait paraître au Sagittaire (Paris) un recueil d'articles, *Avant que le rideau ne tombe*.

> « J'ai mis trente ans à surmonter le traumatisme de ce refus. Quand la *N.R.F.* m'a demandé mes œuvres[326], c'était pour moi une espèce de revanche contre l'ukase de Paulhan.[327] »

Bourdieu montre dans *Les Règles de l'art* que les « sanctions positives ou négatives, succès ou échecs, encouragements ou mises en garde, consécration ou exclusion, à travers lesquels s'annonce à chaque écrivain (etc.) – et à l'ensemble de ses concurrents – la vérité objective de la position qu'il occupe et de son devenir probable, sont sans doute une des médiations à travers lesquelles s'impose la redéfinition incessante du ″projet créateur″, l'échec encourageant à la reconversion ou à la retraite hors du champ tandis que la consécration renforce et libère les ambitions initiales[328] ». Peut-on imaginer que le refus de Paulhan de publier *Passages* à *La NRF* ait été vécu comme un échec tel qu'il ait eu à lui seul raison des aspirations littéraires de d'Astier ? Si la succession des échecs, des refus de publication, des avis négatifs a effectivement toutes les chances de conduire à la limitation des ambitions et, en définitive, selon un temps variant en fonction de la fréquence et de l'intensité des sanctions négatives d'une part, du degré d'intériorisation des aspirations d'autre part, à leur abandon, d'Astier ne semble pas, à première vue, affronter une telle situation. Le Sans Pareil où il publie est une maison d'édition jeune, qui ne peut certes se prévaloir du capital symbolique de Gallimard et de *La NRF*, mais dont la qualité du catalogue, ne sacrifiant pas à la logique commerciale, est cependant reconnue. S'ils ne lui ont pas permis de toucher la gloire littéraire, ses livres ont globalement rencontré des critiques plutôt positives. Hormis donc l'échec auprès de *La NRF*, les débuts littéraires de d'Astier semblent plutôt prometteurs. Il peut d'ailleurs compter sur les encouragements de plusieurs personnalités des lettres, tels Louis Martin-Chauffier ou Pierre Drieu La Rochelle. Si Drieu, notamment, ne croît pas au talent littéraire de d'Astier, il ne semble pas pour autant avoir tenté de le décourager, comme l'illustre l'extrait de lettre suivant dans lequel Drieu annonce à d'Astier qu'il a contacté Paulhan pour *Passage d'une Américaine.*

> « Mon cher d'Astier, Paulhan faisant des voyages compliqués, il faut lui envoyer votre manuscrit à Paris, à la *N.R.F.* Mais il est averti et le prendra à un prochain passage à Paris, vers la mi-août. […] Êtes-vous content de la nouvelle figure de votre nouvelle ? Et

[326] À partir de 1961, Emmanuel d'Astier est publié aux éditions Gallimard. La maison réédite notamment à plusieurs reprises *Sept fois sept jours*, paru initialement chez Minuit.
[327] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 52.
[328] Pierre Bourdieu [1992], *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998, p. 428.

> comment travaillez-vous ? Je lance d'une main amicale mille souhaits dans votre encrier.[329] »

Il faut néanmoins prendre au sérieux son retrait du champ éditorial après 1928, qui s'accompagne sans doute d'une baisse, sinon d'un arrêt complet, de son activité d'écriture. Alors qu'il se trouve depuis son départ de la marine dans une phase de fort investissement littéraire – il publie trois œuvres originales en seulement quatre ans – le refus de Paulhan[330] vient brusquement doucher les espoirs de succès que ses premières publications ont alimenté. On peut alors faire l'hypothèse que ce refus le conduit à revoir ses ambitions (au moins les plus immédiates) à la baisse[331]. Au milieu des années 1920, *La NRF* détient un prestige considérable dans le monde des lettres. En tant que revue, elle occupe la position dominante au pôle de production restreinte, c'est-à-dire la région la plus légitime symboliquement, du champ littéraire. Incarnant la reconnaissance symbolique, elle exerce de ce fait un fort effet d'attraction sur les vocations des prétendants à la carrière littéraire[332]. Publier dans *La NRF* signifie, d'une certaine manière, s'asseoir à la table des grands écrivains contemporains. Son refoulement de la revue est ainsi vécu par d'Astier comme un échec cruel, mettant en question ses prétentions à devenir un écrivain reconnu. Il décourage son investissement littéraire et le conduit visiblement à réévaluer ses ambitions. Prenant peu à peu conscience qu'il ne parviendra pas, à court terme en tout cas, aux positions distinctives qu'il vise, mais ayant probablement du mal à s'accommoder – dispositions aristocratiques oblige – d'une position d'écrivain confidentiel, il semble alors préférer la prise de distance avec la littérature, voire la fuite, rejouant d'une certaine manière l'expérience vécue précédemment dans l'armée.

Il ne renonce pas pour autant définitivement à tout projet littéraire. En effet, avant de débuter en 1934 sa carrière de journaliste, il est en cours d'écriture d'un roman ayant pour titre *Les Ennuis mortels*, que finalement il n'achèvera ni ne publiera jamais. Cette donnée est symptomatique du fait qu'il nourrit de réelles inclinations littéraires mais qu'il manque, moins

[329] Lettre de Pierre Drieu La Rochelle à Emmanuel d'Astier, 13 août 1926, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie.

[330] Précisons que nous ne savons pas en quels termes ce refus a été formulé. Il est possible que Paulhan ait émis un jugement si sévère qu'il recommandait implicitement à d'Astier de ne pas persévérer dans la voie littéraire.

[331] Faute d'éléments objectifs qui nous permettent de véritablement la valider, nous sommes ici contraints à nous limiter à imaginer une hypothèse plausible.

[332] Fondée en 1909 par un groupe d'écrivains réunis autour d'André Gide, *La NRF* acquiert dès avant la Première Guerre mondiale un prestige considérable dans le monde des lettres, qui va s'accroître encore après-guerre. Pour plusieurs générations d'aspirants écrivains, elle représente *la* littérature. Elle est « l'évangile » de François Mauriac, « le « saint des saints » pour Jean Cassou, « l'empyrée de la littérature » pour le poète Pierre Emmanuel, ou encore le « sanctuaire des lettres, le Panthéon des vivants » pour André Wurmser. (Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit*., p. 380) »

peut-être de l'*illusio* que des dispositions ascétiques lui permettant de s'investir pleinement dans le jeu. À titre de comparaison, un François Mauriac, lors même qu'il bénéficie d'une reconnaissance au pôle mondain du champ littéraire dont il aurait très bien pu se contenter, piétinera pendant douze ans pour intégrer *La NRF*, sans jamais renoncer à obtenir sa reconnaissance[333].

2.4. Un parcours erratique

Le découragement n'est probablement pas la cause unique de la mise entre parenthèse par d'Astier de sa carrière littéraire. Celle-ci s'explique sans doute aussi par des raisons financières. Nous avons mentionné précédemment la situation matérielle aisée qui est celle de d'Astier en 1923. À la fin des années 1920, il semblerait que celle-ci se soit considérablement dégradée. Son style de vie y est pour beaucoup. Habitué des lieux de fête du Paris mondain des Années folles, on peut imaginer qu'il y laisse une partie de son argent. Surtout, il est plus que jamais opiomane[334]. Or l'opium coûte cher. Pour couvrir ces dépenses, les revenus qu'il tire de la littérature sont bien insuffisants. Sans emploi, il est conduit à puiser dans son épargne, qui non seulement se réduit en volume, mais en outre se dévalorise mécaniquement du fait (jusqu'à la « stabilisation Poincaré » de 1926) d'une forte et constante dépréciation du franc[335].

Plus ou moins contraint de travailler[336], d'Astier exerce à partir de 1927 plusieurs emplois. Une grande instabilité caractérise alors sa trajectoire. Il multiplie les entreprises, toutes plus hasardeuses les unes que les autres et qui toutes font long feu.

> « Je n'énumérerai pas les métiers que j'ai faits entre 27 et 32 ans ; probablement une dizaine. Métiers qui consistaient à trouver quelques fonds pour ouvrir une petite librairie, qui s'appelait le Quai de l'Horloge, ou à faire de la poterie…[337] »

[333] Cf. Gisèle Sapiro, « Salut littéraire et littérature du salut. Deux trajectoires de romanciers catholiques : François Mauriac et Henry Bordeaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 111-112, mars 1996, pp. 36-58.

[334] En 1932, il entreprendra une cure de désintoxication (qui échouera) dans la clinique du docteur Salem à Grasse. Il s'y liera d'amitié avec l'écrivain et journaliste Joseph Kessel, venu soigné son addiction à la cocaïne. Cf. Yves Courrière, *Joseph Kessel ou sur la piste du lion*, Paris, Plon, 1985, p. 400.

[335] Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle, Tome I*, *op. cit*., pp. 349-365.

[336] Nous disons bien « plus ou moins » car il ne semble pas menacé par le dénuement, notamment parce qu'il continue à ce moment-là de loger chez sa mère. Reste toutefois qu'il ne lui est visiblement plus possible de ne pas avoir d'emploi.

[337] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 52.

Les métiers qu'il expérimente, pour divers qu'ils soient, partagent cependant quelques points communs, et d'abord le fait de n'en être pas vraiment. D'Astier s'oriente en effet vers des activités peu professionnalisées, au sens où elles sont peu codifiées, peu réglementées, sans droits d'entrée explicites et contraignants. Elles permettent ainsi de ménager une forme d'amateurisme. Elles garantissent en outre une grande autonomie et une grande indépendance qui s'accordent parfaitement aux dispositions aristocratiques de d'Astier, qui peut en les exerçant demeurer peu ou prou son propre chef et conserver une grande liberté. Souvent proches des milieux artistiques et culturels, elles établissent enfin une certaine continuité avec ses tentatives littéraires, lui permettant de ne pas renoncer sur le champ à ses ambitions.

Parmi ces activités diverses, l'une est plus significative que les autres à plusieurs titres. D'abord parce qu'elle met en évidence quelques-unes des ressources sociales sur lesquelles d'Astier peut s'appuyer dans le monde social ; ensuite parce que l'inclination (temporaire) que d'Astier lui manifeste est une expression inédite de la disposition héroïque qu'il a intériorisé ; enfin parce que l'issue sur laquelle elle débouche illustre de façon idéal-typique l'inconstance de son parcours dans l'entre-deux-guerres. Pour cela elle mérite d'être soulignée.

En 1929, d'Astier est engagé comme directeur commercial de la Compagnie Parisienne du Chauffage Urbain (CPCU). Son emploi consiste à la fois en un travail de type administratif et surtout en des missions de représentation de la société. Il s'agit de mettre son entregent au service des intérêts de la Compagnie. Les attributs d'excellence sociale dont il est porteur – sous une forme intériorisée (*hexis* corporelle distinguée, maîtrise de soi, habileté langagière) comme objectivée (nom à particule, titre de noblesse) – constituent pour sa fonction des atouts de poids.

> « Je portais un nom à particule, cela aidait aussi. Ça faisait encore de l'effet dans la société : bonne famille, honorable, un peu en marge mais ça ne gênait pas trop à ce moment-là.[338] »

Dans le cadre de cet emploi, d'Astier est amené à rencontrer quelques grands noms de l'industrie moderne, en particulier les dirigeants des grandes entreprises du secteur de l'énergie, notamment de l'électricité. Ces hommes, qui incarnent à ses yeux les nouvelles

[338] *Ibid*., p. 55.

élites technocratiques, la nouvelle classe dirigeante qui se substitue aux anciennes familles bourgeoises et aristocrates, sont pour lui les représentants d'un monde fascinant. De la même façon que les héros guerriers de son enfance ou certaines grands écrivains, ces technocrates exercent sur lui un attrait du fait du pouvoir symbolique qu'ils détiennent. Dans leur univers propre, le champ économique, ils représentent des figures héroïsées dans la mesure où ils se démarquent du commun.

> « J'ai connu et approché à ce moment le monde des technocrates, de cette grande générations des ingénieurs, comme Ulrich, Tireman, Mercier, qui se substituaient à nos familles. Autrefois, l'industrie était, jusqu'à un certain point, entre les mains de groupes familiaux qui avaient les Sociétés sous leur contrôle. Puis les ingénieurs sortis de Centrale, Polytechnique, ont pris la relève. J'ai perçu le changement de ce monde.[339] »

D'Astier est amené à côtoyer plus particulièrement Ernest Mercier, qui siège au conseil d'administration de la CPCU. Mercier est un polytechnicien qui, après la Première Guerre mondiale, est l'un des principaux industriels du pétrole et de l'électricité en France. Président de 8 conseils d'administration, membre de 24[340], il fonde notamment en 1923 la Compagnie française des pétroles, ancêtre de la société Total. En 1931, Mercier débauche d'Astier, qu'il a remarqué pour avoir réalisé deux opérations immobilières avantageuses pour la CPCU, et le nomme administrateur délégué de l'Immobilière urbaine et suburbaine. Durant un an, d'Astier fait de la spéculation foncière pour Ernest Mercier et acquiert, en commissions, une fortune qu'en 1966 il évalue à 150 millions d'anciens francs[341].

N'ayant rien, au fond, d'un homme d'affaires[342], quelle qu'ait pu être la fascination qu'il a ressentie à l'égard de l'univers des capitaines d'industrie, n'ayant pas de dispositions à

[339] *Ibid*., pp. 54-55.

Ce que dit ici Emmanuel d'Astier n'est que partiellement vrai. S'il est vrai que la première moitié du XX^{e} siècle voit l'émergence de nouveaux dirigeants et si, surtout, disparaissent (ou presque) l'aristocratie traditionnelle et une certaine bourgeoisie patrimoniale dont le mode de vie est fondé sur la rente, reste que d'une manière générale les grands fortunes sont anciennes et que la classe dirigeante se compose dans sa grande majorité d'héritiers.

[340] Cf. Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin, « Le patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 20-21, mars-avril 1978, pp. 3-82, p. 17.

[341] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 56.

[342] D'Astier a d'ailleurs écrit, ce qui est très cohérent avec le système de valeurs d'un certaine aristocratie, que sa famille a longtemps conçu une forme de mépris par l'argent et le commerce : « Sous la III^{e} République, avant 1914, les mâles [de la famille d'Astier] choisissaient généralement la terre ou les armes, métiers nobles. Ils méprisaient le commerce ou l'industrie, les hommes d'affaires, la poursuite de l'argent. (Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis, op. cit*., p. 38) »

l'épargne ni d'appétit pour l'accumulation[343], il quitte aussitôt l'Immobilière urbaine et suburbaine et reprend une vie oisive, songeant notamment à revenir à la littérature.

> « J'ai subi à cette époque une épreuve assez intéressante : l'épreuve de l'argent. […] J'ai mis exactement dix-huit mois à dépenser cet argent. Je ne pourrais pas, à l'heure actuelle, dire comment je l'ai fait, sauf peut-être en payant des repas indéfinis à tous les gens qui s'accrochaient à moi, au *Bœuf sur le Toit* ou au *Grand Écart* (et je revois toujours l'inoubliable silhouette de Léon-Paul Fargue que j'aimais et qui est l'un des plus grands poètes de notre temps)… en achetant une belle Delage que j'ai payée très cher, en offrant à la femme que je venais d'épouser un diamant, en investissant une petite partie de cet argent dans des affaires qui mourraient tout de suite. Au bout de dix-huit mois, j'étais sans le sou.[344] »

Durant cette période de « vacances », pour reprendre ses propres termes, Emmanuel d'Astier apporte son concours à plusieurs entreprises initiées par son frère Henri, qui depuis son départ de l'armée tout auréolé de ses citations militaires, multiplie les échecs professionnels[345]. En avril 1932, ce dernier fonde une société d'informations cinématographiques (France Actualités, Société française d'actualités parlantes et de documentaires), au sein de laquelle Emmanuel d'Astier occupe officiellement un poste d'administrateur au conseil[346]. On ne sait rien de son implication effective dans les activités de l'entreprise, sinon qu'il est avec son frère (directeur général) révoqué par les actionnaires en avril 1933 en raison d'une gestion calamiteuse[347]. Malgré cet échec, les deux frères créent au printemps 1933 une autre entreprise, toujours à l'intersection du journalisme et du cinéma : la Société française d'information cinématographique. Emmanuel d'Astier se présente comme

[343] « Une fois cette somme colossale acquise, je m'étais donné des vacances. Je n'étais pas, je ne suis pas un Monsieur d'accumulation. Je n'ai jamais su faire de l'argent dans ma vie. Je considérais que j'en avais beaucoup, qu'il était inutile d'en avoir plus, et que je pouvais me donner deux ou trois ans de répit, revenir à la littérature et à toutes mes curiosités. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 58)

[344] *Ibid*., pp. 55-57.

[345] Henri d'Astier a rejoint la vie civile en septembre 1919 pour tenter de se lancer dans les affaires. Au cours des années 1920, il créé successivement plusieurs entreprises (installation de stations d'épuration, décoration et ameublement, menuiserie et ébénisterie) mais essuie échec sur échec, ce qui le conduit à la faillite en 1930. Il est notamment condamné en justice pour émission de chèques sans provision. En 1931, sa situation s'améliore quelque peu après que sa mère ait réglé une partie de ses dettes. Son frère Emmanuel fait alors partie de ses créanciers. Cf. Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*.

[346] 66% du capital de France Actualités sont détenus par deux actionnaires : la Société parisienne pour l'industrie des chemins de fer et des tramways électriques et la Société des forges et ateliers de constructions électriques de Jeumont.

[347] Cf. Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., pp. 52-53.

en étant « associé gérant[348] ». Comme précédemment, nous n'avons aucune information sur la fonction réelle qu'il occupe – il est fort possible qu'il ait seulement apporté son nom et quelques fonds – ni du reste sur le devenir de la société, dont l'existence est sans doute brève. Il semble en tout cas que ces expériences entrepreneuriales n'aient pas été jugées par d'Astier significatives au sein de son parcours car il ne les évoque à aucun moment dans les récits autobiographiques qu'il produit après la Seconde Guerre mondiale. On peut cependant penser que ce soit notamment à elles qu'il fait référence lorsqu'il dit à Francis Crémieux qu'il perd une partie de l'argent gagnée dans la spéculation foncière en investissant dans des « affaires qui mourraient tout de suite ».

Quoi qu'il en soit, d'Astier se retrouve début 1934 dans le besoin plus ou moins impérieux de travailler de nouveau. C'est là qu'il décide de se tourner vers le journalisme, profession qui paraît bien adaptée à ses attentes subjectives, sa situation sociale et ses dispositions. Proche structurellement du champ littéraire (la proportion est forte des écrivains qui dans l'entre-deux-guerres, collaborent régulièrement à un organe de presse[349]), elle est en effet un bon canal d'intégration au champ intellectuel et permet l'entretien de sa vocation d'écrivain. Comme les activités qu'il a précédemment exercées, elle ne s'apparente pas à un simple travail salarié reposant sur un strict rapport de subordination et des contraintes (notamment temporelles) fortes, mais peut dans une certaine mesure s'exercer sur un mode indépendant et relativement libre. Jusqu'à l'instauration de la carte professionnelle en 1935, le journalisme est une activité au statut juridique flou, peu codifiée et professionnalisée, sans droit d'entrée spécifique (aucune diplôme ni formation particuliers ne sont exigés[350]), ce qui permet la coexistence des situations les plus diverses[351]. À côté des « articliers » ou « lignards » modestement payés à la contribution, voisinent des journalistes plus installés, salariés d'un ou plusieurs journaux, mais aussi des collaborateurs plus ou moins occasionnels et plus moins prestigieux (écrivains, savants, politiciens) dont les rétributions peuvent être conséquentes. Elle peut ainsi s'accorder avec une conception intermittente et « amatrice » du travail[352]. Or d'Astier, quoi qu'il ait dilapidé sa fortune et même, un temps, contracté des dettes, n'est

[348] C'est la profession qu'il déclare en 1933 à l'armée, qui produit chaque année un bulletin de notes sur ses officiers de réserve. Cf. Bulletin individuel de notes (1933), Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (ministère de la Marine), CC 4ème moderne 1187/6, Service historique de la Défense, Vincennes.

[349] Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit*., p. 76.

[350] Le journalisme est alors une profession qui s'apprend sur le tas. Compétences scripturales, capital culturel et capital social semblent suffire pour entrer dans le métier.

[351] Comme l'écrit très justement Laurent Kestel, « entre 1920 et 1940, cette profession est un peu le métier de ceux qui n'en ont pas (Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit*., p. 48) ».

[352] La création du statut professionnel du journaliste en 1935 ne met pas immédiatement fin aux situations très hétéroclites d'exercice du journalisme. Cf. Christian Delporte, *Les Journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris, Seuil, 1999.

démuni ni en capital économique (sa famille possède des biens, immobiliers notamment) ni en capital social (il réussit sans peine à se faire prêter de l'argent pour rembourser ses créanciers). C'est pourquoi il peut se contenter, voire même rechercher, une activité professionnelle lui octroyant des revenus modestes et occasionnels, mais lui ménageant du temps et de la liberté.

> « La seule manière de travailler pour moi, vers l'âge de 32, 33 ans, c'était, (constatant que la littérature ne paye pas son homme), de m'adresser à la partie alimentaire de la littérature, le journalisme. […] Je vais trouver, un jour, deux hommes, Drieu La Rochelle et Emmanuel Berl, et je leur dis : *"Je veux gagner ma vie, et je ne veux plus la gagner dans les affaires. Je n'ai pas besoin de grosses ressources, je suis d'un tempérament assez modeste. Le journalisme permet certainement de gagner sa vie."* Je revois le sourire narquois de Drieu : *"Vous commencez trop tard. Si on veut être journaliste, il faut commencer à 23 ou 24 ans. Vous en avez 33. Vous allez vous casser la gueule. Enfin… Vous vous ferez tout de même de quoi vivoter."* Et je me suis embarqué dans le journalisme.[353] »

D'Astier fait ses premiers pas de journaliste en avril 1934 dans l'hebdomadaire *Marianne*, que dirige Emmanuel Berl. Pendant environ un an, son activité est très restreinte. Il ne publie qu'une petite dizaine d'articles entre avril 1934 et avril 1935. À partir de là, non seulement il diversifie ses collaborations, travaillant pour plusieurs journaux, mais l'on rencontre de plus en plus fréquemment sa signature. Après des débuts modestes donc, durant lesquels le journalisme n'est pour lui qu'une activité occasionnelle qu'il pratique en amateur, il se professionnalise peu à peu, devenant un journaliste à part entière[354].

[353] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 58 et 61.
[354] Cf. chapitre 3, « Emmanuel d'Astier journaliste ou le réveil des dispositions politiques latentes ».

3. Goût des plaisirs et refus des conventions : un style de vie non-conformiste

S'intéresser à ses errances professionnelles ne peut suffire pour comprendre les modalités et les implications de son existence durant ces années. Le caractère intermittent de ses activités professionnelles y est pour beaucoup, qui fait que le statut professionnel et l'exercice d'un métier sont bien insuffisants pour le définir socialement. Largement dégagé des contraintes matérielles urgentes, d'Astier peur s'adonner durant l'entre-deux-guerres à une vie de dilettante, consacrée pour une bonne part aux plaisirs de la vie noctambule. C'est alors une existence fort éloignée de l'austérité morale de son milieu familial qu'il mène, ce qui accentue la prise de distance avec celui-ci. Au fil de sa fréquentation de milieux faisant de l'expérimentation de pratiques déviantes et de la contestation des mœurs bourgeoises un style de vie, se consolide en lui l'intériorisation d'une disposition non-conformiste.

3.1. D'Astier : « charmant dilettante, amoureux de la vie et des plaisirs »

N'ayant, comme le dit très justement Michel-Antoine Burnier, que « très modérément travaillé[355] » jusqu'à un âge avancé, retracer son parcours professionnel est très insuffisant pour caractériser l'expérience sociale de d'Astier durant l'entre-deux-guerres. S'il est en effet une image qui domine les représentations les plus courantes que se font de lui ceux qui le fréquentent à cette époque, c'est celle du dilettante. Ce dilettantisme, façon désintéressée et détachée de s'investir dans le monde, est le produit exemplaire d'une socialisation primaire accomplie dans des conditions d'existence marquée par la distance à la nécessité économique et à l'urgence pratique. Il est une manière d'être souvent partagée par les aristocrates[356]. « D'Astier dilettante, paresseux, indifférent à la façon des roués du XVIII^{e} siècle ; c'est ainsi que le voyaient ses amis d'avant 1939.[357] » Lucie Aubrac, qui ne fait sa connaissance qu'en 1940, retranscrit fidèlement l'opinion établie[358]. « Séduisant dilettante[359] », « charmant

[355] Entretien enregistré avec Michel-Antoine Burnier, Reignier, 10 août 2011.
[356] Monique de Saint-Martin, *L'Espace de la noblesse*, *op. cit*., pp. 133-134.
[357] Lucie Aubrac [1984], *Ils partiront dans l'ivresse. Lyon, mai 1943 – Londres, février 1944*, Paris, Seuil, 1986, p. 127.
[358] Dans une lettre qu'il lui adresse en 1946, Pascal Copeau rappelle à d'Astier « le ″dilettante″ que tu avais jadis la réputation d'être (Lettre de Pascal Copeau à Emmanuel d'Astier, 21 octobre 1946, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie) ».

dilettante, amoureux de la vie et des plaisirs[360] », c'est bien ainsi que le définit affectueusement Pascal Copeau, qui le rencontre pour la première fois en 1937 lorsqu'il devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Vu* pour lequel travaille d'Astier. Le premier regard porté par Copeau sur celui qui deviendra son ami, puis son chef dans la Résistance, est sévère :

> « De prime abord je lui trouvais à peu près tout ce que je n'aimais pas. D'abord il était mal habillé avec ostentation (ce n'est qu'à Londres qu'il apprendra le chic anglais bien fait pour lui). Il était en outre aristocratique avec insolence et, selon les apparences, fainéant comme une couleuvre. Enfin il avait une femme américaine, un chat siamois et un domestique annamite.[361] »

Philippe Lamour, journaliste à *Vu*, se souvient quant à lui d'un « amateur nonchalant, […] toujours disponible, épuisé par sa nuit précédente, bavardant et baillant sa vie sans but apparent[362] ».

Durant l'entre-deux-guerres, d'Astier mène effectivement une existence dans laquelle l'oisiveté tient une place importante. Dès après son départ de la marine, il devient un habitué des lieux de fêtes à la mode de Paris. Il fréquente les cabarets, dancings, boîtes de nuit qui fleurissent alors dans la capitale et qui, au lendemain du premier conflit mondial, incarnent le mythe des « années folles ». L'après-guerre il est vrai, est « faste pour les noctambules. Le Select, la Coupole, Le Bœuf sur le toit deviennent le symbole d'une fête cosmopolite au sein de laquelle de jeunes écrivains sans le sou côtoient des bourgeois cherchant à s'encanailler, des aristocrates d'Europe centrale sortis des romans de Stefan Zweig et de belles Américaines échappées des nouvelles de Scott Fitzgerald. Les rythmes du jazz, du fox-trot ou du charleston se mêlent aux mélodies des Ballets russes, le goût du gin à celui de la vodka et du champagne. Les virées au bordel font partie de la sociabilité de nombreux jeunes hommes de cette génération.[363] » D'Astier écume ce « monde parisien » qui, comme le soulignent Serge Berstein et Pierre Milza, « ne constitue qu'une infime partie de la France, mais [qui] donne le

[359] Pascal Copeau, *Une Vie en cinq ans*, cité *in* Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau (1908-1982). L'histoire préfère les vainqueurs*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 115.
[360] Pascal Copeau, « Hommage à Emmanuel d'Astier », prononcé le lundi 16 juin 1969 sur l'Esplanade de l'Ordre National de la Libération, Hôtel des Invalides (Paris).
[361] Pascal Copeau, *Une Vie en cinq ans*, cité in Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau*, *op. cit*., p. 90.
[362] Philippe Lamour, *Le Cadran solaire*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 205.
[363] Jacques Cantier, *Pierre Drieu La Rochelle*, Paris, Perrin, 2011, p. 87.

ton, fait la mode, crée l'événement et encore une fois fait surgir des pulsions sociales longtemps contenues.[364] » Armé d'« une allure de grand seigneur[365] », d'Astier s'y construit une solide réputation de dandy et de séducteur[366].

Dans son roman *Passages*, il se fait l'ethnographe de ses lieux de fête favoris, Le Bœuf sur le toit et le Grand Écart[367]. Ainsi du Bœuf sur le toit :

> « Pierre Coulet, Booz éveillé, parcourait la Floride auprès de Ruth Reaman, Doucet lisait son journal en plaçant ses doigts aussi carrés que des touchent avec tant d'adresse qu'il en sortait "Bye, bye, black bird", le nègre fendait les âmes avec une sincérité et une vanité enfantine, et Cocteau, pour toute sa vie, posait devant Man Ray. Les tables trichaient pour envahir la piste, on ne dansait plus, au bar les pédérastes préparaient leur nuit, sur les banquettes les hommes cotaient les femmes de zéro à vingt.[368] »

Et du Grand Écart :

> « Cet endroit, sans être proprement sensuel, réduisait l'humanité aux sens. Pas d'erreur : les yeux et les oreilles au travail. Et, profitant de la danse, quelques-uns se touchaient. La parole et la pensée étouffées par l'instrument à vent, les yeux et les oreilles se gorgeaient de sons et d'images inutiles dont les détails tellement agrandis et répétés tournaient à l'obsession. Les poitrines amidonnées des hommes écrasaient des seins et l'œil dénombrait au métronome la jambe, le rein, l'aisselle offerte au bras levé. Gêne secrète : chacun subissait le jury des autres et quelques-uns par leurs visages ou leurs noms transpiraient la gloire trop sûre d'être acquittés et le témoignaient furtivement aux glaces.[369] »

---

[364] Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France contemporaine, Tome I*, *op. cit*., pp. 447-448.

[365] Cf. Madeleine Jacob, *Quarante ans de journalisme*, Paris, Julliard, 1970, p. 342. Journaliste à *Vu*, Madeleine Jacob fait la connaissance d'Emmanuel d'Astier en 1935. Après la Seconde Guerre mondiale, elle travaillera quelques années pour le journal *Libération*, fondé et dirigé par d'Astier.

[366] « Grande allure et grande figure, il avait passé, avant-guerre, pour "le plus bel homme de Paris" (chaque milieu en compte au moins un) » affirme Dominique Desanti. (Dominique Desanti, *1947, l'année où le monde a tremblé*, Paris, Albin Michel, 1976) »

[367] Les deux établissements ont été fondés par Louis Moyses, respectivement en 1922 et 1925. Le Bœuf sur le toit est dans les années 1920 le plus célèbre cabaret de Paris, fréquenté aussi bien par les avant-gardes intellectuelles et artistiques que par des écrivains célèbres, des vedettes du cinéma et de la chanson, des politiciens et des hommes d'affaires. Jean Cocteau en est le grand animateur.

[368] Emmanuel d'Astier, *Passages*, *op. cit*., pp. 117-118.

[369] *Ibid*., pp. 199-200.

Ce vagabondage dans le « monde » parisien lui permet d'acquérir un important capital social, notamment dans le monde des lettres. Il est probable, par exemple, que ce soit par ce biais qu'il fasse la connaissance des écrivains Pierre Drieu La Rochelle et Jacques Rigaut, qui sont ses proches amis à partir de 1926. Drieu et Rigaut, eux-mêmes amis intimes[370], fréquentent assidûment les cabarets et maisons closes parisiens en compagnie des membres du groupe surréaliste dont ils sont proches[371]. Drieu se décrit lui-même en 1922 comme « partagé entre une philosophie conservatrice et des mœurs décadentes[372] ». Quant à Rigaut, il mène une vie parfaitement dissolue, largement accaparée par des addictions à la cocaïne et à l'héroïne. Tous deux plus âgés que d'Astier de quelques années[373], anciens combattants de la Grande Guerre, ayant déjà acquis une certaine notoriété littéraire, ils exercent sur lui une influence importante, à la fois sur le plan littéraire et sur le plan du mode de vie[374]. D'Astier partage notamment avec Rigaut le goût de l'opium.

La fréquentation du Bœuf sur le toit et du Grand Écart lui permet de faire également la connaissance de Jean Cocteau, du poète Léon-Paul Fargue[375], de la romancière et poétesse Anna de Noailles, du compositeur Georges Auric, du peintre Jean Hugo, du photographe surréaliste Man Ray. De proche en proche, Emmanuel d'Astier se trouve lié à toute une élite parisienne noctambule aux mœurs libérales. Son réseau de sociabilité ne se réduit pas, d'ailleurs, à des intellectuels et des artistes – certes majoritaires – mais comprend aussi quelques personnalités issues du monde des affaires et du champ politique. Par l'intermédiaire de Drieu notamment, il se lie au typographe Charles Peignot, au fortuné agent de change Philippe Clément, connaît le politicien radical Gaston Bergery[376] ainsi que le journaliste et écrivain Emmanuel Berl. C'est donc une élite plurielle par ses appartenances professionnelles

[370] Drieu a fait de Rigaut le personnage principal d'une nouvelle, *La Valise vide* (publié dans le recueil *Plainte contre inconnu*, Paris, Gallimard, 1924), et d'un roman, *Le Feu follet* (Paris, Gallimard, 1931). Il lui a en outre consacré un court texte, *Adieu à Gonzague* (publié en 1964 lors de la réédition du *Feu follet*).

[371] Drieu fréquente assidûment le groupe surréaliste, sans y être parfaitement intégré, jusqu'en 1925 et sa rupture avec Louis Aragon auquel il était auparavant très lié. Quant à Rigaut, ses rapports sont plus intermittents avec le groupe. Il est toutefois considéré comme surréaliste par Breton et Soupault.

[372] Jacques Cantier, *Pierre Drieu La Rochelle*, *op. cit*., pp. 103-104.

[373] Drieu est né en 1893, Rigaut en 1898. Les deux hommes se suicideront ; Rigaut en 1929, Drieu en 1945, après avoir été l'une des têtes d'affiche de la Collaboration littéraire.

[374] « L'un des premiers visages qui se lèvent pour moi, à ces débuts, vers 1926-27, avant que j'aie écrit sous ma signature mon premier livre, est celui de Drieu La Rochelle, qui a beaucoup marqué ma jeunesse, que j'ai beaucoup admiré, et que j'admire encore bien que nous ayons été, de 1938 à 1944, dans des camps tout à fait opposés. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 51) »

[375] « Il aimait, il admirait beaucoup Fargue, il le connaissait, il le voyait au Bœuf sur le Toit – Fargue fréquentait le Bœuf sur le Toit. (Entretien enregistré avec Jérôme d'Astier de La Vigerie, Paris, 9 octobre 2012) »

[376] Député à partir de 1928, proche sans toutefois en être membre des « Jeunes Turcs » du Parti radical, pionnier du combat antifasciste en France, Bergery soutiendra pourtant le régime de Vichy, dont il est l'ambassadeur d'abord à Moscou, puis à Ankara (Cf. Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 1986). En 1927, Bergery épouse Louba Krassine dont il divorce l'année suivante. Louba Krassine épousera Emmanuel d'Astier en 1947.

mais unie par des pratiques communes qu'il fréquente[377]. Comme résume Michel-Antoine Burnier, « il connaissait énormément de gens parce qu'il avait trainé. […] il menait une vie d'une immense liberté. L'opium lui prenait 20% de son temps et le reste du temps il trainassait et levait des filles.[378] »

3.2. Disposition non-conformiste et ethos contestataire

Durant ces années, d'Astier vit une somme d'expériences en décalage avec les normes sociales dominantes – en décalage notamment avec les normes comportementales et éthiques de son groupe social d'origine – au travers desquelles se consolide l'intériorisation, amorcée antérieurement lors de sa carrière d'officier de marine, d'une *disposition non-conformiste*. On peut définir cette disposition comme la propension à ne pas se plier aux règles, normes et injonctions de l'ordre établi et, corrélativement, comme une appétence pour les pratiques et les groupes alternatifs. Au fondement de cette disposition non-conformiste se trouve une *disposition critique* ou *subversive* comme « *propension à contester* un ordre social quelconque ou l'un de ses aspects, dès lors qu'il apparaît illégitime et injuste[379] ». La forme première de la disposition non-conformiste se forge sans doute souvent dans, ou plutôt en rapport avec le groupe familial, en particulier lorsque la famille est un relais plus ou moins fidèle de l'ordre social dominant. Elle est alors, sinon rupture totale, du moins prise de distance avec l'ordre familial – qui est l'ordre social primitif auquel l'individu est confronté et auquel il doit se conformer – et notamment avec les investissements sociaux que cet ordre s'efforce d'instituer en objets de désirs. Si l'on admet, avec Bourdieu, que l'un des principaux moteurs de l'investissement de l'individu dans l'un des jeux que propose le monde social est la *recherche de la reconnaissance*[380], si l'on admet également que « l'investissement primordial ou, en quelque sorte, originaire dans le champ social prend la forme d'un investissement affectif dans le groupe domestique[381] », alors il faut reconnaître l'incapacité de la famille à dispenser les rétributions symboliques élémentaires (la reconnaissance) que

[377] Qu'ils s'inscrivent dans l'un de ses sous-espaces dominés (champ littéraire, champ artistique) ou l'un de ses sous-espaces dominants (champs économique, champ politique), l'essentiel des hommes et des femmes que d'Astier côtoie ont pour point commun d'occuper des positions dominantes dans l'espace social global.

[378] Entretien enregistré avec Michel-Antoine Burnier, Reignier, 10 août 2011.

[379] Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012, p. 187.

[380] Cf. Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., pp. 237-242.

[381] Pierre Bourdieu*, Sociologie générale*, vol. 1, *Cours au Collège de France (1981-1983)*, Paris, Seuil, 2015, p. 319.

l'individu recherche comme l'un des premiers facteurs pouvant causer un froissement de son adhésion originaire à l'ordre social qu'elle impose et le conduire à l'adoption de comportements « déviants » qui vont favoriser l'intériorisation progressive d'une disposition non-conformiste (potentiellement transférable à tous les objets sociaux assimilables à cet ordre). Ne plus croire en la légitimité d'un ordre social, en premier lieu parce que les institutions qui l'incarnent n'accordent pas les rétributions attendues en échange de la docilité qu'il réclame, est une caractéristique essentielle de la disposition non-conformiste.

Pour autant, il n'y a là rien de mécanique. La frustration symbolique ressentie par un individu[382] reste sans effet s'il n'entre jamais en contact avec des agents le socialisant à des formes de vie et des modes de pensée alternatifs ; bref, s'il ne vit jamais aucune expérience susceptible à la fois de lui inculquer l'idée de la contingence de cet ordre social auquel il est soumis et de l'habituer à un ordre social de substitution, régi par d'autres lois, d'autres normes, d'autres valeurs, d'autres croyances. L'inscription de l'individu dans des groupes ou réseaux de sociabilité dont les membres manifestent des comportements non-conformistes, mais aussi valorisent, voire revendiquent l'anticonformisme, est une étape (quasi) nécessaire de l'intériorisation d'une telle disposition. Cet ancrage sociable est seul à même de convertir une série désarticulée de comportements désajustés aux normes établies en une éthique non-conformiste – s'appuyant sur un codage positif et valorisant du non-conformisme, de l'originalité, voire de la marginalité – capable de soutenir une ligne de conduite durable[383]. En dernière analyse, la disposition non-conformiste ne se réduit pas à la propension de l'acteur à adopter des comportements subversifs mais tend à s'accompagner d'une appétence pour la subversion[384]. La disposition non-conformiste est ainsi adossée à un *ethos de la contestation*.

La disposition non-conformiste que possède d'Astier s'enracine dans les logiques (précédemment décrites) qui conditionnent son refus des projets familiaux à son égard. Son expérience d'officier de marine constitue une étape décisive de son intériorisation car il est initié par d'autres (collègues officiers, petites alliées) à des pratiques déviantes (comme

[382] Frustration symbolique qui n'est qu'une des préconditions possibles, donc non-exclusive et non nécessaire, de l'intériorisation d'une disposition non-conformiste. On peut d'ailleurs envisager, songeant aux travaux de Becker sur la déviance (*Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985), que dans certaines cas le non-conformisme d'un individu puisse n'avoir aucune cause préalable à l'adoption de comportements non-conformistes et l'intégration de groupes se définissant comme tels.

[383] Comme l'observe Becker (*Ibid*., p. 61), la « plupart des groupes déviants ont un système d'autojustification (une ″idéologie″) […]. De tels systèmes contribuent certes, […] à neutraliser les restes d'attitudes conformistes que les déviants peuvent éprouver à l'égard de leur propre comportement ; mais ils remplissent encore une autre fonction : ils fournissent à l'individu des raisons solides, à ses yeux, de maintenir une ligne de conduite dans laquelle il s'est engagé. Une personne qui peut dissiper ses propres doutes en adoptant un système de justification s'installe dans une forme de déviance plus réfléchie et plus cohérente. »

[384] « Les systèmes de justification des groupes déviants comportent tendanciellement une récusation globale des normes morales conventionnelles, des institutions officielles et plus généralement de tout l'univers des conventions ordinaires. (*Ibid*., p. 62) »

l'opium) qui d'une part compensent au quotidien le désintérêt qu'il éprouve pour son métier, d'autre part renforce, en traçant les contours d'une voie alternative, son rejet d'une carrière qui ne peut satisfaire ses aspirations. Parti de la marine, c'est cette voie qu'il continue d'emprunter.

Durant l'entre-deux-guerres, le style de vie de d'Astier se révèle très éloigné des schémas sociaux conventionnels. Il n'est pas utile de revenir avec trop d'insistance sur sa consommation d'opium qui, si elle n'est pas rare dans les milieux intellectuels à cette époque[385], demeure à l'égard des normes établies, une déviance. Notons seulement que, si l'on en croit le témoignage de Pascal Copeau, d'Astier est peu discret sur son addiction[386] : « tout Paris savait car il ne se cachait guère[387] ». Ne revenons pas non plus trop longuement sur ses pratiques noctambules, son goût pour le libertinage sexuel, pour les lieux de plaisirs parisiens et ses multiples excès, pour ce que d'aucuns qualifieraient de « débauche », et qui tranchent nettement avec la « grande rigueur morale[388] » de son milieu social d'origine. D'Astier, d'une manière générale, ne remplit pas les critères qui assurent d'ordinaire la respectabilité, l'honorabilité sociale d'un aristocrate ou d'un grand bourgeois. Sans situation professionnelle (ou statutaire) ni condition matérielle stables, sans carrière, il ne respecte pas non plus les conventions en matière de vie conjugale. S'il se marie en 1931, c'est avec une Américaine qui n'appartient pas à l'aristocratie. C'est ainsi un mariage exogame, et donc mal considéré pour cela, qu'il contracte. Quelques années plus tôt, en 1920, ses parents avaient déjà fort peu apprécié le mariage de son frère Henri avec une infirmière d'extraction roturière[389]. Double faute pour d'Astier, son épouse est divorcée d'une première union, ce qui est contraire aux injonctions de l'Église catholique. Il mène en outre une vie de couple peu conventionnelle qui ne débouche pas sur la fondation d'une famille et qui se réduit bien vite à une simple cohabitation, les deux époux menant chacun une existence indépendante l'une de l'autre.

Le style de vie objectivement non-conventionnel (vis-à-vis de son milieu d'origine) de d'Astier s'adosse, sur le plan subjectif, à une éthique non-conformiste. L'idée de s'arracher aux contraintes familiales et sociales, de se soustraire aux injonctions morales établies est

[385] Jean Cocteau est peut-être l'écrivain français dont le nom reste le plus associé à cette drogue, mais nombreux sont ceux qui, comme Rigaut, Kessel, Malraux ou Vailland fument.

[386] Sa consommation d'opium lui vaut d'ailleurs un procès en 1939. Jugé en compagnie de 58 autres personnes devant la 10ème chambre correctionnelle de Paris, son nom est le premier cité de la liste (qui n'est pas classé par ordre alphabétique) des prévenus que rend publique le journal *Le Populaire* (Cf. « Les 58 intoxiqués à la 10ème chambre », *Le Populaire*, 18 juillet 1939).

[387] Pascal Copeau, *Une Vie en cinq ans*, cité *in* Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau*, *op. cit*., p. 115.

[388] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 31.

[389] Jean-Pierre Jobelot, *Henri d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 32.

érigée par lui en valeur, voire en précepte de vie. Ses amitiés pour Pierre Drieu La Rochelle et Jacques Rigaut reposent d'ailleurs en partie sur le fait qu'ils lui renvoient l'image qu'il est possible de vivre à rebours des conventions. Il dit ainsi à propos de Drieu :

> « Il m'impressionnait parce qu'il avait une notion de liberté dans la vie qui me paraissait très grande. Liberté à l'égard de la société, des conventions, à l'égard même des surréalistes dont il redoutait le conventionnel.[390] »

Drieu demeure cependant, selon lui, plus « bourgeois » que Jacques Rigaut.

> « Licencieux en matière de femme et pour l'alcool Drieu est assez conformiste dans certaines matières sociales et intellectuelles. Il s'irrite du goût que Rigaut et moi-même avons pour l'opium, contre lequel il a un préjugé bourgeois. Il est souvent en délicatesse avec les surréalistes et fait son chemin assez seul. Il s'agace de la gratuité surréaliste de Jacques Rigaut, qu'il prend pour un vide, le suicide de celui-ci le bouleverse et l'exaspère. Il est pourtant capable de tous les jeux et de toutes les fantaisies. […] Je lui apparais sans doute comme l'homme incapable de se réaliser car il est enlisé dans l'évasion de l'opium.[391] »

Si Drieu conserve des stigmates de son éducation bourgeoise, Rigaut professe de son côté une contestation absolue, proche du nihilisme, de l'existence ordinaire. La révolte totale qu'exprime la vie de Rigaut – en laquelle André Breton verra après son suicide la réalisation pratique du surréalisme[392] – contribue à la fascination qu'il exerce sur d'Astier.

> « Jacques Rigaut m'a beaucoup impressionné : un extraordinaire surréaliste, ami et disciple de Breton. Là encore tout prenait l'aspect d'une révolte ; je me rappelle que ma première brouille avec Rigaut est venue de la publication de mon roman. Un vrai

[390] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 54.

[391] Brouillon d'une lettre d'Emmanuel d'Astier à Frédéric Grover, 28 août 1961, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie.

[392] Cf. Dominique Desanti, *Drieu La Rochelle. Du dandy au nazi*, Paris, Flammarion, 1978, p. 169. Philippe Soupault émet un avis semblable : « Ce suicidaire avait une vitalité contagieuse. Il était beau, bien plus que Drieu ne le dit. Avec lui, chaque minute prenait cette force que donne la certitude cachée de savoir mettre fin à sa vie sitôt qu'elle ne vaudra plus d'être vécue. La postérité, c'est vrai, jugera les surréalistes sur leurs œuvres. Pour nous, ce fut notre vie. Pour nous Jacques Rigaut fut alors – les actes importants plus que les écrits – l'un de nous, à part entière. (Philippe Soupault cité par Dominique Desanti, *Ibid*., p.174) »

> surréaliste, disait-il, ne doit pas publier un roman. C'est un prestidigitateur qui à l'occasion se sert des mots… mais pas deux cent pages alignées.[393] »

Le rejet des règles sociales que partagent les deux hommes peut se muer, à l'occasion, en une recherche délibérée de la déviance. Ainsi tentent-ils un jour une expérience homosexuelle qui se termine en « éclat de rires ». L'anecdote est rapportée par le fils aîné d'Emmanuel d'Astier, Christophe.

> « Ah oui, Jacques Rigaut, oui, oui, puisqu'il racontait qu'ils ont tenté une expérience homosexuelle qui s'est terminée dans un énorme éclat de rires, c'est-à-dire qu'ils ont été proches au point de tenter une expérience homosexuelle et que ça s'est terminée en eau de boudin parce que tous les deux sont partis d'un éclat de rires, enfin que ça s'est terminée en vaudeville voilà. Et donc ils étaient très proches, oui. [394] »

Très marqué par son influence, d'Astier fait de Rigaut, sous le nom de Jacques Caron, l'un des personnages principaux de son roman *Le Miel et l'absinthe*. Or d'Astier insiste sur la forte dimension autobiographique de ce roman, ce qui en fait un matériau utile pour approcher ce que représente Rigaut pour lui.

> « Mon livre préféré, dans mon œuvre, est un livre qui n'a pas eu de succès mais qui traduit réellement ma nature. Il s'appelle : *Le Miel et l'absinthe*. C'est une transposition de ma vie privée : incapable d'affabuler, je me suis dédoublé… C'est ce que j'aurais été si je n'avais pas rencontré mon chemin de Damas de la résistance qui m'a voué à la vie publique, si j'étais resté un épicier, un employé, un fabricant de livres, retiré dans son emploi et son bonheur. J'ai fait s'affronter les deux personnages, le d'Astier d'aujourd'hui et le personnage que j'étais avant 1940, s'il avait subsisté tel quel pour n'avoir pas découvert la nécessité de la fraternité des hommes et d'une action publique qui porte cette fraternité. C'est le livre qui m'est le plus cher. [395] »

[393] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 53.
[394] Entretien enregistré avec Christophe d'Astier de La Vigerie, Paris, 24 janvier 2011.
[395] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 53.pp. 172-173.

Dans *Le Miel et l'absinthe*, Rigaut/Caron est décrit comme un révolté à « l'excentricité tranquille[396] » et à la « vie dissolue[397] ». Il joue auprès d'Antoine Venaissin, double littéraire de d'Astier, le rôle d'aîné l'initiant à l'épreuve de la « liberté ».

> « Sous l'égide de son nouveau compagnon, Antoine avait appris à distinguer le bon théâtre du mauvais théâtre, le bon salon du mauvais salon, et que les bons n'étaient pas forcément ceux où l'on trouvait du plaisir. Il avait appris qu'il y a cent femmes qui comptent à Paris, qu'elles soient laides ou belles, qu'Anatole France sentait le cadavre, qu'il vaut mieux collectionner les boîtes d'allumettes que les timbres-poste. Aux côtés de Jacques, Antoine se sentait un ″fils du ciel″, un de ces hommes libres qui ne subissent ni les conventions, ni la mode, qui la font et la défont au gré de leur hardiesse et de leur générosité.[398] »

Ces lignes expriment bien le système de valeurs intériorisé par d'Astier au cours de ces années, au contact de personnalités telles que Rigaut. En parvenant à échapper aux pesanteurs de la société légitime, il accède en quelque sorte à une nouvelle aristocratie, celle des (rares) individus capables, par leur « hardiesse » et leur « générosité », de tracer une voie qui leur soit propre et d'accéder ainsi à la « liberté ».

Ses rapports avec le surréalisme semblent être eux aussi en partie dictés par cette appétence pour la subversion des conventions établies. On ne sait exactement dans quelle mesure il fréquente les surréalistes. Connaît-il autrement que de nom Breton, Aragon, Soupault, Éluard, qui ont quitté depuis peu le Sans Pareil lorsque lui y fait ses débuts[399] ? Il est possible qu'il les rencontre par l'intermédiaire de Rigaut, moins par celui de Drieu qui a pris ses distances avec le groupe en 1925. On ne dispose pas d'informations tangibles. Reste que rétrospectivement, d'Astier mentionne le surréalisme comme une référence qui s'impose à lui dans les années 1920.

> « J'étais un auteur d'avant-garde et je frôlais, je fricotais avec les surréalistes. Je me croyais surréaliste et j'admirais beaucoup le surréalisme et mon éditeur était le Sans

[396] Emmanuel d'Astier, *Le Miel et l'absinthe*, *op*. cit., p. 69.
[397] *Ibid*., p. 85.
[398] *Ibid*., p. 70.
[399] « Le Sans Pareil était une maison d'édition avenue Kléber, qui éditait les surréalistes. J'étais en queue de file, un petit inconnu, j'entendais les grands noms d'alors : Philippe Soupault, Éluard, Aragon, Breton, tous publiés par le Sans Pareil. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 44) »

> Pareil, qui éditait à ce moment-là Éluard, Soupault, Breton, tout le monde, tout le beau monde surréaliste. J'étais en bonne compagnie.[400] »

L'admiration dont il est ici question est-elle d'ordre littéraire ? La citation le suggère. Et pourtant, l'œuvre littéraire de d'Astier est assez éloignée des formes stylistiques novatrices promues par les surréalistes. Le genre romanesque qu'il privilégie est par exemple condamné par ces-derniers, au profit de la poésie. On se souvient que la publication de son premier roman avait été l'objet d'une dispute avec Jacques Rigaut[401]. En vérité, le surréalisme ne semble pas avoir exercé une influence profonde, en tout cas nettement lisible, sur la création littéraire de d'Astier. Son fils cadet, Jérôme d'Astier, qui est écrivain et professeur de Lettres, s'en étonne d'ailleurs aujourd'hui.

> « En fait, c'était [le surréalisme] des rencontres : le Bœuf sur le Toit, l'amitié avec Rigaut, etc., mais c'était pas une influence littéraire. Il était marqué par des auteurs un peu désuets déjà, des gens comme Paul-Jean Toulet, etc., des auteurs qui sont maintenant oubliés et qui étaient beaucoup moins novateurs que les surréalistes. Ça ne l'a pas vraiment nourri d'un point de vue littéraire le surréalisme. C'est curieux d'ailleurs. […] *La Douleur sur les tréteaux* est un roman d'une veine un peu néo-symboliste, d'un goût très daté pour les surréalistes, vraiment désuet. [402] »

Son admiration pour le surréalisme est-elle alors davantage relative à ses discours et pratiques contestataires ? En tant que mouvement de révolte totale à l'égard de la société bourgeoise, révolte « contre l'ordre et la littérature établis, contre tout ce qui entrave la liberté humaine, patrie, famille, religion, morale, asiles d'aliénés, impérialisme de la logique…[403] », en tant que revendication d'une aspiration à « vivre *autrement*[404] », le surréalisme a tout pour le séduire. Et c'est probablement à ce surréalisme-là qu'il fait référence lorsqu'il proclame que Rigaut, dont l'œuvre littéraire est somme toute très réduite[405], fut « le plus grand surréaliste que le monde ait connu[406] ».

[400] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[401] Dans les années 1920, René Crevel est le seul parmi les surréalistes à publier des romans.
[402] Entretien enregistré avec Jérôme d'Astier de La Vigerie, Paris, 9 octobre 2012.
[403] Michel Winock [1997], *Le Siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, coll. « Points – Essai », 1999, pp. 219-220.
[404] *Ibid*., p. 220.
[405] De son vivant, Rigaut publie moins d'une dizaine de textes, dont le *Roman d'un jeune homme pauvre* dans la revue *Littérature*. Quelques autres textes, fragmentaires comme les précédents, paraîtront *post mortem*.
[406] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.

La représentation la plus fidèle du rapport de d'Astier au surréalisme réside peut-être dans quelques lignes de son roman *Le Miel et l'absinthe*. Là, Antoine Venaissin y caresse le désir de s'intégrer à la « secte » surréaliste précisément pour la liberté, aussi bien sur le plan du langage que sur celui des mœurs, qu'elle lui paraît incarner.

> « L'avant-garde était le surréalisme. Il se voulait surréaliste sans savoir au juste ce que c'était. Il y voyait la fin des contraintes. Il pouvait y concilier les contraires. Le langage, les habitudes secrètes, que l'on forgeait à sa guise, vous mettaient en-deçà des autres, hors du jugement, avec des âmes de chemineaux ou d'enfants. Antoine rêvait d'entrer dans la petite secte, bien qu'il fût trop timide et trop orgueilleux pour s'imposer.[407] »

La fréquentation régulière (et affectivement chargée), durant ces années 1920 et 1930, de Drieu La Rochelle, de Rigaut, mais aussi, plus largement, de groupes ayant la caractéristique d'entretenir un rapport contestataire au monde[408], marque fortement l'expérience biographique de d'Astier. Elle constitue pour lui une socialisation au non-conformisme en tant que subversion des règles de la société légitime – socialisation de renforcement dans la mesure où il avait déjà expérimenté antérieurement des comportements « déviants ». Elle renforce surtout son apprentissage d'une éthique, voire d'une idéologie non-conformiste qui donne sens à son expérience pratique du non-conformisme. Cette éthique fonctionne notamment comme système d'autojustification lui permettant de rationaliser ses pratiques et de résister subjectivement à leur sanction sociale. Elle est parallèlement une manière de se valoriser et de se relégitimer symboliquement. Elle permet à d'Astier, dont les désirs de reconnaissance publique ne sont pas satisfaits, de réaliser par une voie détournée son aspiration à l'exceptionnalité en établissant une frontière séparant le commun des hommes qui se plient aux injonctions de l'ordre établi, de l'« élite » des affranchis qui parviennent à les transgresser.

En définitive, le non-conformisme de d'Astier exprime, en même temps qu'il l'accroît, sa distance avec son milieu social d'origine.

> « Les ordres établis ne m'intéressaient pas. Cela marque toute cette période de ma vie. Eux, l'ordre établi les intéressait. Le monarchisme de mon frère correspondait à une

[407] Emmanuel d'Astier, *Le Miel et l'absinthe*, *op. cit*., p. 69.
[408] Rapport qui ne se traduit pas nécessairement en termes proprement politiques.

> conception de l'ordre établi, dans le cadre de la religion, des rapports de classes. Même chose pour mon frère aîné, qui aurait eu plutôt le tempérament d'un radical.[409] »

Mais il traduit aussi, paradoxalement, sa conformité sur le plan des manières de se situer dans le monde. Parce que sa révolte se veut avant-gardiste et élitiste, elle n'est en un sens que la conversion à d'autres objets sociaux, l'investissement dans d'autres régions de l'espace social des mêmes dispositions aristocratiques qu'il a précocement intériorisées.

3.3. Les enjeux stratégiques de la présentation de soi

Le thème de la révolte est omniprésent dans les discours autobiographiques de d'Astier. Lui qui systématiquement structure l'intrigue des récits[410] qu'il fait de son existence autour de la rupture que représente la Résistance, fait de celle-ci le fil conducteur de ce qu'il nomme ses « deux vies » : « dans mes deux vies, à un niveau différent, les moments que ma mémoire choisit témoignent d'une remise en cause, d'une contestation sociale, d'un refus du catéchisme des bonne mœurs[411] ». Ainsi aime-t-il à se définir dans l'entre-deux-guerres comme un « anarchiste » : « j'étais un révolté anarchiste qui n'aimait pas la société telle qu'il la voyait[412] ». Bien sûr, le sociologue doit questionner cette présentation de soi. Dans quelle mesure ne participe-t-elle pas d'une réinterprétation rétrospective ? Comme le souligne très justement Annie Collovald, « toutes les identités publiques sont des identités construites[413] ». Or, il ne fait pas de doute que l'image ainsi renvoyée répond à des enjeux identitaires et stratégiques particuliers. La dimension publique des discours de d'Astier renforce d'abord l'incitation, inhérente à la logique même du récit autobiographique, à dégager une sorte d'invariant de son itinéraire. Le monde social en effet, « tend à identifier la normalité avec l'identité entendue comme constance à soi-même d'un être responsable, c'est-à-dire prévisible ou, à tout le moins, intelligible[414] ». Mettre en évidence un tel invariant, une telle constance procure ainsi à l'autobiographe un « profit de cohérence[415] », qui est peut-être d'autant plus

[409] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 69.
[410] Sur la « mise en intrigue » de sa vie que constitue un récit autobiographique, voir Paul Ricœur, *Temps et récit. I. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983.
[411] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 22.
[412] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[413] Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 73, juin 1988, pp. 29-40, p. 40.
[414] Pierre Bourdieu, « L'Illusion biographique », art. cit., p. 70.
[415] *Ibid*., p. 69.

profitable que celui-ci est un personnage public. La révolte, la contestation, l'anticonformisme remplissent cette fonction dans le cas de d'Astier. Mais ils jouent aussi un autre rôle, plus directement lié à sa carrière et son engagement politiques à (l'extrême) gauche après la Seconde Guerre mondiale. Produire une représentation de lui-même comme éternel révolté, insoumis « de nature », fils de famille en rupture de ban apparaît en particulier comme un moyen de se rendre acceptable au sein du Parti communiste, parti ouvriériste dans lequel il a tout, en tant qu'aristocrate portant un nom à double particule, pour être perçu comme un ennemi de classe et susciter la suspicion. Mettre en avant la constance de son esprit critique et contestataire rend intelligible, rationnalise et légitime son engagement.

Ces logiques du travail autobiographique ont pour effet, sinon de naturaliser, du moins de fixer le non-conformisme de d'Astier, comme s'il s'agissait d'une propriété permanente (et immanente) de son être. Elles ne le créent pas pour autant de toute pièce. Si elles l'accentuent sans doute, lui donnant une systématicité et une conscience qu'il n'avait peut-être pas, le style de vie de d'Astier, ses relations interpersonnelles ainsi que, nous allons le voir, le contenu de ses romans des années 1920, démontrent l'intériorisation bien réelle d'une disposition non-conformiste.

4. Ce que ses romans nous disent de d'Astier

Les deux romans qu'il publie dans les années 1920 constituent un efficace instrument d'observation d'Emmanuel d'Astier lui-même. Non pas seulement qu'ils soient en grande partie autobiographiques, comme d'Astier l'a plusieurs fois affirmé, mais que l'on y lit d'une façon somme toute assez explicite l'« expression des questions que ses expériences sociales et sa situation existentielle l'ont amené à se poser[416] ». Dans chacun de ses deux romans, par l'intermédiaire d'un personnage principal sur lequel porte exclusivement le récit, d'Astier se prend lui-même pour objet, s'efforçant d'objectiver ses désirs et d'exorciser ce qui se présente à lui comme un problème, voire une souffrance ; à savoir une existence indolente lui paraissant stérile et, *in fine*, terriblement ennuyeuse.

[416] En ce sens, observe Bernard Lahire, car elle porte nécessairement les traces de son créateur, toute œuvre littéraire (ou autre) est pour partie autobiographique. Cf. Bernard Lahire, « *Auctor in opere suo* : problématique existentielle, problématique littéraire », art. cit., p. 13.

4.1. Des héros indéterminés et sans but

Dans *La Douleur sur les tréteaux* comme dans *Passages*, le héros (nommé chaque fois Pierre Coulet) se présente comme un être désœuvré et indéterminé, ne sachant choisir entre les différentes voies qui s'offrent à lui et de ce fait errant dans le monde sans but clairement fixé.

Dans *La Douleur sur les tréteaux*, Pierre Coulet travaille mais l'on ne sait rien de son emploi. Le récit est centré sur son addiction à l'opium, ses méditations sur le sentiment amoureux, sa tendance compulsive à l'autoanalyse et son incapacité à choisir.

> « Ai-je un passé ? – je puis enfin en parler, il est presque aboli – je n'ai cherché que le plaisir et l'aventure, et chaque fois que le plaisir semblait se changer en bonheur ou l'aventure en vie j'avais peur, peur en choisissant un bonheur, une vie d'en anéantir mille autres possibles aussi.[417] »
>
> « J'ai bâclé ainsi quatre années de jeunesse, m'adonnant à tous les plaisirs sans oser en épuiser un seul de peur de négliger les autres.[418] »

On a affaire à un personnage torturé par des questionnements existentiels, l'absence de finalité de son existence et la recherche éperdue d'un but. Dans le roman, il lui semble un temps trouver celui-ci dans l'accompagnement de la maladie de sa maîtresse :

> « il avait un but maintenant, l'adoucissement aux peines de Jeanne. À lui qui errait, essayant en vain de vaincre le mensonge qui donnait à ses jours l'apparence d'un bonheur dont il était prisonnier pour l'avoir choisi et qui ne lui permettait plus d'en chercher d'autre, à lui qui errait ainsi, la maladie avait ouvert une voie dont la simplicité tragique apaisait son âme…[419] »

La souffrance intérieure de Pierre Coulet est d'autant plus grande qu'il considère être né pour réaliser des choses remarquables. Mais rendu incapable par son indécision de ne s'engager vraiment dans rien et donc de ne rien accomplir, son existence ne lui en paraît que plus vaine.

[417] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 25.
[418] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 83.
[419] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 21.

> « mon esprit avait été formé de telle manière qu'il appelait les grandeurs de la vie, grands bonheurs, grandes douleurs, grandes ambitions… grandes et admirables voies dont une seule peut occuper l'âme toute entière. Mais la peur de choisir éparpillait mes forces dans tous les sens et je m'adonnais à toutes sortes de plaisirs amers qui confinaient souvent à un ennui profond. J'appelais avec ardeur – et tout en la craignant – l'aventure qui engagerait ma vie et me révélerait à moi-même.[420] »

Le Pierre Coulet de *Passages* manifeste des propriétés comparables. Il est décrit comme un « amateur de femmes[421] » au « tempérament désordonné[422] », « empêtré dans un métier d'homme de lettres dont il ne sait démêler son existence[423] », ne sachant que « regarder l'existence sans y prendre part, et figé par des accès de paresse physique et d'analyse intérieure[424] », « microscope attentif tourné vers lui-même[425] ». Dilettante oisif écumant le Paris mondain, l'essentiel de son temps est consacré à la séduction des femmes, à de longues observations de ses sentiments et désirs, à de vaines réflexions sur l'amour. Les lignes qui closent l'une des dernières scènes du roman – Pierre est tenté de séduire une femme mais finalement se ravise – est un bon résumé et de l'existence menée par le personnage, tandis qu'affleure la conscience fugace de sa futilité :

> « Cependant cette dernière aventure avait été le coup de soleil, et, malgré ses raisons, Pierre poursuivit sa chance toute la nuit dans les bals, les boîtes et les rues, jusqu'à s'endormir vers sept heures sur un banc du boulevard de Courcelles. Il se réveilla au jour, accablé de froid et de mélancolie, et prit le chemin de sa maison.[426] »

[420] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 84.
[421] Emmanuel d'Astier, *Passages*, *op. cit.,* p. 53. « Cousines, putains, aventurières, bourgeoises, quelle tendresse n'avait-il pas pour elles ! Jusqu'à vouloir les laisser toutes, mais n'en perdre complètement aucune. (*Ibid*., p. 143) »
[422] *Ibid*., p. 55.
[423] *Ibid*., p. 16.
[424] *Ibid*., p. 56.
[425] *Ibid*., p. 85.
[426] *Ibid*., pp. 210-211.

4.2. La volonté de gloire

Bien qu'inconstants et apparemment incapables de ne rien concrétiser, les héros de d'Astier ne sont pas, cependant, sans ambition. Bien au contraire, tous deux nourrissent un fort désir de reconnaissance publique. Plus que cela même, ils recherchent la « gloire ». Ainsi le Pierre Coulet de *La Douleur sur les tréteaux* :

> « Quelque joie qu'il trouvât dans le culte de l'art, il ne pouvait à vingt-deux ans éprouver de passion vraiment désintéressée : connaître est une joie qui demande des récompenses et veut porter ses fruits, elle engendra chez Pierre cette nouvelle ambition, celle de créer, peut-être aussi goûter la gloire et cet encens qu'il savait distribuer à ses maîtres avec tant d'ardeur.[427] »
>
> « Vraiment, à certains instants, il enviait toutes les gloires, tous les renoms, tous les succès, toutes les jouissances. La vie lui semblait alors une féérie de music-hall vue du promenoir… Il aurait voulu courir près du plateau, être dans l'avant-scène ou sur la scène, peu lui importait, mais que son nom fût chuchoté ou qu'il fût applaudi…, l'or (il dédaignait pourtant la richesse matérielle, mais elle est une si belle publicité), le talent…, il eût payé alors de bien des années de vie quelques jours d'engouement : voir les hommes vaincus et les femmes conquises… jouir ! jouir ! luxe, danse, beauté, amours, le rire et les larmes, l'applaudissement et le sifflet, n'importe, mais la vie trépidante, ardente et belle. […] il voulait sa Légende.[428] »

Cette gloire, Pierre la veut littéraire. Son ambition ultime est de parvenir à écrire « le livre merveilleux, livre unique », de parvenir à réaliser « le plus grand acte d'héroïsme de l'écrivain » : « livrer aux hommes les plus graves secrets d'une vie intérieure[429] ». Ainsi son orgueil se révolte-t-il un jour à « l'idée qu'il pourrait être surpris par la mort avant d'avoir achevé une œuvre qui préserverait, quelques années peut-être, son nom de l'oubli[430] ».

Le Pierre Coulet de *Passages* est animé du même désir de consécration littéraire :

> « Créer une œuvre qui paraisse aux hommes telle que me paraît ma joie ; et si elle n'est qu'une illusion, donner au moins la même en nombre… Il le faut, il faut qu'en deux mille

[427] Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 14.
[428] *Ibid*., p. 46-47.
[429] *Ibid*., p. 76.
[430] *Ibid*., pp. 43-44.

> vingt-six, un bonhomme se promène avenue de Bois, avec un livre sous le bras, que ce livre soit de Pierre Coulet, qu'il porte un nom, n'importe lequel, mais quel beau nom ! Qu'arrêtant sur son chemin ses amis il leur transfuse la ferveur soudaine où les mots imprimés l'ont jeté et que mille indifférents y trouvent leur corps et leur esprit si proprement décrits que la valeur de leurs souvenirs et de leurs actes se gonfle au centuple…[431] »

Marcher à l'aube dans Paris, près de l'arc de Triomphe, cerné de pierres et monuments prestigieux, stimule ses rêves de grandeur.

> « Pierre ressentait comme une fièvre aiguë toute l'emphase de ce spectacle dont le hasard était si propice à l'effervescence de son esprit. […] Le décor profitant du silence s'enduisait d'éternité. Immobile, Pierre se sentait aussi puissant que la matière ; il participait au miracle, il échappait pour l'instant aux mesures de temps et d'espace, il voyait sa pensée se profiler sur un avenir sans limite aussi bien que l'arc sur le ciel. Vingt secondes. Il secoua l'emphase et déambula l'avenue Kléber : il venait de comprendre qu'il était seul à se voir si grand. Et il riait jaune en attendant de pénétrer par effraction dans la mémoire des hommes.[432] »

Dans les deux romans, les hautes ambitions de Pierre Coulet sont toutefois contrariées par son inconstance et sa paresse qui l'empêchent de mobiliser tout son être en vue de leur satisfaction. La gloire est ainsi pour lui un rêve, pas un projet.

4.3. Vivre à rebours des « conventions »

Les héros de d'Astier sont enfin des non-conformistes qui contestent les normes sociales. Dans *La Douleur sur les tréteaux*, il est dit à plusieurs reprises que Pierre Coulet transgresse et méprise les « conventions mondaines[433] ». L'opium, auquel il s'adonne, contribue à le

[431] Emmanuel d'Astier, *Passages*, *op. cit*., pp. 44-45.
[432] *Ibid*., pp. 46-47.
[433] Pierre cultive « l'amour de la vie artistique et littéraire et le dédain des conventions mondaines (Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, *op. cit*., p. 9) ».

situer dans les marges de la vie sociale. Pierre parle à son propos d'une « divine drogue injustement proscrite[434] ».

> « Opium, bien fait, tu délivres l'âme du poids de la chair, tu distilles les pensées, tu rends vibrant et pur l'amour en le libérant du doute, et tu distribues aux cœurs des surcroîts de tendresse. On te méprise parce qu'on te dit mensonge – mais quelle est la vérité ? Pauvre mot que nous avons inventé pour la vanité de nos sens et de notre esprit. Si la ferveur est le mensonge : béni soit-il : mon amitié plus profonde, mes livres mieux compris, ma maîtresse plus tendrement chérie ne me démentiront pas ! Parce que sans toi j'ai le cœur triste et défiant, dois-je bannir ta joie ? Parce que tu me révèles un nouvel aspect de l'être et de la matière dois-je croire que celui-ci est faux et non celui-là ?... Ce soir, si je goûte la symphonie de la matière qui nous environne, pourquoi serais-je trompé ?[435] »

L'amour, lorsqu'il n'entre pas dans les « cadres rigides » de la société, est un autre élément de rupture avec les conventions. On devine que la mise en couple de Pierre avec Jeanne est réprouvée socialement car cette dernière serait d'une extraction sociale inférieure à la sienne.[436]

> « Pour s'affranchir des conventions du monde, pour courir sa chance de vie sur autre chemin que la grand' route des hommes, il faut être fort, très fort, et la plus grande force de l'homme est la certitude de la vérité : car si l'on part chargé de doutes et de faiblesses, on a bien des chances de ne pas atteindre le but. […] L'amour peut à la rigueur se passer de lois sociales, mais il faut que celui qui le porte ait une foi absolue dans sa vérité : s'il est trompé, tant pis pour lui, il le paiera d'autant plus lourdement qu'il aura négligé les abris et l'aide de la société. C'est une bien triste chose que cette imperfection humaine qui a forcé l'homme à créer des cadres rigides pour aider et soutenir ce sentiment dont les plus belles vertus seraient pourtant la franchise et la liberté… Faiblesse humaines que ces prisons étroites où l'homme enferme son amour de peur que celui-ci, en s'effondrant trop vite, n'engendre trop de désordres. (pp. 85-86) »

[434] « Ce soir deux amis très chers me quittaient, j'aimais l'un pour sa simple loyauté, son franc égoïsme et son bon sens un peu lourd, l'autre pour sa finesse et son ironie dénuée de méchanceté, son amène brusquerie et, surtout, notre commune passion des livres. Tous trois nous avions les mêmes illusions, le même dédain des conventions mondaines, le même attrait pour notre divine drogue injustement proscrite (*Ibid*., p. 17) ».

[435] *Ibid*., p. 12.

[436] La similitude est grande avec ce que d'Astier raconte de sa propre histoire : « J'ai eu à ce moment-là une grande épreuve dans ma vie : la rencontre d'un premier amour. Cette rencontre m'a mal situé socialement. C'était une petite fille très modeste, que je voulais épouser : mes amours devaient toujours finir par le mariage, j'avais garder de bons sentiments. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 40) »

On lit dans ces lignes une représentation très négative des règles et des lois sociales, assimilées à des « prisons étroites ». La société, en ce qu'elle prescrit des normes de conduites, fixe des « cadres » bornant l'action des individus, proscrit les « désordres » à l'ordre qu'elle impose, contribue à enfermer les hommes et à entraver leur « liberté ». La société est perçue ici comme un poids qui écrase la personne, une contrainte qui perturbe son développement et son épanouissement. Dans cet extrait, Pierre Coulet dit très clairement vouloir une vie qui ne soit pas commune, qui, si l'on veut, ne soit pas « normale » dans le sens où elle serait conforme aux normes établies, une vie qui, donc, se détourne de la « grand' route des hommes ». Les pratiques et modes de vie alternatifs sont valorisés par Pierre Coulet en ce qu'ils permettent un franchissement des barrières sociales.

On retrouve un thème similaire dans *Passages* :

> « En vérité, il avait peur. Pour avaler une vie trop certaine et trop unie, il fallait tant de grâces pécuniaires, matérielles et sociales ! Priscilla et lui étaient tous deux des aventuriers à leur manière, aventuriers sans ports et sans richesses, dont l'union devait détruire le fondement de l'aventure, cette frénésie de liberté poussée jusqu'à une merveilleuse incohérence. Déposant leurs seules armes, feinte, parade et fuite, pour s'aimer, ne seraient-ils pas contraints de mendier ou de défendre chaque jour leur place commune dans la société. Libres, leurs fantaisies, leur orgueil et leurs attraits, sources de tant d'aventures possibles, appâtaient le monde, mais unis dans un avenir qui n'était plus que le leur et si bien réglé que les voisins n'avaient plus à rien ménager, cette société les mépriseraient de chercher ses richesses et ses avantages alors qu'elle n'avait plus rien n'à attendre d'eux, et qu'ils n'avaient plus de monnaie d'échange, ayant soufflé leur seul point d'interrogation, leur seule vertu d'aventuriers.[437] »

Le Pierre Coulet de ses romans est une transposition que l'on croît assez juste du d'Astier des années 1920. L'indétermination sociale, l'aspiration à la gloire, la disposition et l'éthique non-conformiste sont des propriétés que l'auteur, sans en avoir peut-être pleinement conscience, met dans ses personnages car il les partage avec lui et qu'en un certain sens, elles le tourmentent. L'indétermination qui confine à l'anomie et qui, parce qu'elle prive les personnages d'une raison d'être socialement reconnue et subjectivement ressentie est source

[437] Emmanuel d'Astier, *Passages*, *op. cit*., pp. 128-129.

de souffrance, est une donnée importante des romans qui renseigne utilement sur d'Astier. Il est probable en effet que le sentiment d'insignifiance de Pierre Coulet, née d'une vocation frustrée à réaliser de « grandes choses », soit en partie partagé par d'Astier, la littérature survenant comme un moyen de s'arracher à lui.

5. Un héritier à histoires

« La transmission du pouvoir entre les générations – dit Bourdieu – représente toujours un moment critique de l'histoire des unités domestiques. Entre autres raisons, parce que la relation d'appropriation réciproque entre le patrimoine matériel, culturel, social et symbolique et les individus biologiques façonnés par et pour l'appropriation se trouve provisoirement en péril. La tendance du patrimoine (et par, là, de toute la structure sociale) à persévérer dans son être ne peut se réaliser que si l'héritage hérite l'héritier, si, par l'intermédiaire notamment de ceux qui en ont provisoirement la charge et qui doivent assurer leur succession, ″le mort (c'est-à-dire la propriété) saisit le vif (c'est-à-dire un propriétaire disposé et apte à hériter)″.[438] » Son rejet de la carrière militaire consacre Emmanuel d'Astier comme « héritier à histoires », héritier refusant l'héritage, c'est-à-dire refusant ce destin familialement conçu comme nécessaire d'être un honnête officier de carrière, bon chrétien[439], gérant sagement ses biens pour « arrondir et bien doter les enfants[440] », améliorant si possible sa position sociale par un mariage heureux ; bref, faisant honneur au nom et à l'esprit de famille. Son départ prématuré de l'armée a engendré une déviation de sa trajectoire sociale, rompant non seulement sa conformation aux attentes et injonctions familiales, mais aussi plus largement avec l'avenir (le plus) probable défini par son extraction sociale.

[438] Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 34.

[439] Illustration de ces injonctions diffuses, cet extrait d'une lettre que lui écrit sa mère le 30 décembre 1920 : « Je veux t'envoyer tous nos tendres vœux pour la nouvelle année. Je te souhaite bien du bonheur, je te voudrais en plus un bon chrétien sérieux et marchant droit dans la vie. Nos prières t'accompagnent. (Lettre de sa mère à Emmanuel d'Astier, 30 décembre 1920, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie) »

[440] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 38.

5.1. Les conditions de l'indétermination sociale

Au moins jusqu'à la seconde moitié des années 1930, moment à partir duquel sa situation sociale objective semble se stabiliser, Emmanuel d'Astier est un être indéterminé, objectivement comme subjectivement. Tout au long de ces années, sa position et son statut social sont mal définis et fluctuants, ce qui se traduit par une oscillation permanente entre oisiveté et travail, par la variété et la multiplicité de ses expériences professionnelles, enfin par une propension à s'orienter vers des professions peu formalisées et donc par conséquent très ouvertes, que ce soit sur le plan du recrutement comme sur celui des manières de les investir.

Cet état d'indétermination est étroitement lié à la « liberté » (paradoxale et provisoire) de sa condition. Emmanuel d'Astier est en effet suffisamment riche à son départ de la marine pour ne pas travailler. Il est dégagé de l'essentiel des contraintes matérielles qui s'imposent à la plupart des individus et qui pèsent très concrètement sur leurs orientations et sur leurs choix. Bien doté sous tous rapports (économique, culturel, relationnel et symbolique), l'espace des possibles qui se présente à lui est alors large et ouvert. Ayant quitté le sentier bien délimité et tracé de la marine, un vaste choix de carrières s'offre à lui entre lesquelles il peut choisir ; et même, un temps, choisir de ne pas choisir. Semblable à l'adolescent bourgeois échappant à la tutelle parentale sans être encore pris par les nécessités de la vie adulte, il est placé dans un état d'« apesanteur sociale[441] ». Son orientation vers le monde des lettres n'est pas, de ce point de vue, anodin car le métier d'écrivain, peu codifié et faiblement objectivé, permet les modes d'investissement les plus variés, des plus intensifs aux plus intermittents, des plus vocationnels au plus amateurs. Comme dit Bourdieu, « c'est parce qu'il est un de ces *lieux incertains* de l'espace social qui offrent des postes mal définis, plutôt à faire que faits et, dans cette mesure même, extrêmement élastiques et peu exigeants, et aussi des avenirs très incertains et extrêmement dispersés (à l'opposé par exemple de la fonction publique ou de l'Université), que le champ littéraire et artistique accueille des agents entre eux très différents par leurs propriétés et leurs dispositions, donc leurs ambitions[442] ». Mais, pour ces mêmes raisons, il est plus particulièrement accordé aux dispositions de ceux qui, comme d'Astier, parce qu'ils sont issus des classes dominantes (et *a fortiori* de familles appartenant depuis plus longtemps à ces classes), sont « assez pourvus d'assurances et de

[441] Cf. Gérard Mauger, *L'Age des classements. Sociologie de la jeunesse*, Paris, Éditions du CNRS, 1998.
[442] Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 371.

sécurités[443] pour refuser de se contenter d'une carrière d'universitaire ou de fonctionnaire et pour affronter les risques de ce métier qui n'en est pas un[444] ».

Indétermination sociale et vocation littéraire

Gisèle Sapiro analyse la formation de la vocation littéraire comme étant souvent corrélée à l'expérience par les écrivains d'une *indétermination identitaire* provenant d'une « déviation » de leur trajectoire sociale. « De tels facteurs de ″déviation″ de la voie tracée par la famille résident dans des situations d'indétermination identitaire liées à la perte d'un parent, une position familiale instable, la place dans la fratrie, l'indétermination de l'identité sexuelle, ou encore des accidents biographiques (problèmes de santé, échec scolaire), qui peuvent modifier l'espace des possibles et contribuer à infléchir le parcours. Ils constituent autant de formes de ″mutilation sociale″ qui changent le sens de la trajectoire, pendant l'enfance ou l'adolescence, et rendent la transmission du capital initial impossible.[445] » Autrement dit, l'indétermination identitaire est la transposition subjective, c'est-à-dire vécue, d'une indétermination sociale objectivement fondée[446]. La piste suggérée est éminemment heuristique. Sapiro toutefois ne l'exploite pas complètement, se bornant à identifier l'indétermination identitaire comme un facteur favorisant le passage d'une pratique occasionnelle de l'écriture à une « pratique régulière exercée sur le mode vocationnel[447] », sans rien dire de ce que cette indétermination fait concrètement aux écrivains, c'est-à-dire comment elle se convertit en un projet de vie littéraire[448].

La notion de *problématique existentielle* développée par Bernard Lahire fournit les moyens de résoudre ce problème. Lahire la définit comme « l'ensemble des éléments qui sont liés à la

[443] Assurances et sécurités qui, pour être d'abord matérielles, se convertissent au cours de la socialisation primaire des individus en dispositions sociales. Parce qu'ils sont élevés dans la sécurité matérielle et socialisés par des agents dont les comportements sont ajustés à cette sécurité, ils intériorisent des dispositions à l'assurance, un sentiment de leur propre force et de leur propre légitimité qui conditionnent leurs attitudes ultérieures (et notamment leur rapport à l'avenir). Ce qui peut très bien les conduire à la déchéance sociale lorsque surviennent des transformations socio-économiques importantes qui menacent leur position et que, par un effet d'hystérésis de dispositions primaires devenues obsolètes, ils ne parviennent pas à s'adapter. Comme le fait remarquer très justement Bourdieu, l'histoire regorge d'« innombrables exemples de ces aristocrates qui, faute de vouloir ou de pouvoir déroger (habitus – de noblesse – oblige), ont laissé leur privilège se convertir en handicap dans la concurrence avec des groupes sociaux moins nantis. (Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., pp. 232-233) »

[444] Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 371.

[445] Gisèle Sapiro, « ″Je n'ai jamais appris à écrire.″ Les conditions de la formation de la vocation d'écrivain », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 168, 2007/3, pp. 12-33, pp. 24-26.

[446] Pierre Bourdieu émettait déjà dans *Les Règles de l'art* une idée semblable, estimant que le champ littéraire est particulièrement attrayant et accueillant « pour tous ceux qui possèdent toutes les propriétés des dominants moins une, ″parents pauvres″ des grandes dynasties bourgeoises, aristocrates ruinés ou en déclin, membres de minorités stigmatisées et rejetées des autres positions dominantes, et en particulier de la haute fonction publique, et que leur identité sociale mal assurée et contradictoire prédispose en quelque sorte à occuper la position contradictoire de dominé parmi les dominants (Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 372) ».

[447] *Ibid*., pp. 14-15.

[448] L'indétermination identitaire n'est exploitée par Gisèle Sapiro que comme déterminant social, comme caractéristique de recrutement de la population.

situation sociale d'un auteur et qui s'impose à lui comme des questions incontournables qui l'obsèdent ou comme des problèmes qu'il a à affronter[449] ». La problématique existentielle est, plus précisément, le fait pour un individu d'être tourmenté par son existence, ce qui produit un certain nombre de questionnements auquel il cherche à répondre. En ce sens, la problématique existentielle permet de comprendre la pulsion expressive de l'écrivain (en particulier de l'écrivain par vocation, pour qui écrire est ressenti comme une nécessité intérieure). C'est bien, en effet, parce qu'il s'interroge (ou, plus justement, parce sa propre personne, les autres et le monde l'interrogent) que l'écrivain (mais c'est tout autant le cas du peintre, du compositeur, du cinéaste, etc.) éprouve le besoin de dire, d'exprimer des choses[450]. Or cette pulsion expressive n'est pas inscrite en lui avant toute expérience. Elle est le produit de sa socialisation, et donc de conditions d'existence particulières. Ainsi, car ils ne vivent pas tous des expériences les amenant à ressentir des malaises, des peurs, des angoisses, des contradictions, etc., si profonds et tenaces qu'ils les obsèdent, tous les individus ne sont pas également disposés à intérioriser une problématique existentielle.

À l'inverse, subir des injonctions contradictoires (de la part, par exemple, de parents issus de milieux sociaux très différents), vivre des situations de décalage (par exemple entre ses attentes sociales subjectives et les possibilités réelles offertes par la structure et/ou sa trajectoire sociales ; ou par le fait de vivre une partie de son existence dans un milieu social dissonant du milieu d'origine), connaître des transformations importantes de ses conditions d'existence, etc., bref, toutes les situations conduisant à « dévier » la trajectoire de l'individu, à perturber la transmission du patrimoine familial, qui font que l'agent n'est pas dans le monde social comme un poisson dans l'eau, sont propices à l'intériorisation d'une problématique existentielle et, à la condition de posséder les dispositions cultivées correspondantes, à nourrir une envie d'écrire, de peindre, de sculpter, de composer, etc. Bernard Lahire montre par exemple que la problématique existentielle (et le besoin d'écrire) de Franz Kafka, fils de transfuge et enfant d'un mariage exogame, prend nœud dans des conditions de socialisation primaire rendant impossible au futur écrivain d'hériter l'héritage paternel et dans l'intériorisation d'une « structure psychique clivée ou double, le conflit ou le combat intérieur entre points de vue ou tendance contradictoires[451] ».

Cette liberté de condition, qui n'est pas autre chose que la sécurité matérielle, est néanmoins fragile. La dégradation de la conjoncture monétaire dans les années 1920 (puis de

[449] Bernard Lahire, *Franz Kafka*, *op. cit*., p. 81.

[450] « On peut dire ainsi qu'un auteur tel que Kafka – mais il n'est pas le seul dans ce cas – écrit pour dénouer une série plus ou moins longue et entrelacée de nœuds existentiels. Il n'écrit pas pour ″faire beau″, pour révolutionner les styles ou les genres (même si l'histoire et les études littéraires jugeront qu'il l'a fait), mais pour se révolutionner lui-même et se libérer d'un certain nombre d'obsessions, de malaises, de contradictions que son existence sociale l'a conduit à vivre. (*Ibid*., p. 85) »

[451] *Ibid*., p. 587.

la conjoncture économique dans son ensemble à partir de 1931) constitue pour elle une menace sérieuse. Elle contraint d'Astier à trouver des revenus, à travailler et donc dans une certaine mesure, à *se déterminer*. D'Astier est en quelque sorte un aristocrate en sursis qui pourrait à terme, s'il ne parvient à se trouver une *situation*, tout perdre. Au cœur de cet entre-deux-guerres, il possède cependant suffisamment de ressources pour ne pas déchoir et opérer des choix qui, de fait, le maintiennent dans cet état d'indétermination.

5.2. Les traductions subjectives de l'indétermination

Cette indétermination sociale objective, qui se matérialise par les fluctuations et le flou de son statut social, se traduit sur le plan subjectif. Emmanuel d'Astier se présente en effet comme un être irrésolu, velléitaire et inconstant. Il peine à savoir quelle direction donner à son existence et donc il touche à tout (littérature, art, affaires), mais sans rien investir vraiment, ou plutôt durablement. Son manque de persévérance littéraire en est la meilleure illustration, car ses ambitions semblent bien réelles. Il se pense écrivain – « J'ai une nature d'écrivain bien ancrée[452] » – se définit en premier lieu comme tel[453] – « [Ma] première vie a été une vie de privilégié, hobereau, anarchiste, intellectuel, qui faisait beaucoup de métier, et qui déjà faisait le métier d'écrire[454] » – mais ne parvient pas cependant à déployer un effort suffisamment constant pour satisfaire ses aspirations. Durant ces années, il mène pour l'essentiel une vie indolente dominée par le désœuvrement, qui confine au final à l'ennui. Et c'est bien cet ennui qui lui inspire au début des années 1930 le roman au « titre symbolique » qu'il n'achèvera pas : *Les Ennuis mortels*.

> « Je me rappelle que j'écrivains un roman, que je n'ai jamais fini, qui s'appelait *Les Ennuis mortels*. Titre symbolique. Je m'étais aperçu que tous ces plaisirs et toutes ces histoires étaient ennuyeux. Il n'y avait pas de direction, pas d'œuvre, pas de motif.[455] »

Alors qu'il est engagé dans la Résistance, laquelle donne tout à coup un but et un sens à une existence qui en était dépourvu, l'avant-guerre paraît rétrospectivement à d'Astier être le

[452] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 123.

[453] Son entrée dans le journalisme est justifiée par Emmanuel d'Astier comme un substitut alimentaire à la littérature. C'est parce que l'écrivain qu'il est ne parvient pas à vivre matériellement qu'il se tourne vers la partie alimentaire de la littérature, le journalisme.

[454] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.

[455] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 58.

« temps des caprices et des contingences[456] ». D'Astier commence la rédaction de *Sept fois sept jours*, dont sont tirés ces mots, fin 1943-début 1944, alors qu'il se trouve à Alger en tant que commissaire à l'Intérieur du Comité Français de Libération Nationale (CFLN). Loin de l'urgence et du danger permanents qui caractérisent la vie clandestine, mais loin aussi de la communauté affectuelle que constitue l'univers de la Résistance intérieure et au sein de laquelle il s'est épanoui, il ressent une forme de malaise qui le renvoie à son existence antérieure.

> « Ma vie, hier, était un brouillard. Il fallait s'y enfoncer pour reconnaître à deux mètres les réverbères. Le brouillard s'est déchiré. Il a fait place à une nuit noire et lumineuse où le contour des objets est aussi précis que celui d'une ville sur la nuit, mais où leur contenu, impénétrable au premier abord, doit être exploré à tâtons. Ainsi je recommence chaque matin une vie singulièrement neuve, allégée de rappels et de comparaisons. Où sont 1925, 1930, 1935, 1940 ? Chaque homme a-t-il sa chronologie ? Est-il, comme moi, perdu dans sa vie ? Sait-il ce qu'il faisait voilà cinq, dix ou quinze ans, là où je vois, moi, d'autres personnes, miroirs de la mienne, et les décors avec le temps qu'il fait, et l'odeur, la lumière, le refrain et la disposition ? Mais rien d'autre.[457] »

Le brouillard dont parle d'Astier symbolise ici la confusion qu'aurait été sa vie auparavant, confusion d'un temps étiré et insignifiant car n'étant jamais rythmé par rien qui puisse lui donner du relief, confusion qui rend le souvenir des êtres, des choses et des moments flou et imprécis. Ailleurs, d'Astier compare cette portion de son existence à un « rêve[458] », non pas au sens de représentation idéalisée de ses désirs, mais au sens de demi-réalité, d'état intermédiaire entre le sommeil et l'éveil. Comme s'il n'avait pas, durant cette période, toucher terre, vécu consciemment et, disons-le, *réellement*, faute d'être raccroché à quelque réalité substantielle et tangible, faute d'être *pris par* l'existence[459]. Ce registre discursif, dont on ne doit pas négliger ce qu'il doit aux intentions proprement esthétiques de

[456] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit.*, p. 73.
[457] *Ibid*., p. 115.
[458] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.
[459] « ″Entrer dans la vie″, comme on dit, c'est accepter d'entrer dans l'un ou l'autre des jeux sociaux socialement reconnus, et d'engager l'*investissement* inaugural, à la fois économique et psychologique, qui est impliqué dans la participation aux *jeux sérieux* dont est fait le monde social. Cette croyance dans le jeu, dans la valeur du jeu, et de ses enjeux, se manifeste avant tout […] dans le sérieux, voire l'esprit de sérieux, cette propension à prendre au sérieux toutes les choses et les gens socialement désignés comme sérieux – à commencer par soi-même –, et ceux-là seulement. (Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 36) » D'Astier refuse d'une certaine manière d'entrer dans la vie, ne parvenant pas à s'investir sérieusement dans l'un des jeux sérieux qui s'offrent à lui.

l'auteur ni à des enjeux de présentation de soi et des mécanismes de reconstruction[460], évoque l'idée de flottement, que l'on ne peut s'empêcher de relier à l'état de flottement (ou d'apesanteur) social, bien réel, dans lequel il alors est placé.

Au fond, l'Emmanuel d'Astier de l'entre-deux-guerres fait inévitablement penser à l'*Aurélien* d'Aragon.

> « Aurélien connaissait en lui ce défaut, ce trait de caractère au moins, qui faisait qu'il n'achevait rien, ni une pensée, ni une aventure. Le monde était pour lui plein de digressions qui le menaient sans cesse à la dérive. Les volontés les mieux formées, les décisions échouaient là devant. Ce n'était pas de l'irrésolution. Mais sollicité par tout, à quoi se serait-il borné ?[461] »

Dans la préface qu'il donne à son roman en 1966[462], Aragon écrit que le personnage d'Aurélien lui a été inspiré en partie par lui-même, en partie par Pierre Drieu La Rochelle[463]. Mais Aurélien, dit Aragon, est aussi autre chose et plus que cela : « Aurélien, plus que tel ou tel homme, est avant tout *une situation*, un homme dans une certaine situation. C'était avant tout pour moi l'ancien combattant d'une génération déterminée au lendemain de l'armistice, en 1918, l'homme qui est revenu et qui ne trouve pas sa place dans la société dans laquelle il rentre.[464] » D'Astier, on le sait, n'a pas pris part aux combats de la Grande Guerre. C'est bien pourtant une situation analogue qu'il vit. Fondamentalement, il ne parvient pas à trouver sa place dans la société française de l'entre-deux-guerres, et plus précisément une place conforme à ses attentes. Par sa socialisation initiale au sein d'une élite, il a été préparé à occuper dans l'espace social une position dominante et distinctive, incité à briguer un rôle social valorisé et valorisant qui lui sont déniés. Il a en particulier intériorisé un désir de

[460] Son existence avant 1940 peut paraître à d'Astier d'autant plus « insignifiante » et « vaine » qu'il a vécu la Résistance comme une expérience extatique, au terme de laquelle il a en outre accédé à une reconnaissance publique qu'il recherchait sans l'avoir auparavant obtenue.

[461] Louis Aragon [1944], *Aurélien*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1972, p. 81.

[462] Louis Aragon [1966], « Voici enfin le temps qu'il faut que je m'explique… », in *Ibid*., pp. 7-25.

[463] « Drieu a été un ami de ma première jeunesse, dont je me suis trouvé séparé, et quand je parle de Drieu, je ne parle que de cet ami que j'ai eu, je ne parle pas de ce qu'il est devenu, ce sont deux êtres incompatibles. Drieu est aujourd'hui effectivement très à la mode, on donne de lui les images les plus diverses et les plus folles qui n'ont aucun rapport avec l'homme que, pas seulement moi, tous ses amis ont connu. Et je pense qu'*Aurélien* est un portrait plus fidèle de Drieu, bien que ce ne soit que partiellement un portrait de Drieu. La chose était indiscutablement dans ma tête. (*Ibid*., p. 10) »

[464] *Ibid*.

reconnaissance publique[465] – « Il aimait la gloire[466] » dira de lui son ami Pascal Copeau – qui n'est pas satisfait[467]. D'où ce parcours instable, rendu possible par sa condition matérielle relativement et provisoirement sécurisée et ses dispositions aristocratiques (telles l'assurance de soi), qui semble pouvoir se résumer à la quête longtemps déçue de cette notoriété.

5.3. Trajectoire individuelle et destin de classe

L'errance sociale de d'Astier durant ces années 1920-1930 ne doit pas, cependant, être comprise, comme pourraient le suggérer les lignes qui précèdent, comme le produit exclusif des « caprices » et contingences d'une trajectoire sociale individuelle. Si d'Astier connaît effectivement une déviation de sa trajectoire ayant pour effet une prise de distance avec sa classe sociale d'origine, il n'en demeure pas moins que bien de ses comportements portent la trace de son extraction et que son destin social individuel demeure lié au destin social collectif de cette classe. Ainsi, la position en porte-à-faux dans l'espace social qui est la sienne n'est pas indépendante du déclin social de l'aristocratie qui, bien que lui étant antérieur, s'accélère après la Première Guerre mondiale.

Le XIX^{e} siècle et la Révolution industrielle ont amorcé en France et en Europe des transformations sociales considérables, qui ne sont pas achevées lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale. Dès la fin du XIX^{e} siècle, les modes de vie et les manières d'éduquer des élites françaises se modifient sous l'effet croisé des transformations politiques (installation de la République), du développement de l'institution scolaire[468], de l'accélération du progrès technique, de l'industrialisation, etc.[469] Le premier conflit mondial va alors jouer un rôle de révélateur, voire d'accélérateur des profondes mutations qui s'opèrent. La guerre a notamment d'importantes conséquences économiques, en particulier une très forte inflation et une érosion

[465] Ses orientations vers la littérature, le journalisme, voire le milieu des affaires – soit autant d'univers sociaux où il est possible de « se faire un nom », c'est-à-dire que du capital symbolique est en jeu – sont des expressions de ce désir de reconnaissance publique.

[466] Pascal Copeau, « Hommage à Emmanuel d'Astier », prononcé le lundi 16 juin 1969 sur l'Esplanade de l'Ordre National de la Libération, Hôtel des Invalides (Paris).

[467] Ce désir de reconnaissance publique frustré trouve une traduction dans l'espace privé et intime, comme en témoigne encore Pascal Copeau : « Et cependant il fallait l'aimer. D'Astier, semble-t-il, mettait tout ce qu'il avait de force dans son exigence follement possessive de se faire aimer. L'amitié n'était pas pour lui un échange mais le miroir dont il avait besoin. Il n'y avait pas d'illusion à se faire. C'était lui-même qu'il cherchait dans l'ami. Mais l'élu, pris au piège dans le mouvement qui lui était imposé, découvrait un homme profondément incertain mais libre par cette incertitude même, un homme aux ressources multiples, tenues en éveil par une angoisse toujours présente. (Pascal Copeau cité par Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau (1908-1982)*, *op. cit*., p. 90) »

[468] L'institution scolaire finit par capter une aristocratie longtemps rétive, privilégiant une instruction domestique qui lui paraissait offrir toutes les garanties de la bonne transmission de ses codes sociaux.

[469] Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, *op. cit*.

monétaire qui ont pour effet de faire décroître les fortunes et de porter un coup sérieux à la situation de rentier, par ailleurs mise à mal par la révolution russe, les bolchéviques au pouvoir ayant pris la décision unilatérale de mettre fin au remboursement des emprunts tsaristes dont une grande partie des titres est détenue par l'aristocratie française. « Commencent alors le temps des troubles, la perte pour beaucoup de la sécurité matérielle, la dislocation d'une société où les marques sociales étaient stables (ou pensées telles), et où les valeurs ont désormais cessé d'être reconnaissables.[470] »

Dans les années qui suivent l'armistice de 1918, et plus encore lors de la crise des années 1930, un certain mode de vie noble, assis sur la propriété terrienne, la possession d'un château en province, la domesticité à demeure et le statut de rentier, qui était déjà sur le déclin[471], disparaît progressivement. Les aristocrates sont désormais, pour la plupart, dans l'obligation de travailler pour ne pas déchoir. Parvenir, comme Raoul d'Astier à la faveur d'un mariage heureux, à quitter l'armée pour « vivre noblement » n'est plus possible, ou presque[472]. Ainsi, les aristocrates de la génération d'Emmanuel d'Astier ne sont pas rares à vivre dans leur vie d'adulte des décalages plus ou moins importants avec les conditions et modes d'existence de leur socialisation primaire. Certains, par un effet d'hystérésis des dispositions acquises, se retrouvent même piégés par leur désir de s'accrocher à ce mode de vie traditionnel en train de disparaître[473]. Rétifs ou peinant à convertir leur capital nobiliaire en capital scolaire, ils peuvent connaître un déclassement plus ou moins rapide et brutal. Le caractère erratique de la trajectoire individuelle de d'Emmanuel d'Astier est en partie l'effet de la pente déclinante de

[470] Jacques Revel, « Présentation », *in* Éric Mension-Rigau, *L'Enfance au château*, *op. cit*., p. XVI.

[471] La rente foncière avait déjà considérablement baissé dans les années 1880, contraignant une partie de l'aristocratie terrienne à se reconvertir. Cf. L. Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit.*, p. 51 et C. Charle, *Les Élites de la République, op. cit*.

[472] Emmanuel d'Astier se montre d'ailleurs très lucide et conscient de ces transformations qui ont, semble-t-il, fortement marqué la mémoire familiale : « Pour les d'Astier, pour les Montalivet, de générations en générations, de guerres en guerres, les temps devenaient plus difficiles. La lente ascension qui les avait menés du XVII^e^ siècle au XIX^e^ siècle, de la société provinciale à la société parisienne, de l'aisance à une fortune modérée mais bien assise sur des terres, des immeubles et des actions avait cessé au XX^e^ siècle. Sous la III^e^ République, avant 1914, les mâles choisissaient généralement la terre ou les armes, métiers nobles. Ils méprisaient le commerce ou l'industrie, les hommes d'affaires, la poursuite de l'argent. Ils accroissaient leurs biens dans des mariages heureux, et par une sage gestion à deux ou trois pour cent, gardaient un train de vie inférieur à leurs moyens pour arrondir et bien doter les enfants. 1914 leur avait été fatal. La guerre, les enfants trop nombreux, les mouvements d'un capitalisme pris de vertige qui substituait la spéculation au placement, avait bousculé leurs sages méthodes. Il fallu se restreindre et prendre plus au sérieux les services publics que l'on avait eu l'habitude de quitter à mi chemin pour la retraite campagnarde qui s'amenuisait par la division de l'héritage. L'ambition y gagna. Pendant le dernier lustre avant 1940, on vit fleurir dans le clan plus d'officiers supérieurs et d'administrateurs que de châtelains. (Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 38) »

[473] Sur les questions de coïncidence ou au contraire de décalage entre le « vocation » et la « mission », voir en particulier Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, 1980, pp. 3-14.

la trajectoire collective de l'aristocratie, un produit de son effort d'adaptation à la crise de reproduction sociale du groupe[474].

Au final, il faut bien considérer ces deux échelles de la réalité sociale si l'on veut complètement saisir la situation sociale de d'Astier durant l'entre-deux-guerres. D'une part, à l'échelle individuelle, d'Astier connaît une déviation de sa trajectoire par rapport au destin probable défini par sa classe sociale d'origine. Il connaît une forme de mobilité sociale, qui n'est en l'espèce ni une ascension ni un franc déclassement, mais plutôt un flottement à l'intérieur même des classes dominantes. Si l'on veut faire référence à la métaphore des véhicules et des voyageurs employée par Jean-Claude Passeron[475], on peut dire qu'il descend de l'autobus en cours de route. D'autre part, à l'échelle des groupes sociaux, l'aristocratie dont il est issu connaît un relatif déclassement (déclassement qui pour certaines familles peut encore, durant l'entre-deux-guerres, ne se faire ressentir que sous la forme d'une menace). Autrement dit, en même temps que d'Astier est en train de descendre de l'autobus (c'est-à-dire s'éloigner de sa classe sociale d'origine), ce dernier est en train de changer d'itinéraire. La trajectoire sociale de d'Astier est le produit de ces deux histoires : une histoire individuelle qui le fait rompre en partie avec sa classe d'origine, une histoire collective qui fait subir à cette dernière (à laquelle il demeure cependant liée) des transformations notables de sa situation, de sa position et de sa condition sociales

[474] Il est intéressant d'observer qu'Henri d'Astier connaît, à l'instar de son cadet, une trajectoire instable durant l'entre-deux-guerres. Tout se passe comme si les attentes et les désirs socialement construits des deux frères étaient désajustés par rapport à la situation concrète dans laquelle ils sont placés. Ils n'ont plus véritablement les moyens de vivre la vie oisive et gratuite à laquelle leur naissance les destinait dans un état antérieur de la structure sociale. Contraints de se trouver une « situation », mais étant mal disposés et préparés à le faire, ils sont portés à « papillonner », à multiplier les tentatives dans des directions diverses en éprouvant les pires difficultés à n'en réaliser aucune. Ils sont, d'une certaine manière, faits pour un monde qui n'existe plus. Leur frère aîné, François, s'adapte quant à lui à ces transformations sociales en poursuivant sa carrière militaire à l'issue de la Première Guerre mondiale. Promu au grade de général de brigade aérienne en 1936, il restera en activité jusqu'à sa mise en retraite.

[475] Les véhicules désignent les groupes sociaux, dotés chacun d'une histoire (collective) spécifique représentée dans la métaphore par un itinéraire. Les voyageurs désignent les individus, caractérisés eux aussi par une histoire (individuelle, biographique) spécifique, et donc par un certain trajet. Au cours de leur trajectoire sociale individuelle, les individus empruntent nécessairement un véhicule, c'est-à-dire qu'ils appartiennent nécessairement à une classe sociale, dont ils partagent par conséquent une partie de l'histoire. Mais il est possible, dans les cas de mobilité sociale, qu'ils changent de véhicule en cours de trajet. Leur parcours individuel ne correspond alors pas, *stricto sensu*, à l'itinéraire qu'ont parcouru dans le même temps les véhicules qu'ils ont emprunté. L'histoire collective des groupes sociaux et l'histoire individuelle de ceux qui les composent ne se confondent pas. Comme le dit bien Passeron, « si l'on opère deux coupes synchroniques, au départ et à l'arrivée du bus, on peut par exemple constater qu'au terminus il y avait moins de gens qu'au départ, qu'il y en avait plus ou qu'il y en avait autant, que le sex-ratio a changé ou la proportion de jeunes, etc. ; on peut faire toutes sortes d'analyse comparatives entre les diverses stations ou d'une ligne d'autobus à l'autre ; mais, même porteurs des *mêmes* propriétés, les voyageurs peuvent très bien ne jamais être *les mêmes*. (Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit*., pp. 305-310) »

Intermède
La crise des années 1930 ou le retour de la violence dans les luttes politiques et sociales

Les années 1920 ont globalement constitué en France, à la faveur d'une économie redressée après le choc de la Première Guerre mondiale, une période de relatif apaisement de la conflictualité politique et sociale. La III[e] République, en particulier durant l'« ère Poincaré » (1926-1929), est peu contestée, la recherche du compromis domine la vie parlementaire et gouvernementale. Les années 1930, en revanche, sont des années critiques. Tandis que la conjoncture économique se dégrade fortement et de manière croissante à partir de 1931, les crises ministérielles se multiplient, l'activité ligueuse explose, la défiance envers les institutions parlementaires se diffuse massivement, la rue (re)devient le théâtre d'affrontements politiques violents et fréquents, l'ordre établi est abondamment remis en cause. D'une manière générale, l'espace social se politise et les oppositions politiques se radicalisent. Se propage alors le sentiment d'un éclatement de la cohésion de la société et d'une désagrégation de la communauté nationale. Durant ces années, la France connaît une « presque guerre civile »[476].

L'éclatement du compromis républicain

Pour l'historien Gérard Noiriel, la crise économique des années 1930 fait éclater le « compromis républicain » qui est au fondement de la III[e] République. Depuis les années 1880, ce compromis repose sur une tension entre d'une part la promotion de l'égalitarisme et un « idéal de mobilité sociale[477] », d'autre part un « équilibre entre les différents secteurs d'activité[478] », en particulier un équilibre entre la paysannerie et le petit patronat (la « petite propriété ») d'un côté et la grande industrie de l'autre. Il signifie non seulement une volonté d'intégration des classes populaires à la communauté nationale, ce qui se traduit par des

[476] Robert Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit*., pp. 296-301.
[477] Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999, p. 78.
[478] *Ibid*., pp. 77-78.

processus de démocratisation qui touchent notamment la vie politique[479], mais aussi le souhait de maintenir la structure sociale, ce qui a pour effet de préserver les différenciations et hiérarchies. L'école de la République est un bel exemple de ce compromis et de cette dualité car à la fois on rend obligatoire et gratuite la scolarité pour tous dans le primaire, et on conserve dans le même temps un lycée payant, barrant de fait l'accès des classes populaires aux études supérieures[480].

Pour Noiriel, ce n'est qu'à la faveur d'une conjoncture économique largement favorable jusqu'à 1930 que le compromis républicain parvient à perdurer. Lorsqu'elle survient, la crise économique transforme les « fissures du compromis républicain (déjà très perceptibles au début du siècle) en véritables failles qui vont découper, au sein de la société française, deux blocs antagonistes qui se neutralisent[481] ». En effet, la crise a pour conséquence de fragiliser de nombreux secteurs professionnels et, en définitive, de menacer de déclassement la plupart des milieux sociaux. Les ouvriers français sont contraints d'accepter les postes jusque-là réservés aux ouvriers étrangers. Les revenus agricoles s'effondrent. Les petits patrons, les petits commerçants, les fonctionnaires craignent de se voir prolétarisés. Bref, la crise exacerbe les intérêts contradictoires des différentes classes sociales. Chacun se sentant menacé dans sa position réclame des mesures protectrices. « Le pouvoir républicain se trouve, dès lors, balloté entre les revendications de ceux qui veulent démocratiser davantage la société française et ceux qui, à l'inverse, estiment que la République a ″poussé le bouchon trop loin″.[482] » Après la crise du 6 février 1934, ces deux blocs vont, sur fond de contestation générale de la III[e] République, s'affronter directement, causant une bipolarisation du champ politique et plus largement de la société française.

La crise du 6 février 1934 et la formation du Front populaire

Le 6 février 1934 est une date charnière dans la vie politique française de l'entre-deux-guerres. Point d'orgue de la contestation de la III[e] République par les ligues d'extrême-

[479] Gérard Noiriel (*Ibid.*, p. 61) identifie trois éléments fondamentaux : le développement des partis politiques, des syndicats et des associations ; l'encouragement à l'expression de l'opinion passant par la croissance de la presse ; la « multiplication des consultations électorales » au suffrage masculin direct.

[480] Dès avant la Première guerre mondiale, ce système injuste est d'ailleurs contesté, en particulier par les instituteurs, ce qui pousse le pouvoir politique à prendre des mesures (comme l'attribution de bourses aux élèves méritants des catégories populaire) pour le démocratiser. C'est ainsi qu'on assiste à une première explosion scolaire après 1920.

[481] *Ibid.*, p. 82.

[482] *Ibid.*, p. 83-84.

droite[483], il ouvre en effet une séquence politique nouvelle qui va conduire à la formation, puis à l'arrivée au pouvoir du Front populaire. Ce jour, les manifestations organisées par plusieurs ligues (les Croix-de-Feu, l'Action Française, les Jeunesses Patriotes, la Solidarité française, la Fédération des contribuables, l'Union nationale des combattants) pour protester contre le président du Conseil Édouard Daladier tournent à l'émeute sanglante, faisant 15 morts et plus de 1 400 blessés[484]. Elles provoquent la chute du gouvernement, qui démissionne dès le lendemain, et la formation d'un gouvernement d'union nationale sous la présidence de Gaston Doumergue. Le 6 février 1934 ébranle réellement la III^e^ République. Pour la première fois depuis le rétablissement du régime républicain, une manifestation de rue cause la démission d'un cabinet ministériel.

Le 6 février provoque alors une vive réaction des forces politiques de gauche, qui interprètent l'émeute comme une tentative de coup d'état fasciste. Fortement divisées jusque-là[485], celles-ci entament sous la pression de leurs bases un processus unitaire pour lutter contre le fascisme[486]. Celui-ci se réalise d'abord en marge des organisations partisanes. Regroupement d'écrivains et d'universitaires, le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (CVIA) est ainsi fondé le 15 mars 1934 et il connaît un rapide et vif succès[487]. Placé sous le patronage de Paul Rivet, ethnologue membre de la SFIO, Alain, philosophe proche du radicalisme, et Paul Langevin, physicien compagnon de route du Parti communiste,

[483] Le 6 février 1934 est l'aboutissement d'une série de manifestations initiée le 9 janvier par l'Action Française, prenant prétexte de l'affaire Stavisky pour tenter de mobiliser l'opinion contre le gouvernement et les parlementaires. L'affaire Stavisky n'est pas, dans le fond, plus grave que d'autres affaires plus ou moins récentes, mais elle se déroule dans un contexte particulièrement tendu. L'année 1933 a vu la France s'enliser dans la crise économique – nombreuses ont été les manifestations contestant la politique de déflation menée par le gouvernement (Danielle Tartakowsky, *Les Manifestations de rue en France. 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997, pp. 249-274) – tandis que les scandales politico-financiers se sont multipliés depuis 1930. La défiance envers la classe politique est donc très forte et l'antiparlementarisme une opinion largement diffusée, qui se traduit notamment par une forte croissance des effectifs des ligues d'extrême-droite (Mathias Bernard, « L'antiparlementarisme de droite dans la France des années 1930 », *Parlement[s]*, Hors-série n° 9, décembre 2013, pp. 99-111, p. 10). Face à la pression de la rue qui se fait croissante au cours du mois de janvier 1934, le président du Conseil Camille Chautemps démissionne le 30 et est remplacé par Édouard Daladier, qui a la réputation d'être un homme intègre et énergique. Or, le 3 février, celui-ci révoque le préfet de police de Paris, Jean Chiappe, complaisant à l'égard des ligues. Cette décision, vécue comme une provocation, motive les manifestations du 6 février, jour où Daladier doit se présenter devant la Chambre afin d'obtenir le vote de confiance de son gouvernement.

[484] Cf. Serge Berstein, *Le 6 février 1934*, *op. cit*. et Pierre Pellissier, *6 février 1934*, Paris, Perrin, 2000.

[485] Depuis 1927, le PCF suit une ligne politique dite « classe contre classe », qui fait de la lutte contre l'impérialisme des nations capitalistes son objectif premier. Dans ce cadre, les socialistes réformistes sont « désignés comme dernier rempart du capitalisme et qualifiés de ″social-fascistes″ (Stéphane Courtois et Marc Lazar [1995], *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000, p. 100) ». Ils sont dans les faits la cible privilégiée de la communication communiste.

[486] Le 12 février 1934, une grève générale contre le fascisme est organisée qui donne lieu à d'importantes manifestations au cours desquelles, s'unissent à la surprise générale les cortèges communistes et socialistes. « Militants communistes et socialistes fraternisent au cri d'″Unité !″ sous le regard médusé des dirigeants des deux partis. (Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit.*, p. 97) »

[487] Il comptera jusqu'à 7 500 membres. Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit.*, p. 128.

le CVIA préfigure le Front populaire et « donne le point de départ de la lutte antifasciste en France[488] ».

Sur le plan partisan, ce n'est qu'à partir du mois de mai 1934 que se manifeste un début de rapprochement entre le PCF et la SFIO. Celui-ci est directement imputable à un changement de stratégie de la part de l'URSS qui, face à la consolidation du nazisme en Allemagne, infléchit une politique extérieure jusque-là pro-allemande. Désormais, pour le Komintern, la lutte antifasciste est une priorité et le PCF adopte cette nouvelle ligne avec enthousiasme. Le 26 juin 1934, Maurice Thorez prononce un discours dans lequel il en appelle à la constitution sans condition d'un front unique contre le fascisme. Un « pacte d'unité d'action contre le fascisme et la guerre[489] » est signé avec la SFIO le 27 juillet. De la part du PCF, le « virage est incontestable et de grande ampleur[490] ». Et c'est encore Thorez qui, en octobre de la même année, lance un appel à un « Front populaire de la liberté, du travail et de la paix », reposant sur « l'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière[491] », qui serait élargi au Parti radical.

Au début de l'année 1935, une majorité de comités du Parti radical se prononce en faveur de l'entrée de l'organisation dans le Front populaire. Un Comité national du Rassemblement populaire, « chargé de mettre au point une plate-forme commune en vue des élections de 1936[492] », est enfin constitué le 15 juillet 1935, au lendemain d'une manifestation à la tête de laquelle défilent ensemble les dirigeants du PCF, de la SFIO et du Parti radical. On connaît la suite : le 3 mai 1936, le Front populaire remporte les élections législatives et le 5 juin, Léon Blum prend la tête du gouvernement, devenant le premier socialiste président du Conseil.

L'un des phénomènes les plus marquants de cette séquence qui va de février 1934 à juin 1936, est l'extraordinaire mue du Parti communiste. Outre le revirement spectaculaire de sa stratégie politique, qui se traduit en particulier par l'adoption d'un discours hautement patriotique, c'est aussi le fait qu'il devienne un parti de masse et une force politique de premier plan qui doit être souligné. En trois ans, le PCF fait plus que tripler le nombre de ses adhérents, qui de 28 000 en 1933 passe à 90 000 début 1936. Et cette progression exponentielle s'accroît encore pour atteindre 328 000 en 1937, soit une augmentation des effectifs de plus de 364% en seulement une année. Sur le plan électoral, le PCF se révèle être

[488] *Ibid*.
[489] Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 126.
[490] *Ibid*.
[491] Maurice Thorez cité par Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome 2*, *op. cit.*, p. 144.
[492] *Ibid.*, p. 147.

le premier bénéficiaire de la stratégie de Front populaire. En nombre de suffrages exprimés, les communistes progressent de 87,5% aux élections de 1936 par rapport à celles de 1932. Dans le même temps, les socialistes reculent de 1,8% et les radicaux de plus de 15,5%[493]. Le PCF avait recueilli 8,2% des voix en 1932, il pèse 15,8% en 1936, ce qui se traduit par l'obtention de 72 sièges au Parlement, contre 10 précédemment. Pour sa part, la SFIO gagne 17 députés, tandis que le Parti radical en perd quant à lui 42.

Les communistes représentent bien alors la force politique montante. Après une phase de régression et de marginalisation entre 1927 et 1933[494], le PCF devient en quelques années un parti de masse et une formation parlementaire significative. Il va en outre profiter des grèves de mai-juin 1936 pour consolider son implantation dans les milieux ouvriers. « Le moment exceptionnel des grèves de 1936 [forge] une identité ouvrière communiste. Parti politique, le PCF [devient] aussi le vecteur identitaire de communautés ouvrières menacées par la crise.[495] » En comparaison de cet essor très rapide du Parti communiste, le Parti radical, qui pour la première fois en 1936 est devancé en sièges par la SFIO, est sur le déclin. En deux ans, la configuration politique à gauche s'est profondément transformée.

Bipolarisation et radicalisation du jeu politique

Cette reconfiguration de l'espace des gauches affecte par extension l'ensemble du champ politique. Les adversaires du Front populaire sont contraints de réagir à l'émergence de cette nouvelle force, c'est-à-dire de réajuster leurs discours, leurs tactiques, voire même leurs alliances. À partir de l'été 1935, au cours duquel est acté le ralliement des radicaux au Front populaire (officiellement le 14 juillet), la crainte d'une victoire « marxiste » aux élections législatives de 1936 prend de l'ampleur et devient peu à peu, à droite, le sentiment dominant. La montée en puissance du Parti communiste, surtout, effraie, avivant un anticommunisme au demeurant déjà bien présent. Comme le souligne Robert O. Paxton, la « peur de la révolution avait été bien entendu une des constantes politiques des conservateurs. Pourtant, des hommes jusque-là solides républicains [entrent] dans la croisade contre la gauche comme l'avaient fait

[493] Le nombre d'électeurs inscrits avaient augmenté de 4% en 1936 par rapport à 1932, le nombre de votants d'environ 2,8%. Cf. Georges Dupeux, *Le Front populaire et les élections de 1936*, Paris, Armand Colin, 1959.

[494] Les effectifs avaient alors considérablement chutés, passant de 55 000 en 1927 à 28 000 en 1933. La stratégie « classe contre classe » est l'une des explications de cette désaffection car elle conduit à l'isolement politique du Parti. Elle s'accompagne en outre d'un fort antipatriotisme et de l'adoption de positions ultra-révolutionnaires qui ne font pas recette dans un monde ouvrier qui connaît alors une amélioration sensible de ses conditions de vie et de travail (Cf. Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940)*, Paris, Seuil, 2001, pp., 371-375.).

[495] Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit.*, p. 148.

leurs pères et leurs grands-pères en 1917, 1871 et 1848. Ils [sont] effrayés cette fois par la dépression, par la guerre possible qui amènerait la révolution, et par les efforts que [fait] le parti communiste pour sortir de son isolement.[496] » Dans ce contexte, Charles Maurras et *L'Action française* sont prompts à « encourager la conviction très répandue qu'une victoire électorale du Front populaire signifierait pour le moins la ruine économique et, sans doute, la guerre civile et la guerre étrangère dans le plus bref délai[497] ». Le colonel de La Rocque, chef des Croix-de-Feu, s'évertue à prédire que la révolution est imminente. Mais des hommes et des journaux en principe plus modérés, comme *Le Temps*, n'hésitent pas également à qualifier le programme du Rassemblement populaire, pourtant très mesuré, de « révolutionnaire ». Les droites, parlementaires comme extraparlementaires, connaissent alors un processus de radicalisation que l'arrivée au pouvoir du Front populaire portera à son paroxysme[498]. Au total, l'« entrée en force des communistes dans un bloc des gauches réunifié et l'emprise croissante de la droite activiste concourent à une polarisation aux extrêmes qui ne laisse guère de possibilité aux formations modérées de préserver leur autonomie.[499] »

Les deux années qui séparent le 6 février 1934 de la victoire du Front populaire se caractérisent par l'affrontement virulent, aussi bien verbalement que physiquement, de la droite extraparlementaire et de la gauche antifasciste[500]. La rue joue dans cet affrontement un rôle de premier plan, car elle devient le théâtre des démonstrations de force auxquelles se livrent les deux camps. « Partis nationaux et forces antifascistes prêtent […] une extrême attention à la maîtrise de l'espace. Ils mobilisent leurs forces, manifestent dans la rue et utilisent les démonstrations adverses pour justifier leur propre action.[501] » Le climat sous haute tension qui s'installe alors en France, et qui ne la quittera plus vraiment jusqu'à l'entrée en guerre en 1939, rompt avec la situation antérieure. « Ce retour des violences dans les luttes

[496] Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit.*, p. 299.

[497] Eugen Weber, *L'Action Française*, *op. cit.*, p. 399.

[498] L'un des phénomènes les plus importants de la période est la radicalisation d'une part non négligeable de la droite modérée, qui tend à s'aligner sur les positions des droites extraparlementaires. C'est par exemple le cas d'une formation parlementaire comme la Fédération républicaine, qui se convertit au milieu des années 1930 à un antiparlementarisme virulent (cf. Mathias Bernard, *La Dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la III^e République*, Paris, L'Harmattan, 1998).

[499] René Rémond (avec la collaboration de Jean-François Sirinelli), *Notre siècle, 1918-1995*, Paris, Fayard, 1988, p. 189.

[500] Après le 6 février, écrit Eugen Weber (*L'Action Française*, *op. cit.*, p. 399) , les « quotidiens étaient remplis de bagarres moins verbales, de heurts sinistres et sanglants entre vendeurs de journaux d'extrême-droite et d'extrême-gauche, d'attaques des réunions de l'ennemi, de batailles entre bandes rivales pour la possession d'une rue ».

[501] Danielle Tartakowsky, *Le Pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998, p. 113.

politiques et sociales[502] et cette interruption du procès de civilisation et de pacification de la société civile et politique, où Norbert Elias voyait, à propos de l'Allemagne de Weimar, un signe avant-coureur de la régression nazie, […] traduisent en effet la fin de l'apaisement relatif des discordes civiles qui avait caractérisé la III^e^ République en régime de croisière.[503] »

La nation déchirée

Les luttes qui secouent la société française durant ces années (et singulièrement après l'avènement du Front populaire) ne sont pas simplement politiques. Elles sont l'expression de dynamiques économiques et sociales qui la transforment profondément, que la crise économique exacerbe et qui ce faisant la fracture. On assiste durant ces années au « face-à-face suicidaire entre la nation rurale des petits patrons condamnés par les appétits voraces du capitalisme et la nation industrielle qui revendique le droit d'exister[504] ».

C'est dans ce contexte en effet que le prolétariat industriel entre véritablement dans l'arène politique. C'est lui qui fournit l'essentiel de ses troupes au Parti communiste. C'est lui l'acteur principal des grèves de mai-juin 1936 qui débouchent sur les Accords Matignon et les lois instituant les congés payés et la semaine de 40 heures. Sous le Front populaire et par sa mobilisation, la classe ouvrière obtient des mesures améliorant sensiblement ses conditions de vie et de travail, que le patronat lui avait jusque-là toujours refusé.

Les avantages sociaux arrachés par les ouvriers avivent cependant la frustration et le sentiment de déclassement des classes moyennes et du petit patronat, dont de larges fractions voient leur condition sociale se détériorer[505]. Celles-ci ont le sentiment d'être rattrapées par une classe ouvrière qu'elles étaient habituées à dominer. Elles contestent alors un pouvoir politique qu'elles jugent incapable d'assurer leur position sociale. Dans *L'Étrange défaite*, Marc Bloch livre une interprétation saisissante de la réaction de la (petite et moyenne) bourgeoisie à l'« irruption du prolétariat industriel sur la scène publique[506] » en 1936 : « On saurait difficilement exagérer l'émoi que, dans les rangs des classes aisées, même parmi les

[502] Selon les calculs de Danielle Tartakowsky, la « crise de février 1934 se solde par 37 morts en cinq semaines et plus de 2 000 personnes atteintes dans leur chair (*Ibid.*, p. 110) ».

[503] Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales*, *op. cit.*, p. 403.

[504] Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, *op. cit.*, p. 90.

[505] La crise des années 1930 entérine par exemple la quasi-disparition de la figure du rentier, déjà bien entamée dans la décennie suivant la Première guerre mondiale (Cf. Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales*, *op. cit.*, pp. 378-383). Les professions d'avocat, de médecin, de journaliste, la moyenne fonction publique sont également affectées par la crise.

[506] Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, *op. cit.*, p. 88.

hommes en apparence les plus libres d'esprit, provoqua, en 1936, l'avènement du Front populaire. Quiconque avait quatre sous crut sentir passer le vent du désastre et l'épouvante des ménagères dépassa, s'il était possible, celle de leurs époux.[507] » Le Front populaire favorise le divorce de ces catégories avec la République, que le processus d'étatisation et de bureaucratisation de la société française dans les premières décennies du siècle, en accentuant l'encadrement de la règle et de la loi sur leur activité, avait déjà contribué à éloigner d'elle.

C'est cette petite et moyenne bourgeoisie qui dès le début des années 1930, constitue le gros des effectifs des ligues[508]. La thématique de l'ordre, qui est au centre de l'idéologie défendue par la droite nationaliste et autoritaire, est en résonnance directe avec sa vision du monde, laquelle s'articule autour de l'idée qu'une saine et juste hiérarchisation des hommes et des groupes est une condition de l'ordre social. Or la société française lui renvoie au contraire l'image du désordre : désordre politique d'un régime instable, incapable de résoudre la crise, d'une classe politique corrompue ; désordre économique d'un grand capital international triomphant et d'une classe ouvrière conquérante face à une bourgeoisie appauvrie et déclinante ; désordre social de rues en proie aux manifestations rouges, d'usines livrées aux grèves. Les conquêtes sociales du mouvement ouvrier lui apparaissent comme le signe d'un renversement des hiérarchies sociales. Comme l'observe Marc Bloch, dans ces années, « on vit [le bourgeois] s'indigner que le manœuvre trouvât le loisir d'aller au cinéma, tout comme le patron ![509] » Ce diagnostic de désordre, d'effondrement d'un monde, a des fondements empiriques bien réels. Il constitue la réaction aux transformations effectives d'une société française dans laquelle la position sociale (relativement) dominante de la petite et moyenne bourgeoisie, dont pour l'essentiel les « intérêts sont liés au faire-valoir d'un patrimoine[510] », est fragilisée, voire menacée[511]. Cette bourgeoisie, qui n'est pas celle des

[507] Marc Bloch [1946], *L'Étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 1990, p. 197.

[508] Il ne faut toutefois pas se méprendre. S'il apparaît que la petite et moyenne bourgeoisie a fourni le gros des troupes aux ligues et constitué la catégorie sociale la plus séduite par les idéologies fascisantes, cela ne veut pas dire qu'elle fut entièrement, ni même majoritairement acquise à l'extrême-droite. Gérard Noiriel (*Les Origines républicaines de Vichy*, *op. cit.*, p. 92) rappelle par exemple que la petite bourgeoisie urbaine continue dans les années 1930 de voter majoritairement pour les radicaux.

[509] Marc Bloch, *L'Étrange défaite*, *op. cit.*, p. 196.

[510] Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1982, pp. 69-70. Les « classes moyennes », dont les contours sont bien imprécis, deviennent un enjeu social et politique dans ces années. C'est en effet dans l'entre-deux-guerres que la formule « classes moyennes » apparait en tant que catégorie du langage politique. Ces classes intermédiaires, situées entre la classe ouvrière et le grand patronat, sont désormais l'objet d'une vive attention de la part de tous les acteurs politiques. Réservoir électoral et force social conséquents, elles sont ardemment courtisées, y compris par le PCF à partir de 1934. Les mouvements de classes moyennes contribuent dans les années 1930 à la promotion des « idéologies de la troisième voie ».

[511] Les classes moyennes indépendantes (commerçants et petits industriels) sont, avec les paysans, les catégories dont les revenus subissent durant la crise les pertes les plus importantes (Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle. Tome 2*, *op. cit.*, p. 42).

grands industriels et des grands financiers, s'estime coincée entre le prolétariat et le grand capital[512]. C'est pourquoi elle est séduite par une droite autoritaire qui dénonce d'un même tenant le bolchévisme et l'oligarchie des « 200 familles ». Elle forme de fait la première clientèle des idéologies qui, se revendiquant du slogan « ni droite ni gauche », s'efforcent de tracer une « troisième voie » entre le collectivisme et le capitalisme[513]. Elle qui se conçoit comme « l'élément ″sain″ et ″stable″ de la ″nation″[514] » se veut ainsi résister contre un mouvement qui menace de l'emporter.

Si, en définitive, la crise économique des années 1930 agit comme un amplificateur des profondes transformations sociales qui traversent depuis au moins deux décennies la France, l'arrivée au pouvoir du Front populaire en est en quelque sorte un révélateur explosif[515]. Comme dit Bloch : « Une longue fente, séparant en deux blocs les groupes sociaux, se trouva, du jour au lendemain, tracée dans l'épaisseur de la société française.[516] » La France se présente plus que jamais, dès lors, comme une nation déchirée. L'« altération du sentiment national et les menaces qui pèsent sur la cohésion de la nation caractérisent fondamentalement la situation morale du pays[517] ».

À partir de 1937, les événements internationaux – la guerre d'Espagne, les avancées successives de la politique expansionniste de Hitler – prennent une place croissante dans le débat public français. Autour de ces enjeux qui réfractent les problématiques intérieures, le champ politique se restructure et la société continue de se fracturer. C'est peu à peu l'opposition entre les pacifistes et les partisans de la fermeté, voire de la guerre avec l'Allemagne qui devient le principe dominant des affrontements politiques. Le communisme et le fascisme (la peur du communisme et le rejet du fascisme) continuent cependant de surdéterminer les perceptions et les calculs des acteurs.

---

[512] Il faut souligner que dans l'entre-deux-guerres, si la bourgeoisie rentière décline fortement, si le petit patronat et les professions libérales souffrent parfois très durement de la crise, on voit aussi émerger de nouvelles catégories dominantes. De grands industriels, comme Louis Renault ou André Citroën, s'affirment tandis que d'une manière générale, les secteurs cartellisés de l'industrie tendent à se renforcer.

[513] Cf. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.

[514] Luc Boltanski, *Les Cadres*, *op. cit.*, p. 63.

[515] « Sans doute, la crise de 1934 avait produit un puissant ébranlement, mais celle de 1936 revêt une tout autre ampleur. Chez les ″nationaux″ – comme les milieux conservateurs se désignent eux-mêmes – l'opinion subit une ″grande peur″ multiforme. Trois images se superposent : les occupations d'usines, prélude à la soviétisation des entreprises par la CGT, désagréable évocation de la révolution bolchévique ; l'annonce du déclenchement de la guerre d'Espagne et de son cortège de massacres, en particulier ceux dont sont victimes les religieuses et les ecclésiastiques ; la crainte, enfin, qu'un conflit extérieur ne se révèle propice à une révolution intérieure, d'où le pacifisme nouveau de la droite nationaliste et conservatrice. En fait, la radicalisation est générale. (Jean Vavasseur-Desperriers, « Le PPF, une formation radicale entre conservatisme et fascisme », *in* Philippe Vervaecke (dir.), *À Droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, pp. 275-296, p. 277) »

[516] Marc Bloch, *L'Étrange défaite, op. cit*, p. 197.

[517] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 69. Laborie évoque même la « sensation d'une pente irrésistible vers une désintégration du tissu national (*Ibid*.) ».

Les années 1930 forment ainsi un contexte de crise protéiforme (crise économique, crise sociale, crise politique) qui exacerbe les tensions sociales et agace les affrontements politiques. Ce contexte agit sur les acteurs à la manière d'une « injonction de politisation[518] ». Il est singulièrement propice à l'activation des dispositions politiques les plus enfouies. De cette façon, il suscite l'engagement.

[518] Boris Gobille, « Être écrivain en mai 68. Quelques cas d'écrivains d'aspiration », *Sociétés et Représentations*, n° 11, 2001, pp. 455-478, p. 473. Les années 1930 sont analogues de ce point de vue, quoique de façon peut-être encore plus marquée, à mai 1968 tel que l'analyse Boris Gobille. Étudiant l'engagement des écrivains en mai 1968, Gobille observe que ceux-ci « se sentent enjoints par la conjoncture à se transformer en intellectuels – à, comme l'on dit, s'"engager" (*Ibid*.) ».

Chapitre 3
Emmanuel d'Astier journaliste ou le réveil des dispositions politiques latentes

Jusqu'à présent, nous avons peu évoqué la question des opinions et représentations politiques d'Emmanuel d'Astier. C'est que jusqu'au début des années 1930, non seulement celui-ci n'est pas engagé politiquement, mais il manifeste en outre un certain détachement vis-à-vis de la politique[519]. La conjoncture contribue à ce désintérêt relatif. Les années 1920 se caractérisent, après l'hécatombe de 1914-1918, par un climat de détente – pour les classes supérieures, elles représentent les « années folles » – une profonde aspiration à la paix, à renouer avec la prospérité économique de la Belle Époque et, de fait, par un certain apaisement politique. Un tel contexte est favorable à la mise en sommeil des dispositions politiques dont les individus peuvent être porteurs. La conjoncture critique des années 1930, en revanche, est propice à leur réveil et leur activation[520]. Devenu journaliste en 1934, Emmanuel d'Astier va de manière croissante prendre la parole sur des questions politiques, encouragé à la fois par un contexte marqué par une radicalisation des oppositions politiques et par les modalités d'exercice d'une profession structurellement proche du champ politique. Suivant le fil de ses articles, on pourra ainsi observer un infléchissement sensible de ses représentations politiques.

[519] En 1969, il déclare à Jacques Chancel : « je n'étais pas attiré du tout par la politique […]. J'étais un a-citoyen complet, a privatif. (Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969) »

[520] La modification du contexte est sensible notamment dans le champ littéraire. Comme l'écrit Jean-Louis Loubet del Bayle, l'« euphorie des années 20 avait favorisé le succès d'œuvres de dépaysement, d'introspection psychologique, de spéculation métaphysique et d'évasion poétique. L'inquiétude et la fièvre des années 30 provoquèrent un retour de l'esprit à l'histoire, une réflexion tournée vers le concret et le social, une pensée plus objective et plus grave (*Les Non-conformistes des années 1930*, *op. cit*.) ». De même, note Gisèle Sapiro : « À partir de la fin des années 1920, le roman d'analyse ou de mœurs, encore prédominant au début de la décennie, fait place à une exploration de l'histoire contemporaine qui propose à la fois une interprétation philosophique, historique ou psychologique des conditions sociopolitiques de l'époque, et une attitude face à ces conditions. (*La Guerre des écrivains*, *op. cit*., pp. 78-79) »

1. Les débuts dans le journalisme

1.1. Un chroniqueur mondain

C'est en mobilisant son capital social acquis par sa fréquentation des milieux littéraires et mondains que d'Astier parvient à débuter dans le journalisme. Le journal *Marianne*, que dirige Emmanuel Berl[521], est le premier à lui ouvrir ses colonnes. Fondé en 1932 par les éditions Gallimard dans le but de promouvoir les auteurs de la maison et concurrencer les hebdomadaires de droite *Candide* et *Je suis partout*, propriétés du concurrent Fayard, *Marianne* est alors le principal hebdomadaire de gauche de la presse française[522]. Sous-titré *Grand hebdomadaire littéraire illustré*, il se caractérise notamment par le prestige de sa rédaction. Des écrivains reconnus tels que Jean Giraudoux, Roger Martin du Gard, André Malraux, Pierre Drieu La Rochelle, Jean Giono, etc., ainsi que des personnalités politiques de gauche de premier plan telles que les radicaux Édouard Daladier et Joseph Caillaux ou le socialiste Léon Blum, collaborent plus ou moins régulièrement au journal. À côté de l'actualité littéraire et culturelle, la politique y tient, sous l'impulsion de Berl et de Pierre Brossolette, directeur technique, une place importante. Si l'hebdomadaire est clairement marqué à gauche, il se veut toutefois éclectique et ouvert, défendant dans l'ensemble une ligne modérée dont le pacifisme et l'antifascisme constituent les éléments forts.

D'Astier débute donc dans un journal de haute tenue et à la solide réputation, mais c'est par une petite porte qu'il y fait son entrée. Dans les rubriques « Les lumières de la ville » et « Les plaisirs et les jours », il est l'auteur de courtes chroniques sur la vie mondaine et les lieux de sortie parisiens. Comme note son biographe Jean-Pierre Tuquoi, en la matière, les « lecteurs de *Marianne* bénéficient au moins du savoir d'un spécialiste[523] ». Ses articles s'intéressent à la Pâques orthodoxe fêtée par les Russes de Paris[524], aux régates du Yacht Moteur Club[525], aux établissements (qu'il connaît bien) de Louis Moyses[526] ou de Volterra[527],

[521] Issu d'une famille de la haute bourgeoisie juive, Emmanuel Berl est un vieil ami de Pierre Drieu La Rochelle. Les deux hommes se sont connus sur les bancs du lycée Carnot à Paris avant la Première Guerre mondiale, puis se sont retrouvés en 1920. Devenus très proches, ils fréquentent tous deux les surréalistes et, en 1927, fondent ensemble une éphémère revue politico-littéraire, *Les Derniers jours* (cf. Emmanuel Berl et Patrick Modiano, *Interrogatoire*, *op. cit*.). Emmanuel d'Astier a fait la connaissance de Berl par l'intermédiaire de Drieu, au milieu des années 1920.

[522] Pierre Assouline, *Gaston Gallimard. Un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984, pp. 216-218.

[523] Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 52.

[524] Emmanuel d'Astier, « La Russie à Paris », *Marianne*, 18 avril 1934. Il s'agit de son tout premier article.

[525] Emmanuel d'Astier, « Les régates du Yacht Moteur Club », *Marianne*, 4 juillet 1934.

à l'ouverture d'un nouveau restaurant sur l'avenue des Champs-Élysées[528], etc. Bref, il traite de sujets dont il est un connaisseur avisé, mais qui apparaissent bien secondaires et futiles en comparaison de l'actualité brûlante traitée par ailleurs. De fait, ils sont relégués dans les dernières pages du journal.

Ce sont des articles analogues qu'il commence par publier en avril 1935 dans l'hebdomadaire *1935*. Le climat intellectuel et idéologique y est cependant bien différent de celui qui règne à *Marianne*. Fondé en 1933 par les éditions Plon et dirigé par l'intellectuel maurrassien Henri Massis[529], ce journal qui a pour particularité de se donner pour titre l'année en cours – on a *1933*, puis *1934*, *1935*, etc. – est proche politiquement de l'Action Française. L'essentiel de ses collaborateurs sont liés, de près ou de loin, au mouvement royaliste. On peut ainsi y lire des articles d'Abel Bonnard, Philippe Henriot, Jean-Pierre Maxence, Robert Brasillach ou encore Thierry Maulnier défendre des positions fermement nationalistes, antiparlementaristes, anticommunistes et, pour certains, fortement antisémites. On y dénonce par exemple l'accueil par la France des antifascistes italiens et marxistes allemands fuyant leur pays, ce dont on tient le Parti communiste et la SFIO pour responsables[530]. On affiche son soutien au mouvement agraire et au Front paysan farouchement hostiles à la République parlementaire[531]. Dès mars 1935, on en appelle au maréchal Pétain pour prendre la tête d'un État fort, seul à même d'endiguer la dévirilisation et l'affaiblissement du pays et assurer la défense nationale[532]. Dans un contexte marqué par la formation progressive du Front populaire et un basculement du rapport de force politique en faveur des antifascistes[533], *1935*

[526] Emmanuel d'Astier, « Moyses et ses Bœufs », *Marianne*, 12 décembre 1934.

[527] Emmanuel d'Astier, « Volterra », *Marianne*, 19 décembre 1934. Léon Volterra est, entre autres, propriétaire des Folies-Bergère, du Casino de Paris et du théâtre Marigny.

[528] Emmanuel d'Astier, « ″Le Triomphe″ de M. Lefranc », *Marianne*, 9 janvier 1935.

[529] Henri Massis est dans l'entre-deux-guerres une figure importante des intellectuels nationalistes. Proche de Maurras, il est en 1919 l'auteur du manifeste « Pour un parti de l'intelligence », signé par une cinquantaine d'intellectuels nationalistes et catholiques se proclamant les défenseurs de l'« intelligence » et de la France contre le bolchévisme et l'ignorance. Rédacteur en chef de *La Revue universelle*, il rédige en 1935 le manifeste « Pour la défense de l'Occident » – « l'une des pétitions les plus mobilisatrices de l'entre-deux-guerres (Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions française, op. cit*., p. 147) » – déclaration d'hostilité à des sanctions de la SDN contre l'Italie mussolinienne suite à son invasion de l'Éthiopie.

[530] *1935*, « La France n'est pas un camp de concentration », *1935*, 23 janvier 1935.

[531] « Dans l'ordre politique, lutte contre un parlementarisme néfaste et méprisé, contre les troupes subventionnées ou dupées qui le défendent encore, contre les scandales dont les plus grands ne sont peut-être pas ceux dont on parle le plus. Dans l'ordre social, lutte contre l'anarchie économique d'aujourd'hui, lutte pour l'organisation corporative de demain. Voilà le sens du mouvement paysan. (*1935*, « Front paysan », *1935*, 13 mars 1935) »

[532] Cf. notamment *1935*, « La voix du Maréchal Pétain », *1935*, 27 mars 1935.

[533] Les élections municipales de mai 1935 « révèlent une évidente poussée vers l'extrême-gauche (Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire (1934-1938)*, Paris, Payot, 1965, p. 71). En effet, tandis que les socialistes se maintiennent et que les communistes doublent le nombre de leurs élus, les radicaux ainsi que les modérés de droite subissent un net recul. Si l'on observe également de bons résultats de la part des candidats nationalistes, notamment ceux investis par les Croix-de-Feu, la dynamique politique est incontestablement en faveur du Front

participe activement au processus de radicalisation de la droite sur la base, notamment, de l'anticommunisme.

En marge de ces prises de position politiques très fermes, Emmanuel d'Astier continue quant à lui d'écrire, en apparence distant, sur les hauts lieux du Paris mondain et chic, saluant l'ouverture par Louis Moyses d'un Nouveau Bœuf[534], évoquant les orchestres noirs américains des cabarets[535] ou les restaurants et cafés des Champs-Élysées[536].

1.2. Antisémitisme, antirépublicanisme et anticommunisme

Comparée à celle de *Marianne*, la rédaction de *1935* est cependant plus accordée à ses propres opinions politiques, ce qui ne va pas tarder à se faire sentir. Car si jusqu'à ce milieu des années 1930, d'Astier n'est pas engagé politiquement et semble manifester un certain détachement vis-à-vis de l'actualité politique, il n'est pas pour autant indifférent. En l'occurrence, il reste fortement marqué par sa socialisation politique initiale, qui n'a pas été radicalement remise en cause par une socialisation concurrente. La marine est réputée pour être le corps le plus conservateur de l'armée française – d'Astier a d'ailleurs indiqué que la pensée de Maurras était célébrée parmi les officiers. Quant aux milieux intellectuels qu'il fréquente (ou a fréquenté), les opinions politiques qui y circulent sont plurielles et n'ont donc pas, de ce fait, suffisamment de constance et de consistance pour infléchir une socialisation jusque-là très cohérente. Certes, les surréalistes penchent nettement à gauche et même vers le communisme[537]. Mais d'Astier n'est pas intégré au groupe et si Jacques Rigaut, dont il est le plus proche, exprime bien une révolte contre l'ordre établi, celle-ci ne se traduit pas clairement en termes politiques. Cependant, d'une manière générale, le rayonnement de l'Action Française est grand dans le champ intellectuel des années 1920[538]. Son ami Pierre Drieu La Rochelle est d'ailleurs, au début de la décennie, fortement séduit par le mouvement,

populaire. La progression en voix et en sièges de l'alliance SFIO-PCF (qui ont très souvent fait liste commune) précipite le ralliement du Parti radical au Rassemblement populaire, acté officiellement le 14 juillet 1935.

[534] Emmanuel d'Astier, « Le Bœuf change de toit », *1935*, 17 avril 1935.

[535] Emmanuel d'Astier, « Où deux noires valent mieux qu'une blanche », *1935*, 1 mai 1935.

[536] Emmanuel d'Astier, « Champs-Élysées », *1935*, 15 mai 1935.

[537] Péret, Aragon, Breton, Éluard et Unik adhèrent au Parti communiste en 1927.

[538] « A droite, l'*Action française* connaît une seconde apogée et continue, au moins jusqu'en 1926, à être un pôle dominant d'aimantation des clercs et un point de référence dans les joutes idéologiques du temps. (Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les Intellectuels en France de l'affaire Dreyfus*, *op. cit*., p. 77) »

sans toutefois y adhérer formellement. Et bien qu'il prenne par la suite ses distances avec lui, il demeure fasciné par Maurras[539].

Au milieu des années 1930, les idées maurrassiennes qui ont fourni à d'Astier un premier code de perception politique du monde continuent donc d'exercer une influence déterminante sur son interprétation des événements politiques. Il admire toujours Maurras[540] et, bien qu'il n'en soit pas membre, se sent encore proche de l'Action Française. La connivence idéologique dans laquelle il se trouve avec les autres rédacteurs de *1935* exerce alors un effet incitatif, implicite et diffus, à s'exprimer politiquement. C'est ainsi qu'il va, dans un premier temps, révéler des opinions antisémites.

Un reportage sur le mont-de-piété et le prêt sur gages lui en fournit une première occasion[541]. Dans son article, d'Astier décrit l'activité de plusieurs bureaux du Crédit municipal parisien dans lesquels il s'est rendu. Notant que la plupart d'entre eux sont gravement touchés par la crise économique, il souligne en particulier l'omniprésence des Juifs en ces lieux qui, faisant main-basse sur le prêt sur gages, tirent profit de la situation. Il reproduit alors quelques-uns des stéréotypes antisémites les plus éculés, à commencer par la prédilection supposée des Juifs pour l'argent, qui sous-tend l'ensemble de son texte. Cependant, il livre une description physique dégradante, déshumanisée du Juif. Être sale, laid, petit, faible, dégoûtant et agressif, il tient plus selon le portrait qu'il en dresse, de l'animal que de la personne humaine.

> « Il y a là ″la bande″, une assemblée de rapaces, la juiverie occidentale assaisonnée du ghetto d'Europe Centrale. […] Un juif slovaque plein de pellicules et de mucosités, dont le chapeau mou est fixé à jamais dans sa forme par la sueur, truste les couverts et les service de table. Quand un objet passe de main en main il vous l'arrache en grognant : ″tonne… tonne !″, il se jette dessus comme une bête, et sortant de la poche de son gilet la loupe de bijoutier, il renifle férocement pour trouver le poinçon. […] Il n'y a pas un homme ici qui ait plus d'un mètre soixante cinq. C'est une assemblée d'horribles nabots, bossus, tordus, grimaçants. Ils ont une petite loupe vissée à l'œil qui complète le groin envahi de poils, où les oreilles et le nez sont des nids à poussière. Ils sont cassés en deux sur une pile de bijoux navrants, l'héritage d'une famille, le joie des fiançailles, les

[539] Cf. Jacques Cantier, *Pierre Drieu La Rochelle*, *op. cit*., pp. 163-164.

[540] Claude Roy, qui fait la connaissance d'Emmanuel d'Astier en janvier 1936, dit de leur première conversation : « Il défendit Maurras contre mon reproche de n'être pas ″social″, ni dans le monde. Il disait qu'il n'est pas nécessaire d'être avec son temps, mais utile de mettre son temps avec soi. (Claude Roy, *Moi je*, *op. cit*., p. 266) »

[541] Emmanuel d'Astier, « Les gaietés du Crédit Municipal », *1935*, 29 mai 1935.

> souvenirs de mariage et de première communion. Ils reniflent çà et le soupèsent dans leurs pattes en se délectant à l'idée des gains futurs. Cette racaille qui absorbe aux dépends du public tous les objets du Mont de Piété, on l'appelle en haut-lieu, avec un faux air de réprobation ″la bande″, mais on n'a rien cherché pour lui rogner les griffes.[542] »

Identifiables par leurs propriétés physiques spécifiques, les Juifs, en outre, se reconnaissent entre eux. C'est ainsi qu'ils forment « la bande », soudée et solidaire, dont le dessein larvé est de piller le peuple français de ses biens.

> « Ils écoulent dans le peuple ce qu'ils lui ont volé grâce à une association où ils sont capables de tout, sauf de se manger entre eux. Non contents de ce monopole de fait, et comme le trafic des reconnaissances est devenu trop dangereux, ces Gosbecks du Mont ont trouvé mieux pour duper le gogo… : ″Israël effectue avantageusement tout dégagement au Mont de Piété″, ainsi ils acquièrent les objets au plus bas prix du capital prêté, et ils empochent le boni que le Crédit Municipal réservait à ses clients sur les ventes aux enchères. Si peu antisémite que l'on soit, en sortant de là, on pense que Drumont n'exagérait pas tellement, et on cherche dans les rues ensoleillées quelques têtes chrétiennes.[543] »

Emmanuel d'Astier exprime là un antisémitisme somme toute traditionnel, puisant l'essentiel de ses arguments – la référence à Édouard Drumont en est un indicateur – dans un fonds discursif déjà en circulation à la fin du XIX^e^ siècle : conception raciste des Juifs comme groupe distinct caractérisé par des propriétés physiques particulières et fondamentalement étranger à la nation française chrétienne, dénonciation de l'avidité des Juifs, du pouvoir qu'ils acquièrent par l'accumulation financière, de la dépossession du peuple français de ses richesses et de sa souveraineté dont ils sont coupables, etc.[544] Cet antisémitisme, qui avait connu une phase de reflux après la Première Guerre mondiale, est réactivé et actualisé dans les années 1930. Stimulé par une significative immigration juive venue essentiellement d'Allemagne et d'Europe centrale[545], par la crise économique qui avive le sentiment de

[542] *Ibid*.
[543] *Ibid*.
[544] Cf. notamment Michel Winock [1990], *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 2004.
[545] On estime la population juive de France à environ 200 000 individus en 1930, 300 000 en 1940.

concurrence des travailleurs français avec les travailleurs étrangers[546], enfin par l'éclatement de scandales politico-financiers (en particulier l'affaire Stavisky) dans lesquels des Juifs sont impliqués, l'antisémitisme (sous diverses formes) se répand alors largement dans la société française, n'épargnant pas les milieux intellectuels[547].

Moins d'un mois après ce premier article, d'Astier récidive en rendant hommage à l'écrivain et journaliste Édouard Drumont, l'une des grandes figures de l'antisémitisme en France à la fin du XIX^e^ siècle[548], auteur en 1886 de *La France juive*[549]. L'article est le récit par d'Astier de son « pèlerinage » sur la tombe de Drumont au Père-Lachaise[550]. Il y fait part de son dépit de trouver une « tombe à l'abandon, modeste, presque pauvre : un carré de terreau, semé de gravier entouré d'une grille que mange la rouille. Contre cette grille est posée une pierre dont l'inscription à demi effacée est masquée par une croix. Enfin vous déchiffrerez Édouard Drumont, homme de lettres, 1844-1917… C'est tout.[551] » L'indigence de la tombe de Drumont contraste, se désole d'Astier, avec l'opulence de quelques tombes voisines appartenant à des hommes qui furent ses adversaires politiques : la « tombe fastueuse et du pire goût[552] » d'Auguste Burdeau, ancien ministre impliqué dans le scandale de Panama, ou celle, similaire, de l'ancien ministre des Cultes de Gambetta, le républicain Eugène Spuller. Mais surtout, la tombe de Drumont est toute proche d'une « belle dalle funéraire, fraichement fleurie[553] », celle de l'escroc juif Stavisky : « Drumont, pauvre Drumont, si abandonné, couché tête à tête pour le sommeil éternel à côté de Stavisky ![554] »

Sa promenade dans les allées du Père-Lachaise fournit selon d'Astier une démonstration de ce que les ennemis de la (vraie) France, au premier rang les Juifs, sont parvenus à la dominer, s'accaparant les richesses, le pouvoir et les honneurs aux dépends de ses défenseurs, tels Drumont, rejetés dans la pauvreté et dans l'oubli.

---

[546] D'une manière générale, les années 1930 sont marquées par une forte xénophobie, qui s'exerce contre les Juifs, mais aussi contre les immigrés italiens et polonais et, à partir de 1937, contre les réfugiés espagnols. Cf. Ralph Schor, *L'Opinion française et les immigrés en France de 1919 à 1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

[547] Sur le phénomène, voir en particulier Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, Complexe, 2005. Schor souligne notamment que les livres et la presse antisémites se vendent bien et même de mieux en mieux à mesure que l'on s'approche de 1939. Parmi les indicateurs de la forte poussée antisémite, *L'Action française,* qui avait quelque peu modéré son discours antisémite dans les années 1920, est dans la décennie suivante à nouveau à la pointe de la propagande antisémite.

[548] L'antisémitisme de Drumont s'appuie sur une dénonciation de la Révolution, de la République et du capitalisme moderne, d'inspiration juive, qui conduisent à la destruction de la vraie France, c'est-à-dire la France catholique et traditionnelle (Cf. Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, *op. cit.*).

[549] Le livre est alors un immense succès de librairie.

[550] Emmanuel Drumont, « Le nommé Drumont », *1935*, 26 juin 1935.

[551] *Ibid*.

[552] *Ibid*.

[553] *Ibid*.

[554] *Ibid*.

> « Pour gagner la grande porte, je traversai la 96ème division où les tombes sans croix portent des triangles et des caractères hébraïques : ce sont les tombes israélites, luxueuses. Et tandis que *La France juive* traîne pour finir sa carrière dans les boîtes des quais, ceux qu'elle a fait trembler un jour reposent sous les fleurs et les hommages… Un jour peut-être dans les temps qui viendront, le ″nommé Drumont″ aura sa revanche.[555] »

Si d'Astier exprime très clairement son antisémitisme, il laisse aussi poindre dans cet article son antirépublicanisme. L'évocation dépréciative d'Eugène Spuller, grande figure républicaine des débuts de la IIIe République[556], le laisse en tout cas assez nettement supposer. Ses propos sont plus clairs début juillet 1935, qui manifestent une véritable défiance envers la République. À l'occasion d'une enquête sur les bibliothèques municipales de la ville de Paris, d'Astier met en évidence que la plupart d'entre elles sont affligeantes par manque de budget, ce qui lui permet de faire plus généralement remarquer que la « république ne peut pas se vanter d'avoir accrue la richesse monumentale de Paris. Dans ces mairies, les bibliothèques sont les parents pauvres que l'on relègue derrière les postes de police ou sous les combles. Poussière, saleté, incurie, désordre républicain : tout y est.[557] »

« Désordre républicain », voilà en quelque sorte l'un des mots de passe des mouvements et idéologues des droites extraparlementaires des années 1930. Slogan largement employé sans être toujours précisé, il synthétise la dénonciation globalisante d'un régime en crise ; en crise politiquement (multiplication des renouvellements ministériels, nombreux scandales politico-financiers), économiquement (incapacité des gouvernements successifs à résoudre la crise économique) et socialement (aggravation de la conflictualité sociale) ; un régime dont le « désordre » entraîne le déclin de la France et auquel il doit être remédié par l'instauration d'un État fort, autoritaire, à même d'assurer l'ordre.

D'Astier ne fait pas, à l'inverse des Juifs, de la critique de la République le thème central ou premier d'un article. Mais celle-ci affleure tout de même dans plusieurs textes. Ainsi une conséquente enquête sur la « banlieue rouge » de Paris[558] lui permet-elle par exemple de

[555] *Ibid*.

[556] Ami de Léon Gambetta, Eugène Spuller est un des acteurs importants du camp républicain lors de la crise 16 mai 1877 débouchant sur la « soumission » puis la « démission » du maréchal de Mac-Mahon et l'avènement de la « République des Républicains ». Cf. Jean-Marie Mayeur, *La Vie sous la Troisième République*, *op. cit*., pp. 58-69.

[557] Emmanuel d'Astier, « Bibliothèques municipales », *1935*, 3 juillet 1935.

[558] Cette enquête donne lieu à trois articles dans trois numéros successifs de *1935* : « Banlieue rouge », 17 juillet 1935 ; « Banlieue rouge II », 24 juillet 1935 ; « Banlieue rouge III », 31 juillet 1935. Le premier est principalement consacré à la ville de Saint-Denis, dont le maire est Jacques Doriot, le second à la ville de

qualifier la république de « moribonde » et de regretter que les républicains aient découvert dans le vocabulaire antifasciste une arme efficace pour mobiliser pour sa survie :

> « Vraiment le jour où les républicains ont découvert et utilisé le terme antifascisme, ils ont trouvé une perle, une de ces ″perle Titus″ propres à prolonger une république moribonde.[559] »

Dans ces lignes, d'Astier laisse assez clairement entendre qu'il se situe du côté des adversaires de cette république. Plus largement, dans l'ensemble de son reportage sur la banlieue rouge, il se pose comme un opposant au Rassemblement populaire. La manifestation du 14 juillet 1935, à l'issue de laquelle le Parti radical rejoint officiellement la coalition, lui renvoie ainsi le « spectacle d'une farce ».

> « Le 14 juillet, pour ne pas être séparé de mes banlieusards, j'ai été faire avec eux le chemin de la Bastille à la Porte de Vincennes. J'en ai été récompensé par une farce qui laisse loin derrière la mi-carême et le conservatoire. Imaginez le pont du chemin de fer de ceinture et ses deux piliers flanqués chacun d'une automobile allégorique dont le toit portait des personnages de charade mimant en bas-relief un ″pas d'ennemi à gauche″. D'un côté, sous le drapeau tricolore : Daladier, Pierre Cot, Rivet, Langevin. De l'autre, sous le drapeau rouge : Thorez, Marty et Barbusse.[560] »

Dans cet article, d'Astier moque allègrement les principales personnalités du Front populaire. Il s'en prend en particulier aux radicaux, qui à ses yeux portent la lourde responsabilité des morts du 6 février 1934[561]. Le maire communiste dissident de Saint-Denis, Jacques Doriot, obtient en revanche toutes ses faveurs.

Puteaux, dirigé par le socialiste Georges Barthélémy, le troisième à Boulogne-Billancourt, qui a pour maire le socialiste André Morizet.

[559] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge », art. cit.

[560] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge II », art. cit.

[561] Le radical Pierre Cot – on ne sait pourquoi – est spécialement visé : « Mais tous étaient effacés par M. Cot, le pitre de la bande, qui faisait son possible pour attirer l'attention sur lui, en chantant successivement avec son talent d'enfant de chœur et son poing tendu *la Carmagnole*, *la Marseillaise* et *l'Internationale*. En fin de compte il devait être fort marri car les prolétaires gueulaient : « Daladier au pouvoir ! » ou « Casimir au poteau ! » sans même un cri de politesse à son égard. (*Ibid*.) »

> « Doriot, qu'alliez-vous faire dans cette galère ? On vous sifflait, vous, quand on applaudissait ces bons radicaux, sans doute pour avoir su tirer un soir de février une pinte de sang du peuple de Paris ![562] »

Exclu du Parti communiste un an plus tôt pour indiscipline, celui qui a été le premier à proposer une alliance du PC et de la SFIO pour lutter contre le fascisme n'a pourtant pas encore fondé le PPF et il continue de soutenir le principe du Rassemblement populaire. Perçu et considéré comme communiste par l'ensemble de la classe politique à l'exception de son ancienne formation, Doriot n'est en rien, à ce moment, le chef d'un parti fascisant[563]. D'Astier, qui l'a rencontré à Saint-Denis, voit cependant en lui un homme franc, capable de juguler le « sectarisme » dans sa ville, dont les méthodes sont en outre particulièrement efficaces.

> « Parmi toutes les têtes communistes que je verrai plus tard, il possède celle qui respire le plus de franchise et qui inspire le plus de sympathie. […] On le suit sans doute mieux qu'un autre parce qu'il ne sent ni le métèque ni l'intellectuel, et – artifice ou non – qu'il respire le travail manuel. Son organisation et sa propagande sont des modèles. Il faut se dire, se répéter, que les ligues, les droites, les nationaux – qu'importe l'étiquette – ne conquerront l'ouvrier qu'avec de pareilles méthodes et de pareils chefs.[564] »

Cette dernière phrase, qui paraît prémonitoire au regard de la trajectoire ultérieure de Doriot, est très intéressante car au travers de sa formulation, d'Astier y indique sans ambiguïté son propre positionnement politique, lequel est encore plus clairement exprimé dans le dernier volet du reportage, consacré à Boulogne-Billancourt.

> « Ici encore, comme à Saint-Denis et à Puteaux, le rôle de la droite et des ligues semblent *malheureusement* bien effacé.[565] »

[562] *Ibid*.
[563] Sur les logiques sociales et politiques de l'exclusion du PC et de la conversion politique de Doriot, voir Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit*.
[564] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge », art. cit.
[565] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge III », art. cit. C'est nous qui soulignons.

C'est bien de ce côté du champ politique qu'Emmanuel d'Astier se situe. Certes, ce positionnement est sommaire. Peu différencié et précisé, il ignore en particulier la fracture entre les formations modérées partisanes du régime et les mouvements extraparlementaires. Rappelons toutefois que durant la période, cette fracture se fait moins nette, les droites dans leur ensemble connaissant un processus de radicalisation que l'arrivée au pouvoir du Front populaire portera à son paroxysme[566]. Mais il demeure signifiant dans la mesure où il inscrit nettement d'Astier dans l'un des deux camps qui structurent fondamentalement l'espace politique français, la droite par opposition à la gauche. Il l'est d'autant plus dans un contexte de bipolarisation croissante et marquée du champ politique, où les divisions politiques tendent de plus en plus à se réduire à une opposition entre anticommunistes à droite et antifascistes à gauche.

À la mi-1935, l'identification politique de d'Astier semble claire. C'est du côté des nationalistes et des ligues, en opposition au Front populaire, qu'il se situe. Il se présente alors comme un être traversé de contradictions. Par un effet de son origine sociale, il peut se sentir proche de l'Action Française, admirer Maurras, Drumont et Massis, avoir des opinions antisémites[567] et défendre des positions politiques réactionnaires ; et simultanément, par un effet de sa trajectoire sociale et de ses inscriptions sociales, être progressiste et libéral sur le plan des mœurs, révolté contre la religion et l'Église en tant qu'elles représentent un pouvoir traditionnel, non-conformiste à l'égard de sa famille et de sa classe sociale d'origine, et fréquenter des Juifs (Emmanuel Berl et Colette Clément par exemple). Cela n'est d'ailleurs pas un phénomène tout à fait extraordinaire, comme le souligne le biographe de Maurice Blanchot, lequel dans les mêmes années 1930 publie lui aussi un grand nombre d'articles antisémites tout en ayant des Juifs pour amis. C'est que l'« époque permet à la fois la rancœur des clivages et la compatibilité des contraires, la vivacité des invectives et les compromissions des fréquentations. Rien ne tient, ni ne se tient. L'inconséquence pousse même à soutenir publiquement un parti aussitôt oublié en privé. On peut crier des slogans antisémites avant d'aller dîner avec des camarades juifs, eux-mêmes parfois adhérents de la ligue [d'Action Française], comme certains étrangers naturalisés. [568] » Ces contradictions « objectives » que

[566] La peur du communisme, largement amplifiée par la constitution puis la victoire du Front populaire, joue un rôle majeur dans cette radicalisation qui a pour effet qu'une partie non négligeable de la droite modérée tend progressivement à s'aligner sur les positions des droites extraparlementaires. « L'entrée en force des communistes dans un bloc des gauches réunifié et l'emprise croissante de la droite activiste concourent à une polarisation aux extrêmes qui ne laisse guère de possibilité aux formations modérées de préserver leur autonomie. (René Rémond (avec la collaboration de Jean-François Sirinelli), *Notre siècle, op. cit.*, p. 189) »

[567] Herbert Lottman rapporte que « Drieu proclamait même alors qu'il le jugeait vraiment trop antisémite (Herbert R. Lottman, *La Rive gauche*, *op. cit*., p. 143) ».

[568] Christophe Bident, *Maurice Blanchot, partenaire invisible*, Seyssel, Champ-Vallon, 1998, p. 52.

manifeste Emmanuel d'Astier sont une expression de la situation de flottement social qui est la sienne, c'est-à-dire de sa circulation (successive ou simultanée) entre plusieurs univers sociaux au sein desquels les pratiques et les représentations présentent des dissonances marquées[569].

2. Une étape décisive : l'entrée à l'hebdomadaire Vu

La collaboration de d'Astier à *1935* cesse brusquement après la parution de son enquête sur la banlieue rouge de Paris. Cela peut surprendre car jusque-là, ses articles paraissent régulièrement[570] et la teneur des derniers pouvait même laisser augurer une honorable carrière de journaliste d'extrême-droite, conforme à ses dispositions politiques. On ne sait quelles sont les raisons précises de ce divorce, qui peut-être ne sont autres que matérielles. D'Astier, on le sait, n'est pas entré dans le journalisme par vocation mais pour subvenir à ses besoins, sans visiblement se soucier de l'orientation politique des journaux susceptibles de l'accueillir.

> « Dans la nécessité de gagner ma croûte, il ne s'agissait pas de faire la fine bouche. J'écrivais là où on me publiait. [571] »

Son départ de *1935* n'est donc peut-être dû qu'à l'obtention de meilleures conditions de rémunération à l'hebdomadaire *Vu*, où paraît son premier article le 17 juillet 1935. Il faut à ce sujet avoir à l'esprit que le réseau social de d'Astier est étendu et socialement pluriel. Il est très loin de se réduire au milieu réactionnaire de *1935* auquel, d'ailleurs, il n'est pas véritablement intégré. Bien qu'il soit politiquement proche d'eux, les rédacteurs de

[569] Sur le moment, ces contradictions ne sont pas nécessairement perçues et vécues comme telles. La logique du témoignage rétrospectif en rend cependant d'Astier pleinement conscient : « J'étais un personnage encore profondément divisé, aspiré par ce qui me restait de maurrassisme, ce qui me restait de tendances familiales à la conservation sociale, et ce qui me poussait vers la révolte, qui aurait dû être sociale en même temps que familiale et contre les formes sociales de 1934. […] J'avais peur des Juifs et j'admirais beaucoup Drumont. Et je croyais une partie de ce qu'on disait sur les Juifs. J'avais une certaine admiration pour un homme pour lequel je n'en ai pas beaucoup, tout en ayant une certaine estime pour lui, qui était un homme comme Massis, qui était un peu un des féaux de Maurras. Et tout de même, des hommes comme Berl et Drieu étaient, même quels que soient les chemins qu'ils ont suivi, des hommes beaucoup plus progressistes. (Extrait des entretiens d'Emmanuel d'Astier avec Francis Crémieux diffusé dans l'émission *Radio Libre*, France Culture, 30 octobre 1999. Les propos prononcés par d'Astier présentent quelques différences notables avec ceux qui sont transcrits dans Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 62) »

[570] D'Astier est l'auteur de 11 articles entre le 17 avril et le 31 juillet 1935. Il est au sommaire de chacun des numéros de juillet.

[571] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 62.

l'hebdomadaire ne comptent pas parmi ceux qui forment son premier cercle de sociabilité. Les personnes qu'il fréquente le plus régulièrement appartiennent à une élite plus progressiste – qui par leurs styles de vie tendent même à l'éloigner de ce milieu – susceptible de lui offrir d'autres opportunités de travail.

2.1. Professionnalisation au métier de journaliste

Son entrée à la rédaction de *Vu* joue un rôle très important dans la trajectoire biographique d'Emmanuel d'Astier. C'est en effet en travaillant pour ce journal qu'il va se professionnaliser véritablement au métier de journaliste et que, de façon concomitante, va s'amorcer sa bifurcation politique.

Fondé en 1928, *Vu* est l'un des journaux les plus novateurs de l'entre-deux-guerres, pionnier dans l'usage de la photographie, d'où son titre. Hebdomadaire accordant une large place à l'analyse de l'actualité internationale[572], il est sur le plan politique très nettement orienté à gauche. Son fondateur et directeur, l'homme de presse Lucien Vogel, compte dans les années 1930 « parmi les compagnons de route [du communisme] du plus haut rang en Europe[573] ». De fait, le journal soutient activement le Front populaire[574] et, surtout, est fortement et précocement engagé dans le combat contre le fascisme, le nazisme et le franquisme[575]. *Vu* est par exemple le premier organe de presse français à parler, dès le 3 mai 1933, des camps de concentration nazis, en l'occurrence Dachau et Oranienburg. Il est l'un des premiers journaux à dénoncer les mesures antisémites et racistes mises en œuvre par le régime hitlérien. Il est aussi l'un des tous premiers, à partir de 1934, à renoncer au pacifisme inconditionnel qui animera longtemps une partie de la gauche française et à envisager l'option

[572] *Vu* s'accompagne d'un supplément, *Lu*, qui est une revue de la presse mondiale traduite en français. En 1937, les deux titres fusionnent pour donner *Vu et Lu*.

[573] Stephen Koch, *La Fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne : trente ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995, p. 91. Vogel est notamment un ami proche de Willi Müzenberg, militant communiste allemand chargé dans les années 1920 par l'URSS de mener en Occident des opérations de propagande visant à attirer vers le communisme les intellectuels et les artistes. Vogel est aussi un ami intime de l'intellectuel communiste Paul Vaillant-Couturier, qui sera le premier époux de sa fille aînée, la journaliste Marie-Claude Vaillant-Couturier.

[574] Cf. Pascal Ory, *La Belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire (1935-1938)*, Paris, Plon, 1994.

[575] Cf. Danielle Leenaerts, *Petite histoire du magazine* Vu *(1928-1940). Entre photographie d'information et photographie d'art*, Bruxelles, Peter Lang, 2010, pp. 357 et suiv. Voir aussi, à propos du franquisme, Sophie Kurkdjian, « Représenter et penser l'affrontement : le magazine *Vu* face à la Guerre d'Espagne et la menace d'une deuxième guerre mondiale », *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, mis en ligne le 3 mai 2011 (URL : http://amnis.revues.org/1317).

de la guerre pour abattre le nazisme. Le journaliste Jean Lacouture se souvient ainsi d'un journal qui « était vomi par la presse de droite, par *Candide*, par *Gringoire*[576] ».

Emmanuel d'Astier intègre donc une rédaction très politisée et engagée, au sein de laquelle il apparaît politiquement décalé. La journaliste Madeleine Jacob, figure importante du journal et elle-même proche du Parti communiste, se rappelle qu'à son arrivée, d'Astier est « très nettement un homme de droite ».

> « J'étais à *Vu* dans les années 1930 et quelque, quand Vogel entra dans mon bureau, flanqué d'un grand jeune homme, il pouvait avoir trente ans à peine, pâle, évanescent, très beau. Il avait un air absent, cet homme jeune, un air dans les nuages… Vogel me dit : ″Madeleine, voici Emmanuel d'Astier de La Vigerie qui a jeté sa défroque d'officier de marine aux orties, faites-le travailler.″ Ainsi travailla-t-il à *Vu*. D'Astier était cependant très nettement un homme de droite.[577] »

Quoi que très engagé, *Vu* n'a toutefois rien d'un journal sectaire. Il se veut au contraire pluraliste et ouvert. L'un de ses objectifs affichés est de donner à lire toute la variété des points de vue portés sur le monde[578]. Aussi peut-on y trouver des contributions d'hommes tels que Pierre Drieu La Rochelle, Alain Laubreaux ou Claude Jeantet[579]. Cette ouverture tient pour l'essentiel à l'impulsion donnée par Lucien Vogel. Esthète éclectique, attaché au pluralisme, Vogel est également un formateur qui aime, en tant que patron de presse, aider au développement de ses collaborateurs[580].

---

[576] « Je voudrais juste dire que comme praticien de la presse de cette époque, [*Vu*] était quand même nettement marqué à gauche. Moi qui lisais pas mal la presse de droite à cette époque, *Vu* était vomi par la presse de droite, par *Candide*, par *Gringoire* (Jean Lacouture interrogé dans l'émission *Radio Libre* consacrée à Emmanuel d'Astier, France Culture, 30 octobre 1999). »

[577] Madeleine Jacob, *Quarante ans de journalisme*, Paris, Julliard, 1970, p. 341.

[578] Emmanuel d'Astier estime d'ailleurs que c'est là ce qui faisait toute la valeur de *Vu* et *Lu*. « Ces journaux avaient une caractéristique très importante, qui fait si souvent défaut à notre époque : ils n'étaient pas inféodés, ils étaient insolites. Et *Lu* vous apportait l'opinion du monde entier… (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 64) »

[579] Laubreaux et Jeantet sont journalistes à *Je suis partout*.

[580] Passé brièvement par l'École des Beaux-Arts de Paris, Lucien Vogel (1886-1954) avait débuté sa carrière dans l'édition de mode, créant en particulier la *Gazette du Bon Ton* en 1912. Après la Première Guerre mondiale, il fonde et dirige plusieurs revues d'art et de mode (*Les Feuillets d'art*, *Le Jardin des modes*, *Vogue France*, etc.) avant de créer *Vu* et de diriger un temps *Le Petit Journal*. Vogel est, d'une manière générale, considéré comme l'un des pionniers de la presse illustrée en France. Cf. la thèse d'histoire de Sophie Kurkdjian, *Lucien Vogel et Michel de Brunhoff. Parcours croisé de deux éditeurs de presse illustrée au XX^e siècle*, Paris, Fondation Varenne, 2014.

> « Vogel était un très grand patron, au sens que les internes des hôpitaux donnent au mot ″patron″ en parlant du grand chirurgien, leur maître.[581] […] Sans lui je n'aurais jamais connu mon métier de journaliste. Je ne serais jamais entrée dans la presse. Il savait tout. Ancien élève des Beaux-Arts, il souhaitait devenir architecte, il avait dû interrompre ses études pour gagner sa vie. Ainsi connut-il l'édition. […] Il savait tout de l'édition. Tout du journalisme. Il était un technicien complet. Il savait le papier, il savait l'imprimerie, il savait le marbre, il savait la typographie, il savait la gravure, il savait la diffusion de presse, il savait le dessin, il savait la peinture. Il avait cette qualité que nous ne rencontrons plus : il savait donner l'impulsion à tous ses collaborateurs, suggérer les articles, les polémiques, les reportages, les enquêtes, les analyses. Rien ne lui échappait de la politique, de l'économie d'un pays. Rien ne paraissait dans son journal, je devrais dire dans ses journaux, car il dirigea un temps le *Petit journal*, qu'il n'ait lu, discuté. Il respectait la pensée exprimée par ses collaborateurs. Il en discutait. Il convainquait ou ne convainquait pas, mais il avait le respect de la plume des autres. […] Je ne sache pas qu'il y ait actuellement un animateur de presse de cette classe. […] Il avait le goût du faste. Il était généreux. Il aimait aider les jeunes artistes, les jeunes écrivains.[582] »

De la même façon que pour Madeleine Jacob, Lucien Vogel va exercer une influence considérable sur Emmanuel d'Astier. Cela, en le formant véritablement au métier de journaliste. En effet, Vogel ne va pas seulement donner à d'Astier du travail, se contenter de lui rémunérer des piges comme cela pouvait être le cas à *Marianne* ou à *1935*. Il va l'intégrer pleinement dans l'équipe de rédaction de *Vu*. Il va l'envoyer sur le terrain – d'abord en France, puis très vite, à l'étranger – pour réaliser des enquêtes et des reportages[583]. Il va lui confier la responsabilité d'articles de plus en plus importants dans la hiérarchie des sujets. On observe ainsi que tout au long de l'année 1935, ses articles remontent progressivement vers les premières pages du journal jusqu'à être régulièrement, à partir de début 1936, annoncés en Une. Il va le faire collaborer directement avec des photographes[584]. Bref, il joue auprès de lui le rôle de mentor, lui apprend ce qu'est la presse et contribue pour une bonne part à lui en transmettre le goût. Il faut noter à cet égard que d'Astier, dont on a souligné précédemment

[581] Madeleine Jacob, *Quarante ans de journalisme*, *op. cit*., p. 24.

[582] Madeleine Jacob, *Quarante ans de journalisme*, *op. cit*., pp. 332-334. Marie-Claude Vaillant-Couturier dit de son père une chose comparable : « Mon père était un épanouisseur d'hommes. Il aimait aider au développement des personnalités de chacun même s'il était en désaccord politique avec elles (Marie-Claude Vaillant-Couturier cité dans Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 59) ».

[583] Le fait qu'Emmanuel d'Astier parle couramment l'anglais et l'allemand est peut-être l'une des raisons qui incitent Vogel à faire de lui l'un des grands reporters internationaux de *Vu*.

[584] D'Astier va ainsi se lier d'amitié avec le photographe juif d'origine russe Isaac Kitrosser, avec lequel il travaille fréquemment.

l'état d'indétermination dont il souffre, est alors *disponible* pour s'investir dans une activité sociale susceptible de lui donner une occupation, un statut et, en définitive, de la raison d'être. Le journalisme, par sa proximité avec le milieu littéraire, par sa faculté à faire voyager géographiquement comme socialement, mais aussi par sa dimension moins contrainte et moins codifiée que d'autres activités sociales (comme par exemple l'armée), est apte à répondre à ce besoin.

> « Au seuil de 1936, j'ai rencontré un homme qui m'a beaucoup impressionné : Lucien Vogel. C'était un homme en bien des points admirable, créateur et bon. Il faisait un grand journal, un journal neuf et jeune, qui s'appelait *Vu*, et un additif qui s'appelait *Lu*, que dirigèrent successivement mes amis Martin-Chauffier et Pascal Copeau. […] En faisant *L'Événement*[585] je rêve souvent encore à *Vu* et *Lu*. […] Vogel a été mon banc d'essai avec *Vu*.[586] »[587]

À partir de 1936, le journalisme n'est plus pour d'Astier une occupation épisodique et alimentaire mais devient peu à peu son activité principale. D'Astier s'impose en particulier comme grand reporter international, c'est-à-dire dans le genre alors le plus légitime et le plus noble du journalisme[588], et comme un spécialiste de la politique étrangère allemande. En

[585] *L'Événement* est un mensuel d'information créé par Emmanuel d'Astier en 1966, et qu'il dirige jusqu'à sa mort en 1969.

[586] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 64-65.

[587] Michel-Antoine Burnier nous confiait en entretien à propos de d'Astier : « Il m'a dit un jour : ″Vogel m'a tout appris. Il m'a appris la photo″ - parce que *Vu* […] c'est sublime, c'est d'une beauté, c'est une invention de graphisme, de montages photos, de trucs, c'est admirable. Il m'a dit : ″Il m'a appris la photo, il m'a appris la presse. » […] Et la troisième chose qu'il m'a dit : ″Il m'a appris le compagnonnage de route. C'est Vogel qui m'a appris ça.″ (Entretien enregistré, Reignier, 10 août 2011) » D'Astier devait effectivement être durablement imprégné de la conception très exigeante du journalisme de Lucien Vogel. Le journaliste René Maison, collaborateur dans les années 1950 du quotidien *Libération* dirigé par d'Astier, se souvient de lui comme d'un homme davantage formaté, du fait de sa haute conception du journalisme, pour les périodiques hebdomadaires : « à mon avis c'était plus je crois un homme d'hebdomadaire qu'un homme de quotidien, parce qu'il avait une conception assez exigeante du journalisme peu compatible avec les obligations du quotidien. Je veux dire par là que son esprit d'analyse, de complexité parfois, de discussions de contradictions faisait que c'était très difficile de déboucher dans le quotidien avec ces exigences, et que évidemment il ressentait le journalisme quotidien comme manquant d'exactitudes, d'approfondissements, d'un certain nombre de ce qu'il estimait être des qualités du journalisme, mais très difficile à obtenir dans le quotidien […]. Il avait une exigence du journalisme, qui était très liée d'ailleurs à son tempérament de finesse et d'esprit d'analyse, et puis toujours cherchant à voir la totalité des implications, remettre en cause, reposant les problèmes, allant vers le perfectionnement qui est évidemment assez difficile à concilier avec l'exercice quotidien du journalisme. […] C'est pourquoi je crois que c'était plutôt un journaliste de revue, d'hebdomadaire (Propos de René Maison recueillis par Jeannine Mayer, « Papiers privés d'Emmanuel d'Astier », AN, 72 AJ/2012) ».

[588] Le reportage, assimilé au début du XX^{e} siècle au fait-divers et pour cela dévalué, acquiert ses lettres de noblesse durant l'entre-deux-guerres. Le reporter devient valorisé parce qu'il est associé à la recherche de la vérité et parce qu'il incarne une forme de courage physique et moral. La mort de plusieurs journalistes français lors de la guerre d'Espagne alimente cette image du grand-reporter aventurier. Albert Londres est alors une figure prestigieuse du journalisme de l'époque. « Avec le reporter, le journaliste a trouvé pour longtemps son modèle. Autrefois, le débutant rêvait de ressembler […] au polémiste ou au critique, au journaliste sédentaire ; maintenant il aspire à devenir l'égal du journaliste nomade. Ainsi le reportage apparaît-il comme la meilleure ″école″ du journalisme. (Christian Delporte, *Les Journalistes en France*, *op. cit*., p. 239) »

1939, sa signature est identifiée et reconnue dans le milieu journalistique français. Le journalisme constitue de la sorte un facteur de stabilisation de sa situation et de sa position sociales.

2.2. Le journalisme comme vecteur de politisation, mode de socialisation politique et agent de conversion

À travers l'apprentissage du métier de journaliste sous la houlette de Vogel, d'Astier fait également un apprentissage politique. En effet, par sa pratique professionnelle, il est amené à rendre compte et commenter des phénomènes et événements politiques, à interviewer des personnalités politiques. En un mot, il est conduit à porter une attention relativement soutenue à l'actualité politique. Sa professionnalisation au métier de journaliste induit donc un processus de politisation. L'exercice du journalisme constitue un mode de socialisation politique qui dans son cas, est pour partie une socialisation de renforcement. Plus qu'elle ne les forme, cette socialisation « professionnelle » favorise le réveil de dispositions politiques latentes que sa situation sociale antérieure contribuait jusque-là à mettre en sommeil. Elle se matérialise notamment par l'acquisition d'une solide « compétence technique[589] ». Au fil de ses reportages en effet, d'Astier accumule des savoirs politiques. Il se familiarise avec les acteurs du champ, il apprend à connaître, et parfois – c'est le cas surtout en matière de politique internationale – à maîtriser très finement les questions, problématiques et enjeux qui occupent l'agenda et structurent la compétition politiques.

Or cette socialisation politique s'opère dans un contexte spécifique, qui a pour caractéristique principale d'être en rupture avec le contexte de formation de ses dispositions politiques primaires. L'environnement idéologique, en particulier, est bien différent. D'Astier est confronté sinon quotidiennement, du moins très régulièrement, à des visions du monde dissonantes. Cela ne signifie pas un alignement mécanique de ses opinions sur celles de ses collègues. Néanmoins, ces dernières influent pour plusieurs raisons sur le processus d'élaboration de ses propres représentations. La première est qu'au sein de la rédaction de *Vu*, l'actualité politique est un objet de débat donnant lieu à des échanges. La politique est discutée. Or les opinions individuelles ne sont pas des réalités figées mais des réalités mouvantes en perpétuelle construction. Et, en l'occurrence, elles sont façonnées par et dans les interactions sociales concrètes de l'individu avec d'autres, autrement dit dans des

[589] Pierre Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit*., pp. 463-541.

situations de conversation auxquelles il participe. « Les discussions politiques qui prennent place dans le cadre familial et dans les relations entre proches sont des espaces de confrontations et de délibérations qui participent à l'orientation des choix comme à la définition des comportements. En confortant un accord mutuel ou en accueillant des controverses, elles constituent un terrain d'expérience de la politique[590] ». Parce qu'il constitue pour lui une interface entre lui et le monde, un des prismes par lequel lui parvient le monde, l'environnement interpersonnel d'un individu forme une instance de socialisation continue (instance plurielle et possiblement hétérogène dans la mesure où elle regroupe une multitude d'agents) qui participe au processus d'élaboration de la représentation que celui-ci se fait du monde. Il peut alors contribuer à infléchir des représentations intériorisées au cours de la socialisation antérieure qui ne sont pas (ou pas suffisamment) entretenues dans les conditions d'existence présentes. Les manières de se représenter, notamment politiquement, le monde sont sensibles aux expériences socialisatrices récentes et aux effets de contexte[591]. Elles peuvent s'épuiser si elles ne sont pas actualisées et si elles sont régulièrement et intensément contredites. C'est ainsi, comme l'observe Daniel Gaxie, qu'en matière de « rapport à la politique et, sans doute, plus largement, de la vision du monde, les effets de la socialisation secondaire l'emportent sur ceux de la socialisation primaire. Plus largement, dans le cas des trajectoires sociales non congruentes, les éléments de socialisation les plus récents semblent plus puissants, au moins pour les plus marquants.[592] »

À partir du second semestre 1935, la rédaction de *Vu* est probablement la principale instance de socialisation politique d'Emmanuel d'Astier. Les effets de cette socialisation ont d'autant plus de force que, tout d'abord, elle n'est pas contrebalancée par une socialisation concurrente véritablement consistante. Durant cette période, d'Astier a « peu de rapports avec [sa] famille[593] ». Et s'il continue de fréquenter certains milieux littéraires et mondains, il n'est

[590] Anne Muxel, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 4, 2015, pp. 541-562, p. 543.

[591] Sur les effets du contexte sur le vote, voir Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leur contexte : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010.

[592] Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, avril-juin 2002, pp. 145-178, pp. 163-164. Dans cet article, Gaxie montre que la socialisation politique secondaire a une probabilité d'autant plus forte de remettre en cause les visions du monde acquises au cours de la socialisation primaire que d'une part, les contradictions sont grandes entre les univers sociaux associés à ces deux phases de la socialisation, d'autre part que ces contradictions sont éprouvées fréquemment. Autrement dit, un déplacement social qui insère l'individu dans un milieu largement dissonant du milieu d'origine, induisant par conséquent que l'individu fasse l'expérience quotidiennement de contradictions, apparaît comme un facteur décisif de la transformation de ses visions (notamment politiques) du monde.

[593] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 70. Ailleurs, d'Astier évoque une « famille forte et lointaine » : « Malgré sa distance, elle était un clan qui marquerait, dans ses trois générations, toute ma vie, pères, frères, neveux qui se tiendraient et se nommeraient avec présomption les d'Astier. (Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 23) »

pas sûr qu'il y parle de politique davantage que de façon incidente. Au demeurant, les opinions et idées qui y circulent sont variées. Ensuite, cette socialisation politique est rendue plus efficiente par le fait que d'Astier entretient avec plusieurs personnalités de la rédaction de l'hebdomadaire, telles que Lucien Vogel, Isaac Kitrosser, Louis-Martin-Chauffier, Pascal Copeau, des relations affectivement chargées. Or on sait que les liens affectifs favorisent l'apprentissage et la transmission culturelle[594]. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles en matière de choix politique, les individus se montrent plus sensibles aux discussions avec les membres de leur entourage intime qu'aux discours des personnalités politiques ou aux messages des médias[595]. En outre, Lucien Vogel, par son statut et sa stature professionnels, exerce sur d'Astier un ascendant symbolique – il l'impressionne – qui crée les conditions d'une plus grande attention, d'une plus grande réceptivité à son discours. Si l'on ajoute à cela le rapport contrarié que d'Astier entretient à son héritage familial, qui fait que d'une certaine manière, il se présente comme plutôt bien disposé à l'égard des pratiques et discours qui se démarquent de ce que sa famille incarne, on obtient une configuration générale propice à l'infléchissement de ses convictions politiques. Cet infléchissement, on va le voir, est progressif et dans un premier temps limité ; c'est que cette socialisation politique secondaire doit composer avec les produits d'une socialisation primaire suffisamment consistante pour opposer une certaine résistance aux transformations. Il n'en est pas moins significatif.

Le contexte idéologique de la socialisation secondaire n'est pas seul, cependant, à peser sur les catégories de pensée politiques de d'Astier. Le contenu d'un certain nombre d'expériences doit être aussi pris en compte. En l'occurrence, le métier de journaliste conduit d'Astier à vivre une multitude d'expériences de *décloisonnement* social qui affectent dans un sens large ses visions du monde. Jusque-là, il n'avait certes pas vécu dans le seul univers confiné de l'aristocratie. Il avait vagabondé, c'est vrai, mais à l'intérieur des classes dominantes, fortunées et/ou cultivées, c'est-à-dire dans des régions situées dans le haut de l'espace social. À travers le métier de journaliste, il est amené à rencontrer *physiquement* des hommes et des femmes appartenant à des milieux sociaux variés, pour certains forts éloignés de lui et dont il n'avait jusque-là qu'une connaissance indirecte. Il découvre en particulier par le journalisme la classe ouvrière. Or les interactions concrètes par lesquelles se réalisent ces

[594] Cf. notamment Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*., pp. 306-307 et Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, op. cit., pp. 225 et suiv. Ces derniers font de l'« attachement émotionnel (pp. 226-227) » entre l'agent socialisé et l'agent socialisateur une condition quasi-nécessaire de l'apprentissage lors de la socialisation primaire.

[595] Nonna Mayer, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010, pp. 153-154. Plus largement sur cette question de la relation entre choix politiques et relations interpersonnelles, on renvoie aux travaux d'Anne Muxel et notamment son ouvrage *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008.

rencontres ne s'inscrivent pas dans le cadre de relations sociales objectivées et routinisées, et en l'occurrence structurées la plupart du temps par des rapports de domination comme la relation du patron à son ouvrier, du professeur à son élève, du maître à son domestique, c'est-à-dire des relations où la position, le rôle, la conduite à tenir de chacun sont définis pour l'essentiel antérieurement et extérieurement aux situations d'interaction particulières. Elles prennent au contraire la forme de relations fortement personnalisées et conduisent bien souvent d'Astier à partager avec les individus qu'il rencontre des scènes de leur vie indigène. Le rapport à l'autre qui en résulte est bien spécifique. La posture du reporter est une posture de curiosité et de connaissance qui suppose l'attention à l'autre et favorise de ce fait une certaine prise de conscience de la diversité sociale. Il est significatif à cet égard, que certains de ses reportages sur des milieux sociaux très éloignés de sa classe d'origine s'apparentent à des comptes-rendus d'enquêtes ethnographiques, tel cet extrait tiré d'un reportage sur une usine Renault en grève en juin 1936.

> « Une heure du matin. Les accordéons, les pistons, les flûtes se sont tues. On ne ″guinche″ plus. Les heures trop longues commencent à passer sur les nuques. Les belotes même languissent. Un atelier chante encore ″Sous les roses″ ; mais lovés dans les coins des groupes de dormeurs commencent à ″en écraser″. ″- Tu vois camarade et tu peux le répéter : la discipline, le sang-froid, un peu de gaité, le moral à bloc ; mais pas de pétard. Et toute l'après-midi ainsi… - Oui, vers quatre heures on a eu un petit incident : quatre cent types de la maîtrise et des Croix de feu ont tenté une sortie. On les a refoulés sans tomber la veste, sans coup dur. C'est tout.″ Le spectacle est impressionnant. Certains ateliers ont un air de belle au bois dormant : l'interminable file de pièces à l'arrêt, la chaîne du métal stupide abandonné par l'homme dans sa course au montage. [596] »

Dans ces lignes, l'usage des guillemets pour marquer les expressions propres au langage indigène des ouvriers est l'un des éléments significatifs de cette posture quasi ethnographique.

Par le journalisme, d'Astier fait l'expérience, certes de façon limitée et distanciée par la posture journalistique, de l'altérité sociale[597]. Cette expérience est d'autant plus vive qu'elle intervient dans le cours d'une trajectoire individuelle marquée par des situations de

[596] Emmanuel d'Astier, « La première nuit des grévistes », *Vu*, 3 juin 1936.

[597] Notons que l'attrait et le goût de d'Astier pour le journalisme constituent des indicateurs d'une curiosité sociale préalable que l'exercice du métier va contribuer à renforcer.

décalage[598]. Elle contribue ainsi à l'accentuation de l'effritement de l'adhésion originaire, préréflexive de d'Astier à certaines croyances et visions du monde qui fondent le sens commun transmis par sa socialisation initiale[599]. Au travers d'elle, il acquiert en outre une « aptitude à voyager entre plusieurs univers[600] ». Autrement dit, il incorpore des compétences relationnelles et « interactionnelles » lui permettant de s'adapter à des milieux sociaux pluriels et d'évoluer avec une certaine aisance face à des interlocuteurs variés[601].

Durant les quatre années qui précèdent le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, au fil de ses voyages et de ses reportages, d'Astier va peu à peu prendre ses distances avec l'Action Française, le maurrassisme et, plus largement, une certaine conception conservatrice de l'ordre politique. Il va rompre avec l'antisémitisme, devenir un antifasciste et un antinazi résolu, défendre des positions politiques soucieuses du sort des classes populaires et d'équilibre social, en un mot adopter des positions plus progressistes. Il va enfin se montrer, en particulier sous l'effet de sa prise de conscience du péril nazi, moins résolument antirépublicain et antidémocrate[602].

[598] On peut penser que cette expérience est aussi rendue plus vive par le fait qu'elle s'inscrit dans un contexte général de crise sociale où les fondements de la société paraissent ébranlés, où les Français ont le sentiment de manquer de repères et de certitudes. Pierre Brossolette évoquait ainsi à Londres, en 1942, le « grand trouble des esprits et des cœurs de l'avant-guerre (Pierre Brossolette cité par Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 86) ». Dans un tel contexte, sortir de son milieu favorise sans doute une prise de distance avec lui, voire une remise en question de sa *doxa*.

[599] D'une manière générale, les expériences de décloisonnement social favorisent la rupture, ou à tout le moins l'érosion, du rapport de « complicité ontologique » qui unit d'ordinaire l'individu au monde social lorsqu'il est plongé dans un présent similaire au passé dans lequel ont été forgées ses catégories de pensée.

[600] Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », *in* Annie Collovald (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p. 207.

[601] Cette ressource sociale constituera pour lui un atout de poids dans la clandestinité.

[602] Peu avant la guerre, il déclare à Dominique Desanti : « Je ne suis pas sûr d'aimer la démocratie mais je suis certain de ne pas aimer la dictature. (Emmanuel d'Astier cité dans Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 68) »

3. D'Astier reporter international : dénoncer le nazisme, refuser le fascisme

À partir de l'été 1936, Emmanuel d'Astier devient l'un des grands reporters internationaux de *Vu*[603]. Il couvre en particulier les tensions diplomatiques qui se multiplient alors en Europe centrale, ce qui le confronte directement au phénomène nazi. Vite révulsé par ce qu'il entrevoit comme un danger majeur et imminent pour la paix en Europe, il s'attache dès lors dans ses articles à « désigner le mal[604] ».

3.1. Prévenir la guerre : la dénonciation du pangermanisme hitlérien

D'Astier effectue un premier voyage en Europe centrale en tant qu'envoyé spécial de *Vu* durant l'été 1936. Il se rend tout d'abord en Hongrie, où il réalise un reportage sur les tentations du pays de se rapprocher diplomatiquement de l'Allemagne, ce contre quoi il entend mettre en garde[605]. Selon lui en effet, « c'est au malheur de ce pays, à son destin que l'Europe ira puiser sa guerre ». En 1920, le traité du Trianon a imposé à la Hongrie, puissance vaincue lors de la Première Guerre mondiale, des conditions de paix très dures, en particulier un nouveau tracé de ses frontières ayant pour conséquence de rejeter dans les états voisins comme la Tchécoslovaquie, une partie du peuple hongrois[606]. Cette humiliation, dit d'Astier, est à l'origine du rapprochement de la Hongrie avec l'Allemagne car les vues de Hitler sur les Sudètes – région germanophone de Tchécoslovaquie – sont susceptibles d'aboutir à un

[603] En 1938 et 1939, il donne également plusieurs reportages importants à l'hebdomadaire *Marianne*.

[604] « J'étais vraiment libre d'esprit, et je n'ai pas abordé, dès le début, le nazisme en lançant les foudres contre lui. Si je ne me sentais pas d'appétit pour lui, 1918 me paraissait dépassé, l'antigermanisme aussi et je rêvais plutôt de réconciliation. C'est une constante jusque dans la Résistance, je ne croyais pas au péché originel du peuple allemand. Mais j'ai approché le phénomène nazi en Alsace, chez Henlein en Bohême, par des voyages, des reportages, à Paris au siège de la maison brune rue Roquépine, en Allemagne même. […] Le nazisme et sa montée me saisissaient à la gorge… Une angoisse qui se fixait pour moi, en 1937 à Nuremberg, dans le visage et la gesticulation hallucinante de Hitler. Je pensais : c'est un cataclysme, il faut désigner le mal. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 66-67) »

[605] Emmanuel d'Astier, « Et pendant ce temps-là… la Hongrie attend », *Vu*, 2 septembre 1936. À cette période, la question des velléités expansionnistes de Hitler à l'est apparaît bien secondaire, sinon à peu près ignorée dans le débat public français (et européen). Si la remilitarisation de la Rhénanie a constitué le principal enjeu international au début de l'année 1936, c'est désormais la guerre civile espagnole, déclenchée le 18 juillet, qui occupe l'essentiel de l'attention. L'article de d'Astier paraît d'ailleurs dans un numéro spécial consacré à la guerre d'Espagne, d'où son titre « Et pendant ce temps-là… ».

[606] La Tchécoslovaquie en tant qu'État indépendant est née en 1918 de la réunion de la Bohême, de la Moravie et de la Slovaquie. Cette dernière était auparavant intégrée à la Hongrie, État autonome de l'Empire austro-hongrois.

éclatement de l'État tchécoslovaque qui, par ricochet, pourrait permettre à la Hongrie de récupérer les territoires tchèques de langue et culture hongroises.

> « Traduisez en clair : ″Nous avons été brimés, amputés de manière odieuse ; nous sommes trop faibles pour rétablir le juste droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais si l'Allemagne doit être celle qui efface la Tchécoslovaquie des cartes de l'Europe, nous ne pouvons ni la détester, ni refuser les morceaux du cadavre tchécoslovaque qui nous reviendront de droit.″ »

Aux yeux de d'Astier, cette position est compréhensible. On ne peut reprocher aux Hongrois d'espérer qu'une « catastrophe s'abatte sur ceux qui ont consacré sa peine ». Pour lui, les traités consécutifs à la Première Guerre mondiale (Versailles et Saint-Germain-en-Laye en 1919, Trianon en 1920) sont en cause. D'une part, ils ont trop abaissé les vaincus pour qu'ils ne soient pas animés d'une volonté de réparation. D'autre part, ils sont à l'origine de la formation d'États instables car ne reposant pas sur des communautés de langue et/ou de culture. À cet égard, « la Tchécoslovaquie paraît la création la plus artificielle et la plus fragile, celle dont la fatalité historique viendra le plus facilement à bout ». C'est pourquoi il est urgent que la France et la Grande-Bretagne, qui sont les deux grandes puissances du continent, adoptent une politique – que d'Astier, au demeurant, ne précise pas – permettant de rétablir des équilibres dans la région. Il en va de l'enrayement des appétits territoriaux de l'Allemagne nazie et, en définitive, de la paix en Europe. Car c'est bien là, en effet, que se situe l'enjeu. Si les tensions nationales en Europe centrale ne sont pas résolues, rien n'empêchera que certains, y voyant leur intérêt, ne se jettent dans les bras de Hitler. L'Allemagne redevenue puissante et portée par une idéologie conquérante, un tel scénario conduirait inévitablement le continent à la guerre.

Ce reportage en Hongrie est le premier d'une longue série sur la problématique des nationalismes centre-européens et leur exploitation à des fins expansionnistes par l'Allemagne nazie. Immédiatement après la Hongrie, d'Astier se rend en Tchécoslovaquie, et plus particulièrement dans les Sudètes où il réalise une interview de Konrad Henlein, fondateur et chef du pro-nazi Parti des Sudètes allemands. L'interview, refusée par la presse française qui à cette époque ne prend pas encore le personnage de Henlein au sérieux[607], paraît finalement

[607] C'est ce qu'indique Emmanuel d'Astier dans un article de juillet 1939 : « Mon ami Otto Abetz », *Marianne*, 26 juillet 1939.

dans un journal belge[608]. Sur le chemin de son retour en France, d'Astier est invité à assister au 5ème congrès de Nuremberg[609].

Il repart en Europe centrale en février 1937, cette fois-ci en Autriche. Il y enquête sur les menées secrètes des nazis en vue de favoriser l'Anschluss. Il évoque le noyautage nazi des organisations sportives et patriotiques, signale la croissance du nombre d'adhérents autrichiens à la SS malgré l'interdiction de l'organisation sur le territoire autrichien et les risques encourus de 12 mois de prison : « Pourtant, de jeunes Autrichiens m'ont montré avec fierté la fameuse carte blanche dont l'avers porte les petits timbres de cotisation.[610] » D'une manière générale, il note les « progrès inquiétants » réalisés dans le pays par le « national-socialisme », s'étonnant même qu'il n'ait « pas tenté encore une opération intérieure ». Pour parer au risque d'Anschluss qui lui paraît imminent, il semble alors favorable au rétablissement de la monarchie, solution qu'envisage au début de l'année 1937 le chancelier Karl von Schuschnigg pour mieux résister à Hitler.

> « Les Autrichiens souffrent d'un complexe d'infériorité. Ils n'ont pas voué à Hitler un amour particulier. Mais ils en sont venus à penser que c'est dans le sein de l'Allemagne seulement qu'ils retrouveront leur ancienne grandeur. Puisse une restauration, en leur apportant une autre sorte de grandeur moins dangereuse pour l'Europe les détourner du ″destin national-socialiste″. »

Malgré un relatif apaisement des tensions internationales durant l'année 1937[611], les risques d'une guerre européenne qui aurait pour foyer le bassin danubien demeurent aux yeux de d'Astier très élevés. C'est ainsi que fin novembre, il critique de nouveau les traités de 1919 et 1920 qui ont selon lui déstructuré l'Europe centrale en détruisant « l'équilibre que lui avait forgé en trois siècles, la monarchie dualiste[612] ». La guerre menace d'autant plus gravement la région désormais que « Slaves et Germains ont endossé les idéologies véhémentes du bolchévisme et du nazisme ». Pris en étau entre ces deux grandes puissances conquérantes

[608] Cette dernière information est livrée par d'Astier lui-même dans son article « Promenade à l'ombre de Hitler », *Vu et Lu*, 27 avril 1938. Nous n'avons pas retrouvé le journal en question, que d'Astier ne mentionne pas.

[609] Le congrès se tient du 8 au 14 septembre 1936.

[610] Emmanuel d'Astier, « Où va l'Autriche », *Vu*, 3 mars 1937.

[611] C'est cependant en 1937 que Hitler arrête ses projets de conquête territoriale. Le 5 novembre a lieu la « réunion Hossbach » au cours de laquelle le chancelier annonce à son état-major, ainsi qu'aux ministres de la Guerre et des Affaires étrangères, son intention d'annexer prochainement l'Autriche et de déclarer la guerre à la Tchécoslovaquie.

[612] Emmanuel d'Astier, « Sur le Danube demain la guerre », *Vu et Lu*, 23 novembre 1937.

que sont l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, les petits États d'Europe centrale (mais aussi d'Europe du nord et d'Europe orientale) sont des proies offertes.

> « États baltes, Pays-Bas, wallons-flamands, pays danubiens, *l'Europe organisera ses points faibles ou périra*. La division de l'Europe centrale en ″clientèles″ n'est pas souhaitable : les clients de la Russie susciteront des clients à l'Allemagne, et réciproquement. Et ceci se terminera sur un champ de bataille.[613] »

Pour qu'ils résistent à la tentation de s'allier à l'Allemagne ou à la Russie – ce qui revient en réalité, du fait de leur faiblesse, à se livrer à eux – d'Astier milite pour une alliance des États du Danube eux-mêmes. C'est à cette condition seulement, c'est-à-dire en formant par leur coalition une entité qui ait quelque consistance et quelque force, qu'ils peuvent espérer ne pas devenir au mieux un vassal, au pire une simple province de l'Allemagne ou de la Russie. Là encore, la France et la Grande-Bretagne doivent apporter leur concours.

> « Il faut que le bassin danubien s'organise *de lui-même et par l'intérieur, sinon il sera l'organisé de l'extérieur, au profit d'une grande puissance*. Il faut que la France – et l'Angleterre surtout, qui a là une grande partie à jouer – prêtent leur influence pour favoriser le règlement des litiges danubiens. Que les trois capitales apaisées, Vienne, Prague, Budapest, organisent une entente économique d'abord, puis un statut commun de paix et de résistance à l'agresseur, quel qu'il soit. Quand ces trois États, écartant l'ingérence des grandes puissances voisines (et avec l'appui de l'Angleterre, puissance désintéressée) se seront groupés, sans abandon de souveraineté, dans une entente diplomatique et économique ; quand ces trois États réuniront 30 millions d'hommes pour la sauvegarde de leur indépendance, le Danube reprendra figure ″humaine″. La Roumanie et la Yougoslavie pourront compléter un jour le système de la ″paix danubienne″. Et l'Europe aura écarter les périls de guerre les plus immédiats.[614] »

Comme on le lit dans ces lignes, la possibilité de déclenchement d'une guerre est spécialement redoutée. D'Astier soutient ici une position pacifiste. C'est précisément pour éviter un conflit qu'il propose l'union des États du bassin danubien. Cela étant, il défend le principe de l'adoption par les alliés franco-britanniques d'une ligne résolument

[613] C'est d'Astier qui souligne.
[614] C'est d'Astier qui écrit.

interventionniste. Préserver la paix, dans son esprit, ne signifie pas laisser à Hitler l'initiative. Il s'agit, bien au contraire, de se doter d'une diplomatie forte permettant de contrecarrer ses velléités expansionnistes. Le pacifisme de d'Astier est à ce titre fort différent de celui qui anime à cette même période une bonne partie de l'opinion et de la classe politique, et notamment d'une large aile droite du champ politique qui par crainte de la guerre (et parfois sympathie idéologique pour le fascisme et le nazisme), pour ne pas provoquer le Führer, refuse toute fermeté et promeut une forme de retrait. La position de d'Astier, nourrie par une bonne connaissance du nazisme, de son idéologie et de son programme, ainsi que par sa familiarité avec les réalités locales des États d'Europe centrale, préfigure les fractures qui se feront jour dans les mois suivants.

Peu après la proclamation de l'Anschluss, laquelle n'entraine aucune réaction de la part de la France et de la Grande-Bretagne, d'Astier se rend de nouveau en Tchécoslovaquie. Les Sudètes – il le sait bien – constituent la prochaine étape du programme expansionniste nazi. Moins de deux ans après son premier voyage, il s'inquiète des progrès spectaculaires réalisés par le nazisme dans la région. Nombreux, note-t-il, sont les habitants totalement acquis à Hitler et à l'idée du rattachement au Reich. De fait, le Parti des Sudètes allemands est désormais la première force politique et son programme épouse toujours davantage les vues nazies. D'Astier, qui interviewe alors pour la seconde fois Konrad Henlein[615], suspecte d'ailleurs le dirigeant de soumettre ses mots à Berlin. C'est ainsi que pour lui, son séjour dans les Sudètes s'apparente à rien moins qu'à une « promenade dans l'ombre de Hitler[616] ». Plus que jamais, il exhorte la France à prendre ses responsabilités en s'engageant à défendre l'intégrité de la Tchécoslovaquie[617]. Il en va de son propre intérêt. Pour la première fois, en ce mois d'avril 1938, d'Astier envisage la guerre comme une option possible pour contrer l'expansionnisme nazi.

> « Mais l'Europe a déjà eu tant de cas de conscience, et meilleurs (le service obligatoire, le 7 mars, la Rhénanie, l'Autriche), pour lesquels elle a refusé de s'émouvoir ! Ainsi, plutôt qu'un examen de conscience, il vaut mieux faire un examen de l'intérêt de la France… et s'en tenir à ce point de vue. […] Mais qu'on ne nous fasse pas dire qu'il ne faut pas se battre pour la Tchécoslovaquie. Je souhaite pour ce pays même qu'il n'y ait pas de

[615] Emmanuel d'Astier, « Le secret de Henlein. Führer de paix ou de guerre ? », *Marianne*, 20 avril 1938.
[616] Emmanuel d'Astier, « Promenade dans l'ombre de Hitler », *Vu et Lu*, 27 avril 1938.
[617] Conformément au pacte défensif qui l'a lie à l'État tchèque.

> conflit, et si, malgré nos efforts, il doit y en avoir un, il n'est pas nécessaire d'y aller les yeux fermés.[618] »

Une telle position, qui sans être foncièrement belliciste n'exclut pas le recours à la guerre, est alors très minoritaire dans l'opinion française, encore traumatisée par l'hécatombe de 1914-1918 et de ce fait rétive à toute idée de conflit armé[619]. À quelques mois de la signature des accords de Munich, il n'y a en France à peu près que les communistes, quelques socialistes minoritaires comme Blum ou Zyromski et quelques cégétistes dont l'antifascisme est sans concession pour « accepter le risque de la guerre pour éviter la guerre[620] ». D'Astier s'inscrit pleinement dans ce camp des antifascistes résolus.

3.2. Emmanuel d'Astier propagandiste antimunichois

C'est par conséquent tout à fait logiquement que dans la continuité de ses précédentes prises de position, il se montre à l'automne 1938 fermement défavorable aux accords de Munich. Moins d'une semaine après leur signature, il consacre un long article dans *Marianne*[621] au projet pangermanique qu'il estime consubstantiel de l'État national-socialiste, citant à l'appui des extraits de *Mein Kampf* très explicites[622]. Son texte débute par un rappel des précédentes dérobades de Hitler à ses propres déclarations d'intention concernant ses ambitions territoriales. Après chaque nouvelle avancée expansionniste en effet, que ce soit la remilitarisation de la Rhénanie ou l'Anschluss, Hitler a chaque fois solennellement déclaré qu'il n'avait « plus de revendications territoriales à présenter à l'Europe[623] », pour se dédire

[618] *Ibid*.

[619] En 1938, les anciens combattants représentent 40% de la population masculine française. Or ceux-ci, via le puissant mouvement combattant (900 000 adhérents pour la seule UNC en 1934), contribuent à la large diffusion du pacifisme. Cf. les volumes I (*Histoire*) et II (*Sociologie*) de Antoine Prost, *Les Anciens combattants et la société française*, *op. cit*. Si le pacifisme est multiforme et si, surtout, il ne puise pas aux mêmes sources selon les milieux politiques – le pacifisme idéologique traditionnel de la SFIO se distingue très nettement du néo-pacifisme anticommuniste (voire fascisant) de la droite et de l'extrême-droite nationalistes – « on trouve partout le même refus viscéral de la guerre, la même détermination pour rejeter toute logique qui admettrait l'idée du conflit inévitable, pour refuser toute politique qui, selon le mot de Jean Guéhenno, présenterait la guerre comme fatale (Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 100) ».

[620] *Ibid*., p. 106.

[621] Emmanuel d'Astier, « Dix ôtés de dix… restent vingt, ou les étonnantes soustractions de l'Allemagne », *Marianne*, 5 octobre 1938.

[622] Par exemple la phrase suivante : « Le Reich allemand doit englober tous les Allemands, non seulement dans le but de recueillir et de sauvegarder les éléments de la race les plus précieux, mais aussi de les élever lentement et sûrement à une position dominante. »

[623] Déclaration de Adolf Hitler du 7 mars 1936 citée par Emmanuel d'Astier, *Ibid*.

quelques mois plus tard. Pour d'Astier, ces seuls précédents devraient convaincre qu'Hitler n'en a pas terminé et qu'il ne faut porter aucun crédit à ses engagements.

> « Peut-être M. Hitler est-il sincère. L'Allemand a l'habitude de ses sincérités successives, dans lesquelles il s'installe si bien qu'il est parfois le premier à s'y laisser prendre. Mais il est difficile d'y croire : d'abord à cause des expériences précédentes ; ensuite parce que les services de propagande du III^e^ Reich s'obstinent à démentir les paroles du chancelier. »

Emmanuel d'Astier dévoile en effet l'existence de l'Ausland Organisation, structure plus ou moins secrète basée à Stuttgart et dirigée par le secrétaire d'État au Affaires étrangères du Reich, Ernst Wilhelm Bohle, dont le but est de grouper les 30 millions d'Allemands qui selon ses calculs vivent hors de ses frontières. L'A. O. déploie pour ce faire une importante activité de propagande au sein des populations de langue et/ou de culture allemandes à l'étranger, s'appuyant pour ce faire sur les mouvements fascisants locaux.

> « Elle propage le national-socialisme dans les minorités, les oriente d'abord vers l'autonomisme, et les exalte en vue d'une *annexion spontanée*. Tandis que M. Hitler promet la main sur le cœur, l'A. O. apprend à chaque Allemand par des cartes et des statistiques qu'il y a, outre l'Autriche et le pays sudète, plus de 4 millions d'Allemands qui ont été injustement arrachés à la Mère-Patrie par un diktat. »

Ces Allemands se trouvent en Alsace-Lorraine, en Pologne, à Dantzig, au Danemark, en Europe centrale. Pour d'Astier, il ne fait pas de doute que ces territoires seront l'objet de tentatives prochaines d'annexion. Bien informé sur les activités de l'A. O., le journaliste déclare – avec une clairvoyance rétrospectivement frappante – que Dantzig et la Pologne seront parmi les premières cibles[624].

Le titre d'un second article qu'il publie moins de deux semaines après la signature des accords est sans ambiguïtés : « D'une victoire sans guerre aux nouvelles victoires[625] ». La victoire dont il s'agit, bien sûr, est celle de Hitler. « En ce mois d'octobre, avant d'aller à de

[624] On sait que les revendications d'annexion du couloir de Dantzig et l'invasion de la Pologne par Hitler déclencheront en septembre 1939 la Seconde Guerre mondiale.
[625] Emmanuel d'Astier, « D'une victoire sans guerre aux nouvelles victoires », *Marianne*, 12 octobre 1938.

nouveaux destins, l'Allemagne peut considérer avec satisfaction le bilan de sa victoire. » Et d'Astier d'énumérer les gains allemands, avant de synthétiser :

> « En somme, grâce à cette victoire sans guerre, l'Allemagne aura fait tomber le dernier rempart au ″Drang nach Osten″, puisque sur son chemin vers les blés hongrois, les pétroles roumains, les minerais serbes, les rives méditerranéennes ou de mer Noire, elle ne trouvera qu'une Tchéquie privée de ses défenses naturelles, de ses ouvrages stratégiques, de la meilleure part de ses matières premières et de ses usines. »

Pour d'Astier, la résolution par les accords de Munich de la crise des Sudètes est bien loin de mettre fin aux velléités expansionnistes allemandes et d'éloigner les risques de guerre. Au contraire, elle favorise la réussite du « plan pangermaniste hitlérien », lequel comporte, dit-il, deux étapes :

> « 1° La création d'une grande Allemagne englobant les Allemands qui vivent en groupes compacts aux frontières du Reich ; 2° La subordination économique, puis politique, des États riverains du Danube. »

Alors qu'il en reconnaît d'ordinaire la pleine légitimité, d'Astier récuse dans cet article l'inconditionnalité du droit des peuples à l'autodétermination car celui-ci peut s'avérer une arme dangereuse lorsque s'en emparent des « dictatures ». C'est que ces dernières, contrairement aux états démocratiques, ne rechignent pas à mobiliser d'importants moyens de propagande pour manipuler à leur avantage les minorités. L'Allemagne, en l'occurrence, a su habilement se saisir du prétexte du droit à l'autodétermination des Allemands des Sudètes pour obtenir le rattachement de la région au Reich et aboutir *in fine* au démantèlement de la Tchécoslovaquie. Ceux qui ont fait gré à Hitler de ne faire qu'appliquer le principe des nationalités ont selon d'Astier été tout bonnement « dindonnés par leurs bons sentiments ».

> « Car si le droit des nationalités est respectable, il faut dire que les règles de la ″libre disposition et du plébiscite″ ont été depuis longtemps faussées au profit des dictatures. Le jeu de l'autodétermination, dans les mains de tels régimes, disposant d'énormes budgets de propagande et des moyens de publicité idéologiques les plus perfectionnés, est une farce. Prenez n'importe quel groupe ethnique minoritaire, choisissez-lui quelques bon

> meneurs ″intéressés″, gavez-le de papiers imprimés, de discours, de souvenirs historiques et de promesses, et vous en ferez, en dix-huit mois, une minorité opprimée. Par contre, les démocraties, comme les petits États, dont l'infériorité en matière de propagande est manifeste, ne seront jamais capable de jouer ce jeu. Aussi verrons-nous l'Allemagne réveiller des passions germaniques en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Serbie et y intéresser le monde ; mais nous ne verrons jamais les Yougoslaves ou les Ukrainiens ameuter les nations pour obtenir que les Serbes, qui sont sous le joug de l'Italie, ou les Ukrainiens qui sont sous le joug polonais, puissent ″s'autodéterminer″. Et il est difficile d'imaginer que l'Europe prenne à cœur le sort, aussi mauvais soit-il, du million et demi de non-Allemands (Wende de Lusace, Tchèques, Polonais, etc.) qui vivent dans les frontières du Reich. Rendons à César… L'autodétermination au profit de l'Allemagne n'est qu'une forme adroite de la conquête germanique. Une étape aussi. »

Pour d'Astier, la situation sur laquelle débouche la crise des Sudètes est claire. Les accords de Munich laissent le champ libre à l'Allemagne pour assurer sa domination, aussi bien économique et politique que militaire, sur l'Europe centrale, laquelle lui fournira alors les ressources nécessaires « pour accomplir son destin hégémonique ». Ils signent parallèlement la faiblesse diplomatique de la France et de l'Angleterre, ainsi que leur renoncement à endiguer la progression du nazisme. Pour d'Astier, les données sont très claires désormais : le rapport de forces international a nettement tourné en faveur de l'Allemagne hitlérienne, au détriment des états démocratiques.

> « L'Anschluss, l'entrée de l'armée allemande en Autriche ne soulève même plus de riposte oratoire de la part des hommes d'État français, trop occupés par la recherche d'un gouvernement. Enfin, six mois après, le dépècement d'une nation alliée est accepté par une France et une Angleterre, unies mais consternées de leur infériorité. Et à cette occasion M. Français moyen s'en va pousser des vivats au long des Champs-Élysées, comme en 1919, mais, cette fois, au profit de ceux qui, dans la débâcle du prestige français, ont sauvé le dernier meuble : la paix tout court. Ainsi se consomment les quinze cent mille hommes.[626] »

Les « quinze cent mille hommes » dont parle d'Astier, ce sont les soldats français tués lors de la guerre de 1914-1918. Les accords de Munich signifient leur défaite, c'est-à-dire

[626] Emmanuel d'Astier, « 1918-1938 : La défaite des 1 500 000 morts… », *Vu et Lu*, 9 novembre 1918.

l'inutilité de leur sacrifice qui n'aura pas servi à fonder une paix durable et digne et à contrecarrer pour de bon les ambitions hégémoniques de l'Allemagne. Car il ne fait pas de doute pour d'Astier qu'une guerre soit à peu près inévitable. Le journaliste égratigne au passage le soutien populaire aux accords[627], qui illustre bien la « débâcle du prestige français ». Pour lui, loin d'avoir sauvegarder l'essentiel – la paix –, la France, amoindrie, a perdu beaucoup dans la crise.

3.3. Ne plus rien céder à Hitler

Dans les mois qui suivent, d'Astier intensifie son travail de dévoilement et de dénonciation du programme pangermaniste hitlérien. Pour ce faire, il multiplie les voyages dans les pays et régions sous la menace nazie : Hongrie, Roumanie, Slovénie, Luxembourg, Alsace-Lorraine. Les articles tirés de ces voyages paraissent pour l'essentiel dans *Marianne*[628]. D'Astier y livre des analyses très informées des méthodes employées par l'Allemagne pour stimuler de l'intérieur la préparation de ces pays au national-socialisme, par exemple en finançant des organisations acquises à l'idéologie nazie ou fasciste[629].

> « Les méthodes nazies, dans les pays que les Allemands espèrent intégrer, dans un avenir plus ou moins lointain, au plus grand Reich sont toujours les mêmes.[630] » D'abord, il s'agit de diffuser soigneusement au sein de la population visée l'idéologie nationale-socialiste afin de l'y convertir. « Mais pour réussir dans cette tâche et provoquer un mouvement populaire pour le rattachement à la grande Allemagne, il ne suffit pas de galvaniser quelques énergies et de caporaliser les résidents allemands. Il faut en arriver à la deuxième étape qui est d'intervenir dans la politique intérieure du pays visé, de réunir chez les nationaux de ce pays un important noyau de ″sympathisants idéologiques″, de

[627] Daladier fut, à sa grande surprise d'ailleurs, ovationné à son retour de Munich.

[628] Sur la Hongrie : « Vers les nouvelles victoires », *Marianne*, 16 novembre 1938 ; la Roumanie : « Vers les terres promises », *Marianne*, 30 novembre 1938 ; la Slovénie : « Vers la Méditerranée », *Marianne*, 7 décembre 1938 ; le Luxembourg : « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg I », *Marianne*, 8 février 1939 ; « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg II », *Marianne*, 15 février 1939 ; « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg III », *Marianne*, 22 février 1939 ; « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg IV », *Marianne*, 1 mars 1939, « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg V », *Marianne*, 8 mars 1939 ; l'Alsace : « L'ombre de l'Allemagne en Alsace », *Vu et Lu*, 15 février 1939.

[629] D'Astier rapporte ainsi que jusqu'à sa dissolution, l'Allemagne a largement financé en Roumanie la Garde de Fer de Codreanu (« Vers les terres promises », art. cit.).

[630] Emmanuel d'Astier, « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg III », art. cit.

> créer un parti et des organes à tendances fascistes qui agiront sur l'opinion publique et le gouvernement.[631] »

Le regard porté sur l'impérialisme hitlérien est donc loin de se réduire à sa dimension proprement militaire et territoriale. D'Astier s'intéresse aussi à la façon dont les nazis s'efforcent de coloniser les esprits, d'affaiblir les structures politiques des États visés, de s'imposer comme un partenaire économique incontournable. Il montre notamment comment l'Allemagne « prépare la domination économique[632] » des « vastes régions qui vont des Alpes styriennes et des petites Carpates à la mer Noire[633] ». Rappelant que l'Allemagne est le premier partenaire économique de la plupart des pays d'Europe centrale, il dévoile comment, par l'intermédiaire des entreprises allemandes, le Reich fait pression sur ces pays pour qu'ils s'ajustent au plus près de ses besoins. En Hongrie, en Roumanie, en Yougoslavie, l'Allemagne essaye ainsi de faire « remplacer la culture des céréales par la culture des graines oléagineuses nécessaire à son économie de guerre et surtout par la culture du soja, dont l'huile sera son carburant parfait pour ses moteurs Diesel. En somme, il s'agit de transformer les pays d'Europe centrale en fournisseurs dociles d'une économie pangermanique militaire et impériale.[634] »

L'annexion de la Bohême-Moravie le 15 mars 1939 puis, quelques jours plus tard, du territoire de Memel, est accueillie sans surprise par Emmanuel d'Astier. Elle n'apparaît en effet pour lui que comme la réalisation d'un projet bien connu. C'est ainsi qu'il peut qualifier les partisans béats des accords de Munich de « borgnes[635] ».

> « Il est naïf – sinon pire – de croire à une entente avec l'Allemagne nationale-socialiste, d'organiser des conférences, de signer des pactes avec elle. D'année en année, puis de trimestre en trimestre, Adolphe Hitler a trahi avec une désinvolture cynique ses promesses les plus formelles.[636] »

D'Astier critique durement la naïveté des dirigeants des démocraties européennes qui n'ont pas porté crédit au projet pangermanique hitlérien tel qu'il est défini en particulier dans

[631] *Ibid*.
[632] Emmanuel d'Astier, « Vers les terres promises », art. cit.
[633] *Ibid*.
[634] Emmanuel d'Astier, « Vers les nouvelles victoires », art. cit.
[635] Emmanuel d'Astier, « M. Hitler dit ceci… et il fait cela… », *Marianne*, 22 mars 1939.
[636] *Ibid*.

Mein Kampf et qui pourtant, depuis l'accès au pouvoir des nazis, ne cesse d'être mis en application. Cependant il prêche une position d'extrême fermeté. Il ne faut pas craindre l'Allemagne hitlérienne, dit-il, mais se résoudre à l'affronter :

> « Pourtant, pour échapper à ce programme monstrueux, deux conditions essentiels sont nécessaire : 1° *D'y croire*… de prévoir le pire pour se donner les moyens d'y parer ; 2° De ne pas céder à *cette psychose de la peur* qui fait que le monde tremble aujourd'hui devant une armée allemande qui, sans avoir fait ses preuves, sans se battre, bouleverse l'Europe au seul bruit de ses bottes, au seul cliquetis de ses armes dont le Reich a si bien vanté la valeur que *le monde a fini par y croire*. »

Comme on le voit, l'antinazisme de d'Astier ne cesse de s'affirmer au fil des mois et des années. Jusqu'à la déclaration de guerre, le journaliste veille à mettre en garde contre le danger qu'il représente et recommande, pour parvenir à le contrer, de faire montre à son égard de la plus ferme intransigeance.

3.4. La dénonciation du totalitarisme nazi

Si d'Astier est précocement et résolument antinazi, il ne se livre pas, cependant, à une critique systématique de l'idéologie et du système politique nationaux-socialistes. Son angle journalistique étant axée sur la dénonciation de l'expansionnisme hitlérien, c'est essentiellement à travers ce prisme qu'il traite le phénomène nazi. Toute critique de l'idéologie et du régime n'est toutefois pas absente de ses articles, bien qu'elle apparaisse le plus souvent de manière incidente. Ce sont alors les caractéristiques totalitaires de l'hitlérisme qu'il vise spécialement. D'Astier décrit un régime dictatorial dans lequel les libertés individuelles (liberté de pensée et d'expression) ont été abolies, dans lequel le pouvoir s'appuie sur un puissant appareil de propagande pour enrégimenter idéologiquement les populations et contrôler l'opinion, dans lequel, enfin, s'abat sur toute tentative d'opposition une impitoyable répression physique.

D'Astier insiste tout particulièrement sur l'intense activité de propagande déployée par les nazis. En Allemagne, depuis l'accession au pouvoir de Hitler, l'idéologie nationale-socialiste est rigoureusement inculquée dès l'enfance et savamment diffusée au sein de la population en tant que dogme qu'il n'est pas permis de remettre en question ni en cause. D'Astier l'assimile

de ce fait, ce qui constitue sous sa plume un jugement très dépréciatif, à une religion. À plusieurs reprises, il parle de l'idéologie nazie comme d'un « catéchisme[637] ». Le congrès de Nuremberg est qualifié de « Mecque nazie[638] ». Quant à *Mein Kampf*, l'ouvrage est lu, enseigné, appris comme la Bible. Les Allemands sont « 100 000 petits Führer qui l'ont appris à l'école, en famille, qui l'ont lu le soir de leurs noces, la veille d'un examen ou le lendemain d'une promotion[639] ». Nombreux sont alors ceux qui, comme ces Allemands des Sudètes acquis au parti pronazi de Konrad Henlein, ne peuvent plus regarder le monde qu'au travers des grilles d'interprétation nazies et sont devenus sourds à toute information dissonante.

> « Toute discussion est impossible. Ce sont des bourgeois aigris ou des petits capitalistes à demi ruinés à qui l'on a bourré le crâne, qui croient que leur Dieu Hitler fera tourner leurs machines et vendre leur pacotille et qui sont obnubilés par la haine des Tchèques. Si l'on peut à la rigueur discuter avec les chefs, avec eux il n'y a rien à faire. Ils n'ont jamais lu que leur journal *Die Zeit*, ou la presse allemande ; ils ne connaissent l'histoire de l'Europe qu'à travers la propagande nazie ; ils croient à la pureté du Reich et à la noirceur des démocraties socialisantes. Et quand je leur parle de Vienne, des camps de concentration, de la menace allemande à l'ouest, au nord, à l'est… ils sourient comme on sourit à un maniaque que l'on ne veut pas contredire.[640] »

Pour maximiser l'efficacité de cette propagande, qui ne s'exerce pas seulement à l'intérieur des frontières du III^e^ Reich mais aussi dans les pays qui sont la cible de son impérialisme, les nazis n'hésitent pas à manipuler la réalité en diffusant des informations mensongères. En témoigne ce trucage réalisé par la Gestapo afin de légitimer l'invasion de la Tchécoslovaquie en mars 1939.

> « Pour faire croire au monde que l'Allemagne a trouvé un pays misérable auquel elle apporte richesse et civilisation, les nazis n'hésitent pas à employer les méthodes les plus sordides. Un jour, trois agents de la Gestapo viennent dans un faubourg de la ville où jouent des enfants. L'un d'eux leur demande : ″Pouvez-vous courir sans chaussures ? –

[637] Les ouvriers réquisitionnés pour construire la ligne Siegfried sont par exemple « catéchisés par leurs chefs (Emmanuel d'Astier, « Les secrets de la ligne Siegfried V, art. cit) », le président du Comité France-Allemagne, Otto Abetz, a trop bien appris le « catéchisme du parti (Emmanuel d'Astier, « Mon ami Otto Abetz », *Marianne*, 26 juillet 1939) ».

[638] Emmanuel d'Astier, « Mon ami Otto Abetz », *Marianne*, 26 juillet 1939. Plus loin dans le même article, il qualifie les congrès de Nuremberg de « fêtes totalitaires ».

[639] Emmanuel d'Astier, « Interview fantôme de Hitler », *Marianne*, 28 décembre 1938.

[640] Emmanuel d'Astier, « Promenade à l'ombre de Hitler », *Vu et Lu*, 27 avril 1938.

> Mais oui, pourquoi pas ? – Eh bien, je ne le crois pas.″… Les enfants n'y voyant pas malice, se déchaussent et s'égaillent. Aussitôt, deux des agents sortent un appareil et prennent des photos. Et l'on verra, deux jours plus tard, ces images et la légende suivante : ″Dans le pays de Bata, roi de la chaussure, les enfants se promènent pieds nus.″[641] »

Le régime hitlérien est cependant bien loin de se contenter du seul matraquage idéologique. Manipuler l'opinion, aliéner idéologiquement les individus ne suffisant pas toujours, il supprime purement et simplement la liberté d'expression. Ainsi en Allemagne nazie, si elles existent encore, les élections ne sont plus selon d'Astier qu'un simulacre destiné à servir de plébiscite à Hitler.

> « Étant admis que tout citoyen qui souhaitait une modification à l'état de fait du régime était un mauvais citoyen ; vos lieutenants, par la propagande la plus coûteuse et les méthodes les plus rapides, se chargent d'en faire un bon citoyen. Puis on l'invite à mettre un bulletin dans une urne gardée par des S.S. Enfin, pour vous éviter le chagrin de n'obtenir que 50 à 60% des voix, vos adjudants vous livrent des urnes-types, garanties à 99%.[642] »

L'étape ultime de l'entreprise dictatoriale nazie est la répression méthodique, allant fréquemment jusqu'à l'assassinat, à laquelle a recours le pouvoir pour taire toute opposition et supprimer toute résistance. D'Astier apprend aux lecteurs de *Vu* et *Marianne* l'existence des camps de concentration, où sont par exemple internés les ouvriers grévistes de la ligne Siegfried[643]. Il révèle les actes de déportation et de torture commis par la Gestapo sur d'anciens responsables politiques, intellectuels et autres opposants tchèques après l'invasion de la Tchécoslovaquie.

> « En moins d'une semaine, la Gestapo arrête 45 000 à 50 000 individus. C'est un va-et-vient destiné à briser les nerfs : deux à dix jours de détention et l'on passe au suivant. Une vingtaine de camps de concentration sont déjà pleins. Il y a bien des amis dont nous ignorons le sort. Sekanina, un des défenseurs de Dimitroff au procès de l'incendie du Reichstag, est transporté en avion à Dachau : on chuchote depuis qu'il a été décapité ou

[641] Emmanuel d'Astier et Yvan Marek, « Le dernier printemps du peuple tchèque IV », *Marianne*, 21 juin 1939.
[642] Emmanuel d'Astier, « Interview fantôme de Hitler », art. cit.
[643] Emmanuel d'Astier, « Les secrets de la ligne Siegfried III », *Marianne*, 12 avril 1939.

> fusillé. Hayek nous revient, après quinze jours de disparition, ayant toutes les phalanges de la main droite brisées. Et ainsi de suite…[644] »

Il signale également les méthodes de fichage qui permettent à la police politique de Hitler de repérer les individus subversifs et d'anticiper les actes de contestation qu'ils pourraient commettre. Ainsi, plus d'un an avant l'Anschluss, il consacre un article aux activités d'espionnage et de fichage de la population autrichienne des nazis.

> « L'organisation de contrôle que possède à Vienne l'ambassade d'Allemagne est le secret de Polichinelle. En vue du rattachement, toute la partie active de la population serait ″fichée″ : ainsi le grand nettoyage – du communisme au catholicisme récalcitrant – sera fin prêt quand l'Allemagne mettra une main définitive sur l'Autriche. Les fiches, dont les doubles séjournent à Berlin, serviront d'une part à connaître les fidèles, d'autre part les infidèles jugés trop sévères aux nazis : fonctionnaires trop zélés, commerçants soupçonnés de sémitisme, etc.[645] »

Moins de trois ans après ses articles antisémites parus dans *1935*, d'Astier s'indigne même de la persécution des Juifs. Ainsi en mars 1938, à l'occasion d'un reportage sur les réfugiés allemands et autrichiens à Paris, il rapporte avec empathie les témoignages de plusieurs émigrés Juifs ayant subi des violences, se félicitant au passage des vertus de tolérance et d'accueil de la France[646].

> « Sur les 100 présents, il y a au moins 80 juifs au type si prononcé qu'on imagine aisément le frisson qu'ils auraient à croiser un SS. Sur leur visage on lit encore la panique. Et quand mon photographe entre derrière moi, c'est un concert de protestations en yiddish ou en allemand, et une dizaine d'anxieux se jette sur l'appareil pour empêcher qu'une photo soit prise.[647] » Il conclue : « Nous sortons de là écœurés.[648] »

[644] Emmanuel d'Astier et Yvan Marek, « Le dernier printemps du peuple tchèque IV », *Marianne*, 21 juin 1939.
[645] Emmanuel d'Astier, « Ou va l'Autriche », *Vu*, 3 mars 1937.
[646] « Et, c'était encore, suivant l'habitude la France la plus tolérante. […] Par bonheur, il y a les sociétés d'entr'aide vers lesquelles se jettent tous ceux qui n'ont pas de quoi manger. (Emmanuel d'Astier, « L'Anschluss à Paris, l'Autriche traquée », *Vu et Lu*, 30 mars 1938) »
[647] *Ibid*.
[648] *Ibid*.

En novembre 1938, il dénonce la Nuit de Cristal, « nouvel et tragique épisode dans le destin du peuple errant[649] ». Plus largement, il s'attaque, dans une « interview fantôme » de Hitler, à la xénophobie du Führer : « Les promenades, les voyages, n'est-ce pas ce qui a manqué à votre vie ? Vous détestez les autres peuples que vous ne connaissez pas.[650] »

En somme, lorsqu'il met de côté son programme expansionniste, d'Astier dénonce dans le nazisme une idéologie et un régime liberticides et meurtriers[651], funestes même pour le peuple allemand. Au sein du Reich, rapporte-t-il dans son enquête sur la ligne Siegfried, bien des Allemands « ont peur : ils se taisent[652] ». Les « regards inquiets[653] », résume-t-il, sont « la marque de l'Allemagne hitlérienne[654] ». En insistant sur cela, d'Astier entend alerter sur l'importance et l'imminence du péril que représente l'hitlérisme. Si l'on ne lutte pas contre le « virus national-socialiste[655] », c'est rien moins qu'une « épidémie totalitaire[656] » qui menace de contaminer l'Europe.

En creux de cette dénonciation du totalitarisme nazi, c'est aussi une forme de plaidoyer en faveur de la liberté d'expression, liberté d'expression que les états démocratiques ont au moins le mérite de sauvegarder, que l'on lit. Dans un article paru dans *Marianne* le 4 janvier 1939[657], d'Astier met en scène de manière fictive la veillée du jour de l'an de Hitler, Mussolini, Staline et Chamberlain. Le plus intéressant est la dernière section de l'article dans lequel le journaliste imagine le dialogue de trois enfants avec « Marianne », symbole de la République française. Nous retranscrivons l'intégralité de l'épisode qui semble être une bonne synthèse des préoccupations premières de d'Astier en ce début d'année 1939. La sécurité de la France est, évidemment, au premier plan. Mais l'on y lit aussi une volonté de sauvegarde de la République qui tranche avec le teneur des saillies antirépublicaines dont il était l'auteur moins de quatre ans auparavant.

[649] Emmanuel d'Astier, « Le problème juif… des pogroms indignes aux solutions dignes », *Vu et Lu*, 23 novembre 1938.

[650] Emmanuel d'Astier, « Interview fantôme de Hitler », *Marianne*, 28 décembre 1938. De la même façon, il dénonce en mai 1939 dans les colonnes de *Vu et Lu* les pratiques racistes et discriminatoires de l'Italie fasciste à l'égard des indigènes en Libye (« L'Italie et son rêve africain », *Vu et Lu*, 3 mai 1939).

[651] D'Astier qualifie le nazisme et le bolchévisme d'« idéologies véhémentes (Emmanuel d'Astier, « Sur le Danube demain la guerre », art. cit.) ».

[652] *Ibid*.

[653] Emmanuel d'Astier, « Les secrets de la ligne Siegfried III », *Marianne*, 12 avril 1939.

[654] *Ibid*.

[655] Emmanuel d'Astier, « Où va l'Autriche », *Vu*, 3 mars 1937.

[656] Emmanuel d'Astier, « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg IV », *Marianne*, 1 mars 1939.

[657] Emmanuel d'Astier, « Par le trou de la serrure… », *Marianne*, 4 janvier 1939.

> « L'enfant de 6 ans – Qui c'est çà, Hitler ?
>
> Marianne – Un monsieur qui lève le pied, frappe du pied et obtient ce qu'il veut.
>
> L'enfant, épelant toujours – Et Mus-so-li-ni ?
>
> Marianne – Un autre monsieur qui monte sur les balcons, lève le bras, et n'obtient pas ce qu'il veut.
>
> L'enfant – Et qu'est-ce qu'ils veulent ?
>
> Marianne – Ce qu'ils n'ont pas, parce qu'ils ne sont jamais contents de ce qu'ils ont… Cette maison parce que nous y sommes plus heureux. Le jardin parce qu'il y vient des cerises ; vos jouets parce qu'ils ne savent pas se servir des leurs. »
>
> L'enfant – Et ils viendront prendre tout ça ?
>
> Marianne – Que non ! Si vous ne vous chamaillez pas l'an qui vient comme les années passées, si vous travaillez plus, si vous êtes moins désobéissants et que vous pensez un peu plus à moi, un peu moins à vos jeux… ils n'auront rien : ni la maison, ni les cerises, ni les images. »

À la veille du déclenchement de la guerre, le libéralisme et l'humanisme de la France et de l'Angleterre nourrissent en définitive un certain optimisme chez d'Astier.

> « Ainsi la France et l'Angleterre, qui ont mieux aménagé les forces humaines et sociales […] tiendront tout de même en échec l'impérialisme de l'Axe qui, comme toujours, aura trop négligé les puissances morales et spirituelles.[658] »

La couverture de la politique internationale à l'Est induit chez d'Astier, on le voit, l'adoption de convictions fermement antinazies qui contribuent à redéfinir sa perception des régimes démocratiques. Son rapport au nazisme est donc le point de départ de transformations plus larges de ses représentations politiques que le choc de la guerre d'Espagne va confirmer.

[658] Emmanuel d'Astier, « L'Italie et son rêve africain », art. cit.

3.5. Le choc de l'Espagne

La guerre d'Espagne devait elle aussi jouer un rôle significatif dans l'évolution politique d'Emmanuel d'Astier avant-guerre. De son propre aveu rétrospectif, elle est avec le nazisme un des deux phénomènes qui le conduisent « vers la gauche[659] ». À tout le moins, elle contribue grandement à l'éloigner de manière définitive du nationalisme maurrassien, avec lequel ses prises de position antifascistes deviennent alors parfaitement incompatibles. La guerre civile espagnole, déclenchée en juillet 1936, c'est-à-dire quelques semaines seulement après l'arrivée au pouvoir du Front populaire, a un retentissement très fort en France car elle réfléchit, en quelque sorte, la crise d'identité nationale qui fracture le pays[660]. Comme le note Pierre Laborie, elle est un « miroir[661] » des luttes internes au jeu politique et social national. En l'occurrence, les débats âpres autour de la question de l'attitude à adopter[662] – intervention ou non intervention – durcissent les oppositions idéologiques et politiques entre d'une part une gauche (et spécialement les communistes) spontanément solidaire du *Frente popular* et voyant dans le conflit la première bataille d'une guerre contre le fascisme, et d'autre part une droite nationale prompte à dénoncer le *Frente crapular* et soutenant une insurrection nationaliste perçue comme le sursaut bienvenu de « l'ordre » contre l'invasion bolchévique[663]. Ces deux pôles ne sont pas exclusifs mais représentent les positions extrêmes de l'espace des prises de position. Entre eux, on en trouve un troisième, plus hétérogène, où est défendue une position de neutralité principalement dictée par le pacifisme. Là, sans qu'il y ait forcément de sympathie particulière pour Franco, on redoute avant tout qu'une implication française en Espagne précipite une guerre européenne[664].

Les données sont de fait complexes et les prises de position des acteurs ne correspondent qu'imparfaitement au traditionnel clivage gauche/droite. En effet, la réception des événements espagnols est surdéterminée par la question fasciste et la question communiste. Celles-ci commandent pour une large part le ralliement des acteurs aux camps qui émergent.

[659] « Très peu de temps après [l'arrivée au pouvoir du Front populaire], deux histoires m'on conduit vers la gauche : le nazisme, l'Espagne. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 66) »

[660] Sur ce phénomène, voir en particulier les travaux de Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*. et *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, 2003.

[661] « Les Français vivent et règlent leurs problèmes par républicains et franquistes interposés. (Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 173) »

[662] Serge Berstein et Pierre Milza estiment qu'ils alimentent dans le champ politique français rien moins qu'une « guerre civile verbale (Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle, Tome II*, *op. cit*., p. 245.

[663] Cf. Dominique Borne et Henri Dubief, *La Crise des années 30*, *op. cit*.

[664] L'appui de l'URSS au gouvernement républicain d'une part, de l'Allemagne et de l'Italie aux insurgés franquistes d'autre part accrédite il est vrai cette crainte.

Schématiquement, aux pôles opposés, l'*antifascisme* (et pour certains le communisme) des uns les conduit à appeler à une aide française aux républicains, tandis que l'*anticommunisme* (et parfois le profascisme) des autres les porte à dénoncer toute idée d'intervention. Antifascisme et anticommunisme ne sont toutefois pas toujours exclusifs. C'est ainsi que certains acteurs se voient poussés par la situation à opérer des arbitrages, c'est-à-dire à faire primer la lutte contre le fascisme sur la peur du communisme ou inversement, ce qui rend possible un certain nombre de chassés-croisés. Peu à peu, au fil de l'évolution du conflit, deux camps antagonistes (pro-républicains/pro-franquistes ; antifascistes/anticommunistes) s'affermissent, entre lesquels la virulence des affrontements dresse une barrière presque infranchissable, assignant de manière difficilement réversible les acteurs au camp en faveur duquel ils ont pris position. Les cas des intellectuels Jacques Maritain, Georges Bernanos et François Mauriac qui, tous trois issus de la droite catholique conservatrice basculent dans la dénonciation du franquisme, sont de ce point de vue très significatifs[665]. Leur conversion a pour conséquence – notamment sous l'effet de la proscription dont ils font l'objet de la part de leur famille politique initiale – de les inscrire durablement dans le camp antifasciste. On les retrouvera ainsi précocement dans l'opposition au régime de Vichy et au maréchal Pétain.

Le positionnement de d'Astier sur la guerre d'Espagne se place dans la continuité de ses prises de position antifascistes antérieures. Bien qu'il soit critique sur le Front populaire et donc, on l'imagine, méfiant à l'égard du *Frente popular*[666], bien qu'il ait peu de sympathie pour le communisme, la tournure de la guerre civile espagnole (l'aide qu'apportent Hitler et Mussolini à Franco, les crimes dont se rendent coupables les nationalistes) achève de le convaincre que le fascisme représente le danger le plus imminent en Europe et le problème politique majeur à résoudre. Il se place de fait résolument du côté républicain.

> « Un peu avant la prise de Barcelone par Franco, Vogel m'a envoyé ″couvrir″ la chute de Barcelone. Je ne suis pas arrivé à Barcelone à temps. J'ai pu dépasser Figueras, mais j'ai dû faire la retraite, une de ces retraites d'Espagne, de 60 kilomètres, des environs de Barcelone à Figueras. Là je me souviens d'avoir été assis sur un banc de pierre, au pied de la citadelle où se tenait, en Catalogne, le dernier Conseil des Ministres de Negrin. À côté de moi était assis, sans que je le connaisse – il est devenu ensuite un de mes amis – un autre journaliste, mais un combattant aussi, Ilya Ehrenbourg. Nous assistions tous les

[665] Cf. Herbert R. Lottman, *La Rive gauche*, *op. cit*., pp. 209-212. Sur le cas plus particulier de Mauriac, voir Gisèle Sapiro, « Salut littéraire et littérature du salut », art. cit.

[666] Ne s'étant pas publiquement prononcé, nous ne disposons pas des informations permettant de le confirmer.

> deux à la fin de la République espagnole. J'ai été marqué. Les avions italiens qui survolaient les files que je suivais, le mitraillage des républicains en déroute ont été un choc, comme la rencontre du nazisme… cela ne m'a pas entraîné vers la politique, mais vers des sentiments politiques.[667] »

Le reportage tiré de cette expérience paraît dans *Vu* le 1er février 1939[668]. Sur dix pages abondamment illustrées, d'Astier retrace son périple en compagnie du photographe Jean Manzon pour atteindre Figueras. Il s'attache en particulier à retranscrire les conditions déplorables – faim, froid, fatigue, misère – auxquelles est confrontée la population dans les zones encore tenues par les Républicains.

> « Nous allons, Manzon et moi, rôder dans [Figueras]. Le centre est intact. Malgré le froid, la pluie, tout le monde est dans la rue, trainant à la recherche d'un destin, d'une nourriture, d'un ami, plutôt que de rester à grelotter dans les maisons sans lumière et sans chauffage. Il n'y a pas de mendiants parce qu'il n'y a rien à mendier. Ceux qui n'ont pas mangé depuis longtemps, qui n'ont pas eu à la dernière distribution un morceau de pain gris détestable ou une ration de lentilles, s'en vont rôder autour des casernes, des hôpitaux, des édifices publics, pour chercher les restes – s'il y en a – de ceux qui mangent encore : l'armée, les notables, les fonctionnaires. »

Puis, il raconte le retour vers la frontière française en compagnie des civils fuyant l'armée nationaliste, sous le bombardement des avions italiens.

> « Un camion de réfugiés – une vingtaine de femmes, autant d'enfants et trois vieillards – acceptent de nous prendre. Ils sont tous plongés dans une stupeur de rêve. Une vieille seulement, tend le poing au ciel et dit : ″Assassins !″ Il nous faut faire les six derniers kilomètres à pied et parlementer avec les carabiniers, qui nous trouvent bien piteux pour des journalistes français et qui nous tâtent le corps pour voir si nous n'emportons pas d'armes. Nous arrivons fourbus, trainant la valise d'une femme épuisée, au premier poste français. Manzon, regardant une dernière fois cette route où s'égrène la misère d'un peuple, conclut, l'air sombre : Tout ça, c'est des salades !... »

[667] *Ibid*., pp. 67-68.
[668] Emmanuel d'Astier et Jean Manzon, « Les derniers jours de la Catalogne », *Vu*, 1 février 1939. Jean Manzon est le photographe qui accompagne d'Astier. De nombreuses de ses photos illustrent l'article.

Pour la première fois à l'occasion de ce reportage, d'Astier, pourtant habitué à enquêter dans des pays en proie aux turbulences, est directement confronté à un conflit armé et, ce qui en accroît peut-être la portée, aux conséquences terribles de celui-ci sur des populations civiles. C'est cette détresse du peuple espagnol livré à la mitraille et contraint à l'exode qu'il s'efforce de restituer aux lecteurs de *Vu*.

> « Ce flot du désespoir, de la misère, et de la défaite, s'étendait sur des kilomètres. […] Au retour, je pus voir, ici, un vieillard pousser un ″ahan″, mourir debout et ne s'effondrer que quand la foule terrorisé s'écarta de lui ; là une femme, les yeux secs, le visage vidé de toute pensée et de tout désir, tenir sur son sein son enfant mort… Et alors que je regagnais le poste français, les enfants par dizaines, la nuque creuse et le visage transparent, se pendaient à mon manteau, et se battaient pour avoir les dernières tablettes du chocolat que je leur distribuais… Tandis que sur les bas-côtés, les hommes que l'on refoulait après les avoir désarmés, s'en retournaient tête basse vers l'enfer qu'ils avaient fui. […] Ainsi, sur cent kilomètres, de Port-Bou à Bourg-Madame, un peuple affamé, une armée en déroute, aiguillonnés par les bombardiers italiens qui frôlent les routes encombrées pour y vider leurs chargeurs et y lâcher leurs bombes, battent la frontière pour y trouver une issue… tandis que d'autres groupes cherchent, entre Gerone et Figueras, une ligne où s'accrocher pour résister jusqu'à la dernière cartouche. »

L'insistance de d'Astier sur le tragique de la situation, tragique en premier lieu parce que des non combattants sont les victimes, vise très clairement à susciter l'empathie des lecteurs pour le sort des républicains qui, au moment où paraît l'article, affluent à la frontière française. Il n'est pas, d'ailleurs, jusqu'au titre de l'article – « Les derniers jours de la Catalogne » – qui ne s'efforce d'en souligner le drame. Ce reportage constitue pour d'Astier une expérience marquante qui, s'il en était encore besoin, renforce sa conscience du potentiel meurtrier du fascisme et affermit en conséquence son opposition à celui-ci. À la veille du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, repousser les périls fascistes et nazis constitue à ses yeux une nécessité urgente et *la* priorité politique.

4. Politique intérieure : jugement du Front populaire

Quoique la plus grande part de son activité journalistique soit consacrée à partir de 1936, au traitement de l'actualité internationale, d'Astier n'en continue pas moins de travailler aussi sur la situation intérieure française, marquée alors par l'aggravation de la crise économique et par une radicalisation des affrontements politiques dans le contexte de l'exercice du pouvoir par le Front populaire. D'Astier, on l'a vu, intègre la rédaction de *Vu* à l'été 1935, c'est-à-dire au moment même où se formalise la coalition de Rassemblement populaire à laquelle l'hebdomadaire allait apporter un franc soutien. Sur le plan des opinions politiques, d'Astier, qui dans *1935* s'est très nettement positionné en opposition au Rassemblement, apparaît alors désajusté par rapport au climat général régnant dans l'équipe rédactionnelle.

> « Je dois dire que je n'abordais pas le Front Populaire avec une aise très grande. J'étais encore en état de malaise. Il y avait dans le Front Populaire des personnages qui ne m'étaient pas très sympathiques. Ce n'était pas les communistes qui me gênaient le plus, c'était déjà les socialistes, surtout les radicaux, la République des camarades… Un fumet qui me reste parfois : M. Daladier ne me paraissait pas très intéressant. Je faisais même des réserves sur Léon Blum, bien que j'aie appris à le connaître depuis et qu'il m'apparaît aujourd'hui comme un des plus valables de la troisième République.[669] »

Le propos apparaît bien euphémisé quand on songe, par exemple, au ton très sarcastique qu'il emploie pour décrire dans les colonnes de *1935* la manifestation du 14 juillet[670]. Comme on l'a souligné précédemment, il ne fait aucun doute qu'au seuil de 1936, il est moins mal à l'aise que franchement hostile au Front populaire. La question se pose dès lors de l'évolution, tandis qu'il intègre une rédaction dont les journalistes et la ligne éditoriale sont d'une manière générale acquis à la cause du Rassemblement, de sa perception de la coalition et de son action.

[669] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 66.
[670] Emmanuel d'Astier, « Banlieue rouge II », art. cit.

4.1. Les législatives de 1936 : d'Astier favorable au Front populaire ?

D'Astier ne participe quasiment pas au traitement de la campagne des législatives de 1936. Le seul article qu'il y consacre, paru dans un numéro spécial dédié de *Vu*[671], porte sur l'Église[672] et il est peu révélateur de son propre positionnement par rapport aux forces en présence. Dans ce texte, d'Astier se livre à une analyse longue et fouillée du rapport de l'Église catholique française au pouvoir politique. Le propos se veut neutre et impartial. Seule la conclusion, justement sous-titrée « Conclusion qui n'engage que son auteur », donne lieu à une prise de position explicite dans laquelle le journaliste se déclare favorable à un renoncement de l'Église à intervenir dans les affaires temporelles et en appelle à une stricte séparation du religieux (et plus largement du spirituel) et du politique. En définitive, on ne sait donc pas précisément comment il aborde les élections et la victoire possible du Front populaire[673].

On retrouve la signature de d'Astier dans un autre numéro spécial de *Vu* qui lui, fait suite à la victoire du Front populaire : « Vainqueur, que va faire le Front populaire et que vont faire l'opposition et les Croix de Feu ?[674] » Il est dans ce numéro l'auteur de deux articles : une série d'interviews de quelques-unes des principales personnalités de l'opposition de droite[675] et une enquête sur la perception du Front populaire par le grand patronat[676]. Ce dernier est particulièrement intéressant dans la mesure où d'Astier y émet des jugements marqués. En l'occurrence, il se montre très critique envers le grand patronat français. Celui-ci, dit-il dès les premières lignes, se partage en deux groupes : les « tenants d'une économie dirigée, mais dirigée par eux-mêmes, et les tenants d'un libéralisme périmé ». À ces deux groupes correspondent peu ou prou deux types de richesse, dont l'origine et les effets sociaux sont bien différents.

---

[671] « Qui fera les élections ? L'argent, la franc-maçonnerie ou l'Église ? », *Vu*, Numéro spécial, février 1936.

[672] Le choix de ce thème incombait à Lucien Vogel : « Comme j'étais d'un milieu clérical, sensé bien connaître l'Église, Vogel m'a donné à faire l'Église, pendant que des gens comme Drieu, comme Marion, comme Bertrand de Jouvenel écrivaient les autres chapitres du numéro spécial. J'étais encore traumatisé rétroactivement par la condamnation de l'Action Française par Rome. Je me sentais encore un peu du côté de l'Action Française parce que l'Église me paraissait une forme traditionnelle et impérialiste, plus dangereuse que l'Action Française. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 65.) »

[673] Il semblerait en tout cas, si l'on en croit ce qu'il déclare en 1969 à Jacques Chancel, qu'il n'ait pas voté : « Je n'avais jamais voté jusqu'en 45 (Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969) ».

[674] « Vainqueur, que va faire le Front populaire et que vont faire l'opposition et les Croix de Feu ? », *Vu*, Numéro spécial, 16 mai 1936.

[675] Emmanuel d'Astier, « Les voix de l'opposition », *Vu*, Numéro spécial, 16 mai 1936. Sont interviewés les députés Édouard Frédéric-Dupont et Pierre Taittinger de la Fédération républicaine, Jean-Louis Tixier-Vignancour de l'Alliance démocratique et Georges Scapini des Indépendants républicains.

[676] Emmanuel d'Astier, « Ce que pensent les patrons », *Vu*, Numéro spécial, 16 mai 1936.

> « La première ″richesse-puissance″ est fixe, attachée au sol en quelque sorte, reliée directement aux hommes et au travail parce qu'elle exploite la matière. Elle accumule du capital mais elle donne en contrepartie du travail. Elle n'est pas d'essence spéculative. C'est la moins immorale. L'autre ″richesse-puissance″ est anonyme et vagabonde. Elle est fondée sur deux principes : L'INTERMÉDIAIRE ET LA SPÉCULATION. C'est par exemple la grande banque (type Finaly) qui s'efforce de mettre la main sur les industries les plus diverses pour s'attribuer une partie de leurs bénéfices, sans rien leur donner en échange qu'une extension souvent dangereuse et des possibilités boursières, donc spéculatives. Elles poussent aux prospérités factices qui précèdent les grandes crises. C'est l'immoralité même. »

On retrouve dans ces lignes une distinction somme toute classique entre d'un côté un capitalisme traditionnel, paternaliste, à l'occasion soucieux des intérêts nationaux et donc pour cela possiblement bienfaisant, et de l'autre un grand capital international, apatride, mu seulement par la maximisation financière et, de ce fait, particulièrement néfaste.

> « La première [richesse-puissance] peut avoir des soucis sociaux, une conscience professionnelle. Bien menée, elle peut être source de bien-être populaire. Il est relativement aisé de l'atteindre et de la contrôler, puisqu'elle est fixe. La seconde est source de maux et de déséquilibre ; d'autant qu'aucun pouvoir ne peut la maîtriser puisqu'elle est internationale et ″fluide″. Elle n'aime ni le marxisme ni l'économie dirigée : mais elle a appris à se servir aussi bien de l'un que de l'autre. »

Un tel discours visant à distinguer entre un capitalisme acceptable car raisonné et un capitalisme inacceptable car sans limites est assez largement partagé dans le champ politique. On le retrouve aussi bien au sein de l'extrême-droite ligueuse et la droite autoritariste – dont la dénonciation des « 200 familles » est l'un des slogans politiques favoris – que chez les modérés de droite, les radicaux ou les réformistes de la SFIO. S'il est loin d'aller jusque-là, le Parti communiste, dans sa stratégie de conquête des classes moyennes, modère quant à lui son anticapitalisme et son ouvriérisme, son discours s'attachant à dissocier les intérêts du petit patronat qu'il souhaite séduire de ceux de la grande industrie et des banques[677]. D'une

[677] Sur le discours publique du PCF durant la période, voir Denis Peschanski, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klinckieck, 1988.

manière générale, dans le contexte économique critique qui frappe alors la France, et qui fait particulièrement souffrir les petits entrepreneurs tandis qu'il se révèle bénéfique à la concentration et aux cartels[678], il n'est pas en 1936 de formation ou d'acteur politique pour se présenter comme le porte-parole du capitalisme financier et des trusts, ce qui conduirait sans doute celui ou celle qui s'y risquerait à un désastre électoral.

Les propos de d'Astier sont donc difficilement classables d'une manière tant soit peu précise sur l'échelle politique. Aussi, on peut penser que des individus issus de milieux politiques forts différents souscriraient à son idée que l'urgence du moment est « de se livrer à la chasse de cette ″richesse-puissance″ vagabonde et anonyme […] qui n'est au fond qu'une forme de cet ″intermédiaire odieux″ dont nous souffrons tant dans toutes les branches du commerce, qui s'accapare et truste des richesses déjà productives sans lui pour engraisser son capital. Une autre tâche urgente serait de mettre fin au scandale de la Bourse où une bande de petits ou gros spécialistes, met au pillage incessant l'épargne des moyens et petits possédants. Ceci fait, on verrait déjà plus clair… pour continuer. »

Pour autant, d'Astier n'en reste pas à ce discours au fond très consensuel. En dénonçant le paternalisme qui caractérise la relation du patron à ses ouvriers dans le régime de la première richesse-puissance, aussi bien que le « goût de la puissance et du développement » qui meut le patron représentatif de la seconde, il esquisse une critique plus radicale et profonde du capitalisme.

> « Eh bien, mêmes les meilleures [dynasties industrielles][679] semblent avoir une conception de l'action qui est fausse à la base. Elles font en effet du paternalisme, de la mutualité, de la charité. Elles ont des traditions de despotes éclairés et bons. Mais elles oublient – ou n'ont jamais voulu savoir – que l'ouvrier est un homme comme eux, que la charité et l'action paternelle seules ne peuvent que l'humilier, et qu'elles devraient plutôt les associer à des espérances de progrès social et professionnel. Ces dynasties fournissent d'excellents patrons qui donnent l'exemple du travail, mais qui n'ont pas le sens corporatif et humain qui pourrait les lier à l'ouvrier. Pour la plupart elles ont peur de l'expérience politique actuelle. Elles ont peur de tout ce qui est nouveau. Elles sont prêtes à tous les sacrifices, mais elles ne sont prêtes à aucune audace. »

[678] Dominique Borne et Henri Dubief, *La Crise des années 1930*, *op. cit*.
[679] Dynasties dont d'Astier dit précédemment qu'elles ne sont parfois soucieuses que du bien-être de leur entreprise.

Ici, aucune référence au marxisme – à l'égard duquel d'Astier se révèle par ailleurs plein de défiance. Mais cependant une critique du rapport de domination inhérent à la relation patron/ouvrier qui s'inscrit en rupture avec les idéologies conservatrices et réactionnaires pour lesquelles, à l'inverse, l'idée d'une nécessaire hiérarchisation des hommes et des groupes sociaux constitue un schème de pensée structurant[680]. Alors certes, le propos de d'Astier n'est pas *révolutionnaire*. D'Astier ne va pas jusqu'à reprendre à son compte les théories marxistes selon lesquelles la domination est consubstantielle du rapport salarial même. Il n'appelle pas à la subversion de ce dernier. Reste qu'il fait montre sur le plan économique et social d'un progressisme qui traduit un infléchissement sur la gauche de ses représentations politiques. En plaidant pour une plus grande intégration des ouvriers dans l'entreprise, en appelant à l'« audace » et à la « nouveauté », il semble pencher en faveur du Front populaire ou, à tout le moins, ne se montre pas réticent à ce que soit tentée l'« expérience politique » que le Front incarne[681].

4.2. L'échec du Front populaire : effondrement de l'économie, lutte des classes et désunion nationale

Entre juin 1936 et janvier 1938, Emmanuel d'Astier traite peu de l'actualité politique intérieure française. Les rares articles qu'il y consacre ne dérogent pas, du reste, à la posture de neutralité du journalisme d'information[682]. C'est pourquoi ils ne présentent pour nous qu'un intérêt limité. Cela change en revanche en 1938. La grande instabilité politique, amorcée en janvier par une crise ministérielle qui constitue une étape importante du processus

[680] La croyance en l'ordonnancement hiérarchisé de la société comme une condition de son harmonie et de sa pérennité est par exemple un élément fondamental de la pensée de Charles Maurras. Pour le doctrinaire de l'Action Française, l'« ordre, la hiérarchie et les inégalités nécessaires permettent de l'emporter sur le néant et les grandes civilisations découlent toujours de l'accomplissement, de la réalisation parfaite et achevée de ces lois naturelles, qui toutes concourent à faire que l'unité l'emporte sur la diversité (Colette Capitan Peter, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action française*, *op. cit*. p. 19) ». Plus largement, les mouvements conservateurs et réactionnaires qui, en 1936, s'opposent aux conquêtes sociales du Front populaire, se nourrissent des « théories naturalistes de la domination – primat de la naissance ou de l'intelligence – […] en vertu desquelles chacun est tenu d'accepter la position sociale qui lui a été donnée en nature et, d'une certaine manière, par la nature (Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit*., p. 110) ».

[681] Précisons qu'au moment où l'article paraît, le Front populaire vient de remporter les élections mais n'est pas encore au pouvoir. Le gouvernement Blum n'entrera en fonction que le 5 juin 1936. Rappelons également que la plate-forme électorale de la coalition était très modérée et en réalité assez proche du programme classique du Parti radical (cf. Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, *op. cit*.).

[682] L'un de ces articles – consacré au procès intenté par le colonel de La Rocque à un ancien dirigeant des Croix-de-Feu, le duc Joseph Pozzo di Borgo – est d'ailleurs précédé de l'avertissement : « Le journal *Vu et Lu*, qui suivant la règle de son impartialité s'abstiendra de toute polémique, de tout jugement personnel et même de tout commentaire, a voulu présenter à ses lecteurs le débat dans toute son ampleur. (Emmanuel d'Astier, « Lyon, le débat Pozzo-La Rocque. De quoi s'agit-il ? », *Vu et Lu*, 27 octobre 1937) »

aboutissant quelques mois plus tard à l'éclatement définitif du Front populaire[683], donne lieu à une série d'articles dans lesquelles d'Astier livre des analyses très engagées de la situation intérieure. En l'occurrence, il dresse un bilan sévère de l'action du Front populaire, dont il juge que l'expérience est en définitive un échec. Selon lui, la coalition au pouvoir n'a pas su relever économiquement la France (détérioration des finances publiques, fuite à l'étranger des capitaux français), a aggravé les antagonismes sociaux et fragilisé intérieurement comme diplomatiquement le pays. La raison première en est que, pour satisfaire sa base électorale et sous la pression d'une CGT combative et puissante, le ministère Blum s'est contenté d'une politique à courte vue, délaissant toute réforme sérieuse de l'infrastructure économique au profit de lois sociales justes mais inassimilables par un pays en crise. D'Astier ne jugent pas les lois sociales illégitimes en elles-mêmes. Mais il estime qu'il aurait fallu pour être efficaces qu'elles soient conditionnées à une reprise de l'économie ou, à tout le moins, couplées à une véritable politique de réforme économique, ce qui n'a pas été le cas. Seules, elles n'ont fait qu'aggraver la crise. Ainsi, quoique justes dans leur principe, elles se sont révélées en pratique désastreuses.

> « Les dirigeants ne songeaient pas à réaliser quelque chose en dehors de l'utilité immédiate et du programme alimentaire : ils ne pouvaient donc insuffler à leurs hommes cet esprit d'abnégation qui permet de supporter les épreuves pour atteindre au but dans des conditions raisonnables.[684] »
>
> « On ne se préoccupait plus des réformes de structure économique, mais seulement des réformes sociales et ″alimentaires″… aliments donnés à l'ouvrier pour son apaisement et pour la plus grande gloire de la CGT. Cela sans souci des répercussions économiques qu'elles auraient sur la santé du pays. […] Le résultat pratique de cette bataille confuse a été un lot de lois sociales, dont le principe était excellent mais dont l'application était une défaite économique parce que le pays ne les digérait pas, et une défaite sociale parce que les bénéficiaires ne les respectaient pas.[685] »

[683] En juin 1937, le radical Camille Chautemps a remplacé Léon Blum à la présidence du Conseil. Son gouvernement, s'il demeure dans le cadre du Front populaire, s'est cependant recentré politiquement. Des ministères majeurs comme celui des Finances, autrefois détenus par des socialistes, sont désormais dirigés par des radicaux. La crise de janvier 1938 est provoquée par une importante vague de grèves contre la politique économique libérale menée par le ministre des Finances Georges Bonnet, qui paralyse depuis l'automne 1937 la vie économique du pays. L'appui des communistes au mouvement social ainsi que leurs attaques répétées contre le gouvernement conduisent Camille Chautemps à demander leur départ de la majorité, ce qui se traduit en fait par une démission des ministres socialistes. Ces derniers refusant de participer au prochain gouvernement, Chautemps est alors contraint de former un nouveau ministère dont le centre de gravité se déplace à droite. Cf. Jean-Marie Mayeur, *La Vie politique sous la III^e^ République*, *op. cit*., pp. 357-359.

[684] Emmanuel d'Astier, « Ni fascisme ni communisme », *Vu et Lu*, 19 janvier 1938.

[685] Emmanuel d'Astier, « Trêve des classes ou démission de la France, qu'est-ce que la Charte du travail ? », *Vu et Lu*, 2 février 1938.

L'économie s'effondrant, il ne fait d'ailleurs pas de doute aux yeux de d'Astier que la classe ouvrière elle-même doive dans un futur proche pâtir sérieusement des effets d'une politique qui lui a été d'abord bénéfique.

> « L'expérience sévère d'abord pour les classes possédantes, les classes moyennes, la classe paysanne, le deviendra bientôt pour la majorité de la classe ouvrière. Seule une minorité des cellules et des bureaucrates aura la vie vraiment belle.[686] »

Dans ces lignes, d'Astier fait en quelque sorte primer un principe de réalité sur l'idéalisme implicitement prêté aux dirigeants du Front populaire. S'il fallait suspendre, différer, modérer les lois sociales, c'est parce que les conditions économiques de leur efficience n'étaient pas réunies et rendaient même leur application néfaste. Cela étant, il manifeste une véritable défiance à l'égard de la contestation ouvrière et, plus largement, à l'égard de la conflictualité sociale, perçue comme un instrument de désintégration du corps social et d'éclatement de la cohésion nationale. L'un des torts fondamentaux du Front populaire est pour lui d'avoir, en voulant organiser un « petit paradis intérieur et ouvrier (Loi des 40 heures, congés payés, loisirs, conventions collectives)[687] », encouragé la « lutte des classes », voire la « guerre civile », et *in fine* affaibli dangereusement le pays :

> « Malheureusement ce paradis, sous un gouvernement sans autorité suffisante, tourne vite à la guerre civile, ou plutôt au combat singulier émaillé de grèves et d'occupations d'usines, entre la CGT et le patronat. Finalement, c'est la France qui en fait les frais, ses finances et ses économies ne résistent pas à l'expérience.[688] »
>
> « Les dernières années l'idée de ″lutte des classes″ a effacé l'idée plus saine d'organisation du travail.[689] »

Les « dirigeants socialo-communistes de la CGT » portent dans cette situation une responsabilité très lourde car ils n'ont cessé de se servir de « tous les litiges nés de la nouvelle législation pour exaspérer la lutte des classes[690] ».

---

[686] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.
[687] Emmanuel d'Astier, « 1918-1938 : La défaite des 1 500 000 morts… », *Vu et Lu*, 9 novembre 1938.
[688] *Ibid*.
[689] Emmanuel d'Astier, « Trêve des classes ou démission de la France, qu'est-ce que la Charte du travail ? », art. cit.
[690] *Ibid*.

> « Ainsi le contrat collectif qui devait être un instrument de progrès devenait un instrument de chicane ; ainsi l'arbitrage obligatoire devenait un outil de grève et une prime à la surenchère, parce que les meneurs sachant que les arbitres jouaient au Salomon et coupaient la poire en deux, demandaient n'importe quoi pour obtenir un peu.[691] »

La CGT est explicitement accusée d'avoir profité d'une conjoncture et d'une dynamique politiques favorables pour stimuler une contestation sociale permanente au profit de la seule classe ouvrière et au mépris de l'intérêt général. Il reproche en particulier à l'organisation syndicale sa sujétion au Parti communiste[692] – ainsi parle-t-il d'un « syndicalisme moscoutaire[693] » – qui a eu pour effet qu'elle délaisse sa mission première de représentation des intérêts professionnels ouvriers pour poursuivre un but proprement politique, et en l'occurrence révolutionnaire : « la disparition du patronat et la dictature du prolétariat[694] ».

> « Ainsi le syndicalisme ouvrier, si sympathique, si nécessaire surtout dans un régime capitaliste et démocratique où il est le seul frein possible aux égoïsmes du capital, a négligé son rôle traditionnel au profit d'un rôle politique.[695] »

Au travers de ces attaques transparaît chez d'Astier un vif anticommunisme, anticommunisme qu'au demeurant il n'hésite pas à proclamer, comme l'illustre le titre de son article « Ni communisme ni fascisme ». Pour lui, le PCF est avant tout coupable d'attiser en France la lutte des classes. Mais il est aussi un « parti qui prend son mot d'ordre à l'étranger[696] », autrement dit une organisation antipatriotique poursuivant des buts contraires aux intérêts nationaux. Il constitue de ce fait l'élément dangereux de la coalition de Front populaire. Les socialistes ne sont pas pour autant épargnés. L'adhésion toujours officiellement revendiquée de la SFIO au marxisme, sa (supposée) complicité idéologique et tactique avec le PCF sont clairement dénoncés par d'Astier. Ainsi, lors de la crise ministérielle de janvier 1938, le journaliste accuse ni plus ni moins les « socialo-communistes » que d'entrainer la

---

[691] *Ibid*.

[692] La réunification en mars 1936 de la CGT et de la CGTU, étroitement liée au Parti communiste, profite effectivement aux derniers. À la faveur de la forte croissance des effectifs de l'organisation après les grandes grèves de juin 1936, ceux-ci parviennent à prendre la tête d'une majorité de comités locaux. Cf. Antoine Prost, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2006.

[693] Emmanuel d'Astier, « Duel des chambres, désordre de l'opinion », *Vu et Lu*, 9 mars 1938.

[694] *Ibid*.

[695] Emmanuel d'Astier, « La défaite de Léon Jouhaux », *Vu et Lu*, 7 décembre 1938.

[696] Emmanuel d'Astier, « Trêve des classes ou démission de la France, qu'est-ce que la Charte du travail ? », art. cit.

France vers le totalitarisme. En comparaison, les radicaux sont relativement ménagés. Quoiqu'il stigmatise leur électoralisme, d'Astier les considère comme un pis-aller qui permettrait au moins de « sauver les meubles ».

> « Les mobiles qui animent les dirigeants du Front sont contradictoires, sordides ou obscurs. Les communistes cherchent le mot d'ordre auprès du père des peuples, Staline ; les socialistes sont mus par l'idéologie vieillotte du marxisme et de la lutte des classes ; les radicaux par des préoccupations électorales mitigées de soucis nationaux. Les cégétistes par l'envie d'un monopole et le goût du pouvoir. Deux solutions se présentent à M. Lebrun pour dénouer la crise : la première, d'un gouvernement radical (qui peut être un gouvernement à direction socialiste et à programme radical, cela pour apaiser les masses), gouvernement de pénitence qui s'efforcera de sauver les meubles de la société dans l'état des lois présentes ; la seconde, d'une combinaison socialo-communiste qui, pour sortir du pétrin financier, usera de la seule panacée qu'elle connaisse, le contrôle des changes, et qui finira en dictature. […] Si les socialo-communistes prennent le pouvoir, s'ils établissent, comme ils en ont l'intention, le contrôle des changes, ils en viendront fatalement à l'État totalitaire. Contrôle du marché des changes, contrôle du marché des valeurs internationales, restrictions sévères à la Bourse du Commerce, contrôle des prix c'est-à-dire du commerce intérieur et du commerce avec l'extérieur, dictature. C'est l'entrainement auquel on ne peut échapper.[697] »

4.3. Ni communisme ni capitalisme : pour une « trêve des classes » sans dictature

D'une manière générale, l'établissement d'une dictature quelle qu'elle soit apparaît aux yeux de d'Astier comme l'une des principales menaces qui pèsent sur la France. Selon lui, l'intensité de cette menace est directement liée à l'ampleur des fractures qui traversent le pays et qui font s'affronter des pans entiers de la nation. Le jugement qu'il porte sur le bilan du Front populaire n'est d'ailleurs si sévère que parce qu'il estime que celui-ci a mené une politique de classe ayant considérablement accru les antagonismes entre Français.

> « Les Français […] n'appellent la dictature, à droite que pour freiner les abus de la gauche et mâter le prolétariat, à gauche que pour mâter le patronat et faire triompher les

[697] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.

> intérêts de la classe ouvrière. C'est en somme l'arme de la paresse pour se venger des problèmes que l'on ne parvient pas à résoudre.[698] »

D'Astier en appelle au contraire à l'unité nationale, à l'« union sacrée » en quelque sorte, seule à même de créer les conditions d'une sortie de crise profitable à toutes les classes du pays, et d'abord au pays lui-même.

> « Tout reste à faire… même le premier pas, la trêve des classes. Et vite, si l'on ne veut pas assister à la démission de la France.[699] »

Réaliser cette paix des classes nécessaire au redressement national n'est pas chose aisée, d'Astier en convient. C'est « une longue émulation et de dures pénitences[700] » qu'il faut pour « établir une société et une économie nouvelles[701] ». Il s'agit d'abord d'

> « échapper aux deux puissances qui luttent avec des hauts et des bas pour garder une place prépondérante dans les conseils du gouvernement et pour conserver une mainmise sur l'État : le grand capitalisme d'une part, les masses syndicalo-communistes d'autre part.[702] »

Pour y parvenir, il est urgent de résoudre l'instabilité et la faiblesse politiques chroniques dont souffre le régime, ce qui passe inévitablement par un renforcement du pouvoir exécutif. Ce dont la France a besoin insiste d'Astier, c'est d'une « autorité » capable de réaliser la synthèse des forces contradictoires du pays sans être la proie ni de l'une ni de l'autre. Cette « autorité » ne doit pas, toutefois, être confondue avec la « dictature ».

> « C'est un des malheurs de notre temps que cette confusion entre la notion de dictature et la notion plus saine d'autorité. Car la nation gagnerait sûrement à se passer d'une dictature de gauche ou de droite, mais elle ne peut pas se passer d'une autorité. À

[698] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.

[699] Emmanuel d'Astier, « Trêve des classes ou démission de la France, qu'est-ce que la Charte du travail ? », art. cit. Ce vœu d'une trêve des classes lui fait craindre que la Charte du travail en cours de négociation par la CGT et la CGPF (Confédération Générale du Patronat Français) n'accouche que d'un consensus mou et factice : « Ainsi parce qu'elle n'a pas de base économique sérieuse, parce que la France du Travail n'est pas appelé à son examen, la charte du travail ne sera qu'un pacte sentimental. Un baiser sera échangé, du bout des lèvres. Fasse Dieu que ce ne soit pas un baiser Lamourette. (*Ibid*.) »

[700] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.

[701] *Ibid*.

[702] Emmanuel d'Astier, « Duel des chambres, désordre de l'opinion », art. cit.

> l'autorité on demande seulement de faire respecter les lois (établies par des assemblées législatives qui émanent de la nation) et d'arbitrer les conflits, tandis que la dictature ne se contente pas d'appliquer les lois avec vigueur, elle légifère arbitrairement et supprime les conflits. Quand le Français moyen demande l'autorité, il ne demande qu'un solide Exécutif, qui ne soit pas juge et partie, qui soit à l'abri aussi bien des influences syndicales que patronales, de M. Jouhaux et de M. Gignoux, du capital que du travail. Mais il s'étonne quand il voit M. Blum puis M. Chautemps, après avoir donné aux syndicats les lois qu'ils réclament, refuser de les faire respecter sous le prétexte que l'on ne fait pas violence au peuple. Dans le cadre des lois, il faut faire violence autant au peuple qu'aux patrons.[703] »

D'Astier aspire en fait à une société plus intégrée dans laquelle le pouvoir politique régulerait les intérêts particuliers des différentes classes dans le sens de l'intérêt général, supérieur à tous les autres. Le modèle qui s'esquisse alors tranche nettement avec le diagnostic d'un pays déchiré, désorganisé et affaibli porté sur la France de 1938.

> « Une économie mal dirigée, un désordre persistant de la classe ouvrière menée par le syndicalisme moscoutaire, l'incohérence du patronat qui a laissé confondre ses intérêts avec ceux du capitalisme, la confusion du peuple français que ses représentants n'ont pas su guider vers de grandes tâches et qui en l'absence de celles-ci ont perdu le sens de la communauté… Tel est le bilan. Un bilan qui compromet la puissance française et son rôle européen.[704] »

La « puissance française », autrement dit la capacité de la France à peser dans le concert des nations, voilà bien l'un des enjeux fondamentaux qui se pose en cette fin des années 1930, et que d'Astier reproche vivement aux gouvernants d'avoir négligé.

4.4. La politique intérieure perçue au prisme des enjeux internationaux

L'analyse que livre Emmanuel d'Astier de l'actualité politique intérieure de la France n'est jamais totalement déconnectée de l'actualité internationale, en particulier des risques de conflit que fait peser sur l'Europe le pangermanisme hitlérien. L'actualité internationale fait en quelque sorte office de prisme, de filtre au travers duquel est évaluée la portée de chaque

[703] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.
[704] Emmanuel d'Astier, « Duel des chambres, désordre de l'opinion », art. cit.

événement, de chaque mesure, de chaque décision. On le comprend aisément si l'on considère que d'Astier est avant tout un reporter international dont l'essentiel de l'activité consiste à couvrir une montée du nazisme qui l'effraye. En l'occurrence, d'Astier reproche avec force à la classe politique, et spécialement au Front populaire au pouvoir depuis juin 1936, d'être accaparée par des querelles intérieures dérisoires et futiles au regard des menaces internationales qui pèsent sur le pays. C'est ainsi que lors de la crise ministérielle de janvier 1938, il accuse les socialistes et surtout les communistes de diviser et affaiblir la France, par leur soutien au mouvement social, dans un contexte où celle-ci est placée devant la nécessité de s'unir et de se renforcer.

> « Mais le plus grave est que ni le parti socialiste, ni la C.G.T., ni le parti communiste, au milieu de leurs préoccupations démagogiques, n'ont un mot pour le péril extérieur et le péril économique… pas un mot pour le péril que court la France entière, et non l'une ou l'autre de ses classes.[705] »

Encourager la lutte des classes est dans l'esprit de d'Astier une accusation d'autant plus grave que la sécurité et l'intégrité de la France sont en jeu face au danger nazi et que l'union des Français est indispensable pour l'affronter.

> « La France, si elle veut vivre en grande nation, ne doit pas consacrer son temps aux seules occupations domestiques et mesquines : les chicanes entre ouvriers et patrons, le renvoi d'un ouvrier russe, l'affaire du C.S.A.R. Elle ne peut être sauvée que par un gouvernement de Salut public, d'où qu'il vienne, où les intérêts de classe seront rejetés au second plan, pour un temps (étant admis que les avantages sociaux compatibles avec la santé du pays, soient définitivement acquis)… *Un gouvernement qui n'aurait que deux buts : éviter la guerre en la faisant craindre par la puissance diplomatique et militaire de la France, et restaurer l'économie française en sauvegardant sa supériorité sociale et en lui rendant son pouvoir sur le marché international*. Comme de telles fins supposent une politique de discipline et de pénitence, il faut qu'elle soit menée avec les parties saines des forces ouvrières, paysannes et patronales, par des hommes qui ne peuvent être soupçonnés de représenter les intérêts patronaux ou de représenter les appétits syndicaux.[706] »

[705] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.
[706] *Ibid*.

Dans ces lignes, la question sociale apparaît nettement comme étant aux yeux de d'Astier un problème secondaire, dont le traitement doit être conditionné à la résolution préalable de problèmes posés comme prioritaires : la puissance économique et, ce qui est lié, diplomatique de la France. Pour lui, la nation prime et, si la situation l'exige comme c'est alors le cas, l'ouvrier doit patienter et accepter de faire « pénitence ». Parce que la menace fasciste est plus grave, l'appel au « sacrifice[707] » est plus impérieux.

> « Car il faut que l'ouvrier sache que, dans une croisade contre le fascisme, il perdra non seulement les ″cinq-huit″, mais encore la vie, et sans doute la ″partie″… sans compter la patrie où la vie est encore la plus douce. »

Une même lecture de la situation intérieure au prisme de l'actualité internationale se donne à lire en septembre 1938 dans un article dans lequel d'Astier dénonce une grève des dockers paralysant le port de Marseille. Alors que les tensions s'accroissent en Tchécoslovaquie[708], la grève des dockers apparaît au journaliste comme un funeste amusement.

> « Tout s'arrange, paraît-il. On travaille : manutentionnaires et dockers sont d'accord. Il ne restera plus qu'à lever un fantôme de réquisition qui fait aussi peur aux patrons qu'aux ouvriers… et à attendre ″la prochaine″… Si M. Hitler veut bien laisser aux dockers l'occasion de jouer encore une fois à ce petit jeu.[709] »

De la même façon, en décembre de la même année[710], d'Astier reproche à la CGT et son secrétaire général Léon Jouhaux qu'il vient d'interviewer, de n'avoir pas su ou voulu, face à l'accroissement des risques de guerre, calmer les tensions sociales et mobiliser la classe ouvrière en vue du redressement économique de la France.

---

[707] D'Astier estime ainsi à regret que la mystique ayant porté le Front populaire à ses débuts était « trop souvent assise sur une idée de vengeance, et l'idée de sacrifice lui faisait défaut (Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.) ».

[708] L'article paraît un peu plus de deux semaines avant la signature des accords de Munich.

[709] Emmanuel d'Astier, « À Marseille, les dockers s'amusent aux dépends de la France », *Vu*, 14 septembre 1938.

[710] Plusieurs vagues de grèves ont lieu durant l'année 1938 qui sont directement liées à un tournant libéral de la politique économique française. La plus importante se déroule à l'automne 1938 après que le ministre des Finances Paul Reynaud ait promulgué plusieurs décrets-lois (que la CGT qualifiera de « décrets-lois de misère ») libérant les prix et suspendant de fait les quarante heures par la multiplication des dérogations.

> « Et la plus grave condamnation que l'on puisse porter sur [la CGT] est que ayant eu, sinon le pouvoir, tout au moins ″son gouvernement″, et après avoir acquis tant d'avantages, conventions collectives, congés payés, quarante heures, salaires augmentés, etc., elle n'a pas su faire régner l'ordre parmi ses troupes, elle n'a pas su les remettre au travail, admettre certaines nécessités nationales, et garder par le zèle et la dignité le bénéfice du pouvoir et des lois sociales. […] Jouhaux est attendrissant. Mais, dame, il y a la France.[711] »

En définitive, le Front populaire a échoué selon d'Astier parce qu'il a sacrifié la puissance française – et sa sécurité – à son programme social.

> « Tandis que la France fait du tandem et déplore la vie chère, l'Allemagne, méprisante, transforme son pays en camp de travail et d'armement, et poursuit son programme d'hégémonie européenne.[712] »

4.5. Des positions proches des radicaux ?

Au fond, bien que dans aucun de ses articles il ne se positionne en leur faveur, d'Astier émet en matière économique et sociale des visions assez proches de celles des radicaux, et plus particulièrement d'une large aile droite du parti[713]. Il exprime en effet une semblable hostilité à la fois au communisme et au marxisme sur sa gauche, au grand capital représenté notamment par les trusts sur sa droite. Il se montre partisan du libéralisme économique mais cependant favorable à un réformisme social soucieux d'assurer une protection minimale à la classe ouvrière[714]. Il s'oppose au dirigisme et au planisme, assimilés au « fascisme[715] », aussi

[711] Emmanuel d'Astier, « La défaite de Léon Jouhaux », *Vu*, 7 décembre 1938.

[712] Emmanuel d'Astier, « 1918-1938 : La défaite des 1 500 000 morts… », *Vu et Lu*, 9 novembre 1938.

[713] Sur le Parti radical, on renvoie aux travaux fondateurs de Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, 2 volumes, Paris, Presses de la Fondation National des Sciences Politiques, 1980-1982, en particulier la troisième partie (« Le Front populaire et le reclassement à droite du Parti radical (1936-1939) ») du second volume, sous-titré *Crise du radicalisme (1926-1939)*, pp. 420-599.

[714] Serge Berstein montre que le « radicalisme français se caractérise essentiellement par sa volonté d'apparaître comme l'incarnation d'un consensus national plutôt que comme une formation de doctrine ou comme le représentant d'un groupe social déterminé (*Ibid*., p. 591) ».

[715] « Enfin, après avoir voté ce projet n°4 le 24 février la Chambre vote le paragraphe n°5 du statut du travail, c'est-à-dire le projet de loi sur les conventions collectives qui étend à toutes les professions (agriculture comprise) le régime des conventions collectives obligatoires. C'était un premier pas vers une organisation fasciste du travail, puisqu'on substituait au libre accord des partis et à la formule contractuelle l'intervention de

bien qu'au complet laisser-faire. *In fine*, ses positions traduisent assez bien les intérêts des petits possédants, c'est-à-dire des petits et moyens patrons qui composent la clientèle ordinaire du Parti radical et dont il s'agit de garantir la liberté d'activité ainsi que les possibilités de développement économique[716]. C'est pourquoi il insiste sur le fait que le petit patronat est la première victime de la crise économique :

> « c'est le petit patron qui la le plus souffert et qui se défend le plus, et non le grand patronat de ″droit divin″ fournisseur de l'État et qui s'est rattrapé sur l'État. [La SFIO] omet de dire que la spéculation aujourd'hui n'est que l'évasion des plus modestes capitaux, effrayés, les grands étant à l'abri depuis longtemps, sinon depuis toujours… et que le simple déficit de la balance commerciale, dont le parti socialiste ne s'est pas soucié, suppose une évasion forcée de capitaux, de devise ou d'or[717] ».

Dans cette perspective, le grand capital spéculatif, volatile et fluctuant – qu'il s'applique à distinguer du patronat productif – ainsi que le syndicalisme d'inspiration communiste incarné par la CGT, parce qu'ils portent atteinte à un certain équilibre des forces de la nation, sont désignés comme les maux principaux dont souffre la France.

Les invectives qu'il adresse à la CGT et au Parti communiste pour les grèves qu'ils suscitent – grèves qui entravent une reprise de l'économie française – sont analogues à celles qui imprègnent, à la même période, les discours des radicaux qui, de plus en plus nombreux, souhaitent mettre définitivement fin à la majorité de Front populaire. Comme eux, si d'Astier se déclare fermement hostile au grand capitalisme, l'extrême-gauche semble lui apparaitre alors, parce que trop prompte à descendre dans la rue, comme l'adversaire numéro un.

De même, sur le plan institutionnel, ses appels à un renforcement de l'exécutif sont voisins des prises de position de nombreux radicaux. Lorsqu'il écrit par exemple le 19 janvier 1938 que la « nation française gagnerait surement à se passer d'une dictature de droite ou de gauche mais [qu'] elle ne peut se passer d'une autorité[718] », il n'exprime pas des vues très éloignées de celles émises deux semaines plus tôt par l'ancien député Albert Milhaud dans *L'Ère nouvelle* :

---

l'État et un règlement d'administration publique. (Emmanuel d'Astier, « Duel des chambres, désordre de l'opinion », art. cit.) »

[716] Petits commerçants, industriels et paysans forment l'essentiel de l'électorat du Parti radical. Cf. Serge Berstein, *Histoire du Parti radical*, volume II, *op. cit.*, p. 564.

[717] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.

[718] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme ni fascisme », art. cit.

> « Désormais, il n'y a plus dans le pays que deux partis, celui de l'ordre et celui du désordre. Les bons apôtres diront que le parti de l'ordre, c'est la réaction. Le parti de l'ordre, c'est le parti du salut de la nation, de la République, de la démocratie. […] La France veut un chef : elle préfèrera de beaucoup un chef légal à un chef révolutionnaire de gauche ou de droite.[719] »

Ces analogies discursives sont cependant bien loin de se traduire chez d'Astier par une identification partisane. Le Parti radical demeure à ses yeux l'incarnation de cette III^e^ République aux « formes un peu dérisoires[720] » pour laquelle il garde un « certain mépris[721] ». Son modèle lui est plutôt fourni par les socialistes luxembourgeois, qui lors d'un reportage dans le Grand-Duché lui ont renvoyé l'exemple de dirigeants non dogmatiques mais réalistes, partisans de l'efficacité économique autant que de la protection de la classe ouvrière, soucieux du consensus national et d'équilibre social et politique.

> « M. Hubert Clément est un de ces socialistes exemplaires et charmants sur lequel nos socialistes français devraient bien prendre modèle. Moins imbus de l'évangile marxiste, ayant plus d'indépendance à l'égard de la II^e^ Internationale, à l'exemple des socialistes scandinaves, ils sont, par contre, plus occupés des problèmes pratiques du gouvernement et de l'adaptation des lois sociales aux facteurs économiques et politiques. Ils sont ainsi parvenus à obtenir le maximum pour la classe ouvrière luxembourgeoise, sans désorganiser l'économie du Grand-Duché, et à établir une double collaboration entre ouvriers et patrons et entre socialistes et catholiques sur des bases satisfaisantes pour les uns et les autres.[722] »

* * *

Sa rencontre avec Lucien Vogel et son entrée à *Vu* marquent une rupture dans la trajectoire biographique d'Emmanuel d'Astier. Les expériences sociales associées à sa professionnalisation au métier de journaliste au sein de la rédaction de l'hebdomadaire

[719] Albert Milhaud cité par Serge Berstein, *Histoire du Parti radical. Tome II*, *op. cit*., p. 520. Précisons que Berstein donne d'autres citations allant dans le même sens.
[720] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 63.
[721] *Ibid*.
[722] Emmanuel d'Astier, « La vérité sur le grand-duché de Luxembourg V », art. cit.

conditionnent pour une bonne part une bifurcation politique caractérisée par un déplacement sur la gauche de ses représentations politiques[723]. Durant ces années, d'Astier prend en particulier nettement ses distances, sinon rompt tout à fait, avec l'Action Française et le maurrassisme. Aussi cesse-t-il, comme dans ses articles de *1935*, de se ranger explicitement dans le camp des « droites », des « nationaux » ou des « ligues ». Il ne revendique pas pour autant une autre identification politique ou partisane, ce qui traduit peut-être une incapacité à se classer ou bien le désir de ne pas vouloir se classer.

L'élément le plus significatif de son évolution politique est sa conversion à un antinazisme et un antifascisme fortement revendicatifs, ce qui au fond ne saurait surprendre. De ses coordonnées sociales initiales, d'Astier a hérité une propension profondément enracinée à inscrire son histoire individuelle dans le cadre plus général d'une histoire collective le dépassant, et spécialement d'une histoire nationale avec laquelle sa classe sociale d'origine et sa lignée familiale ont historiquement partie liée. Ayant forgé ses primes catégories de pensée dans un groupe social conduit par le fil de l'histoire à se penser comme le dépositaire de l'intégrité et de la continuité de la patrie, il est particulièrement disposé à se porter à l'avant-garde de la défense de cette patrie menacée et à se faire le porte-parole d'un antinazisme de combat[724].

[723] Déplacement sur la gauche qui ne signifie pas, étant donné le point de départ, que d'Astier se situe alors « à gauche ».

[724] La conversion de d'Astier à l'antinazisme et à l'antifascisme peut être entrevu comme un bon indicateur de son déplacement vers la gauche car dans la seconde moitié des années 1930, le combat antifasciste est quasi-exclusivement porté par des acteurs et des organisations ancrés à gauche. La droite, lorsqu'elle n'est pas secrètement profasciste, est quant à elle bien plus préoccupée par le communisme que par le nazisme et son patriotisme (nationalisme) se traduit davantage par un pacifisme de concession à l'égard de Hitler que par une posture de combat.

Partie II

_____

Engagement et conversion politique

Le 27 août 1939, soit une semaine avant la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France à l'Allemagne, Emmanuel d'Astier est mobilisé. Affecté au centre de renseignements maritimes de Lorient, il est ensuite nommé chef du centre de renseignements maritimes de Saint-Nazaire. À la tête d'une petite équipe, il a pour mission de traquer les espions allemands sur la côte atlantique. Replié à Port-Vendres à l'issue des combats de mai-juin 1940, il est démobilisé début juillet et s'installe d'abord à Marseille. À l'automne 1940, il est à l'initiative de la formation d'un petit groupe de résistance baptisé La Dernière Colonne, qui devient en juillet 1941 le mouvement Libération-Sud. Ce dernier va s'imposer au fil des mois comme l'un des plus puissants mouvements et son chef, Emmanuel d'Astier, comme l'une des personnalités les plus influentes de la Résistance française. Figure d'une aile gauche radicale de la Résistance mais longtemps fidèle au général de Gaulle, d'Astier se rapproche des communistes dans les mois qui suivent la Libération. En octobre 1945, il est élu député à l'Assemblée constituante avec le soutien et l'appui officiel du Parti communiste.

La Résistance et l'immédiat d'après-guerre condensent l'essentiel du processus de conversion politique d'Emmanuel d'Astier. L'enjeu de cette seconde partie est de mettre au jour les ressorts sociaux de ce processus. Pour ce faire, il s'agit d'ouvrir la boîte noire que constitue l'expérience résistante de d'Astier et d'en décortiquer les conditions de réalisation, les contenus, les modalités, la dynamique, la chronologie. Il s'agit d'analyser le déroulement du temps court de l'engagement résistant *en train de se faire* afin de voir comment celui-ci percute le temps long de la trajectoire biographique et le reconfigure de sorte qu'il l'ouvre sur un devenir qui n'était pas prédéterminé. L'un des enjeux de l'analyse est de parvenir à restituer le plus fidèlement possible l'expérience de l'acteur *in situ* : « comment il percevait la situation, les obstacles qu'il croyait devoir affronter, les alternatives qu'il voyait s'ouvrir devant lui[725] ». Cela implique de s'efforcer, au cours de l'analyse, de « mettre entre parenthèses le résultat[726] » du processus étudié, c'est-à-dire d'essayer méthodologiquement de se rendre autant ignorant de la suite de l'histoire que l'était l'individu lui-même au moment où il la vivait.

[725] Howard S. Becker, « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, 1986, pp. 105-110, p. 106.
[726] Michel Dobry, « ″Penser = classer ?″ Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera », *Genèses*, n° 59, 2005, pp. 151-165, p. 158.

Cette seconde partie se compose de quatre chapitres. Après un prologue qui s'attache à caractériser la situation critique issue de la débâcle de juin 1940, le chapitre 4 (« Devenir résistant ») étudie l'entrée en résistance d'Emmanuel d'Astier. Il s'agit de comprendre comment, dans un contexte bouleversé largement défavorable à la contestation, celui-ci devient un entrepreneur de mobilisation. Après avoir mis en évidence ce qui le dispose à s'indigner de la défaite et à vouloir y réagir, il s'agit d'analyser les conditions et modalités concrètes de son passage à l'acte résistant, et notamment le processus de formation du groupe La Dernière Colonne.

Le chapitre 5 (« Genèse d'une vocation politique ») analyse comment d'Astier, en s'imposant comme le chef charismatique du mouvement Libération-Sud, intériorise peu à peu une vocation politique. Dans la seconde moitié de l'année 1941, dans un contexte où la Résistance de zone Sud se développe et se structure autour d'une poignée d'organisations (dont Libération-Sud) qui commencent à interagir, d'Astier est amené à exercer des responsabilités importantes qui font bientôt de lui une personnalité prééminente de l'*espace de la Résistance* en formation. Les rétributions symboliques qu'il retire de ce rôle dirigeant stimulent son engagement et alimentent des ambitions croissantes qui, si elles sont d'abord circonscrites au périmètre résistant, vont peu à peu se convertir en aspirations proprement politiques à mesure que la Résistance va se politiser.

Le chapitre 6 (« Consolidation de la vocation et intériorisation d'aspirations révolutionnaires ») analyse la façon dont la vocation politique de d'Astier se consolide à mesure que sa trajectoire ascendante se poursuit dans un espace de la Résistance qui s'étend, se complexifie et se politise (la Libération se profilant, les enjeux politiques de l'après-guerre deviennent peu à peu prédominants pour les dirigeants de la Résistance). Légitimé comme entrepreneur de cause et comme représentant d'une organisation, Emmanuel d'Astier apprend à être un personnage politique. Mais il apprend surtout à *vouloir être* un personnage politique, c'est-à-dire qu'il apprend à apprécier la compétition politique et à désirer occuper les postes de pouvoir situés les plus hauts. Durant cette même séquence, les conditions très spécifiques de son engagement résistant – clandestinité, haut risque – favorisent l'intériorisation d'aspirations révolutionnaires qui ne cessent de s'affirmer au fil des mois.

Enfin le chapitre 7 (« Du Gouvernement provisoire au compagnonnage communiste ») analyse la relation entre la position d'Emmanuel d'Astier dans l'embryon de champ politique que forme l'espace de la Résistance à partir de la seconde moitié de l'année 1943 et ses prises de position dans le jeu politique à la veille et au lendemain de la Libération. Son ralliement au Parti communiste s'interprète alors principalement à l'aune de la vocation politique qu'il a

intériorisé dans la clandestinité. L'aboutissement de sa trajectoire politique apparaît comme le résultat d'une série d'ajustements pratiques, fortement dépendants des dynamiques de recomposition du champ du pouvoir après la Libération, visant à se maintenir dans un jeu politique particulièrement mouvant.

Prologue
« Le trauma de 1940 »

> « *L'Histoire avec une majuscule, qui, après avoir longtemps grondé ou menacé dans les coulisses, entre soudain en scène pour frapper, et transporte, du coup, les individus assommés de la sphère privée à celle du collectif, bien malgré eux.* »
>
> Stanley Hoffman[727]

> « *Le flot des événements, qui léchaient ma vie sans la forcer, allait y pénétrer, mais je ne le savais pas.* »
>
> Emmanuel d'Astier[728]

1. D'une défaite fulgurante à Vichy

Le 10 mai 1940, après plus de huit mois d'une insaisissable « drôle de guerre » sans combats, faite principalement d'attente et d'inaction, l'offensive allemande est déclenchée dans les Flandres, puis dans les Ardennes. Face à la poussée du Blitzkrieg, les armées franco-britanniques sont submergées. En moins d'une semaine le front est rompu et les alliés pris dans une immense nasse entre la Somme et la frontière néerlandaise. Après la prise de Dunkerque le 4 juin, les lignes françaises sur la Seine, l'Oise et la Marne sont définitivement percées le 11. L'armée fuit alors vers le sud, dans le désordre, et il suffit d'une dizaine de jours seulement aux troupes allemandes pour gagner, sans opposition autre que sporadique, Lyon, Clermont-Ferrand et Bordeaux. Dès le 14 juin, la Wehrmacht défile dans Paris. Huit jours plus tard, la signature de l'armistice met fin à la débâcle. La défaite est complète et stupéfiante. En moins de deux mois, l'armée française, forte de 5 millions d'hommes et considérée encore à la veille du conflit comme la plus puissante du monde, s'est effondrée,

[727] Stanley Hoffman, « Le trauma de 1940 », Jean-Pierre Azéma et François Bédarida [1993], *La France des années noires. Tome 1, De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 2000, pp. 139-158, p. 144.
[728] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours, op., cit*., p. 10.

subissant « le plus grand désastre de son histoire[729] ». 92 000 soldats ont été tués, 200 000 blessés, 1 850 000 faits prisonniers. Pour les Français, la défaite est un choc brutal et violent[730], l'« irruption dans la vie quotidienne de quelque chose de presque sidéral, par sa rapidité et son étrangeté[731] ».

À la déroute militaire se surajoute en outre un « effondrement de la société civile[732] », facilité et amplifié par une désertion plus ou moins généralisée des pouvoirs publics. L'exode est la manifestation la plus frappante de ce phénomène. La peur de l'avancée militaire allemande jette sur les routes, dans la confusion la plus complète, plus de huit millions de personnes, soit la moitié environ de la population totale des régions du nord et de l'est de la France. Les gares prises d'assaut, le trafic ferroviaire est vite paralysé tandis que sur les routes s'égrènent sur des kilomètres les files des autos et charrettes surchargées, des vélos et piétons avançant au pas, à l'occasion mitraillées par l'aviation allemande ou italienne. Le long de la Loire, les villes sont submergées par l'afflux massif et soudain de réfugiés qu'elles n'ont les moyens ni de loger ni de ravitailler tous. Une atmosphère de chaos s'installe[733]. La détresse de la population se double alors d'un profond sentiment d'abandon. Bien souvent en effet, les autorités politiques et administratives (préfets, maires et autres élus, police), et même parfois religieuses, ont fuit les premières, les services publics se sont dilués. À Chartes par exemple, le préfet Jean Moulin est seul ou presque à demeurer à son poste[734]. Le « troupeau désemparé[735] » que forment les millions d'exilés découvre ainsi l'« insupportable sensation du vide[736] ». Durant ces quelques semaines, la nation française toute entière semble se déliter. « La confusion est à son comble, la République sombre dans la peur et les *consentements moites* de la médiocrité, les Français sont déboussolés, la nation est à la dérive. L'armature

[729] Christian Bachelier, « L'armée française entre la victoire et la défaite », in *Ibid.*, pp. 75-101, p. 81.

[730] Le futur résistant Alban Vistel parle rétrospectivement d'un « coup d'assommoir » : « Nous avions vécu notre jeunesse dans le souvenir de la victoire de 1918, et alors de voir les Allemands à trente kilomètres à peine de Grenoble et qu'en si peu de temps, l'armée française avait été balayée, c'était vraiment un coup d'assommoir. (Alban Vistel cité par Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy (1940-1942)*, Seyssel, Champ-Vallon, 1989, p. 269) »

[731] Stanley Hoffman, « Le trauma de 1940 », art. cit., p. 143. Hoffman résume très justement : « Ce qui domine sans doute dans la mémoire collective de la Grande Guerre est le sentiment d'une longue souffrance aigüe ; dans celle de mai-juin 1940, c'est l'impression du coup brutal et inattendu sur le crâne et au cœur (*Ibid*., pp. 143-144) ».

[732] Jean-Pierre Azéma, « Le choc armé et les débandades », in *Ibid*., pp. 105-137, pp. 117-120.

[733] Sur l'exode, on peut notamment lire le témoignage de Léon Werth, *33 jours* (Paris, Viviane Hamy, 1992) ; ou bien, dans un autre registre, le roman de l'écrivaine juive Irène Némirovsky, morte en déportation à Auschwitz en 1942, *Suite française* (Paris, Denoël, 2004), en particulier la première partie, « Tempête en juin ».

[734] Cf. Jean Moulin, *Premier combat*, Paris, Minuit, 1947.

[735] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 223.

[736] *Ibid*.

craque de partout et les organisations politiques, liquéfiées, abandonnent le terrain dans la débandade.[737] »

La signature de l'armistice le 22 juin intervient pour beaucoup comme un soulagement[738]. Les clauses, pourtant, sont dures et vont peser lourdement sur l'existence des Français. Le plus frappant sur le moment est probablement le découpage du territoire métropolitain. Une zone Nord, dite « zone occupée » et couvrant environ 60% du pays, est placée sous l'autorité directe des Allemands, qui y disposent de « tous les droits de la puissance occupante ». L'administration française y est invitée à coopérer avec les nouvelles autorités. Une zone Sud, dite « zone libre » ou zone « non occupée », est quant à elle soustraite à la présence militaire du vainqueur et placée sous gouvernement français. Ces deux zones sont séparées par une ligne de démarcation s'apparentant à une frontière. L'Alsace et la Lorraine, de leur côté, sont tout bonnement annexées au Reich.

Conclusion d'un effondrement militaire, l'armistice est aussi une des étapes d'un effondrement politique, celui de la République. Celui-ci se joue pour partie dans les quelques jours précédant la cessation des combats. Après le 10 juin, soit à partir du moment où les défenses françaises sont définitivement disloquées et où les troupes se dispersent, le gouvernement français se déchire sur la conduite à tenir. Une partie des membres du cabinet ministériel, estimant que la guerre n'est pas terminée et que la France dispose de ressources conséquentes avec son Empire colonial, est partisane d'une capitulation militaire et d'un repli du pouvoir politique en Afrique du Nord, d'où la guerre pourrait être continuée. C'est la solution privilégiée par le président du Conseil, Paul Reynaud, soutenu notamment par le sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, Charles de Gaulle. Contre cette position, le vice-président du Conseil Philippe Pétain et le commandant en chef des armées, le général Weygand, sont les chefs de file du parti de l'armistice. Eux pensent que la guerre est perdue et qu'il faut coûte que coûte y mettre fin. Mais ils sont surtout fermement hostiles à une capitulation qui, en tant qu'elle est un acte militaire signé par le haut-commandement, est jugée contraire à l'honneur et au prestige de l'armée. Or pour eux, comme l'écrit Pétain à Reynaud le 26 mai 1940 : « Il est indispensable que l'admiration de notre peuple pour son armée soit sauvegardée. L'armée est le rempart matériel et moral du pays.[739] » Ses valeurs

[737] *Ibid*., p. 229.

[738] Avant même sa signature, l'« appel du maréchal Pétain à cesser le combat généralisa le *dé-couragement* au sens le plus littéral du terme […], il acheva de casser une combativité déjà bien réduite et généralisa l'esprit de capitulation (Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40, Tome 2. Ouvriers et soldats*, Paris, Gallimard, 1990, p. 715) ».

[739] Philippe Pétain cité par Jean-Pierre Azéma, « Le choc armé et les débandades », art. cit., p. 123.

devront servir de fondations à son redressement. C'est pourquoi ils veulent un armistice, acte de gouvernement qui relève de la responsabilité des autorités politiques[740]. Au terme d'âpres affrontements, c'est finalement cette seconde option qui l'emporte. Le 16 juin, Paul Reynaud démissionne et Philippe Pétain est nommé président du Conseil. Dès le lendemain, celui-ci demande à l'Allemagne les conditions d'un armistice.

La signature de l'armistice n'implique pas d'elle-même un changement de régime politique. Seulement, le nouveau gouvernement formé par Pétain fait la part belle à des personnalités proches de la droite autoritaire, hostiles au parlementarisme et à la démocratie, qui voient dans la confusion de la situation une opportunité idéale pour abattre enfin cette III^{e} République qu'ils honnissent et jugent responsable de la défaite. Á l'issue d'une série de manœuvres politiques qu'il ne s'agit pas ici de détailler, le vice-président du Conseil, Pierre Laval, parvient le 9 juillet à faire accepter à la Chambre des députés et au Sénat réunis à Vichy la nécessité de procéder à une révision constitutionnelle. Le lendemain, l'Assemblée nationale confie au maréchal Pétain par 569 voix (17 abstentions, 80 votes contre) les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs, ainsi que la charge de promulguer une nouvelle constitution. Par ce vote, une classe politique désemparée et liquéfiée – les partis se sont volatilisés, les leaders restent muets – confie le sort du pays aux mains d'un seul homme. Dès le 11 juillet 1940, les quatre premiers actes constitutionnels édictés par Pétain signent effectivement l'acte de décès de la République[741]. Le maréchal se proclame « chef de l'État français » (et non pas de la République française), il « s'attribue les pouvoirs exécutif et législatif, nomme à tous les emplois, négocie les traités, commande la force armée et peut même exercer la justice politique par l'intermédiaire d'une Cour suprême de justice[742] ». Le régime de Vichy naît sous le sceau du pouvoir personnel et s'affirme sous celui de la dictature. Plusieurs des mesures prises durant les premiers mois consistent à supprimer tous les contre-pouvoirs. La Chambre des députés et le Sénat sont ajournés *sine die*, les conseils généraux sont supprimés, près de 170 conseils municipaux jugés « mal pensants » sont dissous, toutes les élections sont suspendues, le suffrage universel est aboli (à l'exception, en théorie, pour les élections municipales des communes de moins de 2 000 habitants), les partis politiques – au demeurant largement dispersés par les événements – sont interdits de se réunir publiquement, les

[740] Pétain est déterminé à ne pas quitter le sol métropolitain. Il déclare en Conseil des ministres le 13 juin : « Je resterai parmi le peuple français pour partager ses peines et ses misères. L'armistice est, à mes yeux, la condition nécessaire à la pérennité de la France. (Philippe Pétain cité par Jean-Pierre Azéma, *Ibid*., p. 125) »

[741] La mort de la III^{e} République ne soulève pas de protestation. « Le régime disparaît dans un discrédit massif, parce qu'il se confond avec un passé de luttes sociales et de divisions politiques qui semblent avoir pavé la voie au désastre. (Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, *op. cit*., p. 26) »

[742] Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^{e} siècle*, Tome II, *op. cit*., p. 310.

confédérations syndicales sont dissoutes, la liberté d'expression, la liberté de pensée, la liberté de la presse disparaissent.

Le régime autoritaire qui se met en place à Vichy, et qui jusqu'à l'automne 1942 a pleine autorité sur la zone Sud, représente un pouvoir à la fois distinct et dépendant de l'autorité militaire allemande. Avec cette dernière, il compose un système politico-administratif original qui forme le cadre de l'existence des Français sous l'Occupation, système auquel seront confrontées et se confronteront les entreprises de résistance.

2. Un « moment critique[743] »

Le printemps et l'été 1940 constituent un moment critique – une « conjoncture fluide[744] » pour employer le langage de Michel Dobry – c'est-à-dire une séquence historique rompant la continuité du cours ordinaire de l'existence. Ils forment dans le temps social un moment *extra-ordinaire*. Pour bien en saisir les implications, un bref détour par ce qui caractérise généralement les conjonctures routinières est utile.

2.1. Conjonctures routinières : inertie des structures sociales et certitudes de l'action

Toute société se présente à un temps T comme une vaste configuration d'activités sociales et de rapports sociaux passés cristallisés sous des formes variées : langue, coutumes, traditions, lois, institutions, textes, objets, manières de vivre, catégories de pensée et de jugement, etc. Ce passé sédimenté est hérité par chaque nouvelle génération et donc sans cesse actualisé dans le présent. Il constitue de ce fait une réalité relativement stable et structurante. Il s'impose aux individus comme un ensemble d'« états de faits[745] », un ordre des choses *déjà là* qui forme leur environnement naturel et conditionne à plusieurs niveaux leurs manières d'agir et d'interagir, de percevoir et de penser, le plus souvent en-deçà même

[743] Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, *op. cit*., pp. 207-250.
[744] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*. Voir en particulier le chapitre 4, « Les conjonctures fluides ».
[745] Bernard Lahire, *Ceci n'est pas qu'un tableau. Essai sur l'art, la domination, la magie et le sacré*, Paris, La Découverte, 2015, pp. 31-65.

de leur conscience[746]. Il agit d'une part à l'état incorporé. En effet, il s'imprime par la socialisation dans les corps et les cerveaux individuels sous la forme de dispositions mentales et comportementales génératrices de représentations et de pratiques qui lui sont plus ou moins ajustées[747]. Il est pour les individus *le* monde dans la confrontation quotidienne avec lequel se forge leur être propre, le monde auquel ils sont *habitués* et avec lequel ils entretiennent de fait une forme plus ou moins achevée de complicité ontologique. Aussi, ce monde se présente ordinairement à eux comme un univers relativement familier et donc sensé, intelligible, comme un ensemble de « *toiles* de significations […] qui constituent le cadre et l'aliment cognitif incontournable de leurs actions, perceptions et interprétations[748] ».

La société comme produit sédimenté de l'histoire agit aussi en tant que réalité objective, autrement dit en tant que contrainte externe aux individus. Les structures sociales – traduites dans les règles, lois, normes, systèmes de valeurs, etc. – cadrent et régulent au quotidien (et au besoin par la sanction) les conduites des acteurs. Comme dit Durkheim, la « société n'est pas seulement un objet qui attire à soi, avec une intensité inégale, les sentiments et l'activité des individus. Elle est aussi un *pouvoir qui les règle*[749] ». Ce pouvoir de régulation est extrêmement puissant dans les sociétés modernes. Ces sociétés ont en effet pour caractéristique centrale un degré élevé de différenciation sociale, de cristallisation institutionnelle et surtout, corrélativement, une forte objectivation des savoirs, des pratiques et des rapports sociaux[750]. Ces formations se présentent comme un agencement complexe de sphères sociales relativement autonomes dédiées à des domaines d'activité spécifiques (économie, politique, religion, art, etc.). Régies chacune par une logique sociale propre et organisées autour d'enjeux particuliers, ces sphères (qu'on les nomme champs[751], mondes[752],

[746] « Nous parlons une langue que nous n'avons pas faite ; nous nous servons d'instruments que nous n'avons pas inventés ; nous invoquons des droits que nous n'avons pas institués ; un trésor de connaissances est transmis à chaque génération qu'elle n'a pas elle-même amassé, etc. C'est à la société que nous devons ces biens variés de la civilisation et si nous ne voyons généralement pas de quelle source nous les tenons, nous savons, du moins qu'ils ne sont pas notre œuvre. Or ce sont eux qui font à l'homme sa physionomie personnelle entre tous les êtres ; car l'homme n'est homme que parce qu'il est civilisé. (Émile Durkheim [1912], *Les Formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Classiques des sciences sociales, UQAC, 2008, p. 208.) »

[747] Cette « impression » est, bien sûr, toujours partielle car le produit d'expériences sociales situées.

[748] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 105.

[749] Émile Durkheim [1897], *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, PUF, 2002, p. 264. C'est nous qui soulignons.

[750] Ces processus de différenciation sociale et d'objectivation des rapports sociaux sont étroitement corrélés à la généralisation de la diffusion de la culture écrite. L'écrit, en effet, n'est pas qu'un simple instrument de communication. Il permet de fixer les savoirs hors des cerveaux individuels, de les faire exister indépendamment d'eux, en un mot de les objectiver. Or l'accumulation de ces savoirs objectivés favorise leur séparation et, de proche en proche, la spécification du monde en domaines de savoirs et domaines de pratiques. Parce qu'il autonomise les différents savoirs, l'écrit est en définitive le vecteur de transformations profondes des rapports sociaux, et notamment des rapports de pouvoir (cf. Bernard Lahire, *La Raison scolaire. École et pratiques d'écriture, entre savoir et pouvoir*, Rennes, PUR, 2008).

[751] Cf. notamment Pierre Bourdieu, « Quelques propriétés des champs », *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, pp. 113-120.

secteurs[753], etc.) s'objectivent pour partie dans des institutions (État, partis politiques, bourse, entreprises, École, académies culturelles, etc.) fortement prescriptives. Les rapports sociaux tendent à y être largement impersonnels et les perceptions et conduites des individus fortement « réglées par des normes éthiques et surtout juridiques, explicitement constituées et soutenues par des sanctions sociales[754] ». Il en résulte que dans l'ordinaire de leur existence, les individus sont fréquemment confrontés à des contextes d'action à ce point prédéfinis, cadrés, réglés, codifiés par la logique propre à un microcosme qu'ils ont peu à se demander ce qu'il convient de penser de qu'il se passe et ce qu'il convient de faire en conséquence. Les situations sociales qu'ils affrontent, notamment, leur sont en général immédiatement intelligibles. En effet, les « logiques sectorielles procurent aux acteurs un stock significatif de définitions préformées [des situations] et les dispensent souvent d'avoir, par leur activité, à construire ces définitions[755] ». En d'autres termes, les conjonctures routinières se caractérisent par le degré élevé de certitudes et d'évidences qu'elles revêtent pour les acteurs.

2.2. Conjonctures critiques : plasticité des structures sociales et effondrement des repères

Or c'est précisément cet état de certitude (structurellement fondée) que la défaite de juin 1940 fait s'effondrer. L'invasion militaire allemande casse brusquement les cadres familiers de la société et les routines structurant l'existence ordinaire. Elle déracine et disperse des familles entières. Elle déséquilibre, du fait notamment du grand nombre d'hommes faits prisonniers, les communautés locales. Elle rompt – au moins momentanément – le fonctionnement habituel des institutions, et pas seulement des institutions politiques. Tous (ou presque) les secteurs jusque-là relativement autonomes de l'espace social, c'est-à-dire fonctionnant selon leurs logiques, leurs règles, leurs temporalités propres, sont tout à coup soumis à l'irruption brutale de logiques hétéronomes et contraints à se restructurer plus ou moins profondément. Le champ politique et l'État se désintègrent. Les champs littéraire, artistique, journalistique, intellectuel voient, sous l'effet de la censure et des mesures de

[752] Howard S. Becker, *Les Mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1998.

[753] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*.

[754] Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz, 1972, p. 204. Bourdieu distingue ainsi les « univers sociaux où les relations de domination se font, se défont et se refont dans et par l'interaction entre les personnes, et les formations sociales où, médiatisées par des mécanismes objectifs ou institutionnels […], elles ont l'opacité et la permanence des choses et échappent aux prises de la conscience et du pouvoir individuels (Pierre Bourdieu, « Les modes domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n°2-3, juin 1976, pp. 122-132, p. 122) ».

[755] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 209.

proscription, se dissoudre leur autonomie[756]. Le champ économique est désorganisé par le nouveau découpage du territoire, par les mesures réquisitoires mises en place par le régime de Vichy, par les exigences d'approvisionnement du vainqueur, etc. D'une manière générale, la défaite a « pour effet d'affecter, dans ses "structures" mêmes, l'organisation routinière de la société[757] ». Les principes, les règles, les logiques qui auparavant la structuraient et composaient tout un univers de sens pour les acteurs s'effondrent, ce qui provoque un brouillage des repères sur lesquels ceux-ci se fondent ordinairement pour interpréter les situations et agir. L'incertitude et l'inconnu dominent[758], engendrant un profond désarroi et un sentiment de confusion. La situation déroute non seulement par son caractère extraordinaire et inattendu, mais aussi par l'absence dans la mémoire collective de précédents historiques pouvant servir de référence pour penser l'événement et y réagir[759]. « Je flotte comme un bouchon » écrit par exemple l'écrivain Roger Martin du Gard le 22 juillet 1940, avant de poursuivre : « Vichy est quelque chose qui dépasse toutes les images qu'on peut s'en faire.[760] »

2.3. S'adapter à la crise : demande de sens, besoin de certitudes et désir de normalité

La situation d'anomie à laquelle est confrontée la société française[761] se traduit au sein de la population par une « forte demande collective de sens (au double sens de signification et de

[756] On assiste par exemple à une surpolitisation des enjeux littéraires. « Répression, proscriptions, censure, contrôle des moyens de production (notamment, par le bais de la répartition du papier), propagande : la littérature française n'avait jamais connu de telles contraintes, même sous le Second Empire. (Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit*., p. 22) »

[757] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 125.

[758] Dobry fait de l'« incertitude structurelle » l'une des propriétés fondamentales des conjonctures fluides (*Ibid*., pp. 138-145).

[759] La défaite de 1870 n'est pas comparable par exemple, dans la mesure où elle ne s'accompagne ni d'une occupation militaire, ni d'une telle liquéfaction du pouvoir politique.

[760] Roger Martin du Gard cité par Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains, op. cit*., pp. 22-23.

[761] Peter Berger et Thomas Luckmann écrivent que l'« ordre institutionnel, tout comme l'ordre de la biographie individuelle, est continuellement menacé par la présence de réalités qui n'ont aucun sens en *ses* termes. La légitimation de l'ordre institutionnel est également confrontée à la nécessité continue d'une mise à l'écart du chaos. *Toute* réalité sociale est précaire. *Toutes* les sociétés sont des constructions en face du chaos. La constante possibilité de la terreur anomique se concrétise dès que les légitimations qui ont masqué cette précarité sont menacées ou s'effondrent (Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, *op. cit*., p. 187) ». Cela est juste à ceci près que le monde social ne se réduit pas à une affaire de significations et les ordres institutionnels à des opérations de légitimation. Produits d'une longue histoire pétrifiée dans des structures sociales *objectives* (parfois matérialisées, comme par exemple la topographie des villes) enracinées dans les cerveaux et les corps sous la forme de structures autant mentales que comportementales, les sociétés forment des architectures solides et stables. Aussi, s'il est vrai qu'elles sont des « constructions en face du chaos », la réalité sociale n'est pas si précaire que le prétendent les auteurs et il faut des bouleversements de grande ampleur (et durables) pour véritablement la métamorphoser.

direction)[762] ». Les acteurs ressentent le besoin de pouvoir interpréter l'événement, lui attribuer une signification leur permettant de régler leur conduite[763]. C'est ainsi que l'on observe tout d'abord des phénomènes de convergence collective, dont l'une des manifestations est l'« intense ferveur religieuse qui remplit les églises de la France entière[764] » dès le mois de juillet. Les individus semblent non seulement éprouver le besoin de s'en remettre à des autorités et des discours définissant pour eux la situation[765], mais de surcroit celui d'être ensemble, de se réunir, de se retrouver. Ces rassemblements refondent une cohésion sociale, raniment d'une certaine manière quelques-uns des cadres familiers et rassurants de l'existence. Ils favorisent, par la confrontation collective, l'émergence d'interprétations communes, et par là, restaurent des repères. Comme l'écrit Durkheim, les « émotions que suscitent les crises périodiques par lesquelles passent les choses extérieures déterminent les hommes qui en sont les témoins à se réunir, afin de pouvoir aviser de ce qu'il convient de faire. Mais par cela seul qu'ils sont assemblés, ils se réconfortent mutuellement ; ils trouvent le remède parce qu'ils le cherchent ensemble. La foi commune se ranime tout naturellement au sein de la collectivité reconstituée ; elle renaît, parce qu'elle se retrouve dans les conditions mêmes où elle était née primitivement.[766] » En l'occurrence dans la France de l'été 1940, la famille et les cercles de sociabilité informels immédiats restent souvent, lorsqu'ils peuvent être reconstitués, les premiers espaces de convergence collective.

L'intense besoin de recouvrer des repères explique pour une bonne part aussi le mouvement d'adhésion et de soutien massif au maréchal Pétain. En juin 1940, Pétain fait en effet figure d'homme providentiel : « Un homme qui semblait au-dessus des intrigues politiques et de la propagande émergeait du chaos et de la confusion pour dire aux Français que pour eux l'alternative était simple : ou le suivre ou demeurer dans la confusion, la division, l'impuissance.[767] » Son passé d'illustre soldat, son prestige de « vainqueur de

[762] Dominique Bellec, « Les mobilisations comme modalité d'adaptation aux "conjonctures fluides". L'émergence des mouvements clandestins de résistance dans la France de l'Occupation (1940-1942) », *in* Stéphane Cadiou, Stéphanie Dechezelles et Antoine Roger (dir.), *Passer à l'action. Les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 51-76, p. 63.

[763] Dans de telles situations critiques où les fondations sur lesquelles s'élabore l'existence ordinaire s'affaissent, où le cours normal de l'existence est interrompu, les individus se posent des questions aussi triviales (mais en réalité jamais posées aussi explicitement) que : qu'est-ce qui se passe ? Que doit-on faire ? Que va-t-on devenir ? Comme l'observe Erving Goffman, la question « Que se passe-t-il ? » est « formulée explicitement dans les moments de doute et de confusion, ou implicitement lorsque les circonstances ne menacent pas nos certitudes (Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991, p. 16) ».

[764] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 233.

[765] Ce dont le clergé ne se prive pas. Les prêtres adoptent dans l'ensemble un discours culpabilisateur analogue à celui émis au même moment par le maréchal Pétain : la défaite sanctionne les errements d'une France pécheresse dont il faut désormais expier les fautes (cf. *Ibid*., pp. 231-233).

[766] Émile Durkheim, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse*, *op. cit*., pp. 332-333.

[767] Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy, op. cit*., p. 33.

Verdun », sa réputation de désintéressement, mais aussi son grand âge confèrent au maréchal une aura et une légitimité considérables. Sa personne semble offrir des garanties[768]. Dans cette situation de crise, il apparaît aux Français comme un pilier inébranlable auquel se raccrocher et autour duquel reconstituer une communauté nationale dissoute. Lui-même ne manque pas, d'ailleurs, de s'adresser à la population sur un registre christique invitant à s'en remettre à sa personne[769]. La phrase célèbre qu'il prononce à la radio le 17 juin – « je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur[770] » – est à cet égard pleinement significatif. Dès les premiers jours de l'Occupation (et pour longtemps), Pétain fait l'objet d'une « vénération quasi mystique[771] » à laquelle bien rares sont ceux qui n'y versent pas.

La crise se traduit enfin, passée l'humiliation (et souvent aussi le soulagement) de l'armistice, par le désir exprimé par la plupart d'un retour rapide à une « vie normale » (se manifestant notamment par la volonté de reprendre son métier), voie qui reste encore la plus sûre pour restaurer des certitudes. Simone de Beauvoir exprime ainsi son propre vœu de normalisation de son existence : « Pendant ces trois semaines, je n'étais nulle part ; il y avait de grands événements collectifs avec une angoisse physiologique particulière ; je voudrais redevenir une personne avec un passé et un avenir. Peut-être à Paris j'y réussirai. Si je peux toucher mon traitement, je resterai ici longtemps.[772] » Après les épreuves de la défaite et face aux épreuves nouvelles qui se présentent, la situation d'Occupation amène à un repli des Français sur la sphère privée[773]. De fait très vite, comme l'écrira après-guerre l'écrivain et résistant Jean Cassou, « chacun était rentré chez soi, chacun était retourné à ses affaires[774] ».

[768] Comme le fait observer Philippe Burrin, il faut distinguer la croyance en l'homme Pétain de l'adhésion à sa doctrine. La popularité du maréchal s'attache « moins aux idées qu'à sa personne et à ce qu'elle représente (Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Paris, Seuil 1995, p. 78) ».

[769] Pierre Laborie souligne que Pétain fait montre alors d'une « assurance imperturbable » : « A la fois protecteur et autoritaire, patriote insoupçonnable, il est le garant de l'identité menacée. Il voit clair, il énumère, il classe, il condamne, il exclut, il décrète, il rassure par le gouvernement des certitudes. Il fixe les lignes de partage entre les bons et les mauvais Français puis, une fois le nettoyage nécessaire effectué, il opère en chirurgien de la reconstitution. Il ressoude, rassemble et protège aussi bien des menaces extérieures que des démons intérieurs. Il sait la vérité et face à la détresse commune, il s'affirme, lui, capable d'expliquer l'inexplicable (Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., pp. 235-236) ».

[770] Allocation de Philippe Pétain à la radio française, 17 juin 1940.

[771] Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, *op. cit*., p. 66.

[772] Simone de Beauvoir citée par Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit*., p. 60.

[773] Olivier Wieviorka, « Á la recherche de l'engagement », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 60, 1998, pp. 58-70, p. 61.

[774] Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, Minuit, 1953, p. 29.

2.4. Conjonctures fluides et inhibition tendancielle de la contestation

2.4.1. Effondrement des repères et inhibition de l'activité tactique

Ces propriétés générales de la situation issue de la défaite constituent, à plusieurs niveaux, des entraves fortes à l'action contestataire. Tout d'abord, l'incertitude de la situation tend à inhiber l'une des composantes majeures de la pratique contestataire : l'activité tactique. Parce que toute mobilisation implique une « relation d'opposition, d'antagonisme et de confrontation avec un adversaire plus ou moins clairement identifié[775] », la contestation repose en effet sur une importante activité tactique de la part des acteurs engagés. Lorsqu'ils sont mobilisés, les acteurs jouent des coups contre leur(s) adversaire(s), ce qui suppose qu'ils se livrent à des calculs et à des estimations. Or ces calculs s'insèrent dans toute une activité interprétative fortement dépendante d'une part des catégories de perception des individus, autrement dit des instruments (cognitifs) d'appréciation qu'ils ont intériorisés, d'autre part des contextes dans lesquels ils sont pris, lesquels leur fournissent une certain volume d'informations, des indices, des repères, des signaux pour agir (ou ne pas agir), en un mot des matériaux d'appréciation[776]. Dans les conjonctures ordinaires qui, rappelons-le, se caractérisent par leur stabilité et le degré élevé d'évidence et de certitude qu'elles comportent pour les individus, les perceptions, estimations, calculs des acteurs sont facilités par le fait que les situations qu'ils rencontrent sont généralement chargées de repères faisant sens pour eux. Ils peuvent alors d'autant plus aisément déterminer une ligne d'action contestataire, tenter des coups, que les situations sont plus intelligibles et qu'ils peuvent mieux anticiper les effets de leurs actions[777]. Á l'inverse, les conjonctures fluides ont pour « ressorts majeurs l'effacement ou le brouillage des indices et repères, et la perte d'efficacité des instruments d'évaluation qui […] servent dans les conjonctures routinières de support et de matériau aux appréciations, interprétations des situations, anticipations et, plus généralement, calculs ordinaires des

[775] Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux, op. cit*., p. 13.

[776] Il est évident que, quoiqu'en disent certaines sociologies qui, se fondant sur une philosophie assez peu crédible de l'« acteur stratège », ont tendance à ne concevoir l'action que comme le résultat du déploiement d'une intention parfaitement rationnelle (c'est-à-dire platement calculatrice), non seulement les individus ne calculent pas en permanence (y compris lorsqu'ils contestent), mais *lorsqu*'ils calculent, c'est toujours une « *rationalité socialement structurée* (Michel Dobry, « Préface à l'édition de 2009 », *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. XXIII) » qu'ils mettent en œuvre.

[777] Dans les sociétés différenciées, les calculs des acteurs tendent du reste à être souvent captés par les logiques propres aux microcosmes auxquels se rapportent leurs actions, ce qui renforce leur « cadrage ». « Les anticipations, appréciations, interprétations et, plus généralement, l'activité tactique de ces acteurs s'effectuent alors principalement en fonction des enjeux, des règles du jeu, "officielles" ou "pragmatiques", des catégories de ressources et de leur distribution particulière entre les divers acteurs individuels ou collectifs – c'est-à-dire aussi, pour une bonne part, entre les positions, plus ou moins institutionnalisées, qu'occupent souvent ces acteurs – et, surtout, des repères, indices et instruments d'évaluation, de prévisibilité et d'identification des situations spécifiques à chaque secteur. (Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., pp. 100-101) »

acteurs[778] ». Aussi, parce que du fait du bouleversement de leurs univers sociaux de référence (et notamment des univers institutionnels), le monde devient pour eux moins signifiant, les individus éprouvent d'immenses difficultés à interpréter les situations, à concevoir une action dont la portée est impossible ou presque à anticiper (l'estimation du risqué, du probable, du jouable est alors beaucoup plus incertaine) et tendent en définitive, y compris ceux disposant de ressources ordinairement favorables à l'engagement, à se réfugier dans l'inaction ou l'attentisme.

Ne revenons pas ici sur les bouleversements provoqués par la défaite et l'effondrement des repères ordinaires qu'ils occasionnent. On sait combien ils désorientent les acteurs. Soulignons néanmoins que la mise en place du régime de Vichy ne contribue pas, loin s'en faut, à une clarification des enjeux. La seule existence de l'État français constitue au contraire un facteur de brouillage supplémentaire. Car comme dit Paxton, si la « présence des Allemands dans les deux tiers nord du pays montrait sans aucun doute où était l'ennemi, on ne savait pas exactement au sud si, pour être antiallemand, il fallait s'opposer à Vichy ou bien se réjouir de ses simulacres d'indépendance et de sa rhétorique nationaliste[779] ». Or il est attesté qu'après la défaite, la majorité des Français demeure hostile à l'occupant et refuse la collaboration[780]. Certes, il y a loin entre un plus ou moins vague sentiment antiallemand et sa traduction dans l'action collective. Reste que la présence rassurante (et parfois aussi peut-être un peu écrasante) de Pétain, ce héros de la Grande guerre se présentant comme un bouclier contre l'occupant[781], pèse d'un poids lourd sur les perceptions de la situation. Et en l'occurrence, elle a pour effet d'inhiber globalement les propensions contestataires[782].

De la même façon, le projet politique porté par le chef de l'État est suffisamment imprécis dans ses formules pour rallier à lui des secteurs forts dissemblables du champ politique. « Les ambivalences du vichysme, promettant de restaurer l'ordre, d'abolir la stérile opposition entre le capital et le travail, de protéger la famille et de respecter l'Église, sur fond affiché de nationalisme, ont pu tangentiellement rencontrer les aspirations idéologiques de nombreuses

[778] *Ibid*., p. 138.

[779] *Ibid*., p. 82.

[780] Cf. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, *op. cit*., pp. 185-197. Malgré le choc de Mers-el-Kébir, l'opinion française espère par exemple largement une victoire anglaise sur les nazis lors de la Bataille d'Angleterre.

[781] Tout au long de la guerre et jusqu'à son procès, Pétain n'aura de cesse d'arguer que son action a consisté à éviter le pire aux Français. Ainsi déclare-t-il le 20 août 1944 lorsque les Allemands l'envoient en Allemagne : « Pendant plus de quatre ans, décidé à rester au milieu de vous, j'ai chaque jour cherché ce qui était le plus propre à servir les intérêts permanents de la France. Loyalement, mais sans compromis, je n'ai eu qu'un but : vous protéger du pire […]. Si je ne pouvais plus être votre épée, j'ai voulu rester votre bouclier. (Déclaration du maréchal Pétain citée par Robert Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit*., p. 412) »

[782] Robert Belot parle ainsi des « effets inhibiteurs de l'imprégnation maréchaliste ». Cf. Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle. Politique et gaullisme de guerre,* Paris, Fayard, 2006, pp. 51-88.

familles politiques prêtes à offrir leur soutien moyennant satisfaction de quelques revendications.[783] » Ces ambivalences sont d'autant plus performatives que le régime de Vichy survient au terme d'une longue séquence historique marquée par une grande instabilité du champ politique et une forte volatilité des marqueurs idéologiques. Les reclassements et chassés-croisés politiques ont été fréquents dans l'immédiat avant-guerre.

Très nombreux sont ainsi ceux, y compris parmi des futurs résistants et même des pionniers de la Résistance, qui apportent dans un premier temps leur soutien au maréchal, non seulement parfois par attrait idéologique pour la Révolution nationale ou les perspectives de réforme sociale et politique que le régime semble ouvrir, mais surtout parce qu'ils voient en Pétain « le garant de l'unité nationale face à un danger extrême[784] » et/ou croient en un double jeu de sa part[785]. L'écrivain François Mauriac, qui sera l'auteur d'un des textes les plus emblématiques de la littérature clandestine[786], écrit par exemple à Georges Duhamel en septembre 1940 : « Je crois malgré tout qu'il faut soutenir Pétain en dépit de ce qu'il est obligé de faire[787] ». Plus significatif encore, quoiqu'il ne fût pas un frein à son engagement précoce, le maréchalisme du fondateur du mouvement Combat, Henri Frenay, qui peut encore écrire en juin 1941 : « L'opinion française s'est maintes fois émue du silence apparent du Gouvernement français en face d'événements graves en contradiction avec les clauses de l'Armistice. Accusé de faiblesse par les uns, de trahison par les autres, son attitude réelle a été souvent méconnue. Sa position par rapport au vainqueur l'empêchait de donner à certains actes la publicité qu'ils auraient mérités. Entre les pages de nos journaux, le silence ou même les discours officiels et la réalité, il existe des différences profondes allant parfois jusqu'à l'opposition absolue.[788] » Dans un autre registre, Jean Gosset, qui mourra en déportation en 1944, estime pour sa part en septembre 1940 que la mort des partis politiques sous Vichy ouvre la possibilité d'une réforme politique sérieuse et profonde : « Maintenant […], on peut

[783] Olivier Wieviorka, « Á la recherche de l'engagement (1940-1944) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire,* vol. 60, n° 1, 1998, pp. 58-70, p. 61.

[784] Denis Peschanski, « La Résistance, l'occupant et Vichy », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006, pp. 555-561, p. 556.

[785] La thèse du double jeu, selon laquelle Pétain aurait publiquement déclaré collaborer avec l'Allemagne tout en discutant secrètement avec les Alliés en vue de la reprise des hostilités, a été démontée par Robert Paxton en 1972 dans *La France de Vichy* (*op. cit*.) et est depuis définitivement récusée par les historiens.

[786] Forez (François Mauriac), *Le Cahier noir*, Éditions de Minuit clandestines, 1943.

[787] François Mauriac cité par Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit*., p. 232.

[788] *Les Petites Ailes, tirage de zone libre, journal hebdomadaire*, 17 juin 1941 (dactylographié). Sur le même plan et parmi bien d'autres, on peut citer également le journal clandestin *Défense de la France* où l'on peut lire en janvier 1942 : « Le Maréchal est un opportuniste éclairé par l'amour de son pays. Ne rien lâcher de ce que l'on possède, obtenir tout ce qu'on peut tirer des événements. Le Maréchal ne fait que continuer ce qu'il a toujours fait : résister, sauvegarder les intérêts français (*Défense de la France* cité par Olivier Wieviorka, *Une Certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995, p. 43. Wieviorka attribue l'article à Philippe Viannay). »

espérer qu'une grande confusion va cesser : celle qui derrière chaque thèse, chaque idée, chaque projet, ne voyait que l'arrière-pensée. […] Nous devrions pouvoir maintenant regarder en face les idées et les projets, examiner chaque initiative, chaque inspiration en elle-même et sans arrière-pensée.[789] »

Vichy fonctionne en fait comme une hypothèque sur la Résistance[790]. La difficulté pour les acteurs à décrypter dans le présent le sens de ce régime, en particulier à saisir le jeu véritable joué par celui-ci à l'égard de l'occupant, est une donnée fondamentale de la situation qui grève fortement les facultés à s'engager dans une action contestataire[791].

2.4.2. La déstructuration des univers politiques et militants

Les bouleversements structurels et institutionnels engendrés par la défaite sont un autre facteur, et de poids, d'inhibition de la contestation politique. Ils entravent en particulier les capacités mobilisatrices des acteurs membres dans l'ordre antérieur du champ politique (militants et surtout dirigeants et cadres des partis, élus), autrement dit d'individus habitués et disposés à intervenir sur des questions politiques. Ces acteurs, dont les ressources politiques sont conséquentes, dont les positions et statuts sociaux sont largement dépendants de la structure du champ politique, dont on pourrait par conséquent présumer qu'ils sont les plus enclins à se porter à la tête des entreprises de contestation, subissent en fait brutalement (pour ce qui est en particulier des cadres et dirigeants) le démantèlement de l'ordre institutionnel et légal antérieur auquel leurs pratiques, leurs représentations, leurs dispositions sont trop étroitement attachées. Longuement socialisés dans et par le champ politique de l'entre-deux-guerres, ils en ont intériorisés les routines, les procédures, les savoirs, les savoir-faire, les savoir-être, les rôles, les règles (tacites ou juridiques), les visions du monde, etc. Leur habitus politique se confond en quelque sorte avec le jeu politique traditionnel. Aussi, lorsque celui-ci est dissout en juillet 1940, ils se retrouvent désemparés et dans l'incapacité ou presque (en

[789] Jean Gosset cité par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 184.

[790] Cf. Laurent Douzou et Denis Peschanski, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », *in* David Bidussa et Denis Peschanski (dir.), *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca*, Milan, Feltrinelli, 1996, pp. 3-42.

[791] Cette difficulté est incontestablement imputable pour une bonne part au statut symbolique du maréchal Pétain. Peu nombreux sont ceux qui sont en mesure de concevoir que le vainqueur de Verdun puisse trahir la patrie. « Dans un univers brutalement privé des points de repères ordinaires, le discours paternaliste et les actes autoritaires du maréchal rassuraient. Certes, il y avait la convention d'armistice et ses dispositions humiliantes et déshonorantes. Mais il y avait aussi le maréchal. Ceci compensait cela. En somme, du maréchal on attendait tout. (*Ibid*.) »

tout cas dans un premier temps) de concevoir une action politique alternative[792]. Leurs catégories de perception sont alors privées de leurs objets de référence, leur sens pratique désajusté[793]. Mais leurs ressources sont elles aussi démonétisées. Dominique Bellec montre bien comment dans le nouveau contexte politique de Vichy, les compétences spécifiques permettant de « défendre une motion à l'Assemblée, diriger un conseil municipal, conduire un ministère, mais aussi écrire dans le quotidien officiel du parti ou mobiliser des militants pour une manifestation[794] » ne sont plus immédiatement opérantes[795]. Il montre comment en définitive les acteurs politiques de la III[e] République pourtant les « moins enclins à faire le jeu des pouvoirs issus de l'armistice[796] » sont, parce que « privés de la quasi-totalité des leviers et des lieux traditionnels de l'action politique[797] », démunis pour agir et seront ainsi durablement écartés des organisations de résistance à naître[798]. Marc Sadoun l'observe bien à propos des membres de la SFIO. « La culture politique du militant SFIO – écrit-il – l'enferme dans les frontières du combat électoral et parlementaire.[799] » Pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historien Olivier Wieviorka, ces hommes sont « orphelins de la République[800] ». Á cela il faut ajouter qu'en raison de la disparition de fait des partis politiques, ils sont aussi privés des supports organisationnels de leurs pratiques et représentations politiques. Les partis en effet, plus que de simples outils politiques, sont des lieux de convergence collective, des lieux de réunion où dans le cours d'interactions s'élaborent des interprétations et se construisent des

[792] Par concevoir, il faut entendre ici qu'ils peinent tout autant à l'imaginer qu'à la mettre en pratique.

[793] Il faut souligner que les acteurs sont d'autant plus désemparés que la crise a pour effet de désobjectiver un univers au sein duquel les pratiques et les relations entre acteurs étaient auparavant fortement objectivées.

[794] Dominique Bellec, « Les mobilisations comme modalité d'adaptation aux "conjonctures fluides" », art. cit., p. 66. Pour une analyse plus complète, on se reportera à sa thèse, *Genèse d'un* credo *politique. Témoignages de résistance et construction des identités politiques en France au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1943-1946)*, Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Strasbourg III, 2003, pp. 297-315.

[795] On observe ici un exemple particulièrement éloquent de volatilité du capital politique en conjoncture fluide. En effet, alors que comme l'observe Boris Gobille, le concept de capital conduit à raisonner en termes d'accumulation, les périodes de crise politique suggèrent que la valeur des capitaux peut au contraire être sujette à de brusques variations : « Les ressources, les savoir-faire, les réseaux et les positions qui fonctionnaient auparavant comme capital peuvent ainsi se trouver brusquement désajustés par rapport au nouveau contexte, comme, à l'inverse, des positions dévaluées par le passé sont susceptibles de connaître une soudaine relégitimation. (Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjonctures de crise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 158, pp. 30-61, p. 32.

[796] Dominique Bellec, « Les mobilisations comme modalité d'adaptation aux "conjonctures fluides" », art. cit., p. 66.

[797] *Ibid*.

[798] Ils se révèlent en tout cas démunis pour agir efficacement. Dominique Bellec montre que les anciens parlementaires réfractaires à Vichy, quand bien même ils éprouvent le besoin de dire leur refus, ont non seulement beaucoup de mal à rompre avec la légalité, mais aussi à tisser des relations hors des cercles républicains rendus impuissants par le nouveau régime, ce qui tend à les condamner « au silence ou à l'exil (Dominique Bellec, *Genèse d'un* credo *politique*, *op. cit*., p. 300) ».

[799] Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982, p. 176.

[800] Olivier Wieviorka, *Les Orphelins de la République. Destinées des députés et sénateurs français, 1940-1945*, Paris, Seuil, 2001.

actes. Avec eux, c'est un des principaux cadres collectifs de leur expérience politique quotidienne qui disparaît.

Ces mécanismes qui contribuent à expliquer que les cadres et dirigeants politiques sous la République déchue ne seront pas les entrepreneurs de l'action clandestine sont, au moins partiellement, transposables au champ syndical. Microcosme lui aussi fortement objectivé et réglé, étroitement dépendant dans son fonctionnement routinier de l'architecture institutionnelle et juridique du pays, il connaît après l'armistice un phénomène comparable. Certes, certains cadres syndicaux s'engagent tôt dans des mouvements ou réseaux. Le cégétiste Christian Pineau est même le fondateur à l'automne 1940 du mouvement Libération-Nord. Mais il s'agit là d'engagements individuels indépendants des organisations. Les syndicats ne sont pas des initiateurs et des supports de l'action contestataire[801] et même, « pendant un certain temps, la plupart des syndiqués semblent décidés à rester sur la position de repli qu'ils ont adopté pendant la guerre[802] ». Comme pour les cadres des partis politiques, les bouleversements structurels causés par la défaite ont pour effet de démonétiser le « capital militant[803] », et donc de neutraliser les facultés à s'engager d'acteurs et organisations pourtant parmi les plus aptes dans l'ordre antérieur.

2.4.3. La mise en place d'un État autoritaire

La mise en place à Vichy d'un état autoritaire et policier est un dernier élément déprimant considérablement le développement de l'activité contestataire. En matière de restriction des libertés et mesures de proscription, le régime de Vichy n'innove pas totalement. La III^e^ République finissante – en dissolvant le Parti communiste le 26 septembre 1939[804], en internant les réfugiés espagnols, en créant un commissariat général à l'Information chargé d'orienter l'opinion[805] – a préparé et facilité la transition autoritaire vichyste[806]. Le nouveau

[801] Cf. Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance. 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, pp. 43-67.

[802] Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit*., pp. 265-266.

[803] Frédérique Matonti et Franck Poupeau (« Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 5-11) désignent sous ce concept les compétences propices à l'engagement. Les auteurs prennent soin de préciser que ce capital, en tant qu'il forme un stock de savoirs et de savoir-faire, c'est-à-dire de ressources incorporées, se distingue du capital politique qui, tel qu'il est défini par Pierre Bourdieu *(Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001) est un capital de reconnaissance et de crédit, autrement dit un capital symbolique.

[804] La répression des communistes (déclenchée au motif de la signature du pacte germano-soviétique) est intense et va croissant durant la « drôle de guerre ». Après la dissolution du Parti et de ses organisations satellites, les députés communistes sont déchus de leur mandat en janvier 1940, tandis que de nombreux militants jugés « dangereux pour la Défense nationale » sont internés administrativement. Au moment de l'offensive allemande en mai, plus de 6 000 communistes ont ainsi été arrêtés.

[805] Le premier commissaire nommé est le diplomate et écrivain Jean Giraudoux.

pouvoir, cependant, renforce considérablement les dispositions existantes et étend les mesures destinées à verrouiller l'ordre social. Il institue tout d'abord un régime d'exclusion et bâtit un solide dispositif répressif. Dès l'été 1940, il promulgue des lois et décrets visant les communistes, les sociétés secrètes (en particulier les francs-maçons), les étrangers, les Juifs ou encore ce qui est officiellement nommé la « dissidence » – terme derrière lequel se trouve assemblé tout ce que le régime peut rencontrer d'opposition. Des « délits d'opinion et d'appartenance » sont instaurés, des juridictions spéciales sont peu à peu créées, des polices spéciales (comme le Service de police anti-communiste) sont mises sur pied, la police, jusque-là essentiellement municipale, est étatisée pour être plus aisément pilotée, le corps des magistrats est épuré, ces-derniers devant prêter serment au chef de l'État. Tout cela a pour conséquence une explosion du nombre des affaires traitées par la justice et l'accroissement exponentiel de la sévérité des peines prononcées[807]. Le régime systématise par ailleurs la pratique de l'internement administratif instauré par le gouvernement Daladier en 1939. Cette « véritable loi des suspects[808] », qui rompt avec les principes fondamentaux de l'État de droit dans la mesure où elle sanctionne non pas un acte commis mais simplement une intention supposée ou une appartenance, est abondamment utilisée, en particulier contre les militants communistes (ou supposés tels).

En parallèle de cette répression en pratique très intense[809], le régime s'attache à contrôler et enrégimenter l'opinion[810]. La propagande est un de ses instruments d'action privilégiés. Pour cela, il crée en novembre 1940 l'Office français d'information – seule et unique agence de presse dans la France de Vichy – qui a pour charge de sélectionner les informations devant être transmises aux organes de presse et diffusées à la population. Il met en place un dispositif de censure strict pour surveiller la radio, la littérature, la presse. La liberté de la presse est supprimée. Chaque jour, les rédactions reçoivent de la part des autorités des directives et des consignes impératives qui orientent considérablement les contenus des journaux. L'attribution des contingents de papier est en outre un moyen utilisé pour inciter les journalistes, éditeurs, écrivains à l'autocensure. Au total, « tout l'appareil d'État, préfets en tête, est […] mobilisé

[806] Sur ce problème, voir Gérard Noiriel, *Les Origines républicaines de Vichy*, *op. cit*.

[807] Cf. Michèle Cointet, « Justice », *in* Michèle Cointet et Jean-Paul Cointet (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, pp. 408-411.

[808] Denis Peschanski, « Systèmes d'occupation et pouvoirs », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 21-29, p. 25.

[809] Durant la première année, elle vise surtout les communistes, certains dirigeants de la III^{e} République (en particulier issus du Front populaire), les francs-maçons, les juifs, les Français libres. Dans les premiers mois, la résistance est assez peu visée car elle existe peu et pose de ce fait peu de problèmes au régime.

[810] Sur le contrôle de l'information, voir Henry Rousso, « Vichy : politique, idéologie et culture » et Denis Peschanski, « Une politique de la censure », *in* Jean-Pierre Rioux (dir.), *La Vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990.

au service de la diffusion de la seule vérité officielle[811] ». Le peu d'informations auquel ont accès les Français, a fortiori d'informations alternatives à la version dictée par le pouvoir, est un frein majeur à l'activité contestataire. C'est une des raisons pour lesquelles, comme on le verra plus tard, la diffusion d'une presse clandestine ouvrant sur des nouvelles inaccessibles par ailleurs sera un enjeu essentiel auquel entendront répondre les organisations de résistance.

Vichy, enfin, supprime les libertés publiques et s'applique à museler le mouvement social. S'il faut attendre le 26 octobre 1941 et l'édiction de la Charte du travail pour que l'interdiction de la grève soit fixée dans la loi, celle-ci est dans les faits proscrite dès les premiers jours du régime. En réalité, le droit de grève avait été suspendu au moment de la déclaration de guerre. Or non seulement l'État français n'abroge pas cette mesure d'exception, mais il n'hésite pas à emprisonner les ouvriers qui l'enfreignent. Les grèves sont en conséquence rares jusqu'à la dernière année d'occupation. Au demeurant, la liquéfaction des syndicats n'aide pas la mobilisation ouvrière[812]. De la même façon, les manifestations de rue sont strictement interdites, tout comme les réunions publiques, les tractages, les affichages. Dans l'espace public, la liberté d'expression est donc supprimée. Mais jusque dans la sphère privée, du fait de l'instauration de délits d'opinion, la liberté de pensée est aussi restreinte.

Á partir de l'été 1940, les Français se retrouvent donc plongés dans un contexte oppressif et répressif qui tranche nettement avec le régime démocratique dans lequel ils ont été socialisés. Avec la République disparaissent les libertés individuelles et civiques qui autorisaient auparavant l'expression politique, ainsi que les lois, les procédures, les routines qui réglaient la contestation politique et sociale[813]. Le nouvel ordre politique impose aux contestataires des conditions à la fois inédites et « extrêmes ». Toute protestation étant désormais illégale, il impose la clandestinité de la contestation. Les modalités traditionnelles de « prise de parole » (manifestation, pétition, grève, vote, etc.) étant peu ou prou

[811] Jean-Pierre Rioux, « Ambivalences culturelles (1940-1941) », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Tome 1, *op. cit*., pp. 547-563, p. 552.

[812] Contrairement à une idée reçue, les syndicats ne sont pas interdits sous Vichy. Seules les confédérations sont dissoutes en novembre 1940 – la CGT l'est quant à elle dès le 16 août 1940 – ce qui néanmoins atteint gravement la capacité d'action du mouvement syndical.

[813] Comme l'écrit Lilian Mathieu, la pratique contestataire revêt dans les sociétés démocratiques contemporaines un caractère conventionnel. Il existe des « formes convenues de protestation collective, des modes d'action reconnaissables comme tels et dont peuvent se saisir les groupes désireux d'exprimer leur mécontentement (Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*., pp. 15-16) ». Cela est vrai aussi pour la société française sous la III^{e} République. Or cette conventionalité est dissoute sous l'Occupation.

disqualifiées, il impose l'invention d'un nouveau « répertoire d'action »[814]. La répression étant intense et, de manière croissante, violente, il expose les dissidents à de hauts-risques[815]. Ces contraintes nouvelles et fortes, qui ont pour effet de hausser considérablement les coûts de l'activité contestataire et donc globalement de l'inhiber, posent de façon cruciale la question des conditions sociales de possibilité de l'engagement. Comment et pourquoi un individu tel qu'Emmanuel d'Astier passe-t-il à l'acte tandis que d'autres sont réduits à l'inaction ? En quoi les propriétés sociales dont il est porteur jouent-elles favorablement ? Comment agissent-elles ? Quel est le poids respectif sur son action de ses dispositions incorporées et des logiques de situation[816] auxquelles il se trouve confronté ? Ce sont ces questions qu'il s'agit maintenant d'explorer.

[814] Sur le concept de « répertoire de l'action collective », voir Charles Tilly, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

[815] Doug McAdam, « Recruitment to High-Risk Activism", art. cit.

[816] Sur cette notion, voir en particulier Michel Dobry, « Ce dont sont faites les logiques de situation », *in* Pierre Favre (dir.), *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007, pp. 119-148.

Chapitre 4
Devenir résistant : de la débâcle à l'action collective (juin 1940-avril 1941)

> « *Il y avait des enfants, des poètes, des aventuriers, des fous, qui se sont réunis pour faire cette société clandestine dans un sentiment de dignité.* »
>
> Emmanuel d'Astier[817]

> « *Vous étiez des hommes seuls, partagés entre la honte et la foi. Vous vous enfonciez dans une forêt dont les arbres vous cachaient encore l'étendue et la menace. Les liens relâchés, les affinités perdues, les dispositions sociales et politiques bouleversées, vous y entriez seuls, vous y rencontriez d'autres hommes, des inconnus, qui cherchaient les mêmes astres.* »
>
> Emmanuel d'Astier[818]

Comprendre l'engagement d'un « pionnier »

Emmanuel d'Astier fait partie de ceux que l'historiographie de la Résistance nomme les « pionniers ». Les pionniers sont les tous premiers résistants, les hommes et les femmes qui se mobilisent contre l'occupant allemand et le régime de Vichy dès l'été et l'automne 1940, ceux à partir de qui se forme la toile de la première Résistance. Autrement dit, les pionniers sont les acteurs à l'initiative desquels émerge cette mobilisation finalement réussie qu'est la Résistance, qui la créent. Emmanuel d'Astier, plus que d'autres, est dans ce processus un entrepreneur de la cause car il est l'un de ceux qui impulsent l'action protestataire et autour desquels s'agrègent les premiers groupements. Or les mobilisations émergentes[819], *a fortiori* lorsqu'elles s'inscrivent comme dans le cas présent dans un contexte socio-politique largement défavorable à la contestation[820], rendent particulièrement problématique la question

[817] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.
[818] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., p. 3.
[819] Sur les problèmes soulevés par les « mobilisations émergentes », voir Stéphane Cadiou et Stéphanie Dechezelles, « La problématique de l'émergence pour l'étude des mobilisations collectives : pistes et repères », *in* Stéphane Cadiou, Stéphanie Dechezelles et Antoine Roger (dir.), *Passer à l'action*, *op. cit*., pp. 11-48.
[820] Cf. supra.

de l'engagement individuel. Comment rendre compte, en effet, de l'engagement d'un individu dans et pour une cause politique qui n'existe pas en tant que telle préalablement à son engagement ? Car c'est bien de cela dont il s'agit avec la Résistance des pionniers. Non seulement ce pour quoi les pionniers se mobilisent – la libération de la France – est à partir de juillet 1940 une cause nouvelle et inédite faisant *brusquement* irruption dans l'espace des possibles militants après qu'une série d'événements (la défaite militaire, la signature de l'armistice, l'occupation par les troupes allemandes d'une partie du territoire français) a bouleversé une configuration socio-politique établie. Á ce titre, on peut *a priori* considérer que les acteurs ne sont pas préparés à l'investir. Mais surtout le mouvement collectif de mobilisation pour la défense de cette cause, c'est-à-dire la constitution d'un *agir-ensemble intentionnel*[821] seul à même de faire accéder une revendication au statut de cause politique, est entièrement à construire. Aucune organisation dédiée à sa promotion, par exemple, ne préexiste. Et même plus, comme on l'a souligné plus haut, les importantes perturbations structurelles et institutionnelles causées par la défaite ont pour effet de désintégrer les univers militants, de casser les organisations, de disperser les individus et donc, en définitive, de démonétiser les ressources et capitaux des acteurs et structures collectives les plus aptes à servir de base à une recomposition du champ de la contestation. Pour ces raisons, l'engagement résistant pionnier est énigmatique. Il apparaît moins évident socialement, moins aisé que celui, par exemple, d'un agent recruté par une organisation déjà existante pour rejoindre une mobilisation déjà consolidée. D'ailleurs, l'engagement dans la Résistance sera jusqu'au bout un phénomène très minoritaire et l'engagement pionnier, plus encore, d'une extrême rareté[822]. Parce que plus de freins et d'entraves s'opposent à son déploiement, il pose en somme davantage problème.

Les historiens de la Résistance font généralement de l'idée de refus individuel – refus de l'armistice, refus de l'occupant, refus de Vichy – un préalable fondateur et nécessaire à l'entrée en résistance des pionniers. Pour François Bédarida, « tout est centré sur une réaction de refus[823] », et un refus « procédant de l'intériorité plus que de l'extériorité » : « Au point de départ, on trouve un geste de base : dire *non*. Un non symbolique à la soumission et l'asservissement. Un non qui témoigne d'une volonté de principe. Là est l'essence de la

[821] Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011 [1ère éd. 1996], p. 9.

[822] Selon les estimations de François Marcot, les organisations clandestines comptent au mieux quelques milliers de militants fin 1940, quelques dizaines de milliers fin 1942 et environ 200 000 début 1944 (François Marcot, « Combien étaient-t-ils ? », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 339-342).

[823] François Bédarida, « Sur le concept de résistance », *in* Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, pp. 45-50, p. 48.

Résistance. Á travers ce *non* d'une volonté personnelle opposée à une volonté collective de domination et d'aliénation, il s'agit d'affirmer à la fois sa liberté, son intégrité, son identité.[824] » Le refus est donc individuel et même mieux, *personnel*. Il émerge de la conscience des acteurs. « Au moins au début – écrit Guillaume Piketty –, la décision de résister fut en effet quasiment toujours prise dans l'isolement, contre le plus grand nombre, sans connaissance de ce qui allait advenir, sans considération des moyens disponibles : dans la plupart des cas, l'intentionnalité prima sur les moyens.[825] » Les individus, poursuit-il, « n'eurent d'autre recours que de s'en remettre à un débat entre leur conscience et eux-mêmes pour effectuer des choix déterminants à tous égards[826] ». Pour Laurent Douzou également, « l'engagement des pionniers relevait d'un choix purement et exclusivement individuel faisant suite à un *travail opéré en son for intérieur*[827] ».

L'idée du refus est effectivement exprimée très précocement chez certains pionniers, sous la forme notamment d'un sentiment d'effarement, de honte et d'indignation devant la défaite et l'armistice. Ces individus sont alors blessés moralement et symboliquement par les événements. Et cette blessure commande des réactions affectives très vives. La situation est ressentie par eux comme insupportable, allant parfois jusqu'à la nausée. En somme, elle leur fait violence à un degré tel qu'*elle ne passe pas*.

Il faut cependant se garder d'inférer mécaniquement de ces réactions affectuelles de rejet une volonté ferme et finie de *dire non*. La sociologie de l'action collective a depuis longtemps fait la démonstration que tout mécontentement ne débouche pas sur la révolte, et moins encore ne donne lieu à une action protestataire concertée[828]. Comme le relèvent très justement John McCarthy et Mayer Zald[829], deux auteurs parmi les fondateurs du courant dit de la *mobilisation des ressources*, il y a toujours et dans toute société suffisamment de mécontentement pour déclencher des mobilisations. Or tous les « mécontents », et notamment ceux appartenant aux groupes sociaux les plus démunis et dominés (c'est-à-dire ceux qui auraient pourtant le plus de raisons objectives de se révolter), ne se mobilisent pas, ni même

[824] *Ibid*., p. 47.
[825] Guillaume Piketty, « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 63, 1999, pp. 119-126, p. 124.
[826] *Ibid*., p. 125.
[827] Laurent Douzou, « L'entrée en résistance », *in* Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, pp. 9-20., p. 9. C'est nous qui soulignons.
[828] Cf. les textes précurseurs de Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978 [1ère éd. 1966] et Albert Hirschman, *Défection, prise de parole et loyauté*, Paris, Fayard, 1995 [1ère éd. 1970].
[829] John D. McCarthy et Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241.

n'envisagent une action contestataire[830]. C'est que le mécontentement, lorsqu'il existe, ne suffit pas. La capacité des acteurs à mobiliser et agréger des ressources, tant collectives et matérielles (argent, locaux, moyens techniques, organisations, réseaux sociaux, etc.) qu'individuelles et incorporées (dispositions contestataires, sentiment d'habilitation à la contestation, savoirs et savoir-faire militants), est une condition nécessaire à l'émergence et à la réussite d'un mouvement protestataire[831]. Aussi, éprouver de la colère face à la situation issue de l'armistice ne signifie pas et n'implique pas la volonté d'agir et le passage à l'acte.

La théorie de l'action qui sous-tend les propositions de François Bédarida ou Guillaume Piketty pêche au fond par son intentionnalisme et son idéalisme. Le modèle d'action proposé (pensée/idée → choix/décision → action) postule un primat de la conscience et de l'intention sur l'action (l'action est interprétée comme le produit pur de la volonté ; l'acteur pense d'abord, puis agit ensuite conformément à sa pensée), en somme une toute-puissance de la conscience, qui néglige les déterminations et contraintes multiples (dispositionnelles, contextuelles, situationnelles) qui dans la pratique, conditionnent concrètement et les manières de penser, et les manières d'agir des individus. Le biais intentionnaliste qui l'imprègne se double en outre d'un biais rétrospectif consistant à mettre dans la tête des citoyens indignés de juillet 1940 ce qui, en l'état, se trouve dans celle des résistants déjà mobilisés. Ce modèle pense et présente comme des causes de l'action des pionniers des raisons d'agir qui ne s'affirment que peu à peu dans la pratique et l'action, ne devenant pleinement conscientes et revendiquées qu'une fois que ceux-ci sont pleinement engagés dans la dynamique contestataire. Autrement dit, il tend à prendre pour une condition préalable à l'engagement des motifs qui se construisent au moins autant dans et au cours de l'engagement qu'ils le précèdent[832]. En faisant de la conscience un préalable à l'action, une telle théorie dissocie ainsi ce qui dans la réalité est davantage mêlé et présente comme une relation de causalité stricte ce qui, au mieux, est lié par des relations d'interdépendance. Car non seulement la pensée n'est pas séparée ou autonome de la pratique. Elle en est une composante.

[830] Á ce titre, on ne saurait souscrire à cette thèse de Robert Paxton selon laquelle « pour utiliser le chaos comme arme dernière, un peuple doit avoir été dépouillé du bien-être de la propriété et du réconfort de la routine, assez irrévocablement pour y avoir renoncé, mais non pas jusqu'à en être devenu passif (*La Régime de Vichy*, *op. cit*., p. 58) ». Pour l'historien américain, c'est ainsi parce que les Français n'avaient pas tout perdu qu'ils ne résistèrent pas plus ardemment contre l'invasion allemande. Infinis sont les exemples historiques qui contredisent une telle thèse, à commencer par celui des populations slaves qui ne se révoltèrent pas plus massivement contre les nazis quoique le régime d'occupation de ces-derniers en Europe de l'est fut considérablement plus violent, oppressif et meurtrier qu'en France.

[831] Pour un état des lieux général du traitement de ces problématiques dans la sociologie de l'action collective, voir notamment Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010 ; Olivier Filleule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *op. cit*. ; ou encore Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit.*

[832] Cf. Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple*, *op. cit*.

Mais la conscience n'est ni (toujours) à la racine, ni n'est la clé de l'action[833]. Comme l'écrit Paul Veyne, l'« action de l'homme dépasse considérablement la conscience qu'il en prend ; la majeure partie de ce qu'il fait n'a pas sa contrepartie de pensée ou d'affectivité[834] ». Mais en retour, certains phénomènes sociaux, et la contestation en fait partie, enjoignent fortement les acteurs à justifier leur action, suscitant une masse de discours et donc de raisons, de mobiles, de motifs qui excèdent de beaucoup ce qu'ils peuvent effectivement expliquer de la pratique[835].

On ne saurait, en conséquence, considérer que l'intelligibilité de l'action d'entrer en résistance soit entièrement contenue dans une décision consciente et préalablement posée de résister, décision dont le caractère tranché est d'ailleurs bien improbable en conjoncture critique. En effet, dans le contexte extrêmement confus de l'été 1940, alors que les données et les enjeux de la situation sont difficilement lisibles, que les repères sont brouillés, la thèse de l'affirmation par les pionniers d'une « volonté personnelle » franche et nette s'avère particulièrement peu convaincante. Et pour cause, elle fait d'eux des êtres mystérieusement capables de s'arracher à la confusion des événements. De la sorte, elle leur prête des facultés extraordinaires d'interprétation, d'introspection, d'anticipation, de décision aboutissant à les élever au-dessus du commun des hommes perdus dans le brouillard. Ce faisant, elle verse dans l'« illusion héroïque[836] » et se condamne *in fine* à rejeter dans le domaine de l'« inexplicable[837] » – les qualités exceptionnelles de « certains personnages éminents[838] » – ce qui est justement l'un des principaux enjeux du problème : qu'est-ce qui rend effectivement possible l'engagement des pionniers ?

---

[833] Il va de soi qu'il existe toute une gamme d'actions, en général de portée très limitée, qui procèdent effectivement d'une intention clairement posée, comme par exemple l'action de prévoir de se rendre à tel endroit à tel moment. Cf. Bernard Lahire, *L'Homme pluriel*, *op. cit*., pp. 264-275.

[834] « Il n'est que trop vrai que tout ce que nous disons de nous-même trahit, dans les deux sens du verbe, notre *praxis* ; nous vivons sans savoir formuler la logique de nos actes, notre action en sait plus long que nous-même et la praxéologie est implicite chez l'agent comme les règles de grammaire chez le locuteur (Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, *op. cit*., p. 254) ».

[835] Lilian Mathieu (*L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*., p. 253) souligne le fait que les « mouvements sociaux sont des gros producteurs de discours ». Or si ces discours constituent un « matériau de premier choix pour l'analyse en offrant un accès privilégié aux représentations de leurs animateurs, à leurs visions du monde et, plus exactement, à leur vision de ce qui pose problème dans l'état actuel du monde », il faut néanmoins résister à la pente commune consistant à « doter la dimension "idéelle" de la vie sociale d'une autonomie excessive ».

[836] Michel Dobry dénonce dans l'illusion héroïque la propension des analystes aussi bien que des acteurs à interpréter les périodes de crise comme des moments où les « décisions des acteurs deviennent déterminants dans la marche des événements (*Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., pp. 75-93) ».

[837] Guillaume Piketty, « La biographie comme genre historique », art. cit., p. 125. L'illusion héroïque est particulièrement manifeste chez Piketty lorsqu'il écrit : « En règle générale, seuls peut-être certains personnages éminents se construisent eux-mêmes et construisent leur époque autant qu'ils sont construits par elle. Entre 1940 et 1944, ce pouvoir fut conféré à de nombreuses personnalités. (*Ibid*.) »

[838] *Ibid*.

Plutôt que de penser l'entrée en résistance comme la simple mise en acte d'une décision prise délibérément et consciemment à un moment précis, il est plus judicieux de l'envisager comme l'aboutissement d'un processus parsemé d'incertitudes et d'hésitations, dont la dernière étape (l'action contestataire effective) n'était pas dès le commencement contenue dans la première (la réaction d'indignation face à la défaite), et dans le déroulement duquel l'action comme la pensée de l'acteur sont inséparables de ses interactions avec le monde dans lequel il est plongé. Si une telle démarche inspirée de l'interactionnisme symbolique[839] va à l'encontre des discours rétrospectifs des acteurs les plus fréquents, lesquels ont tendance dans leurs témoignages produits après-guerre à faire remonter leur volonté de résister aux premiers jours de juillet 1940, faisant ainsi disparaître tous les doutes et hésitations des débuts[840], elle est en revanche bien plus conforme à l'expérience réelle vécue en situation. Aussi, s'il n'est pas ici question de mettre en doute les réactions d'indignation et de rejet qui habitent dès le mois de juin certains pionniers (et notamment, nous le verrons, Emmanuel d'Astier), il s'agit néanmoins de rompre avec une vision désincarnée, atomisée, et en définitive idéalisée des acteurs. Une « décision de résister » ne sort pas toute armée de la tête des pionniers du seul fait que ceux-ci aient plongé en eux-mêmes y trouver les sources et les ressources de leur refus. Pour saisir les logiques de l'engagement, il est nécessaire de redonner chair sociale aux individus en reconstruisant les multiples conditions sociales de possibilité de leurs actes.

Le présent chapitre se découpe en trois temps. Dans le premier, il s'agira de saisir les ressorts sociaux de l'entrée en résistance d'Emmanuel d'Astier, qui sont d'abord les ressorts sociaux de sa réaction affectuelle à la crise. Nous verrons ainsi comment et en quoi d'Astier est socialement disposé à se porter à la tête de l'entreprise de contestation. Dans le second, nous analyserons les modalités concrètes et pratiques de son entrée en résistance, ce qui consistera d'abord à suivre le « déploiement du processus dans le présent[841] » : comment se construit peu à peu le mouvement collectif, quelle part d'Astier y prend et comment ainsi

[839] Et en particulier du concept de carrière tel qu'il est défini notamment par Becker (*Outsiders*, *op. cit.*). Sur l'application du concept à l'analyse du militantisme, on renvoie en particulier aux textes déjà cités d'Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cit. et Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », art. cit.

[840] Un tel travail de reconstruction sert notamment des enjeux de légitimation. En effet, dès 1942-1943, la précocité de l'entrée dans la lutte s'impose comme un de critères de la légitimité résistante. Or celle-ci est revendiquée à la Libération par les résistants comme un principe justifiant de leur habilitation à participer à la reconstruction politique du pays. Elle participe des luttes politiques de la période. Plus largement, lorsqu'après-guerre, la participation à la Résistance fonctionne comme capital symbolique et comme capital moral, la précocité de l'engagement tend à maximiser le volume de capital détenu. Les acteurs ont donc socialement intérêt – ce qui ne signifie pas qu'ils le font consciemment et cyniquement – à repousser toujours plus loin le moment de leur entrée en résistance.

[841] Annie Collovald et Brigitte Gaïti, « Questions sur la radicalisation politique », art. cit., p. 30.

s'affirme et s'affiche progressivement son « refus ». Enfin, dans le troisième nous étudierons les modalités effectives de la prime action contestataire entreprise, ce jusqu'à l'entrée complète de d'Astier en clandestinité.

1. Réagir à la crise : une défaite qui ne passe pas

Afin de comprendre le rôle majeur joué par les émotions dans l'émergence d'un certain nombre de mobilisations collectives, le sociologue américain James Jasper a élaboré le concept de *moral shock*, autrement dit « choc moral »[842]. Le choc moral, tel qu'il est défini par Jasper, est une expérience sociale individuelle réunissant quatre caractéristiques. Il s'agit d'une expérience 1) provoquée par une modification brusque et relativement imprévisible de l'environnement social de l'individu ; 2) entraînant de sa part une réaction affective très vive (épouvante, colère, indignation, dégoût) pouvant se traduire physiquement (pleurs, écœurement, vomissements, malaise) ; 3) le conduisant à constater l'écart entre l'ordre présent du monde et les valeurs auxquelles il adhère ; et enfin 4) l'incitant à s'engager dans l'action, et cela indépendamment des possibilités objectives offertes par la structure des opportunités politiques[843].

Au regard de cette définition, l'engagement résistant d'Emmanuel d'Astier relèverait d'un choc moral. En effet, l'effondrement militaire de l'armée française, la signature de l'armistice, l'occupation d'une partie du territoire sont des événements qui bouleversent brutalement l'environnement familier de d'Astier. Ils suscitent en lui un violent sentiment d'indignation et de colère car ils débouchent sur une situation contraire à l'image à laquelle il adhère d'une France forte et indépendante. L'intensité du choc ressenti commande alors son désir précoce

[842] James M. Jasper, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997, pp. 106-108.

[843] Le concept de *structure des opportunités politiques* vise à saisir l'influence de l'environnement politique sur l'émergence des mobilisations collectives. Il s'agit en particulier de comprendre la variation conjoncturelle du volume de l'activité contestataire par la structuration de l'environnement politique, plus ou moins ouvert ou fermé et donc plus ou moins favorable ou défavorable à la mobilisation (cf. notamment Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982 et Sydney Tarrow, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994). Le concept s'est attiré de nombreuses critiques qui ont notamment mis en évidence les biais objectiviste et statique qui l'imprègnent. Le terme de « structure », qui suppose la stabilité, conduit à systématiser l'influence du contexte politique alors qu'il s'agit de rendre compte d'une réalité dynamique. Les critiques ont également pointé le désintérêt du concept pour les médiations par lesquelles les acteurs perçoivent le contexte, autrement dit comment ceux-ci saisissent l'ouverture des opportunités (cf. Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, n° 52, 2002, pp. 75-100 et Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de "structure des opportunités politiques" », *in* Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, pp. 201-218).

de « faire quelque chose[844] ». Il contribue à expliquer un passage à l'action qui se réalise en dépit de conditions sociales largement défavorables à toute mobilisation contestataire.

Comme on le voit, les quatre traits du *choc moral* identifiés par James Jasper sont ici réunis. Le concept apparaît ainsi comme un outil pouvant être utile à la compréhension de la dynamique de son engagement. On ne saurait cependant s'en contenter. Car certes, une violente réaction affective peut bien constituer l'un des facteurs décisifs conduisant un individu à s'engager. Mais d'une part elle n'est pas à elle seule suffisante, et d'autre part le problème reste entier de ses propres ressorts sociaux. Comme le relève Christophe Traïni, « il n'est jamais suffisant de constater l'émoi manifesté par des individus à propos d'un quelconque objet. L'analyse doit encore interroger ce que l'état affectif en question doit à leurs apprentissages antérieurs, au façonnement progressif de leurs sensibilités, qui résultent de la succession de leurs expériences sociales, bref de leur socialisation.[845] » En d'autres termes, le choc moral lui-même est un problème à résoudre. Parvenir à identifier ses conditions sociales de possibilité, c'est-à-dire les raisons pour lesquelles tel individu est plus disposé que d'autres à être choqué (et plus intensément choqué) par tel événement, permet de mieux saisir d'abord les mécanismes de sélection sociale du recrutement militant, ensuite les mécanismes de constitution des collectifs contestataires, ce qui *in fine* garantit une compréhension plus complète et plus fine des logiques d'engagement. Dans les pages qui suivent, nous allons d'abord étudier la façon dont est vécu par d'Astier la défaite de juin 1940. Puis, par un détour par ses propriétés sociales incorporées au cours de sa trajectoire antérieure, nous tâcherons d'en saisir les ressorts sociaux.

1.1. Remarques préliminaires : le problème des sources

L'un des problèmes majeurs posés à l'étude de l'émergence de la Résistance est l'extrême rareté des sources la renseignant qui soient contemporaines des événements. En effet, si contrairement à ce que l'on pourrait penser, de nombreuses archives écrites ont été produites par les organisations clandestines et ont pu être conservées, la Résistance dans sa phase émergente – c'est-à-dire les premiers mois durant lesquels les premiers groupements se formalisent et commencent à s'organiser – a quant à elle émis peu de documents. Les traces

[844] C'est par cette formule que d'Astier désigne sa réaction première au choc de la défaite (Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969).

[845] Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, 2010, pp. 335-358, p. 338.

écrites produites dans le cours de l'action sont dans ce cas précis très minces. Les sources informant cette période pionnière sont essentiellement orales et « littéraires »[846]. Elles proviennent de la mémoire des acteurs eux-mêmes, ce sont les témoignages que ceux-ci ont livrés. Et elles sont surtout postérieures aux événements ; de quelques mois dans le meilleur des cas, de quelques années plus souvent, parfois de plusieurs décennies.

Le problème soulevé par cette captivité de l'analyste aux témoignages *ex-post* est que ceux-ci sont sujets à de multiples mécanismes de reconstruction qui en altèrent le contenu. On ne reviendra pas ici sur les écueils classiques du récit biographique mis en évidence notamment par Pierre Bourdieu[847] et Paul Ricœur[848]. En revanche, il faut souligner le poids supplémentaire que fait peser sur les témoignages des résistants la dimension proprement politique de la mobilisation résistante. Celle-ci est en effet susceptible d'affecter significativement l'authenticité de l'information transmise. Cela est particulièrement sensible en ce qui concerne les débuts de l'Occupation et les conditions d'entrée dans l'action contestataire.

Dès avant la Libération, se jouent à l'intérieur du microcosme résistant des luttes pour l'appropriation des positions de pouvoir au sein des structures du contre-État gaulliste et des organes de la Résistance intérieure. Le contrôle de ces positions est un enjeu important car les institutions résistantes étant appelées à assurer la transition politique après l'effondrement du régime de Vichy, il détermine pour partie la capacité des acteurs à peser sur le cours des événements lors de la libération du territoire et à jouer un rôle dans la reconstruction politique de la France. Dans ces luttes politiques, une fraction de la Résistance – tendanciellement les chefs et cadres de la Résistance intérieure par opposition à certains agents de la Résistance extérieure – s'efforce d'imposer l'authenticité et la précocité de l'engagement clandestin comme les principales ressources dans le champ politique en recomposition. Autrement dit, elle tente d'en faire les critères premiers d'accès aux postes de pouvoir. Aux plus anciens et grands chefs des mouvements, qui ont été les premiers à prendre des risques en se dressant contre l'occupant sur le sol métropolitain, devraient revenir selon elle les postes clés[849].

C'est dans ce contexte que promouvoir une version publique de soi comme authentique résistant de la première heure, faire remonter sa contestation de l'occupation nazie, voire en

[846] Par ce terme, nous faisons référence aux livres de témoignage publiés par de nombreux résistants dès 1945.
[847] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », art. cit.
[848] Paul Ricœur, *Temps et récit*, *op. cit*.
[849] Contre cette ligne faisant primer la légitimité résistante, une seconde, défendue principalement par des proches du général de Gaulle à Alger et que l'on peut qualifier de « technocratique », entend privilégier le critère de la compétence technique.

même temps du régime de Vichy, aux premiers jours de l'armistice, devient pour les hommes désireux de jouer un rôle politique dans l'après-guerre, un enjeu stratégique. Cela tend à accroître – du moins nombreux sont-ils à le penser – leur légitimité résistante et, partant, leur légitimité politique. Or cela a aussi pour effet de les inciter, sans qu'ils en soient nécessairement pleinement conscients, à gommer les incertitudes, les doutes, les hésitations qui ont pu les habiter dans les premiers mois de l'Occupation, notamment à propos de leur perception de l'armistice et du régime de Vichy. On a de ce fait toutes les chances de lire dans les témoignages rétrospectifs des résistants, des récits de leur engagement lissés de certaines de leurs aspérités.

Ce mécanisme de reconstruction lié à un enjeu stratégique est plus que jamais opératoire dans l'immédiat après-guerre, cela au moins jusqu'à l'installation définitive de la IV[e] République. Durant cette période marquée par l'épuration et les débats sur les institutions nouvelles à mettre en place, la question de la place et du rôle légitimes des résistants dans le jeu politique est en effet au cœur des affrontements politiques[850]. Or il s'agit d'une période où les résistants sont nombreux à publier des ouvrages témoignant de leur engagement. Leurs récits visent non seulement à faire connaître et reconnaître leur rôle dans le combat clandestin, mais aussi, pour la plupart d'entre eux, à asseoir leur légitimité à intervenir dans le débat public[851]. L'antériorité dans la lutte contre l'occupant et contre Vichy apparaît alors comme un des critères symboliques de classement. D'où la publication de textes qui, globalement, construisent une représentation idéalisée (et mythifiée) des authentiques résistants comme la mince élite des hommes entrés (au moins moralement) en résistance dès le premier jour de l'armistice[852]. Or il est fort probable que bien des jugements, y compris de la part de

[850] Sur les luttes politiques à la Libération, voir notamment Philippe Buton et Jean-Marie Guillon (dir.), *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994 et Fondation Charles de Gaulle, *Le Rétablissement de la légalité républicaine*, Bruxelles, Complexe, 1996.

[851] Parmi eux, citons Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit.* ; Pierre Guillain de Bénouville, *Le Sacrifice du matin*, Paris, Robert Laffont, 1946 ; Maxime Blocq-Mascart, *Chroniques de la Résistance, suivies d'Études pour une nouvelle révolution française par les groupes de l'OCM*, Paris, Corrêa, 1945 ; Yves Farge, *Rebelles, soldats, citoyens. Carnet d'un commissaire de la République*, Paris, Grasset, 1946 ; Colonel Passy, *Souvenirs. Tome 1, 2ème Bureau, Londres,* Monte-Carlo, Solar, 1947.

[852] Pierre Dumas écrit par exemple : « Á côté de ceux qui acceptaient la honte, il y avait ceux qui ne l'acceptaient pas, qui ne l'accepteraient jamais, les hommes du refus de l'armistice. Ainsi, au moment où j'apprenais la défaite, une revanche s'annonçait. Les larmes d'une jeune fille de salle répondaient à la voix chevrotante du vieillard vaincu. Dès ce moment, je sentis que ce n'était pas le maréchal de France qui avait raison, mais la petite serveuse landaise en qui, ce jour-là, renaissait l'âme de ma Patrie. (Pierre Dumas, *Saint-Jean terroriste*, Bordeaux, Delmas, 1945, p. 16) » Henri Becquart écrit quant à lui : « Dès les premières minutes, on l'a vu, je m'étais d'instinct dressé farouchement contre la capitulation. Ce réflexe m'était venu, eût dit Maurice Barrès, de ma terre et de mes morts. Ceux-ci, pour avoir trop souvent souffert de l'invasion et avoir connu tant et tant de batailles, m'ont toujours inspiré l'horreur de toute politique d'abdication. Ils m'avaient appris que cette liberté, qu'ils avaient tant payée pour en connaître le prix, il n'est possible de la garder que par une politique de dignité, de force et de courage. (Henri Becquart, *Au temps du silence. De Bordeaux à Vichy. Souvenirs et réflexions*, Paris, Iris, 1945, p. 33) » Enfin Maxime Blocq-Mascart : « Les hommes de la résistance s'étonnent maintenant d'avoir cru dès le premier instant qui a suivi l'armistice, à la victoire alliée. […] Vous [les résistants] aviez

personnalités qui deviendront ensuite des cadres de la Résistance, ne furent pas en juin 1940 aussi tranchés.

Dans les années qui suivent, si l'enjeu politique s'estompe, la Résistance demeure un enjeu mémoriel. Au gré des commémorations, des décorations, des hommages (que l'on songe par exemple aux rues ou places auxquelles on attribue des noms de résistants), la Résistance est célébrée et intégrée en tant qu'épisode glorieux dans l'histoire nationale. « Les acteurs forgent alors une représentation-héroïsation du résistant mort au combat, dont ils exaltent la bravoure, le patriotisme et le martyre[853] ». Aussi, nombreux sont ceux à revendiquer de leur engagement sacrificiel pour la cause nationale un capital moral qui, notamment, les légitimerait à prendre la parole dans l'espace public. Si cette légitimité n'est pas toujours reconnue, la participation à la Résistance tend néanmoins, dans la société française de l'après-guerre, à conférer du capital symbolique et la précocité de l'engagement (aussi bien que l'ampleur des responsabilités exercées) à en maximiser le volume. Le même « biais des origines » continue donc de potentiellement altérer les témoignages de résistants produits bien après les événements.

Au total, la collusion de ces enjeux politiques, mémoriels, symboliques avec des logiques plus communes de reconstruction biographique invite l'observateur à analyser avec prudence et méfiance les récits *ex-post*. Hélas, ils sont bien souvent les seuls matériaux disponibles pour accéder à la période pionnière de l'histoire de la Résistance et surtout au temps de la débâcle et de l'armistice. Rares sont les cas où l'on dispose de correspondances ou de journaux écrits lors des événements qui permettent de saisir les perceptions et représentations des acteurs en situation. Les exemples sont en effet assez exceptionnels que ceux de Jacques Bingen évoquant « le dégoûtant armistice français[854] » dans une lettre du 6 juillet 1940 conservée aux Archives nationales ; ou de l'écrivain Jean Guéhenno notant le 25 juin 1940 dans son journal, qui sera publié après-guerre : « Je ne savais pas que j'aimais tant mon pays. Je suis plein de douleur, de colère et de honte. J'en suis à ne pouvoir parler à quiconque je soupçonne de juger l'événement autrement que moi-même. Au premier mot qui révèle sa mollesse, son acceptation, je le hais. J'éprouve une sorte d'horreur physique, et je m'écarte. Ce pleutre, ce

compris dès le premier jour que la résistance était le seul moyen de permettre aux événements d'évoluer dans un sens favorable à la France. (Maxime Blocq-Mascart, *Chroniques de la Résistance*, *op. cit*., p. 64) »

[853] Christian Bougeard, « Héritage et mémoire de la Résistance », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit*., pp. 826-829, p. 827.

[854] Jacques Bingen cité par Laurent Douzou, « L'entrée en résistance », art. cit., p. 11.

lâche ne peut pas être du même peuple dont je suis. Enfin je comprends trop bien de quoi pourrait naître la guerre civile.[855] »

Le cas particulier d'Emmanuel d'Astier n'est cependant pas le plus défavorable entre tous. On dispose en effet de quelques notes prises par d'Astier dans un agenda en juin et juillet 1940. Ces notes ont été saisies par la police française en mars 1941 lors d'une perquisition au château familial de Rançay. C'est ainsi qu'elles ont pu être conservées et qu'elles sont désormais consultables aux Archives nationales[856]. Quoique minces, elles sont intéressantes et précieuses car elles informent de l'état d'esprit qui est celui de d'Astier lors de la débâcle. De plus, elles tendent à valider la tonalité des témoignages livrés par lui après-guerre. Dans la section qui suit, ces notes nous serviront de données de contrôle du matériau biographique tiré de *Sept fois sept jours*, des entretiens avec Francis Crémieux et Jacques Chancel, des témoignages donnés au Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, qui faute de mieux, restent les sources sur lesquelles nous nous appuierons principalement.

1.2. Récit d'une défaite : la honte, l'indignation et la colère

Le 12 juin 1940, en pleine débâcle de l'armée française, Emmanuel d'Astier prend depuis Saint-Nazaire, où il dirige le Centre de renseignement maritime, la route de Paris. Depuis plusieurs jours, plus aucune instruction de l'État-Major ne lui parvient. C'est pourquoi il prend la décision de se rendre personnellement à Paris pour y recevoir des directives. Le 13 juin, il entre dans la capitale presque désertée et se rend à l'Hôtel des Invalides. Il ne trouve là qu'un officier lui annonçant que les troupes allemandes sont aux portes de la ville et que le gouvernement s'est réfugié à Tours. Le soir même, il reprend la route pour Saint-Nazaire, via Nantes. Il y est de retour vingt-quatre heures plus tard.

Durant ce voyage, à l'aller comme au retour, il doit se frayer un passage parmi les milliers de fuyards qui encombrent les routes. Il fait ainsi l'expérience directe de l'exode. Son livre de témoignage sur la Résistance paru en 1947, *Sept fois sept jours*, débute par le récit de cet aller-retour à Paris, récit qui, plus largement, est celui de la débâcle de l'armée et de l'effondrement de la nation française. D'Astier y décrit la foule agglomérée sur les routes.

[855] Jean Guéhenno, *Journal des années noires. 1940-1944*, Paris Gallimard, 2002 [1ère éd. 1947], p. 17.
[856] Rapport du Procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, p. 5, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).

> « Les voitures sont chargées à l'extrême, de malles, de colis, de linges, de voitures d'enfant, de bicyclettes et même de matelas (nous ne savions pas alors qu'il s'agissait moins d'emporter son couchage que de matelasser les toits en prévision d'attaques aériennes à la mitrailleuse le long des chemins). Après Limours l'embouteillage est inextricable. Je dois mettre pied à terre et revolver au poing pour obliger les files à serrer sur la droite et ne pas être définitivement immobilisé. C'est une panique lente, résignée, taciturne.[857] »

La dernière phrase de l'extrait cité est la plus intéressante. La « résignation » que manifeste la population est en effet ce qui frappe le plus fortement Emmanuel d'Astier. Le mot apparaît à plusieurs reprises dans son texte. Ce qui semble le plus significatif à ses yeux n'est pas tant la défaite, d'ailleurs invisible[858], que le renoncement généralisé, l'absence de combativité face à l'ennemi dont témoigne l'attitude du flot des exilés sur les routes. Le « chaos » que d'Astier observe est ainsi un « chaos sans grandeur, une caricature[859] ». Si l'« ère » est « exceptionnelle », c'est « non pas de révolte et de lutte, mais de résignation, d'égoïsme et de peur[860] ». Chacun, dit d'Astier, paraît vouloir se préserver soi-même (sa propre personne, sa famille, ses biens) plutôt que ne se préoccupe du sort national. L'option de la sauvegarde individuelle prime sur la défense collective. Cet état général n'est selon lui que la prolongation d'une disposition d'esprit déjà bien installée au moment de la déclaration de guerre.

> « J'ai déjà connu cette cohue en août 1939, quand la Côte d'Azur toute entière, à l'annonce de la guerre, remontait sur Paris. Dans ce troupeau arraché aux plages, à la danse et aux jeux, je n'ai souvenir d'avoir rencontré ni un matamore, ni un révolté. Si personne ne prévoyait la défaite, personne non plus ne semblait imaginer la victoire. Un monde myope s'affairait en petites ruses pour s'accommoder du prochain état, en soupirs et en pacifiques consternations. […] Chaque Français était déjà une victime.[861] »

---

[857] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 9.

[858] D'Astier, durant ces jours, ne rencontre pas la guerre, c'est-à-dire qu'il ne voit pas les traces des combats : « Ce 12 juin nous étions étonnés ou trompés de ne pas voir les signes de la défaite : les hôpitaux regorgeant, les trains de blessés débordant les gares comme j'avais vu à Bourges en 1914, les relèves d'unités, les convois montant pour emmener les lignes en renforts. […] Ils étaient tous sur les routes. Au ciel, rien. Aux champs, point d'activité ou de suspens étranges : les blés mûrissaient. Seulement aux bourgs, aux villes, les fuyards agglomérés autour des hôtels, des cafés ou des pompes à essence. Ils apportaient la contagion ; et des gens qui n'avaient jamais songé au départ étaient, en les voyant, soudain saisis de fièvre. (*Ibid*., p. 8) »

[859] *Ibid*., p. 9.

[860] *Ibid*., p. 8.

[861] *Ibid*.

Devant le spectacle de cette France résignée, de ces Français cherchant à sauver leur peau plutôt qu'à lutter, le sentiment qui l'envahit est un « complexe de honte[862] ». L'indifférence apparente au sort du pays se fixe notamment pour lui dans l'image d'un groupe de jeunes hommes qui dans le camion qui les transporte, chantent et plaisantent plusieurs heures durant, sans être visiblement touchés par le drame national.

> « Nous fîmes vingt kilomètres en huit heures. Á la nuit tombante notre voiture avait son nez sur l'arrière d'un camion qui transportait cent vingt hommes d'une École de perfectionnement qui se repliait sur Pau. De huit heures à minuit nous les entendîmes chanter et raconter des gaudrioles.[863] »

Déjà déçu par l'attitude générale d'une population qui renonce, d'Astier est, de retour à Saint-Nazaire, bientôt écœuré par l'attitude défaitiste des militaires, et en particulier des états-majors. « La marine à Saint-Nazaire – écrit-il – se prépare *mollement* à la bataille.[864] » Pendant quelques jours pourtant, l'armée songe à faire de Saint-Nazaire un réduit permettant de retarder l'avancée allemande vers les ports de l'Atlantique. D'Astier est dans ce but chargé de rassembler des unités et des moyens aptes au combat. Il parvient pour cela à trouver « quelques polonais, quelques chars[865] ». Mais lorsqu'il va en rendre compte auprès de l'amiral Riou, qui commande les ports de la Loire, celui-ci reçoit un contrordre du général commandant à Nantes. Le ministre de l'Intérieur ayant décrété « ouvertes » les villes de plus de 20 000 habitants[866], dont Saint-Nazaire fait partie, il lui est « assez vertement[867] » ordonné de ne pas défendre la ville et donc de renoncer à former le réduit. En d'autres termes, il s'agit de livrer sans aucune résistance la cité aux Allemands. « Pourquoi faire du zèle…[868] » ironise rétrospectivement d'Astier.

---

[862] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[863] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 11. C'est nous qui soulignons.
[864] *Ibid*., p. 12.
[865] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[866] Dans un état de guerre, une ville déclarée ouverte est une ville placée hors des combats, le but étant généralement de l'épargner de la ruine.
[867] *Ibid*.
[868] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 14.

Le 10 juin, déjà, il s'était indigné dans des notes prises sur le vif dans son agenda, de la « décision honteuse de ne pas défendre Paris[869] ». Il exprimait alors son désaveu des chefs. « Comment avoir confiance dans les vieillards même glorieux ?[870] » écrivait-il. L'expression « vieillards même glorieux » désigne sans aucun doute le général Weygand, qui à 75 ans est alors le commandant en chef des armées françaises[871] ; mais aussi probablement le maréchal Pétain, qui à l'âge de 84 ans occupe depuis mai 1940 la fonction de vice-président du Conseil[872]. Plus largement, l'ensemble du haut commandement français, composé pour l'essentiel d'hommes relativement âgés qui se sont tous plus ou moins distingués durant la guerre de 1914-1918[873], peut être visé. Le propos de d'Astier traduit quoi qu'il en soit une défiance claire envers la hiérarchie militaire et une forme d'insensibilité à l'égard de la « gloire » que celle-ci a accumulé et de l'autorité symbolique qu'en conséquence elle véhicule.

L'incident de Saint-Nazaire met en tout cas le « comble à [sa] colère[874] » car il met au jour l'abdication totale du commandement militaire. Pire, l'armée, et en particulier la marine qui n'a pas été engagée dans les combats, tend à se décharger de toute responsabilité. Lors même qu'aucune combativité n'est encouragée, qu'aucune consigne de résistance n'est donnée, le discours qui circule est que la défaite ne serait aucunement de son fait et qu'elle n'aurait donc pas à s'en sentir coupable.

> « Personne ne pense sérieusement à mourir ou à se battre. Les militaires s'accommodent fort bien de la défaite dont ils ne se sentent nullement responsables, la marine surtout qui proclame : "Nous n'avons pas été battus sur mer." On ne peut pas gagner à tous coups. L'affaire est jouée : le cœur n'y est plus. Et au cours de cette semaine, les travaux que je vois mener avec quelque conscience sont ceux de la destruction et de l'évacuation.[875] »

Dans ces lignes, d'Astier ne dénonce pas seulement l'esprit de capitulation qui imprègne l'armée et ses chefs, mais surtout l'indifférence au drame national qu'il semble révéler. Il

[869] Rapport du Procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, p. 5, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).
[870] *Ibid*.
[871] Weygand a succédé courant mai au général Gamelin.
[872] Maxime Weygand est né en 1865, Philippe Pétain en 1856.
[873] Jean-Pierre Azéma note que le haut commandement français est en 1940 de dix en moyenne plus âgé que celui de la Wehrmacht (Jean-Pierre Azéma, « Le choc armé et les débandades », art. cit., p. 116).
[874] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[875] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 13.

donne en effet à voir une armée qui renonce avant d'avoir épuisé tous les moyens, une armée qui préfère consacrer son énergie à organiser sa fuite plutôt qu'au combat, une armée qui, en somme, trouve la défaite acceptable à condition de ne pas en assumer la faute. De cette façon, il trace le portrait d'une institution et d'hommes pour qui l'indépendance nationale ne vaut pas tous les sacrifices, et surtout pas que l'on meurt pour elle, et qui par-là fuient leurs responsabilités à l'égard de la communauté nationale. Dans la débandade de la défaite, dit d'Astier, chacun – responsable politique, militaire, simple citoyen – semble vouloir se débarrasser du problème collectif au profit de son salut individuel.

> « En somme cette guerre qui se rapprochait et que l'on qualifiait de "drôle" à Saint-Nazaire comme ailleurs, cette guerre était toujours celle des autres. Elle n'appartenait à personne. On se la repassait de mains en mains. Les professionnels accusaient les politiques, les politiques accusaient le peuple, le peuple regardait en hochant la tête et cherchant où était l'attrape, mais ne comprenait pas, car si professionnels et politiques n'étaient pas bons à grand-chose, au moins savaient-ils parler. Parler ou pleurer. En fin de compte, à part les bouffées d'héroïsme qui montaient à la tête de quelques-uns, la plupart, ne se sentant que comparses ou spectateurs, ne songeaient qu'à lever le pouce ou s'en aller.[876] »

Comme on le lit, la démission est pour d'Astier générale ou presque. C'est ainsi rien moins qu'à une « décomposition totale de la France et de son peuple[877] » qu'il croît assister. L'appel à « cesser le combat[878] » prononcé par le maréchal Pétain à la radio le 17 juin est une étape clé de ce processus de décomposition[879]. Sur le moment, d'Astier qualifie de « mauvais » le discours du président du Conseil. Deux jours plus tard, après avoir entendu la seconde allocution radiophonique du général de Gaulle, il juge la demande d'armistice proprement « ignominieuse ».

> « Lundi 17 juin, 12/1/2. Discours de Pétain. Demande d'armistice. Mauvais discours.

[876] *Ibid*., pp. 14-15.
[877] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 79.
[878] « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat » dit dans son allocution le maréchal Pétain.
[879] La lecture que fait d'Astier des événements quant au défaitisme dans le pays est conforme à un phénomène bien réel. Jean-Louis Crémieux-Brilhac montre bien qu'avant même la signature de l'armistice, « l'appel du maréchal Pétain à cesser le combat généralisa le *dé-couragement* au sens le plus littéral du terme […], il acheva de casser une combativité déjà bien réduite et généralisa l'esprit de capitulation (Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40. Tome II. Ouvriers et soldats*, Paris, Gallimard, 1990, p. 715) ».

> Mercredi 19 juin. De Gaulle a raison. Pétain et Weygand ont tort. La demande est ignominieuse.[880] »

A posteriori, d'Astier qualifie la demande d'armistice de « crapulerie[881] ». Elle provoque pour lui une « coupure totale[882] » avec le pouvoir.

> « J'ai écouté le discours de Pétain avec quelques hommes qui n'étaient pas de véritables citoyens, un boucher, un employé du gaz de Toulouse, un maquereau[883]. Nous avons été saisis en commun d'une honte et cette honte nous a conduits à rechercher une dignité. La décomposition de la France, l'attitude des militaires dans les cafés à Saint-Nazaire et à Nantes, l'attitude des États-Majors, de la population, étaient déroutantes, écœurantes : nous nous sommes sentis des révoltés sur la simple notion de la dignité. […] Ça ne nous faisait aucun plaisir que ce Monsieur vienne donner sa personne à la France[884], pour simplement traiter avec les Allemands.[885] »

D'Astier insiste particulièrement sur l'« indignité » que lui renvoie l'image de cette France qui capitule et qui fuit. La notion d'indignité est par exemple au cœur des conversations qui animent son Centre de renseignement après la demande d'armistice :

> « Ils ont été frappés comme moi par les conversations que nous avions : "*Nous sommes indignes, la France est indigne.*" C'est tout. Je ne peux pas aller plus loin, c'est le sentiment profond que nous avons eu collectivement.[886] »

L'indignité, en particulier de l'institution militaire, est aussi une sorte de constante que d'Astier ne cesse d'éprouver au cours de sa fuite vers la Méditerranée à compter du 19 juin. Ce jour, il embarque en compagnie de ses hommes du Centre de renseignement à bord d'un

[880] Rapport du Procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, p. 5, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).
[881] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[882] *Ibid*.
[883] Ces hommes sont ses subordonnés du Centre de renseignement maritime qu'il commande, auxquels il est très lié.
[884] Cette phrase fait explicitement référence à la formule prononcée alors par Pétain : « Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. »
[885] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 77-78.
[886] *Ibid*., pp. 78-79.

chalutier en direction du sud. Ils ont l'espoir de trouver un bateau en partance pour l'Angleterre qui leur permettrait avant tout d'échapper à la capture par l'armée allemande. Après quelques péripéties en mer, le chalutier accoste au Verdon, à l'entrée de l'estuaire de la Gironde. Là, commande un capitaine de frégate dépassé par les événements. L'officier, dit d'Astier, n'a que « des réactions de chef de gare soucieux avant tout de caser son monde[887] ». Le petit groupe décide alors de rompre les rangs et de continuer sa route vers le sud.

> « Le mythe hiérarchique s'est dissipé […]. Nos intentions sont vagues. Un seul point nous paraît clair : la comédie de l'honneur et de la discipline est terminée. Nous irons à notre guise qui sera de visiter les ports, de chercher un embarquement, en tout cas de ne pas tomber aux mains des Allemands.[888] »

Á Saint-Jean-de-Luz, ils songent à rejoindre en chaloupe des navires anglais qui croisent au large. Mais ceux-ci n'acceptent à leur bord que des unités polonaises en déroute. Finalement, le groupe prend en voiture la direction de Port-Vendres où s'est replié le 5ème Bureau de la marine, dont les hommes dépendent. Ils l'atteignent le 26 juin. Or loin d'y trouver comme ils l'espèrent un reste d'esprit combattif, ils n'y rencontrent comme partout que résignation et accommodement. « Là encore la plupart des hommes ne sont préoccupés que par les petits problèmes, celui du logement par exemple[889] ». D'Astier moque ce pragmatisme résigné qui anime l'armée : « Il faut se loger et se nourrir, ce qui est, en ces temps, le seul problème des militaires. [890] » Surtout, il est indigné par les propos du Commandant Chevalier, qui est à la tête du 5ème Bureau et qui défend le choix de l'armistice en faisant « un grand procès de l'Angleterre[891] ».

D'Astier est définitivement confronté à partir de ce moment à la réalité que la guerre, en l'état, est belle et bien perdue. Débute alors pour lui une période d'inaction et d'attente, vécue de façon fiévreuse, durant laquelle il s'agit d'encaisser le choc de la défaite. Seulement celle-ci est pour lui un traumatisme tel qu'il ne parvient pas à ressentir la situation autrement que comme insupportable. Il se trouve d'une certaine manière dans l'incapacité – incapacité

[887] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[888] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 16.
[889] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[890] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 18.
[891] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

largement affectuelle, c'est-à-dire échappant au contrôle de la pensée rationnelle – d'admettre l'état de fait nouveau issu de la débâcle, de « s'y faire », ce qui nourrit des rêveries (et non pas des projets) plus ou moins informes de révolte.

> « Je passe des heures allongé dans ma chambre qui pue la poudre de riz et le linge sale. Je n'éprouve pas l'envie de retrouver quelque chose ou quelqu'un, une habitude, un monde ou un métier. […] Le jour est trop chaud pour se monter la tête. Et c'est la nuit – dans la sueur et jusqu'au sommeil – que le mépris m'enivre et que je tourne dans un univers enfantin où règnent la révolte, l'estime et l'amitié.[892] »

D'Astier demeure une dizaine de jours à Port-Vendres, dans l'attente de sa démobilisation, qui intervient à Marseille le 11 juillet. Les propriétés de cette séquence temporelle – temps suspendu, déstructuré, inoccupé, durant lequel les individus ne sont tenus ni retenus par rien[893] – la rendent propice à la rumination des événements récents. Confronté durant ces journées à une institution militaire en totale déliquescence et au spectacle de soldats dont « l'accoutrement devient chaque jour plus pacifique[894] », mais dans le même temps au contact de quelques rares personnes qui partagent avec lui une même « fièvre[895] », d'Astier entretient et affermit une interprétation indignée et frondeuse de la situation. Les chefs militaires, jugés responsables de la défaite, sont la cible privilégiée de sa colère. Ainsi écrit-il laconiquement dans son agenda le 2 juillet 1940 :

> « Reste que l'histoire nous venge et replace dans l'ombre qu'ils méritent les vieillards militaires assis au sommet des ruines et qui ont eu le cœur de douter d'une cause qui n'était pas perdue.[896] »

[892] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 19.

[893] D'Astier écrit : « tout le monde ici traîne la savate : les journées sont noyées de soleil, d'abricots, de pêches et d'anchois. […] La vie aveugle n'est marquée que par la panique sur le cours des fruits : l'abricot tombe à trois francs le kilo. […] Nous passons des heures, purgés de toute humeur par la sueur et les fruits, sur le sable de Collioure. Je me sens si maigre que je n'ose pas me regarder dans une glace. Les gens commencent à se demander ce qu'ils font ici, si loin de chez eux, au bord de la mer, à chasser les mouches et à manger des pêches. (*Ibid*., p. 18) »

[894] *Ibid*., p. 19.

[895] *Ibid*.

[896] Rapport du Procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, p. 5, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).

Si l'on en croît les témoignages qu'il livre après-guerre, c'est dans ce contexte, en particulier au gré de conversations avec deux soldats comme lui scandalisés par la tournure des événements, que d'Astier commence à envisager les possibilités d'une action contestataire[897]. Cette information est en l'état impossible à vérifier. L'état d'esprit qui l'anime, en revanche, se révèle nettement. La teneur des notes qu'il rédige dans son agenda en atteste la véracité. C'est un mouvement de révolte sourde, diffuse contre une situation perçue comme inacceptable, qui le meut.

1.3. Les ressorts sociaux de l'indignation et du refus, ou l'expression de l'ethos aristocratique

Honte, colère, indignation, écœurement, ignominie, mépris, etc. Ce vocabulaire qu'emploie à l'envi d'Astier dans tous les extraits précédemment cités relève d'un même champ lexical, celui des affects, qui se veut traduire la violence et l'intensité émotionnelle que provoquent en lui les événements vécus. Ce sont des ressentis très vifs, qui touchent et engagent le corps, qu'il éprouve dans la crise. La débâcle et l'armistice sont vécus par lui comme des expériences brutales, traumatisantes, en un mot comme un choc. Ayant fait ce constat, deux grandes questions se posent. Tout d'abord, comment expliquer cette réaction et son intensité ? Car celle-ci n'a rien de naturelle. Comme l'écrit fort bien Vladimir Jankélévitch, « l'évidence de la honte n'est pas […] évidente pour tout le monde[898] ». Une même situation peut donner lieu à des lectures et des appréciations largement divergentes. D'Astier ne manque pas, d'ailleurs, de souligner combien l'armistice, qui lui l'indigne, est vécu par nombre de ses compatriotes davantage comme un soulagement. Ensuite, il faut se demander ce qui explique l'envie, voire le besoin qu'éprouve d'Astier de *ré-agir* à ce choc. On sait en effet que les traumatismes provoquent souvent de l'abattement, et donc de l'inaction. Ainsi, en juin-juillet 1940, bien des Français sont indignés comme d'Astier, mais nombre d'entre eux sont à ce point accablés par les événements qu'ils ne peuvent même pas songer faire quoi que ce soit. Comment expliquer, dès lors, que d'Astier soit quant à lui porté à vouloir faire, ou, à tout le moins, à vouloir dire quelque chose ? Le système de valeurs et de croyances qu'il a intériorisé au cours de sa socialisation antérieure, plus précisément ce que

[897] Cf. Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60 ; Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 19 et Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 79.

[898] Vladimir Jankélévitch cité par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 214.

nous avons désigné plus haut sous la notion d'*ethos* aristocratique, fournit les éléments de compréhension principaux.

1.3.1. Un sentiment patriotique meurtri

La façon dont sont vécues la débâcle et l'armistice révèle tout d'abord la force du sentiment patriotique (ou national) qui anime Emmanuel d'Astier. Celui-ci, on l'a souligné[899], est issu d'une famille et d'un groupe social au sein desquels l'identification à la Patrie est particulièrement marquée et revendiquée. Parce qu'elle constitue une élite sociale pluriséculaire, l'aristocratie tend en effet à se penser comme l'incarnation de la Nation. Aussi l'amour de la Patrie est une des composantes majeures de l'*ethos* aristocratique[900]. Dans l'aristocratie, on aime son pays au plus haut point car on estime en être le premier dépositaire et le meilleur garant. Élevé dans le culte de la France et de sa grandeur, d'Astier a profondément intériorisée l'idée de son appartenance à cette vaste entité collective qui le dépasse et l'inclut. Le sentiment d'être Français est ainsi profondément ancré dans sa définition de soi. L'identification à la communauté nationale est l'un des fondements de son identité subjective et sociale.

Il a *a fortiori* intériorisée une croyance en une France forte, indépendante et glorieuse. On trouve de multiples traces de cette croyance dans ses articles d'avant-guerre[901]. Lorsque dans *Vu* ou *Marianne*, il écrit que la France doit « vivre en grande nation[902] », que la politique gouvernementale compromet la « puissance française et son rôle européen[903] », que face au danger nazi il s'agit de mesurer « le péril que court la France entière[904] », qu'il faut faire « un examen de l'intérêt de la France[905] » afin de sauvegarder « la patrie où la vie est encore la plus douce[906] », lorsqu'il voit dans les reculades des dirigeants politiques devant Hitler « la débâcle du prestige français[907] », lorsqu'il enjoint les syndicats à « admettre certaines

[899] Cf. Chapitre 1.
[900] L'historien de la noblesse Éric Mension-Rigau souligne que dans les familles aristocratiques, l'« honneur du nom, le courage et la franchise sont, avec le respect de la religion et l'amour de la patrie, les vertus cardinales évoquées avec le plus d'insistance (Éric Mension-Rigau, *Aristocrates et grands bourgeois*, *op. cit*., p. 428) ».
[901] Cf. supra.
[902] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme, ni fascisme », art. cit.
[903] Emmanuel d'Astier, « Duel des chambres, désordre de l'opinion », art. cit.
[904] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme, ni fascisme », art. cit.
[905] Emmanuel d'Astier, « Promenade dans l'ombre de Hitler », art. cit.
[906] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme, ni fascisme », art. cit.
[907] Emmanuel d'Astier, « 1918-1938 : La défaite des 1.500.000 morts… », art. cit.

nécessités nationales[908] », lorsqu'enfin il invoque une « politique de discipline et de pénitence […] où les intérêts de classes seront rejetés au second plan[909] », il dit plus que son attachement à son pays. Il fait de la Patrie une valeur transcendante, un idéal presque sacré. En l'investissant d'un intérêt supérieur auquel les intérêts particuliers, qu'ils soient ceux des individus ou des groupes, doivent être subordonnés, il fait de la France – et surtout de la France indépendante – une cause suprême à défendre.

Sa réaction affectivement très chargée à la défaite prend nœud dans ce rapport à la Patrie. L'intensité émotionnelle du traumatisme causée par la défaite apparaît en effet proportionnelle à l'enracinement subjectif de l'identification à la Nation et à la force de l'adhésion à la cause patriotique. Plus l'acteur se sent puissamment appartenir à la communauté nationale, plus il adhère à l'idéal patriotique, et plus il tend – sans doute sans en avoir vraiment conscience – à lier affectivement son destin personnel au destin national et, de la sorte, plus il est disposé à souffrir dans sa chair des blessures infligées à la Patrie. C'est ainsi qu'Emmanuel d'Astier tend à vivre la débâcle de l'été 1940 comme une blessure narcissique très vive. L'intégrité de la France étant alors entamée, c'est sa propre intégrité qui est aussi menacée, une partie de son être social qui est aussi mise en question.

Comme l'écrit Pierre Laborie, « la nation est de l'ordre de l'imaginaire[910] ». En l'occurrence la France occupe dans l'imaginaire d'Emmanuel d'Astier une place centrale. Forte et indépendante, elle est un pilier du monde tel qu'il se le représente et tel qu'il estime qu'il doit continuer d'être. C'est pourquoi l'armistice, qui signifie l'effondrement de ce pilier, est vécu par lui comme une épreuve. Comment, s'interroge-t-il d'une certaine manière, continuer à vivre dans un monde où la France ne se continue plus ? La crise agit ici comme un révélateur particulièrement puissant de la force du sentiment patriotique qu'il a intériorisé.

1.3.2. Le sens de l'honneur bafoué

L'effondrement national est pour d'Astier un « crève-cœur[911] ». Il n'est pas le seul élément, cependant, à déclencher en lui des émotions violentes. Le défaitisme qu'il constate chez ses compatriotes, en particulier le défaitisme des autorités politiques et militaires, vexe

[908] Emmanuel d'Astier, « La défaite de Léon Jouhaux », art. cit.
[909] Emmanuel d'Astier, « Ni communisme, ni fascisme », art. cit.
[910] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 70.
[911] *Le Crève-cœur*, c'est le titre du célèbre recueil de poèmes d'Aragon qui traite justement de la guerre de 1939-1940 (Louis Aragon, *Le Crève-cœur*, Paris, Gallimard, 1941).

également le sens de l'honneur qui est l'une des propriétés essentielles de son *ethos* aristocratique, contribuant ainsi largement à son indignation et sa colère. Le sens de l'honneur, comme dit Bourdieu[912], c'est avoir le sens de son rang. C'est savoir se montrer à la hauteur de son rang, digne de son rang ; ce qui suppose d'adopter en toutes circonstances des attitudes et des comportements conformes à ce que celui-ci exige, des attitudes et des comportements qui respectent les devoirs et les obligations qui lui incombent et garantissent de la sorte le capital de crédit qui lui est attaché. Aussi cela signifie surtout être capable de laver son honneur lorsque celui-ci subit des affronts, c'est-à-dire être capable de se battre, au propre comme au figuré, pour son honneur. Le devoir de garder la face, et donc de faire face, est au fondement du sens de l'honneur. C'est ainsi qu'il est étroitement associé aux valeurs de courage, de vaillance, de bravoure.

Le sens de l'honneur imprègne profondément le système de valeurs et d'attitudes d'Emmanuel d'Astier comme de l'aristocratie dans son ensemble car, comme dit Norbert Elias, il est une caractéristique de ceux qui ont le « sentiment de faire partie d'une élite, d'être auréolé de prestige[913] », d'avoir par conséquent un honneur à défendre. Or ce sens de l'honneur que d'Astier a intériorisé, et qui s'articule à son sentiment patriotique pour être au principe de ce que l'on peut nommer un sens de l'honneur patriotique, est lors de la débâcle particulièrement mis à mal. Pour lui, en effet, il est du devoir de tous les Français, en tant qu'ils appartiennent tous à la communauté nationale, qu'ils sont tous les héritiers et les dépositaires de la Patrie, de la défendre autant qu'ils le peuvent. Ils ont envers le pays, pour le préserver, un devoir de courage et une obligation de don de soi. D'Astier transfère là son propre sens de l'honneur patriotique à l'ensemble des Français. Or ce qu'il observe durant l'été 1940, c'est une abdication quasi générale face à l'invasion ennemie, c'est le refus de se battre et une propension à se désintéresser du sort national au profit de son salut personnel. Pour lui, les Français ne perdent donc pas seulement la guerre, mais ils se montrent lâches (surtout leurs chefs, c'est-à-dire ceux dont les responsabilités sont les plus grandes). Plus, en préférant accepter l'envahissement et l'effondrement du pays plutôt que d'assumer les coûts (matériels, humains, sociaux) du combat, ils trahissent la France. C'est là un ensemble d'attitudes parfaitement contraires aux valeurs de rectitude et de bravoure qui fondent son sens de l'honneur et au sens du service de la Patrie qui innerve son *ethos*. Tout son sens de

[912] On renvoie en particulier à Pierre Bourdieu, « Le sens de l'honneur », *in* Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études kabyles*, Paris, Seuil, 2000 [1ère éd. 1972].

[913] Norbert Elias, *La Société de cour*, Paris, Flammarion, 1985, pp. 95-96. Elias fait du sens de l'honneur le principe fondamental de l'*ethos* aristocratique, par opposition à la recherche du profit qui fonde l'*ethos* économique du bourgeois.

l'honneur se trouve alors bafoué, ce qui rend la défaite d'autant plus insupportable. Le défaitisme de ses compatriotes rajoute de l'humiliation et de la honte à la douleur de la défaite. C'est pourquoi il peut écrire : « *Nous sommes indignes, la France est indigne*[914] ».

La colère et l'indignation qui l'animent procèdent essentiellement de ce sens de l'honneur bafoué, de cet orgueil national outragé.

1.3.3. Le sens de l'honneur en action : l'expérience d'une injonction morale intérieure à l'action

Aussi ce même sens de l'honneur, qui est d'autant plus fort chez lui qu'il est issu d'une famille portée par une longue tradition militaire et faisant du sacrifice patriotique une valeur cardinale, détermine pour une bonne part son envie de s'opposer au cours des événements. Son sens de l'honneur pousse d'Astier à l'action. En effet, pour un homme de son nom, de son rang et de son extraction, agir de quelque manière que ce soit apparaît comme un moyen de défendre son honneur et, de la sorte, de se conformer à la représentation qu'il se fait de ce qui est son rôle et son devoir dans un tel contexte, bref de qui il estime être. Dans son esprit imprégné de l'*ethos* aristocratique et des valeurs de courage et de sacrifice qui y sont associées, nourri de toute une imagerie chevaleresque transmise par la mémoire familiale, il en va de son honneur – en tant que Français et en tant que d'Astier de La Vigerie – de continuer à se battre pour défendre l'image de la France à laquelle il croit. Tout son être le porte ainsi à vouloir s'engager. Ce sentiment de devoir se donner à la cause patriotique résulte pour partie de l'identification au groupe familial et du désir de se conformer à ce qu'incarne la lignée. Ce devoir semble, plus largement, s'imposer avec force à tous les membres de la famille d'Astier de La Vigerie, qui tous quasiment s'engageront activement dans la Résistance. Ainsi, Henri d'Astier écrit en 1943 à son fils Jean-Bernard : « Sois digne de ton nom, n'oublie jamais que tous les d'Astier, sur tous les fronts, luttent avec acharnement contre l'Allemand pour la libération de notre France.[915] »

Arrivés à ce point, on voit que l'engagement d'Emmanuel d'Astier – ou, plus précisément, son *désir d'engagement* – résulte pour partie de ce que l'on peut qualifier d'*injonction morale intérieure à l'action* ou, pour reprendre les termes d'une notion développée par Jacquelien

[914] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 79. C'est Emmanuel d'Astier qui souligne.
[915] Lettre d'Henri d'Astier à Jean-Bernard d'Astier citée par Alain Griotteray, *1940, la droite était au rendez-vous*, Paris, Robert Laffont, 1985.

van Stekelenburg et Bert Klandermans, d'*obligation morale intérieure*[916]. C'est-à-dire que certaines des valeurs et croyances fondamentales que d'Astier a intériorisé au cours de sa trajectoire antérieure entrent dans une contradiction telle avec la situation présente qu'elles l'enjoignent à agir. Elles le poussent intérieurement à (vouloir) agir. Autrement dit, il ressent un besoin de s'engager dans l'action, action qui apparaît comme un moyen de résoudre l'épreuve morale que constitue le conflit entre ses valeurs et croyances et l'ordre présent des choses. La satisfaction de ce besoin vécu comme un devoir, comme une nécessité intérieure, répond à des enjeux symboliques et psychiques forts. Il permet d'abord à l'acteur traversant une conjoncture critique caractérisée par des « phénomènes perturbants d'incertitude[917] », notamment en termes de valeurs et d'identifications sociales – on voit comment la défaite semble déliter la communauté nationale et dissoudre les valeurs (le patriotisme) censées en fonder la cohésion – de « reconstituer des certitudes normatives[918] ». En assurant d'une certaine manière la permanence de soi à soi, l'engagement a alors pour effet de rassurer l'acteur.

Il lui permet de plus de préserver, voire de restaurer, une image valorisante de soi. En agissant conformément à ce que ses valeurs lui dictent, c'est-à-dire conformément à ce qu'il croît être juste, l'acteur met ses actes en conformité avec une certaine conception de soi. De la sorte, l'engagement contribue fortement, dans un contexte traumatique, au maintien de l'estime de soi. L'argument de la « dignité » inlassablement mobilisé par Emmanuel d'Astier pour justifier son entrée en résistance illustre bien ce point. Faire quelque chose, pour d'Astier, signifie avant tout continuer à être digne, digne de l'image qu'il a de lui-même, digne de la personne qu'il croît ou qu'il voudrait être. De ce point de vue, l'engagement est à lui-même sa propre rétribution. Pour qui possède les ressources sociales nécessaires, il est une forme de résilience, une manière de sortir par le haut de l'accablement. L'inaction, en revanche, revêt pour l'acteur un coût symbolique. Outre que cela empêche la résorption de la tension morale causée par les événements, ne rien faire peut être interprété en termes d'incapacité à être à la hauteur de l'image qu'on a de soi, provoquant une blessure narcissique

[916] Jacquelien van Stekelenburg and Bert Klandermans, « Individual in movements. A social psychology of contention », *in* Bert Klandermans and Conny Roggeband (dir.), *Handbooks of Social Movements across Disciplines*, New-York, Springer, 2007, pp. 157-204.

[917] Alessandro Pizzorno, « Considérations sur la théorie des mouvements sociaux », *Politix*, n° 9, 1990, pp. 74-80, p. 79.

[918] Pizzorno (*Ibid*., p. 78-79) écrit, ce qui s'applique très bien au contexte que l'on étudie : « Quand en raison de différents mutations sociales (mobilité, déplacement de populations, désagrégation de communautés, d'associations ou de coutumes traditionnelles, etc.), une population perd ou voir rapidement décroître les occasions qui permettaient des activités solidaires, les identifications soumises à incertitude, les attentes prévisibles de ce que les gens doivent faire, et ainsi de suite – alors le besoin de reconstituer des certitudes normatives devient manifeste. »

qui *in fine* dégrade l'estime de soi. En ce sens, comme le suggère Alessandro Pizzorno pour d'autres mobilisations, l'engagement peut être interprété comme le produit de l'activation d'une rationalité en valeurs. « De la même façon qu'il y a des préférences à maximiser son revenu, il y a des préférences à faire ce que l'on croit être son devoir, soit pour aider les groupes sociaux qu'on croît devoir être aidés, soit pour mener des activités avec d'autres, soit pour recevoir des marques de reconnaissance immédiates ou concernant la validité de ce que l'on est en train de faire.[919] »

Lorsqu'en 1969, Emmanuel d'Astier dit à Jacques Chancel à propos de son entrée en résistance : « J'ai pensé qu'il était déconcertant de s'abandonner soi-même[920] » – il dit au fond quelque chose d'essentiel sur ce que son engagement révèle de sa conception de soi. Pour quelqu'un qui, comme d'Astier, a du fait de son origine sociale beaucoup d'honneur (ce qui en d'autres termes signifie aussi beaucoup d'estime de soi), il s'impose presque à lui d'estimer qu'« on ne peut pas en rester là[921] ».

En somme, l'attitude de d'Astier dans ce contexte est un révélateur particulièrement efficace à la fois de la place qu'il occupe dans le monde social et de la représentation qu'il se fait de cette place. En refusant d'accepter l'armistice, en s'instituant entrepreneur de mobilisation, il donne à voir toute l'assurance et la certitude de soi propres aux membres de l'élite. C'est toute son extraction sociale supérieure qui se révèle dans le sentiment de légitimité et d'habilitation qu'il manifeste à se porter à l'avant-garde d'un combat conçu comme la sauvegarde de la Nation en péril. C'est encore toute sa condition d'élite qui s'exprime dans sa propension à se distinguer de la masse de ses compatriotes qui acceptent l'humiliation et se couchent, à aller à contre-courant de la pente commune. C'est qu'il en faut de l'assurance pour assumer ces responsabilités. Au fond, l'ensemble de ses propriétés sociales dispose d'Astier à vouloir entrer dans la lutte et prendre le rôle de héros national. Son *ethos* aristocratique conditionne favorablement son entrée en résistance, et cela en dépit de conditions conjoncturelles nettement défavorables à la contestation. D'ailleurs, on peut même estimer que ces conditions, parce qu'elles confèrent un prix plus grand à l'engagement, le rendent aussi, à ses yeux, d'autant plus désirable. Le contexte général se présente ici comme particulièrement propice à l'activation de la disposition héroïque que d'Astier a incorporé au

[919] *Ibid*., p. 78.
[920] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[921] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

cours de sa socialisation familiale, et qui peinait jusque-là à trouver les conditions de son actualisation.

1.3.4. Disposition non-conformiste, propension à la prise de parole et convictions antifascistes

Son *ethos* aristocratique, en tant qu'ensemble de représentations, de valeurs et d'attitudes fortement prescriptif, est le ressort social principal qui dispose d'Astier à entrer en résistance. Mais il n'est pas le seul. D'autres de ses propriétés incorporées sont également favorables à l'engagement.

La disposition non-conformiste qu'il a intériorisée au cours de sa trajectoire antérieure est la première d'entre elles. En premier lieu, la propension à la critique de l'ordre établi constitutive de cette disposition fait que d'Astier est enclin à se défier de l'autorité. Il est disposé à critiquer et à remettre en cause les détenteurs du pouvoir. De ce fait, il est moins sujet à adhérer à leurs discours et à admettre leurs consignes. En second lieu, cette disposition non-conformiste se traduit par une propension à la transgression et à la subversion – on a vu dans le chapitre 2 combien d'Astier est habitué à se soustraire à l'ordre établi. Par elle, il est disposé non pas seulement à critiquer, mais aussi à ne pas se plier aux injonctions. Dans le contexte de la débâcle, l'actualisation de cette disposition non-conformiste le rend apte à désapprouver explicitement les décisions prises par les autorités politiques et militaires, à dénoncer les choix des chefs. Combinée à son antimilitarisme, cette disposition l'incline en particulier à la remise en cause de l'autorité et du pouvoir de l'armée. Au final, la disposition non-conformiste dont il est porteur joue un rôle important dans son basculement dans la résistance car elle fait en sorte que sa honte et son humiliation devant la défaite – ressenties par beaucoup d'autres Français – puissent se convertir d'abord en dénonciation de la trahison des chefs et en indignation, et enfin en dissidence, laquelle repose notamment sur la conviction qu'une autre voie que celle tracée par le pouvoir est envisageable.

Par ailleurs, par son métier de journaliste, d'Astier a intériorisée une propension à la prise de parole publique qui constitue elle aussi une disposition favorable à l'engagement. D'Astier se présente en effet comme un individu habitué à s'exprimer publiquement sur le monde social. Mieux, exerçant le journalisme sur un mode politiquement engagé, il est enclin à faire connaître son appréciation personnelle des événements qui scandent l'actualité politique et sociale, voire à se faire le porte-parole des groupes auxquels il s'identifie, comme lorsque

dans les années 1930 il dénonce l'Allemagne hitlérienne au nom des intérêts supérieurs de la France et du peuple français. Autrement dit, il est habitué à prendre position et à le faire dans la sphère publique. Cette disposition à « l'expression de soi[922] », pour reprendre une formule d'Harry R. Kedward, à laquelle s'adosse une propension (qui est aussi une compétence) à dire et décrire le monde social, ne peut qu'inciter d'Astier à revendiquer son droit à la parole. L'envie d'agir qui le meut peut ainsi se lire aussi, avant même toute action concrète, comme une aspiration à s'exprimer.

Enfin, les convictions antinazies qu'il s'est forgées dans la seconde moitié des années 1930 sont un dernier élément qui conditionne positivement son entrée en dissidence. D'Astier se présente d'une certaine manière comme préparé mentalement à affronter l'occupant. D'une part, car la connaissance très fine qu'il a du nazisme (de sa doctrine, de ses buts, de ses méthodes) participe du fait qu'il est alors très lucide – et très inquiet – face au risque que représentent les nazis. D'autre part car loin d'être pour lui un adversaire nouveau contre lequel il lui faudrait s'habituer à lutter, ce qui suppose l'adoption de certaines dispositions d'esprit, le nazisme est pour lui un ennemi de longue date qu'il a déjà combattu, avec les armes du journalisme, durant les quatre années précédant la guerre. Son entrée en dissidence est sans conteste facilitée par le fait qu'elle s'inscrit dans une forme de continuité avec l'avant-guerre. Certes, il faut se garder de voir un lien mécanique entre antifascisme et résistance. Il est bien connu que tous les antifascistes des années 1930 ne deviennent pas résistants. L'antifascisme n'est au mieux qu'une précondition favorable, non exclusive et non nécessaire. Reste que la Résistance consiste cependant pour nombre de ses acteurs à continuer autrement un combat entamé antérieurement. Il n'est qu'à songer, comme le montrent à des niveaux différents les travaux de Fabienne Federini[923] et Gisèle Sapiro[924], qu'une part très significative des résistants (et en particulier des pionniers) se recrute parmi des individus acquis à l'antifascisme, qui ont dans les années 1930 combattu dans les mouvements antifascistes et qui surtout, ont désapprouvé les accords de Munich et se sont rangés, à partir de 1938, dans le camp de l'intransigeance à l'égard de Hitler, fut-ce au prix de la guerre. D'Astier est pleinement conforme à ce profil. Ces individus luttaient contre le nazisme avant la défaite, ils sont davantage prêts à continuer à l'affronter après. En ce sens, s'il n'est certes pas le seul, l'antifascisme apparaît sans nul doute comme un terreau favorable à l'entrée en résistance.

[922] Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, *op. cit*., p. 89.
[923] Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., pp. 256-261.
[924] Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, *op. cit*.

Ses dispositions non-conformiste et à l'expression de soi, son antimilitarisme et son antinazisme renforcent donc la propension générale de d'Astier à s'engager. Ces propriétés rendent davantage possible, en particulier, le passage même à la dissidence, ce à quoi l'*ethos* aristocratique ne prépare pas spécialement, *a fortiori* lorsque l'armée est un pilier de l'ordre politique et social[925]. En le disposant à contester l'autorité (et notamment l'autorité des militaires) et à se soustraire aux injonctions du pouvoir, elles lui permettent d'abord de concevoir l'idée même de la dissidence, ensuite d'adopter effectivement des pratiques contestataires. Bref, elles font entrer la dissidence dans son champ du pensable et dans son champ des possibles. Enfin, elles jouent également un rôle clé dans la définition de l'orientation de sa protestation, en particulier dans l'identification de Vichy comme un adversaire et comme une cible. Tout porte en effet d'Astier – qui a mené dans l'entre-deux-guerres une existence non-conforme aux schémas sociaux conventionnels, qui a eu tendance à se définir en opposition aux injonctions familiales et à l'ordre établi, qui a rejeté la croyance religieuse et l'autorité de l'Église, qui a goûté des pratiques déviantes (comme la drogue) et appris à valoriser l'anticonformisme – à avoir en horreur un régime faisant de l'ordre moral basé sur le respect des bonnes mœurs, des traditions et des hiérarchies instituées, le respect des valeurs patriarcales et du magistère de l'Église, le fondement de l'ordre social qu'il entend imposer. Le rapport critique à l'ordre que d'Astier a intériorisé le dispose fortement à être hostile à Vichy et la vision traditionnaliste du monde qu'il porte.

Au total, tous ces éléments combinés composent un patrimoine incorporé qui dispose fortement d'Astier à entrer en résistance. Il ne faudrait pas penser pour autant que dès les premiers jours de juillet 1940, porté par un refus net et franc de l'armistice, de l'occupant et de l'Occupation, d'Astier déjà projette les bases d'une organisation clandestine et conçoive un plan concret de lutte contre l'envahisseur (d'ailleurs absent de la zone Sud où il s'est replié). Nous n'en sommes alors pas là. Les premières semaines de l'Occupation sont incertaines et confuses. Et quoique certains comme d'Astier éprouvent des sentiments très orientés – dans le sens du rejet ou de l'acceptation de la situation – les têtes sont autant brouillées que les

[925] Il faut en effet avoir à l'esprit que les militaires pèsent lourdement dans le choix de l'armistice et qu'ils sont nombreux à des postes importants dans les équipes dirigeantes de Vichy. En outre, le maréchal Pétain entend faire des valeurs militaires l'un des socles idéologiques de la reconstruction nationale et de l'armée une institution centrale du régime. C'est dans cette perspective qu'est fondée en août 1940, sur la ruine des associations d'anciens combattants, la Légion française des combattants. La Légion est conçue explicitement comme un canal de diffusion des principes de la Révolution nationale.

événements[926]. Aussi il faut du temps pour que se dégagent des appréciations vraiment tranchées et consolidées de la situation et surtout, pour que les penchants au refus commencent à se concrétiser dans les faits. Il n'y a pas de continuité nécessaire entre l'indignation et l'action. Ainsi, si la conjonction de tous les ressorts sociaux évoqués précédemment forme une configuration puissamment génératrice propice à l'engagement, elle ne fait que conditionner favorablement l'entrée en résistance mais ne suffit pas à elle seule à l'expliquer. La colère et l'envie de protester de d'Astier seraient sans doute restées lettres mortes en l'absence de logiques pratiques permettant leur traduction dans l'action collective ; si, en premier lieu, d'Astier n'avait pas rencontré des interlocuteurs à même de valider son appréciation indignée de la situation et encourager son aspiration à la contester.

2. Entrer en résistance : la lente constitution d'un collectif contestataire

Dans la première section, nous avons étudié la façon dont Emmanuel d'Astier vit la crise de l'été 1940 et analysé les ressorts sociaux de son inclination pour la contestation de la situation issue de l'armistice. Nous avons vu en quoi sa socialisation antérieure lui avait permis d'intérioriser des propriétés sociales le disposant à entrer en résistance. Ces dispositions à l'engagement, cependant, n'impliquent pas mécaniquement le passage à l'acte contestataire. C'est pourquoi dans cette seconde section, il s'agit d'observer les modalités pratiques de l'engagement, de suivre le déploiement du processus concret par lequel d'Astier entre en résistance.

2.1. L'isolement des premiers temps

Il est difficile de retracer avec précision l'itinéraire d'Emmanuel d'Astier dans les tous premiers mois de l'Occupation. Ses propres témoignages contiennent à peu près les seules informations disponibles. Or le récit qu'il en donne est peu détaillé, ce qui se comprend aisément si l'on considère que ces mois forment une histoire balbutiante faite de

[926] Pascal Copeau, qui deviendra l'une des grandes personnalités de la Résistance, écrit fort lucidement sur l'immédiat après-armistice : « Mon comportement dans les jours qui suivirent reste difficile à expliquer. Je ne renie pas cette confusion dans laquelle je me débattais. Bien forts (ou bien peu sincères) ceux qui peuvent affirmer avoir su immédiatement ce qu'il convenait de faire. (Pascal Copeau cité par Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau*, *op. cit.*, p. 109) »

tâtonnements, de démarches infructueuses, de rencontres et conversations sans lendemains. La mémoire est prompte à s'expurger des événements jugés insignifiants, surtout, comme dans le cas présent, au regard d'événements ultérieurs quant à eux bien plus marquants.

D'Astier résume son existence dans les premières semaines de l'Occupation à une succession de prises de contact dans le but de « faire quelque chose[927] ». Cette expression qu'il emploie après-guerre traduit sans doute assez fidèlement, par son flou, son imprécision, l'état d'esprit qui l'anime alors, c'est-à-dire une envie aussi confuse et indéterminée que la conjoncture, de s'opposer à la situation présente. En réalité, on ne sait pas exactement ce qu'il fait, à quoi il occupe son temps. Il n'a en tout cas pas repris d'activité professionnelle après sa démobilisation. Il dispose par conséquent d'une grande disponibilité. Resté à Marseille, il fréquente essentiellement les milieux militaires en congés d'armistice. Là, il parle ouvertement, « avec une certaine imprudence et sans choisir soigneusement ses interlocuteurs » confesse-t-il[928], de sa désapprobation de l'armistice. Celle-ci faisant l'unanimité ou presque, ses discours indignés rencontrent peu d'écho. Ces milieux rapporte-t-il, « ne se sont pas montrés très aptes à ce que nous demandions[929] ». Il se heurte dans l'ensemble à une atmosphère apathique, ses « projets » n'étant généralement pas pris au sérieux : « je n'ai pas rencontré beaucoup de crédit au début[930] ». Dans *Sept fois sept jours*, il décrit avec une certaine amertume l'indifférence lâche à laquelle il se sent alors confronté.

> « Il n'y avait vraiment personne. Et on ne savait pas le prix qu'on allait payer. Ceux qui faisaient du sentiment misaient sur tout le monde, et tout le monde était réticent ou lâche sous le couvert du réalisme. […] Dans ce Midi où le soleil et le paysage saturaient les gens, faisant ainsi persister le mirage des jours heureux, de quelque côté qu'on se retournât, il était difficile de trouver quelque chose de propre : c'est-à-dire des hommes qui, sans menace, sans prébende menacée, renâcleraient parce que c'était ignoble et qu'il y avait dans toute la scène qui se jouait un grand fumet d'escroquerie, une couleur de fin du monde d'opéra comique qui m'indiquaient les premiers signes de l'Apocalypse.[931] »

[927] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[928] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60
[929] Témoignage d'Emmanuel d'Astier du 16 février 1945, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[930] *Ibid*.
[931] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 23.

Quelles qu'en soient les sources, le récit que fait Emmanuel d'Astier de ces premiers temps traduit un sentiment fortement accusé qui est presque systématiquement rapporté dans les témoignages de résistants : le sentiment d'isolement[932]. Les pionniers semblent avoir partagé la sensation de ne rencontrer autour d'eux aucun écho favorable à leur colère et leur envie d'y réagir. L'environnement qu'ils décrivent est fait de passivité et de résignation. Les Français qu'ils côtoient acceptent pour la plupart la situation parce qu'ils sont écrasés par le poids des événements et par un cours des choses qui leur paraît inéluctable. Le « réalisme » incite il est vrai à s'accommoder. D'où le sentiment qui émerge chez les pionniers de nager à contre-courant dans cette France vaincue de 1940, d'aller à rebours de la pente commune. Comme l'écrivent Laurent Douzou et Dominique Veillon, « ceux qui ne sont pas d'accord avec le maréchal ressentent douloureusement leur solitude au sein d'une population anesthésiée[933] ». Ce sentiment fondateur marquera profondément leur expérience. Elle contribuera à alimenter chez nombre de résistants l'idée qu'ils forment une avant-garde à laquelle reviennent de droit certaines prérogatives dans la France libérée. Pour l'heure, il contribue à accroître le désarroi vécu par la plupart d'entre eux. Á l'humiliation de la défaite s'ajoute le dépit de compatriotes qui ne réagissent pas.

De surcroît, l'isolement ressenti n'est bien souvent pas seulement moral. Beaucoup font l'expérience d'un isolement relationnel, éloignés qu'ils se trouvent de leurs réseaux de sociabilité antérieurs, qu'ils aient dû fuir leur région d'origine, que leur famille ait été dispersée, que certains de leurs proches aient été tués ou faits prisonniers, qu'ils aient perdu leur emploi, etc. D'Astier, pour sa part, se retrouve loin de Paris, c'est-à-dire de son univers familier et de ses cadres : « j'avais perdu Paris et ceux qui me tenaient à cœur étaient dispersés[934] » écrit-il. Il connaît donc lui-même une forme d'isolement relationnel.

Pour lui – comme, plus généralement, pour tous les pionniers, et sans doute aussi bien d'autres Français dont l'indignation ne débouchera finalement sur aucun engagement – les premières semaines semblent se réduire à une quête effrénée mais souvent déçue de gens qui pensent comme lui, d'interlocuteurs avec lesquels partager une même perception de la situation.

---

[932] « Je songe à l'isolement qui nous accable, à l'impossibilité où nous sommes de rien faire d'utile. Il faudrait pourtant se voir, se parler, comparer nos pensées » écrit par exemple Auguste Pinton, conseiller municipal de Lyon et co-fondateur de France-Liberté, en octobre 1940 (cité par Laurent Douzou et Dominique Veillon, « La résistance des mouvements : ses débuts dans la région lyonnaise (1940-1942) », *in* Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, pp. 149-159, p. 150.

[933] Laurent Douzou et Dominique Veillon, « La résistance des mouvements », art. cit., p. 150.

[934] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 45.

2.2. Sortir de l'isolement (1) : les premiers contacts fructueux

Les premiers contacts fructueux interviennent pour lui à la fin du mois d'août 1940. Le 26 de ce mois, il rencontre fortuitement à Marseille son frère aîné, le général d'aviation François d'Astier, fraichement démis de ses fonctions par les autorités de Vichy. Ce dernier, après avoir commandé les forces aériennes françaises sur le front Nord durant la bataille de France, avait été pour des raisons politiques affecté au Maroc le 16 juin 1940, puis relevé de ce commandement, toujours pour des raisons politiques, le 23 août. Hostile à l'armistice, favorable au repli de l'armée en Afrique du Nord et ayant reçu sur cette question le soutien du ministre de l'Intérieur Georges Mandel, il avait été exilé à Rabat au moment de la nomination de Philippe Pétain à la présidence du Conseil. Au Maroc, il avait alors eu sous ses ordres le lieutenant d'aviation et député radical Pierre Mendès France, bientôt accusé de désertion par Vichy pour avoir le 21 juin 1940 embarqué sur le *Massilia* à destination de Rabat, en compagnie d'autres responsables politiques comme lui favorables à la continuation de la guerre depuis l'Empire. Ayant refusé de signer le mandat d'amener contre Mendès France pris par Vichy, François d'Astier avait été limogé par le ministre de l'Air pour permettre l'arrestation du député[935].

Lorsqu'il le rencontre à Marseille, Emmanuel d'Astier trouve donc en son frère quelqu'un qui partage sa ferme hostilité à l'armistice et à la situation d'Occupation. En outre, François d'Astier n'est pas opposé à l'idée d'envisager une action protestataire. Toutefois, son avis diverge quant aux modalités à mettre en œuvre. À l'inverse de son cadet qui souhaite en premier lieu « trouver les hommes[936] », il estime pour sa part qu'il faut « trouver les moyens d'abord et enrégimenter les hommes après[937] ». Il s'agit au fond pour lui de temporiser. Pour cette raison, les deux frères ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une action commune. Du reste, la priorité de François d'Astier est alors de quitter Marseille pour rejoindre sa famille au château de Rançay, dont il a hérité au décès de Jeanne d'Astier en 1936. Il refuse donc pour l'heure de se joindre à son frère. Cependant, il permet à celui-ci de retrouver un de ses anciens collèges à l'hebdomadaire *Marianne*, qui va devenir son premier compagnon de lutte, Édouard Corniglion-Molinier.

[935] Pierre Mendès France est finalement arrêté le 31 août 1940. Il sera jugé et condamné par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand pour désertion en mai 1941. François d'Astier sera convoqué pour témoigner lors du procès. Cf. Jean Lacouture, *Pierre Mendès France*, Paris, Seuil, 1981.

[936] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60

[937] *Ibid*.

Né en 1898, Corniglion-Molinier est un touche-à-tout au parcours singulier. Licencié ès-lettres et docteur en droit après avoir été durant la Première Guerre mondiale un des plus jeunes pilotes de chasse de l'armée française, il est dans l'entre-deux-guerres alternativement journaliste (*Paris-Soir* et *Marianne*), producteur de cinéma, pilote d'avion, aventurier. Ami d'André Malraux dont il produit la version cinématographique du roman *L'Espoir*, antifasciste militant, il dirige avec ce dernier l'escadrille *España* lors de la Guerre d'Espagne. En 1940, il sert en tant que commandant d'aviation sous les ordres du général François d'Astier, puis débarque avec celui-ci à Marseille, fin août, suite à son limogeage par les autorités de Vichy. Il partage alors avec Emmanuel d'Astier une semblable lecture de la situation et, surtout, un même désir d'agir.

La rencontre avec Édouard Corniglion-Molinier est importante en ce qu'elle constitue la première étape de l'entrée de d'Astier dans l'action contestataire. Tout d'abord, elle signifie pour lui une première forme de rupture avec l'isolement plus ou moins total des premières semaines. En Corniglion-Molinier, d'Astier trouve en effet le premier interlocuteur qui n'est pas seulement d'accord avec lui dans la condamnation de la situation d'Occupation et le rejet de l'armistice, mais dans lequel ses velléités d'action se réfléchissent[938]. Or Corniglion-Molinier dispose en matière d'activisme de dispositions et de compétences solides. Outre qu'il a activement participé aux mouvements antifascistes des années 1930, il a combattu dans deux guerres mondiales[939] et une guerre civile, chaque fois en tant qu'engagé volontaire. Les ressources qu'il possède pour agir – propension à l'engagement, dispositions guerrières, compétences militantes et militaires – sont donc conséquentes. Il constitue de ce fait pour d'Astier un partenaire de choix. D'une part ses intentions contestataires encouragent et stimulent celles de d'Astier. D'autre part ses dispositions et compétences contestataires favorisent la traduction pratique de ces intentions. L'effet, pour Emmanuel d'Astier, de sa rencontre avec Édouard Corniglion-Molinier est qu'insensiblement, parce qu'elle est reconnue, validée et encouragée par un autre, son envie d'agir change de nature. Au fil de conversations au cours desquelles la question de savoir ce qu'il est possible de faire est explicitement posée, elle prend forme et s'affirme. Parce qu'elle est un objet de discussions,

[938] Le terme « velléité » que nous employons là n'est pas anodin. Il faut l'entendre ici, non pas au sens premier d'« envie faible » ou de « volition faible », ce qui traduit dans ce cas l'inconstance et la passivité de l'acteur, mais plutôt au sens de « tendance mal affirmée (*Le Petit Robert de la langue française*, Paris, 2015, p. 2684) ». La nébulosité et l'incertitude qui caractérisent la conjoncture font en effet que l'envie d'agir de d'Astier ne prend pas alors la forme d'un projet déterminé mais s'apparente bien davantage à une sorte d'élan spontané et mal défini de son être.

[939] Il est l'un des seuls trois pilotes de chasse à avoir remporté des victoires aériennes homologuées dans chacune des deux guerres mondiales.

elle devient peu à peu plus « réelle », plus concrète. Moins rêve ou fantasme, elle commence à se transformer en projets.

De fait, la conséquence des premiers rendez-vous entre les deux hommes est la décision explicitement prise de créer une organisation ayant pour but la lutte contre la situation d'occupation. Cette organisation, dont la réalité est à cet instant plus théorique qu'effective, se voit néanmoins déjà attribuer un nom : La Dernière Colonne. Ce choix, qui s'inscrit en rupture avec le mythe de la Cinquième Colonne, se veut résolument offensif : « Nous allions être en France, non pas la quatrième, non pas la cinquième, mais la dernière colonne, celle qui se battrait.[940] »

L'opération consistant à nommer l'organisation n'est pas un détail. Car elle signifie un changement d'état. Étant nommée, pouvant être désignée par ce nom qui la synthétise, la Dernière Colonne accède en quelque sorte à la réalité objective. Si elle n'est encore qu'une coquille vide, désormais elle n'est plus tout à fait seulement la somme des intentions plus ou moins vagues de ses créateurs mais elle commence à exister en tant qu'entité à part entière. Comme dit Bourdieu, « les noms comme le nom propre sont un commencement d'institutionnalisation, d'objectivation, c'est-à-dire quelque chose qui est transcendant aux actions individuelles […]. Un groupe commence à exister quand il a un sigle.[941] »

L'effort de labellisation réalisé par d'Astier et Corniglion-Molinier traduit en tout cas leur volonté de formaliser leur désir d'engagement. En outre, il aura bientôt des conséquences pratiques immédiates, en particulier sur le recrutement de militants. Le sigle « La Dernière Colonne » sera en effet mobilisé pour faire croire aux potentielles recrues que derrière lui se cache une organisation structurée et opérationnelle, ce qui pourra être interprété comme un gage de sérieux et favoriser ainsi l'enrôlement. Le recrutement est d'ailleurs le premier objectif que se fixent les deux hommes. « Le plan […] est simple : contacter un ami d'avant-guerre, le sonder afin de connaître son opinion, si possible l'engager dans l'aventure et obtenir de sa part une liste d'individus à contacter.[942] »

Cette tâche n'est pas aisée dans le contexte d'une France encore sous le choc de la défaite. Pendant plusieurs semaines, d'Astier sillonne la Côte d'Azur où plusieurs de ses amis parisiens (Charles Peignot, Georges Auric notamment) possèdent des villas[943], mais sans résultats probants. Il essuie notamment le refus de son ami Joseph Kessel, pourtant prompt à

[940] Emmanuel d'Astier interviewé par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.
[941] Pierre Bourdieu, *Sociologie générale*, *op. cit*., p. 153.
[942] Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 28.
[943] Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 86.

s'engager – il participera bientôt aux activités du réseau Carte – mais qui ne juge pas d'Astier, qu'il sait dépendant à l'opium, assez sûr.

> « Nous nous sommes retrouvés dans un petit hôtel à Cannes où il m'a exposé ses plans. J'étais plus que d'accord avec lui ; je cherchais passionnément à m'accrocher à une organisation. Seulement, lui, il me développait ses idées qui étaient remarquables d'intelligence, de logique, en fumant étendu près d'un plateau ! Et alors, là, ça m'a paru tellement absurde de m'engager avec un résistant qui avait cette faiblesse que je n'ai pas accepté. Or les devoirs, le danger et le sentiment de sa responsabilité ont fait que, très vite, il a abandonné complètement la drogue. Mais ça, je ne l'ai su qu'après. Et j'ai manqué ainsi de m'affilier à un mouvement qui a été l'un des plus valables et des plus beaux de la France résistante : *Libération*.[944] »

Ces échecs poussent d'Astier à réorienter ses recherches. « Je suis rentré dans ma coquille, puis reparti sur une autre base.[945] » Ainsi décide-t-il de s'orienter vers le clan familial.

2.3. Sortir de l'isolement (2) : le processus de formation d'un noyau contestataire

Mi-septembre, il se rend dans l'Indre, au château familial de Rançay. Les trois frères d'Astier s'y retrouvent et échangent leurs vues sur la situation. Tous se rejoignent dans une même condamnation de l'armistice et un même désir de lutter. Cependant, chacun entend suivre sa propre voie. François souhaite rejoindre le général de Gaulle à Londres. Quant à Henri, il est déjà engagé au sein du réseau de renseignements Alibi[946]. S'il échoue donc à se rallier ses frères, en revanche Emmanuel d'Astier parvient sans peine à convaincre sa nièce Bertrande, l'une des filles de François. Outre la complicité fraternelle qu'il entretient avec elle[947], la forte politisation de cette dernière la dispose à être sensible aux projets de son oncle. Bertrande d'Astier nourrit en effet de solides convictions antinazies, forgées notamment au

[944] Joseph Kessel cité par Yves Courrière, *Joseph Kessel*, *op. cit*., p. 552.

[945] Témoignage d'Emmanuel d'Astier du 16 février 1945, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

[946] Après avoir travaillé au camouflage de matériel militaire français menacé d'être saisi par la commission d'armistice, il se rend en zone occupée collecter pour le compte de l'Angleterre des renseignements sur l'armée allemande. Henri d'Astier sera alors à l'initiative de la création du réseau Orion. Cf. Témoignage d'Henri d'Astier de La Vigerie recueilli par Jeanne Patrimonio, 27 janvier 1947, Dossier « Orion », AN, 72 AJ/66.

[947] « Parce que je suis un benjamin de ma génération, je fais la transition entre la génération de mes frères et celles de mes neveux et nièces. Il y a quinze ans de distance entre Bertrande et moi, comme il y a quinze ans entre son père et moi. Elle est ma sœur et ma complice. (Emmanuel d'Astier cité par Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 34) » Née en 1914, Bertrande d'Astier est alors âgée de 24 ans.

sein de la rédaction de *L'Europe nouvelle*, une revue de politique étrangère très engagée dans la lutte contre le fascisme et fortement antimunichoise, pour laquelle elle travaillait avant-guerre. Après la déclaration de guerre, elle était entrée au haut-commissariat à l'Information en tant que collaboratrice de Louis Joxe, le chef de cabinet du commissaire Jean Giraudoux. Dans son agenda, Emmanuel d'Astier note à la date du 23 septembre 1940 :

> « Bertrande est plus jolie que jamais. […] Possédée de politique et de De Gaulle. Veut "travailler" à "cela".[948] »

Durant les jours qui suivent, Emmanuel et Bertrande d'Astier parcourent ensemble les routes de l'Indre à la recherche de potentielles recrues[949]. Ils contactent et sondent des amis de la famille. Sans succès. Bertrande d'Astier suggère alors à son oncle de se rendre à Clermont-Ferrand. C'est là que se sont repliés en juillet 1940 les services du haut-commissariat à l'Information. Or Bertrande d'Astier sait que plusieurs de ses anciens collègues, en particulier Louis Joxe[950], sont hostiles à l'armistice. Aussi pressent-elle que le lieu peut être propice à nouer des contacts utiles.

De fait, Clermont-Ferrand est à l'automne 1940 « un véritable creuset de résistance[951] ». La présence de nombreux Alsaciens et Lorrains, traditionnellement hostiles à l'Allemagne, le repli de l'Université de Strasbourg, dont les enseignants ont largement contribué au mouvement antifasciste dans les années 1930, l'existence d'un milieu syndicaliste combattif, lié notamment à l'entreprise Michelin, un journal régional de gauche, *La Montagne*, dont le directeur est l'un des quatre-vingt parlementaires à avoir voté contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain sont autant de facteurs qui génèrent à Clermont-Ferrand un climat favorable à la dissidence[952]. Emmanuel et Bertrande d'Astier arrivent dans la ville aux environs de la mi-octobre 1940. Bertrande y retrouve rapidement Louis Joxe, qui a été révoqué de ses fonctions à l'agence Havas en raison de ses idées politiques et qui vient d'accepter un poste de professeur d'histoire à Alger. Sur le départ lorsque Bertrande d'Astier le présente à son oncle,

[948] Rapport du Procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, p. 5, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).

[949] « C'est l'époque de la bicyclette, du cheval et du gazogène. Nous courons les routes, Bertrande et moi, à bicyclette, de Châteauroux à Mézières-en-Brenne. (Emmanuel d'Astier cité par Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 35) »

[950] Agrégé d'histoire, Louis Joxe est dans les années 1930 inspecteur à l'agence Havas. Résolument antifasciste, proche de l'aile gauche du Parti radical, il fait partie des cabinets de Pierre Cot lorsque ce dernier est ministre de l'Air en 1933, puis sous le Front populaire.

[951] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 38.

[952] John F. Sweets, *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Paris, Plon, 1996.

il ne peut s'engager au sein de La Dernière Colonne. Cependant il remet à Emmanuel d'Astier une liste de personnes dont il connaît les opinions et qui peuvent être contactées.

Sur cette liste figure d'abord le nom de Georges Zérapha, qui accepte sans hésiter de se joindre à l'entreprise de d'Astier. Âgé de 52 ans, Zérapha est à la fois un riche banquier d'affaire et un journaliste engagé. Directeur de la Société française des papiers peints, il a fondé en 1933 un journal antinazi, *La Conscience des Juifs*. Avant la guerre, il écrit aussi régulièrement dans *Esprit*, la revue personnaliste fondée par Emmanuel Mounier, ainsi que dans *Le Droit de vivre*, le journal de la Ligue contre l'antisémitisme (LICA) dont il est le vice-président.

Par l'intermédiaire de Louis Joxe, d'Astier rencontre également le philosophe Jean Cavaillès. Normalien, agrégé et docteur en philosophie, Cavaillès est depuis 1938 maître de conférences à l'Université de Strasbourg. Homme de gauche, proche d'adhérer au Parti communisme à la fin des années 1920, il est surtout, comme Zérapha, un antifasciste et un antinazi convaincu. Séjournant à plusieurs reprises en Allemagne pour ses recherches à partir de 1929, il s'inquiète dès 1930 des progrès de l'hitlérisme[953]. En 1936, il songe même un temps à s'enrôler au sein des Brigades internationales. Par la suite, à Strasbourg, il est membre de la section locale du CVIA[954] et fonde un comité d'aide aux enfants réfugiés d'Allemagne. C'est donc un homme politisé et engagé, immédiatement hostile au gouvernement de Vichy, auquel d'Astier a affaire. Mobilisé en 1939 et fait prisonnier en juin 1940, il est parvenu à s'évader en juillet et a gagné Clermont-Ferrand où l'Université de Strasbourg s'est repliée. Lorsqu'Emmanuel d'Astier fait sa connaissance, il vit à Clermont depuis plusieurs semaines et est déjà entré en relation avec plusieurs personnes opposées à l'armistice. Il s'est notamment rapproché de la rédaction de *La Montagne* où l'antivichysme domine[955].

Lorsqu'ils se rencontrent à la fin du mois d'octobre 1940, Cavaillès est immédiatement intéressé par les idées subversives émises par d'Astier. Pensant pouvoir rallier à l'entreprise quelques-uns de ses amis, il propose de se revoir dès le lendemain. Rendez-vous est ainsi pris à la Brasserie de Strasbourg, place de Jaude. Se retrouvent à une même table Emmanuel

[953] Il écrit en 1930 à propos des nazis : « Ce sont des démagogues, fascistes, mais, tout comme Mussolini, qui prétendent avoir un programme social. (Jean Cavaillès cité par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., pp. 110-111).

[954] Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes.

[955] Sur la trajectoire sociale de Jean Cavaillès et son rôle dans la Résistance, voir en priorité Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*.

d'Astier, Georges Zérapha – que d'Astier a convié – Jean Cavaillès et Lucie Aubrac[956]. Professeure agrégée d'histoire, ancienne militante aux Jeunesses communistes, cette dernière avait fait la connaissance de Cavaillès en 1938 à Amiens, où tous deux enseignaient[957]. Nommée l'année suivante dans un lycée strasbourgeois, relevant donc de l'Académie de Strasbourg, elle est alors de passage à Clermont-Ferrand pour demander sa nomination à Lyon, ville où elle s'est installée avec son mari après la défaite. Elle y a retrouvé Jean Cavaillès, qui l'a invitée à venir rencontrer Emmanuel d'Astier[958].

> « J'étais allée à Clermont-Ferrand où s'était repliée l'Université de Strasbourg à laquelle j'appartenais. […] Je rencontrai Jean Cavaillès, démobilisé après une évasion audacieuse depuis la Belgique. Nous étions sur la même longueur d'onde sur tout ce qui comptait alors : Vichy et la nazis. ″Venez donc déjeuner avec moi, me dit-il, je vous ferai rencontrer des gens intéressants.″[959] »

Les quatre interlocuteurs tombent spontanément d'accord sur l'appréciation de la situation. Tous condamnent à la fois et l'armistice et le régime du maréchal Pétain qui l'a signé. Tous sont également motivés par l'idée d'entreprendre une action de protestation, quelle qu'elle soit. Le bilan de cette réunion est le ralliement de Jean Cavaillès et de Lucie Aubrac à La Dernière Colonne. En outre, la décision est prise de s'efforcer de structurer et d'étoffer ce petit groupe à partir des points d'ancrage locaux de ses différents membres.

> « Nous avons décidé d'avoir une organisation départementale, de ne pas nous contenter de faire deux ou trois petits trucs sur la Côte d'Azur, mais d'essayer de pénétrer dans

[956] Née Bernard, Lucie Aubrac s'est mariée en 1939 à Raymond Samuel. Son nom est donc alors officiellement Lucie Samuel. Aubrac est l'un des pseudonymes qu'elle et son mari prendront sous l'Occupation et qu'ils adopteront après-guerre comme nom d'usage. C'est ce nom que nous utiliserons par commodité.

[957] N'enseignant pas dans le même établissement, Cavaillès et Aubrac se sont rencontrés dans le train qui les ramenait le soir à Paris. Lucie Aubrac se souvient d'un Jean Cavaillès alors très préoccupé par le nazisme : « Il y avait une micheline qui partait de la gare du Nord et on rentrait tous les soirs à Paris. C'était une heure de train. Donc dans cette micheline, […] j'ai parlé de la nécessité de la paix et celui qui m'a répondu, c'est Jean Cavaillès, qui avait été à l'Institut français de Berlin et qui m'a dit *Moi je les connais, les nazis. Je vais vous dire ce que c'est*. Et il commence à nous expliquer. Nous les professeurs, on l'écoutait parce qu'il parlait très modestement […]. On écoutait ce type qui avait été à l'Institut français de Berlin, qui connaissait le fascisme, qui savait ce que cela représentait et qui était très inquiet. (Lucie Aubrac citée par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 140) »

[958] Sur la trajectoire de Lucie Aubrac, voir Laurent Douzou, *Lucie Aubrac*, Paris, Perrin, 2009.

[959] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, Paris, Seuil, 1984, p. 139.

> d'autres endroits en France, de rassembler un certain nombre d'énergies. Il n'y avait rien d'autres à rassembler que des énergies.[960] »

Jean Cavaillès est ainsi chargé de prospecter dans la région de Clermont-Ferrand, Lucie Aubrac en Rhône-Alpes, Georges Zérapha à Marseille, Emmanuel d'Astier le long de la côte méditerranéenne. Une dynamique est enclenchée.

Le lendemain de l'entrevue de la Brasserie de Strasbourg, Cavaillès présente à Emmanuel d'Astier le journaliste Jean Rochon, secrétaire de rédaction de *La Montagne*. Proche des milieux socialistes, très critique à l'égard du gouvernement de Vichy dont durant l'été 1940 il a subtilement dénoncé la politique dans les colonnes de *La Montagne*, Rochon accepte à son tour de se joindre à l'entreprise[961].

Enfin, quelques jours plus tard à Lyon, Emmanuel d'Astier parvient à convaincre l'époux de Lucie Aubrac, Raymond[962], d'abord dubitatif.

> « Au premier abord, j'étais plus que sceptique. Que pouvait-on faire contre cette armée allemande dont j'avais constaté *de visu* l'impressionnante efficacité ? Que pouvait-on faire dans cette France du Sud, d'où l'armée d'occupation était certes absente, mais qui paraissait chloroformée par les litanies chevrotantes du vieux Maréchal ? Pourtant, l'Angleterre tenait bon. Bombardés de fausses nouvelles sur sa proche et inéluctable invasion, nous savions qu'en dépit des rumeurs de négociations les Britanniques résistaient. Quelques jours après le retour de Lucie, d'Astier nous rendit visite à Lyon. Je fus impressionné par ce personnage filiforme comme une sculpture de Giacometti, front dégagé, nez en bec d'aigle, dont le sourire interrogateur avait quelque chose d'aristocratique. Heureusement, il fumait la pipe. J'écoutai, un peu médusé, ce grand bonhomme qui semblait désinvolte. Cependant, mieux qu'une espérance, mieux qu'une certitude, son discours de rêveur éveillé recelait un pari. Même à un contre mille, je conclus qu'on pouvait toujours le tenter. Lucie n'hésitait pas. Je me décidai.[963] »

[960] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 80.

[961] Sur Jean Rochon, voir Maurice Mandon, *Une Plume contre Vichy. Jean Rochon (1903-1945) et le journal* La Montagne *sous l'Occupation*, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut d'Études du Massif Central, 1996.

[962] Juif, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, Raymond Samuel [Aubrac] est avant la guerre proche du PCF, sans toutefois jamais adhérer au Parti. Encore étudiant, il s'est initié au marxisme au sein d'un cercle d'études chapeauté par l'Université ouvrière. Cf. Pascal Convert, *Raymond Aubrac. Résister, reconstruire, transmettre*, Paris, Seuil, 2011.

[963] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, Paris, Odile Jacob, 1996, pp. 60-61.

Au terme de cette séquence, un noyau contestataire s'est formé autour d'Emmanuel d'Astier, composé de Jean Cavaillès, Georges Zérapha, Jean Rochon, Lucie et Raymond Aubrac[964]. Ce noyau est la cellule originelle à partir de laquelle La Dernière Colonne va se structurer et s'étoffer pour donner finalement naissance au mouvement Libération-Sud. Germaine Tillion définit les « noyaux » comme les « plus petits éléments de la Résistance en train de se former[965] ». Leur constitution rend compte de l'étape pré-organisationnelle de la Résistance. Ils sont les premiers agrégats, d'abord restreints et informels, fruits de rencontres relativement fortuites et/ou de la réactivation de réseaux de sociabilité antérieurs, de personnalités dont le premier et principal dénominateur commun est une lecture analogue de la situation issue de la défaite. C'est sur la base et sous l'impulsion de ces noyaux, qui en zone Sud se forment *grosso modo* durant la première année d'occupation, que se constitueront progressivement des mouvements organisés de résistance[966]. Cette phase de cristallisation de primo-groupes contestataires est extrêmement importante car elle est conditionne le passage à l'acte, puis le développement de l'action protestataire. En effet, en se cristallisant ces groupes forment des niches abritant une intense activité interactionnelle qui favorise l'émergence de manières communes de penser l'événement et permet que se forgent des lignes d'action militante.

2.4. Formation d'un noyau et consolidation des visées dissidentes

L'un des apports de la sociologie interactionniste de Goffman est de montrer que l'activité interprétative à laquelle se livrent les individus pour définir les situations dans lesquelles ils se trouvent, et en fonction desquelles se déterminent pour partie leurs lignes d'action, n'est pas une opération strictement individuelle et unilatérale[967]. En d'autres termes, les définitions des situations qu'élaborent les individus ne sont pas les produits purs et parfaitement autonomes de leurs cerveaux. Elles sont au contraire des réalités qui se construisent relationnellement,

[964] Édouard Corniglion-Molinier joue un rôle important, mais de courte durée. En effet, dès la fin du mois de novembre 1940, il est suspecté par le préfet des Alpes maritimes de « se livrer à un recrutement au profit de l'ex-général de Gaulle (Lettre du commissaire divisionnaire de police spéciale à Monsieur le Préfet des Alpes maritimes, citée par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 57) » et placé sous surveillance policière. Il est finalement arrêté le 28 décembre et inculpé pour atteinte à la sécurité extérieure de l'État. Libéré le 7 janvier 1941 faute de preuves, il quitte la France et rejoint le général de Gaulle à Londres.

[965] Germaine Tillion, « Première résistance en zone occupée (du côté du réseau « musée de l'Homme-Hauet-Vildé) », *Esprit*, n° 261, p. 112.

[966] Cf. Laurent Douzou et Dominique Veillon, « La résistance des mouvements : ses débuts dans la région lyonnaise (1940-1942) », art. cit.

[967] Cf. en particulier Erving Goffman, *La Mise en scène de la vie quotidienne, 1. La présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973.

dans les interactions des individus avec leur environnement immédiat, dans leurs transactions avec les autres acteurs impliqués dans les mêmes situations. Les définitions des situations qu'ils produisent sont donc plastiques, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas forcément fixées et figées une fois pour toutes. Et elles sont sensibles aux définitions produites par les autres (et qu'ils médiatisent par leurs discours et/ou par leurs gestes, leurs actes). Ce qui ne signifie pas pour autant que dans une situation où des définitions divergentes se confrontent, l'on aboutisse nécessairement à un alignement de celles-ci les unes sur les autres. Il peut toujours exister des désaccords, des incertitudes, des malentendus. Une même réalité sociale objective peut tout à fait donner lieu à des définitions multiples. Seulement, il serait faux de penser que, dans la mesure où les acteurs qui les produisent sont en interaction, celles-ci puissent être parfaitement indépendantes les unes des autres. La plasticité est une propriété fondamentale de l'activité interprétative et cette plasticité est d'autant plus grande que les situations sont plus incertaines, plus inhabituelles, moins objectivées ou codifiées.

Les rencontres qui permettent la formation des noyaux sont particulièrement importantes car elles sont des moments où se cristallisent les appréciations négatives que se font les acteurs de la situation et se consolident leurs intentions dissidentes. Elles ont ainsi des effets considérables sur leurs dispositions morales et leurs manières d'envisager l'avenir.

Comme on l'a montré précédemment, l'Occupation, surtout dans les premières semaines, est une situation de crise qui déroute les acteurs par son caractère à la fois inattendu, extra-ordinaire et traumatique. Les acteurs ont pour ces raisons du mal à penser cette situation, à l'interpréter, autrement dit à lui donner une signification faisant sens pour eux. D'où un phénomène courant de repli vers leurs cercles de sociabilité antérieurs, en particulier ceux où les rapports sont chargés affectivement, au sein desquels ils vont pouvoir discuter des événements, confronter leurs appréciations avec celles de leurs proches et, *in fine*, faire émerger progressivement une représentation relativement stabilisée de la situation. Seulement, ces cercles ne sont pas toujours aisés à reconstituer. De plus, les représentations qui y circulent peuvent aller à l'encontre de la vision primitive de l'acteur. C'est cette expérience fréquemment éprouvée par les pionniers de la Résistance qui provoquent chez la plupart d'entre eux un sentiment profond de solitude, d'accablement, de désarroi, mais aussi de colère pouvant accentuer leur mouvement de révolte. On a vu comment la résignation observée par d'Astier au sein de la population causait chez lui à la fois du dépit et une indignation propre à renforcer sa détermination. C'est pourquoi trouver des gens qui pensent comme eux revêt pour les pionniers une telle importance. C'est que de telles rencontres sont

vécues comme une éclaircie soudaine dans le brouillard, c'est-à-dire comme un soulagement, une sorte de libération. Agnès Humbert, membre en zone Nord du réseau du Musée de l'Homme, exprime particulièrement bien le sentiment né de la découverte d'autres réfractaires :

> « L'étincelle dans la nuit… Nous sommes sûrs maintenant de n'être pas seuls. Il y a d'autres gens qui pensent comme nous.[968] »

Au fond, les premières réunions entre pionniers ont essentiellement pour objet de produire collectivement une même appréciation de la situation. Au gré des conversations, les rejets plus ou moins fermes, plus ou moins nets qui animent chacun des acteurs sont validés par les autres. Ainsi, ils se consolident. Il faut d'ailleurs souligner que tous les pionniers n'ont sans doute pas, avant leur rencontre avec un noyau de résistance, une représentation très claire de leur refus de la situation d'occupation. Sans doute nombre d'entre eux éprouvent-ils une sensation de malaise à l'égard de cette situation, mais une sensation qu'ils ont du mal à définir et qui en tout cas ne se traduit pas par une volonté affirmée de s'engager dans une action contestataire[969]. La rencontre avec un noyau de résistance a justement pour effet qu'au fil des interactions se dégage plus clairement – et s'affirme – une position de refus. Rien n'exclut, du reste, que de telles rencontres aboutissent parfois à la conversion d'individus qui, avant elles, *ne savait pas trop quoi penser* des événements. Ces interactions jouent de la sorte un rôle majeur dans le processus de formalisation d'une définition collectivement partagée de la situation d'occupation comme étant *inacceptable*. En cela ces rencontres sont véritablement décisives. En permettant par la délibération l'émergence d'un accord collectif sur la situation, elles autorisent et préparent à penser l'action, tandis que la force même du groupe produit l'émulation nécessaire à sa mise en œuvre. Ces rencontres engendrent chez les participants une exaltation qui révèle l'attente parfois forte dans laquelle ceux-ci se trouvaient de rencontrer des interlocuteurs dont les pensées réfléchissent les leurs et partant, les confortent. Ainsi, d'une part elles ont pour effet de réassurer moralement les acteurs. D'autre part, elles libèrent toute une énergie contenue, dévoilent et génèrent tout à la fois une *envie* et un *besoin* de faire.

[968] Agnès Humbert citée par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 42.

[969] La position d'un Raymond Aubrac, sceptique dans un premier quant à la pertinence d'une quelconque action, est une illustration de ce type de cas.

Raymond Aubrac témoigne ainsi de l'« état d'exaltation » dans lequel se trouve son épouse à son retour à Lyon, après avoir rencontré Emmanuel d'Astier.

> « Retour de Clermont, avec sa nomination à Edgard-Quinet, le lycée de jeunes filles de Lyon, Lucie était dans un état d'exaltation. ″Ça ne peut pas durer. Il faut aiguillonner tous ces gens. Mettons-nous au travail.″ Le ″travail″ était, bien entendu, dérisoire et me paraissait enfantin. La Dernière Colonne, ainsi s'intitulaient les conjurés, ornait les murs de graffitis et collait des papillons sur les réverbères.[970] »

Rétrospectivement, le rendez-vous de la Brasserie de Strasbourg apparaît comme un moment décisif dans la formation du noyau de La Dernière Colonne. Certes, et Laurent Douzou le relève très justement, il faudra « des mois avant que la décision prise en un instant dramatique se concrétise[971] ». Cette première rencontre ne se suffit donc pas à elle-même. Mais elle a suffisamment de consistance pour que ses participants – qui hormis Jean Cavaillès et Lucie Aubrac se connaissent à peine – décident de se revoir régulièrement et entament à partir de là une relation suivie, soudée par l'action commune.

2.5. Les logiques pratiques de la formation du noyau : de la mobilisation du clan familial à l'effet boule de neige

La formation du noyau de La Dernière Colonne, on va le voir, engendre une émulation activiste qui dès les jours et les semaines suivants la rencontre de la Brasserie de Strasbourg, va se traduire dans les faits. Mais avant de nous intéresser à cette question, il convient d'abord d'opérer un bref retour analytique sur le cheminement social par lequel, partant d'Emmanuel d'Astier, ce noyau a pu se constituer.

C'est un des acquis déjà ancien de la sociologie de l'action collective que pour comprendre l'engagement protestataire, et notamment l'étape de l'entrée dans l'engagement, l'étude des logiques pratiques qui le rendent possible est tout aussi importante que celle de ses raisons ou de ses causes sociales. En un mot, la saisie du *comment* les individus s'engagent vaut tout autant que celle du *pourquoi*. En l'occurrence, nombre de travaux ont mis en évidence le fait que l'enrôlement d'un individu pour une cause s'appuyait le plus souvent sur

[970] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 60.
[971] *Ibid*., p. 41.

son intégration dans des réseaux de relations interpersonnelles préexistants servant de relais et de supports à son engagement[972]. Roger Gould a par exemple montré que l'engagement en faveur de la Commune de Paris en 1871, et notamment l'enrôlement au sein de la Garde nationale, s'était largement appuyé sur les sociabilités de quartiers[973]. L'interconnaissance entre voisins avait non seulement servi d'instance de socialisation à la cause et de canal de diffusion d'opportunités d'engagement, mais avait aussi été un instrument de pression sociale incitant chaque habitant à se mobiliser. Contrainte et solidarité mêlées avaient ainsi favorisé le recrutement pour l'armée de défense de la capitale. De même, Doug McAdam a observé que les liens interpersonnels avec d'autres volontaires ainsi que l'appartenance à des organisations politiques (*a fortiori* liées au mouvement des droits civiques) avaient été des facteurs majeurs de l'engagement pour le Freedom Summer. C'est que cette intégration sociale procurait aux militants un « sentiment de confiance et d'obligation[974] » qui à la fois les encourageait et les rassurait dans leur démarche d'engagement, mais aussi les dissuadait de faire défection. Au total, Florence Passy identifie « trois rôles joués par le contexte relationnel dans le processus de l'engagement individuel : un rôle de socialisation et de définition des identités qui conduit à un rapprochement idéologique entre l'individu et le mouvement, un rôle de recrutement de l'individu vers l'organisation du mouvement, c'est-à-dire vers l'opportunité de mobilisation, et finalement un rôle pivot, qui influence l'intention de l'acteur.[975] »

Le cas de la Résistance semble *a priori* ne pas contredire ces acquis. C'est en tout cas ce que montre les travaux de Fabienne Federini. La sociologue a en effet pu reconstruire, à partir d'une prosopographie de 156 pionniers, une « toile de la première Résistance[976] » montrant que la formation des premiers noyaux « doit beaucoup aux relations personnelles et aux amitiés nouées avant guerre dans les différents cadres de socialisation (scolaire, professionnel, militant) fréquentés par les pionniers, et combien ce sont elles qui ont été mobilisées dès l'automne 1940[977] ». Ses analyses accréditent le constat selon lequel, y compris lorsque l'on a affaire à une mobilisation émergente et que l'on s'intéresse aux entrepreneurs de cette mobilisation, l'engagement individuel survient rarement dans un vide relationnel.

[972] L'ouvrage pionnier, en la matière, est celui de Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.
[973] Roger V. Gould, *Insurgent Identities. Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.
[974] Doug McAdam, *Freedom Summer*, *op. cit*., p. 102.
[975] Florence Passy, *L'Action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève/Paris, Droz, 1998, p. 63.
[976] Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., pp. 261-265.
[977] *Ibid*., pp. 264-265.

Le cas précis d'Emmanuel d'Astier paraît valider cette thèse. Si l'on se penche sur le processus de son engagement, on s'aperçoit d'abord que dans les premières semaines suivant l'armistice, lorsqu'il est privé de contacts, ses démarches ne donnent aucun résultat tangible. Les personnes qu'il rencontre n'accordent alors pas crédit à cet individu qu'ils ne connaissent pas. C'est en fait le clan familial qui lui permet de véritablement amorcer son entreprise contestataire. D'une part, des membres de sa famille comptent parmi ses premières recrues. D'autre part, ses liens familiaux jouent pour lui un rôle de connexion soit avec des personnes qu'il connaît déjà mais avec qui il n'est plus en relation ; soit, et c'est plus important, avec des individus qui n'appartiennent pas jusque-là à son réseau relationnel. Sa famille est donc, dans cette phase pionnière, sa première ressource relationnelle pour tisser la toile de son organisation. On l'a vu, c'est dans un premier temps son frère François qui lui permet de renouer le contact avec Édouard Corniglion-Molinier, qu'il a connu dans les années 1930 au journal *Marianne*. C'est ensuite sa nièce Bertrande qui s'engage à ses côtés, celle-ci étant bientôt imitée par son frère Jean-Annet. Ce dernier s'engage dans La Dernière Colonne fin novembre 1940, dès son retour en métropole après avoir été emprisonné à Rabat pour hostilité au gouvernement de Vichy[978]. À ce stade, on voit que ses toutes premières recrues sont des personnes qu'il connaît déjà. Par la suite, c'est Bertrande d'Astier qui le met en relation avec Louis Joxe, lequel lui fait rencontrer Georges Zérapha, puis Jean Cavaillès, cette dernière rencontre aboutissant à la réunion de la Brasserie de Strasbourg. On observe à partir de là un effet boule de neige. Une rencontre en entraîne une autre, puis une autre, et une autre encore, etc. Au départ, il ne semble donc pas y avoir de rencontres strictement fortuites. L'acteur mobilise un point de son réseau relationnel, qui le met en rapport avec d'autres unités et ainsi d'autres réseaux, tissant peu à peu un réseau de plus en plus vaste.

Si au tout début, il y a ainsi des liens interpersonnels déjà constitués, il faut néanmoins souligner que ceux-ci sont loin de suffire à la formation du collectif contestataire. Bien au contraire. On constate en effet que les membres du noyau de La Dernière Colonne sont pour d'Astier presque tous des connaissances récentes. Ses liens antérieurs – qui sont ici, il faut le préciser, des liens informels, d'Astier ne s'appuyant pas sur un réseau organisé comme le serait un parti, un syndicat, une association, etc. – jouent essentiellement un rôle d'amorce. Ensuite, le processus de mobilisation lui-même enclenche une dynamique créatrice de liens nouveaux. L'engagement de l'acteur ne résulte donc pas de la simple activation d'un réseau

[978] Né en 1920, dernier des cinq enfants de François d'Astier, Jean-Annet d'Astier s'était engagé dans l'aviation en 1939. Affecté au Maroc, il avait été emprisonné fin août 1940 pour avoir proféré des déclarations hostiles au gouvernement de Vichy. Libéré en novembre, il revient en métropole et s'engage aux côtés de son oncle.

préexistant. Mais mobiliser et se mobiliser signifient aussi travailler à construire un nouveau réseau[979]. Ainsi, s'il semble difficile d'initier une action protestataire sans ressources relationnelles préalables, en retour l'action collective est elle-même fortement productrice de relations interpersonnelles. Le réseau social d'Emmanuel d'Astier au sortir de la guerre sera d'ailleurs bien différent, plus vaste et connecté à d'autres secteurs sociaux, que celui qui était le sien en 1939.

2.6. Le noyau, un groupe socialement et politiquement cohérent

Si l'on exclut ceux qui lient Cavaillès et les époux Aubrac, des liens d'interconnaissance antérieurs à la mobilisation, c'est-à-dire des liens consolidés et éprouvés, ne sont pas à l'origine de la fondation ni ne sont le ferment du noyau de La Dernière Colonne. Dès lors, la question se pose de ce qui, hormis le combat commun, réunit ces acteurs et surtout, fait que ceux-ci forment très vite un groupe soudé. Si l'on étudie leurs profils sociaux respectifs, on s'aperçoit qu'il existe entre ces individus une proximité à la fois sociale, scolaire et politique qui d'une part, les prédisposait à se rencontrer – appartenant à des milieux sociaux relativement proches, fréquentant ou ayant fréquenté certains mêmes lieux de l'espace géographique et social, il n'est pas étonnant que leurs réseaux relationnels personnels aient compté des connaissances communes pouvant les mettre en relation – et d'autre part, est propice à ce que s'établisse entre eux un rapport de connivence.

2.6.1. Des individus appartenant à l'élite intellectuelle française

Concernant l'appartenance sociale, il serait abusif de dire que les membres du noyau appartiennent exactement au même milieu social. Il ne fait pas de doute, par exemple, que le banquier d'affaires Georges Zérapha ne vive pas tout à fait dans le même monde que le journaliste provincial Jean Rochon. Leurs origines et trajectoires sociales sont également loin d'être toutes équivalentes. La trajectoire indéterminée et un peu décadente de l'aristocrate Emmanuel d'Astier paraît ainsi bien éloignée de celle d'une Lucie Aubrac dont l'ascension par la voie scolaire la conduit de la modeste paysannerie mâconnaise à l'agrégation d'histoire

[979] C'est là un constat déjà fait par James M. Jasper (*The Art of Moral Protest*, *op. cit.*).

et au professorat. Des différences notables existent donc à l'intérieur de ce groupe. Néanmoins, deux traits communs très significatifs fondent une réelle unité.

Tout d'abord, nous avons affaire à des individus possédant tous un important capital culturel et scolaire. Leurs parcours scolaires sont dans l'ensemble particulièrement élitistes. Plusieurs d'entre eux ont été élèves d'établissements prestigieux incarnant l'excellence scolaire : École navale (d'Astier), École Normale Supérieure (Cavaillès), École nationale des Ponts-et-Chaussées et Massachussetts Institute of Technology (Raymond Aubrac). Et tous sont diplômés du supérieur : doctorat de droit (Corniglion-Molinier), agrégation et doctorat de philosophie (Cavaillès), agrégation d'histoire-géographie (Lucie Aubrac[980]), officier sorti de l'École navale (d'Astier), diplôme d'ingénieur des Ponts-et-Chaussées et *Master of Science* (Raymond Aubrac). Ces cursus les distinguent nettement au sein d'une population française dont seule une part infime est alors titulaire du baccalauréat (moins de 5% de chaque classe d'âge dans l'entre-deux-guerres).

Seconde caractéristique significative de ces pionniers, en partie liée à la première : l'exercice d'activités intellectuelles, en particulier en lien avec l'univers de la Culture et le monde de l'écrit. Tous ont ainsi publié dans l'entre-deux-guerres des articles ou des livres. Édouard Corniglion-Molinier, Jean Rochon et Emmanuel d'Astier sont journalistes de métier, ce dernier après avoir été écrivain et fait paraître un recueil de poèmes et deux romans dans les années 1920. Georges Zérapha, bien que principalement banquier d'affaires et industriel, a lui aussi une activité journalistique importante. Quant à Jean Cavaillès, il est à la fois enseignant et chercheur. Avant la guerre, il a publié deux ouvrages tirés de sa thèse[981], plusieurs articles de philosophie dans des revues spécialisées et quelques articles dans la presse généraliste[982]. Lucie Aubrac, elle, est professeure et se destine à une carrière dans la recherche. Elle a collaboré au milieu des années 1930 au mensuel des Jeunesses communistes, *L'Avant garde*. Enfin son mari Raymond, s'il ne participe pas par son métier du champ intellectuel, il exerce néanmoins en tant qu'ingénieur une « profession intellectuelle ». Du reste, il s'est lui aussi initié à la recherche lors de son années d'étude au MIT en 1937-1938[983]. Et surtout, il a durant ses années d'études, publié avec quelques condisciples de

[980] Au moment de la déclaration de guerre, Lucie Aubrac a même pour projet de réaliser une thèse de géographie sur la colonisation intérieure dans les montagnes Rocheuses. En 1940, elle obtient d'ailleurs une bourse David-Weill pour partir réaliser ses travaux aux Etats-Unis.

[981] *Remarques sur la formation de la théorie abstraite des ensembles. Étude historique et critique*, Paris, Hermann, 1938 et *Méthode axiomatique et formalisme. Essai sur le problème du fondement des mathématiques*, Paris, Hermann, 1938.

[982] Dont un dans la revue *Esprit*, intitulé « Crise du protestantisme allemand » (*Esprit*, n°25, 1933).

[983] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., pp. 37-44.

l'École des Ponts plusieurs articles dans *L'Avant garde*, ainsi que dans le journal de la CGT, *La Vie ouvrière*[984].

Bref, on a affaire ici à des individus manifestant une forte inclination pour l'expression des idées et l'écriture. Leur formation scolaire et leur activité professionnelle les situent dans les classes supérieures, et plus précisément dans la fraction intellectuelle de celles-ci. Il faut d'ailleurs souligner à quel point ces scolarités et ces professions sont statistiquement rares dans la France encore peu scolarisée et surtout très peu diplômée des années 1930-1940. Autrement dit, on a affaire à des membres de l'élite intellectuelle française, ce qui contribue à unifier le groupe qu'ils forment. Notons qu'ils sont à ce titre très représentatifs des pionniers et cadres de la Résistance en général, tels qu'ils ont été étudiés notamment par Fabienne Federini[985] et Jacqueline Sainclivier[986]. Les deux auteures montrent en effet que les responsables de la Résistance (qui sont souvent aussi des résistants de la première heure) sont pour l'essentiel issus des élites républicaines[987].

2.6.2. Des individus politisés, de gauche, marqués par l'antifascisme

La proximité sociale des membres du noyau de La Dernière Colonne se double par ailleurs d'une grande proximité politique. En premier lieu, il faut souligner que tous sont des individus très politisés ayant connu, sous des formes et à des degrés divers, des expériences que l'on peut qualifier de militantes. Lucie Aubrac a milité au sein d'une organisation partisane, en l'occurrence les Jeunesses communistes. Jean Cavaillès et Georges Zérapha ont participé aux activités d'associations engagées sur le terrain social et politique : le CVIA pour le premier, la LICA pour le second, Zérapha étant même un des principaux dirigeants de cette organisation. Pour sa part, Édouard Corniglion-Molinier s'est engagé militairement durant la guerre d'Espagne, tandis que Raymond Aubrac s'est activement investi dans un cercle d'études marxistes. Enfin, on a déjà longuement abordé l'imposant travail de propagande antinazie fourni par Emmanuel d'Astier dans le cadre de son métier de journaliste. Ce

[984] Les articles, souvent écrits collectivement, étaient signés du pseudonyme « Ricard ». Cf. Pascal Convert, *Raymond Aubrac*, *op. cit*.

[985] Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., pp. 242-252.

[986] Jacqueline Sainclivier, « Essai de prosopographie comparée des dirigeants de la Résistance intérieure et extérieure française », *in* Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski et Dominique Veillon (dir.), *La Résistance et les Français : villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP, 1995, pp. 321-336.

[987] Ces analyses sont confirmées par l'étude de synthèse de François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », *in* Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, *op. cit*., pp. 21-42.

« militantisme intellectuel[988] » a d'ailleurs été aussi pratiqué par plusieurs de ses camarades de La Dernière Colonne. Corniglion-Molinier, Rochon et Zérapha surtout, Cavaillès dans une moindre mesure, ont également écrits dans les années 1930 des articles politiquement engagés. Au total, si toutes ces expériences ne sont pas analogues, que ce soit en termes de modalités, de cadres ou d'intensité[989], on constate en tout cas que l'on a ici des acteurs qui, en 1940, ne sont pas des novices en politique. Ils sont au contraire porteurs de dispositions politiques et militantes qui se traduisent d'une part par une propension à appliquer au réel des catégories d'interprétation politiques (ce qui suppose une maîtrise préalable du code politique), d'autre part par une inclination pour l'engagement.

Ces pionniers partagent en outre, on l'aura remarqué, une même orientation politique à gauche, et même à l'extrême gauche s'agissant des époux Aubrac, tous deux proches du Parti communiste. Corniglion-Molinier, Cavaillès, Zérapha et Rochon se situent quant à eux sur un continuum allant du PCF à la SFIO. Zérapha, qui a défilé dans les rangs du Front populaire, souligne que ses « idées de ″gauche″ le firent mal dans son milieu industriel et [qu'] il fut rejeté de son organisation patronale[990] ». Enfin, pour ce qui est de d'Astier, quoique celui-ci n'exprime pas d'identification claire, on a vu dans un chapitre précédent le glissement sur la gauche de ses représentations politiques dans l'immédiat avant-guerre. Tous penchent donc plus ou moins nettement du même côté du spectre politique.

Mais le principal point commun politique entre tous ces acteurs est surtout leurs fermes convictions antifascistes et antinazies. Tous ont participé d'une façon ou d'une autre au mouvement antifasciste des années 1930, parfois très intensément, comme Édouard Corniglion-Molinier s'engageant par les armes aux côtés des républicains espagnols. L'antifascisme est même la cause principale, voir exclusive, pour laquelle certains d'entre eux militent. Ainsi de Georges Zérapha fondant *La Conscience des Juifs* spécialement pour lutter contre le nazisme, ou d'Emmanuel d'Astier dont l'activité journalistique est dans la seconde moitié des années 1930 largement centrée sur la dénonciation de la politique hitlérienne. D'une manière générale, on a affaire à des individus bien informés de l'idéologie et de la politique des régimes fasciste et nazi, auxquelles ils portent une attention relativement

[988] L'écriture de textes politiques, activité faisant appel à leurs compétences professionnelles spécifiques, est l'une des formes canoniques de l'intervention publique des « intellectuels » (Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009 /1-2, n° 176-177, p. 8-31).

[989] On peut toutefois constater la propension de ces acteurs à s'engager en tant qu'« intellectuels ».

[990] Témoignage de Georges Zérapha, 18 et 22 avril 1947, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60. Zérapha ajoute qu'il est lié avant-guerre à de nombreuses personnalités de gauche, parmi elles Pierre Brossolette et Emmanuel Mounier.

soutenue, ce qui n'est pas si fréquent dans la France de l'avant-guerre[991]. Emmanuel d'Astier et Jean Cavaillès font ainsi partie des rares Français à avoir lu *Mein Kampf* avant la guerre[992]. Tous deux ont également séjourné à plusieurs reprises en Allemagne nazie, séjours qui contribuent à forger et affermir leur antinazisme. Tous, en tout cas, sont pleinement conscients du danger qu'incarne Hitler et, à partir de 1937, s'inquiètent de ses avancées diplomatiques et militaires[993]. Ces positions les conduisent à désapprouver la signature des accords de Munich et à défendre le parti de la fermeté, voire de la guerre, vis-à-vis de l'Allemagne[994]. Il ne fait d'ailleurs pas doute que cet antinazisme contribue à déterminer leur appréciation de la situation d'occupation et qu'il conditionne favorablement leur entrée en résistance.

Voyages en Allemagne, antinazisme et résistance

On compte plusieurs exemples de pionniers de la Résistance qui, chose peu fréquente dans les élites françaises des années 1930[995], séjournent de façon plus ou moins prolongée en Allemagne ou dans un pays germanique, et pour qui cette confrontation aux réalités allemandes est une étape importante de la formation de leur antinazisme, qu'elle confirme leurs craintes à l'égard du phénomène nazi ou, plus simplement, qu'elle les incite à y porter attention. Outre les cas d'Emmanuel d'Astier et de Jean Cavaillès, le capitaine Henri Frenay, en formation au Centre d'études germaniques de Strasbourg en 1937-1938, passe plusieurs mois en Haute Silésie polonaise pour réaliser une étude sur les minorités allemandes. Le journaliste Pascal Copeau est entre 1933 et 1936 correspondant du *Petit Journal* à Berlin, avant d'être nommé durant l'été 1938 responsable des émissions en langue allemande à Radio Strasbourg. Le professeur de droit René Capitant séjourne à Berlin de 1933 à 1934[996]. D'autres, s'ils ne se rendent pas en Allemagne, sont confrontés assez directement au phénomène nazi, en particulier parce qu'ils

[991] L'Allemagne et le nazisme sont dans la France des années 1930 des réalités souvent méconnues. Cf. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 197.

[992] On ne sait pas ce qu'il en est des autres membres du noyau de La Dernière Colonne. Il apparaît cependant probable que Zérapha, au moins, au regard de son engagement antinazi, ait également lu l'ouvrage.

[993] Le lendemain de l'Anschluss, le 13 mars 1938, Raymond Aubrac écrit à ses parents depuis les États-Unis : « J'imagine que ces derniers jours ont été assez troublés en France, avec la crise ministérielle et les tristes affaires d'Autriche. Ici l'émotion a été très grande hier et avant-hier, et cent fois on m'a demandé si la France allait intervenir. […] J'ai un camarade juif à Vienne et suis bien inquiet pour son sort. […] J'ai bien peur pour la Tchécoslovaquie, et pour nous tous. (Raymond Aubrac cité par Pascal Convert, *Raymond Aubrac*, *op. cit*.) »

[994] Le 13 mars 1939, jour de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes allemandes, Jean Cavaillès écrit à ses parents : « J'espère que nous aurons cette fois le courage de nous battre – on finit par le souhaiter (Jean Cavaillès cité par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 142) ».

[995] L'expatriation temporaire est, d'une manière générale, chose assez rare alors.

[996] Président du CVIA de Strasbourg, Capitant a consacré plusieurs articles au nazisme. Ceux-ci ont été réunis dans un ouvrage paru il y a une douzaine d'années : René Capitant, *Face au nazisme. Écrits, 1933-1938*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004.

vivent en Alsace où la crainte de l'impérialisme allemand est traditionnellement forte[997]. C'est le cas par exemple du juif alsacien Jean-Pierre Lévy. Mais on peut également mentionner l'exemple de Claude Bourdet, qui achève ses études d'ingénieur au début des années 1930 à l'École polytechnique de Zurich, en Suisse alémanique, d'où il observe les progrès du NSDAP. Tous ces hommes[998] ont en commun d'avoir acquis une connaissance et une conscience du nazisme en partie forgée « sur le terrain ».

2.6.3. Des antivichystes de la première heure

Enfin, un dernier élément doit être mentionné qui mérite, en raison de ses implications, que l'on s'y attarde plus longuement. C'est l'hostilité immédiate de ces acteurs envers le maréchal Pétain et son gouvernement.

En zone Sud surtout, le gouvernement de Vichy constitue une « réalité politique incontournable[999] » à laquelle sont nécessairement confrontés les résistants. Mais pas forcément pour la contester. Car si l'occupant allemand est pour tous et d'emblée l'ennemi contre lequel on se dresse, ce n'est pas le cas de Vichy et encore moins de son chef, Philippe Pétain. Au contraire, de la même façon que l'immense majorité de la population française accorde son soutien au maréchal, la plupart des premiers résistants sont de prime abord maréchalistes[1000]. Denis Peschanski et Laurent Douzou insistent sur ce point, « ils furent extrêmement rares, jusque et y compris parmi les quelques individualités qui entendaient ″faire quelque chose″, ceux qui ne communièrent pas dans l'hommage rendu au maréchal[1001] ». Nombre d'entre eux adhèrent en outre à l'idéologie de la Révolution nationale, qu'ils estiment pleinement compatible avec leur action. C'est le cas en zone Nord de mouvements tels que Défense de la France[1002], Ceux de la Libération ou l'Organisation Civile et Militaire (OCM), en zone Sud, particulièrement du Mouvement de Libération Nationale

[997] Pierre Barral, « L'Alsace-Lorraine : trois départements sous la botte », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires,* Tome 1, *op. cit*., pp. 243-260, p. 247.

[998] La liste pourrait sans doute être allongée.

[999] Dominique Veillon, « La Résistance et Vichy », *in* Sarah Fishman, Laura Lee Downs, Ioannis Sinanoglou, Léonard V. Smith et Robert Zaretsky (dir.), *La France sous Vichy. Autour de Robert Paxton*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 175-192, p. 175.

[1000] Jean-Pierre Azéma (*De Munich à la Libération (1938-1944)*, Paris, Seuil, 1979) distingue le *maréchalisme*, entendu comme la confiance accordée en la personne du maréchal Pétain, du *pétainisme* comme adhésion à l'idéologie de la Révolution nationale.

[1001] Denis Peschanski et Laurent Douzou, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », art. cit., p. 14.

[1002] Sur le mouvement Défense de la France, on renvoie à l'ouvrage d'Olivier Wieviorka, *Une Certaine idée de la Résistance*, *op. cit*.

d'Henri Frenay[1003]. En novembre 1940, ce dernier rédige un *Manifeste* dans lequel s'expriment sans ambiguïté les convictions vichystes qui l'animent à cette époque.

> « À l'œuvre du Maréchal Pétain, […] nous sommes passionnément attachés. Nous souscrivons à l'ensemble des grandes réformes qui ont été entreprises. Nous sommes animés du désir qu'elles soient durables et que d'autres réformes viennent parachever cette œuvre. C'est dans ce but que nous faisons partie du Mouvement de Libération Nationale. […] Puisse le Maréchal Pétain avoir une vie suffisamment longue pour nous soutenir alors de sa haute autorité et de son incomparable prestige.[1004] »

Ses inclinations maréchalo-pétainistes – nous aurons l'occasion d'y revenir – contribueront largement à obscurcir les relations de Frenay avec ses homologues de la zone Sud, et en particulier Emmanuel d'Astier, qui n'auront de cesse de pousser celui-ci à clarifier sa position dans le sens d'une condamnation de Vichy. D'Astier ne manquera pas, *a fortiori*, d'exploiter politiquement les ambiguïtés de Frenay. Celles-ci, du reste, seront longues à se dissiper totalement. Il faudra attendre le mois de mai 1942 et le retour aux affaires de Pierre Laval pour lire dans *Combat* une déclaration de rupture nette et franche de Frenay et de son mouvement avec Pétain et son régime.

> « Tout est clair maintenant, le mythe Pétain a vécu. Vos étoiles s'éteignent. […] Vous êtes responsables aussi de la suppression de nos libertés, des parodies de prestige, du régime politicien, des odieuses lois antisémites[1005], de l'omniprésence des trusts, du chômage et de la famine naissante. […] La France entière contre Laval est désormais contre vous.[1006] »

D'une manière générale, l'imprégnation maréchaliste de la majorité des premiers résistants, qui se comprend sans mal si on resitue ces acteurs dans le contexte socio-politique

[1003] Le MLN est le premier mouvement ébauché à partir de l'automne 1940 par Frenay. Il deviendra Combat fin 1941.

[1004] *Manifeste du MLN*, novembre 1940, cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999, pp. 72-74.

[1005] Illustration de l'évolution très nette des prises de position de Frenay, celui-ci écrivait dans son *Manifeste* de novembre 1940 : « Tous ceux qui serviront dans nos rangs, comme ceux qui s'y trouvent déjà, seront des Français authentiques. Les juifs serviront dans nos rangs s'ils ont effectivement combattu dans l'une des deux guerres. » Cela était , relève Daniel Cordier, « mot pour mot le critère retenu par Vichy pour distinguer les ″bons″ des ″mauvais″ juifs (*Ibid*., p. 72) ».

[1006] « Lettre au Maréchal Pétain », *Combat*, mai 1942.

singulier dans lequel s'élaborent leurs représentations[1007], reflue progressivement à partir du second semestre 1941, sous l'effet notamment des vagues de répression dont les mouvements sont victimes de la part du pouvoir vichyste. Reste qu'elle est un phénomène majeur de la première année d'occupation.

Il faut ainsi prendre la mesure de l'exceptionnalité de la position qu'Emmanuel d'Astier et ses camarades de La Dernière Colonne prennent à l'égard de Pétain et de Vichy. Leur antivichysme, en effet, est immédiat. Et il est virulent, sans concession. Cavaillès et d'Astier sont en la matière particulièrement intransigeants. Lucie Aubrac se souvient par exemple des propos très fermes de Cavaillès le jour de leur rendez-vous avec d'Astier :

> « On a parlé des Allemands mais notre grand sujet de conversation le jour où on a rencontré d'Astier, c'est à propos de Pétain, de Carbuccia, de la Cagoule parce que la Cagoule, c'était le grand procès qui devait éclater en 1938 et qui n'a pas eu le temps d'éclater et c'était l'espèce de montée intérieure du fascisme en France. [Jean Cavaillès] avait déjà tout un vocabulaire pour Pétain, toute une documentation – avec les mémoires de Poincaré ou de Foch dans lesquels Pétain est très maltraité. Il expliquait aussi, avec une petite allure militaire, que ce type n'avait jamais été un grand stratège, dans la vie militaire, même pendant la Première Guerre mondiale. C'était un ambitieux, un réactionnaire. Il employait des termes extrêmes à cause de son protestantisme rigoriste. Il disait ainsi à propos de Pétain : c'est un cul-bénit.[1008] »

Quant à d'Astier, Pétain est à ses yeux un traître, une « ganache[1009] » qui personnifie l'effondrement de la France[1010] ; Vichy, un gouvernement félon qui s'est mis au service de l'Allemagne. Les premiers tracts et papillons qu'il fait imprimer par Jean Rochon au nom de La Dernière Colonne fin 1940 – « Pétain et Hitler c'est cul et chemise », « Non à Vichy » – de même que son acharnement à dénoncer la propagande de l'hebdomadaire *Gringoire* et de son virulent polémiste Henri Béraud, hérauts de la collaboration en zone Sud et soutiens indéfectibles du régime de Vichy, témoignent de la vigueur de son antipétainisme. La figure du maréchal Pétain, objet de vénération pour la plupart des Français, fait plutôt fonction de repoussoir pour d'Astier. Son antimilitarisme contribue pour une bonne part à la construction

[1007] Cf. supra.

[1008] Lucie Aubrac citée par Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 231.

[1009] Emmanuel d'Astier cité par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 54.

[1010] Cf. les notes citées supra qu'il couche dans son agenda en juillet 1940 : « Reste l'espoir que l'histoire nous venge et replace dans l'ombre qu'ils méritent les vieillards militaires assis au sommet des ruines et qui ont eu le cœur de douter d'une cause qui n'était pas perdue. »

de cette représentation négative car il tend à l'immuniser contre le prestige exercé par les galons et les titres de gloire. Laurent Douzou signale que début 1941, ses camarades ne parviennent qu'à grand-peine à le dissuader de continuer à attaquer directement Pétain, trop populaire, pour ne pas s'aliéner l'opinion[1011]. Raymond Aubrac rappelle que cette tonalité antivichyste singularise d'Astier et La Dernière Colonne dans le microcosme résistant naissant.

> « La Dernière Colonne avait déjà un ton très très net anti-Vichy. Ça a tout de suite caractérisé d'Astier çà par rapport à d'autres initiateurs de résistance. Je l'ai toujours connu durement anti-Vichy, anti-Pétain anti-Vichy. C'était pas le cas de tout le monde. Y'avait des doutes. Pétain c'était encore un personnage un petit peu ambigu.[1012] »

Le refus de Pétain et de Vichy est probablement, comme Douzou le suggère, le « dénominateur commun le plus fort[1013] » des membres du noyau de La Dernière Colonne et l'un des éléments qui contribuent le plus à les souder les uns aux autres. Cela, du fait de sa rareté. En effet, fin 1940-début 1941, l'antivichysme est tellement rare dans l'opinion qu'il est un facteur d'isolement presque total au sein de la population. Il est alors beaucoup moins difficile de trouver des gens hostiles à l'armistice que des personnes qui condamnent avec lui l'État français et son chef. La rencontre d'autres réfractaires tend ainsi à être vécue par les antivichystes comme une sorte d'arrachement à un néant. En découvrant des personnes qui pensent comme eux, une connivence immédiate s'établit. Soudain ils ne sont plus seuls. Ou plus précisément, ils ne se sentent plus seuls. Dans cette rencontre, chacun est socialement conduit à se retrouver dans les autres, à se reconnaître en eux, à s'y identifier. Du sentiment qu'ils partagent d'être seuls contre l'immense majorité circule alors entre ces individus un puissant courant émotionnel et affectif qui contribue à tisser entre eux des liens solides que l'action commune n'aura de cesse de renforcer. L'antivichysme crée une proximité entre les personnes qui est d'autant plus forte qu'il est plus rare. Il trace une frontière nette entre *eux* et *nous* ; frontière dont les acteurs, dans le contexte traumatique de la première année d'Occupation, ont une conscience aigüe car ils l'éprouvent moralement. Aussi, la marginalité – au sens statistique du terme – des opinions des pionniers antivichystes est pour beaucoup

[1011] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 54.
[1012] Entretien avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011.
[1013] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 40.

dans le fait que leur seule rencontre forge un groupe, que le temps et l'action ensuite souderont.

Au final, on s'aperçoit que le groupe que forme le noyau de La Dernière Colonne est, sinon parfaitement homogène, du moins socialement cohérent, ce qui favorise grandement sa cohésion. Se regroupent des individus qui partagent *a priori* une communauté de pratiques et d'inclinations – notamment pour la littérature et la compréhension abstraite et conceptuelle du monde – une communauté de catégories de perception, de valeurs, d'idéaux, de croyances qui font qu'ils s'entendent, se comprennent et peuvent dans une certaine mesure se reconnaître les uns dans les autres. Cette affinité sociale et politique contribue dès le début à solidifier le groupe. En cela, le cas de La Dernière Colonne recoupe parfaitement l'observation plus générale de l'historien Harry R. Kedward selon laquelle les « premiers contacts qui furent pris par nombre de ceux qui, individuellement, se refusaient à admettre l'armistice et ses conséquences le furent au sein de groupes assez lâches, mais cohérents, de collègues et d'amis qui avaient en commun d'être attachés aux mêmes valeurs et de mener le même genre de vie[1014] ».

3. Agir : des premières actions à l'entrée en clandestinité

La réunion d'individus souscrivant à une même lecture de la situation politique est la première étape du fait résistant. Pour les acteurs, elle constitue un enjeu en soi car elle signifie la création d'un espace d'expression « libre » au sein d'un univers où le droit à la libre parole est suspendu. Pouvoir parler, pouvoir partager avec d'autres une même révolte est la première raison d'être des groupes « proto-résistants[1015] ». L'action arrive ensuite. Et elle découle des premiers regroupements. En permettant la circulation et la confrontation d'idées dissidentes, la formation de ces groupes rend possible en même temps qu'elle suscite le passage à l'acte contestataire. Celui-ci, cependant, ne va pas de soi tant les acteurs naviguent alors dans l'inconnu. Dans les premiers temps de l'Occupation, la question des modalités effectives de l'action contestataire se pose de manière singulière.

[1014] Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, *op. cit*., pp. 94-95.

[1015] La notion de « proto-résistance » est employée par l'historien Robert Belot pour désigner la phase pionnière d'émergence des organisations de résistance. Cf. Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle. Politique et gaullisme de guerre*, Paris, Fayard, 2006.

3.1. Que faire ? D'abord, délibérer.

Que faire ? Cette question, jadis posée par Lénine afin de déterminer les moyens d'action les plus propices à permettre l'avènement de la révolution du prolétariat[1016], se pose en fait rarement telle quelle dans le cours ordinaire de la contestation politique et sociale. Dans les conjonctures routinières en effet, le balisage ou le bornage des situations de contestation fait que les acteurs ont le plus souvent recours à des outils de lutte relativement communs, prédéfinis, voire institutionnalisés ; outils qui sont préalablement ajustés à ces situations. Selon la région de l'espace de la contestation concernée, selon l'identité des contestataires (ouvriers, syndicats, militants politiques, citoyens non affiliés), selon l'adversaire (patronat, État, organisation rivale), les acteurs « inventent leurs actions à l'intérieur des limites fixées par un répertoire préexistant pour le lieu, le temps et le couple dont il s'agit[1017] ». Ils suivent un certain nombre de routines (grève, manifestation de rue, occupation de locaux, pétition, manifestes, affrontement physique[1018]) qui sont le produit des luttes analogues passées et sont employées en grande partie de manière conventionnelle. Ainsi la grève, par exemple, est-elle l'une des formes communes et courantes de protestation dans les conflits opposant des salariés à leur patron. La contestation en conjoncture routinière se nourrit de toute une histoire, « avec ses gestes attendus et ses coups prévisibles[1019] ».

La question des modalités d'action se pose en revanche de manière cruciale et très concrète aux protagonistes de la lutte clandestine. En effet, les bouleversements structuraux occasionnés par la défaite et l'Occupation – l'écroulement de l'État de droit permettant la libre expression politique et cadrant la contestation, l'imposition soudaine d'un niveau élevé de répression – ont démonétisé les répertoires traditionnels de l'action collective. De cette façon, les acteurs sont contraints d'imaginer de nouvelles manières d'agir ou, à tout le moins, d'adapter aux conditions présentes celles qu'ils ont apprises antérieurement. Il faut effectivement se garder de penser que les pratiques émergentes surgissent du néant. Dans la pratique, les acteurs *bricolent*, s'appuyant pour ce faire sur leurs expériences passées. De ce fait, ils actualisent des modes de faire déjà éprouvés en les réajustant. Mais ils en

[1016] Lénine, *Que faire ? Les questions brûlantes de notre mouvement*, Paris, Seuil, 1966 [1ère éd. 1902].

[1017] Charles Tilly et Sydney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Science Po, 2008, p. 40. Par « couple », les auteurs désignent des couples institués d'adversaires : patrons et ouvriers, paysans et propriétaires, factions nationalistes rivales, etc.

[1018] Durant l'entre-deux-guerres, et spécialement les années 1930, les bagarres de rue entre militants nationalistes et militants communistes, surtout lorsqu'ils sont étudiants, sont un phénomène courant. Cf. notamment Jean Vavasseur-Desperriers, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 4, janvier-avril 2008

[1019] Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, pp. 767-796, p. 787.

expérimentent aussi de nouveaux, ce qui aboutit au gré des réussites et des échecs à la formation d'un nouveau répertoire d'action approprié au combat qu'ils mènent. « L'invention, dans cette perspective, n'est en somme ni la duplication pure et simple de ce qui a été intériorisé, ni le surgissement soudain et mystérieux, *ex nihilo*, de l'innovation.[1020] » Mais comment le choix des modes d'action s'opère-t-il exactement ? Quel est le poids respectif dans ce processus de la socialisation passée des militants, c'est-à-dire des ressources dont ils disposent, et des contraintes contextuelles ? Quel est le rôle joué par l'adversaire ?

La première – et longtemps principale – activité de la *praxis* résistante, activité invisible, sans traces et en apparence anodine, est la discussion. La toute première chose que font les proto-résistants, c'est se rencontrer et discuter. C'est-à-dire qu'on se réunit et on échange. On confronte ses avis sur les événements qui se sont déroulés. On commente l'actualité. On se transmet des informations, des nouvelles. Et puis, peu à peu, on débat de ce que l'on peut faire. La place que tient la discussion dans la genèse et le mode de fonctionnement de la Résistance est primordiale. Elle se comprend rapportée au contexte.

Tout, à vrai dire, appelle la discussion : le caractère inédit et sidérant de ce qu'il se passe, qui porte à vouloir savoir ce que les autres en pensent ; le manque d'informations sur les événements, et surtout d'informations non censurées et donc fiables[1021], qui pousse à vouloir connaître le vrai du faux ; la dimension émergente de la mobilisation résistante qui, parce qu'elle se traduit par une absence de structuration préalable (avec ses organisations et leurs hiérarchies internes, ses cadres, ses routines, etc.,) appelle la concertation des protagonistes pour en préciser les contours, les modalités et les buts ; l'absence enfin d'un répertoire d'action collective directement opératoire, qui incite à rechercher collectivement les manières d'agir les plus accessibles et les plus appropriées. En somme, l'inconnu auquel les contemporains ont le sentiment d'avoir à faire face explique pour une bonne part l'importance prise par la discussion et le débat, notamment dans le processus de mise en œuvre de l'action protestataire. Comme l'explique en effet fort bien Henri Frenay, le format de la lutte que les résistants ont à mener est tout à fait inédit pour eux. Aussi ils manquent de repères pour concevoir et mettre en œuvre leur action. « Ce phénomène, dans les riches annales de notre histoire, était entièrement nouveau. Nous n'avions aucun précédent pour guider nos pensées et

[1020] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 260.

[1021] Raymond Aubrac dit ainsi : « Tout le monde est privé d'informations. La radio, qu'on appelait la TSF, est entièrement contrôlée. La presse est entièrement contrôlée. On est accablé de mensonges de propagande allemande, de propagande de Vichy. *Et on sait qu'on est privé d'informations*. (Entretien avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011) »

nos actes.[1022] » Ainsi, parce qu'elle les contraint à tâtonner, à improviser, à inventer, à bricoler, la logique de la situation les pousse à se concerter. Activité centrale de la *praxis* résistante, la délibération se révèle être aussi, particulièrement durant l'époque pionnière, le premier et principal mode de décision de l'action à entreprendre.

3.2. La tentation du sabotage et de l'action violente

La Dernière Colonne n'échappe pas, dans son mode de fonctionnement, au modèle délibératif qui vaut pour tous ou presque les mouvements de résistance naissants. La réunion de la Brasserie de Strasbourg est ainsi un premier moment de concertation en vue de déterminer les actions à mettre en œuvre. Deux lignes se dégagent lors de cette rencontre, qui révèlent « des conceptions assez différentes[1023] » parmi les membres du noyau. « Lucie Aubrac et Cavaillès parlent surtout d'action politique contre le régime de Vichy ; d'Astier, plus casse-cou, d'action contre les Allemands et les collaborateurs par tracts et papillons.[1024] »

Depuis la création de La Dernière Colonne à Marseille, d'Astier privilégie effectivement, avec Corniglion-Molinier, le principe de l'action directe. Ce choix est peut-être le fruit de la formation militaire des deux hommes. Dans le marasme ambiant, il semble surtout traduire leur volonté de réaliser des actes spectaculaires qui renforcent leur conviction d'agir vraiment. Deux directions sont alors envisagées. D'une part, ils souhaitent saboter le soutien du régime de Vichy à l'Allemagne ; d'autre part, ils entendent décourager les collaborateurs en les menaçant, voire en les punissant. « Il faut – se souvient d'Astier – leur donner de telles leçons qu'ils aient peur, qu'ils ne puissent entrainer, par leur propagande à eux, les Français dans une voie où ils ne doivent pas aller.[1025] » En l'espèce, la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême-droite *Gringoire* – et particulièrement son directeur Horace de Carbuccia et son polémiste vedette Henri Béraud – est la cible privilégiée par d'Astier car le journal incarne à ses yeux la trahison de la cause nationale. *Gringoire* est, il est vrai, l'une des principales feuilles collaborationnistes et vichyste en zone libre et l'un des journaux les plus lus[1026]. Son influence sur l'opinion des Français fait de sa neutralisation un enjeu conséquent. De plus,

[1022] Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 11.
[1023] Témoignage de Lucie Aubrac, 26 septembre 1945, dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[1024] *Ibid*.
[1025] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 80.
[1026] *Gringoire* tire en 1940 à plus de 300 000 exemplaires. Il est le plus diffusé des hebdomadaires de zone sud. Cf. Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de presse française. Tome IV, De 1940 à 1958*, Paris, PUF, 1975, p. 76.

après la défaite, son siège a été déménagé à Marseille. Ses locaux et ses journalistes sont donc, pour d'Astier et Corniglion-Molinier qui résident dans la cité phocéenne, assez aisément atteignables. De fait, dès les premiers jours de septembre 1940, les deux compères se rôdent à l'action clandestine. Ils glissent des menaces de mort dans les boites aux lettres des journalistes de *Gringoire*, ils sabotent les voitures de Carbuccia et Béraud en introduisant du sucre dans leurs réservoirs d'essence, enfin, opération de plus grande envergure quoique réalisée toujours avec une économie de moyens, ils parviennent au port de Cannes-La Bocca à rendre hors service plusieurs locomotives que la France doit en vertu de la Convention d'armistice livrer à l'Italie.

Lorsqu'a lieu la réunion de la Brasserie de Strasbourg, d'Astier fait valoir auprès de ses camarades l'expérience de ces premières actions et il milite pour poursuivre, à une plus grande échelle, dans cette voie.

> « D'Astier nous raconta ce qu'il avait entrepris sur la Côte : un noyau d'opposition contre les occupants, avec René Lefèvre[1027] et Corniglion-Molinier. Ils avaient créé ce qu'il appelle La Dernière Colonne. "Il faut, par tous les moyens, nous expliqua-t-il, boycotter l'aide de Vichy à nos vainqueurs." Ils avaient déjà saboté une locomotive qui partait pour l'Italie. "Il faut aussi, et surtout, informer les gens. Personne ne sait rien. Les journaux d'opinion sont interdits ou se sont sabordés. Les journaux d'information sont tous censurés ; quant à la radio, elle est dans les mains de Vichy en zone Sud, des Allemands en zone Nord." Nous en convenons tous les trois.[1028] »

Parce qu'il est déjà engagé dans l'action, plus mûr peut-être dans ses réflexions, parce qu'il est aussi l'initiateur de l'entreprise contestataire, d'Astier parvient à convaincre Cavaillès, Aubrac et Zérapha de se rallier à la ligne activiste qu'il défend. Ainsi s'impose au sein du groupe l'idée de « créer un climat d'attentats et, avant les Allemands, de punir les

[1027] Lucie Aubrac commet ici une erreur. Si l'acteur de cinéma René Lefèvre s'engagera bien au sein de La Dernière Colonne, ce n'est qu'à partir de fin 1940-début 1941, par l'intermédiaire d'une recrue d'Édouard Corniglion-Molinier qui deviendra vite l'une des principales personnalités de l'organisation, Albert Kohan. Lefèvre ne rencontrera d'Astier pour la première fois qu'en juillet 1941, à une époque où La Dernière Colonne est devenu Libération. Cf. René Lefèvre, *Le Film de ma vie*, Chaintreaux, France-Empire, 1973, p. 71.

[1028] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, *op. cit*., p. 140.

collaborateurs notoires[1029] ». Signe de la prééminence que prend dès lors d'Astier[1030], on décide de « s'attaquer d'abord et par tous les moyens à l'équipe de *Gringoire*[1031] ».

Les projets de sabotages et d'attentats, néanmoins, font long feu. Le petit groupe n'a pas les moyens de les mettre en œuvre. Ainsi que le commente Laurent Douzou, « si l'idée de s'attaquer physiquement aux caciques de la collaboration était tentante, elle supposait une sérieuse logistique et une technique de l'action clandestine qui ne s'improvise pas[1032] ». Aussi est-elle, à l'épreuve de la réalité, rapidement mise de côté. La seule traduction notable de cette ambition est, fin octobre-début novembre 1940, le sabotage en gare de Perpignan d'une cargaison de sucre espagnol à destination de l'Allemagne[1033]. Dès les premières semaines de vie de La Dernière Colonne, c'est en fait le travail d'information et de propagande qui s'impose comme le mode d'action principal.

3.3. L'arme de la propagande : désigner les traîtres, proclamer son refus

Au fond, du fait de l'absence de l'occupant allemand jusqu'au mois de novembre 1942, la zone Sud se prête peu dans les deux premières années de l'Occupation à une action directe de type paramilitaire. En effet, les possibilités de s'attaquer directement aux Allemands – par l'assassinat de soldats ou par le sabotage de la machine de guerre nazie – sont nulles. Celles de faire du renseignement pour le compte des Alliés sont limitées. Bref, lutter de front contre l'envahisseur allemand est en pratique très compliqué. La propagande, en revanche, apparaît bien appropriée à un contexte caractérisé par l'atonie d'une population soulagée d'avoir échappé à la présence allemande, par une intense campagne d'intoxication idéologique de la part du pouvoir vichyste, enfin par un déficit criant d'informations permettant de mesurer les enjeux de la situation. C'est pourquoi secouer l'opinion, « rappeler aux gens que la moitié du pays [est] occupée[1034] », répéter que la guerre ne s'est pas terminée avec l'armistice s'impose bientôt comme la priorité des résistants de zone Sud. « Il s'agit d'informer l'opinion sur les

[1029] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[1030] Nous traiterons plus précisément cette question dans le chapitre suivant.
[1031] *Ibid*.
[1032] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 49.
[1033] Lucie Aubrac, qui participe avec d'Astier à l'opération, raconte : « Nous pensions que Franco faisait parvenir du sucre de canne aux Allemands. Pendant les vacances de la Toussaint, nous sommes allés à Perpignan verser de l'essence dans deux ou trois wagons à l'aide de clystères pour animaux, de ceux qu'utilisaient les vétérinaires. (Lucie Aubrac, *Cette exigeante liberté*, Paris, Éditions de l'Archipel, 1997, p. 58) »
[1034] Julian Jackson, *La France sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 2004, p. 492.

données réelles de la situation, de lui ouvrir les yeux sur les enjeux vitaux[1035] ». Ce sont là des nécessités qui sont loin de s'imposer avec la même urgence en zone Nord, où l'hypothèque vichyste ne pèse pas aussi lourdement et où, pour reprendre le propos ironique d'un des dirigeants de l'Organisation Civile et Militaire (OCM), les Allemands se chargent fort bien par leur seule présence de faire la propagande en faveur de la Résistance[1036]. En somme, la propagande n'est donc pas seulement le seul moyen à peu près disponible en zone Sud pour « faire quelque chose », elle se révèle une arme plutôt bien adaptée aux données et aux exigences du contexte. Et les premiers résistants ne tardent pas à se rendre compte. De plus, certaines formes rudimentaires de propagande sont aisées à mettre en œuvre. Griffonner à la craie des inscriptions dans les lieux publics, par exemple, ne réclame ni beaucoup de matériel, ni beaucoup de militants, ni beaucoup d'organisation. Des actions de ce type permettent un apprentissage gradué et progressif de la lutte clandestine.

Au sein de La Dernière Colonne, l'importance de secouer l'attentisme ambiant est vite pressentie. Si l'on en croît le témoignage de Lucie Aubrac, Emmanuel d'Astier fait part dès la réunion de la Brasserie de Strasbourg de son sentiment qu'il est nécessaire d'« informer les gens », ce qu'approuvent ses camarades. Dès ce jour, après que Jean Cavaillès ait indiqué ses contacts au sein de la rédaction du journal *La Montagne*, il propose de rédiger des « petits tracts courts, simples, percutants[1037] ». Le premier de ces tracts est rédigé dans les jours suivants par d'Astier et Cavaillès[1038], et est imprimé en centaines d'exemplaires par Jean Rochon sur les rotatives de *La Montagne*. Aucune trace de ce tract n'a été conservée dans les différentes archives. Nous n'en connaissons donc pas le contenu exact. Ce que l'on sait en revanche[1039], c'est que dès ces premières semaines, la diffusion de tracts ou, plus modestement encore, de papillons – ces bouts de papiers sur lesquels ne peuvent être imprimés que quelques mots et que l'on colle sur les murs, sur les lampadaires, sur les volets des habitations, etc. – est l'activité dominante, et bientôt exclusive du groupe. Charles d'Aragon, recruté à La Dernière Colonne fin janvier 1941 par Jean-Anet d'Astier, son ancien camarade à l'école de l'Air de Rabat, décrit bien ce travail de diffusion, en même temps qu'il informe de la tonalité nettement anticollaborationniste et antivichyste des tracts distribués.

[1035] Dominique Veillon et Olivier Wieviorka, « La résistance », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires. Tome 2. De l'Occupation à la Libération*, Paris, Seuil, 2000, pp. 77-105, p. 89.
[1036] Julian Jackson, *La France sous l'Occupation*, *op. cit*., p. 492.
[1037] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, *op. cit*., p. 140.
[1038] Témoignage de Georges Canguilhem cité par Fabienne Federini, Écrire ou combattre, op. cit., pp. 45-46.
[1039] On s'appuie en particulier sur les travaux de Laurent Douzou consacrés au mouvement Libération-Sud. Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., pp. 47-68.

> « À ″La dernière colonne″, on s'occupait de distribuer des tracts et parfois moins que cela encore. Il arrivait que l'on se contentât d'utiliser la presse de l'adversaire. On glissait dans un journal exposé pour la vente une étiquette sur laquelle on lisait : ″Lisez *Gringoire* ; vous ferez plaisir à Hitler.″ J'ai le souvenir de feuilles éparses sur lesquels était évoqué le sort réservé aux dirigeants allemands qui en 1918 avaient assumés la défaite de leur peuple. Voilà qui marque le caractère d'une résistance : celle d'un peuple qui conteste sa défaite, non celle d'une classe qui en combat une autre et fait sa révolution. Les papiers valaient ce qu'ils valaient mais on les distribuait de bon cœur. L'essentiel était, une fois de plus, de faire savoir qu'une contestation existait. Le fait même d'une distribution de tracts convenablement imprimés donnait à penser que des militants se concertaient dans l'ombre et que des structures secrètes s'élaboraient. C'était là l'intérêt essentiel de cette tâche ingrate qui consistait à composer des textes et à trouver des lecteurs. [1040] »

Les propos de Charles d'Aragon offrent un éclairage utile sur le contexte mental et moral dans lequel se réalisent ces premières actions pouvant paraître dérisoires et, à ce titre, « ingrates ». Bien plus que d'œuvrer vraiment à la libération du pays – objectif proprement irréel durant cette première année d'occupation où la victoire de l'Allemagne semble totale et son armée invincible[1041] – l'enjeu principal de l'activité de propagande qu'ils déploient est surtout pour les membres de La Dernière Colonne de proclamer leur refus de la défaite et de signifier leur existence. L'expression d'une voix dissidente est la visée première et, en un sens, elle se suffit alors à elle-même car elle permet de rompre le consensus apparent, et pour eux si pesant, de l'acceptation. Affirmation de soi dans une conjoncture contraire, elle ménage en quelque sorte l'avenir en leur permettant d'espérer. « Comme dans toutes les genèses – écrit fort à propos le résistant Alban Vistel – le premier et le seul recours est le Verbe. Il faut sortir de sa déréliction solitaire pour aller vers les autres. Il n'est pas possible que d'autres n'attendent pas les mots qui créeront un autre univers.[1042] » Dans un contexte où toute action directe efficace semble impossible, faire simplement savoir que tous n'ont pas renoncé,

[1040] Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, Genève, Éditions du Tricorne, 2001 [1ère éd. 1977], pp. 101-102.

[1041] Raymond Aubrac se souvient ainsi d'une « armée allemande d'une puissance énorme qui occupe la moitié de l'Europe ou les deux tiers de l'Europe ». De ce fait, ajoute-t-il, « les résistants sont très isolés au début. Beaucoup de gens n'y croient pas, on passe pour des farfelus. Quand on va recruter des camarades, de temps en temps on passe pour des farfelus (Entretien avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011) ».

[1042] Alban Vistel, *La Nuit sans ombre. Histoire des mouvements unis de résistance, leur rôle dans la libération du Sud-Est*, Paris, Fayard, 1970, p. 28.

donner à voir une autre lecture des événements que celle véhiculée par le pouvoir, essayer de convaincre qu'il est nécessaire de s'opposer apparaît à ces hommes et ces femmes comme le moindre qu'ils puissent faire.

Soulignons ici que les cadres de La Dernière Colonne, et parmi eux bien sûr Emmanuel d'Astier, sont particulièrement bien disposés à raisonner de cette façon. En effet, si la propagande est bien adaptée au contexte général, elle répond bien, à plus forte raison, aux dispositions à l'expression de soi et à la prise de parole dont ces individus sont porteurs. Ceux-ci s'emparent d'autant plus aisément de ce mode d'action qu'ils sont enclins à dire publiquement ce qu'ils pensent et qu'ils sont habitués, notamment par leur profession, à mettre en mots le monde social, à le définir, à le décrire, à le commenter et à le donner à lire aux autres. Intellectuels, journalistes, philosophe, on a affaire là à des experts en manipulation de représentations tout disposés au maniement de la propagande, et compétents pour cela. Ce mode d'action leur permet de réactiver des savoirs et savoir-faire professionnels. À tous égards mieux armés pour mener ce type de lutte plutôt que les actions de sabotage envisagées au préalable, c'est tout « naturellement » qu'ils l'adoptent.

3.4. Recruter : tâche ordinaire, nécessaire mais difficile, du travail résistant

La mise en œuvre de cette activité de propagande, somme toute limitée, est néanmoins lourde de conséquences pratiques. Elle contraint en particulier les résistants à étendre et structurer leur organisation. Il s'agit d'abord de trouver les moyens permettant d'imprimer les documents, c'est-à-dire du papier – ce qui est rare dans un contexte où celui-ci est contingenté – ainsi qu'une imprimerie ou *a minima* une ronéo. Dans le cas de La Dernière Colonne, ce problème est rapidement réglé grâce à l'apport de Jean Rochon. Ensuite, la diffusion de centaines, voire de milliers de tracts suppose de mobiliser des diffuseurs. Il s'agit ainsi de recruter des militants. Dans les premiers mois, le recrutement est en fait le gros du travail militant des résistants.

> « La partie la plus prenante de notre activité était alors le recrutement, qui consistait à engager la conversation au sujet de tout et de rien, en général les événements relatés par le journal ou la TSF (on ne parlait pas encore de ″radio″), pour sonder son interlocuteur. Ce pouvait être les amis, les parents aussi bien que la rencontre fortuite dans une boutique, au bureau de poste ou dans la file d'attente du tram. L'heure de la méfiance

n'avait pas encore sonné. Lucie jaugea quelques collègues. J'approchai des camarades de l'École.[1043] »

C'est là un travail long, fastidieux, peu visible et parsemé d'échecs.

« Au début ce fut un travail lent et difficile, un travail de fourmi. Il n'est pas facile de reconstituer cette phase initiale, tant le travail de chacun était souterrain, fastidieux, parfois ingrat. Aucun compte-rendu ne fait état des milliers de kilomètres parcourus pour aller solliciter quelqu'un qui pourrait aider ou connaître quelqu'un qui, etc. […] C'était comme si nous déplacions très lentement des grains de sable. Sur le moment on ne voit rien. Puis on a une montagne. Ce travail demanda du temps, beaucoup d'efforts.[1044] »

Nombre de contacts pris ne débouchent sur rien. En novembre 1940, Emmanuel d'Astier est par exemple éconduit par André Malraux, que lui a fait rencontrer Corniglion-Molinier[1045]. En janvier 1941, à Vichy, il essuie surtout le refus de son ami et ancien rédacteur en chef à *Vu*, Pascal Copeau. Ce-dernier, qui rejoindra Libération-Sud à l'été 1942, a alors prévu de rallier l'Afrique du Nord pour gagner ensuite l'Angleterre. Du reste, comme Kessel, il doute du sérieux de l'entreprise de d'Astier, qu'il connaît trop bien.

« Á l'hôtel du Parc, un ami commun me parla d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie. – Vous ne l'avez pas vu ? Il a des projets. C'est très intéressant. Il monte une organisation de combat contre l'occupant. Qu'en pensez-vous ? Cela se passait en chuchotements. Dans ce grand salon – on entrait comme dans un moulin à l'hôtel où Pétain n'occupait qu'un simple appartement – tout le monde d'ailleurs chuchotait en apartés multiples. […] Je trouvai d'Astier changé. Il avait maigri s'il était possible (je le surnommerai plus tard affectueusement ″la grande sauterelle″). Il se tenait aussi plus droit. Je sus beaucoup plus tard que, ayant pris en juin 40 ses résolutions, sa première démarche fut de s'enfermer pour, par le seul jeu de la volonté, se désintoxiquer. Sur le coup, je ressentis surtout que l'évènement mettait à nu des ressources latentes : cela ne me surprit pas. Ainsi donc le séduisant dilettante avait créé un mouvement de résistance : la Dernière Colonne. Il m'en décrivit avec chaleur les buts et l'action. Je crois qu'il fabulait un peu. Mais je me disais

[1043] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 61.
[1044] Lucie Aubrac, *Cette exigeante liberté*, *op. cit*., p. 62.
[1045] « Je marche, mais je marche seul » lui aurait répondu Malraux (Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 87).

> en secret ″et toi, tu n'as rien fait !″ Pourtant, je n'aimais pas du tout la résonnance désespérée de cette dernière colonne. D'ailleurs, peu après, d'Astier adoptera un titre plus offensif : Libération. Je n'aimais pas non plus ces chuchotements de l'hôtel du Parc qui m'avaient permis de retrouver mon ami. Cela me parut mondain, et follement dangereux si cela devait être sérieux. Et puis surtout, j'étais engagé vis-à-vis de Jean. J'avais usé, abusé peut-être de mon ascendant et Jean était déjà en route. Assez gêné, je m'esquivai en expliquant que j'avais pris d'autres dispositions…[1046] »

En somme, les difficultés que rencontrent d'Astier et ses camarades sont nombreuses. C'est qu'il s'agit de faire l'apprentissage de la lutte clandestine dans une conjoncture fortement défavorable. Durant tous ces premiers mois, on tâtonne, on improvise pour des résultats limités. Au début de l'année 1941, l'activité effective de La Dernière Colonne demeure modeste – quelques papillons, quelques tracts – et ses effectifs restreints. Après la guerre, d'Astier évoque « au maximum une centaine de personnes[1047] » à ce moment, ce qui est sans doute largement surévalué. Il est vrai que le climat n'incite pas à la désobéissance. Le « début de l'hiver 1940-1941 représente la période où le prestige du maréchal Pétain est à son plus haut niveau[1048] ». Au demeurant, « rompre avec la culture de l'obéissance à l'État[1049] », commettre des actes illégaux et réprimés ne va pas de soi, y compris pour des individus politiquement hostiles au régime de Vichy.

3.5. L'entrée en clandestinité

Malgré les multiples difficultés rencontrées, La Dernière Colonne s'est néanmoins sérieusement développée durant ses premiers mois d'existence. Aussi, à l'initiative d'Emmanuel d'Astier, le groupe met sur pied une opération ambitieuse à la fin de février 1941. Il s'agit de placarder simultanément dans sept villes de la zone Sud – Lyon, Clermont-Ferrand, Nice, Marseille, Vichy, Toulouse et Nîmes – 10 000 exemplaires de quatre modèles de papillons dénonçant le collaborationnisme. Trois d'entre eux visent l'hebdomadaire *Gringoire*, appelant implicitement au meurtre de deux de ses journalistes : « Lisez *Gringoire* ;

[1046] Pascal Copeau cité par Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau*, *op. cit*., pp. 115-116.
[1047] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[1048] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., p. 249.
[1049] Jean-Marie Guillon et Dominique Veillon, « Les grandes étapes de la Résistance », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 3-11, p. 4.

Vous ferez plaisir à Hitler[1050] » ; « *Gringoire* ; 10 000 francs par semaine valent bien une saloperie. M. Henri Béraud les gagne en bavant sur d'anciens alliés qui continuent à se battre. M. Béraud ne fera pas toujours sans risque le jeu de M. Hitler. La Dernière Colonne[1051] » ; « Encore Gringoire ; 1921 : Pour avoir reconnu avec réserves la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre de 1914, Ezerberger est assassiné. 1941 : Raymond Recouly rejette chaque semaine sur la France les responsabilités de la guerre de 1939. Grâce à sa petite taille il se promène encore impunément dans les rues de Marseille. La Dernière Colonne[1052] ». Le dernier modèle menace quant à lui les Français travaillant au service de la Gestapo à Vichy : « La Gestapo habite Vichy, 6 rue Chomel. Elle a trouvé des Français qu'elle paie pour lui servir de mouchards. Ils seront punis. La Dernière Colonne[1053] ». On notera que trois de ces papillons sont signés « La Dernière Colonne », ce qui dénote la claire intention des membres du groupe de faire connaître leur existence collective au travers de cette campagne d'affichage.

L'opération se déroule dans la nuit du 27 au 28 février. Les 10 000 exemplaires des papillons ont été imprimés à Clermont-Ferrand par l'intermédiaire de Jean Rochon. Bertrande d'Astier en a assuré la distribution auprès des responsables pour chaque ville[1054]. Emmanuel d'Astier prend en charge l'affichage à Vichy, aidé par Cavaillès et son équipe après que ceux-ci aient terminé leur mission à Clermont-Ferrand.

Si nous nous attardons quelque peu sur cette action, c'est que celle-ci est importante à triple titre. D'abord, par sa dimension, son échelle. Elle est en effet la première opération réalisée simultanément sur plusieurs sites. Sa mise en œuvre repose donc sur une planification, une organisation et une coordination qui suppose un certain degré de structuration. Elle requiert en outre des effectifs relativement conséquents. Ainsi, elle est un bon révélateur du degré de maturité organisationnelle de La Dernière Colonne. On peut voir alors qu'un collectif relativement soudé et organisé s'est constitué.

Ensuite, cette action révèle assez nettement la conception de la lutte et les priorités tactiques qui sont alors celles du groupe. En l'occurrence, c'est la dénonciation des collaborateurs, et plus particulièrement de la propagande collaborationniste, que les membres de La Dernière Colonne privilégient. En dénonçant la trahison du pays dont se rendent

[1050] AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).
[1051] *Ibid*.
[1052] *Ibid*.
[1053] *Ibid*.
[1054] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 25.

coupables les Français travaillant pour la Gestapo ou de Raymond Recouly faisant porter à la France la responsabilité de la guerre, ils espèrent provoquer un sursaut patriotique dont ils tracent la voie, qui est le refus de servir les intérêts de l'Allemagne. C'est bien ici une logique patriotique qui prévaut. L'idéologie vichyste, par exemple, n'est pas encore une cible explicite. Avant tout, on veut montrer que l'intérêt de la France n'est pas d'accepter le diktat allemand.

Enfin, cette action est importante car elle se solde par une vague d'arrestations. Elle est donc importante dans ses répercussions, sur le groupe dans son ensemble et sur la trajectoire individuelle d'Emmanuel d'Astier. Il ne convient pas de faire ici le récit détaillé de l'affaire[1055]. Notons simplement que tout part de l'arrestation à Nîmes, le soir même du collage des papillons, de quatre jeunes militants. L'enquête policière permet de remonter rapidement jusqu'à Bertrande d'Astier, qui est arrêtée à Rançay le 1er mars 1941. La perquisition réalisée au château permet la saisie de nombreux documents montrant, selon le rapport du procureur de la République de Nîmes, que celle-ci « se livre, depuis un certain temps, à une activité particulièrement suspecte, dans le sens d'un mouvement progaulliste[1056] ». Le procureur ajoute : « Il semble qu'elle agisse suivant les directives de son oncle paternel, pour lequel elle professe une réelle affection.[1057] » L'implication et le rôle d'Emmanuel d'Astier sont clairement établis. Des documents lui appartenant et faisant état de son identité, notamment l'agenda dont nous avons à plusieurs reprises cité des notes, ont été saisis. Aussi un mandat d'arrêt est immédiatement lancé contre lui. D'Astier apprend son existence en même temps que l'arrestation de Bertrande par son frère François. Contraint de sa cacher, il décide de se « tenir tranquille pendant deux ou trois mois[1058] » et entre en clandestinité. Désormais, Emmanuel d'Astier n'a plus d'existence légale. Il se fait pousser la moustache pour modifier son apparence et adopte pour la Résistance le pseudonyme de « Bernard ».

L'entrée en clandestinité totale signifie un changement d'état fondamental. Elle fait basculer l'acteur dans un autre univers. En ce sens, elle marque une rupture. Jusque-là en effet, la frontière pouvait rester floue entre le monde légal et le monde clandestin, du fait

[1055] On renvoie pour cela à Laurent Douzou, « Notes de prison de Bertrande d'Astier de La Vigerie », *Les Cahiers de l'IHTP*, octobre 1993 et *La Désobéissance*, *op. cit*., pp. 54-61

[1056] Rapport du procureur de la République de Nîmes du 1er mars 1941, p. 4, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).

[1057] *Ibid*.

[1058] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

notamment de la circulation incessante de l'acteur entre les deux univers[1059]. Tant que l'individu conserve une existence officielle (son nom, son emploi, son domicile, etc.), sa vie ordinaire antérieure n'est pas entièrement abolie. Devenir un clandestin induit en revanche des transformations radicales. L'entrée en clandestinité modifie en profondeur les conditions d'existence pratique de l'acteur. Il lui faut abandonner son nom, changer d'identité, modifier son apparence, rompre avec certains de ses proches, changer régulièrement de domicile, etc. Désormais, son existence tend à être entièrement captée par les logiques du monde résistant, ce qui induit des transformations de son rapport au monde et de sa conception de soi. En somme, l'entrée en clandestinité parachève l'entrée en résistance. De cette façon, elle exerce un effet de cliquet qui rend difficile tout retour en arrière. Toute sortie de la légalité rend compliqué le retour à la vie légale. La clandestinité tend à conforter l'acteur dans la voie de l'investissement contestataire et le pousse à s'attacher plus complètement à son rôle de résistant.

Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement, dans le chapitre suivant, sur les implications de la clandestinité. Pour l'heure, il s'agit de mesurer les effets sur La Dernière Colonne des arrestations qu'elle subit.

Entré en clandestinité, fuyant son ancien logement marseillais, les recherches policières menées contre d'Astier ne donnent rien et sont vite abandonnées[1060]. L'enquête aboutit cependant à l'arrestation de Jean-Anet d'Astier à Toulouse le 4 mars. Au total, ce sont donc pas moins de six individus qui sont mis sous les verrous. Tous seront rapidement libérés dans l'attente de leur jugement (entre fin mars et début avril 1941)[1061]. L'affaire est néanmoins suffisamment grave et sérieuse pour porter un véritable coup d'arrêt aux activités de La Dernière Colonne. C'est qu'elle en révèle toutes les faiblesses : recrutement insuffisamment sûr[1062], manque de préparation, structuration incertaine. Comme dit Laurent Douzou, la

[1059] Raymond Aubrac exprime bien ce sentiment : « Oh ! il ne s'agissait pas d'un engagement à temps plein. La vie continuait comme avant. J'étais tous les jours au bureau et Lucie respectait son empli du temps au lycée. Mais nos loisirs et nos dimanches étaient maintenant occupés. (Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit.,* p. 61) »

[1060] Rapport du procureur de la République à Nîmes à Monsieur le Procureur général du 23 mai 1941, n° 762-3, AN, BB/18/7041 (2 BL 2575).

[1061] Le 30 juillet 1941, Bertrande d'Astier est condamnée à 13 mois de prison ferme, son frère à 6 mois avec sursis. Tous deux font appel et sont laissés libres. En seconde instance, le 3 janvier 1942, les peines sont ramenées respectivement à 6 et 3 mois de prison ferme. Bertrande et Jean-Anet d'Astier ne se présentent pas à l'audience et, grâce à l'aide de leur oncle Emmanuel, passent en Suisse. Jean-Anet rejoindra Londres en juillet 1942 et deviendra aviateur au sein des Forces Françaises Libres.

[1062] Á Londres en mai 1942, Emmanuel d'Astier dira à René Pleven à propos de la préhistoire de Libération-Sud : « La jeunesse sur laquelle avait été fondée quelques espoirs a été complètement abandonnée. L'expérience de Clermont où avait été faite une cellule d'étudiants a prouvé que l'on ne pouvait rien attendre de sérieux de la part de caractères insuffisamment mûris qu'effrayait toute menace policière sérieuse. Le recrutement se porta alors exclusivement *sur les hommes entre 25 et 50 ans*. (Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378) »

« raison véritable de l'échec […] tient à l'inexpérience de l'organisation elle-même[1063] ». Il conduit les cadres du groupe à mettre en veille leurs activités subversives et à repenser les modalités de leur engagement. L'idée même de l'action protestataire, elle, n'est pas en cause. Si l'on en croît les témoignages d'Emmanuel d'Astier, il semble que les incidents de l'opération du 27 février donnent lieu à une profonde remise en question et à un intense travail de concertation afin d'en tirer des leçons.

> « Avec des hommes aussi remarquables que Cavaillès, avec d'autres, comme Lucie Aubrac, qui a été la Théroigne de Méricourt de *Libération*, nous avons constaté que ce n'était pas sérieux, qu'il fallait mettre en place une organisation.[1064] »
>
> « Dans ces conditions s'est imposé la réalisation d'un travail de structure.[1065] »

Cet effort de réflexion aboutira à la création du journal *Libération*, dont le premier numéro paraît en juillet 1941. Entre temps, La Dernière Colonne lance une dernière campagne de propagande dans au moins deux départements, l'Allier et la Creuse, qui fait figure de chant du cygne. Dans un rapport daté du 8 mai 1941[1066], le préfet de l'Allier rend compte de quatre « petits papillons », tous signés « La Dernière Colonne », qui ont été retrouvés fin avril dans différents lieux de Montluçon. Les textes de ces papillons ont une tonalité nettement gaulliste et antivichyste : « De Gaulle a raison. Honte à la radio française. » ; « Vive la France libre. Vive les Anglais. » ; « Vive de Gaulle. Vive la France libre. » ; « Vive le gaullisme. Á bas Vichy. » En outre, le même rapport signale que le 25 avril 1941, plusieurs personnalités de Montluçon ont reçu par la poste des tracts imprimés signés « La dernière Colonne », dont voici les textes : « Collaborer, c'est trahir. » ; « La trahison continue, à nous de faire notre police et de nous libérer. » ; « Les Français qui servent les Allemands sont des traîtres. Nous en faisons la liste. Nous saurons les châtier. » ; « Résistons. En 1923, la résistance passive allemande a vaincu notre occupation de la Ruhr. Aujourd'hui, résistons en tout aux Allemands, nous travaillerons à la Victoire. »

Par ailleurs, les archives départementales du Gard contiennent une lettre d'un habitant de la Creuse, fidèle au maréchal Pétain, faisant part au Préfet du Gard qu'il a reçu par la Poste le

[1063] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 56.
[1064] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 83.
[1065] Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1066] Ce rapport est cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon, Tome III. De Gaulle, capitale de la Résistance (novembre 1940-décembre 1941)*, Paris, JC Lattès, 1993, pp. 447-448.

25 avril 1945 deux tracts signés « La Dernière Colonne » dont le contenu est identique à ceux de deux tracts distribués dans l'Allier[1067] : « Collaborer, c'est trahir. » et « Les Français qui servent les Allemands sont des traîtres. Nous en faisons la liste. Nous saurons les châtier. »

Cette opération est la dernière trace d'activité de La Dernière Colonne. Á compter de ce moment, c'est la confection du journal qui va occuper toute l'énergie du groupe. Celui-ci, malgré le coup dur qui lui a été porté fin février tient bon. Le noyau formé à l'automne 1940 autour d'Emmanuel d'Astier est aussi la cellule centrale à partir de laquelle va se structurer le mouvement Libération-Sud. D'Astier, seul membre du noyau à être complètement clandestin et donc pleinement disponible, va en être le principal artisan.

* * *

Dans ce chapitre, nous nous sommes efforcé de comprendre comment Emmanuel d'Astier devient résistant, par quelles logiques et quels mécanismes sociaux entre-t-il en résistance. Au fond, l'expression « entrée en résistance », parce qu'elle suggère trop l'image du franchissement d'un seuil, acte ô combien bref, est peut-être mal appropriée pour désigner un phénomène qui, surtout dans sa phase pionnière et émergente, s'inscrit dans une durée. L'entrée en résistance des pionniers est un processus qui se réalise par étapes successives dont chacune prépare et rend possible l'étape suivante, par une succession de petits ajustements de l'individu à un environnement mouvant, par une série de rencontres, de conversations, de petits choix qui s'enchainent. C'est un processus qui n'est ni nécessaire, ni linéaire. Il tolère au contraire, jusqu'à l'entrée en clandestinité, des retours en arrière. En témoignent les entreprises dissidentes qui échouent et dont les acteurs ne parviennent pas à s'accrocher à une autre organisation. « D'une certaine façon, place est laissée aux aléas, à l'incertitude – qui est celle des acteurs qui ne connaissent pas la fin de l'histoire –, mais aussi aux effets de composition propres aux situations d'interdépendance.[1068] » Cela ne revient pas à dire – loin de là notre propos – que tout est en somme affaire de hasard. Non !

D'Astier, on a essayé de le montrer, est mieux disposé que d'autres acteurs à s'engager précocement dans l'action clandestine. Les conditions spécifiques de la lutte disqualifient, par exemple, les cadres et anciens élus du régime républicain habitués à une conception publique

[1067] Lettre citée dans Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., pp. 61-63.

[1068] Annie Collovald et Brigitte Gaïti, « Questions sur la radicalisation politique », *in* Annie Collovald et Brigitte Gaïti (dir.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, pp. 19-45, p. 32.

de l'action politique, habitués à parler à visage découvert et à faire voter les électeurs sur leur nom et leur personne, nom et personne qui composent une bonne part du capital politique qu'ils peuvent faire valoir. Agir de manière souterraine va moins à l'encontre de l'*habitus* de d'Astier. Ce dernier est moins susceptible que d'autres, également, d'être découragé par la « peur de n'être plus rien[1069] » en s'engageant. Tel n'est pas le cas d'acteurs sur la voie de la satisfaction de leurs attentes sociales les plus fortes et pour qui renoncer à exister socialement peut constituer une petite mort. Ainsi d'un Jean-Paul Sartre aspirant plus que tout à être un « grand écrivain » et ne pouvant renoncer à publier sous l'Occupation pour ne pas sacrifier une carrière littéraire en pleine ascension[1070]. Tout son être social porte au contraire d'Astier à entrevoir la possibilité de devenir celui qu'il souhaite dans une action collective à l'avant-garde de la sauvegarde de la patrie en danger, qu'il le pousse fortement à s'engager.

Disposition, cependant, ne signifie pas mécaniquement action. Toute disposition pour s'actualiser doit rencontrer les conditions contextuelles et les logiques pratiques permettant son expression. L'entrée en résistance d'Emmanuel d'Astier n'avait rien de nécessaire. L'action contestataire effective n'était pas contenue dans sa réaction indignée à l'armistice ni dans son envie d'y réagir. Elle est le résultat de ce processus long, progressif et relativement contingent – c'est-à-dire qui, à plusieurs moments et en fonction d'un certain nombre de circonstances, aurait pu prendre d'autres directions – que nous avons essayé de décrire.

[1069] André Chamson, *Écrit en 1940*, Paris, Gallimard, 1945, p. 21.

[1070] Comme écrit fort bien Fabienne Federini, « plus les individus sont en attente d'une position sociale qui corresponde à ce qu'ils souhaitent, et plus ils sont disposés à accepter, sous quelque prétexte que ce soit – prétexte qui sert souvent à se persuader soi-même de la justesse de son action et qui alimente aussi parfois ce que l'on pourrait appeler l'aveuglement social –, les conditions, même les moins acceptables, d'une opportunité politique leur permettant d'obtenir une place (sociale) plus conforme à leurs espérances (sociales) : les collaborateurs afin de renverser les rapports de force constitutifs du champ littéraire d'avant-guerre ; les écrivains ni (collaborateurs) ni (abstentionnistes) en vue de se faire connaître ou reconnaître. (Fabienne Federini, *Écrire ou combattre*, *op. cit*., p. 214) »

Chapitre 5
Genèse d'une vocation politique (avril 1941-janvier 1942)

> « *Dans notre guerre, l'âme nous était rendue, parce que c'était une révolte qui ouvrait à tant d'hommes, égarés dans une société sénile, la porte d'une fraternité perdue, une révolte dont chacun choisissait le thème et qui nous menait avec d'autres inconnus à une même misère, à une même exaltation.* »
>
> Emmanuel d'Astier[1071]

La formation d'une vocation politique

Après l'échec (relatif) de La Dernière Colonne, Emmanuel d'Astier est l'initiateur et le principal artisan de la création du mouvement Libération-Sud, qui se bâtit progressivement à partir du printemps 1941 autour de l'activité centrale qu'est la conception du journal *Libération*. En quelques mois, grâce notamment à l'atout que représente le journal et à des appuis trouvés dans les milieux syndicalistes et socialistes, le mouvement se développe considérablement et s'impose comme l'une des principales organisations de résistance de la zone Sud.

Déjà personnalité prééminente de La Dernière Colonne, Emmanuel d'Astier s'impose tout naturellement et sans contestation comme le chef de Libération-Sud. À l'intérieur du mouvement, il jouit d'un prestige et d'une autorité qui donnent à sa voix la primauté. Il est celui qui en dernier ressort, décide. À l'extérieur, il est le représentant et le porte-parole du mouvement. C'est lui qui négocie les accords passés avec le Parti socialiste clandestin et la CGT. C'est lui qui discute avec les dirigeants des autres organisations de résistance à partir du moment où celles-ci entrent en contact. C'est lui qui est l'interlocuteur de Jean Moulin après que celui-ci est parachuté en France avec pour mission de rallier au général de Gaulle les différents mouvements existants. Ainsi, à mesure que la Résistance se développe, qu'elle s'organise et se structure, d'Astier en devient l'un des personnages centraux. Amené en tant que chef de mouvement à occuper des postes clés au sein de l'organigramme de la Résistance

[1071] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 58.

unifiée, il s'impose comme l'un de ses principaux dirigeants. Il acquiert de la sorte un pouvoir social, politique et symbolique important.

Au cours de cette trajectoire ascendante dans le microcosme résistant, devenu la voix et le représentant d'un groupe social mobilisé, d'Astier est socialisé au métier politique. Parallèlement, se forme en lui une vocation politique, entendue comme l'aspiration subjective à l'exercice des plus hautes responsabilités politiques. Dans un contexte où les enjeux propres au combat résistant se politisent rapidement – dès la mi-1942, la perspective d'une futur prise du pouvoir après la libération du territoire commence à surdéterminer les pratiques des dirigeants – cette vocation politique devient l'un des principaux déterminants de ses choix stratégiques et de ses prises de position dans le jeu résistant. Consolidée au gré des événements, elle commande son désir fortement affirmé de jouer un rôle de premier plan et dans la libération de la France et dans la reconstruction politique du pays après la guerre.

L'enjeu de ce chapitre est de suivre et de comprendre le processus de formation de cette vocation politique. L'emploi ici de la notion de *vocation* peut à première vue surprendre tant on conçoit d'ordinaire la vocation, qu'elle soit artistique, sportive ou religieuse, comme une réalité subjective qui se construit plutôt précocement dans la trajectoire biographique d'un individu. Or d'Astier a plus de quarante ans sous l'Occupation et, il faut le souligner, il n'a jamais manifesté jusque-là la moindre appétence pour l'exercice de fonctions politiques. Pourtant, la manière dont il vit l'engagement résistant et projette son avenir dans le champ politique réunit bien l'essentiel des dimensions constitutives de la vocation : attachement très fort à l'activité et au rôle, vécus sur le mode de la nécessité ou de la mission intérieure ; « conviction de s'engager dans une activité qui n'est pas ordinaire[1072] », c'est-à-dire qui est dotée d'une forte valeur symbolique ; investissement mental et temporel total, sur le mode du don de soi.

Deux principales raisons permettent de comprendre la formation « tardive » de cette vocation politique à laquelle d'Astier ne semble *a priori* pas préparé. La première a trait à la nature même de ses expériences vécues dans la Résistance. Intenses et marquantes, rompant à des degrés divers avec son existence antérieure, celles-ci sont propres à produire des effets forts et durables sur le patrimoine incorporé de l'acteur, notamment son système de croyances, et à provoquer une réorientation de sa trajectoire. Les engagements à haut risque comme la résistance, parce qu'ils tendent à *attraper totalement* les acteurs qui s'y livrent, sont particulièrement propices aux transformations individuelles et, parmi elles, à susciter des

[1072] Julien Bertrand, « La vocation au croisement des espaces de socialisation. Étude sociologique de la formation des footballeurs professionnels », *Sociétés contemporaines*, n° 82, 2011, pp. 85-106, p. 88.

vocations militantes qui ne leur préexistaient pas[1073]. Les engagements à haut risque présentent certains des traits communs des socialisations vocationnelles. Par exemple, il semble bien établi que les vocations se forgent généralement dans des conditions émotionnellement chargées et qu'elles supposent une forte implication affective de la part de l'individu[1074]. Ces circonstances affectuelles, qui à cet égard reproduisent le caractère spécifique de la socialisation primaire, rendent possible l'intériorisation d'une croyance quasi-mystique en l'idée d'être appelé à se donner à l'activité considérée. La vocation suppose la dévotion, laquelle implique l'engagement affectif de l'individu. Comme dit Bourdieu, l'*illusio* en tant que croyance fondamentale dans l'intérêt et la valeur d'un jeu social n'est en définitive qu'une somme d'« affects socialisés[1075] ». Dans la Résistance, d'Astier vit justement des expériences émotionnellement intenses qui le portent à se dévouer. De la même manière que le séminariste vit sa foi et intériorise sa vocation sacerdotale, c'est dans l'« effervescence[1076] », et même l'exaltation, que d'Astier vit son engagement résistant et intériorise sa vocation politique.

La seconde raison, en apparence seulement contradictoire avec la première, invite quant à elle à s'intéresser au passé de d'Astier. Car si sa vocation politique se forge dans le cours même de la mobilisation résistante et apparaît ainsi comme un produit de l'action collective, sa formation n'en demeure pas moins dépendante de sa trajectoire sociale antérieure. Elle s'appuie en effet sur les désirs socialement constitués que cette trajectoire a déposés en lui, mais en les réorientant dans un jeu social nouveau. En fait, l'engagement résistant actualise les attentes sociales les plus fortes que d'Astier a intériorisé au cours de sa trajectoire en les convertissant en aspirations politiques.

Dans la première partie de ce travail, on s'est efforcé de montrer comment d'Astier intériorise au cours de sa socialisation primaire une aspiration forte à l'exercice d'un rôle social valorisant, et même distinctif. La notion de disposition héroïque vise notamment à décrire cette propension à vouloir se distinguer par l'accomplissement d'actes hors du commun, à vouloir accéder à une forme de notoriété et d'exceptionnalité. On a vu ensuite que d'Astier peine, au cours de l'entre-deux-guerres, à satisfaire cette aspiration, ce qui nourrit en lui le sentiment de ne pas s'accomplir, de vivre une vie qui n'est pas à la hauteur de la

[1073] Cf. Doug McAdam, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, n° 54-5, 1989, pp. 744-760.
[1074] Cf. notamment Pierre-Emmanuel Sorignet, *Danser. Enquête dans les coulisses d'une vocation,* Paris, La Découverte, 2010. Voir en particulier le chapitre 1, « "J'ai toujours voulu danser" : formation et vocation », pp. 27-66.
[1075] Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., p. 239.
[1076] Charles Suaud, *La Vocation. Conversion et reconversion des prêtres ruraux*, Paris, Minuit, 1978, p. 10.

personne qu'il pense ou voudrait être. Il souffre alors de ne pas trouver la voie lui permettant d'accéder à la reconnaissance et à la visibilité sociales qu'il escompte. La Résistance vient justement combler ces attentes jusque-là déçues. Tout d'abord, elle lui fournit l'opportunité de s'engager pour une cause presque sacrée – la défense de la patrie – à laquelle son ascendance aristocratique l'a en quelque sorte dès sa naissance prédestiné à se vouer. Aussi, il s'engage d'autant plus complètement dans la Résistance que cet engagement lui permet de se réapproprier l'héritage familial en réalisant à son tour la vocation familiale au service de la patrie. Il lui permet de s'inscrire enfin dignement dans la lignée. Bref, la Résistance lui offre un investissement social doté à ses yeux de la plus haute valeur symbolique, ce qui en soi favorise un militantisme vécu sur le mode vocationnel.

Mais, en s'imposant comme le chef charismatique d'une organisation appelé à devenir l'une des principales forces politiques de la Résistance, d'Astier parvient surtout à accéder à la position sociale dominante, en particulier sur le plan symbolique (le chef charismatique étant un être dont on reconnaît l'autorité avant tout parce qu'on lui prête du prestige), qu'il n'était pas parvenu à atteindre avant la guerre. Au sein de son propre mouvement d'abord, puis progressivement dans tout l'espace de la Résistance jusqu'aux institutions forgées à Londres puis Alger par le général de Gaulle, il accède à la visibilité et à la reconnaissance. Admiré, sollicité, attendu, écouté et entendu, il est reconnu peu à peu comme quelqu'un d'important, comme quelqu'un qui compte, c'est-à-dire comme quelqu'un avec qui *il faut compter*. Cette reconnaissance sociale, qui vient satisfaire l'une de ses aspirations les plus profondes, nourrit en lui la conviction d'être fait pour le rôle et le dispose à vivre celui-ci comme un accomplissement. De cette façon elle stimule un investissement toujours plus fort. Plus son action est validée par les autres et semble consacrée par les faits, plus il tend à subordonner ses « autres activités et projets de vie à l'ambition[1077] » résistante. Le capital symbolique acquis dans l'engagement joue ainsi un rôle premier dans la naissance de sa vocation.

Mais il joue aussi un rôle moteur indispensable dans sa consolidation. La vocation, en effet, a besoin pour être produite et entretenue d'être validée par des « instances et des agents qui ont une légitimité en la matière[1078] » aux yeux de l'acteur. Comme l'écrit Gisèle Sapiro à propos des vocations littéraires, « l'investissement total que requiert l'actualisation de la vocation […] nécessite des encouragements extérieurs, qui sont vécus comme des signes

[1077] Gisèle Sapiro, « ″Je n'ai jamais appris à écrire″ », art. cit., p. 13.
[1078] Nicolas Lefèvre, « Construction sociale du don et de la vocation de cycliste », *Sociétés contemporaines*, n° 80, 2010, pp. 47-71, p. 59.

d'élection et de reconnaissance du charisme[1079] ». Loin ainsi d'être le résultat d'un processus strictement individuel et unilatéral, la vocation est un produit éminemment collectif qui fonctionne sur le mode du transfert de légitimité. L'individu ne se sent habilité à persévérer dans son projet vocationnel que s'il reçoit de la part des agents et institutions légitimes des marques de reconnaissance de la légitimité de son projet et de sa personne[1080]. Pour le dire autrement, il ne se sent légitime dans sa vocation et ne devient effectivement légitime que s'il est légitimé par des instances légitimes. L'accès de d'Astier à des postes à responsabilité au sein des institutions résistantes, la reconnaissance personnelle de son rôle et de son action par le général de Gaulle, seul détenteur à partir de 1943 de l'autorité résistante légitime, mais aussi la validation que semble apporter l'évolution du cours de la guerre en faveur des Alliés à son choix « farfelu[1081] » en 1940 d'initier une entreprise contestataire, toutes choses qui objectivent son ascension dans le microcosme résistant, constituent des marques de reconnaissance objectives qui légitiment et encouragent ses ambitions et ses prétentions résistantes. Son succès résistant – comme on peut parler de succès littéraire, de succès artistique, de succès sportif ou scientifique – alimente des ambitions croissantes[1082] qui, si elles sont d'abord circonscrites au périmètre résistant, se convertissent peu à peu en aspirations proprement politiques. En effet, à mesure que la Résistance devient une affaire politique, non seulement d'Astier est socialisé au métier politique, mais il est porté à concevoir une aspiration forte à l'exercice de responsabilités politiques pensées comme le prolongement des responsabilités résistantes. À mesure que l'espace de la Résistance se transforme en embryon de champ politique, ses agents les plus intégrés – dont d'Astier est

[1079] Gisèle Sapiro, « ″Je n'ai jamais appris à écrire″ », art. cit., p. 24.

[1080] Cette dialectique entre intériorisation de la croyance et attestation collective de sa légitimité est mis en évidence par tous les travaux sur la formation de la vocation, qu'elle soit sportive (Nicolas Lefèvre, « Construction sociale du don et de la vocation de cycliste », art. cit.), littéraire (Gisèle Sapiro, « ″Je n'ai jamais appris à écrire″ », art. cit.,), musicale (Thomas Morinière, « Les petites voies de la chanson de variétés. La révélation du charisme du chant et la démocratisation de la vocation d'interprète », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 168, 2007, pp. 68-81), religieuse (Charles Suaud, *La Vocation*, *op. cit*.) ou encore politique (Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit*.).

[1081] Nombre de résistants ont souligné le caractère irrationnel des entreprises résistantes des premiers mois, alors que la machine de guerre allemande paraît invincible, sa victoire totale. Raymond Aubrac reconnaît ainsi que les pionniers ont souvent été considérés par ceux qu'ils voulaient recruter comme des « farfelus » : « Les résistants sont très isolés au début. Beaucoup de gens n'y croient pas, on passe pour des farfelus. Quand on va recruter des camarades, de temps en temps on passe pour des farfelus. La première fois que d'Astier a rencontré Pascal Copeau, qui pourtant est devenu un résistant très important, très solide, qui a été le remplaçant, le successeur de d'Astier, Pascal Copeau l'a envoyé promené en disant : ″C'est pas sérieux ton truc.″ (Entretien avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011) »

[1082] Comme l'écrit Bourdieu : « La définition sociale de ce qui est permis à quelqu'un, de ce qu'il peut se permettre raisonnablement, sans passer pour prétentieux ou insensé, s'affirme à travers toutes sortes de licences ou d'exigences, de rappels à l'ordre négatifs ou positifs (noblesse oblige), qui peuvent être publics, officiels, comme toutes les formes de *nominations* ou de verdicts garantis par l'État, ou au contraire officieux, voire tacites et quasi imperceptibles. […] Le rapport subjectif qu'un [individu] entretient, à chaque moment, avec l'espace des possibles dépend très fortement des possibles qui lui sont statutairement accordés à ce moment (Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., pp. 428-429) ».

une figure éminente – sont socialement déterminés à convertir leur *libido* résistante en *libido* spécifiquement politique.

Au total, la vocation politique qu'acquiert d'Astier dans la Résistance est le produit d'un processus complexe étroitement dépendant de l'élévation constante qu'il connaît dans l'espace de la mobilisation résistante. Croyance socialement accréditée, la vocation doit être pensée comme le résultat d'un « enchainement de transformations subjectives qui accompagnent et conditionnent, dans l'illusion de la liberté, la transformation du statut social objectif[1083] ».

Ce chapitre se décompose en 5 parties. Dans la première, nous nous intéressons aux conditions d'existence propres à l'engagement résistant clandestin. Il s'agit notamment de cerner les implications sur l'expérience individuelle de l'économie affective spécifique qui s'instaure dans les situations d'engagement à haut-risque. Les deux parties suivantes sont étroitement liées l'une à l'autre. Il s'agit d'abord d'étudier, par le biais du dépouillement de son journal clandestin, la ligne politique qu'élabore le mouvement Libération à partir de l'été 1941. Nous analysons ensuite le processus par lequel, sous l'impulsion d'Emmanuel d'Astier, Libération se structure en tant que mouvement populaire en nouant alliance avec des organisations politiques et syndicales liées au mouvement ouvrier. La quatrième partie s'intéresse à la construction progressive en zone Sud, à partir de l'été 1941, d'un espace de la Résistance instaurant entre les différents mouvements de résistance des rapports d'interdépendance de plus en plus étroits. Enfin, une cinquième partie conclusive fait la synthèse des effets sur les catégories de pensées et d'action de d'Astier de ses expériences vécues durant cette séquence historique. Il s'agit de montrer comment celles-ci d'une part favorisent la construction d'une vocation résistante, d'autre part provoquent un glissement à gauche de ses dispositions politiques.

[1083] Charles Suaud, *La Vocation*, *op. cit*., p. 10.

1. Anthropologie de la vie résistante

Pour comprendre le processus de construction sociale de la vocation politique, il convient d'abord de se détourner momentanément de l'action résistante proprement dite pour s'intéresser plus généralement aux conditions et modalités pratiques de l'existence d'Emmanuel d'Astier dans la résistance. Ces conditions et modalités pratiques d'existence jouent en effet un rôle prépondérant dans le contenu de son expérience sociale durant les années d'Occupation et, par conséquent, sur les mécanismes mêmes de formation de la vocation. Aussi il s'agit de s'interroger sur les effets expérientiels de la clandestinité, de la confrontation quotidienne au risque ou encore de la forme de vie collective adoptée par les résistants. Comment ces variables impactent-elles l'expérience de l'acteur ? Et en quoi conditionnent-t-elles positivement la formation du sentiment vocationnel ? Telles sont les questions auxquelles il s'agit ici de répondre.

1.1. Les implications sociales de la clandestinité

Au fil des mois, après qu'il soit entré totalement en clandestinité, la résistance tend à absorber et circonscrire l'ensemble de l'existence sociale d'Emmanuel d'Astier. D'une part la résistance capte l'essentiel de son énergie et de son activité sociale, c'est-à-dire que le gros de ses pratiques, l'essentiel de son temps est consacré aux activités résistantes. De ce point de vue, on peut dire qu'il *se donne* ou *se voue* à la cause résistante. D'autre part, il baigne constamment ou presque dans le milieu résistant. Non que l'ensemble de ses interactions sociales se réduise à des interlocuteurs appartenant au microcosme résistant. S'il vit une existence souterraine, il ne perd jamais le contact avec la société légale, à l'inverse par exemple des maquisards réfugiés dans des zones géographiques reculées. Mais il s'agit là en majorité de contacts fugaces, épisodiques et passagers : croiser le concierge de l'immeuble, répondre au serveur dans un restaurant, s'adresser au vendeur d'un kiosque à journaux, etc. En revanche, les relations personnalisées, affectuelles, les relations les plus denses et les plus intenses, celles qui ne se réduisent pas à des rituels mécaniques très codifiés mais qui mobilisent et engagent véritablement l'acteur, sont pour la plupart nouées avec des interlocuteurs résistants et/ou en rapport avec l'activité résistante.

Cette captation de la vie sociale par l'engagement s'explique en partie par la clandestinité des conditions d'existence. La clandestinité – c'est-à-dire, faut-il le rappeler, la fin de toute existence légale et officielle – restreint considérablement l'espace des possibles ordinaires de l'acteur. Du fait des risques qui y sont associés, elle contraint fortement les activités quotidiennes. Elle limite les possibilités d'exercer un métier, elle oblige à se doter d'une fausse identité, à surveiller ses propos, à contrôler ses déplacements, à changer régulièrement de domicile, à modifier fréquemment son apparence, etc. De cette façon, elle contribue fortement à polariser l'existence du clandestin autour de ses activités clandestines. De façon croissante à mesure que la vie clandestine se prolonge et que par conséquent son emprise est plus forte, il est beaucoup plus difficile pour le clandestin d'assumer en parallèle la pluralité des rôles sociaux qu'il est en état de remplir sans heurts notables en conjoncture routinière. Il est beaucoup plus difficile (voire impossible) pour lui de continuer à avoir une vie professionnelle[1084], mais aussi une vie familiale (d'être un fils ou une fille, un frère ou une sœur, un époux ou une épouse, un père ou une mère)[1085], une vie amicale (en-dehors des amitiés militantes), une vie associative, une vie mondaine, etc.

> « C'est tout de même un pas qui n'est pas facile à franchir. On se dit : ″C'est fini, je n'ai plus de famille, je ne connais plus personne.″ C'est drôle tout de même d'être comme ça un homme tout seul au monde qui ne peut plus embrasser personne. Ce n'était pas une chose facile de sauter ce Rubicon de la légalité à l'illégalité, c'est-à-dire plus de domicile, plus de pignon sur rue, plus d'emploi qu'on peut trouver, plus de patron, plus rien […]. C'est peut-être la chose la plus difficile. Parce qu'une fois qu'on était passé dans la clandestinité, on ne pouvait plus faire machine arrière.[1086] »

[1084] Nombreux sont les résistants qui sont parvenus à concilier un temps leur engagement avec leur existence légale. La difficulté à tenir dans la durée cette « double vie », pour reprendre les mots de Fabienne Federini (*Écrire ou combattre*, *op. cit*., pp. 57-64), fait que nombre d'entre eux furent néanmoins contraints à un moment de plonger dans la clandestinité. Ils n'eurent pas le choix, alors, de quitter leur emploi. À titre d'exemple (car une liste exhaustive serait longue à établir), Jean Cavaillès perdit son poste de maître de conférences à l'Université de Paris. Lucie Aubrac abandonna quant à elle son poste de professeur d'histoire et son mari, Raymond, son métier d'ingénieur.

[1085] En règle générale, les résistants ne sont pas des personnes sans attaches familiales. Les pionniers étudiés par Fabienne Federini sont par exemple près de 70% à être mariés (*Ibid*., p. 242). En outre, les cadres de la Résistance à avoir des enfants ne sont pas rares. Les risques croissants qui sont encourus obligent cependant la plupart à prendre un jour ou l'autre des distances avec leur famille afin de les préserver de la répression. C'est par exemple le cas du fondateur de Libération-Nord, Christian Pineau, marié et père de six enfants, qui raconte dans ses mémoires avoir été contraint de brouiller les pistes avec sa famille (Christian Pineau, *La Simple vérité. 1940-1945*, Genève, Éditions Famot, 1976 [1ère éd. 1960]). D'autre part, si certains se marient (c'est le cas de Hélène et Philippe Viannay, dirigeants du mouvement Défense de la France) ou ont des enfants (comme Hélène et Philippe Viannay ou Lucie et Raymond Aubrac) durant l'Occupation, il s'agit le plus souvent, comme dans les cas mentionnés, de couples dont les deux membres sont pleinement engagés dans la Résistance. On a affaire ici à des couples de résistants. On notera d'ailleurs que la Résistance fit des couples (Hélène et Philippe Viannay se rencontrent dans la Résistance).

[1086] Maurice Cuvillon cité par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 135.

La clandestinité agit ainsi comme un facteur d'unidimensionnalisation de l'existence sociale du clandestin, c'est-à-dire que la clandestinité unidimensionnalise *effectivement* les conditions pratiques d'existence du clandestin et donc, qu'elle unidimensionnalise *réellement* et dans sa globalité son existence (ce qui est loin de se réduire à des questions d'identification de soi et d'image sociale). Autrement dit, dans la clandestinité le clandestin tend à n'être peu à peu *qu*'un clandestin. Il résulte de ceci que la contribution propre des conditions de vie clandestines et des expériences qui lui sont associées à la détermination des pratiques de l'acteur est particulièrement forte. Pour cause, moins le clandestin peut sortir de l'univers clandestin, plus il est *pris* par l'engagement et tous ses « à-côtés[1087] ». Au fond, la société clandestine tend à embrasser entièrement la vie du clandestin. Elle constitue l'univers de référence (quasi) unique au sein duquel s'élaborent ses interprétations des situations, ses représentations du monde, ses calculs, ses actions. Elle est aussi ce qui lui attribue un rôle social, lui donne de la raison d'être, lui dispense des rétributions et lui fournit les aliments principaux à la définition de lui-même.

De cette manière, les effets socio-biographiques de l'engagement (au sens le plus large) sont particulièrement importants. Ils le sont d'autant plus que l'engagement se réalise dans des conditions socio-affectives particulières et au sein de groupes sociaux singuliers.

1.2. Les groupes de résistance comme communautés affectives…

L'un des éléments les plus significatifs qui ressort des multiples témoignages livrés après-guerre par les résistants a trait aux relations affectives très fortes qui se sont nouées entre eux dans la clandestinité. L'amitié – au sens le plus fort et profond du terme, c'est-à-dire la *philia* des Grecs[1088] – semble être une sorte d'invariant des formes de relations sociales à l'intérieur des groupes résistants. Pour cette raison, ceux-ci forment des organisations sociales d'un type particulier qui se caractérisent par l'attachement très fort qu'ils suscitent de la part de leurs membres. Plus que de simples regroupements, ils constituent des *communautés affectives* dont les membres sont soudés par des liens de solidarité et de complicité solides, qui tous se sentent puissamment appartenir à l'entité collective qu'ils forment ensemble.

[1087] Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, Volume 11, 2005, p. 178.
[1088] Cf. Jean-Pierre Vernant, « Tisser l'amitié », in *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996, pp. 17-31

Le noyau dirigeant de Libération n'échappe pas à cette observation. Bien au contraire, tous les survivants à la guerre ont souligné la force et l'intensité des liens qui dans la clandestinité les a unit. Lucie Aubrac écrit ainsi :

> « Dans notre Mouvement, nous fûmes dès le début un groupe d'amis profondément unis. Nous nous retrouvions chez nous, chez les Martin-Chauffier, malgré les règles de sécurité. Notre amitié était telle que nous avions l'impression de nous protéger mutuellement, d'être invulnérables. Et il ne nous est jamais rien arrivé lorsque nous étions ensemble.[1089] »

Raymond Aubrac va plus loin et parle de « relations fraternelles » capables de dépasser les clivages idéologiques ou religieux.

> « Des relations très fraternelles, très fraternelles. Des gens dont je connais pas le nom, donc je connais pas le pays d'origine, dont je connais naturellement pas les opinions ou la religion, y'a une liaison, on est avec eux comme avec des frères. C'est indispensable au fonctionnement de la Résistance, la solidarité et l'ordre, et qui survit après guerre. Soixante après, j'ai des bons copains, j'ai découvert par la suite qu'ils avaient pas du tout mes opinions politiques mais on continue d'être lié comme des frères, ou des cousins germains, enfin peu importe. C'est comme ça.[1090] »

Le lexique de la fraternité est aussi celui privilégié par Emmanuel d'Astier. Dans un beau texte paru au printemps 1945, à un moment où la Résistance en tant que mouvement social et politique est en train de se déliter, il ressent le besoin empreint de nostalgie d'évoquer ceux qu'ils nomment ses « frères en utopie ».

> « Avant que le rideau ne tombe, je veux parler de vous, les frères de la première heure, les frères en utopie. Pour vous, pendant des mois, il ne s'agissait pas de politique. Vous étiez des hommes seuls, partagés entre la honte et la foi. Vous vous enfonciez dans une forêt dont les arbres vous cachaient encore l'étendue et la menace. Les liens relâchés, les affinités perdues, les dispositions sociales et politiques bouleversées, vous y entriez seuls, vous y rencontriez d'autres hommes, des inconnus, qui cherchaient les mêmes astres.

[1089] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, *op. cit.*, p. 141.
[1090] Entretien avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011.

> Vous êtes devenus des frères. Vous en avez connu le goût très vif de l'humanité : assez pour inventer cette forme de guerre civile et nationale qui allait bien au-delà de la nation, qui s'étendait à l'Europe. De fil en aiguille, vous êtes devenus la Résistance. Vous êtes devenus un peuple conscient de résister au mal, plus encore qu'au malfaiteur.[1091] »

Dans ce même texte, d'Astier dresse les portraits pleins d'émotions de quelques-uns de ces « frères » (Cavaillès, Rochon, Morandat, Copeau, Hervé), les désignant par leur pseudonyme de résistants et racontant quelques moments marquants partagés avec eux[1092], façon de ressusciter par l'écrit cette communauté affective forgée dans la clandestinité à laquelle il est profondément attaché et qui se dissipe au moment où il rédige ces lignes.

D'une manière générale, l'évocation très personnalisée, et souvent pathétique[1093], des camarades de résistance est une figure plus que récurrente, presque nécessaire, des témoignages rétrospectifs produits par les résistants. Elle a pour fonction claire de signifier une forme spécifique de relations sociales où l'affect est central[1094]. En l'occurrence, l'analogie avec les liens familiaux et plus précisément fraternels, et par là avec l'idée d'un lien de solidarité et d'affection indéfectible, est très fréquente dans les discours des résistants. Ainsi pour l'historien de la Grèce antique Jean-Pierre Vernant, membre de Libération-Sud[1095], les liens d'amitié qui se tissent dans les expériences collectives fortes et passionnelles telles que la résistance s'apparentent effectivement aux liens familiaux.

[1091] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, Paris, Sagittaire, 1945, p.3. L'article « Avant que le rideau ne tombe » paraît initialement dans *Les Lettres françaises* en avril 1945. Il ouvre ensuite le recueil d'articles du même nom qui paraît en juillet de la même année.

[1092] L'évocation de son avant-dernière rencontre avec Jean Cavaillès, avant que celui-ci ne soit arrêté par la Gestapo puis fusillé, traduit bien les sentiments d'amitié profonde qui les lient. La référence à l'enfance, fréquente chez d'Astier pour qualifier la vie et l'action résistantes, est à cet égard particulièrement symptomatique. « Nos deux dernières rencontres sont marquées d'un relief sans égal comme une stéréoscopie parfaite. L'avant-dernière : nous étions allés manger des huitres à la Rotonde, puis finir notre soirée à Bobino. Il y avait Lucie Aubrac. Nous étions heureux comme des collégiens. Toutes les Gestapo du monde étaient bien incapables de mettre une ombre sur cette enfance. N'est-ce pas, Lucie ? (*Ibid*., p. 5) »

[1093] Ainsi presque toujours, hommage est d'abord rendu à ceux qui sont morts. Dans *Avant que le rideau ne tombe* par exemple, d'Astier parle en premier de Cavaillès, mort fusillé, et de Rochon, mort en déportation.

[1094] L'un des exemples idéal-typiques en la matière est l'énumération nominative qui ouvre le récit autobiographique d'Yves Farge : « Il est juste de reconnaître que le courageux et délicieux Georges Altman est à l'origine de cette passionnante aventure. Dans ce petit bureau du *Progrès de Lyon* que nous partagions, nous avons pleuré tous les deux le jour où Pia nous apporta le texte d'Aragon relatant le supplice de Châteaubriand. Dans ce même bureau, nos colères se sont plus d'une fois confondues, nos espérances aussi, et celles de tous ceux qui vinrent là chuchoter, chercher le fil de l'organisation : Jean Cavaillès, Pierre Kaan, Jean Moulin, Marchal, René Leynaud, Vacher, Augustin Habaru, Joseph Brenier (j'ai commencé par les morts) ; Bidault, Pineau, Péju, Emmanuel d'Astier, Pascal Copeau, Pierre Hervé, Aubrac, Aveline, Martin-Chauffier, Francis Crémieux, Morandat, Biquard, Hamon, Roure, Charles Vildrac, Stanislas Fumet, le marquis d'Aragon et ce père jésuite dont j'ai oublié le nom et qui tomba dans les bras de ″Gaston″ (Georges Marrane), auquel nous servions de relais, alors qu'infatigable il parcourait la zone sud à bicyclette. (*Rebelles, soldats et citoyens. Carnet d'un commissaire de la République*, Genève, Famot, 1977 [1ère éd. 1946], pp. 9-10) »

[1095] Entré à Libération-Sud fin 1941, Jean-Pierre Vernant assume à partir de 1943 la direction départementale de l'Armée secrète en Haute-Garonne, puis des FFI à compter de l'automne 1944. En septembre 1944, il devient chef régional des FFI. Jean-Pierre Vernant est compagnon de la Libération.

> « Le sentiment de communauté qui est au cœur de l'amitié se retrouve également dans le lien familial. Pour un Grec, il y a dans l'amitié civique quelque chose d'assez semblable à la famille. Les membres d'une même famille se disputent, se font les pires coups, mais ils sont unis en même temps par une sorte de solidarité fondamentale. J'ai souvent dit que, dans la Résistance aussi, il y avait quelque chose de ce type. Quand je rencontre quelqu'un que je ne connais pas et dont je sais qu'il a été un résistant actif, même si c'est un adversaire politique, j'éprouve un sentiment d'appartenance analogue à celui que je peux avoir en retrouvant un arrière-cousin : ″Il est des nôtres...″.[1096] »

1.3. … soudées par l'isolement, le secret et le risque

Les conditions dans lesquelles se constituent les noyaux de résistance sont pour beaucoup dans l'établissement très précoce et rapide de ces relations imprégnées d'une forte charge affective. On a souligné dans le chapitre précédent le sentiment d'isolement que ressentent la plupart des pionniers dans les premiers mois qui suivent l'armistice, ainsi que le réconfort moral que bien souvent constitue pour eux la rencontre d'individus partageant une même indignation à l'égard de la situation d'occupation. Les liens d'amitié (lorsqu'ils ne préexistent pas à l'engagement résistant) se forment d'abord, pour les pionniers, dans cette expérience primitive qu'ils font de la communauté de pensée, de la connivence avec une poignée de complices dans un contexte marqué par l'adversité et la sensation d'isolement à l'égard du plus grand nombre. Ensemble réunis à contre-courant de la pente commune, délibérant intensément, les réfractaires sont conduits à éprouver le sentiment d'être des semblables, d'appartenir à une même catégorie d'individus – ceux qui refusent l'abdication – distincte et séparée du reste du monde. Cette simple expérience fait courir entre eux un courant affectif puissant, fondé sur la connivence – « Les liens relâchés, les affinités perdues, les dispositions sociales et politiques bouleversées, vous y entriez seuls, vous y rencontriez d'autres hommes, des inconnus, qui cherchaient les mêmes astres. Vous êtes devenus des frères[1097] » écrit très justement d'Astier. Elle contribue à ce qu'ensemble, ils fassent corps. Le groupe ainsi créé s'apparente à ce que l'on pourrait nommer une communauté-refuge qui, par et dans le partage d'une foi commune, préserve les acteurs de la déréliction.

[1096] Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, *op. cit*., p. 25.
[1097] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., p. 3.

La dimension clandestine du combat résistant accentue ce phénomène car elle fait de l'isolement, du cloisonnement de la communauté résistante d'avec la société légale une expérience fondamentale, durable et répétée de la vie du résistant. Le secret que la résistance requiert institue une « coupure rigide entre l'*in-group* et l'*out-group*[1098] ». Or une telle coupure, pour se réaliser, suppose que les membres du groupe soient soudés.

L'action collective clandestine suscite en elle-même cette cimentation. En agissant de concert dans le secret, les contestataires se replient sur eux-mêmes. Ils expérimentent un *entre-nous* et ainsi, se forgent peu à peu un univers propre – avec ses codes, ses règles, ses valeurs, ses normes, son *modus vivendi* – dont les frontières avec l'extérieur sont nettement délimitées. Progressivement se construit un groupe conscient de lui-même. S'attachant les uns aux autres dans l'action commune, les contestataires tendent parallèlement à s'attacher à l'entité collective qu'ils forment ensemble. Le processus de fermeture du groupe sur lui-même est ainsi concomitant d'un processus d'intériorisation par les individus d'un sentiment d'appartenance commune qui est la condition de l'existence et de la pérennité du groupe en tant que tel[1099]. Ce sentiment d'appartenance commune tend à être d'autant plus fort que l'engagement est plus intense et que le groupe est plus étanche, c'est-à-dire que l'individu est plus *pris* par l'engagement et *enveloppé* par le groupe.

Les hauts risques pris par les résistants redoublent les effets induits par la clandestinité et sont à ce titre un autre puissant facteur de cohésion sociale[1100]. En premier lieu, car le risque tend à accroître la dépendance réciproque entre les acteurs inhérente à toute action collective. Lorsqu'en effet le danger est élevé, la solidarité des membres du groupe se révèle d'autant plus nécessaire que la sécurité de tous dépend de l'action de chacun. Chaque militant doit pouvoir compter sur les autres. Autrement dit, faire face collectivement au danger suppose l'établissement d'une étroite relation de confiance entre les acteurs mobilisés. La confiance,

[1098] Isabelle Sommier, « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories*, n° 2, 2015, p. 11 [http://teth.revues.org/236].

[1099] Se doter d'un nom, d'un emblème, d'un drapeau, d'un slogan, voire d'un uniforme, autant d'actes par lesquels on cherche à exhiber une appartenance collective, sont des traductions pratiques de ce mécanisme de fermeture du groupe. Dans le cas de la Résistance, la spontanéité des mouvements et réseaux à se nommer en est une illustration exemplaire. Très vite en effet, les groupes de résistance formalisent leur existence en s'attribuant un nom qui devient leur signature. On a ainsi vu dans le chapitre précédent qu'Emmanuel d'Astier et ses camarades signent ostensiblement leurs premiers tracts et papillons du nom de « La Dernière Colonne ».

[1100] Doug McAdam distingue le coût de l'engagement – qui renvoie au temps, à l'énergie, à l'argent réclamés par le militantisme – du risque – qui est relatif au « danger anticipé – légal, social, physique et financier, etc. – de s'engager dans un type particulier d'engagement (Doug McAdam, « Recruitement to High-Risk Activism », art. cit., p. 67) ». La notion d'« engagement à haut risque » désigne les cas précis où le militantisme fait encourir aux acteurs des risques importants, notamment physiques. Elle est particulièrement utile pour travailler la question de l'engagement en contextes autoritaires.

en effet, est « indispensable à la prise de risque[1101] ». Aussi, le risque accroît surtout la conscience qu'ont les acteurs de leur dépendance réciproque. Lorsque son engagement l'expose à la mort, l'individu est conduit à ressentir très concrètement et lucidement que sa vie dépend pour partie de l'attitude de ses camarades de combat (de leur courage, de leur efficacité, de leur loyauté) et, en retour, que la vie de ceux-ci est partiellement comptable de sa propre attitude. Cette expérience de l'exposition au risque que les membres du groupe éprouvent ensemble est génératrice de liens forts[1102]. En leur faisant prendre conscience qu'ils sont dépendants les uns des autres, elle les rapproche. Au fil de l'action commune, elle tisse et renforce la confiance réciproque. En un certain sens, le risque contraint les acteurs à la solidarité[1103].

Mais il y a plus que cela. Dans un contexte hautement répressif, la prise de risques en commun signifie avant tout vivre avec d'autres des émotions fortes, qu'elles soient négatives (peur, stress, colère, dégoût, etc.) ou positives (excitation, joie, exaltation, etc.). S'intéressant à la révolution syrienne de 2011, Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay parlent dans de telles circonstances de l'émergence d'une « communauté émotionnelle[1104] ». Or de l'émergence d'une communauté émotionnelle – au sens d'un socle d'émotions intenses éprouvées collectivement par les membres d'un groupe – à la formation d'une communauté affective – entendue comme groupe social cimenté par des relations affectives fortes – il n'y a qu'un pas[1105]. En effet, lorsque l'émotion est au cœur des expériences vécues en commun par des individus, l'affect est central dans les relations interpersonnelles qui s'établissent entre eux. Les émotions ressenties dans l'action sont alors propices à se traduire sous la forme de sentiments à l'égard de ceux avec qui elles ont été vécues. Et ces sentiments tendent à être

[1101] Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, « Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011)", *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 5, 2013, pp. 815-839, p. 832.

[1102] Pour Mark Granovetter, les liens forts sont les liens entre plusieurs individus qui impliquent une forte charge affective, un attachement réciproque, un temps partagé important. Les liens familiaux, amicaux et amoureux constituent des liens forts. Ceux-ci se distinguent des liens faibles, moins personnalisées et peu voire pas chargés affectivement. Cf. Mark Granovetter, « La force des liens faibles », in *Le Marché autrement*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000.

[1103] Notons que la solidarité n'est pas induite seulement par le risque et dans le but préserver les résistants. Elle est aussi une solidarité matérielle conditionnée pratiquement, en particulier par la clandestinité et le contexte de pénurie économique et matérielle. Elle consiste à trouver des hébergements pour les militants, à faire des collectes de vêtements et de nourriture, à produire des faux papiers (cf. Jacqueline Sainclivier, « Solidarité », *in* François Marot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 982-983).

[1104] Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 212, 2016, pp. 24-35, p. 28.

[1105] La notion de « communauté émotionnelle » est issue originellement de la sociologie de Max Weber. Elle désigne le cercle des disciples entretenant un lien affectif fort avec le chef dans une situation de domination charismatique (Max Weber, *Économie et société*, Tome 1, *Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995, pp. 322-324). En ce sens, la communauté émotionnelle est très proche de ce que nous avons désigné comme communauté affective, expression qui nous parait qualifier plus justement la réalité désignée.

d'autant plus forts que les émotions vécues ont été intenses. « Quand on a mangé, bu et ri ensemble, et fait aussi des choses graves et sérieuses, cette complicité crée des liens affectifs tels qu'on ne ressent sa propre existence comme pleine que dans et par la proximité de l'autre. […] Ainsi, dans les moments de guerre, de danger, les amis, les copains deviennent tout d'un coup les membres d'une sorte de mafia, et par conséquent les liens sont plus forts.[1106] »[1107]

Le terme de « mafia » employé ici par Jean-Pierre Vernant est particulièrement intéressant parce que très suggestif du caractère communautaire des groupes sociaux que forment les noyaux de résistance. Ce dont les résistants, qui l'éprouvent pratiquement, ont en général une conscience aigüe. Il n'y a qu'à considérer, pour s'en convaincre, les mots qu'ils emploient pour désigner ce que sont à leurs yeux les mouvements. « Société secrète », « clan », « confrérie »[1108], « bande » sont avec ceux de « famille » ou de « fratrie » les termes les plus fréquemment utilisés. Or tous traduisent l'idée d'une solidarité agissante. « Nous avons en réalité créé des bandes partisanes[1109] » écrit ainsi Henri Frenay en juin 1943, dans une note destinée à la France libre. Quant à Emmanuel d'Astier, il emploie de façon privilégiée le mot de « maçonnerie[1110] ». Mais c'est encore Jean-Pierre Vernant, à la fois acteur et analyste, qui livre les développements les plus intéressants.

> « Dans la Résistance, je ne m'interrogeais que sur des choses pratiques, techniques. C'est récemment, en lisant une thèse d'un jeune historien, que je me suis posé ce problème : quel type de groupe social un mouvement de Résistance forme-t-il ? Comme le corps social, les institutions, la police, la magistrature avaient basculé d'un côté, ceux qui, de l'autre côté, voulaient la victoire étaient obligés de se constituer en sociétés secrètes. On pourrait parler d'une sorte de ″mafia″. […] D'une certaine manière, cela marchait un peu comme chez des gangsters, mais des gangsters qui, au lieu de penser à s'enrichir, auraient été des idéalistes… Dans une bande de gangsters, il y a sûrement des choses que j'imagine mal parce que je n'en ai pas l'expérience, mais je pense que l'amitié est aussi présente. Les membres de la bande sont unis, ils obéissent, ils se sentent appartenir à une communauté. Et il n'y a pas de communauté sans la *philia*, sans le sentiment qu'entre

[1106] Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, *op. cit*., pp. 19-28.

[1107] Xavier Crettiez va jusqu'à évoquer un possible « phénomène fusionnel […] d'autant plus fort que l'organisation, si elle est clandestine et relativement isolée de tout ancrage social, fonctionnera dans l'isolement et la peur (Xavier Crettiez, « ″High-Risk Activism″ : Essai sur le processus de radicalisation violente (seconde partie) », *Pôle Sud*, n° 35, pp. 99-112, p. 106) ».

[1108] Le réseau de renseignement fondé dès la fin de l'été 1940 par *Rémy* [Gilbert Renault] prend en janvier 1942 le nom de Confrérie Notre-Dame, ce qui n'est pas hasardeux.

[1109] Henri Frenay cité par Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 140, 2001, pp. 57-67, p. 66.

[1110] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., pp. 58, 114 et 178.

> l'autre et soi quelque chose circule, que les Grecs pouvaient représenter sous la forme d'un *daimôn* ailé, allant de l'un à l'autre.[1111] »

Si (tous) les résistants soulignent que leur mouvement forme une bande, une maçonnerie ou un clan, c'est ainsi que le risque et le secret sont de puissants générateurs de *philia* et de communauté[1112].

Dans la Résistance, les contraintes pratiques qu'imposent à la mise en œuvre de l'action contestataire le risque et le secret contribuent directement au « tissage » de la *philia*. Le risque et le secret proscrivent en effet les grands rassemblements et les réunions plénières, dont le format est plutôt propice aux interactions interindividuelles formelles et dépersonnalisées. Ils imposent au contraire que les rencontres entre résistants se réalisent en comités restreints, et même souvent n'engagent que deux individus seulement. Autrement dit, ils génèrent des situations favorables à l'établissement de liens fortement personnalisés et individualisés. Quand bien même les mouvements de résistance comptent au total des milliers de membres, l'activisme résistant demeure en situation et en pratique un activisme de petits groupes à l'intérieur desquels l'interconnaissance entre les acteurs est très forte.

Au sein de ces groupes, du fait notamment des risques pris, les moments de sociabilité qui débordent l'action proprement contestataire sont généralement intenses. Et ils jouent un rôle de premier plan. Partager avec ses compagnons de lutte des moments agréables, qui contrebalancent le stress et la peur générés par le danger, a pour effet de souder le groupe. En effet, l'« interaction interindividuelle par la sociabilité (qui est la satisfaction d'être ensemble, de ″faire corps″, ou encore de se ″désindividuer″) génère de nouveaux liens sociaux[1113] ». Une anecdote racontée par Lucie Aubrac fournit une bonne illustration de ce qui se joue dans les moments de sociabilité. En novembre 1942, Lucie Aubrac revient d'un voyage dans l'Indre duquel elle ramène une oie vivante. Son idée est de l'engraisser pour « recevoir les amis

[1111] Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, *op. cit*., pp. 22-23.

[1112] Cela, bien sûr, n'est pas propre à la Résistance. Au contraire, l'essentiel des travaux portant sur des engagements à hauts risques (violents, armés, clandestins) met en évidence qu'ils se réalisent toujours dans des conditions socio-affectives particulières. Donatella della Porta compare par exemple les organisations clandestines d'extrême-gauche qui, dans les années 1970, se lancent dans la lutte armée en Allemagne et en Italie à des sectes criminelles ou religieuses. Cela parce qu'elles imposent à leurs membres une vie recluse et suscitent un don de soi corrélatifs d'une dépendance affective vis-à-vis des camarades de combat (Donatella della Porta, *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, pp. 165 et suiv.). Sur un tout autre terrain, Doug McAdam souligne également la vie communautaire intense qu'expérimentent les volontaires du Freedom Summer lors de l'été 1964. Le soutien affectif trouvé par les militants au sein de ce qu'ils nomment la « communauté bien aimée » compense l'expérience de la violence et de rudes conditions d'existence auxquelles ils ne sont pas préparés, contribuant à leur faire vivre un « été extatique » (Doug McAdam, *Freedom Summer*, *op. cit*., pp. 109-189).

[1113] Gildas Renou, « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, pp. 53-77, p. 64.

isolés au moment de Noël[1114] ». Le festin se déroule finalement début janvier, et il donne lieu à une réunion festive des différents convives, tous résistants.

> « Á l'éviscérage une déception : son foie est plus petit qu'un poulet ! Nous avions imaginé un foie gras, pas gros certes, mais gras sûrement. "Les foies ne sont gras que lorsqu'ils sont gros", dira Pascal avec certitude. Notre oie, toute nue, était maigre, et fut longue, longue, à cuire. Mais nous avions tous de jeunes dents. Les plus âgés, celles de d'Astier, n'avaient que quarante ans. Le repas fut réussi ! Copeau et Farge avaient trouvé du vin et racontaient mille histoires gauloises. Nous étions gais, tous, quand arriva un convive inattendu : Jean Cavaillès ! Notre ami Jean, dont le surnom était Sully, mon collègue philosophe à Amiens – puis retrouvé à Strasbourg, professeur d'université, et ensuite à Clermont-Ferrand, à l'automne 1940.[1115] »

Dans cet extrait, on n'a affaire ni plus ni moins qu'à une « bande de copains » qui prennent plaisir à être ensemble, à rire ensemble. De tels moments contribuent à nouer des liens de complicité entre les acteurs. Ils renforcent leur intégration et leur adhésion au groupe et, de cette façon, participent directement à *faire* le groupe. Autrement dit, ils sont des facteurs d'une cohésion sociale indispensable à la mise en œuvre d'une action collective dangereuse.

L'économie affective caractéristique des groupes de résistance (et plus largement des organisations clandestines opérant dans des contextes risqués) est donc un produit des conditions spécifiques dans lesquelles s'inscrit l'engagement résistant. Mais en retour, il apparaît qu'elle conditionne elle-même favorablement le maintien dans le temps des investissements militants. En effet, il semble que d'une manière générale dans les contextes dangereux, l'investissement émotionnel de l'acteur, dont l'une des modalités est l'attachement affectif aux camarades de lutte, croît avec l'expérience du risque. Tout se passe au fond comme si la force et la solidité des liens d'amitié, de solidarité, de complicité, voire d'amour entre résistants venaient compenser positivement la tension psychique et morale, l'autocontrôle, le stress, la peur, l'angoisse éprouvés quotidiennement dans la confrontation au risque, au secret, mais aussi à la solitude, qui est en pratique très fréquente s'agissant d'individus entrés en totale clandestinité. Emmanuel d'Astier exprime bien ce mécanisme

[1114] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, *op. cit*., p. 64.
[1115] *Ibid*., pp. 65-66.

lorsqu'il présente la « chaleur » des relations entre clandestins comme un contrepoids à la « glace » de la menace et de la peur.

> Dans l'extrait suivant, d'Astier raconte son premier départ pour Londres au printemps 1942.
>
> « Je suis frappé soudain de solitude. Pourquoi maintenant ? Pourquoi pas sur le sous-marin… sitôt quitté mon univers, cette maçonnerie de la Résistance, où la peur et l'amour sont une haleine tantôt glacée, tantôt tiède, où le regard d'un policier, la menace de l'inconnu est à chaque instant compensée par l'œil d'un ami, par la faiblesse et la force – également utiles – d'un complice, par le mystère de votre jeu. Votre jeu : c'est là ! Votre jeu enfantin et mortel peut-être, mais où vous choisissez les voies, les partenaires, les adversaires, et qui n'est pas comme la guerre – l'autre guerre – un jeu monstrueux et barbare dont les dispositions, les règles et les buts sont autant de postulats sans chaleur qu'un dieu pose pour vous… Dans notre guerre, l'âme nous était rendue, parce que c'était une révolte qui ouvrait à tant d'hommes, égarés dans une société sénile, la porte d'une fraternité perdue, une révolte dont chacun choisissait le thème et qui nous menait avec d'autres inconnus à une même misère, à une même exaltation.[1116] »

La communauté affective que forme le groupe militant apparaît comme une sorte de niche émotionnelle préservant ou protégeant les acteurs contre l'épuisement psychique (et physique) auquel expose le danger. En d'autres termes, la communauté les aide à tenir dans un contexte où ils sont dépendants affectivement du groupe. Sans ce support (et soutien) émotionnel, il y a fort à parier que les résistants les plus engagés dans la clandestinité finiraient tôt ou tard par craquer. Les rétributions émotionnelles et affectives (joie, exaltation, excitation, complicité, amitié, fraternité) que procure la communauté militante compensent le coût élevé que représente le risque et prémunissent les acteurs du *burn-out* militant[1117].

[1116] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 58.

[1117] La communauté militante exerce ainsi un effet « surrégénérateur » sur l'engagement, c'est-à-dire qu'elle tend à « produire d'autant plus de combustibles qu'elle en consomme davantage (Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, 1977, pp. 123-154, p. 140) ».

1.4. Les effets socialisateurs de la communauté affective

Les caractéristiques de ces communautés affectives que forment les groupes de résistance (mais c'est un constat qui est probablement valable pour tous les cas d'engagements à haut risque et/ou clandestins) font que sans nul doute, la socialisation organisationnelle y est bien plus forte et intense – au sens où elle produit plus d'effets socialisateurs – que dans les situations d'engagement ordinaire[1118]. Cela, en premier lieu, du fait de l'emprise très forte de l'engagement sur l'existence du résistant, dont le groupe militant est l'un des paramètres centraux. Au sein des organisations clandestines, le groupe tend à être l'interface sociale première et principale (sinon unique) entre le militant et le monde. Autrement dit, il tend à être sa principale instance de socialisation – parfois très peu concurrencée par d'autres agents et d'autres institutions – ce qui lui confère un poids socialisateur considérable. Ce poids pèse de manière particulièrement significative sur ses représentations. Car dans un contexte de fluidité sociale et politique où la réalité subjective des acteurs apparaît singulièrement menacée par le brouillage des repères et le caractère très fluctuant de la configuration socio-politique, le groupe militant constitue le cadre collectif premier où le résistant forge ses interprétations, ses appréciations, ses jugements des situations. Le groupe tend à devenir pour lui la principale « agence de définition de la réalité[1119] ». Donatella della Porta observe ainsi qu'au sein des organisations clandestines, la « solidarité communautaire affecte […] les processus cognitifs des militants dans la mesure où toute l'information que les individus reçoivent est filtrée par le groupe qui définit la réalité externe en fournissant des systèmes dominants de référence[1120] ». Alors certes, il convient de pondérer quelque peu cette assertion concernant la Résistance des mouvements. Il serait abusif en effet de considérer que les mouvements de résistance puissent filtrer toute l'information parvenant à leurs membres. Ceux-ci demeurent en prise avec la société légale et ne forment donc pas des communautés complètement fermées. Ils n'enveloppent pas totalement les individus, ne prennent pas en charge tous leurs besoins, n'encadrent pas tous les aspects de leur vie, ne les coupent pas de toute information extérieure, ne les soumettent pas à une surveillance incessante, etc. Bref, ils ne sont pas des institutions *vraiment* totales[1121], comme peuvent l'être par exemple certains

[1118] Une telle hypothèse est également émise par Isabelle Sommier (*in* « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », art. cit., p. 13).

[1119] Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, *op. cit*., p. 255.

[1120] Donatella della Porta, « Mouvements sociaux et violence politique », *in* Xavier Crettiez et Laurent Mucchielli (dir.), *Les Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 271-291, p. 286.

[1121] Cf. Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

maquis ou, dans d'autres contextes socio-historiques, certains groupes guérilleros complètement retirés de la société légale[1122]. Mais ils s'y apparentent néanmoins sous plusieurs dimensions : coupure partielle avec le monde extérieur tendant à progressivement priver les acteurs des multiples sphères de vie qui dans l'ordinaire se concurrencent et se contrebalancent, repli sur un univers propre, réduction drastique des possibles latéraux. Ainsi, c'est d'abord l'isolement et le cloisonnement relatifs du groupe qui confère à la communauté affective cette emprise socialisatrice forte sur l'individu.

Une seconde dimension doit cependant être soulignée, qui a trait à l'importante charge affective des relations interpersonnelles à l'intérieur de la communauté. L'un des acquis des études sur la socialisation est de montrer que l'une des principales raisons pour lesquelles les premières années de la vie d'un individu ont une importance si fondamentale sur la formation de ses dispositions réside dans le fait que la socialisation s'opère alors dans des conditions particulièrement chargées émotionnellement et affectivement. Comme l'écrivent Peter Berger et Thomas Luckmann, au cours de la socialisation primaire « l'intériorisation n'apparaît qu'avec l'identification[1123] ». Or ce n'est que parce que l'« enfant s'identifie aux autrui significatifs de diverses façons émotionnelles[1124] » que l'intériorisation est aussi efficace. « En fait, il y a de bonnes raisons de croire que sans un tel attachement émotionnel aux autrui significatifs, le processus d'apprentissage serait difficile à accomplir sinon impossible.[1125] » Ainsi, on peut supposer que c'est notamment parce qu'il recevait de la part de son père « une prime d'amour supplémentaire pour chacune de ses performances musicales[1126] » que Mozart put devenir précocement un virtuose[1127].

Les socialisations secondaires se distinguent assez radicalement de la socialisation primaire sur ce point. En effet, du fait qu'elles n'interviennent pas *ex-nihilo* mais qu'elles travaillent un individu déjà socialement formé, elles n'exigent pas ce haut degré d'identification émotionnelle à des autrui significatifs. Aussi opèrent-elles le plus souvent

[1122] On pense notamment aux FARC de Colombie.

[1123] Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, *op. cit*., p. 227.

[1124] *Ibid*.

[1125] *Ibid*., pp. 226-227.

[1126] Norbert Elias, *Mozart*, *op. cit*., p. 93.

[1127] Pierre Bourdieu ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit : « Le travail de socialisation des pulsions s'appuie sur une transaction permanente dans laquelle l'enfant accorde renoncements et sacrifices en échange de témoignages de reconnaissance, de considération ou d'admiration (″qu'il est sage !″), parfois explicitement sollicités (″Papa, regarde-moi !″). Cet échange, dans la mesure où il engage toute la personne des deux partenaires, surtout l'enfant évidemment, mais aussi les parents, est hautement chargé d'affectivité. L'enfant incorpore du social sous forme d'affects, mais socialement colorés, qualifiés (Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., p. 241) ».

sans investissement affectif fort de la part de l'individu[1128]. C'est notamment pour cette raison que les produits de ces socialisations secondaires apparaissent généralement moins profondément incrustés dans les corps et cerveaux individuels, et donc plus vulnérables aux changements que les produits de la socialisation primaire.

Il arrive toutefois, dans certaines situations, que des socialisations secondaires reproduisent « à un degré considérable l'identification fortement affective au personnel de socialisation qui était caractéristique de l'enfance[1129] ». Proches dans ce cas de la socialisation primaire, elles exercent alors des effets socialisateurs forts et durables qui sont en mesure de transformer plus ou moins radicalement les individus. Les univers sociaux exigeant un haut degré d'engagement, voire un investissement total de la part des acteurs (champs artistiques, Églises) sont des sites privilégiés de ces socialisations secondaires intenses. De même, la Résistance comme forme d'engagement à haut risque crée des conditions propices à une telle socialisation. Comme on l'a en effet montré, au sein des communautés affectives que constituent les groupes de résistance les compagnons de lutte revêtent pour les acteurs le caractère d'autrui significatifs dont ils sont dépendants émotionnellement. C'est pourquoi ces communautés forment des entités collectives très intégrées, fortement productrices d'identifications. Dans un contexte où les résistants sont plus ou moins complètement coupés de leurs groupes sociaux de référence comme la famille – le cas ultime étant celui des résistants totalement clandestins ayant dû renoncer à toutes leurs affiliations sociales antérieures – les communautés affectives tendent même à devenir leur groupe primaire d'appartenance, ce qui renforce encore ces mécanismes d'intégration et d'identification et, *in fine*, les effets socialisateurs de ces groupes.

Au total, engagement à haut risque et communautés affectives réunissent deux paramètres qui intensifient la socialisation organisationnelle et favorisent par conséquent les transformations individuelles[1130] : une (relative) ségrégation sociale de l'individu (autrement dit son immersion dans la communauté) ; un degré élevé d'identification affective aux membres de la communauté.

[1128] Berger et Luckmann écrivent : « Alors que la socialisation primaire ne peut prendre place sans une identification émotionnellement chargée de l'enfant à ses autrui significatifs, la socialisation secondaire, elle, peut le plus souvent se dispenser de ce type d'identification et s'effectuer avec la simple identification mutuelle qui s'établit dans toute communication humaine. (*La Construction sociale de la réalité*, *op. cit*., p. 240) »

[1129] *Ibid*., p. 262.

[1130] On se gardera ici de parler d'*alternations* au sens où l'entendent Berger et Luckmann, c'est-à-dire un processus de re-socialisation qui tend à transformer « totalement » l'individu (*La Construction sociale de la réalité*, *op. cit*., pp. 261 et suiv.). Comme le suggèrent les auteurs eux-mêmes, l'alternation désigne des cas tout à fait limites qui ne sont pas équivalents aux situations décrites ici.

1.5. Les amitiés clandestines comme combustibles de l'engagement

Les amitiés fortes forgées dans la clandestinité constituent pour Emmanuel d'Astier une importante rétribution de son engagement résistant. Dans ses discours rétrospectifs, elles alimentent une comparaison de l'action collective clandestine avec l'enfance et ses jeux. L'enfance, en effet, dans la vision la plus commune, est inséparable des jeux audacieux et « libres » que l'on expérimente « entre copains ».

> « Le mot "clandestin" est un mot clé pour moi. Parce que le monde clandestin était un monde d'enfants, qui traçait ses propres coordonnées et qui échappait à tout. Et ça m'a beaucoup intéressé […]. Moi j'ai découvert ça : les enfants sont extraordinaires de dignité. Et cette dignité, c'est de ne reconnaître aucune règle, d'affronter des choses nouvelles et de créer son propre jeu. Et nous avons créé notre propre jeu. C'est vraiment le jeu enfantin et mortel. Et avec l'inconscience de la jeunesse, ou de l'enfance tout à fait.[1131] »

Cette rétribution amicale est un des combustibles de son engagement. Elle encourage et décuple son investissement militant. Pourtant, il n'est pas donné que l'économie relationnelle et affective que les organisations de résistance génèrent tienne et retienne nécessairement tous les individus, quelles que soient leur trajectoire antérieure et les dispositions dont ils sont porteurs. Daniel Gaxie l'affirme très justement : « Une organisation attire et retient des agents disposés à accorder du prix – du fait de leur âge, genre, appartenances, socialisations, expérience, trajectoire, position, condition et situation sociales, orientations idéologiques, morales, sexuelles ou religieuses – à tout ou partie des rétributions ou opportunités de rétributions que son activité est susceptible de générer. Elle laisse indifférents ou éloignent ceux qui ont d'autres dispositions. L'emprise d'une organisation collective dépend de l'ajustement entre les dispositions et les attentes des membres et sa structure d'offre ou d'opportunités de gratifications.[1132] » Ainsi, l'intensité des relations amicales produites par une organisation militante peut tout autant motiver la poursuite de l'engagement que susciter le retrait. En d'autres termes, elle est susceptible d'exercer un « effet de sélection[1133] » des militants.

[1131] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.
[1132] Daniel Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », art. cit., pp. 179-180.
[1133] Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », art. cit., p. 212.

Pour ce qui est de son cas particulier, Emmanuel d'Astier s'épanouit et s'investit d'autant plus dans la communauté affective que constitue le mouvement Libération-Sud qu'il est disposé à apprécier la forme de relations interpersonnelles que celui-ci développe. Dans l'entre-deux-guerres, d'Astier a mené une vie amicale intense, dont témoignent en particulier les relations fortes qu'il a nouées avec des personnalités comme Jacques Rigaut et Pierre Drieu La Rochelle, acolytes de son active vie mondaine et modèles de ses ambitions littéraires. L'amitié est aussi ce qui l'a le plus positivement marqué dans son expérience d'officier de marine : « J'ai découvert des amis, des vrais amis. Les amitiés de marine m'ont profondément marqué.[1134] » Plus que la simple camaraderie, d'Astier manifeste en fait une propension à goûter les relations amicales ayant une forte charge affective. Mieux, il semble rechercher ce type de relations interindividuelles, ce qui paraît traduire chez lui un besoin de reconnaissance qui jusqu'à son expérience de la Résistance peine à être assouvi. Pascal Copeau décrit ainsi l'homme dont il fait la connaissance en 1937 comme ayant fondamentalement besoin de se « faire aimer ».

> « Et cependant il fallait l'aimer. D'Astier semble-t-il, mettait tout ce qu'il avait de force dans son exigence follement possessive de se faire aimer. L'amitié n'était pas pour lui un échange mais le miroir dont il avait besoin. Il n'y avait pas d'illusion à se faire. C'était lui-même qu'il cherchait dans l'ami. Mais l'élu, pris au piège dans le mouvement qui lui était imposé, découvrait un homme profondément incertain mais libre par cette incertitude même, un homme aux ressources multiples, tenues en éveil par une angoisse toujours présente.[1135] »

Á la lecture de ces lignes, on comprend comment la *philia* qui se tisse dans l'action clandestine parvient à tenir et retenir d'Astier, combien la reconnaissance mutuelle qui circule entre les compagnons de lutte contribue à l'attacher à la communauté. C'est qu'elles répondent à des attentes qui, si elles ne sont jamais pensées comme telles, sont de puissants moteurs de l'investissement social dès lors qu'elles sont constamment satisfaites et sans cesse renouvelées. Par la *philia* qu'il y découvre, d'Astier est porté à vivre au sein de la communauté résistante un état de bien être, voire d'enchantement dont il gardera après la guerre une vive nostalgie. L'extrait suivant, dans lequel d'Astier insiste sur la fraternité qui se tisse dans la clandestinité, l'illustre bien.

[1134] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 45.
[1135] Pascal Copeau cité par Pierre Leenhardt, *Pascal Copeau*, *op. cit*., p. 90.

> « Clandestins, romantiques et inadaptés, échappés à une mécanique sociale qui veut réduire les hommes à une fonction, ils ont quitté maison, milieu, métier. Ils se sont noyés dans le petit peuple des trains, des gares et des carrefours. Ils ont joué au furet… un jeu enfantin et mortel où l'on choisit les voies, les partenaires, les adversaires. Et ce n'est pas pour eux la guerre monstrueuse et barbare, dont les dispositions et les règles sont les postulats sans chaleur qu'un dieu choisit pour vous. Dans une révolte commune contre une société sénile, dans des risques et des misères communes, ils ont trouvé une fraternité perdue.[1136] »

Cet autre témoignage de Pascal Copeau, produit à l'occasion de la cérémonie tenue en l'honneur de d'Astier après son décès, en fournit encore une illustration éloquente.

> « Avec lui, après lui, seul ou à son exemple, compagnons dans le choix, nous lui avions offert un monde de chaleur. Jusqu'à jeudi dernier il en a conservé la nostalgie dans sa quête de la fraternité militante.[1137] »

Disposé à être réceptif à l'économie affective offerte par la communauté résistante, d'Astier s'y épanouit effectivement. La *philia* est un puissant combustible qui stimule et décuple son investissement dans ce jeu périlleux qu'est l'engagement clandestin.

2. La naissance de *Libération* et les prémisses de l'élaboration d'une ligne politique

La propagande, on l'a vu au chapitre précédent, apparaît vite en zone Sud comme la modalité d'action la plus appropriée au contexte et la plus accessible aux moyens limités dont disposent les premières organisations clandestines. Aussi créer un journal, poursuivant le double objectif de faire connaître publiquement leur existence et de secouer l'apathie de la population, est l'une des premières actions concrètes de la plupart des mouvements

[1136] Emmanuel d'Astier, *De la chute à la libération de Paris, 25 août 1944*, Paris, Gallimard, 1965, p. 68.
[1137] Pascal Copeau, *Hommage à Emmanuel d'Astier*, prononcé le 16 juin 1969 sur l'Esplanade de l'Ordre national de la Libération, Hôtel des Invalides, Paris, archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie.

naissants[1138]. À partir du printemps 1941[1139], c'est l'entreprise à laquelle s'attèlent les dirigeants de La Dernière Colonne, qui voient là une manière de refonder leur action sur des bases plus solides et plus efficaces. La préparation du premier numéro dure près de deux mois. Le numéro 1 de *Libération* paraît en juillet 1941 et est tiré à environ 10 000 exemplaires. Les articles qui composent ses quatre pages sont le fruit d'une collaboration intense entre Emmanuel d'Astier, Jean Cavaillès et Jean Rochon[1140]. Faute de moyens humains, matériels et financiers stabilisés, les 3 numéros suivants paraissent irrégulièrement[1141]. À partir de janvier 1942 en revanche, le mouvement parvient à tenir un rythme de parution bimensuel[1142].

Il ne convient pas ici de faire l'exposé du processus de création du journal, ni de détailler toutes les implications qui découlent de sa fabrication[1143]. Son intérêt pour nous réside surtout dans ce qu'il nous permet d'accéder très directement et de façon datée aux prises de position (tactiques, stratégiques, politiques, idéologiques) du mouvement. Bornons-nous simplement à souligner qu'il contribue de façon décisive au développement et à l'essor de Libération-Sud[1144], cela car d'une part il requiert un effort de structuration et d'organisation conséquent, d'autre part il accroît significativement la crédibilité contestataire du mouvement. Notons enfin qu'il joue un rôle majeur dans l'élaboration de la ligne idéologique, et donc dans la construction de l'identité politique de Libération-Sud. Un journal, en effet, est plus qu'un simple instrument technique. Pour l'alimenter, ses auteurs ne peuvent plus se contenter de slogans, comme lorsqu'ils se bornent à fabriquer des tracts. Il s'agit d'élaborer un discours construit et argumenté. Pour ce faire, il est non seulement nécessaire de trouver des informations mais il faut en outre les exploiter, les analyser, les commenter. Le journal étant un outil de lutte, il s'agit par ailleurs de convaincre et donc de proposer des idées mobilisatrices. En somme, le journal contraint ses rédacteurs à livrer une analyse des

[1138] Olivier Wieviorka écrit à raison : « Par-delà les objectifs de propagande et de contre-propagande assignés à ce média, le journal présentait en effet l'intérêt d'être une entreprise relativement aisée à mener, toutes choses égales par ailleurs. Certes, le manque d'encre et de papier et la surveillance étroite qu'exerçaient les polices vichyste ou allemande à l'encontre des imprimeurs compliquaient la tâche. […] Mais ces obstacles étaient loin d'être insurmontables. (Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, *op. cit*., p. 71) »

[1139] Selon d'Astier, la décision de créer un journal est prise fin mai 1941 (Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378).

[1140] Le souvenir de ce travail collectif fait écrire à d'Astier en 1945 : « Peut-être par superstition – crainte d'effaroucher le destin – je n'ai appelé par leurs noms les deux premiers, les deux plus chers : Cavaillès et Rochon. […] Que de cafés incertains avons-nous fréquentés Cavaillès, Rochon et moi alentour de la place de Jaude ! (Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., pp. 9-10) »

[1141] Le numéro 2 paraît en août, le numéro 3 en septembre-octobre, le numéro 4 en décembre 1941.

[1142] 53 numéros paraissent dans la clandestinité, le dernier étant daté du 1er août 1944.

[1143] On renvoie pour cela à Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., pp. 69-80.

[1144] Dès la parution du premier numéro de *Libération*, le nom de La Dernière Colonne s'efface derrière celui de Libération.

situations traitées et à prendre position. De cette manière, il les oblige à se forger une ligne de pensée et d'action. C'est cette ligne qu'il s'agit maintenant pour nous d'analyser.

2.1. Un antivichysme radical

La condamnation du régime de Vichy est sans conteste le thème dominant au sein du journal *Libération*. Cette condamnation est totale – elle s'applique aussi bien à son défaitisme et sa politique de collaboration avec l'Allemagne nazie qu'à son projet idéologique – sans concession, et elle s'exprime avec virulence. Dès la première page du premier numéro, dans un éditorial intitulé « Maintenant », on peut lire :

> « Le gouvernement de Vichy a failli à sa tâche en renonçant à la lutte en juin 1940. Les Français avaient trouvé naturel que les gouvernements belge, hollandais et polonais poursuivent la lutte après la défaite territoriale. Le gouvernement de Vichy, qui pouvait prétendre sauver notre empire, a douté de la France, a abandonné le combat et livre maintenant cet empire morceau par morceau. Eh bien ! à nous, battus, il ne nous suffit pas de voir des cadres – qui ont bien au moins concouru à la défaite – accaparer le pouvoir, dénoncer la résistance, inventer la collaboration et s'instituer en professeurs de morale.[1145] »

À la page suivante, le mot fortement suggéré dans l'extrait cité est lâché : Vichy est coupable de « trahison ».

> « L'amiral Darlan, en prenant séance, annonce que l'heure est venue du ″renversement des influences″. C'est un euphémisme. Avant ″l'ordre nouveau″ et la ″politique réaliste″, cela portait un nom moins décoratif : la trahison. La France, répudiant ses amitiés passées, rompant net avec ses idéaux séculaires, rejoint l'Axe et devient l'associée, le complice du vainqueur.[1146] »

La trahison qu'incarne Vichy est le premier angle par lequel celui-ci est attaqué. L'argument de la trahison est inlassablement répété au fil des mois et des numéros. Ainsi, en

[1145] « Maintenant », *Libération*, n° 1, juillet 1941.
[1146] « ″Arrière toute… !″ », *Libération*, n° 1, juillet 1941.

décembre 1941, un article entier est consacré à dresser le réquisitoire de la trahison des hommes du régime.

> « Juin 1940.- Vous désespérez de la France. Vous escamotez ceux qui veulent continuer la lutte et que vous essayerez de juger en vain. Vous faites à Bordeaux un coup d'état d'opérette, vous décrétez que la partie est perdue, que toute résistance est impossible. Vous sous-estimez volontairement ce qui reste de la puissance française, notre empire, notre flotte, nos 800 avions et vous prédisez la défaite prochaine de l'Angleterre. Aussi vous hâtez-vous de signer un armistice que vous déclarez honorable mais dont vous gardez de faire connaître tous les termes au pays et dont chaque semaine aujourd'hui souligne le déshonneur. […] Vous vous faites le serviteur du vainqueur en laissant dire à une presse ignoble, dont le plus beau fleuron est ″Gringoire″ que les gouvernements français et anglais sont responsables de la guerre. Vous commettez ainsi un crime contre la nation et contre l'histoire en permettant que l'on obscurcisse cette vérité éclatante que l'Allemagne est responsable seule de cet affreux conflit. […] Septembre 1940.- Vous qui aviez été partisans de renier toutes les paroles françaises : notre parole de 1938 aux Tchèques, notre parole de 1939 aux Polonais, notre parole de 1940 aux Anglais ; vous êtes allé proposer votre première parole à l'ennemi et, effaçant toutes les loyautés françaises, vous avez engagé votre peuple à faire vœux de loyauté à l'égard du vainqueur le plus déloyal et le plus rusé… Montoire, l'aube de la collaboration : une des heures les plus sordides de notre histoire.[1147] »

Comme on le lit dans ces lignes, la signature de l'armistice constitue pour les hommes de Libération le premier point de rupture avec le régime de Vichy. Ceux-ci soutiennent l'idée que la France avait non seulement le devoir mais les moyens de continuer la guerre. De cette façon, ils contestent la nécessité de l'armistice. Aussi Vichy est-il pour eux dès sa naissance entaché par la faute d'avoir renoncé à se battre[1148]. Cet argument leur permet de récuser au régime la légitimité première sur laquelle il entend se fonder, à savoir qu'il aurait constitué un rempart contre l'ennemi dans une situation désespérée.

Mais la trahison ne s'arrête pas là. Elle s'articule en effet étroitement à la notion de « collaboration ». Dans ses colonnes, *Libération* dénonce de façon systématique la politique de collaboration mise en œuvre par le régime de Vichy. Dans les quatre numéros parus en

[1147] « Silence devant nos morts », *Libération*, n° 4, décembre 1941.

[1148] Dans le numéro de févier 1942 du journal, l'armistice est présenté comme la « première trahison » et le « crime initial » des hommes de Vichy (« Les sentiments et les raisons », *Libération*, n° 6, 15 février 1942).

1941, ce n'est pas moins de trois articles[1149] et près d'une dizaine de brèves qui y sont exclusivement consacrés. La collaboration proprement politique, la collaboration militaire, la collaboration économique sont tour à tour abordées. Le journal s'attache en particulier à porter à la connaissance de ses lecteurs des faits concrets ignorés par la presse légale du fait de la censure. Il détaille par exemple de manière chiffrée l'ampleur de l'exploitation économique du pays[1150] ou fait le récit des tractations franco-allemandes au sujet de la « cession de bases aéronavales en Afrique du Nord[1151] ».

Surtout, le journal met en avant le volontarisme du gouvernement en matière de collaboration (ce qui, notons-le au passage, est tout à fait véridique[1152] et révèle donc la connaissance fine du microcosme vichyssois et la lucidité politique de ses rédacteurs). Loin de simplement subir la volonté du vainqueur, celui-ci collabore pour partie de façon pleinement intentionnelle. Ainsi, dès son premier numéro, *Libération* suggère que collaborer, c'est rien moins que miser sur une victoire allemande, c'est-à-dire faire le choix de la domination hitlérienne sur l'Europe.

> « En somme un dilemme : collaborer ou lutter. Or, collaborer c'est jouer la victoire allemande, l'anéantissement des libertés françaises, accepter *l'ordre allemand*.[1153] »

Le journal est plus explicite lorsqu'il est fait référence à l'entrevue de Montoire à l'issue de laquelle, après avoir rencontré Hitler, Pétain déclare accepter le « principe d'une collaboration […] qui doit être sincère[1154] ».

[1149] « La France dépouillée », *Libération*, n° 1, juillet 1941 ; « Comment on collabore », *Libération*, n° 2, août 1941 ; « La politique de collaboration », *Libération*, n° 4, décembre 1941.

[1150] « Qu'envoyons-nous outre-Rhin ? En mai, environ 1.650.000 tonnes prises sur notre sol national ou importées de nos colonies. Le fer, et les minerais de fer, tiennent la plus grande place dans ce butin. Environ 1.200.000 tonnes. […] Minerai de béryl : 100 tonnes ; Aluminium et magnésium : 45 000 tonnes ; Caoutchouc brut : 800 tonnes… (« Comment on collabore », *Libération*, n°2, août 1941).

[1151] « La politique de collaboration », *Libération*, n° 4, décembre 1941. L'article conclut : « Si [la négociation] continue, ce sera la France enrôlée dans la guerre aux côtés de l'Axe, les représailles anglaises, la rupture avec l'Amérique. »

[1152] L'historien Robert Paxton a fait la démonstration implacable que la collaboration fut la mise en œuvre d'une politique intentionnelle de la part de l'État français, politique qui alla au-delà de ce que le Reich attendait. « La collaboration, ce ne fut pas une exigence allemande à laquelle certains Français ont répondu, par sympathie ou par ruse. Ce fut une proposition de la France, qu'Hitler repoussa en dernière analyse. […] Hitler ne restait pas passif, bien sûr. Il voulait une France docile qui lui assurât une solide base de départ contre l'Angleterre, et les ressources les plus riches de l'Europe occidentale occupée. C'est pourtant le régime de Pétain qui fit d'innombrables ouvertures en vue d'un travail commun (Robert Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit*., p. 95) ».

[1153] « Maintenant », *Libération*, n° 1, juillet 1941.

[1154] Discours prononcé le 30 octobre 1940 par le Maréchal Pétain, cité dans Jean-Paul Cointet, « Montoire », *in* Michèle Cointet et Jean-Paul Cointet (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, p. 501.

> « Imaginez le vieil Hindenburg, venu à Mayence apporter à Foch ses bons offices, ses promesses d'exécuter scrupuleusement l'armistice et l'engagement de collaborer ″dans l'honneur″ ! »
>
> Et de poursuivre, évoquant le limogeage de Pierre Laval en décembre 1940 :
>
> « Telle a été stupeur dans toute la France que vous avez senti la nécessité d'un dérivatif. Vous avez alors rejeté l'homme qui vous avait conduit à Montoire. Mais votre courage a été sans lendemain et, semaine après semaine, on vous voyait jouer aux quilles avec nos ministres pour apaiser la colère du vainqueur et débarrasser votre équipe de tous les éléments sains et résistants.[1155] »

La thématique de la collaboration est dans *Libération* l'un des socles du procès en trahison qui est fait au régime de Vichy, procès dont le mouvement est en zone Sud le premier procureur. Comme le souligne Harry Kedward, « ce furent les deux premiers numéros de *Libération* qui en zone Sud établirent fermement l'existence d'un lien de synonymie entre régime de Vichy et collaboration.[1156] » Ce faisant, le journal joue un rôle décisif dans le processus d'imposition d'un sens disqualifiant au mot « collaboration ». « Peu à peu – poursuit Kedward – le mot de collaboration entra dans le langage courant et fut employé péjorativement sans qu'il fût besoin de l'expliquer. Issu au départ d'un terme diplomatique désignant la coopération avec l'Allemagne, il commença à être employé dans certains milieux pour désigner ceux qui coopéraient avec Vichy, un usage du terme qui, en zone Sud, était beaucoup plus inquiétant et subversif. Tel était précisément l'usage qui en était fait implicitement dans *Libération* et qui s'inscrivait dans une perspective, inconnue jusque-là en dehors de la presse communiste, de Résistance *totale* – au gouvernement de Vichy tout autant qu'à l'Allemagne.[1157] »

2.2. Condamnation de la Révolution nationale et défense des valeurs républicaines

La résistance du mouvement à l'égard de Vichy ne se place d'ailleurs pas sur les seuls terrains militaire et de l'honneur patriotique. *Libération* se livre également à une critique en règle de la politique intérieure du gouvernement et de l'idéologie de la Révolution nationale, accusées de renier les valeurs et idéaux qui sont le socle de l'identité et de la cohésion

[1155] « Silence devant nos morts », *Libération*, n° 4, décembre 1941.
[1156] Harry R. Kedward, *Naissance de la Résistance*, *op. cit*., p. 152.
[1157] *Ibid*., pp. 153-154.

nationales. Sont condamnés d'un même tenant l'abolition de la République, la persécution des Juifs et des francs-maçons, la répression, la censure culturelle, la suppression des libertés, la surveillance de la population.

> « Devant un ennemi qui pillait la France libre contre la France occupée car ces achats, ces réquisitions, avec la monnaie de singe d'un mark à 20 frs. Qu'est-ce d'autre que du pillage, vous vous êtes mis à légiférer à tour de bras et pour vous créer un alibi et une clientèle vous avez inventé notre Révolution nationale : une Révolution nationale si dépourvue d'imagination qu'elle prenait ses mots d'ordre chez l'ennemi : anti-sémitisme, anti-maçonnisme, anglo-phobie… tout juste si vous n'y avez pas joint, pour plaire au vainqueur, la haine de l'Amérique. Et tout en lançant ces mots d'ordre incendiaires chez vos partisans, vous ne saviez même pas échapper aux écueils de notre troisième république. Vous preniez comme ministre dauphin un affairiste tel que Laval […] Ne croyez-vous pas que, sous la troisième république tant blâmée de tels scandales eussent au moins entrainé la chute du ministère tout entier ?[1158] »

C'est en particulier le projet antirépublicain, contre-révolutionnaire de Vichy auquel s'attaque le journal.

> « Nous avons vu rayer notre République, renier notre parole. Un Maréchal de France a été rencontrer Hitler à Montoire au lieu de prendre l'avion pour l'Afrique. Il livre, morceau par morceau, notre empire, donne sa marque, la marque de la France, à une littérature, à une radio aussi platement basses que celles de Berlin. Il laisse dans une ville d'opérette se dérouler depuis un an la plus grotesque, la plus odieuses des comédies qu'on n'ait jamais vues. Il se déshonore par des lois infâmes, un statut des Juifs, les camps de concentration, la Légion des mouchards, et toute cette boue où il va chercher et rejette périodiquement ses ministres. Mais peu importe, le tricolore dont il se drape est une teinture erzats. Il a bien fait d'abolir la République : le monde ne reconnaît pas Vichy.[1159] »

Comme on le lit dans ces lignes, en Vichy ce n'est pas simplement un gouvernement qui se rallie à l'occupant que dénonce *Libération*. C'est aussi toute la vision du monde que ce gouvernement porte, le projet de société réactionnaire, inégalitaire et liberticide qu'il essaie d'imposer. Aussi, bien que dans son premier numéro ses rédacteurs se défendent de

[1158] « Silence devant nos morts », *Libération*, n° 4, décembre 1941.
[1159] « Combat », *Libération*, n° 2, août 1941.

promouvoir une doctrine politique ou de mener une lutte idéologique[1160], le journal fixe néanmoins à son combat un horizon politique minimal : le rétablissement de la République. La République et les valeurs fondatrices qui définissent sa devise – Liberté, Égalité, Fraternité – sont pensées à Libération comme le socle inaliénable sur lequel devra nécessairement se refonder une France libérée de l'occupant allemand.

> « Mais face [au] déploiement de sottise et de brutalité [de l'hitlérisme], nous aurons du moins appris à connaître le sens plein d'une devise souvent galvaudée, et qu'un maréchal pressé a cru devoir jeter aux orties : LIBERTÉ, valeur centrale de notre culture, qui doit être autrement comprise et plus profondément pensée qu'elle ne l'était avant guerre. ÉGALITÉ, égalité des hommes et des races, sans qu'aucune des doctrines d'asservissement ressuscitées par nos nouveaux ″aryens″ viennent renouer les plus monstrueuses traditions de l'esclavagisme. FRATERNITÉ, notre fraternité dont les pays unis sous le joug hitlérien ont appris à connaître la vraie valeur ; fraternité avec les petites et les grandes nations qui souffrent et combattent à nos côtés.[1161] »

En opposition frontale à l'entreprise contre-révolutionnaire de Vichy, mais aussi à rebours d'une opinion au sein de laquelle la III^e^ République apparaît encore largement discréditée – discrédit largement alimenté et entretenu par la propagande vichyste –, le mouvement Libération va puiser ses références dans la mémoire des luttes républicaines passées. Il inscrit son combat contre l'occupant et contre le régime de Vichy dans le sillage des conscrits de 1792. De cette manière, il pose la Résistance en héritière et continuatrice de la Révolution française.

> « Si nous voulons revivre, si chacun de nous veut que sa vie reprenne un sens, nous n'avons pas le choix. […] C'est ensemble, c'est en commun que nous nous sauverons, que nous sauverons pour nous les valeurs. […] Si notre nation renaît, si chacun se rend responsable de l'œuvre collective, alors du même élan de Libération l'ennemi disparaît et nous avons une structure. Il faut que la matière et les biens du peuple soient la chose publique. Nous ne voulons plus de privilèges de classes, des injustices sociales, des

[1160] « Nous avons des buts. Nous n'avons point de doctrine. Nous ne voulons pas en avoir aujourd'hui. Pour construire un système politique sur des données doctrinales, il faut une assise, une substructure : la configuration géographique, économique d'un état, les éléments d'une nation. Or, aujourd'hui, cette assise n'existe pas. Nous n'avons pas de frontières, pas d'économie, pas de composantes nationales : nous ne sommes qu'une province, une ″marche″ de l'Empire allemand. Demain les doctrines politiques… (« Maintenant », *Libération*, n° 1, juillet 1941) »

[1161] « Combat », *Libération*, n° 2, août 1941.

> routines et du paternalisme, pas plus que nous ne voulons du désordre. Nous savons trop d'où venait l'argent d'Hitler, d'où pour la Cagoule. Mais surtout cela – cette séparation – est impossible, si notre Libération est travail de tous. Les volontaires de Valmy et de Jemmapes, unis dans une même foi nouvelle, chargeaient au cri de ″Vive la Nation″. C'est le cri que nous reprenons aujourd'hui pour l'assaut qui peut durer, mais par quoi nous sommes sûrs d'atteindre, si nous nous y mettons tous, une jeune et nouvelle Révolution française, porte drapeau des idées généreuses qui feront de nouveau le tour de l'Europe.[1162] »

Pour Libération, le régime de Vichy est donc aussi, voire surtout un adversaire politique. La défense des valeurs républicaines, fondamentalement antagonistes aux principes de la Révolution nationale, participe directement de la lutte contre cet adversaire.

2.3. Pétain au pilori

Dans cette condamnation sans concession de Vichy, la personne du maréchal Pétain n'est en rien épargnée. Le chef de l'État français n'est pas dans *Libération*, comme dans d'autres feuilles clandestines[1163], distingué des autres membres du gouvernement. Au contraire, celui-ci est présenté dès juillet 1941 comme un « symbole qui excuse et encourage l'inertie nationale, qui sous prétexte de guerre du bois, de guerre du charbon, de guerre de la légume, engage le Français à s'occuper de ses cartes d'alimentation, et à faire de meilleurs affaires en vendant son blé, son charbon, sa nourriture et ses armes à l'Allemagne[1164] ». Autrement dit, il est le premier des traîtres.

Dès ce premier numéro, *Libération* s'attache d'ailleurs à démonter le prestige du maréchal. Une citation de Georges Clémenceau mise en exergue de la première page vise ainsi à convaincre de la constance de Pétain dans la lâcheté. Par là, c'est son statut de grand soldat, de sauveur de la France acquis lors de la Première Guerre mondiale qui lui est contesté.

> « ″À Doullens, je me suis trouvé entre deux hommes : l'un qui me disait que nous étions fichus, l'autre qui allait et venait comme un fou et qui voulait se battre. Je me suis dit :

[1162] « Vive la nation ! », *Libération*, n° 3, septembre-octobre 1941.
[1163] Comme *Défense de la France* en zone Nord ou *Liberté* en zone Sud.
[1164] « Maintenant », *Libération*, n° 1, juillet 1941.

> ″Essayons de Foch. Au moins, nous mourrons le fusil à la main.″ J'ai laissé cet homme sensé, plein de raison, qu'était Pétain ; j'ai adopté ce fou qu'était Foch. C'est le fou qui nous a tiré de là.″ Clémenceau[1165] »

Mais Pétain n'est pas seulement attaqué comme étant le traître ayant été « rencontrer Hitler à Montoire plutôt que de prendre l'avion pour l'Afrique[1166] ». Est aussi dénoncé le culte organisé autour de sa personne et de son pouvoir, que les rédacteurs de *Libération* jugent, dans le contexte d'une France « suppliciée », proprement « choquant » et « déplacé ».

> « Ne voyez-vous pas que vos promenades triomphales, que vos tournées montées à grand renfort de brigades d'acclamations spontanées, que vos façons de vedettes de cinéma, ce prurit de louanges, cette imagerie supplicarde, que toutes ces mômeries choquantes qui visent à faire de vous des Bons Dieux, sont singulièrement déplacés aujourd'hui. Chaque mois, de l'autre côté de la ligne tragique, des Français sont fusillés. Ils meurent silencieusement pour leur patrie suppliciée tandis que retentissent ici le piaillement des gosses chantant vos vivats et vos refrains de patronage. N'avez-vous pas honte ?[1167] »

Quoique Pétain ne soit pas ici nommément cité, la charge est rude et transparente. *Libération* se montre totalement insensible au prestige immense dont le maréchal bénéficie largement au sein de la population française. Celui-ci est pleinement intégré à la critique radicale que le journal fait du régime qu'il dirige.

2.4. L'appel à la lutte

Cette critique, on l'a dit, occupe la plus grande partie des premiers numéros du journal. En comparaison, l'occupant allemand est assez peu évoqué. Son action est d'ailleurs le plus souvent traitée par le truchement des facilités que lui accorde la politique collaborationniste de Vichy. De même, le nazisme est rarement abordé en tant que tel[1168]. Nous savons pourtant

[1165] Georges Clémenceau cité dans *Libération*, n° 1, juillet 1941.

[1166] « Combat », n° 2, *Libération*, août 1941.

[1167] « Silence devant nos morts », *Libération* , n° 4, décembre 1941.

[1168] La seule occurrence un peu consistante dénonce le « catéchisme policier » et le « super-nationalisme » de l'hitlérisme : « Les Allemands ne nous apprennent rien en nous disant que le monde dont nous sortons était pourri. Nous n'avons nulle envie de Capitalisme ou de Communisme, encore moins d'une idéologie nazie qui n'est qu'un catéchisme policier. Nous avons pu admirer l'indolence joyeuse des jeunes soudards sur leurs voitures d'acier ; nous savons que, derrière cette jeunesse brutale, il n'y avait que vide intellectuel, hypocrisie morale, désordre économique. Nous avons été étonnés en nous insérant dans le fouillis de leur organisation : hors de ces robots cuirassés, l'hitlérisme n'est que gâchage et gâchis. Qu'importent ses apparences sociales

que les dirigeants de Libération – et en particulier d'Astier, Cavaillès et Rochon qui sont les rédacteurs exclusifs du numéro de juillet 1941 – sont d'authentiques antinazis[1169]. C'est que sans doute cette thématique ne leur paraît pas prioritaire à ce moment-là. Ce qui se comprend aisément si l'on considère d'une part l'absence des Allemands en zone Sud à cette période (qui fait d'eux un problème un peu lointain), d'autre part l'hostilité qui domine à leur égard au sein de la population française. Pour les antivichystes viscéraux que sont les dirigeants de Libération, l'urgence en terme de propagande semble bien plus alors de convaincre l'opinion de la nocivité d'un régime de Vichy qui détourne les Français de l'action résistante.

L'appel à la lutte est d'ailleurs le thème le plus important après la dénonciation de Vichy. Une part significative du contenu du journal est en effet consacrée à enjoindre les Français à agir pour leur libération. Le premier éditorial fixe ainsi le but :

> « Aujourd'hui le but : SORTIR DE NOTRE ÉTAT SORDIDE DE VAINCUS ; en sortir le plus tôt possible, que ce soit dans cinq semaines, cinq mois ou cinq ans. D'aucuns diront – à raison – que pour avoir une chance d'atteindre son but, il faut au moins une ″réforme intellectuelle et morale″. D'accord, mais cette réforme ne se fera pas par des décrets, des lois, des discours. Elle se fera PAR L'ACTION ET DANS L'ACTION. […] Nous, les Français de LIBÉRATION, nous voulons : 1°) **Considérer la défaite comme un épisode dans une guerre qui s'impose au monde entier.** 2°) **Choisir entre la lutte et l'inertie dans le sillage du maître qui ne sera jamais pour nous qu'un maître.** 3°) **Travail à accélérer une victoire déjà certaine que notre complicité retarde**.[1170] »

Dans cette perspective, le journal se donne notamment pour objectif de convaincre ses lecteurs que, contrairement à l'idée que propage la propagande vichyste, la France dispose de moyens réels de peser sur le cours de la guerre.

> « À nous, Français, sans souci des aléas passagers, à nous, possédés par la grandeur de la tâche, de peser de toutes nos forces pour rapprocher le jour de l'effondrement. On nous a tellement seriné que nous n'avions plus rien, plus d'armée, plus d'armes, plus de moral, qu'on a réussi à nous cacher ce qui nous reste de puissance. Peu de choses, en vérité, mais

puisqu'il abêtit les esprits et sacrifie les corps au molosse du super-nationalisme… (« Combat », *Libération*, n° 2, août 1941) »

[1169] Cf. supra, chapitre 4, « Devenir résistant ».

[1170] « Maintenant », *Libération*, n° 1, juillet 1941.

> *bien assez pour que cela pèse lourdement dans la balance*. […] De cela ce journal s'acharnera à vous apporter toutes les preuves.[1171] »

Fort de cette argumentation, *Libération* entend ne pas être une « feuille de papier, mais un acte[1172] ». Numéro après numéro, les appels à la lutte (quelle que soit sa forme) se répètent, comme ici en août 1941 :

> « Les Allemands se sont donnés assez souvent en exemple pour que nous sachions au moins les imiter dans leur courageuse action : la résistance passive. Que le Français n'oublie pas la leçon de la Ruhr. Que chaque jour il s'exerce à trouver une attitude, un geste individuel qui symbolise la résistance. C'est le total de ces affirmations personnelles – si minimes soient-elles –, qui rendra la vie dure au vainqueur et contraindra un gouvernement d'abandon à tenir compte de l'opinion nationale.[1173] »

Le journal ne se contente d'ailleurs pas de ces exhortations. Il donne aussi des consignes pour agir concrètement[1174] : diffusion de *Libération*, « boycottage de *Signal* et *Gringoire*, journaux de fabrication ou d'obédience allemande », « multiplication et diffusion de tous tracts antinazis et anti-collaborationnistes », ralentissement du travail, sabotage de la production industrielle, marquage d'une croix gammée des immeubles des « industriels ou commerçants travaillant pour l'Allemagne », etc. De cette manière, le mouvement Libération n'entend pas seulement secouer l'opinion, agir sur les consciences. Il se veut à l'avant-garde de l'action concrète.

Si l'on résume ce qui précède, trois éléments sont à souligner. En premier lieu, il faut noter que *Libération*, en ce second semestre 1941, se caractérise par la lecture déjà très politisée qu'il fait des événements. Sa critique implacable de la politique intérieure du gouvernement de Vichy ainsi que sa profession de foi républicaine sont des illustrations frappantes de cet état de fait. Quoiqu'il l'exprime de manière euphémisée, *Libération* réfléchit la résistance comme un phénomène politique, et pas seulement comme une lutte de libération nationale. Cela est tout à fait conforme aux dispositions politiques des dirigeants du

[1171] *Ibid*.
[1172] *Ibid*.
[1173] « Combat », *Libération*, n° 2, août 1941.
[1174] « Consignes (pour la zone libre) », *Libération*, n° 2, août 1941.

mouvement. Mais ce n'est pas le cas de toutes les organisations ni de tous les journaux clandestins à cette époque.

Le rejet inconditionnel du régime de Vichy et de son chef, le maréchal Pétain, est un second élément saillant. Il distingue nettement *Libération* dans le microcosme résistant. Non que tous les autres journaux soient vichystes ou maréchalistes. Mais nul autre ou presque ne prononce une condamnation aussi totale, incluant Pétain dans le réquisitoire. Comme l'écrit l'historien Robert Belot : « Seuls, à l'époque, les communistes français vont aussi loin dans la critique antipétainiste.[1175] » En zone Sud en particulier, *Libération* détonne des deux autres principaux journaux, *Liberté* de François de Menthon et Pierre Henri-Teitgen et *Vérités* d'Henri Frenay qui s'ils condamnent la politique de collaboration, ménagent cependant Vichy[1176]. Cette position, d'abord singulière et à certains égards périlleuse dans un contexte où l'hypothèque vichyste pèse encore lourdement, va toutefois très vite constituer un atout important pour le mouvement. En effet, fin1941-début 1942, sous l'effet de l'affirmation de la politique de collaboration et de l'accentuation de la répression, l'essentiel de la résistance va progressivement basculer dans la condamnation de la Révolution nationale. *Libération* pourra alors faire valoir l'antériorité et la constance de son antivichysme. On peut d'ailleurs estimer qu'en zone Sud, dans un contexte où les organisations de résistance entrent en contact les unes avec les autres, la présence de Libération contribue à la conversion antivichyste du microcosme résistant.

Enfin, un troisième élément est à souligner : le positionnement ouvertement républicain du journal. Celui-ci, on l'a dit, ne va pas de soi dans la période. Il s'agit au contraire d'une prise de position politique forte. Si l'on y ajoute le rejet de l'idéologie de la Révolution nationale (son antisémitisme, son paternalisme, son moralisme), la dénonciation des « privilèges de classes » et des inégalités sociales, la revendication de l'héritage de la Révolution française, on s'aperçoit que *Libération* s'inscrit incontestablement dans le périmètre de la gauche progressiste française.

En définitive, c'est cette caractéristique qui définit le mieux la ligne et l'identité que se forge le mouvement dans le second semestre 1941. La section suivante, dans laquelle on s'intéresse au processus par lequel Libération-Sud se structure en ralliant à lui des forces historiques du mouvement ouvrier français, en fournira une preuve supplémentaire.

[1175] Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit*., p. 70.

[1176] On peut ainsi lire dans *Vérités* en août 1941, qu'on ne doit pas demander aux Français, parce qu'ils sont contre l'Allemagne, d'être aussi contre le gouvernement.

3. Fonder un mouvement populaire

La création d'un journal autour duquel serait centrée l'action du mouvement est la première réponse apportée par le noyau de La Dernière Colonne aux carences qui ont été constatées suite aux arrestations de février-mars 1941. La seconde réponse a trait au recrutement.

> « J'ai constaté – témoigne d'Astier en 1945 – que nos méthodes étaient tout à fait insuffisantes, et surtout, que nous ne prenions pas le bon chemin au point de vue recrutement. J'ai décidé qu'un mouvement ne pouvait avoir de chances de vivre que s'il avait une base populaire, et non pas intellectuelle et bourgeoise.[1177] »

Jusque-là, le recrutement s'était effectué sur la base des cercles d'interconnaissance des membres de l'organisation, sans logique rationnelle et formelle. Ce recrutement non contrôlé et mal encadré avait montré ses limites. L'idée de puiser parmi les classes populaires, et en particulier parmi les classes populaires organisées, est alors envisagée comme un moyen d'élargir la base sociale du mouvement, mais aussi de le structurer plus solidement. On compte sur le recrutement d'individus, et notamment de cadres et dirigeants, disposant de ressources militantes. C'est dans cette perspective qu'émerge l'idée de « s'adresser à des meneurs de troupes populaires, qu'ils soient syndicalistes ou hommes politiques[1178] », et de nouer des relations plus ou moins formelles avec leurs organisations.

> « Nous avons dit : il faut que d'anciens responsables de groupes s'associent à nous, que des masses nous suivent, si petites soient-elles. (Je n'emploie pas ici ce mot comme le font nos amis politiques, qui parlent de grandes masses). Pour la première fois j'ai eu l'œil sur le syndicalisme, qui nous paraissait porteur de grands espoirs.[1179] »

Ce choix de se tourner vers les organisations syndicales, mais aussi vers les socialistes, n'est pas seulement stratégique. Il répond aussi à des motivations plus idéologiques et

[1177] Témoignage d'Emmanuel d'Astier, 16 février 1945, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

[1178] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

[1179] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 85.

politiques. Les dirigeants de Libération font en effet deux constats. Le premier est que les élites sociales françaises – en un mot la bourgeoisie – portent selon eux la plus grande part de responsabilité dans l'effondrement de l'esprit national que constituent la défaite de juin 1940 et le régime de Vichy. Le second est que la droite politique est plus largement compromise que la gauche dans le vichysme et la collaboration. D'où l'idée de se tourner vers les classes moyennes et populaires et les organisations de gauche, davantage animées à leurs yeux par un esprit de résistance. Une telle analyse a des fondements empiriques bien réels, en particulier en ce qui concerne la part prise par la droite dans le régime de Vichy. Car si Vichy n'est pas un bloc monolithique, « il est patent que les droites françaises ont investi massivement les sommets de l'État français[1180] ». Vichy est une « dictature pluraliste[1181] », pour reprendre l'expression de Stanley Hoffmann, mais d'un pluralisme fortement ancré à droite. La Révolution nationale, par exemple, puise l'essentiel de ses références dans le répertoire idéologique des droites réactionnaires et radicales. Plutôt lucide et informée sur la réalité du régime donc – ce qui n'est pas surprenant étant donné le degré élevé de politisation qui est celui des dirigeants du mouvement et la connaissance assez fine du microcosme politique vichyssois qui est celle de certains d'entre eux, tels que d'Astier[1182], Cavaillès ou Rochon – cette analyse s'inscrit *a fortiori* dans la logique de leurs préférences politiques, très nettement marquées à gauche comme on l'a souligné plus haut (à l'exception de d'Astier dont le positionnement politique n'est pas fixé en 1940). Leurs catégories de pensée politiques les disposent à faire une critique implacable de Vichy et les rendent socialement enclins à se tourner vers les forces sociales et politiques de gauche pour développer Libération. Stratégique sans doute, le choix des « masses populaires » procède aussi d'une réelle conviction politique.

> « Au moment de la création de Libération, nous considérions que pour faire un mouvement de résistance valable, il fallait toucher les masses populaires. En effet, une partie importante des élites françaises (bourgeoisie et cadres dirigeants) avait failli à leur mission et l'effondrement de l'esprit national à droite était plus complet qu'à gauche. Nous avons donc décidé, pour constituer un mouvement de résistance vraiment populaire, de faire appel aux masses ouvrières et à la classe moyenne, qui avaient été maniées avant

[1180] Jean-Pierre Azéma, « Le régime de Vichy », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, tome 1, *op. cit*., pp. 159-190, p. 165.
[1181] Stanley Hoffmann, « Aspects du régime de Vichy », *Revue française de science politique*, vol. 6, n° 1, 1956, pp. 44-69, p. 46.
[1182] Emmanuel d'Astier s'est rendu à au moins deux reprises à Vichy pour recruter des adhérents entre septembre 1940 et le printemps 1941.

> la guerre pour une grande part par le syndicalisme et le socialisme. Nous ne considérions pas ces masses comme appartenant aux dirigeants « syndicalistes ou socialistes » (dont un très grand nombre avaient trahi), mais à la France. Enfin, étant donné les défaillances de la bourgeoisie, nous pensions qu'il fallait puiser dans la partie saine des cadres du syndicalisme et des formations chrétiennes. C'est pour cette raison que Libération a cherché une entente avec la C.G.T. puis avec la C.F.T.C.[1183] »

À Clermont-Ferrand, des liens existent déjà avec des militants CGT. Jean Rochon a par exemple recruté son ami Raymond Perrier, le secrétaire de l'Union départemental CGT du Puy-de-Dôme, lequel a lui-même mobilisé son réseau militant pour trouver des diffuseurs aux tracts de La Dernière Colonne. L'enjeu est désormais pour Emmanuel d'Astier de parvenir à systématiser ces liens. Des contacts sont ainsi pris, dès le printemps 1941, dans les milieux syndicalistes et socialistes.

3.1. L'accord avec le Comité d'action socialiste

Les premiers résultats fructueux sont obtenus auprès des socialistes. Au printemps 1941, d'Astier est mis en relation par l'intermédiaire de Pierre Ferri-Pisani, secrétaire CGT des dockers de Marseille[1184], avec le militant socialiste Daniel Mayer. Journaliste au *Populaire* avant la guerre, antimunichois partisan d'une ligne belliciste contre Hitler, Mayer a été chargé par Léon Blum, après la défaite, de refonder clandestinement le Parti socialiste. Lorsque d'Astier fait sa connaissance, le Comité d'action socialiste (CAS) a été récemment créé, à son instigation, autour de quelques cadres de l'ancienne SFIO opposés à l'armistice[1185]. Mayer s'efforce alors de structurer le CAS en formant des comités locaux dans chaque département de la zone Sud. Il est ainsi au cœur des réseaux socialistes en voie de reconstitution. Il sera le 21 juin 1941 nommé secrétaire général du CAS de zone Sud.

Lorsqu'ils se rencontrent, le dialogue n'est pas aisé entre Emmanuel d'Astier et Daniel Mayer. Issus de milieux sociaux différents (Mayer vient de la petite bourgeoise désargentée et a commencé à travailler dès 14 ans) et nourrissant des rapports contrastés au militantisme et à l'idéologie politique, chacun ressent nettement la distance sociale qui le sépare de l'autre.

[1183] Rapport Bernard [d'Astier], « Remarques préliminaires », non daté (probablement fin 1942), AN, 72 AJ/410.
[1184] Ferri-Pisani était entré à Libération grâce à Raymond Perrier. On a ici une illustration de la façon dont les réseaux militants, en l'occurrence ici syndicaux, constituent des leviers particulièrement efficaces de mobilisation.
[1185] La réunion fondatrice du CAS a lieu à Nîmes le 30 mars 1941.

Ainsi Mayer apparaît à d'Astier, lequel cultive une vision romantique et romanesque de l'action clandestine, comme un personnage austère et sectaire.

> « Je me suis demandé souvent au début d'où venaient les distances, car il y a peu d'antinomies sociales qui résistent à la fraternité et à la complicité du jeu clandestin. […] Sylvain [Mayer] est plus sectaire qu'un communiste : c'est-à-dire que le péché originel de ma formation et de ma classe lui pèse. Il me traite un peu comme un élève doué mais qui a du retard dans ses classes. Il est sectaire – et je reprends ce mot à la lettre, sans aucun sens péjoratif – deux fois. Il appartient à la secte socialiste en même temps qu'à la secte de Léon Blum. […] C'est un intellectuel orgueilleux et sûr. Je ne suis à ses yeux qu'un individu sans secte, un esthète doué d'une pensée sans filiation. J'ai connu peu d'hommes voués à l'idéologie politique, mais je n'en ai jamais connu qui me donne autant l'impression d'un chrétien des premiers temps, peut-être parce qu'il est juif et messianique.[1186] »

À l'inverse, d'Astier est perçu par Mayer comme un être un peu insaisissable, laissant planer le doute quant à son sérieux.

> « Pour moi, d'Astier était un mélange de ″distance″ et de ″faiblesse″. J'étais un socialiste, attaché à une certaine rigueur ; lui un sympathisant de droite qui se tourne vers la gauche. Ça crée obligatoirement une certaine distance. D'autant que j'étais un peu sectaire, un peu étroit. Lui semblait être un homme de droite ouvert à tout, une sorte ″d'énigme sympathique″. La question que je me posais à son sujet : ″Est-il sérieux ?″[1187] »

Passons ici sur la question de savoir si au printemps 1941, d'Astier est encore ou non un « homme de droite ». Nous aurons l'occasion de voir dans les pages qui suivent qu'un tel étiquetage est à cette période abusif. Notons simplement qu'il n'est pas si mystérieux de constater que pour quelqu'un comme Mayer – qui est issu d'une famille dreyfusarde et est entré à la SFIO à l'âge de 18 ans, qui de surcroît se présente comme un socialiste orthodoxe – ce soit ainsi, comme un « homme de droite » en même temps que comme un personnage mal formé et un peu « léger », que d'Astier soit perçu.

[1186] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 42.
[1187] Daniel Mayer cité par Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 103.

Quoi qu'il en soit, malgré le malaise réciproque qui imprègne leur relation et les objectifs sensiblement différents qu'ils poursuivent[1188], les deux hommes parviennent à trouver un terrain d'entente. Ainsi Daniel Mayer accepte d'adhérer comme simple militant à Libération. Il participera à la diffusion du journal, à la distribution de tracts et au collage de papillons[1189]. Surtout, il accepte de recommander aux militants et cadres socialistes de sentiment résistant avec lesquels il est en relation, et ceux-ci sont nombreux, de rejoindre le mouvement de d'Astier. Cette décision s'inscrit dans la logique d'un choix stratégique global, validé par Léon Blum, consistant à ne pas créer d'organisation de résistance spécifiquement socialiste mais de demander aux militants souhaitant s'engager dans l'action clandestine de le faire au sein des mouvements. « Nous avons décidé – dira Mayer après la guerre – de ne pas diviser la résistance en créant des organisations militaires. Le fondement idéologique de cette attitude a été confirmée par Léon Blum dans une lettre adressée en 1943 au général de Gaulle où il explique que les socialistes se sont volontairement abstenus de créer des structures militaires propres.[1190] » En l'échange de l'accès privilégié aux militants socialistes, d'Astier octroie de son côté au CAS un siège au Comité directeur de Libération. Il permet ainsi aux socialistes de participer, du moins théoriquement[1191], à la définition des grandes orientations du mouvement.

Il ne faut pas surestimer la portée réelle de l'accord trouvé entre les deux parties. Daniel Mayer n'accorde pas à d'Astier l'exclusivité du recrutement des militants socialistes, qu'il n'a du reste pas les moyens de garantir. Ceux-ci demeurent libres d'adhérer au mouvement qu'ils désirent. Et de fait, on n'assiste pas à une vague d'adhésions massives de socialistes à Libération. Les ralliements se font au compte-gouttes et ils suivent des cheminements variés. Au demeurant, on trouve des militants socialistes dans tous les mouvements, en particulier, pour la zone Sud, à Franc-Tireur. Reste que cet accord ouvre à Libération un vaste réseau de

[1188] La préoccupation première de Daniel Mayer est de reconstruire le Parti socialiste qui a été balayé par la défaite. C'est la raison pour laquelle le CAS n'est pas conçu comme une organisation de résistance ayant vocation à lutter directement contre l'occupant, mais bien comme un embryon de parti politique clandestin. Mayer s'efforce ainsi dans un premier temps de retisser un réseau de cadres fidèles à Blum (cf. Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982, pp. 116 et suiv. et Daniel Mayer, *Les Socialistes dans la Résistance*, Paris, PUF, 1968). Par ailleurs, l'activité du CAS se centre dès ses débuts sur la préparation d'un projet politique pour l'après-guerre. C'est donc une action proprement politique, calquée sur les pratiques ordinaires d'un parti en régime démocratique, qui est privilégiée (cf. Jean-Marie Guillon, « Les socialistes. Un comportement politique », *in* Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski et Dominique Veillon (dir.), *La Résistance et les Français. Villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP, 1995, pp. 382-396). Cette activité proprement politique nourrira une certaine hostilité de la part des mouvements de résistance, qui tenteront en 1943 d'exclure le CAS des instances représentatives de la Résistance unifiée.

[1189] Daniel Mayer, *Les Socialistes dans la Résistance*, *op. cit*., pp. 29-30.

[1190] Daniel Mayer interrogé par Olivier Wieviorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Seuil, 1994, p. 48.

[1191] Dans les faits, le Comité directeur (CD) de Libération se réunira assez peu et jamais – nous aurons l'occasion d'y revenir – il ne constituera le centre décisionnel du mouvement.

contacts. Les possibilités de recrutement du mouvement, tant quantitativement que qualitativement, s'en trouvent considérablement accrues. Et cela n'est pas un moindre atout. L'adhésion de Daniel Mayer précède notamment celle d'anciens élus et de cadres dont certains vont occuper des positions importantes à Libération.

C'est le cas en particulier d'André Philip. Professeur d'économie politique à l'Université de Lyon, élu député en 1936, Philip est l'un des quatre-vingt parlementaires à avoir refusé les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Il entre à Libération durant l'été 1941 par l'entremise de Jean Cavaillès[1192] et devient rapidement l'un des principaux rédacteurs du journal, où il tient la rubrique de politique étrangère. D'Astier lui manifeste beaucoup d'estime et n'hésite pas à lui proposer d'exercer des responsabilités exécutives au sein de l'appareil dirigeant du mouvement, ce qu'il refuse en raison notamment de son engagement parallèle au sein du CAS[1193]. Il n'en demeure pas moins, jusqu'en juillet 1942 et son départ pour Londres[1194], une personnalité influente, et écoutée, à l'intérieur du mouvement. Il joue en particulier auprès de d'Astier le rôle de conseiller politique.

Toujours à l'été 1941, entre à Libération un proche de Daniel Mayer, l'ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Front populaire, Pierre Viénot. Viénot s'investit essentiellement dans le mouvement à travers le journal, où il est l'auteur d'une série d'articles sur la trahison que constitue l'armistice[1195]. En 1942, il siège également au Comité directeur de Libération en tant que représentant du CAS. Toutefois cette instance, censée être le directoire du mouvement, se réunit peu et, si l'on en croît le témoignage de Pascal Copeau, l'action de Viénot, alors malade, y est « assez restreinte[1196] ». On ne saurait cependant considérer comme nul le rôle joué par cet homme politique d'expérience, député des Ardennes de 1932 à 1940.

André Philip et Pierre Viénot sont, du fait des importantes ressources politiques qu'ils ont accumulées au cours de leur trajectoire, des recrues de choix. Ils sont rejoints à l'automne 1941 par plusieurs cadres de la SFIO du Nord ayant fuit la répression pour se fixer à Lyon. Augustin Laurent est lui aussi un ancien parlementaire et l'un des principaux membres du

[1192] Témoignage d'André Philip, 29 novembre 1946, Dossier « Libération-Sud », III, AN, 72 AJ/60.

[1193] Cf. Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 90.

[1194] Arrivé à Londres, le général de Gaulle le nomme sur le champ commissaire national à l'Intérieur au sein du CNF. *Libération* mentionne cette nomination, sous forme d'hommage, dans son numéro du 1er août 1942 : « Notre ami André PHILIP, Député Socialiste de Lyon, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon, Conseiller le plus autorisé de LIBÉRATION, un de ses collaborateurs les plus fidèles, ami et militant de la première heure, auteur de nos articles sur la politique étrangère, vient d'être désigné par le Général de GAULLE pour prendre au Comité National le Commissariat à l'Intérieur. (*Libération*, n° 16, 1er août 1942) »

[1195] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 90.

[1196] Témoignage de Pascal Copeau, janvier-février 1947, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60.

CAS. Dès la fin 1941, il représente l'organisation au Comité directeur de Libération. Just Évrard est un cadre local de la SFIO ayant été conseiller général. Quant à Maurice Cuvillon, il dispose lui aussi, malgré son jeune âge – 28 ans – d'une expérience militante très solide. Ancien secrétaire des Jeunesses socialistes du Nord, il a contribué à la fondation à Lille du journal clandestin *La Voix du Nord*. Entré à Libération en étant totalement clandestin, entièrement disponible et investi, il s'intègre rapidement au noyau des fondateurs et devient l'un des plus proches collaborateurs de d'Astier. À partir de la fin de l'année 1941, il occupe la fonction de secrétaire général du mouvement, exerce des responsabilités notables au sein du journal et, enfin, s'impose comme un intermédiaire privilégié et incontournable entre la direction et les cadres locaux, dont une part significative est composée de membres du Parti socialiste.

Au total, début 1942, les militants socialistes apparaissent statistiquement bien représentés au sein de Libération. Surtout, ils sont nombreux parmi les cadres régionaux et départementaux du mouvement. Selon les estimations données par d'Astier dans un rapport portant sur les relations de Libération avec les socialistes, en septembre 1942, un quart des chefs de région (deux chefs sur huit) et un quart environ des chefs de département sont des militants issus de la SFIO[1197]. L'accord passé entre d'Astier et Mayer ne suffit pas à expliquer cette forte représentation. Tous les socialistes de Libération, en effet, ne se sont pas engagés en son sein sur recommandation ou consigne. Un nombre conséquent d'entre eux – c'est là une des logiques du recrutement clandestin – a probablement rejoint le mouvement par opportunité, parce qu'il était tout simplement le premier à se présenter à eux[1198]. Comme c'est fréquent dans le passage à l'acte militant, les militants sont « souvent bien plus choisis par une organisation qu'ils ne la choisissent eux-mêmes, en fonction des contraintes de localisation des groupes militants, des réseaux d'interconnaissance et des premiers échanges décisifs[1199] ». Cette logique, fortement accentuée dans le cas de la Résistance, explique que les mouvements de résistance en général, s'ils sont presque systématiquement dominés par une tendance politique, ont une population toujours hétéroclite politiquement. Cependant, les caractéristiques sociales de Libération, les principaux axes de son discours de propagande sont socialement faits pour séduire les socialistes. Comme l'écrit Laurent Douzou, « *Libération*, dont l'orientation progressiste et républicaine leur plaît, qui a le soutien du

[1197] Rapport Bernard [d'Astier], « Relations Libération-Socialisme », non daté, AN, 72 AJ/409.

[1198] Il est avéré que les militants socialistes furent très nombreux à s'engager dans les mouvements, et cela précocement. Le plus souvent cependant, ces engagements se firent en-dehors de toute consigne du parti. Cf. Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, *op. cit*., pp. 56-61.

[1199] Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, n° 70, 2005, pp. 137-167, p. 147.

monde du travail, a tout pour attirer ces militants passionnés que la déconfiture de la SFIO et les difficultés à mettre sur pied une organisation de substitution laissent vacants et désorientés[1200] ». Il faudrait ajouter que ces militants eux-mêmes – et en particulier, parmi eux, les personnalités telles que Philip, Laurent ou Cuvillon qui, parce qu'elles interviennent au centre décisionnel, participent significativement à la définition de l'orientation générale de la politique du mouvement – ne contribuent pas peu à lui donner cette « orientation progressiste et républicaine ».

En définitive, si le CAS n'est donc pas le seul canal de recrutement socialiste, l'accord passé avec lui a néanmoins pour effet de légitimer l'engagement socialiste à Libération, et par là de le renforcer. Par lui en effet, le mouvement est en quelque sorte autorisé à revendiquer une caution socialiste et à se recommander du Parti. C'est un atout indéniable pour attirer et/ou attacher à lui les militants.

3.2. L'appui de la CGT

À la même période où il négocie avec Daniel Mayer, Emmanuel d'Astier cherche à nouer des contacts formels avec les syndicats et en particulier avec le plus puissant d'entre eux, la CGT. Ce n'est pas une entreprise facile tant le syndicalisme français est alors affaibli – les confédérations ont été dissoutes en novembre 1940 – et déchiré – une partie des syndicalistes s'est ralliée au projet corporatiste du régime de Vichy. La CGT est particulièrement atteinte. Dès avant la défaite, celle-ci a déjà en partie implosé. En effet, lors de la signature du pacte germano-soviétique, la fraction communiste de la Confédération (ex-CGTU) a été exclue, ce qui a eu pour conséquence de réactiver les violentes tensions avec la fraction réformiste qui avaient prévalu de 1922 à 1936[1201]. Ensuite, après la défaite, une partie du syndicat a rejoint le maréchal Pétain. René Belin, l'ancien numéro 2, est ainsi devenu ministre du Travail. Enfin, l'historique secrétaire général qui dirige la CGT depuis 1909, celui que l'on surnomme le « pape » du syndicalisme français, Léon Jouhaux, se sait surveillé par la police car considéré par le régime comme un suspect en puissance. Et il se cache, étant de fait réduit au silence.

On le voit, les conditions sont peu favorables à l'entreprise de d'Astier. Si Libération a pu recruter sans trop de difficultés quelques militants et cadres locaux de la CGT, c'est une autre

[1200] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 91.

[1201] En 1922, la CGT avait connu une scission, une minorité communiste dirigée par Benoît Frachon quittant la CGT à majorité réformiste pour fonder la CGT-Unitaire (CGTU). Les luttes entre ces deux tendances auparavant unies avaient été très vives jusqu'à la réunification en 1936, dans la dynamique du Front populaire.

affaire que de parvenir à entrer en relation avec des dirigeants nationaux. À René Pleven, en 1942, d'Astier confessera d'ailleurs n'avoir longtemps trouvé dans « les milieux syndicalistes […] comme du reste toutes les organisations politiques et sociales françaises, en plein désarroi, aucune personne n'ayant autorité[1202] ». Une telle remarque est fort lucide quant à la réalité de la désintégration des formations politiques et syndicales durant la première année d'occupation.

Les liens noués par Libération avec des cadres locaux de la CGT finissent néanmoins par payer. Par l'intermédiaire de Pierre Ferri-Pisani (déjà à l'origine de la rencontre avec Daniel Mayer) et Antoine Ceccaldi, secrétaire de la CGT à Sète, Emmanuel d'Astier est à la fin du mois d'août 1941 invité à rencontrer secrètement Léon Jouhaux qui se cache dans une villa sétoise[1203]. Lors de l'entrevue, d'Astier présente en ces termes son projet au leader syndical :

> « Faire de Libération un grand mouvement de gauche où entreront et travailleront en commun socialistes, communistes, CGT et syndicats CFTC.[1204] »

La position de Jouhaux est d'abord hésitante. Très hostile à Pétain, il se montre intéressé par le principe d'une action commune avec le mouvement de d'Astier. Mais il pose des conditions. Tout d'abord, il « demande que des contacts plus sérieux soient établis avec le général de Gaulle et l'É.M. inter-allié[1205] », ce qu'approuve d'Astier. Surtout, s'il « reconnaît la nécessité d'une unité symbolique de la résistance française[1206] », il demeure fermement opposé à l'idée d'être associé aux communistes : « il est impossible de faire l'entente avec les communistes[1207] » répond-il à d'Astier. Cette position s'inscrit dans la continuité des luttes intestines entre communistes et réformistes, dont Jouhaux est le représentant. Elle se nourrit de la méfiance qui subsiste parmi ces derniers, malgré la récente invasion de l'URSS, à l'égard d'individus ayant soutenu le pacte germano-soviétique, c'est-à-dire « accepté le compromis avec l'Allemagne[1208] ». Jouhaux, de son côté, s'était rangé dès 1938 dans le camp

[1202] Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1203] Ce n'est pas la toute première rencontre entre les deux hommes. D'Astier, on l'a évoqué, avait interviewé Léon Jouhaux en décembre 1938 pour le compte de *Vu* (cf. *Supra*).
[1204] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[1205] Rapport AX.03 [d'Astier], 12 octobre 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1206] *Ibid*.
[1207] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.
[1208] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 85.

belliciste à l'égard de Hitler, s'opposant dès alors aux pacifistes de la CGT emmenés par René Belin[1209].

Lors de cette première entrevue, d'Astier s'efforce de rassurer Jouhaux, sans pour autant céder quant à la présence de communistes à Libération. Face au « pape », il défend une position œcuménique visant à n'exclure le concours d'aucun militant en raison de ses opinions politiques.

> « J'avais répondu à Jouhaux : je suis apolitique. Que ce soit un homme de droite, que ce soit un communiste qui marche avec moi, je les aime de la même façon. L'appareil de direction ne sera pas entre les mains de communistes. Comme je ne demande pas leur origine aux hommes qui se joignent à nous, il y aura des communistes avec moi.[1210] »

Ce n'est pas suffisant pour convaincre totalement Jouhaux, qui demande à réfléchir. Quelques semaines plus tard, probablement au début du mois de novembre, une nouvelle rencontre permet en revanche de déboucher sur un accord. Léon Jouhaux accepte de lier organiquement la fraction de la CGT hostile au régime de Vichy avec le mouvement de d'Astier. Cela signifie concrètement que consigne sera donnée aux militants et cadres de la CGT qui lui sont fidèles de rallier Libération et, en premier lieu, de favoriser la diffusion de son journal. En contrepartie, d'Astier s'engage à associer le syndicat à la direction du mouvement. Jouhaux désigne ainsi Julien Forgues pour siéger au Comité directeur de Libération. Il s'engage également – Jouhaux n'a pas transigé sur ce point – à ne pas collaborer avec les communistes. L'accord spécifie : « 1. Obédience au symbole gaulliste. 2. Non-collaboration avec les communistes.[1211] » Enfin, d'Astier s'engage à « donner toute son attention aux problèmes ouvriers[1212] ». Ce dernier engagement prendra notamment la forme d'une page entière consacrée aux questions ouvrières et syndicales, et « rédigée par des syndicalistes[1213] », dans les colonnes de *Libération*. Ce sera, à compter du numéro 5 de janvier 1942, la rubrique intitulée « La Résistance ouvrière ».

[1209] Cf. Jean-Louis Robert, « CGT (Confédération générale du travail) » et « Léon Jouhaux », *in* Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2013 [1ère éd. 1995].

[1210] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 86.

[1211] Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

[1212] Henri Noguères, en collaboration avec Marcel Degliame-Fouché et Jean-Louis Vigier, *Histoire de la Résistance en France*, Tome 2, *L'armée de l'ombre (Juillet 1941-Octobre 1942)*, Paris, Robert Laffont, 1969, p. 98.

[1213] Rapport AX.03 [d'Astier], 12 octobre 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

Les deux parties semblent devoir tirer profit de cet accord. Du côté syndicaliste, *Libération* devient le « moyen d'expression privilégié, pour ne pas dire le truchement officiel, de la direction clandestine de la fraction antivichyssoise de la CGT[1214] ». Après les multiples difficultés rencontrées depuis la déclaration de guerre, l'accord avec d'Astier constitue pour le syndicat une opportunité de recommencer à exister collectivement dans le champ contestataire. Du côté de Libération, l'accord fait apparaître des perspectives de recrutement considérables. Bien qu'officiellement dissoute, la CGT demeure informellement une organisation fort bien structurée, aux ramifications étendues et dont les réseaux sont efficaces, une organisation dont les militants sont présents sur tout le territoire et dans des milieux professionnels variés. Sur le plan géographique, c'est donc la perspective de pouvoir s'implanter dans un maximum de départements et de localités. Socialement, c'est un contact facilité avec le monde ouvrier, avec lequel les membres fondateurs du mouvement étaient jusque-là, en raison de leur appartenance sociale, relativement déconnectés. C'est *a fortiori* l'accès à une population maîtrisant des savoir-faire militants directement opératoires pour le combat contestataire mené. En somme, l'accord avec Léon Jouhaux paraît en mesure de concrétiser l'ambition qu'a d'Astier de donner à Libération une solide assise populaire. De fait, de nombreux militants CGT et plusieurs cadres importants, tels Marius Vivier-Merle ou Robert Lacoste[1215], rejoignent bientôt le mouvement.

En définitive, les effets de cet accord sont plus significatifs que ceux de l'entente avec le CAS, cela pour deux raisons principales. La première est que la CGT est mieux outillée en ressources militantes que ne l'est la SFIO, cette dernière s'étant largement notabilisée durant l'entre-deux-guerres. La CGT est notamment mieux pourvue en troupes. La seconde tient au caractère davantage officiel de cet accord. Celui-ci a en effet été négocié avec une personnalité, Léon Jouhaux, qui à l'inverse de Mayer dispose au sein de son organisation d'une légitimité et d'une autorité incontestables. Malgré les fractures internes au syndicat, nombre de cégétistes restent fidèles à Jouhaux. La parole de celui-ci est écoutée et respectée. Or l'accord qui a été scellé se concrétise publiquement en décembre 1941 par la publication dans les colonnes de *Libération* d'un « Appel aux ouvriers » dans lequel Jouhaux se fait le porte-parole d'une classe ouvrière ralliée à la cause résistante. Dans ce texte, qu'il ne signe pas mais dont l'origine est aisément identifiable, le secrétaire général de la CGT proclame l'attachement du syndicalisme et du mouvement ouvrier aux institutions démocratiques. Il se livre à une dénonciation sans concession du régime de Vichy et de la collaboration, condamne

[1214] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 88.
[1215] Robert Lacoste succèdera à Julien Forgues au Comité directeur de Libération.

la Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941 et qui, notamment, interdit le droit de grève[1216]. Les dernières phrases de l'« Appel » enjoignent les ouvriers à rejoindre « ceux qui continuent de lutter ».

> « En silence, puisque la parole n'est plus libre, le monde ouvrier unanime, dans sa résistance à l'oppression, attend l'heure de la revanche, qui sera aussi celle de la délivrance du pays. […] Pour hâter cette heure, la classe ouvrière unie dans la liberté de pensée apporte sa quote-part à l'effort, silencieux mais tenace contre l'envahisseur. Elle a depuis longtemps rallié la coalition des consciences françaises contre le régime de soumission à l'hitlérisme, qui a juré de détruire notre France démocratique pour en faire la vassale humiliée de son ordre nouveau, destructeur de toutes libertés de toutes les spiritualités. *La masse ouvrière connaît les fins de domination de la "race des seigneurs", pour les avoir combattus hier encore. Aussi est-elle avec ceux qui continuent de lutter, méprisant ceux qui abdiquent*. Elle sait bien que ses libertés, toutes ses libertés, ne renaîtront qu'avec les libertés françaises, lorsque l'ennemi aura été bouté hors de la Patrie.[1217] »

L'« Appel aux ouvriers » de Jouhaux figure en première page du journal. Il est précédé d'une introduction dans laquelle la direction de Libération s'efforce de donner la meilleure publicité à l'accord trouvé avec la CGT, que cependant elle ne nomme pas. Le flou des termes employés autorise les interprétations les plus extensives quant à la réalité de l'entente avec le mouvement syndical.

> « Nous publions ci-dessous un appel aux ouvriers. Cet appel a été rédigé par les plus qualifiés représentants de la classe ouvrière, par ceux qui ne se sont pas soumis, qui n'ont pas trahi. D'autre part, nous sommes fiers de pouvoir annoncer à nos lecteurs que les grandes organisations qui représentent une des parties les plus saines de notre nation ont accepté de grand cœur d'appuyer notre mouvement de libération. Désormais, les groupes

[1216] « Le syndicalisme, pour exister, doit être libre, dans un pays libre. Son climat : la démocratie. Les conditions de son développement : les institutions libres. S'il refuse de se soumettre aux partis politiques et d'être un instrument de Pouvoir, encore moins accepte-t-il de subir le joug de l'étranger. Ce n'est pas dans l'exploitation de la défaite de son pays que le syndicalisme libre trouve ses raisons d'espérer. Toute l'évolution du mouvement ouvrier français est liée à la conquête et à la défense de l'indépendance nationale. Le monde ouvrier a été intimement mêlé à toutes les luttes pour la résistance à l'oppression et pour la liberté. Dans ses rangs bien rares, furent les défaitistes, car des revendications de progrès social, d'amélioration de la condition ouvrière, d'émancipation du travail sont fondées sur l'indépendance et la prospérité nationales. Ses intérêts immédiats et d'avenir sont liés avec ceux de la Patrie. (« Appel aux ouvriers », *Libération*, n° 4, décembre 1941) »

[1217] *Ibid*. C'est nous qui soulignons.

> de résistance, quels que soient leurs journaux et quelles que soient leurs tendances, plus unis que jamais pour l'idéal commun de chasser l'Allemand hors de France et qui combattent coude à coude, savent que leur succès est d'autant plus certain que le monde des travailleurs s'est rangé de leurs côtés dans une imposante majorité. ″Libération″ publiera désormais, chaque mois, une chronique syndicale.[1218] »

La teneur des lignes citées traduit clairement la conviction que quelque chose d'important a été réalisé. L'emploi du mot « fierté » est à cet égard très significatif. Tout le texte vise au fond à convaincre de la portée de l'appui trouvé par Libération dans le mouvement syndical. Or, si l'on considère la place centrale occupée par la CGT et son secrétaire général dans le mouvement social français, il faut reconnaître que l'accord confère à d'Astier et à son mouvement une légitimité protestataire (et populaire) incontestable. Cet accord signifie en effet qu'ils sont reconnus par un des agents dominants de l'espace protestataire (certes dans un état antérieur de celui-ci) comme des interlocuteurs crédibles, crédibles au point de pouvoir être considérés comme des partenaires. Ainsi, ils sont reconnus comme des acteurs légitimes de cet espace protestataire. On comprend dès lors que Libération revendique haut et fort son alliance avec la CGT.

In fine, celle-ci manifeste les progrès réalisés par le mouvement à l'automne 1941. Il y a fort à parier, en effet, que quelques mois plus tôt d'Astier n'aurait pas été pris au sérieux par Jouhaux. Aussi, si l'accord avec la CGT favorise grandement le développement de Libération, il constitue également un indicateur de son essor dans l'espace résistant en construction. Plus largement, la possibilité même d'un tel accord illustre les transformations conjoncturelles profondes qui frappent le champ de la contestation politique et sociale dans la France occupée. Au cours de l'années 1941, un espace protestataire nouveau se créé autour de nouvelles organisations qui, tout en ayant encore besoin de s'approprier leurs ressources sociales et symboliques, supplantent celles qui dominaient l'espace dans son état antérieur. Le dialogue entre d'Astier et Jouhaux exprime à la fois le déclassement de la CGT, qui dans une certaine mesure a besoin d'une organisation comme Libération pour sortir de l'ornière, et la contribution décisive de ce dernier à la formation d'un nouvel espace protestataire polarisé autour du fait résistant, au sein duquel il s'impose peu à peu comme un acteur central.

[1218] *Libération*, n° 4, décembre 1941.

3.3. Le recrutement d'« Yvon » Morandat et l'apport des militants CFTC

Avec l'apport des socialistes, l'entrée de nombreux militants CGT « confirme l'orientation ″à gauche″ de Libération[1219] ». L'identité et le positionnement du mouvement se précisent peu à peu. Celui-ci se veut républicain, populaire, intéressé aux questions sociales. Cette identité et ce positionnement s'affirment encore suite au recrutement en décembre 1941 de Léon Morandat, dit « Yvon ».

Morandat est un ancien militant catholique social. Avant la guerre, il militait au sein de La Jeune République, le mouvement politique fondé en 1912 par Marc Sangnier, et était surtout le secrétaire des syndicats CFTC de Savoie. Mobilisé en 1939 dans les chasseurs alpins, il participe comme volontaire à l'expédition de Norvège. Évacué à Londres le 18 juin 1940, il fait le choix de rester en Angleterre et rejoint les rangs de la France libre. Fort de sa connaissance fine du milieu politique et syndical en Rhône-Alpes, il est recruté par le Commissariat à l'Intérieur qui le parachute en France le 7 novembre 1941, chargé d'une mission politique. Il lui est demandé, tel que le précise son ordre de mission, de « reprendre contact avec les milieux de Jeunesse Catholique (J.O.C.[1220] – J.A.C.[1221]) – La Jeune République (catholiques sociaux démocrates populaires) : les syndicats chrétiens, les syndicats C.G.T[1222] », et de s'efforcer de les « rallier au mouvement Forces françaises libres[1223] ». Il a en outre pour tâche d'établir en zone Sud un « réseau d'agents propagandistes[1224] » au service de la cause gaulliste.

Doté d'un important capital social militant, Morandat parvient sans trop de difficultés à nouer contact avec des syndicalistes engagés dans la résistance. Parachuté au-dessus de Toulouse, il rencontre le jour même de son atterrissage le cégétiste Julien Forgues, membre du Comité directeur de Libération et l'un des principaux organisateurs du mouvement en Haute-Garonne[1225]. Ce dernier l'informe de l'état de la résistance en zone Sud et le renseigne en particulier sur Libération. Monté à Lyon quelques jours plus tard, Morandat ne tarde pas à être en relation avec tout ce que la région Rhône-Alpes compte de responsables syndicaux,

[1219] Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France*, Tome 2, *op. cit.*, p. 98.
[1220] Jeunesse Ouvrière Chrétienne.
[1221] Jeunesse Agricole Chrétienne.
[1222] Ordre de mission, mission Morlaix [Morandat], cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, vol. 3, *De Gaulle, capital de la Résistance. Novembre 1940-Décembre 1941*, Paris, JC Lattès, 1993, p. 763.
[1223] *Ibid*.
[1224] *Ibid*.
[1225] Très proche de Jouhaux, Forgues est depuis 1923 secrétaire de l'Union départementale CGT de Haute-Garonne.

démocrates chrétiens et socialistes résistants[1226]. De par la nature de ses contacts dans le microcosme clandestin, il entend fréquemment parler du mouvement Libération et de son chef, « Bernard », qu'il a très vite le « vif désir[1227] » de rencontrer.

D'Astier et Morandat se rencontrent une première fois à Lyon au début du mois de décembre 1941, puis se voient régulièrement à partir de là. Les deux hommes se séduisent mutuellement[1228] au point que Morandat, outrepassant largement le cadre de sa mission, entre au Comité directeur de Libération et devient « l'adjoint le plus direct[1229] » de d'Astier. Dans ses divers témoignages, Morandat justifie cette initiative par le potentiel dont dispose Libération auprès de la classe ouvrière. C'est parce que le mouvement a recruté en « grand nombre dans les milieux syndicaux » qu'il « travaille surtout avec LIBÉRATION[1230] ».

> « Je décidai d'appuyer *Libération* par tous les moyens à ma disposition, sans esprit d'exclusive d'ailleurs, mais uniquement à cause des possibilités de ce mouvement dans le monde ouvrier, que j'avais mission de travailler.[1231] »

Un tel mobile est sans doute insuffisant pour expliquer son attitude. Comme le suggère Raymond Aubrac, la personnalité de d'Astier ainsi que le climat familial régnant au sein du noyau de Libération ont probablement constitué de puissants leviers d'attachement au groupe.

> « Dès ses premiers contacts avec Libération, [Morandat] y trouva vraiment sa famille, séduit tout à la fois par l'orientation politique du mouvement et par la personnalité de d'Astier. [1232] »

Reste que la sensibilité politique des dirigeants du mouvement, leurs préoccupations sociales et « ouvriéristes » participent directement de ce climat attractif pour un syndicaliste

[1226] Cf. Témoignage d'Yvon Morandat, 11 juin 1946, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60.

[1227] Morandat cité par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 93.

[1228] Dans *Sept fois sept jours*, Emmanuel d'Astier écrit à propos de Morandat : « Comment dire qu'il est entré dans le jeu. Il n'en est jamais sorti. C'est un frère. Il vous donne l'impression que la Résistance est une vieille cause qui remonte au déluge : celle des hommes perdus au travers d'un monde de puissance, d'intérêts, de maîtres indéchiffrables, d'empires, de nations, de marchands et de seigneurs. C'est de Gaulle qui nous l'a envoyé. Mais Yvon semble déjà l'avoir oublié : et il vient comme à l'embauche. Il est si émerveillé du jeu qu'il apprend, des règles, des impasses, de la multiplicité des combinaisons, qu'il a déjà oublié l'élément merveilleux qu'il nous apporte, lui, et qui bouleverse notre monde » (*Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 35).

[1229] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit.*, p. 96.

[1230] Témoignage d'Yvon Morandat, 11 juin 1946, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60.

[1231] Yvon Morandat, « Souvenirs inédits », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 29, septembre 1994.

[1232] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 66.

tel que Morandat. Aussi il ne fait pas de doute qu'elles contribuent largement au processus qui le mène à adhérer au mouvement.

Désormais, celui-ci porte en tout cas une double casquette. D'une part il continue d'accomplir sa mission d'agent de la France libre. D'autre part il est un cadre dirigeant de Libération. Cette seconde fonction ne sera d'ailleurs pas sans créer des heurts avec sa hiérarchie au niveau de la France libre, et notamment, après l'arrivée en France de celui-ci, avec Jean Moulin[1233]. Pour le mouvement, son arrivée présente en revanche un double intérêt. Tout d'abord, il dispose de moyens financiers qui font cruellement défaut à d'Astier à cette époque, à tel point que la parution du numéro 5 du journal apparaît menacée[1234]. L'argent qu'il apporte permet à Libération de poursuivre et de développer son activité à un moment où la pérennité de celle-ci pouvait être en péril. Ensuite, il met au service du mouvement son important capital social dans le milieu syndical. Par son entremise sont recrutés de nombreux syndicalistes chrétiens, dont certains ont bientôt des responsabilités notables. Ainsi par exemple du cheminot Lucien Rose, comme Morandat ancien militant de La Jeune République et secrétaire général de l'Union départementale des Syndicats chrétiens de Savoie, qui entre à Libération avec pour mission de développer le mouvement dans ce qui deviendra la région « Lamartine » (Savoie, Haute-Savoie, Isère, Hautes-Alpes). Pour ce faire, Lucien Rose s'appuie essentiellement sur le milieu syndical local, lequel fournit ainsi l'armature au mouvement dans cette région. Sur le plan institutionnel, Morandat permet en outre que soit conclu avec la CFTC un accord analogue à celui liant Libération à la CGT et le CAS. Le syndicaliste Marcel Poimbœuf est alors nommé pour représenter la CFTC au Comité directeur de Libération.

Au total, le recrutement d'« Yvon » a pour effet d'accroître très significativement les ressources militantes du mouvement, d'étendre son rayon d'action et enfin d'accentuer une composition sociale caractérisée par une forte représentation des syndicalistes.

Au début de l'année 1942, Libération apparaît ainsi comme un mouvement à l'orientation et l'identité relativement marquées, ce qui n'est pas si fréquent alors dans l'univers résistant dont les formations sont le plus souvent très hétéroclites. Les accords passés avec des

[1233] Cf. Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*.

[1234] D'Astier écrit à ce sujet : « Le journal : j'ai besoin de douze mille francs pour payer le dernier numéro. Les fonds sont qi bas que Lucie [Aubrac] et moi, remontant de Marseille, nous avons dû voyager avec un billet pour deux. Les régions, elles, vivotent, les militants les plus argentés aidant les autres, mais au centre, nous sommes acculés, subsistants à la petite semaine et hantés par une crainte ingénue de tomber sous la coupe d'un capitalisme intéressé et impur. (*Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 34) »

organisations politiques et sociales liées au mouvement ouvrier, l'entrée en nombre et à des postes souvent importants de cadres et militants issus de ces organisations tournent résolument Libération en direction des milieux populaires, et en particulier du monde ouvrier. En outre, ils l'inscrivent nettement dans le champ, ou la filiation, de la gauche républicaine et socialisante française. Il en résulte tout d'abord que la base sociale de l'organisation se trouve largement élargie. Tandis que lors de sa phase d'émergence initiale, le mouvement avait principalement recruté au sein de la bourgeoisie intellectuelle dont les fondateurs sont issus, c'est désormais au sein de la classe moyenne et de la classe ouvrière qu'il puise une bonne partie de ses adhérents. Ce sont de plus des militants souvent politisés et porteurs d'une tradition militante qui sont recrutés. L'orientation politique qui s'affirme est quant à elle pleinement conforme, si l'on excepte d'Astier dont le positionnement politique n'est pas fixé en 1940, au profil et aux opinions des dirigeants fondateurs de l'organisation. Surtout, alors que durant la première année d'occupation toute référence aux clivages politiques et partisans traditionnels tendait à être refoulée, elle paraît désormais plus nettement assumée. Ce profil socio-politique confère au mouvement une position clairement identifiée dans l'espace de la Résistance de zone Sud qui se forme au cours du second semestre 1941.

4. La formation d'un espace de la Résistance

Durant la première année d'occupation, quantité d'entreprises résistantes sont initiées dans les deux zones. Certaines donneront finalement naissance à de vastes organisations. D'autres ne déboucheront sur rien. D'autres, enfin, trouveront à se prolonger en se fondant dans un autre ensemble. Cette séquence temporelle correspond à la phase pionnière de la Résistance. Durant celle-ci, les groupes contestataires se forment de façon relativement isolée les uns des autres. Les contacts entre membres de groupes différents ne sont pas rares, alors. Mais ils ne sont pas formalisés ni régulier, en particulier du fait du caractère balbutiant de l'activité contestataire. En zone Sud, les choses changent à partir du printemps, et surtout de l'été 1941. Quelques organisations, certes encore fragiles mais déjà relativement consistantes et structurées, sont parvenues à émerger. Le journal que chacune fait paraître leur permet de faire connaître leur existence. Aussi très vite elles ne peuvent plus s'ignorer et des contacts plus formalisés s'établissent. Le manque de moyens dont chacune souffre est, outre la curiosité, l'une des motivations principales de ces contacts. Face au dénuement, chacun

entrevoit dans la coopération, la coordination ou le rassemblement avec d'autres mouvements la possibilité de développer son action. S'ouvre alors une seconde phase de l'histoire de la Résistance, phase heurtée, qui correspond au processus d'émergence de la Résistance en tant qu'espace contestataire unifié.

4.1. Premiers contacts avec Frenay et de Menthon

À l'été 1941, trois mouvements se distinguent en zone Sud. Il s'agit des trois mouvements identifiées par Jean Moulin au cours de son enquête sur les « groupements constituée en France en vue de la libération du territoire national » comme étant les « principales organisations de résistance à l'envahisseur[1235] ». Le premier d'entre eux est le Mouvement de Libération Nationale (MLN ou MoLiN), fondé à l'automne 1940 par le capitaine Henri Frenay. Né en 1905, saint-cyrien breveté d'État-major, Frenay est fait prisonnier en juin 1940 mais il parvient à s'évader et s'installe à Marseille. Fidèle au maréchal Pétain mais animé d'un fort esprit de revanche, il conçoit dès la fin de l'été 1940 un schéma d'organisation de lutte contre l'occupant centré sur trois activités conjointes : la propagande, le renseignement et l'action paramilitaire. Il recrute ses premiers compagnons au début de l'automne, essentiellement dans les milieux militaires. Affecté en décembre au 2e Bureau à Vichy, il est immergé dans les services de renseignement vichystes et à l'idée de diffuser, avec l'aide de Berty Albrecht, une première feuille clandestine : le *Bulletin d'information et de propagande*. Ayant perdu foi dans le Commandement militaire, il quitte l'armée en janvier 1941 et entre en totale clandestinité. Il se consacre alors entièrement à l'organisation et au développement du MLN. En mai, il commence à faire paraître le journal *Les Petites Ailes de France*, renommé *Vérités* en août 1941à la suite d'une opération de police. À la mi-1941, le MLN apparaît comme un mouvement déjà bien structuré, quoique plus théoriquement que pratiquement, pouvant s'appuyer sur quelques recrues de choix (telles Claude Bourdet, Maurice Chevance ou André Bollier) et une présence réelle dans de nombreux départements.

Le second mouvement, Liberté, a été fondé fin 1940 par deux universitaires, professeurs à l'université de Nancy avant la guerre, François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen. Tous deux proches de la démocratie chrétienne et très hostiles au nazisme, ils ont l'idée de créer un journal auquel ils donnent le titre de *Liberté* et dont le premier numéro paraît le 25 novembre

[1235] Rapport de Jean Moulin, « Rapport sur l'activité, les projets et les besoins des groupements constitués en France en vue de la libération du territoire national », 25 octobre 1941, AN, 72 AJ/233.

1940. Pour sa conception et sa fabrication, ils reçoivent le concours de plusieurs collègues universitaires (dont René Capitant et Alfred Coste-Floret) et étudiants de même sensibilité politique. L'activité du mouvement est largement centrée autour du journal, qui tire jusqu'à 45 000 exemplaires. La ligne de *Liberté* se caractérise par une dénonciation virulente du nazisme, une hostilité très grande à la collaboration mais aussi par un soutien affiché pendant plusieurs mois à la politique intérieure ainsi qu'à la personne du maréchal Pétain[1236]. Le mouvement est particulièrement actif dans la région de Montpellier où l'ancien Camelot du Roi Jacques Renouvin a monté un groupe de choc se livrant à des actions musclées contre des collaborateurs.

Le troisième et dernier mouvement est Libération-Sud. Certes, celui-ci vient seulement de faire paraître le premier numéro de son journal en juillet. Cependant il n'est pas neuf. L'expérience de La Dernière Colonne, les efforts de réorganisation et de structuration réalisés depuis le printemps, les pourparlers entamés avec des organisations historiques du mouvement ouvrier font déjà de lui bien plus qu'une simple ébauche de mouvement contestataire.

Les premiers contacts plus ou moins officiels entre ces trois mouvements ont lieu durant l'été 1941. Une première rencontre a lieu au mois de juin à Lyon entre Henri Frenay et François de Menthon. Dès cette première réunion, Frenay plaide en faveur de l'unité d'action : « je souligne – écrit-il dans ses mémoires – les inconvénients qui résulteraient, surtout à la base, de la dispersion de nos efforts[1237] ». De Menthon étant sensible à l'argument, les deux dirigeants conviennent dans un premier temps de se voir régulièrement et de se tenir informés de leurs actions, démarches et projets respectifs. C'est ainsi qu'en juillet, François de Menthon apprend à Henri Frenay la parution du premier numéro de *Libération*. Un contact avec le mouvement est alors recherché et une première réunion avec Emmanuel d'Astier et Jean Cavaillès a finalement lieu à Lyon dans le courant du mois d'août. À compter de là, le dialogue ne va pas cesser qui a essentiellement pour objet, à l'initiative surtout d'Henri Frenay, la coordination de l'activité des mouvements. Dès le début, pourtant, se font jour des lignes de fracture notables entre Frenay et d'Astier – de Menthon s'effaçant assez vite – qui vont émailler durablement les rapports entre leurs organisations respectives et, d'une manière générale, marquer la Résistance de zone Sud. Ces lignes de fracture nous

[1236] On peut par exemple lire dans le 1er numéro de *Liberté* : « Pétain a refusé une première fois la collaboration avec l'Allemagne contre l'Angleterre. Le Maréchal doit se sentir soutenu dans sa résistance par la volonté française unanime. La grande œuvre de rénovation nationale à laquelle le Maréchal nous convie n'est possible que dans un ardent élan patriotique dans la liberté et la franchise. (*Liberté*, cité par Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., p. 75) »

[1237] Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 104.

intéressent en ce que d'une part, elles ont des fondements politiques instructifs, qui en outre tendront à se renforcer avec le temps, d'autre part elles engagent des rapports de pouvoir qui vont largement déterminer le positionnement et les prises de décision des deux chefs. Aussi constituent-elles un élément incontournable si l'on veut saisir l'expérience résistante de d'Astier et comprendre son cheminement politique.

4.2. Les divergences politiques entre d'Astier et Frenay

Il n'est pas aisé de reconstituer le fil et la chronologie des échanges entre les dirigeants du MLN, de Liberté et de Libération à partir du moment où ceux-ci établissent un contact régulier. Les témoignages des acteurs présentent, selon leurs auteurs et selon les moments où ils ont été émis, des variations sensibles. Par conséquent, il convient de les lire avec prudence. Deux phénomènes apparaissent toutefois incontestables. Le premier est le souci que tous semblent avoir en commun, quoique sous des formes et à des degrés divers, de coopérer. Dès leur première rencontre, les dirigeants des trois mouvements s'accordent sur la nécessité d'entretenir un dialogue et de travailler, *a minima*, à coordonner leur action. Cette idée commune exprime le début d'une évolution majeure de la résistance en zone Sud : au second semestre 1941, celle-ci a atteint un degré de développement tel que ses acteurs les plus engagés commencent à se reconnaître les uns les autres comme les acteurs d'une même lutte. Après une phase pionnière caractérisée par la dispersion, l'essor de leur activisme enclenche un dynamique centripète qui les conduit à vouloir se concerter. Ainsi, ils commencent à se percevoir comme les agents d'un même univers social spécifique que, ce faisant, ils contribuent à construire. La reconnaissance mutuelle que s'expriment les chefs de mouvements en voulant travailler ensemble est l'une des étapes charnières du long processus qui, pour reprendre le titre d'un article de l'historien Jean-Pierre Azéma, mène « des résistances à la Résistance[1238] », c'est-à-dire d'un ensemble éclaté d'initiatives localisées et isolées à la formation d'*un* mouvement social *relativement* unifié, puis plus tard à la constitution d'une force politique.

Le second phénomène est la méfiance réciproque que se vouent immédiatement Emmanuel d'Astier et Henri Frenay. Interrogé en 1948 par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Frenay rend compte ainsi de la toute première réunion des trois chefs :

[1238] Jean-Pierre Azéma, « Des résistances à la Résistance », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Tome 2, *op. cit.,* pp. 275-308.

> « C'est une simple prise de contact dont ne sort aucune décision, mais déjà se manifestent des différences de tempérament plus peut-être que d'orientation politique. Entre d'Astier et de Menthon, des divergences de caractère sont sensibles. D'Astier à l'époque mise sur deux cartes, la carte socialiste et la carte syndicaliste. Ses contacts sont essentiellement limités à la SFIC, et à la CGT, en particulier avec Jouhaux. Il a toujours une propension très nette à grossir son action et ses relations. Frenay se borne à écouter ce qu'il lui dit. En un sens, son exagération est compréhensible. Tout le monde a bluffé à des degrés divers. On y était obligé, autrement rien n'aurait été entrepris. Frenay a très peu connu Cavaillès, il l'a vu peut-être trois fois en tout. Mais c'est un garçon pondéré, son caractère n'a aucun rapport avec celui d'Emmanuel d'Astier. De Menthon est également sérieux et intelligent, honnête et loyal. Ceci est indiscutable, mais il semble évidemment avoir une conception différente de la chose à entreprendre, pas tellement l'organisation ou l'action, mais la propagande.[1239] »

Dans ce témoignage, Frenay minimise les éventuelles divergences d'orientation ou de positionnement politique. Celles-ci, pourtant, sont réelles. Et il y a tout lieu de penser que si elles ne sont pas clairement exprimées lors de ce premier rendez-vous, elles affleurent néanmoins et commandent pour partie les réactions de prévention réciproque. Cette première réunion est en effet l'occasion pour les chefs de comparer leurs organisations respectives et de confronter leurs « différents points de vue[1240] ». Or il est patent que des cheminements différents ont été suivis et que des perspectives différentes sont envisagées par chacun. Sur le plan de la sociologie et de l'organisation d'abord, le recrutement principalement militaire du mouvement de Frenay, de même que sa structuration très pyramidale, son schéma d'organisation basé sur une hiérarchie et une discipline strictes, ont tout pour susciter la méfiance de l'antimilitariste d'Astier qui, de son côté, conçoit davantage Libération comme une organisation de mouvement social, populaire, puisant dans le répertoire d'action du mouvement ouvrier ses instruments de lutte privilégiés[1241]. D'un côté et de l'autre, les références qui guident la façon de penser l'action résistante renvoient à des mondes sociaux bien différents – l'armée d'une part, la tradition républicaine et le mouvement ouvrier d'autre

[1239] Témoignage d'Henri Frenay, février-mars-avril 1948, Dossier « Combat », I, AN, 72 AJ/46.

[1240] Dans un rapport à destination du BCRA daté du 15 octobre 1942, Frenay date la première réunion avec d'Astier et de Menthon à août 1941 et résume : « Nos différents points de vue y furent envisagés et nous y exprimâmes la volonté de réaliser une espèce de fédération des mouvements. (NX.02 [Frenay], « Le mouvement ″Combat″ », 15 octobre 1942, AN, 72 AJ/1970).

[1241] On aura l'occasion de souligner dans le chapitre suivant que Libération-Sud accorde beaucoup d'attention au monde du travail, et notamment à l'usine, comme lieu de lutte.

part – qui tendent à recouper des divisions politiques et qui, de ce fait, font sens politique pour les acteurs. Sur le plan proprement politique d'ailleurs, les divergences de positionnement entre d'Astier et Frenay son encore plus nettes. Quand effectivement *Libération* proclame son attachement à la République, flétrit et le maréchal Pétain et sa Révolution nationale, *Vérités* se déclare de son côté fidèle au chef de l'État et dit souscrire à son effort de rénovation nationale. Ces divergences sont fondamentales. Elles traduisent des conceptions presque antagonistes de la résistance dans la mesure où le régime de Vichy, considéré comme adversaire à part entière par d'Astier, est en revanche exclu des cibles de la contestation par Frenay. Alors certes, il est probable que les chefs de Libération et du MLN ne s'affrontent pas directement sur ces questions lors de leurs premières rencontres. On sait en revanche que l'un et l'autre connaissent, pour les avoir lus, les contenus des journaux de leur interlocuteur. Cette connaissance ne peut être sans incidence sur leur manière de percevoir le mouvement et les personnes qui les font paraître. Le maréchalisme de Frenay, en particulier, est bien fait pour susciter l'hostilité de d'Astier.

Au fond, c'est d'ailleurs très probablement Emmanuel d'Astier qui ressent le mieux la fracture politique qui sépare Libération du MLN lors de ses premiers contacts avec Frenay. Car sa lecture des événements, son approche de la résistance sont à l'été 1941 bien plus politisées que ne le sont alors celles de Frenay. Ce dernier a en effet longtemps entendu adopter un « profil strictement apolitique où il n'est question ni de Vichy ni de De Gaulle[1242] », mais où seule compte la libération du territoire. En août 1941, sa position a depuis quelques mois sensiblement évolué. L'historien Robert Belot indique qu'à partir de février 1941, il commence à prendre conscience de l'impossibilité de tenir une position politiquement neutre et à progressivement changer d'opinion sur Vichy. C'est ainsi qu'au printemps 1941, on peut lire dans *Les Petites Ailes* des critiques fermes à l'endroit de l'amiral Darlan, alors chef du gouvernement. Cependant, il continue de manifester un « mépris et [une] inappétence de la chose politique [qui] deviennent un handicap pour l'accomplissement de l'homme d'action qu'il veut être[1243] ». Frenay reconnaît d'ailleurs très bien dans ses mémoires l'ascendant politique qu'a sur lui d'Astier au début. Voici ce qu'en 1973 il écrit de leur première rencontre :

[1242] Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit*., p. 140.
[1243] Robert Belot, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2003, p. 193.

> « Du nazisme, il ne me parle pas, sans doute parce que lutter contre lui va de soi. Libération du territoire et libération du gouvernement de Vichy sont, dans son esprit, les deux aspects d'un même problème. Je me rends compte que ses réflexions politiques sont beaucoup plus poussées que les miennes. […] Son exposé m'impressionne. […] Ce que je lui apprends du MLN, en comparaison, me paraît mince. L'organisation que nous avons adoptée, et vers laquelle nous tendons, semble de peu d'intérêt à mon interlocuteur si j'en juge par le sourire poli qui accueille mes propos.[1244] »

Dans ces lignes, Frenay dit très clairement qu'à cette époque, d'Astier pense la résistance dans des termes politiques que lui n'a pas réfléchis. Si l'on en croît la suite de son témoignage, ce sont d'ailleurs ce que celui-ci perçoit comme des divergences politiques entre leurs organisations qui motivent le refus que d'Astier oppose à sa proposition de tenter une « fusion » des trois mouvements de zone Sud.

> « Au mot fusion, il se récrie. Il ne peut en être question puisque le contenu politique de nos organisations n'est pas le même.[1245] »

De fait, on va le voir, d'Astier va effectivement s'opposer aux projets de fusion des mouvements portés par Frenay, préférant le principe d'une « fédération », laquelle présente l'intérêt de ménager la possibilité d'actions communes tout en garantissant l'indépendance de chaque structure. Or le facteur politique pèse effectivement lourdement sur ce positionnement, comme le confirment les témoignages de d'Astier. En 1945, celui-ci indique que des pourparlers ont bien lieu à partir de l'été 1941 dans le but de « fédérer » les trois grands mouvements de zone Sud, mais que ceux-ci achoppent finalement pour des motifs politiques.

> « À cette époque, la Résistance en zone sud était encore extrêmement confuse dans ses buts politiques puisqu'il y avait eu, en été 1941, une tentative de Fédération des mouvements alors existants qui étaient : Libération, Petites Ailes et Liberté, et que nous n'avions pas trouvé, en quelque sorte, de minimum politique commun. Ce que je peux dire, c'est que j'avais eu grand peine à faire adopter, à ces premières réunions de Fédération, le mot ″République″ et que, lorsque j'avais demandé que l'unité de la

[1244] Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., pp. 118-119.
[1245] *Ibid*., p. 119.

> Résistance soit faite sous le signe du général de Gaulle, les difficultés avaient été encore plus grandes car on imaginait qu'il y avait d'autres aventures possibles comme l'aventure Weygand ou la Laurencie. Ceci ne nous avait pas permis d'aboutir à une Fédération.[1246] »

De façon plus ou moins explicite, d'Astier blâme ici l'imprégnation vichyste de ses interlocuteurs, qui aurait constitué l'obstacle à l'unité[1247]. Dans un témoignage ultérieur, il désigne en particulier Frenay comme celui qui aurait espéré le ralliement à la résistance de généraux liés à Vichy.

> « Pour la première fois on a discuté des tendances de la résistance. Emmanuel d'Astier dit qu'elle doit être populaire et d'abord anti-fasciste, ce qui est accepté par tout le monde sans trop de discussions. Il affirme en outre qu'elle doit prendre contact avec de Gaulle. Sur ce point Frenay est en désaccord, car il estime que c'est prématuré et que d'autres candidats que de Gaulle peuvent s'affirmer comme chefs, par exemple Weygand.[1248] »

Contrairement à ce que son évocation peut suggérer, la personne du général de Gaulle n'est pas véritablement l'enjeu, en tout cas n'est pas l'enjeu principal des divergences entre d'Astier et Frenay. C'est bien le rapport au maréchal Pétain et à l'ensemble de la galaxie vichyste qui forme à ce moment là la ligne de fracture essentielle entre les deux hommes. Et c'est en premier lieu cette ligne de fracture qui complique les relations entre leurs mouvements. Pierre-Henri Teitgen, le co-fondateur de Liberté, est le témoin de cette opposition qui *in fine* conduira d'Astier à rejeter les offres de fusion émises par Frenay.

> « Le motif invoqué par lui [d'Astier] était sa méfiance vis-à-vis de Frenay en raison des liaisons de celui-ci avec le 2e bureau et du caractère suspect de certains de ses amis ; mais

[1246] Témoignage d'Emmanuel d'Astier, 16 février 1945, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

[1247] L'évocation d'une difficulté à admettre l'idée de « République », de même que la référence aux généraux Weygand et La Laurencie laissent peu de doute sur le sens de la critique de d'Astier. Weygand, qui avait été le chef des armées en 1940 et un des promoteurs de l'armistice, avait été nommé ensuite délégué général du Gouvernement en Afrique française où il avait appliqué avec rigueur et conviction la politique de Révolution nationale. Opposé toutefois à la politique de collaboration active menée par l'amiral Darlan, qui atteint son apogée au printemps 1941, on lui prêtait alors (et à tord) des velléités dissidentes, ce qui séduisait certains résistants fidèles au maréchal Pétain. Le général de La Laurencie avait été quant à lui le représentant du Gouvernement à Paris jusqu'en décembre 1940. Hostile à Darlan, il était alors passé à la Résistance dont il essayait de prendre la tête avec l'appui des Américains et contre le général de Gaulle. Ses soutiens français se trouvaient essentiellement dans la frange anticollaborationniste des milieux vichystes. Weygand et La Laurencie sont tous deux des pétainistes.

[1248] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

> T. [Teitgen] estime pour sa part que s'il est exact que l'entourage de Frenay comprenait à cette époque bon nombre de pétainistes, il faut attribuer le fait à la naïveté et à la maladresse politiques de Frenay, mais non à son honnêteté personnelle ; lui-même n'a jamais joué double jeu. Un certain nombre d'incidents d'ailleurs pouvaient justifier la circonspection de d'Astier ; il était arrivé à F. [Frenay] de sérieux ennuis, lorsqu'il avait tenté d'étendre son mouvement à la zone nord. Son impuissance l'avait livré à des personnages douteux et de multiples arrestations[1249] ».

Comme cet extrait l'illustre, on voit que le positionnement vis-à-vis de Pétain et de Vichy constitue au second semestre 1941 un enjeu d'importance au sein du microcosme résistant dans la mesure où il est susceptible d'entraver les processus de rapprochement et d'alliance. Vichy cristallise l'attention et la tension entre les dirigeants des mouvements. Mais revenons quelque peu en arrière pour tenter de mieux cerner la dynamique des échanges entre les trois mouvements.

4.3. Dialogues et tractations : échec à la fusion

Si l'on se reporte à la première réunion des chefs en août 1941, il faut souligner que quels que soient les désaccords qui se font effectivement jour[1250], ceux-ci ne font pas obstacle à la poursuite du dialogue qui a été entamé. Au contraire, les rencontres sont régulières à partir de septembre. Elles ont pour objet central la coordination de l'activité des mouvements, qui semble un objectif dont l'intérêt est reconnu par tous. Ces rencontres tolèrent toutefois un certain flou quant aux intentions réelles des uns et des autres. Ainsi, d'Astier rejette catégoriquement l'idée d'une fusion, mais peut-être sans le dire franchement, et défend en tant

[1249] Témoignage de Pierre-Henri Teitgen, 13 janvier 1947, Dossier « Combat », III, AN, 72 AJ/46.

[1250] Tandis que les témoignages donnés après la guerre tendent à insister sur les divergences qui immédiatement se manifestent, les comptes rendus produits plus près des événements insistent plutôt sur la convergence globale des points de vue. Par exemple, dans un rapport à la France libre daté de juin 1943, Frenay écrit que lors de l'établissement des contacts avec Liberté et Libération : « Il apparaît qu'il n'y a aucune divergence fondamentale entre les mouvements. Des pourparlers de fusion sont menés (Frenay cité par Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 325) ». Plus proche encore des événements, Jean Moulin écrit dans son rapport du 25 octobre 1941 : « C'est fin juillet, c'est-à-dire avant la mission Z…, que la première réunion des chefs des trois mouvements eut lieu. Un vaste tour d'horizon fut fait pour confronter les tendances, les aspirations, les milieux prospectés, etc… Ce premier contact ne révéla aucune divergence profonde. (Rapport de Jean Moulin, « Rapport sur l'activité, les projets et les besoins des groupements constitués en France en vue de la libération du territoire national », 25 octobre 1941, AN, 72 AJ/233) » Ces écarts se comprennent aisément si l'on considère la nature des sources et leur date d'émission. D'un côté, les témoignages post-1944 sont susceptibles d'être chargés de tout le poids des désaccords et des affrontements survenus ultérieurement ; de l'autre, il est tout à fait compréhensible que les contenus des textes semi-officiels destinés aux services britanniques ou gaullistes soient expurgés de tous les objets de dissension au sein de la Résistance intérieure.

qu'alternative le principe de la fédération. Frenay, en revanche, recherche à terme la fusion et répète les sollicitations en ce sens.

Quoi qu'il en soit, il semble que les premières réunions avancent sérieusement dans le sens de la formalisation de la coopération. Ainsi Jean Moulin, qui a rencontré François de Menthon quelques jours avant son départ pour l'Angleterre, écrit dans son rapport du 25 octobre 1941 :

> « Enfin tout récemment à Marseille le 5 septembre, 4 jours avant mon départ, a eu lieu une nouvelle réunion qui vient de sceller l'accord de principe entre les trois mouvements. Les voix pratiques de la collaboration sont actuellement à l'étude, mais d'ores et déjà on peut dire que l'on s'oriente vers la formule suivante :
>
> 1° Indépendance en ce qui concerne les journaux ;
>
> 2° Consultations au sujet des campagnes, des manifestations, du sabotage, etc…
>
> 3° Organisation unique sur le plan militaire.[1251] »

Ce compte-rendu est sans doute assez fidèle, quoiqu'exagérément optimiste, de l'état des discussions entre les mouvements début septembre. Il est en tout cas globalement corroboré par celui que fait Emmanuel d'Astier dans un rapport parvenu aux Services secrets britanniques en décembre 1941. Dans ce texte où il dresse l'historique des mouvements et de leurs relations, d'Astier fait part d'un certain nombre d'accords intervenus à la fin de l'été :

> « Août-septembre 1941 : Premiers essais visant l'établissement d'une fédération des groupes de résistance. […] Première réunion des chefs des trois groupes. On arrive à un accord sur un programme minimum de propagande et d'action. La décision est prise d'avoir des organismes centraux communs. Accord sur la nécessité absolue de reconnaître le ″symbole de Gaulle″, dont le progrès est énorme et d'admettre l'unité de la résistance à l'étranger et de la résistance en France.[1252] »

Tout comme le rapport de Moulin, le rapport de d'Astier renvoie une image trop irénique des relations entre les mouvements, image qui ne correspond que très imparfaitement à la

[1251] Rapport de Jean Moulin, « Rapport sur l'activité, les projets et les besoins des groupements constitués en France en vue de la libération du territoire national », 25 octobre 1941, AN, 72 AJ/233.
[1252] Rapport Bernard [d'Astier], reçu par les Services britanniques le 23 décembre 1941, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

réalité mais qui répond à d'évidents intérêts tactiques. Il ne faut pas négliger que l'enjeu de ce rapport est pour d'Astier de parvenir à un « accord direct avec le Gouvernement britannique[1253] » pour l'obtention de moyens permettant de développer la résistance. Aussi, on comprend qu'il y exagère l'unité des mouvements pour leur donner plus de crédibilité. Reste que la première phase des négociations semble plutôt positive, comme le suggère le témoignage de Pierre-Henri Teitgen, qui déclare en 1947 que la « fusion » des trois mouvements « faillit aboutir totalement[1254] ».

Celle-ci, finalement, ne se fait pas car Libération et d'Astier, qui y sont résolument opposés, font défaut. Le 28 novembre 1941 en revanche, au cours d'une réunion à Grenoble à laquelle d'Astier est convié mais où il ne se rend pas, Henri Frenay et François de Menthon actent la fusion complète de Liberté et du MLN[1255]. La nouvelle structure prend le nom de Mouvement de Libération française (MLF). Un comité directeur de six membres est créé qui compte trois membres issus de Liberté (François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen et Alfred Coste-Floret) et trois issus du MLN (Henri Frenay, Claude Bourdet et Maurice Chevance). Frenay, seul à être entièrement disponible, prend la tête de l'organisation. Enfin, les journaux *Liberté* et *Vérités* disparaissent pour donner naissance à *Combat*, nom par lequel sera bientôt désigné de façon générique le MLF.

Les divergences politiques, on l'a dit, comptent largement dans le refus de d'Astier d'associer Libération à cette fusion. Dans ses mémoires, Frenay avance cependant une autre hypothèse. Pour lui, d'Astier s'est dérobé par crainte que ne soit dévoilée la faiblesse du mouvement Libération et, en creux, que ne soit de fait marginalisée sa position.

> « En vain nous attendons d'Astier, à vrai dire pas trop longtemps car je pense qu'il ne viendra pas. L'idée de mettre cartes sur table, et pour chacun de fournir des détails sur son mouvement, ses cadres et ses moyens, ne m'avait pas paru déchainer son enthousiasme. C'est donc sans lui que le chef de ″Liberté″ et moi abordons notre étude.[1256] »

[1253] *Ibid*.

[1254] Témoignage de Pierre-Henri Teitgen, 13 janvier 1947, Dossier « Combat », III, AN, 72 AJ/46.

[1255] La réunion avait été voulue par Frenay : « Les réunions à trois avec Menthon et d'Astier sont rares. Ses cours occupent beaucoup Menthon et, en outre, il fait la navette entre Lyon et Annecy pour y retrouver sa femme dans le vieux château de famille. Aussi se voit-on séparément ; c'est dommage. Je finis cependant par convaincre mes deux camarades de la nécessité de consacrer une longue séance de travail à l'examen détaillé du principe, et je l'espère, des modalités de la fusion de nos trois organisations. (Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 131) »

[1256] *Ibid*.

Sans doute, effectivement, le MLN est-il à l'automne 1941 le plus développé et le mieux organisé des trois grands mouvements[1257]. Par conséquent, il est plausible que, le sachant, Emmanuel d'Astier ait craint dans la fusion que Libération soit tout bonnement absorbé par le MLN. En tout cas Frenay – qui de son côté entrevoit probablement tous les bénéfices qu'il peut tirer d'une fusion dont il ne cesse de faire la promotion – suspecte tôt ses partenaires de redouter l'« avance » prise par son mouvement.

> « Mes entretiens avec Menthon et d'Astier se sont poursuivis. Ils ont l'impression, je le sens, que le MLN a pris sur eux une grande avance. C'est peut-être vrai mais la méfiance peut en résulter. Pour la désarmer, pour leur prouver que je ne veux pas faire cavalier seul, j'aurai à cœur de les associer à toutes mes démarches importantes.[1258] »

Les propos de Frenay renvoient à un des ressorts importants des tractations entre les chefs de mouvement, à savoir les rapports de concurrence qui rapidement s'établissent entre des individus qui, d'une part, se conçoivent comme les mandataires d'organisations collectives dont ils ont la charge de défendre les intérêts spécifiques, d'autre part ont acquis un certain volume de pouvoir personnel en prenant la tête de ces organisations. Aussi les négociations en vue de la création d'une fédération ou de la réalisation d'une fusion mettent fondamentalement en jeu la question de la position des uns et des autres – et, disons-le, de la prééminence – au sein de l'espace résistant en train de naître. Ainsi, du point de vue des dirigeants, la manière dont ceux-ci agissent dans les pourparlers renseigne utilement sur la façon dont ils vivent et investissent subjectivement leur engagement résistant et leur rôle de chef de mouvement. Par exemple, les trajectoires différentes suivies par François de Menthon et Emmanuel d'Astier sur la question de le fusion illustrent le rapport différent qu'ils entretiennent à l'action clandestine. Sans doute, la crainte de voir se diluer l'originalité de son mouvement et de perdre un statut prédominant est-elle moins vive chez de Menthon que chez d'Astier, cela du fait d'un degré très inégal d'attachement à leur mouvement et à leur organe de propagande. François de Menthon, qui en tant que professeur d'Université, jouit d'une position et d'un statut sociaux valorisants, dépend sans doute moins complètement de son mouvement clandestin pour se définir socialement qu'un Emmanuel d'Astier qui, parce qu'il n'a pas réussi avant-guerre à trouver la voie d'un accomplissement social qu'il découvre au

[1257] Ce fait est confirmé par toute l'historiographie de la Résistance. Sur le mouvement Combat, voir en particulier Marie Granet et Henri Michel, *Combat. Histoire d'un mouvement de résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, 1957 et Robert Belot, *Henri Frenay*, *op. cit*.

[1258] Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 127.

contraire dans l'action clandestine, s'identifie pleinement à son mouvement (et à son journal, qui en est la voix), dans lequel, à mesure que celui-ci se renforce, il tend à inscrire ses aspirations les plus profondes et à investir toute son énergie. D'Astier a vraisemblablement beaucoup à perdre dans une fusion qui à coup sûr, menacerait la prééminence qu'il a acquise à Libération et qui confère un prix si grand à son engagement[1259]. De Menthon – dont il faut souligner qu'il occupe un poste à l'Université de Lyon et qu'il est donc aussi moins investi temporellement que d'Astier – doit moins à Liberté pour s'opposer coûte que coûte à sa dilution dans un mouvement plus vaste. Au fond, la rivalité qui s'instaure entre d'Astier et Frenay se fonde en partie sur le fait que tous deux vivent la résistance sur un mode similaire, qu'ils convoitent les mêmes objets et que donc ils se concurrencent directement. Ce rapport de concurrence est l'un des facteurs conduisant à l'échec de la fusion avec Libération[1260].

Il ne faudrait pas, cependant, imaginer que seules comptent dans ce processus les voix des chefs. Ceux-ci, s'ils sont souvent en situation de décider seuls, ne sont pas des autocrates coupés de leur organisation. Leur autorité dépendant du consentement tacite (et révocatoire) à la discipline de ceux sur qui elle s'exerce, leur « prééminence ne peut s'exercer durablement que s'ils sont en phase avec les individualités qu'ils côtoient quotidiennement d'une part, s'ils ont l'assentiment de toute la pyramide de l'organisation d'autre part[1261] ». En pratique, la concertation et la délibération sont intenses à l'intérieur des mouvements de résistance, et spécialement au sein des cercles dirigeants. Aussi les décisions des chefs sont-elles dans la majorité des cas l'expression d'une volonté générale.

Ainsi, à Libération, le refus de la fusion ne résulte pas du seul choix de d'Astier mais il est l'expression d'un consensus au sein de la direction du mouvement. Raymond Aubrac se souvient que personne n'était favorable à cette solution.

> « Lorsque Frenay, vers la fin 1941, proposa la fusion, d'Astier, qui ne la souhaitait pas, nous consulta. La réponse de ceux d'entre nous auprès de qui il prit conseil fut unanimement négative, malgré le gain d'efficacité qu'une fusion pouvait laisser espérer.

[1259] De façon analogue, les travaux de Bernard Pudal sur les cadres dirigeants du PCF mettent en évidence la relation de dépendance à l'organisation d'individus dont les ressources sont trop attachées à l'organisation, organisation à laquelle ils ont de fait le sentiment de tout devoir (cf. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989).

[1260] Ce que d'Astier reconnaît à demi-mot après la guerre : « Pour cette fois la fédération n'alla pas plus loin, car au fond personne n'avait derrière lui les forces suffisantes pour aller vraiment de l'avant et entrainer les autres, au fond, chacun essayait de gagner les autres de vitesse. (Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60). »

[1261] Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote », art. cit., p. 67. Nous avons modifié le temps et la personne de la citation originale, écrite à l'imparfait à la troisième personne du singulier.

> Nous ne voulions pas être intégrés dans des organigrammes d'allure militaire, ni non plus compromettre les possibilités de recrutement que nous sentions à notre portée. Sous l'influence d'Yvon Morandat, nous comprenions mieux la trajectoire que suivait le général de Gaulle. Parmi les amis que chacun de nous connaissait dans les rangs de Combat, on décelait encore des sympathies pour certains services gravitant dans l'orbite de Vichy. Enfin, d'Astier n'exprimant pas une attirance débordante pour Henri Frenay, personne ne pouvait prédire où conduirait un mariage de raison. La fusion fut donc écartée.[1262] »

En somme, le témoignage de Raymond Aubrac condense les raisons essentielles – et qui ne sont pas toutes de nature idéologique – qui conduisent le mouvement à persévérer dans sa voie : l'hostilité au pétainisme patent d'un certain nombre de cadres du MLN (en comparaison, la fusion avec Liberté est rendue possible par une proximité idéologique plus grande) ; l'hostilité à la structuration militaire de ce mouvement, qui fait violence 1) à l'antimilitarisme qui imprègne fortement les dirigeants de Libération 2) à la conception plus populaire et ancrée dans le mouvement social de l'action résistante qui est celle de ces derniers ; la volonté de préserver une entité collective qui s'est forgée sa propre identité et à laquelle ses membres sont affectivement très attachés parce qu'ils ont contribué à la créer et qu'ils s'y identifient très profondément.

L'échec d'une fusion totale marque les divergences importantes (idéologiques, politiques, tactiques) qui séparent Libération de Combat et qui ne cesseront d'être source de tension. Toutefois, il ne conduit nullement à la rupture. Après la réunion de Grenoble, d'Astier et Frenay continuent de discuter et de mener des démarches communes. Le 15 décembre 1941 par exemple, ils rencontrent ensemble le général de La Laurencie[1263]. Par ailleurs, les discussions visant à coordonner l'action des mouvements se poursuivent, et d'Astier y participe. Bref, si la séquence écoulée entre juillet et décembre 1941 ne débouche pas sur une unité organisationnelle de la résistance, on voit en revanche à l'œuvre le début d'un processus d'unification de la résistance en tant qu'*un* mouvement contestataire peu à peu assimilable à un *espace social spécifique*.

[1262] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 71.

[1263] Le général de La Laurencie était financé par les Américains, qui espéraient en faire un concurrent du général de Gaulle. Disposant de moyens, La Laurencie finançait le mouvement de Frenay depuis le mois de juillet 1941. Mais ce dernier devait mal prendre que La Laurencie se présente aux Américains comme le chef de toute la résistance. Aussi il proposa à d'Astier et de Menthon (qui ne put être présent) de rencontrer avec lui le général pour lui opposer un front uni. La rencontre devait aboutir à la rupture des relations dès début 1942. D'Astier fait le compte-rendu de cette rencontre dans son rapport au Services britanniques du 23 décembre 1941 (BCRA, AN, 3 AG 2/378). Sur « l'affaire La Laurencie », cf. Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., pp. 162-163.

4.4. L'espace de la Résistance

La notion d'*espace de la Résistance* s'inspire du concept d'*espace des mouvements sociaux* forgé par le sociologue Lilian Mathieu[1264]. Elle vise à rendre compte de la formation d'un microcosme contestataire relativement autonome, « doté de logiques, de modes de fonctionnement, d'enjeux et de références propres[1265] », à l'intérieur duquel les acteurs individuels et collectifs sont liés et unis par des relations d'interdépendance variées.

En zone Sud, l'espace de la Résistance émerge en tant que tel à partir du milieu de l'année 1941, c'est-à-dire au moment où les représentants des organisations de résistance commencent à chercher à se rencontrer, commencent à discuter les uns avec les autres, à nouer des relations plus ou moins formelles, à se coordonner. Ce phénomène de convergence rend compte du fait que peu à peu les acteurs se reconnaissent mutuellement comme les participants d'un même mouvement, comme les membres d'un même univers. L'*autoréférence* qui se fait jour au sein de la résistance à ce moment là, c'est-à-dire le sentiment qu'ont les acteurs de constituer quelque chose de spécifique à l'intérieur du monde social, est un premier signe de son émergence en tant qu'espace social singulier. À l'automne 1941, les efforts déployés par d'Astier, Frenay et de Menthon pour coordonner leur action malgré des divergences parfois profondes, témoignent d'un degré relativement avancé du processus de formation de l'espace, qui d'une certaine manière ne tolère plus de retour en arrière. Les principaux acteurs de la zone Sud sont alors pris dans des relations d'interdépendance dont ils ne peuvent plus sortir sous peine d'être complètement marginalisés. C'est ainsi que les désaccords et même les affrontements ne débouchent pas sur une rupture des relations. Au contraire, il est intéressant de constater que durant cette période, Frenay et d'Astier multiplient ensemble les contacts avec les autres organisations[1266]. Ainsi, le phénomène résistant s'unifie, non pas tant sur le plan organisationnel qu'en tant que mouvement social auto-référent. À la fin de l'année 1941, l'espace est formé. Bien sûr, ses frontières restent mouvantes, de même que la structure des positions à l'intérieur, fortement dynamique. Mais désormais, toute nouvelle entreprise résistante se trouve irrémédiablement

[1264] Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, pp. 131-151 et *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*. Le concept d'espace des mouvements sociaux s'inspire lui-même du concept de champ de Pierre Bourdieu.

[1265] *Ibid*., p. 9.

[1266] Ensemble, ils rencontrent par exemple André Girard, fondateur du réseau Carte, ou encore Jean Rigault, ancien cagoulard ayant fondé avec l'industriel Jacques Lemaigre-Dubreuil un réseau de renseignement.

« captée » par l'espace, c'est-à-dire que très vite celle-ci est prise dans des relations d'interdépendance avec les autres unités contestataires. On le voit en particulier avec la naissance en décembre 1941 du mouvement Franc-Tireur, qui dès janvier 1942 est en contact plus ou moins étroit avec Combat et Libération. On l'observe également au fait qu'à partir de fin 1941, tous les petits mouvements tendent à petit à petit être absorbés par les grandes structures[1267]. En zone Sud, Combat et Libération occupent d'emblée une position centrale dans l'espace de la Résistance car celui-ci a émergé de leur action particulière. Il s'est en quelque sorte formé à partir et autour d'eux.

L'une des propriétés essentielles de l'espace de la Résistance est qu'il se présente comme un univers hiérarchisé traversé par des rapports de force. Au sein de l'espace, tous les acteurs (individuels et collectifs) ne sont pas également dotés en ressources efficientes. De ce fait, tous n'ont ni le même poids ni la même force. Or l'espace de la Résistance met en jeu des positions de pouvoir donnant à ceux qui les occupent une capacité d'action plus grande faisant de leur appropriation un enjeu. Aussi l'espace de la Résistance constitue-t-il un espace de concurrence et de compétition. Les acteurs y sont en lutte pour peser plus lourdement sur son fonctionnement et sur le cours de la mobilisation. Ils sont notamment en lutte pour imposer aux autres acteurs de l'espace leur propre « définition des enjeux prioritaires du moment et des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre[1268] », c'est-à-dire leur interprétation (idéologique et politique) des situations, leurs cibles prioritaires, leurs modes d'action, etc. Quand bien même, en effet, tous les protagonistes de la mobilisation résistante visent théoriquement le même objectif ultime – la libération du territoire national – ils n'en demeurent pas moins porteurs d'intérêts, de stratégies et de buts potentiellement non convergents qui contribuent à créer entre eux des lignes de fracture[1269]. Il y a effectivement une pluralité de moyens de lutter pour la libération du territoire, une pluralité de motifs idéologiques ou politiques pour le justifier, une pluralité de projets à adosser à cet objectif.

[1267] Ainsi à l'automne 1941, le mouvement La Reconquête, fondé à Vienne par Auguste Vistel (alias Alban), s'intègre à Libération. En janvier 1942, c'est un groupe toulousain, Liberté, Égalité, Fraternité, qui se fond dans le mouvement. Ces ralliements sont des indices fiables de la crédibilité et de l'attractivité acquises par Libération.

[1268] Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*., p. 38.

[1269] Ce phénomène n'est pas propre à la Résistance mais constitue une propriété fondamentale de l'espace des mouvements sociaux. Michel Dobry parle à cet égard d'une fréquente *dispersion* des mobilisations : « C'est pour des ″raisons″, des ″motifs″, ou des ″intérêts″ hétérogènes […] que des groupes ou des individus sont incités à se saisir de mobilisations lancées par d'autres, à les investir d'autres significations et à leur donner ainsi, par leur ″entrée dans le jeu″, d'autres trajectoires historiques. Autrement dit, les mobilisations ne se réalisent pas, loin de là, autour d'enjeux, d'objectifs ou de perspectives stratégiques identiques pour tous les acteurs et segments sociaux mobilisés. Et comme on l'a déjà suggéré, il est extrêmement imprudent pour cette raison de rapporter les processus de mobilisation prioritairement à la poursuite de certaines fins collectives ou de certaines valeurs collectives. (Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*., p. 24) »

Les acteurs de l'espace de la Résistance sont ainsi liés entre eux par des rapports variés. Ils sont à la fois des partenaires ou des alliés, mais aussi des concurrents.

D'un point de vue pratique, l'espace de la Résistance constitue pour les acteurs une *zone d'évaluation mutuelle*[1270]. Cela signifie qu'étant en constante interaction, directe ou indirecte, à l'intérieur de l'espace, ceux-ci ne cessent de s'évaluer mutuellement, de se situer les uns par rapport aux autres. La notion de zone d'évaluation mutuelle « signale, au niveau de l'interdépendance, que les attitudes et activités actuelles ou anticipées [des] autres composantes sont en permanence soumises à évaluation et interprétation, car elles fournissent une série de renseignements tant sur leur situation propre (sur leur capacité de mobilisation, par exemple) que sur le contexte général. En d'autres termes, le niveau d'activité des autres organisations, le destin de leurs tentatives de mobilisation, leurs innovations tactiques ou les mises en forme originales de leurs revendications sont l'objet d'une saisie permanente et constituent des indicateurs du ″jouable″, de l'″opportun" ou du ″risqué″.[1271] » De la sorte, tels qu'ils sont perçus et interprétés, ces indicateurs influent plus ou moins sur les choix tactiques, et plus généralement les prises de position des acteurs. Ainsi, en fonction des configurations, du contexte, de l'état des rapports de force, parfois ils s'alignent, parfois ils se démarquent.

La multiplicité et la variété des rapports d'interdépendance entre unités contestataires à l'intérieur de l'espace de la Résistance influent directement sur l'activité que ces unités déploient – les rapports de concurrence, notamment, rendent intelligible une part significative des décisions et comportements des acteurs en situation. Aussi leur prise en compte est-elle indispensable à la compréhension de leur action et de sa dynamique.

4.5. Libération à la gauche de l'espace de la Résistance

Par sa composition sociale, les alliances qu'il a nouées, le contenu de ses prises de position, Libération se situe dès sa formation à la gauche de l'espace de la Résistance de zone Sud. La position opposée est occupée par le MLN de Frenay, tandis que Liberté occupe une position plus centrale. Les autres mouvements, à l'exception de Franc–Tireur qui émerge

[1270] Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*., pp. 43-51.
[1271] *Ibid*., pp. 43-44.

pleinement en décembre 1941[1272] et dont les positions sont proches de celles de Libération, ne sont alors pas suffisamment consistants pour véritablement peser[1273].

Cet échelle, qui correspond à ce que l'on sait *a posteriori* des tendances politiques générales des dirigeants des trois grands mouvements, fait réellement sens pour les acteurs en situation, c'est-à-dire qu'elle tend à structurer leur perception de l'espace de la Résistance. Les propos tenus en janvier 1942 par deux dirigeants de Liberté l'illustrent clairement. Ainsi, Roger Stéphane présente le MLN comme un mouvement de « gens de droite » dont les positions « réactionnaires » bloquent la fusion avec Libération.

> « ″Libération nationale″ est un mouvement de militaires et de gens de droite ; tendances très différentes de ″Liberté″ ; peu nombreux, dont le caractère réactionnaire rend difficile la fusion avec ″Libération″.[1274] »

Dans une veine à peu près similaire, François de Menthon évoque explicitement l'« opposition des tendances politiques » entre Frenay et d'Astier, opposition nourrie par l'ambiguïté des relations du chef du MLN avec l'armée d'armistice.

> « Il est exact que Frenet [*sic*] est très suspect de rapports avec l'E[État]M[Major] de l'A[Armée]. La situation n'est pas complètement claire à cet égard et exige quelques précautions. […] Il est exact que tout peut s'expliquer par les relations de camaraderie de Frenet dans l'EMA et de son recrutement en officiers. Il est de fait que cette question soulève de graves problèmes pour la fusion, d'autant que l'opposition des tendances politiques entre Frenet et d'Astier incite le mouvement de ce dernier à tirer parti de cet argument.[1275] »

[1272] Le premier numéro du journal *Le Franc-Tireur* paraît en décembre 1941. Cependant, le mouvement dont il émane, initialement nommé France-Liberté, lui est bien antérieur puisqu'il a été fondé fin 1940. Pendant près d'un an, le mouvement ne parvient qu'à confectionner et distribuer des tracts, ce qui fait que sa portée reste modeste. Son essor est en revanche significatif dès le début de 1942, ce qui en fait dès lors le troisième plus important mouvement de zone Sud derrière Combat et Libération.

[1273] En particulier le Front national, le mouvement initié par le Parti communiste, est fin 1941 quasiment inexistant en zone Sud (cf. Stéphane Courtois, « Le Front national », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Tome 2, *op. cit*., pp. 107-120).

[1274] Roger Stéphane cité par Denis Peschanski et Laurent Douzou, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », art. cit., p. 21.

[1275] François de Menthon cité in *Ibid*.

Dans ces deux citations, Stéphane et de Menthon opposent explicitement Libération et le MLN. Ceux-ci représentent les pôles opposés – et antagonistes – de l'espace. Ce faisant, ils placent implicitement Liberté dans une position intermédiaire, ce qui semble pleinement conforme à la réalité. Ce dernier, en effet, se distingue du MLN par une hostilité devenue franche au régime de Vichy[1276]. Mais il en est suffisamment proche pour que cela ne l'empêche pas de fusionner avec lui pour créer Combat, alors que dans le même temps les divergences entre le MLN et Libération paraissent indépassables.

À peu près à la même période, Emmanuel d'Astier dresse dans son rapport aux Services britanniques un panorama assez semblable de la résistance en zone Sud.

> « ″Liberté″ : Recrutement parmi les cercles catholiques, démocratiques et du centre gauche, les cercles universitaires, les syndicalistes et les cégétistes.
>
> ″Petites Ailes″ : Au début quelques éléments militaires ; recrutement dans la bourgeoisie de droite et le centre-droit.
>
> ″Libération″ : Au début, recrutement parmi les cercles universitaires et militaires. Plus tard, surtout dans les cercles de gauche.
>
> En juillet ou en août 1941 : Accord avec la CGT, qui apporte le concours sans réserve des syndicats (publication par le journal de matière concernant les classes laborieuses).[1277] »

Si l'on schématise l'exposé de d'Astier, on voit que pour lui la Résistance va de Libération à gauche, au MLN à droite et au centre-droit, en passant par Liberté au centre-gauche. Ainsi l'espace de la Résistance paraît aisément cartographié.

Quoi qu'il en soit, il apparaît qu'au second semestre 1941, Libération est clairement identifié et étiqueté dans le milieu résistant comme une organisation orientée à gauche, populaire – voire ouvriériste – et à forte sensibilité sociale. Le rapport sur les groupes de résistance que Jean Moulin rédige en octobre 1941 à l'intention des autorités anglaises et du général de Gaulle en fournit un indicateur probant. Moulin, qui ne connaît pas d'Astier à ce moment là et ne dispose d'informations sur le mouvement que de sources indirectes[1278] et de

[1276] On a souligné plus haut les positions initialement maréchalistes de Liberté. Celles-ci ont très nettement évolué et le mouvement apparaît à l'automne 1941 résolument antivichyste (cf. *Ibid*., p. 20).

[1277] Rapport Bernard [d'Astier], reçu par les Services britanniques le 23 décembre 1941, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

[1278] On sait grâce aux travaux de Daniel Cordier que Jean Moulin a rencontré François de Menthon entre le 5 et le 8 septembre 1941, soit à une période où les discussions au sujet d'une coordination des mouvements sont déjà entamées. Cf. Daniel Cordier, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, Tome III, *op. cit*., pp. 135-139.

la lecture du journal, qui, donc, est enclin à transcrire la représentation commune de Libération dans le milieu résistant, écrit :

> « ″LIBÉRATION″, organe du mouvement ″LIBÉRATION″, atteint surtout les milieux populaires. Une large place y est faite aux questions sociales et ses dirigeants sont actuellement en rapport avec une personnalité qui a gardé une très grande influence sur les milieux syndicalistes.[1279] »

Cette étiquette de mouvement populaire gagne en ampleur avec la parution de *Libération* dans le numéro de décembre 1941, de l'« Appel aux ouvriers » de Jouhaux. En effet, en janvier 1942, la direction du mouvement fait paraître une note démentant que Libération soit purement et simplement le relais clandestin de la CGT, telle que l'information circule alors dans le microcosme clandestin.

> « Bien qu'on en ait fait répandre le bruit, ″Libération″ n'est pas la C.G.T., ne représente pas exclusivement telle formation syndicale. ″Libération″ représente, dans la Résistance, tous les éléments de la communauté française. Elle ignore la droite, la gauche. Elle ne veut connaître le pauvre, le riche, le chrétien, le juif qu'autant qu'ils sont des hommes courageux, décidés à jeter l'Allemand hors de France, écœurés de la bassesse d'un gouvernement d'abdication. Elle n'a d'autre exclusive que celle de la lâcheté et de la trahison.[1280] »

Dans ces lignes, Libération se défend de mener ce qui s'apparenterait à une résistance de classe, lui opposant une position apolitique et a-classiste d'unanimité nationale. La suite de la « Note » est néanmoins intéressante en ce que le mouvement revendique tout de même hautement son alliance avec les syndicats et proclame la classe ouvrière comme l'un des acteurs incontournables et les plus valables de la lutte contre Vichy et l'occupant.

> « Cependant ″Libération″ a constaté que parmi les éléments les meilleurs, les plus sains, de la résistance française. Il fallait compter la classe ouvrière, les syndicalistes. Pour cette raison, elle est fière de reconnaître parmi les premiers sympathisants, ses premiers

[1279] *Ibid*.
[1280] « Note de la rédaction », *Libération*, n° 5, 20 janvier 1942.

> militants, ces hommes de la C.G.T. et les syndicats chrétiens que Vichy et Belin ont tenté de séduire en vain et qu'ils briment ou qu'ils emprisonnent maintenant, faute de pouvoir les acheter.[1281] »

En somme, le mouvement ne fait dans cette note qu'assumer complètement son orientation et ses choix stratégiques. S'il ne veut renoncer au concours d'aucune force, il revendique cependant de s'appuyer sur une base populaire présentée comme un gage d'esprit résistant, manière de réintroduire sans le dire des clivages sociaux et politiques dans la conception et la mise en œuvre de la lutte. Après la publication de l'« Appel aux ouvriers », qui s'adressait déjà à une catégorie particulière de Français – les travailleurs, les ouvriers –, son positionnement s'affirme alors encore plus nettement. Celui-ci est clairement perçu par les protagonistes de la lutte. Ce faisant, il confère à Libération une place originale et distinctive dans le microcosme clandestin. Les profils sociaux et les prises de position politiques des mouvements font en effet pleinement sens pour les acteurs. Ils constituent pour eux des éléments pratiques d'appréciation qui leur permettent de les classer. En l'occurrence, Libération occupe début 1942 la gauche de l'espace de la résistance de zone Sud[1282]. Ses dirigeants sont de plus parvenus à imposer dans cet espace la définition qu'ils souhaitaient de leur mouvement, c'est-à-dire celle d'une organisation populaire.

[1281] *Ibid*. *Libération* annonce ensuite l'arrestation de Léon Jouhaux par la police de Vichy, saluant l'« esprit de résistance qui l'animait ».

[1282] Le témoignage de Jacques Brunschwig est à cet égard très parlant. Approché à l'automne 1941 par Maurice Chevance-Bertin, le second de Frenay, pour intégrer Combat, Brunschwig refuse car ce mouvement lui apparaît fascisant. Il n'hésite pas, en revanche, à rejoindre Libération début 1942. Le mouvement de d'Astier « lui plaît par ses bases intellectuelles où l'on insiste sur l'équation Liberté-République (Témoignage de Jacques Brunschwig, 5 mars 1946, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60) ». Pour des raisons politiques, Brunschwig a donc différé son entrée en résistance. On a là une illustration de ce que le profil social et le contenu politique des discours des mouvements sont des données bien perçues par les acteurs et pertinentes pour eux. Souvent, elles rentrent largement en compte dans leur décision de rejoindre ou pas ces organisations.

Le ressort de la vocation : d'Astier chef *charismatique*

Au moment de conclure ce chapitre, il convient de s'arrêter plus précisément sur la personne d'Emmanuel d'Astier afin de faire le point sur le chemin que celui-ci a parcouru socialement et politiquement, et sur la place qui est désormais la sienne dans l'espace de la Résistance.

D'Astier, chef charismatique

Début 1942, Emmanuel d'Astier se présente comme une des personnalités centrales et dominantes de l'espace de la Résistance. Acteur qu'il n'est plus possible d'ignorer, il est en mesure de peser significativement sur le cours de la mobilisation résistante. La visibilité qu'il a acquise au sein de la communauté clandestine, qui n'est autre que la reconnaissance sociale de l'ampleur de sa contribution au développement de la résistance, constitue une forte rétribution de son engagement, qu'ainsi elle stimule et décuple. Parce qu'il satisfait son aspiration jusque-là inassouvie à l'exceptionnalité, c'est-à-dire son désir d'être connu et reconnu, d'être regardé, considéré et même admiré, ce capital symbolique accumulé contribue de manière décisive à ce qu'il découvre dans l'action collective clandestine sa vocation.

En effet, la position dominante que d'Astier occupe est étroitement corrélée à son statut de chef d'un mouvement important. Or ce statut a ceci de particulier que le pouvoir qui en découle se fonde sur une autorité *personnelle*, c'est-à-dire attachée précisément à sa *personne*. Le propre des mouvements de résistance est que s'ils sont composés de volontaires *a priori* semblables et égaux, des hiérarchies inévitablement s'y établissent. Et ces hiérarchies sont le résultat de processus tacites au terme desquels *un* individu est élu, en raison de qualités personnelles pensées comme extraordinaires, pour exercer le commandement. Ainsi, le chef devient le chef pour sa personne, et il est le chef en personne. Son pouvoir est avant tout un pouvoir symbolique. « *Primus inter pares*[1283] », adoubé par ses camarades pour ses dons exceptionnels – force d'entrainement, force de conviction, force de persuasion – il est un chef *charismatique*, écouté, obéit, aimé pour qui il est.

[1283] Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote », art. cit., p.59.

Ainsi les témoignages abondent des cadres de Libération décrivant le « charme » irrésistible de d'Astier, lui conférant une capacité d'entrainement semblant le prédestiner à devenir le chef.

> « Sans nul doute, c'est de lui qu'émane la séduction à laquelle bien peu son insensibles. Ce regard sourit alors que la bouche demeure immobile ; il paraît jeter sur les hommes une curiosité malicieuse, sympathique. S'il se hausse à juger, c'est dans une sérénité sceptique qui sait que l'humain doit être traité dans l'alternance de l'indulgence et de la rigueur.[1284] »
>
> « D'Astier, qui prit très vite le nom de Bernard, avait un pouvoir de séduction inouï. Il avait d'innombrables moyens d'approche : la culture, la poésie, les voyages, les relations, l'intérêt pour l'interlocuteur, il usait des uns et des autres avec le même bonheur. Des êtres aussi différents que Maurice Cuvillon, Yvon Morandat, Raymond étaient vite conquis. Chacun avait l'impression d'avoir tout d'un coup un ami de plus. Et c'était vrai.[1285] »
>
> « Je crois qu'il pratiquait beaucoup la maïeutique. Je le vois pas, dans mon souvenir je le vois pas donner des ordres, mais employer cette forme de discussion que vous connaissez sûrement : amener l'interlocuteur, l'écouter d'abord, l'entendre, l'écouter, le comprendre et l'amener petit à petit au point de vue que vous voulez…il avait beaucoup de charme, c'était un grand atout pour lui. […] Je vous parlais de son charme, c'était très impressionnant. Il arrivait à mettre dans sa poche des gens dont on ne s'attendait jamais qu'ils fussent conquis par lui. C'est une force.[1286] »

Certes, il est évident que d'Astier possède des ressources incorporées éminemment distinctives. Son extraction aristocratique, inscrite dans son corps sous la forme d'une *hexis* corporelle qui en traduit dans chaque geste l'excellence et la supériorité sociales, le prédispose sans doute plus que d'autres à être perçu comme charismatique. Comme dit Bourdieu, le « charme et le charisme désignent en fait le pouvoir qui appartient à certains d'imposer comme représentation objective et collective de leur corps et de leur être propres la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes, d'obtenir d'autrui, comme dans l'amour ou la croyance, qu'il *abdique son pouvoir générique d'objectivation* pour le déléguer à celui qui en

[1284] Alban Vistel, *La Nuit sans ombres. Histoire des mouvements unis de résistance, leur rôle dans la libération du Sud-Est*, Paris, Fayard, 1970, p. 69-70.
[1285] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*, *op. cit*., p. 140.
[1286] Entretien enregistré avec Raymond Aubrac, Paris, 12 juillet 2011.

serait l'objet[1287]». La description physique que donne de d'Astier Alban Vistel est exemplaire de cette naturalisation corporelle des rapports sociaux de domination tant elle reproduit quelques-uns des stéréotypes les plus fréquents sur l'excellence et l'élégance naturelle et innée, parce qu'inscrite dans et sur leur corps, de ces dominants pluriséculaires que sont les aristocrates :

> « D'ailleurs, il n'est qu'à lire le visage. Tout en lignes droites, en méplats, sans qu'aucune courbe molle vienne s'entremêler, il relève de la géométrie de Bernard Buffet ; racé, ô combien ! si la race signifie affinement séculaire dans l'effort de volonté pour s'accomplir par l'action, le refus des facilités, la réflexion sans complaisance envers soi-même. Le profil dit ″de médaille″, presque rectiligne, le nez long, fin, tranchant. Les lèvres minces, le menton dépouillé, affirmé sans lourdeur.[1288] »

Néanmoins, ce pouvoir charismatique ne s'exerce pas unanimement et de manière univoque sur tous les individus, quelles que soient leurs propriétés sociales. Car le charisme est une réalité relationnelle qui n'existe en tant que tel que par sa reconnaissance par ceux sur qui il s'exerce, il requiert pour fonctionner que les dominés soient porteurs de catégories de perception et de pensée particulières, propres à voir et subir le charisme dans l'action et les propriétés particulières du chef. Comme l'écrit Annie Collovald, en fait le « charisme ne relève pas des vertus extraordinaires réputées possédées par le ″héros″ mais des représentations de ceux qui l'entourent[1289] ». Il est le produit d'une relation de transaction entre le chef (ou le prophète) et ses fidèles. Ainsi, s'il se fait charme et séduction sur certains qui sont aptes et disposés à le reconnaître comme tels, il peut se faire indifférence, intimidation ou répulsion sur d'autres. Au fond, il n'est pas étonnant que d'Astier soit perçu comme l'idéal-type du séducteur et du leader charismatique par les militants de Libération. Issus ou proches des milieux intellectuels, porteurs de dispositions cultivées et esthétiques, mais aussi de dispositions contestataires, ils sont particulièrement disposés à voir du charme dans un homme qui manie une belle langue et s'exprime avec aisance, dans « l'amateur de poésie, qui [prend] ses mots de passe dans Apollinaire et Valéry[1290] », mais aussi dans celui qui sait faire silence et écouter son interlocuteur, « attentif aux avis de son entourage[1291] »,

[1287] Pierre Bourdieu, *La Distinction*, *op. cit*., pp. 229-230.
[1288] Alban Vistel, *La Nuit sans ombres, op. cit.*, p. 71.
[1289] Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », art. cit., p. 216.
[1290] Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse. Lyon, mai 1942-Londres, février 1944*, Paris, Seuil, 1986, p. 127.
[1291] *Ibid*.

subtil, « plus soucieux de séduire que de convaincre[1292] » et qui, en définitive, en impose sans avoir besoin de s'affirmer. Le personnage séduit moins, en revanche, des hommes tels qu'Henri Frenay ou le colonel Passy. Pour ces militaires de carrière, plus enclins à l'exercice de l'autorité et habitués aux manières franches et aux avis tranchés, la subtilité de d'Astier passe pour de la rouerie, sa finesse pour de la fourberie, sa ruse pour de la manipulation[1293].

Ainsi donc, d'Astier est-il bien armé dans la compétition pour l'accès au poste de chef charismatique de son mouvement. Mais, en définitive, cela reste insuffisant pour comprendre comment et pourquoi lui devient le chef. Pour cela, il faut prendre la mesure d'une donnée fondamentale. C'est que le charisme, avant que d'être une propriété individuelle socialement reconnue, est d'abord et avant tout une *situation*. Comme l'indique bien Weber, la domination charismatique se distingue des autres types de domination en ce qu'elle correspond à des situations extra-quotidiennes. Tandis que les dominations de type bureaucratique ou traditionnelle sont des configurations stables et durables adaptées à la « satisfaction, par des moyens normaux, de besoins permanents prévisibles[1294] », la domination charismatique s'instaure quant à elle dans les contextes de crise. La « structure charismatique » naît de la « détresse et de l'enthousiasme de situations extraordinaires[1295] ». Elle survient lorsque s'effondrent (ou ne peuvent plus fonctionner) les structures routinières qui règlent le cours ordinaire de la vie sociale. Il y a ainsi des *situations charismatiques* qui, en quelque sorte, exigent (ou suscitent) l'apparition de chefs charismatiques. Ceux-ci sont nommés en-dehors de tout cadre institutionnel et de toute procédure de désignation objective et réglée. Ils sont élus par ceux-là mêmes sur qui leur autorité s'exerce en raison de la puissance personnelle singulière que ceux-ci leur reconnaissent. Il y a ainsi des *charismes de situation*. « Cela

[1292] Alban Vistel, *La Nuit sans ombres*, *op. cit*., p. 70.

[1293] Ainsi Henri Frenay écrit : « L'homme a du talent, il a même de la classe. Il le sait et il en joue. Le sourire est probablement son arme secrète et il sourit souvent d'un air bon enfant. Cet air-là, je l'apprendrai peu à peu, ne correspond pas à son véritable tempérament. […] Quand je l'entends parler, je sens que rien n'est sûr de ce qu'il dit. Peut-être mélange-t-il inconsciemment la fiction et la réalité. Son sourire, dont il use tant, me gêne comme une fausse note. (Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., pp. 118-119 et p. 181) »

Il est intéressant de constater que les témoignages portant sur Frenay l'opposent nettement à d'Astier. Franchise, fermeté, conviction, résolution semblent caractériser le personnage. Alban Vistel dit par exemple de Frenay : « « On peut subir le charme d'Henri Frenay, expression d'une virilité qui s'allie heureusement à une sensibilité prête à sourdre, on peut se hérisser devant cette assurance de soi-même, ces façons tranchantes, cette obstination peu nuancée, mais il n'est pas possible de demeurer indifférent. Henri Frenay est une personnalité forte, un caractère, un très grand caractère. Il n'est pas l'homme des analyses subtiles, car son dynamisme, sa santé l'obligent de balayer tout ce qui pourrait le distraire de l'action. L'intelligence est avant tout avide de concret. Les méandres de la méditation, le monde des nuances ne sauraient le retenir. Il décide, sûr de sa vérité. Dès lors, il poursuit son dessein avec une obstination têtue, le doute ni la critique ne le détourneront jamais du but. Le compromis lui répugne, seule cette sensibilité que bien peu ont su mesurer l'inclinera à transiger parfois. Homme d'un seul tenant, d'une loyauté inexpugnable, bref l'opposé de l'*Homo Politicus*. (Alban Vistel, *La Nuit sans ombres*, *op. cit*., p. 54) »

[1294] Max Weber, *La Domination*, Paris, La Découverte, 2013, p. 269.

[1295] *Ibid*., pp. 280-281.

signifie que les meneurs ″naturels″ dans les situations de *détresse* psychique, physique, économique, éthique, religieuse, politique [ne sont] ni les détenteurs d'une ″fonction professionnelle″ au sens actuel du terme, exercée, au terme d'un apprentissage spécialisé, en échange d'une rétribution, mais les porteurs de dons spécifiques du corps et de l'esprit *pensés* comme surnaturels (au sens où ils [ne sont] pas accessible à tout un chacun).[1296] »

Dans cette perspective, l'historien Ian Kershaw a montré que le pouvoir charismatique de Hitler était moins le résultat d'un don charismatique inné que le produit d'une situation sociale spécifique. Il montre en effet que dans la conjoncture allemande des années 1920, « l'idée que l'Allemagne avait de nouveau besoin d'un ″grand homme″… était communément répandue dans les milieux de droite[1297] ». Autrement dit, les milieux où évoluait Hitler étaient prédisposés à suivre un chef, et donc à trouver dans un individu les propriétés appropriées à l'occupation du poste. Le charisme de Hitler était donc tout autant et plus le résultat de ce que ses fidèles ont fait collectivement de lui en le désignant comme le *Führer* (c'est-à-dire en construisant une représentation charismatique de l'homme[1298]) qu'une propriété individuelle particulière[1299].

De même, l'Occupation constitue (en particulier dans les premiers mois) une conjoncture politique critique qui débouche sur une situation charismatique, c'est-à-dire qui est propice à l'établissement d'une domination charismatique. En effet, l'effondrement des cadres institutionnels généré par la défaite contraint les prétendants aux positions de pouvoir à revendiquer une autorité fondée sur un autre registre de légitimation que celui d'un corps de règles et de procédures instituées (par exemple des élections démocratiques dans le champ politique), en l'occurrence une légitimité de type charismatique. C'est ainsi que le maréchal Pétain légitime son pouvoir politique par son prestige de « grand soldat », son aura de « vainqueur de Verdun », sa réputation de patriote désintéressé. Dans l'espace contestataire, le champ de la contestation ayant été complètement désintégré par la défaite, les organisations militantes dissoutes ou inopérantes, le phénomène est identique. La distribution des positions de pouvoir à l'intérieur des organisations contestataires émergentes que sont les mouvements

[1296] *Ibid*., p. 270.

[1297] Ian Kershaw, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 2001 [1ère éd. 1995], p. 20.

[1298] Sur cette question du « charisme » hitlérien et le travail de Ian Kershaw, voir Michel Dobry, « Charisme et rationalité : le ″phénomène nazi″ dans l'histoire », *in* Jacques Lagroye, *La Politisation*, *op. cit*., pp. 301-323.

[1299] Brigitte Gaïti livre une analyse analogue du charisme du général de Gaulle dans le contexte du retour au pouvoir de celui-ci en 1958 (Brigitte Gaïti, *De Gaulle, prophète de la Ve République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998).

de résistance repose sur un fondement charismatique. Le chef s'impose comme tel car il est reconnu ainsi par le groupe.

Or, en la matière, il n'y a pas de chef qui d'une manière ou d'une autre, volontairement ou involontairement, ne se soit *par son action* porté candidat. Dans un univers à inventer, où les postes sont à faire, ceux-ci sont pris par ceux qui les font. Ainsi, c'est d'abord l'initiative qui fait le chef. Celui qui prend des initiatives, qui émet des propositions, qui projette le groupe dans l'avenir, qui multiplie les contacts… bref, celui qui donne l'impulsion prend *en pratique* des responsabilités qui, si elles lui sont laissées par les autres, l'instituent peu à peu comme le chef[1300]. Plus précisément, c'est la succession de ses initiatives approuvées et suivies par le groupe qui lui octroie son statut et le confirme dans celui-ci[1301]. Comme dit Laurent Douzou, le chef n'est « pas proclamé après avoir fait campagne. Il est consacré, dans et par les faits, par la pratique des responsabilités au jour le jour[1302] ». Autrement dit, le chef est celui qui parvient à entraîner les autres à sa suite. Aussi, en un sens, l'exercice de la domination charismatique repose nécessairement sur la conviction et sur l'envie (même implicite ou inconsciente). Le chef charismatique, pour devenir le chef, doit *par son action* en prendre le rôle, se l'approprier, avant que d'être confirmé dans celui-ci par le groupe. C'est ce en quoi, comme dit Weber, le charisme est une « ″vocation″ au sens emphatique du terme : en tant que ″mission″ ou ″tâche″ intérieure[1303] ». En définitive, le chef charismatique est celui qui se donne à la cause parce qu'il vit l'engagement pour la cause comme une mission. Cette vocation, cependant, n'est pas incréée. Elle a sa genèse, qui bien souvent n'est pas antérieure à l'entrée de l'acteur dans la lutte. Au contraire se forme-t-elle *dans* et *par* l'expérience contestataire. En fait, c'est la reconnaissance et la confirmation de la validité de son action (de sa force d'entrainement, de sa crédibilité, bref de son charisme) que lui apportent au jour le jour ses camarades en approuvant ses initiatives et en s'y conformant, qui ancrent

[1300] Il faut souligner que, *a fortiori* dans un contexte autoritaire, les responsabilités (et le statut qui va avec) ne sont pas désirées par tous, comme en témoigne Raymond Aubrac : « Vous savez à cette époque, les responsabilités, on se battait pas pour exercer une responsabilité. Y'avait pas de campagne pour se faire nommer chef de région. C'étaient des corvées dangereuses, on le savait. C'étaient aussi des hypothèques sur le temps. (Entretien enregistré, Paris, 12 juillet 2011) »

[1301] On comprend, de la sorte, comme l'observe Laurent Douzou (« La démocratie sans le vote », art. cit., p. 60), que dans la plupart des cas les chefs des mouvements de résistance sont ceux qui ont sur leurs compagnons de lutte l'avantage de l'« antériorité », c'est-à-dire qu'ils sont ceux qui sont les premiers entrés dans l'action, ils sont les entrepreneurs de la mobilisation. On comprend aussi qu'ils sont presque toujours les plus disponibles biographiquement, ce qui leur permet de se consacrer entièrement à l'action contestataire et, ainsi, de prendre des responsabilités.

[1302] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 130.

[1303] Max Weber, *Économie et société*, Tome 1, *Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971, p. 324.

progressivement dans le cerveau du chef la conviction qu'il est fait pour le rôle et le désir de le tenir[1304].

En définitive, donc, d'Astier s'impose comme le chef de Libération certes car il dispose de ressources sociales importantes qui vont contribuer à le faire reconnaître (ou accepter) par le groupe, mais aussi et avant tout parce qu'il impulse l'action contestataire et que, entièrement disponible, il déploie dès le début une activité importante par laquelle il « attrape » au fur et à mesure les responsabilités ; en somme, parce qu'il est à la fois la tête chercheuse et la cheville ouvrière du mouvement[1305]. Or, il faut souligner qu'il est socialement disposé à s'épanouir dans ce rôle dans la mesure où celui-ci lui octroie un statut social distinctif (et donc à ses yeux valorisant) et lui permet de se donner à une cause qu'il estime sacrée (la défense de la France). L'acquisition du statut de chef charismatique de mouvement contribue largement à ce qu'il vive et investisse l'action résistante sur le mode de la vocation.

Ce statut de chef charismatique explique par ailleurs pour une bonne part le rapport qu'il entretient à l'entité collective Libération, c'est-à-dire un puissant sentiment d'appartenance et une identification très forte, rapport qui lui-même structure sa perception des pensables et des possibles dans l'espace de la Résistance. C'est que le mouvement constitue le lieu de placement de tous ses investissements militants et même, dans une certaine mesure, de tous ses investissements sociaux. Aussi est-il étroitement dépendant de lui et pour se définir socialement et dans sa position dominante dans l'univers clandestin. D'une part, il a largement contribué à faire de Libération le mouvement important que celui-ci est devenu (il en est unanimement considéré comme le fondateur). D'autre part, c'est de Libération qu'il tient son autorité et son pouvoir. Le mouvement est la source de sa légitimité résistante. Tout cela nourrit l'attachement profond qu'il manifeste à l'œuvre à la fois collective et personnelle qu'il représente. On comprend mieux, de la sorte, certaines de ses prises de position dans l'espace de la Résistance, en particulier dans ce qui touche aux relations avec les autres mouvements. D'Astier doit tant et trop à Libération pour le sacrifier.

[1304] Ainsi, parce qu'il repose sur sa reconnaissance par ceux sur qui il s'exerce (et donc sur leur consentement à la domination), le pouvoir charismatique est inévitablement précaire. « Si ceux auprès de qui [le porteur du charisme] se sent envoyé ne reconnaissent pas sa mission, ses prétentions s'effondrent. S'ils le reconnaissent, il est leur maître aussi longtemps qu'il parvient à maintenir cette reconnaissance en faisant ses ″preuves″. (Max Weber, *La Domination*, *op. cit*., p. 271) »

[1305] Raymond Aubrac dit ainsi de l'activité de d'Astier : « Non seulement il écrit dans le journal mais il aide à bâtir le journal. Il recrute des gens pour écrire, il aide à mettre en place les implantations régionales, il voyage beaucoup, il connaît beaucoup de monde, il recrute. Il fait un petit peu, disons au carré ou au cube, ce que chacun de nous fait, il fait un peu tous les métiers. […] Et puis en même temps alors il est un peu le ministre des affaires étrangères du mouvement, c'est-à-dire il est en contact avec des responsables des autres mouvements, ça veut dire qu'ils s'engueulent naturellement, et puis il est en contact aussi indirectement avec Londres, voilà. Il est très occupé. (Entretien enregistré, Paris, 12 juillet 2011) »

D'Astier républicain

Enfin, l'un des faits les plus significatifs de la trajectoire individuelle de d'Astier au cours de cette première année de résistance active est sa conversion militante à l'idéal républicain. Car il ne fait pas de doute qu'il soit devenu, au cours de l'année 1941, un républicain convaincu et même, très probablement, un homme qui se définit comme étant de gauche. On ne reviendra pas ici sur les prises de position franchement républicaines de *Libération* dès l'été 1941, soit à un moment où celles-ci sont encore rares dans les rangs de la Résistance. On soulignera simplement que d'Astier étant le chef du mouvement et l'un des principaux rédacteurs du journal, il participe très largement à la définition de sa ligne politique. Or il apparaît très improbable que sa contribution aux professions de foi républicaines de *Libération* soient le produit d'un pur opportunisme politique ou d'un simple choix tactique. Cela, d'abord, résulterait d'un calcul très hasardeux dans le contexte d'une zone Sud encore largement grevée par l'hypothèque vichyste, malgré des fissures de plus en plus nettes et nombreuses dans l'adhésion au régime. Cela, surtout, est très peu plausible au regard du degré très fort d'attachement affectif et d'identification symbolique de d'Astier à son mouvement.

Il y a bel et bien de sa part une conversion à l'idéal républicain. Mais cette conversion est rien moins qu'une rupture franche. Elle est au contraire l'aboutissement d'une longue série de petites inflexions débutée avant la guerre, dans l'exercice de son métier de journaliste. Une phase importante de ce processus avait été, entre 1935 et 1939, sa rupture avec le maurrassisme, phase au terme de laquelle il pouvait confesser : « Je ne suis pas sûr d'aimer la démocratie, mais je suis certain de ne pas aimer la dictature.[1306] » À l'issue de l'année 1941, il en appelle avec force, désormais, au rétablissement de la République et de la démocratie.

L'environnement relationnel immédiat qui est le sien dans la clandestinité, plus précisément le noyau dirigeant de Libération, est le facteur principal qui permet d'expliquer son évolution. En effet, on a largement insisté, au début de ce chapitre, sur la force des effets socialisateurs générés par l'économie affective très spécifique propre aux communautés résistantes, autrement dit la force de la socialisation à l'intérieur de ces communautés. Or il faut rappeler que le noyau dirigeant de Libération est composé d'individus dont les convictions politiques sont fortement marquées à gauche, ce qui a pour conséquence d'orienter dans cette direction sa socialisation au sein du groupe. Par sa fréquentation

[1306] Emmanuel d'Astier cité par Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit.*, p. 68.

régulière des époux Aubrac, de Jean Rochon, de Jean Cavaillès, etc., qui sont les personnes avec lesquels il est le plus souvent en interaction et avec lesquelles il est le plus lié affectivement, par la conversation, la concertation, la délibération avec eux, d'Astier est continument et insensiblement socialisé à des catégories de pensée politiques ancrées à gauche, dont l'attachement à la République et à la démocratie est un élément structurant, qu'il a toutes les chances d'intérioriser *in fine*. L'homogénéité relativement importante des opinions politiques à l'intérieur de ce noyau renforce ce mécanisme d'intériorisation par imprégnation diffuse. Elle fait qu'à l'intérieur de la communauté des autruis significatifs, il n'est jamais confronté qu'à des personnes pour qui l'adhésion à l'idéal républicain va de soi. Dans ces conditions – et si l'on considère par ailleurs la dynamique de l'affrontement avec un adversaire, le régime de Vichy, faisant du démantèlement des acquis de la Révolution française l'un des axes de son projet politique – sa conversion à cet idéal républicain apparaît comme l'aboutissement logique de sa trajectoire au terme de l'année 1941.

Chapitre 6
Consolidation de la vocation et intériorisation d'aspirations révolutionnaires (janvier 1942-octobre1943)

> « *Vous êtes devenus des frères. Vous en avez connu un goût très vif de l'humanité : assez pour inventer cette forme de guerre civile et nationale qui allait bien au-delà de la nation, qui s'étendait à l'Europe. De fil en aiguille vous êtes devenus la Résistance. Vous êtes devenus un peuple conscient de résister au mal, plus qu'au malfaiteur.* »
>
> Emmanuel d'Astier[1307]

> « *Si j'en réchappe, je sais que je devrai rompre avec l'arôme de ces années essentielles, rejeter (non refouler) loin de moi mon trésor, me reconduire jusqu'au principe du comportement le plus indigent comme au temps où je me cherchais sans jamais accéder à la prouesse, dans une insatisfaction nue, une connaissance à peine entrevue et une humilité questionneuse.* »
>
> René Char[1308]

Dans le précédent chapitre, on a vu comment l'essor du mouvement Libération modifie peu à peu le statut social d'Emmanuel d'Astier ; comment du chef de bande qu'il est initialement, celui-ci devient le patron d'une organisation collective de plus en plus structurée, possédant des ramifications dans toute la zone Sud ou presque ; comment corrélativement, il s'impose comme l'un des acteurs centraux du microcosme que forment les dirigeants de la Résistance intérieure en voie de structuration ; bref, comment initialement protestataire isolé, dépourvu d'attaches organisationnelles et aux ressources militantes limitées, il se mue au fil des mois en entrepreneur militant dont le pouvoir – défini comme champ d'action, autrement dit comme capacité à mobiliser des ressources tant humaines que matérielles et, par voie de fait, à peser sur le cours des événements – est croissant.

Au cours des années 1942-1943, la trajectoire ascendante de d'Astier se poursuit et sa position dominante dans l'espace de la Résistance se consolide à mesure que s'accélère le processus d'unification et d'extension de cet espace. Dans un premier temps, à partir de début 1942, des liens d'abord informels, puis institutionnels s'établissent entre la Résistance de zone

[1307] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., p. 3.
[1308] René Char, « Feuillets d'Hypnos », *Fureur et mystère*, Paris, Gallimard, 1962, p. 132.

Sud et la France libre du général de Gaulle. Ainsi s'unifient peu à peu deux formes de résistance – la Résistance intérieure des mouvements de zone Sud et la Résistance extérieure – qui s'étaient jusque-là développées parallèlement, sans être liées l'une à l'autre. Par la suite, à partir de l'automne 1942 et surtout dans le premier semestre 1943 avec la formation du Conseil National de la Résistance (CNR), sous l'effet notamment de l'évolution du contexte international, se forment des instances représentatives de l'ensemble des composantes de la lutte contre l'occupant. Mouvements de zone Sud et de zone Nord, partis politiques, syndicats, délégués en France du général de Gaulle sont bientôt réunis dans les mêmes conseils, comités, commissions, bureaux ayant pour but de diriger, piloter, orienter l'action clandestine. Au cours de ce processus se forme un espace global de la Résistance au sein duquel les rapports d'interdépendance entre les différentes composantes se renforcent et se complexifient. Parallèlement, la question de la transition politique devenant progressivement prédominante à mesure que la Libération se profile, la Résistance se politise. Les enjeux politiques tendent peu à peu à surdéterminer les calculs et les prises de position des acteurs.

Personnalité prééminente d'un des pôles les plus puissants de l'espace de la Résistance[1309], Emmanuel d'Astier s'impose comme une personnalité dominante de cet espace global. Sa surface et son pouvoir résistants s'accroissent. Ces transformations objectives de sa position et de son statut s'accompagnent de transformations subjectives notables, dont elles sont le support. La trajectoire militante de d'Astier dans l'espace de la mobilisation – que l'on peut caractériser comme une élévation constante – induit des modifications de la perception de soi, de la vision de sa place dans le monde (et notamment dans le monde résistant). Suite de sanctions positives consacrant la légitimité résistante de son action, elle a surtout pour effet d'accroître son « droit aux possibles les plus rares[1310] », de fonder un sentiment de son importance générant d'autant plus facilement une évolution à la hausse de ses ambitions qu'elle permet l'actualisation de ses dispositions aristocratiques. Les expériences vécues associées à cette élévation provoquent ainsi une refondation de ses attentes subjectives, une réorganisation de ses désirs. Dans la lutte, légitimé comme entrepreneur de cause et comme représentant politique, Emmanuel d'Astier apprend à être un personnage politique. Mais il apprend surtout à *vouloir être* un personnage politique, c'est-à-

[1309] N'ayant pas eu à affronter dès 1940 la répression nazie, les mouvements de zone Sud se sont plus aisément développés que leurs homologues de zone Nord. Ils sont ainsi mieux structurés, plus puissants, davantage coordonnés entre eux et mieux connectés à Londres que ces derniers. Ainsi lorsque les Allemands envahissent la zone Sud en novembre 1942 et que les liens s'intensifient entre les résistances de deux zones, les mouvements de zone Sud apparaissent nettement en position de force.

[1310] Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art*, *op. cit*., p. 429.

dire qu'il apprend à apprécier la compétition politique et à désirer occuper les postes de pouvoir situés les plus hauts.

L'enjeu de ce chapitre est de suivre ce processus dialectique d'extension-unification de l'espace de la Résistance et de consolidation de la vocation politique d'Emmanuel d'Astier. Dans une première section, il s'agit de suivre comment la vocation de d'Astier s'affermit au fur et à mesure que les liens des mouvements de zone Sud avec la France libre se formalisent et que l'entreprise contestataire que celui-ci a initié est consacrée par la reconnaissance que lui apporte l'instance légitime qu'est la personne du général de Gaulle. Dans une seconde section, il s'agit de voir comment l'extension de l'espace de la Résistance, en particulier par l'intégration dans le jeu résistant des partis politiques, avive la compétition politique à l'intérieur de l'espace, les chefs de mouvements comme d'Astier s'opposant fortement aux partis politiques qu'ils perçoivent comme des concurrents menaçant leur position et contrariant leurs ambitions. Dans cette section, on verra comment Emmanuel d'Astier intériorise au cours de ces expériences des aspirations politiques révolutionnaires qui ne cessent de s'affirmer au fil des mois.

1. Mission « Rex », la reconnaissance de la France libre ou l'affirmation de la vocation (janvier-octobre 1942)

Jusqu'à l'automne 1941, le général de Gaulle s'intéresse peu à l'action des mouvements de résistance en France. Il conçoit alors l'action comme essentiellement militaire et devant être menée de l'extérieur. Aussi les agents envoyés en métropole durant la première année d'occupation ont pour objectif essentiel la collecte de renseignements sur le dispositif allemand. Il en résulte que les services de la France libre connaissent mal les mouvements, avec lesquels ils ont peu de contacts et sur lesquels ils disposent de peu d'informations. La situation se modifie radicalement à l'arrivée à Londres de Jean Moulin fin octobre 1941. Fort de l'enquête qu'il a mené pendant plusieurs mois, l'ancien préfet est en mesure de présenter un tableau général de la Résistance en zone Sud. Surtout, il est en capacité de faire valoir l'atout que les mouvements, dont il se veut l'ambassadeur, peuvent représenter pour le général de Gaulle. L'arrivée de Moulin en Angleterre est en effet concomitante d'un processus de politisation de la France libre qui fait bientôt des mouvements de résistance un enjeu d'importance.

Depuis début 1941, le général de Gaulle n'a eu de cesse d'étatiser la France libre, organisme initialement militaire ayant pour but premier de maintenir la France dans la guerre[1311]. Très vite en fait, de Gaulle n'entend pas être seulement le chef d'une armée des « Français libres », mais le représentant légitime de la Nation française. C'est ainsi qu'il s'atèle à l'édification d'un contre-état récusant au régime de Vichy la légitimité à représenter la France. La création du Comité National Français (CNF) le 24 septembre 1941 est une étape importante de ce processus, car le CNF forme rien moins qu'un embryon de gouvernement s'arrogeant les pouvoirs exécutif et législatif : « Les commissaires nationaux ont toutes les attributions individuelles et collégiales normalement dévolues aux ministres français ; ils peuvent signer des décrets et des arrêtés, tandis que les mesures d'ordre général assimilables à des dispositions législatives font l'objet d'ordonnances signées par de Gaulle et contresignées par au moins un commissaire national.[1312] » Désormais, le général se conçoit et se présente comme le chef d'un gouvernement en exil, autrement dit comme le représentant légitime de l'État français souverain. L'enjeu premier qui se présente à lui est dès lors de faire reconnaître diplomatiquement le CNF, en particulier par les Britanniques et les Américains, comme le gouvernement français légitime. Pour ce faire, il s'avère nécessaire que l'ensemble des forces françaises luttant contre l'occupant allemand se place sous son autorité. En somme, pour imposer sa légitimité aux Alliés, de Gaulle doit parallèlement être légitimé par les résistants français. Il doit donc parvenir à « rassembler toutes les résistances au-dedans et au-dehors[1313] » autour de sa personne. Dans cette perspective, il devient urgent que la France libre formalise des contacts avec les mouvements de résistance en métropole et obtienne d'eux qu'ils fassent allégeance au général de Gaulle. Cet objectif est d'autant plus urgent que depuis l'invasion de l'URSS par Hitler, le développement de la résistance communiste fait craindre que celle-ci ne s'érige en force autonome concurrente. Car le Parti communiste poursuit en réalité le même but que de Gaulle. Les appels lancés par le Parti pour la fondation d'un Front national œcuménique, c'est-à-dire ouvert à toutes les bonnes volontés quelle que

[1311] Pendant plusieurs mois, de Gaulle proclame son apolitisme et ne recherche en aucune manière des soutiens politiques à son action. Notons que dans son appel du 18 juin 1940, il ne demande le concours que de personnes pouvant servir un effort de guerre : « j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, de se mettre en rapport avec moi ».

[1312] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « La France libre », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires*, Tome 1, *op. cit*., pp. 191-242, p. 211.

[1313] Discours de Charles de Gaulle du 23 octobre 1941, cité dans Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit*., p. 373.

soit leur origine sociale ou leur extraction politique[1314], relèvent d'une même volonté de grouper la Résistance sous sa bannière[1315]. Dans son rapport d'octobre 1941, Jean Moulin alerte d'ailleurs sur le risque communiste qu'il y a à ne pas encadrer et soutenir les mouvements.

> « Si aucune organisation ne leur impose une discipline, des consignes, un plan d'action, si aucune organisation ne leur donne des armes, […] on jettera dans les bras des communistes, des milliers de Français qui brûlent du désir de servir. Et cela d'autant plus facilement que les Allemands eux-mêmes se font les agents recruteurs du communisme en affublant du qualificatif de communistes toutes les manifestations de résistance du peuple français.[1316] »

Au total, Jean Moulin accélère la prise de conscience par le général de Gaulle de la nécessité de s'allier les mouvements de résistance et, pour ce faire, de les aider à se développer. Au terme de leurs entretiens, Moulin est choisi pour partir en mission en France avec des attributions étendues. De Gaulle le désigne comme son représentant personnel en France occupée et le nomme Délégué du CNF en zone libre. Trois ordres de mission lui sont confiés. Le premier militaire : il s'agit d'aider chaque mouvement à développer une branche militaire spéciale, l'action de ces branches devant être ensuite centralisées et coordonnées depuis Londres. Le second est relatif à la propagande : il s'agit de demander aux mouvements d'intensifier leur action de propagande, d'en rendre compte au général de Gaulle et d'être en mesure de relayer les consignes du CNF. Enfin un dernier, le plus important, est politique : il s'agit de réaliser l'unité d'action de toute la résistance de zone Sud sous l'autorité du CNF. En d'autres termes, il s'agit d'obtenir des mouvements qu'ils reconnaissent de Gaulle comme leur chef[1317].

[1314] « Luttez pour unir la masse des Français, les ouvriers, les paysans, les commerçants et les artisans, les intellectuels, les ménagères, les vieux, les anciens combattants et les victimes des deux guerres, les jeunes… » proclame *L'Humanité* clandestine en janvier 1942.

[1315] Dès le 11 septembre 1941, soit avant même la création du CNF, *L'Humanité* appelle à la formation d'un « gouvernement de libération nationale (cité dans Stéphane Courtois et Marc Lazare, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit*., p. 185) ».

[1316] Rapport de Jean Moulin, « Rapport sur l'activité, les projets et les besoins des groupements constitués en France en vue de la libération du territoire national », 25 octobre 1941, AN, 72 AJ/233.

[1317] Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., pp. 141-153.

1.1. La reconnaissance du « symbole » de Gaulle

Jean Moulin est parachuté en France le 2 janvier 1942. La première tâche à laquelle il s'attèle est d'obtenir des chefs de mouvements qu'ils reconnaissent publiquement l'autorité hiérarchique du général de Gaulle. Cette tâche est éminemment délicate dans la mesure où les mouvements s'étant créés dans l'indépendance complète à l'égard de la France libre, leurs dirigeants n'ont *a priori* aucune raison d'accepter une position subordonnée[1318]. Moulin dispose cependant de trois leviers de poids pour les convaincre : des moyens financiers, or les mouvements vivent dans l'impécuniosité ; une liaison radio avec Londres, or les mouvements n'ont pas de contact efficace avec l'extérieur ; la promesse d'armes, ce dont les mouvements sont privés, ce qui constitue un frein sérieux à la croissance de leur action et à leur crédibilité.

Mais un autre élément peut également jouer en faveur de la mission de Jean Moulin. C'est le prestige déjà grand au sein de l'opinion française du général de Gaulle. En effet, contrairement aux mouvements dont l'audience auprès de la population est faible et qui, de ce fait, sont mal voire pas connus des Français, de Gaulle est début 1942 une personnalité identifiée. Son nom, sa voix, son action sont chaque jour popularisés par les émissions en langue française de la BBC, qui sont très largement écoutées[1319]. Dans un contexte marqué en France par une hostilité toujours plus grande à la collaboration, l'espoir grandissant d'une défaite allemande et une désaffection croissante à l'égard de Vichy[1320], de Gaulle symbolise aux yeux des Français la résistance à l'envahisseur. « ″Gaulliste″ était devenu un synonyme d'adversaire des Allemands ou de Vichy ; son nom était un moyen de recrutement efficace pour les organisations de Résistance.[1321] » Emmanuel d'Astier exprime très clairement la réalité de ce courant d'opinion dans le rapport qu'il adresse aux services secrets britanniques en décembre 1941. Rendant compte des pourparlers de coordination entre les chefs de mouvements, il évoque le « progrès énorme » au cours de l'année 1941 des sentiments gaullistes au sein de la population française.

[1318] Comme l'écrit Raymond Aubrac, les mouvements « n'avaient pas vocation à se précipiter dans les bras du général de Gaulle (Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 63) ».

[1319] Dès janvier 1941, le service d'audience de la BBC relève : « 1) la BBC est écoutée ; 2) les sympathies pro-alliées s'étendent et sont plus répandues en zone occupée qu'en zone libre ; 3) de Gaulle y est largement associé (Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit*., p. 287) ». Le succès de la campagne des « V », lancée par la BBC en mars 1941, est peut-être l'indicateur le plus probant de l'audience très large de la radio de Londres dès la première moitié de l'année 1941.

[1320] Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, *op. cit*., pp. 262-265.

[1321] Julian Jackson, *La France sous l'Occupation*, *op. cit*., p. 511.

> « En décembre 1940, […] l'idéal gaulliste n'a pas encore pénétré profondément en France. […] Août-septembre 1941 : […] Accord sur la nécessité absolue de reconnaître le ″symbole de Gaulle″, dont le progrès est énorme et d'admettre l'unité de la résistance à l'étranger et de la résistance en France.[1322] » Dans le même rapport, d'Astier avance – ce qui alors est peut-être prématuré – que les gaullistes représentent la « majorité de l'opinion résistante française ».

En somme, il semble que fin 1941, le général de Gaulle a acquis une légitimité populaire telle qu'il n'est plus possible (ou presque) aux mouvements de résistance de l'ignorer. De cela, Emmanuel d'Astier est pleinement conscient. C'est d'ailleurs lui qui dans les négociations avec Frenay et de Menthon pousse pour qu'un contact soit établi avec de Gaulle. Sans que cela signifie pour autant lui faire allégeance, il estime qu'*a minima*, « le gaullisme est un symbole nécessaire[1323] ». Pour cause, être labellisé « gaulliste » peut être entrevu comme un moyen de se populariser et de se légitimer auprès des Français. En s'affiliant à la France libre, les mouvements peuvent espérer capter une parcelle du crédit résistant acquis par le général de Gaulle et, de cette façon, accroître leur capacité à mobiliser. En fait, il apparaît que si de Gaulle a besoin de la reconnaissance des mouvements pour faire la preuve de sa représentativité auprès des Alliés, les dirigeants des mouvements sont eux-mêmes en quête de reconnaissance. Il ne faut pas oublier, en effet, que les mouvements se sont construits en-dehors de tout cadre institutionnel dans un contexte de profond bouleversement structurel, c'est-à-dire qu'ils se sont construits sans pouvoir se réclamer de l'autorité d'entités institutionnelles reconnues, comme des partis politiques ou des syndicats, eux-mêmes complètement délégitimés par la défaite. Au départ donc, les mouvements ne *représentent* rien, ce qui constitue un frein puissant à leur croissance. C'est pourquoi leur « logique d'existence est aussi recherche d'une légitimité auprès de l'opinion et auprès des Alliés[1324] ». Pour être pris au sérieux, notamment par les Français, et donc pour pouvoir développer leur action, ils ont besoin d'être considérés et reconnus par des instances légitimes.

Au second semestre 1941, plus que le général de Gaulle, c'est le gouvernement britannique qui apparaît aux résistants comme l'instance la plus à même de les légitimer et les soutenir (en premier lieu matériellement). Ainsi, c'est du *SOE* (*Special Operations*

[1322] Rapport Bernard [d'Astier], reçu par les Services britanniques le 23 décembre 1941, BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1323] *Ibid*.
[1324] Robert Frank, « Identités résistantes et logiques alliées », *La Résistance et les Français. Nouvelles approches. Les Cahiers de l'IHTP*, n° 37, décembre 1997, pp. 73-79, p. 76.

Executive[1325]) qu'ils s'efforcent d'abord de se faire connaître et reconnaître, ce qui s'avère en pratique très compliqué. Au terme de l'année 1941, aucun contact efficace n'a été établi. D'Astier continue néanmoins, dans son rapport de décembre, de privilégier cette voie. Ainsi il écrit que le gaullisme « ne peut offrir un support suffisant pour les groupes de résistance. Ceux-ci, en conséquence, comptent principalement sur un accord direct avec le Gouvernement britannique et sur son aide, afin qu'ils puissent donner à leurs organisations le développement espéré[1326] ». De Gaulle, on le voit, n'est pas le premier interlocuteur visé. C'est qu'au moment où d'Astier rédige son rapport, il ne semble pas être perçu comme disposant de moyens suffisants pour constituer un appui solide aux mouvements. De plus, à cette époque, des interrogations subsistent chez les résistants quant aux intentions politiques réelles du général. Celui-ci traîne une réputation de monarchiste et de maurrassien qui n'est pas sans inquiéter les hommes de gauche et, plus largement, l'ensemble des républicains[1327]. À Libération, le fait qu'il soit un militaire suscite également de la méfiance.

> « Parce que nous étions anti-guerre, nous étions assez anti-militaristes. Ce qui nous plaisait le moins dans le Général de Gaulle, c'est qu'il fût un Général. Les généraux, pour nous, c'était le signe du mal de nos temps modernes.[1328] »

Néanmoins, fin 1941 début 1942, sa popularité au sein de l'opinion, le symbole qu'il incarne le rendent déjà incontournable et, en ce sens, préparent la mission de Moulin. Pour nombre de résistants, et notamment Emmanuel d'Astier, les succès territoriaux obtenus par la France libre dans l'Empire sont pour beaucoup dans le prestige grandissant du général.

> « Il fallait que la résistance française trouve sa souveraineté. L'hexagone était occupé ou sacrifié, mais la France n'était pas seulement un hexagone, elle existait par son Empire. De Gaulle détachait feuille à feuille les morceaux de l'Empire pour les amener à la Résistance. Quand nous avons appris que le Tchad suivait, et Brazzaville et l'Afrique Équatoriale et la Nouvelle-Calédonie – l'artichaut feuille à feuille – nous nous sommes dit : voilà un homme qui rassemble – c'est le mot qu'il a ensuite tant aimé employer – et

[1325] Le *SOE* est l'un des services secrets britanniques. Mis sur pied en juillet 1940, il a pour mission d'encourager, stimuler et aider les actes subversifs dans les territoires occupés par les nazis.

[1326] Rapport Bernard [d'Astier], reçu par les Services britanniques le 23 décembre 1941, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

[1327] Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., pp. 81-86.

[1328] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*. p. 91. Aubrac dit la même chose : « Ceux qui épousaient une inclinaison pour les idéologies de gauche, comme Libération, Franc-Tireur ou certaines organisations créées par le parti communiste, avaient au départ une méfiance instinctive devant une entreprise animée par un officier général. (Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 63) »

> qui rassemble pour une lutte qui est la nôtre. Cela va le placer dans le cadre de l'Alliance, lui donner des forces. Nous étions d'autant plus hostiles à Vichy, que pour nous l'espoir français avait été le Maroc et l'Algérie, que l'on avait pratiquement neutralisés, sinon donnés aux Allemands. Nous disions : voilà un homme qui fait un abus de confiance historique, qui dit : l'Empire Français existe – il existait bien peu – la Nation française est résistante, elle n'a fait que perdre une bataille, mais elle va gagner la guerre. Tout cela touchait nos cœurs.[1329] »

Comme le résume le dirigeant de Combat Claude Bourdet, dès cette époque pour la « Résistance française, de Gaulle et la France libre représentaient un véritable mythe[1330] ». Emmanuel d'Astier rencontre pour la première fois Jean Moulin à Lyon quelques jours après son parachutage. Il accepte alors sans difficulté de reconnaître le rôle éminent du général de Gaulle. Cette reconnaissance est rendue publique dès le 20 janvier 1942 en première page de *Libération* :

> « Aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls. D'autres groupes ayant le même idéal se sont formés, se sont développés. Nous réservons à leurs représentants, à leurs journaux, toute notre sympathie agissante. Des contacts s'établissent chaque jour, et nous savons que la Fédération des groupes de résistance sera gage de la Victoire. Cependant, nous n'avons garde d'oublier que d'autres Français ont osé les premiers, se sont sacrifiés, et représentent, hors de France, le plus haut idéal de la résistance nationale. ″LIBÉRATION″ salue le grand chef français, le général de Gaulle, qui, lorsque tant d'autres Généraux doutaient du destin français, a su voir l'avenir au-delà des contingences immédiates, et est devenu le symbole du relèvement de notre pays.[1331] »

Dans ces lignes, les termes employés sont en réalité mesurés. Ils sont loin de signifier un acte d'allégeance au sens strict. De Gaulle est bien « salué » comme « le grand chef français », mais il n'est pas formellement reconnu comme le chef du mouvement Libération. Aucune soumission hiérarchique n'est explicitement admise. C'est en définitive sur le rôle symbolique joué par le général de Gaulle que le journal insiste. Reste néanmoins que cette mention, la première de ce type dans les colonnes de *Libération*, marque un tournant. Un mois plus tard, le positionnement du journal est en revanche plus net.

[1329] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 98-99.
[1330] Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine*, *op. cit*.
[1331] « Vers la Libération », *Libération*, n° 5, 20 janvier 1942.

> « Pour nous, tout en réservant notre liberté pour l'avenir, nous constatons qu'à l'heure présente, il n'y a qu'un seul mouvement, celui de la France libre, qu'un seul chef, le général de Gaulle, symbole de l'unité et de la volonté française.[1332] »

Prudent, jaloux de son indépendance, le mouvement conserve quelques précautions. Ainsi, une réserve est émise pour l'avenir. Mais cette fois, de Gaulle est désigné comme le chef, mieux, comme le « seul chef ». La formule ne souffre aucune ambiguïté.

Chronologiquement, Libération-Sud est le premier mouvement à reconnaître publiquement le général de Gaulle. Franc-Tireur[1333], que Moulin découvre à la fin du mois de février 1942, suit dès le mois de mars, de même que Combat, pourtant sollicité dès janvier. Il semble que Frenay, qui avait publiquement soutenu le maréchal Pétain et écrit à plusieurs reprises ne pas être gaulliste, ait éprouvé quelques réticences à faire subitement volte-face[1334].

Le ralliement officiel de Libération à de Gaulle est très probablement facilité par l'appui matériel et financier qu'apporte Jean Moulin au mouvement[1335]. Dès janvier 1942, Moulin alloue un budget mensuel à Libération, dont le montant ira croissant. Ce financement s'avère rapidement vital au mouvement pour fonctionner et se développer[1336]. Il conditionne pour une part l'expansion de l'organisation durant le premier semestre 1942, notamment en lui permettant de rémunérer des permanents et en pérennisant la parution du journal. En contrepartie, il va constituer un puissant instrument de pouvoir entre les mains de Jean Moulin, qui pourra toujours menacer de conditionner le versement des mensualités à la bonne exécution de ses instructions.

[1332] « Le triple jeu de Vichy ne trompe personne », *Libération*, n° 6, 15 février 1942.

[1333] Le mouvement Franc-Tireur est dirigé par Jean-Pierre Lévy (1911-1996), juif alsacien et fervent républicain, qui s'est installé à Lyon après la défaite de juin 1940.

[1334] Comme l'écrit Daniel Cordier : « Il était difficile pour lui, après avoir approuvé durant plus d'un an le Maréchal et sa politique, de donner raison au ″traître″ en proclamant subitement son ralliement à de Gaulle. Il aurait couru le risque de voir les militaires, qui formaient la structure de son mouvement, refuser de le suivre dans cette voie. Accepter de Gaulle, c'était rompre avec Pétain et la Révolution nationale qui avait été la charte de son mouvement et envisager le retour à la République honnie. Il était surtout délicat pour Frenay de faire allégeance à un rebelle dont il avait toujours tenu à se démarquer. (Daniel Cordier, *Jean Moulin, La République des catacombes*, *op. cit*., pp. 167-168) »

[1335] D'Astier rapporte en 1947 : « Jusqu'ici ″Libération″ avait vécu sur les budgets médiocres variant entre 10.000 et 20.000 frs par mois, provenant de dons, et E. d'Astier lui-même avait épuisé tous ses fonds. Moulin promet de l'argent et affirme que des relations très suivies pourront être établies avec Londres par un système de radio bien organisé. (Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60) » D'Astier n'indique pas le montant perçu en janvier 1942. On sait en revanche que Frenay reçut alors 250 000 francs pour Combat (Témoignage d'Henri Frenay, février-mars-avril 1948, Dossier « Combat », I, AN, 72 AJ/46.).

[1336] D'Astier, qui à l'automne 1941 a connu des difficultés financières qui ont paru menacer la pérennité de Libération, dit à René Pleven en mai 1942 que « contrairement à ce qu'il croyait au début, pour une organisation clandestine, non seulement l'argent est nécessaire, mais il est absolument indispensable (Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378) ».

Pour l'heure, début 1942, la reconnaissance du général de Gaulle est un acte strictement symbolique qui ne se traduit pas, dans la pratique, par une subordination. Durant les premiers mois de l'année, l'action de Jean Moulin consiste essentiellement à dialoguer avec les chefs (d'Astier, Frenay et Lévy) dans le but, dans un premier temps, d'établir une coordination administrative des mouvements. Ceux-ci demeurent alors des organisations distinctes et indépendantes. En aucune manière leurs dirigeants ne se muent en de simples exécutants de consignes transmises par Londres. S'ils ont reconnus l'autorité symbolique du général de Gaulle, ils ne prennent par pour autant leurs ordres auprès de Moulin mais agissent comme les représentants indépendants d'organisations autonomes. Cette autonomie « politique » des mouvements, d'Astier en défend fermement le principe au cours de ses entretiens avec le *SOE* à Londres, en mai 1942.

> « D'Astier tells me that it has to remembered that Liberation is an autonomous organization, and that although it supports de Gaulle especially as the symbol of resistance it does in no way takes it orders from him. Politically, the movement is entirely independent and will remain so.[1337] »

En somme, la reconnaissance du général de Gaulle par les mouvements est une étape importante des relations entre la résistance intérieure et la France libre, qui formalise une première liaison. Les dirigeants des mouvements y trouvent un intérêt autant symbolique – étant donnée la légitimité acquise par de Gaulle – que matériel. Mais les données demeurent complexes. Les chefs de la résistance intérieure sont conscients d'incarner une force spécifique qu'ils ont forgé sans l'aide de Londres et qu'en conséquence ils estiment devoir défendre et promouvoir en tant que telle. Comme l'écrit Alban Vistel, « les fondateurs de mouvements ne pouvaient pas ne pas avoir conscience qu'ils n'avaient attendu l'appel de personne pour décider de leur engagement, que personne ne leur avait dicté leur action ; mais ils savaient aussi le prix de cette liberté et de cette indépendance.[1338] » En définitive, quoi qu'ils aient écrit dans leurs journaux, ils n'entendent pas être mis sous tutelle gaulliste. Cela étant, l'autorité symbolique qu'a acquis de Gaulle, de même que les moyens matériels donc ce dernier dispose, les placent de fait en état d'infériorité.

[1337] Note du *SOE* datée du 14 mai 1942, citée par Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit*., p. 166.
[1338] Alban Vistel, *La Nuit sans ombres*, *op. cit*.

1.2. Gagner Londres pour « toucher[1339] » de Gaulle

Quelles que soient les ambivalences qui en résulte, le soutien que par l'intermédiaire de Jean Moulin la France libre apporte aux mouvements modifie significativement la position et le statut de ces derniers. Isolés pendant de longs mois au sein de la société française, coupés de l'extérieur, obligés (en l'absence d'autorité de légitimation de l'action collective) de batailler pour se rendre crédibles, les mouvements voient tout d'un coup leur existence et leur action reconnues – et légitimées – par une instance dont l'autorité symbolique est en train de s'affirmer. S'ils en ressortent à plusieurs égards renforcés, ils se trouvent également pris dans de nouveaux rapports d'interdépendance et un nouveau système de contraintes. La perception qu'ont de la France libre et de son chef les dirigeants des mouvements se modifie par conséquent. En particulier, la dépendance matérielle dans laquelle se trouvent désormais leurs organisations ancre progressivement dans leurs cerveaux la conviction que les moyens se trouvent à Londres et que le détenteur ultime du pouvoir est le général de Gaulle. Dans cette perspective, peser dans et sur la Résistance signifie bientôt pour les chefs peser sur de Gaulle lui-même, ce qui les conduit à chercher à établir un contact direct avec celui-ci. Rencontrer de Gaulle devient peu à peu un enjeu dont ils espèrent tirer profit pour renforcer les mouvements dont ils sont les représentants, mais aussi, corrélativement, pour consolider leur position personnelle en étant *personnellement* reconnus. En ce sens, les rapports nouveaux à de Gaulle qui s'établissent avec la mise en œuvre de la mission « Rex » engagent fortement les vocations résistantes que les chefs ont pu intérioriser. À compter du printemps 1942, « le voyage à Londres devient pour eux une consécration non seulement par l'″adoubement″ auquel ressemble le rituel de la visite à de Gaulle, mais aussi à cause de la reconnaissance recherchée du côté britannique[1340] ».

En conflit avec Henri Frenay auquel il dispute la prééminence au sein de la résistance de zone Sud, Emmanuel d'Astier envisage dès les premières semaines de 1942 – et avant son concurrent – les atouts qu'il y a à retirer d'un voyage à Londres. Dans son rapport de décembre 1941 déjà, c'est-à-dire à un moment où aucun contact n'était établi avec la France libre, le chef de Libération défendait auprès des Services secrets britanniques la « nécessité d'une liaison sincère avec Londres, et tout d'abord d'une liaisons de personnes (voyages à Londres d'un des trois chefs comme mandataires des autres chefs […])[1341] ». Nul doute que

[1339] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 92.
[1340] Robert Frank, « Identités résistantes et logiques alliées », art. cit., p. 78.
[1341] Rapport Bernard [d'Astier], reçu par les Services britanniques le 23 décembre 1941, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

d'Astier se concevait alors aisément dans le rôle du mandataire. C'est que, plus que d'autres sans doute, lui est en attente d'une reconnaissance personnelle. Raymond Aubrac en témoigne : « Journaliste de formation et de tempérament, fondateur et responsable d'un mouvement de Résistance, Emmanuel d'Astier ressentait le besoin de connaître et de se faire connaître[1342] ». Mais il a aussi bien perçu le registre largement personnalisé sur lequel s'établissent alors les rapports de force.

Au début du printemps 1942, d'Astier est « fermement décidé à aller à Londres[1343] ». Le manque d'armes et l'absence de liaison radio régulière avec les services gaullistes sont les premiers motifs invoqués[1344]. Mais la volonté de court-circuiter la personne de Jean Moulin pour s'entretenir directement avec le chef de la France libre est également bien présente. De cette façon, d'Astier entend accéder lui-même au cœur du pouvoir.

> « À partir de ce mois de Février 1942, nous avons commencé à être aidés par la France Libre, ce qui nous a dépannés financièrement et a permis d'accroître notre développement. Mais la situation était tellement confuse *que je jugeais qu'il fallait que je prenne contact moi-même avec de Gaulle*. Nous n'avions en effet aucun appui de ce côté, seulement quelques promesses jamais concrétisées, tellement, qu'au mois d'Avril, profitant de certains services amicaux que j'avais rendu en tant qu'allié aux Services Secrets britanniques, j'ai pu connaître, par indiscrétion, le point d'atterrissage d'un sous-marin britannique.[1345] »

Au début du mois d'avril, d'Astier négocie avec un agent du *SOE* qu'il a rencontré en septembre 1941, Francis Basin, les conditions pour être acheminé en Angleterre. Souhaitant s'assurer la primauté vis-à-vis de ses homologues, il ne s'ouvre de son projet ni à Henri Frenay[1346], ni à Jean-Pierre Lévy. Il va même jusqu'à déclarer à Basin, qui s'enquiert de sa représentativité, qu'il a été désigné officiellement comme le mandataire des trois grands mouvements de zone Sud, ce qui est faux. Il informe en revanche de son prochain départ Jean

[1342] Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, *op. cit*., p. 77.

[1343] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60

[1344] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 92.

[1345] Témoignage d'Emmanuel d'Astier du 16 février 1945, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60. C'est nous qui soulignons.

[1346] Ce qui n'arrangera pas les relations entre les deux hommes : « Au moment où nous discutions fusion ou coordination de nos efforts, il aurait été pour le moins correct de m'aviser de cet important voyage ! […] Je constate avec irritation que ma confiance en lui, bien que relative, était encore excessive. (Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 181) »

Moulin, lequel lui remet une lettre destinée au chef du BCRA, le colonel Passy[1347], annonçant sa venue.

D'Astier quitte la France par la méditerranée à bord d'un sous-marin britannique le 20 avril 1942. Après deux semaines en mer, il est débarqué à Gibraltar où il est mis en résidence surveillée par la *Military Intelligence*, le temps que celle-ci s'assure de son identité. Une semaine plus tard, il est autorisé à se rendre en Angleterre. Il arrive à Londres le 12 mai 1942. Là, il est d'abord interrogé successivement par le *SOE* et l'*Intelligence Service*. Le *SOE* lui fait alors une offre de service qu'il refuse[1348]. Il semble que les arrivées en France d'Yvon Morandat puis de Jean Moulin, ajoutées au fait que toutes ses sollicitations d'aides auprès de la Grande-Bretagne soient demeurées sans réponse, l'ont pleinement convaincu de rallier le général de Gaulle.

> « J'arrive à Londres. Entre temps je me vois proposer par les services britanniques, non pas un pont d'or – ils ne sont pas à ce point maladroits – mais de grandes facilités, de grands avantages pour la Résistance française si je travaille directement avec eux, sans passer par le Général de Gaulle. […] Je dis non. La France est non seulement une patrie, mais une nation. Elle a besoin d'un symbole, d'un homme qui la dirige provisoirement. Je ne me mettrai pas au service des Anglais, j'irai voir le général de Gaulle. […] Il y avait une préséance du général de Gaulle sur l'Angleterre elle-même, je voulais le voir d'abord.[1349] »

Suite à son refus d'intégrer le *SOE*, d'Astier est le 16 mai mis en rapport avec les services du général de Gaulle. Pour la France libre, sa présence à Londres est un événement relativement important[1350]. « D'Astier est le premier chef d'un mouvement de résistance de zone ″libre″ qui vienne faire hommage à de Gaulle. […] Il fait figure, au seuil de l'été 1942, de premier grand féal de la France intérieure.[1351] » Ce 16 mai 1942, il rencontre d'abord le

[1347] Cette lettre, datée du 17 avril 1942, est citée par Passy dans le second volume de ses mémoires. On peut y lire : « J'attends avec impatience les deux agents destinés à [Libération] dont le chef vous remettra ce mot. Il vous fera le point en ce qui concerne son mouvement. Ses informations et ses avis vous seront extrêmement précieux. (Jean Moulin cité dans Colonel Passy, *Souvenirs. 10, Duke Street Londres (le BCRA)*, Monte-Carlo, Éditions Raoul Solar, 1947, p. 107) »

[1348] Les tentatives de débauchage de la part des services secrets britanniques sont une pratique courante.

[1349] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 93-97.

[1350] Son arrivée avait été annoncée par Jean Moulin dès le 22 avril : « Très important et urgent. D'Astier de La Vigerie, chef de Libération […] parti hier sous-marin anglais via Gibraltar. (Câble de Jean Moulin du 22 avril 1942 cité dans Geoffroy d'Astier de La Vigerie, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie*, *op. cit*., p. 126) »

[1351] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 2013 [1ère éd. 1996], pp. 340-341.

chef des services secrets, le colonel Passy. Puis, le soir même, il dîne en tête-à-tête avec le général de Gaulle.

Cette première rencontre est importante dans la mesure où, dès cet instant, « entre de Gaulle et lui s'établit une étrange complicité qui survivra à toutes les divergences[1352] ». Paul-Marie de la Gorce, biographe de De Gaulle et ami de d'Astier[1353], n'hésite pas à affirmer : « Ils étaient passionnés et fascinés l'un par l'autre. En particulier je dirais, la bienveillance de De Gaulle à l'égard de d'Astier pendant la guerre frappait par rapport à ses rapports avec tous les autres chefs de mouvement sans exception.[1354] » De la Gorce écrit encore : « De Gaulle éprouve la séduction d'un homme dont il apprécie l'esprit d'aventure, l'agilité intellectuelle, le courage souriant, le non conformisme.[1355] » Jean-Louis Crémieux-Brilhac abonde dans ce sens, écrivant que d'Astier fait la « conquête[1356] » du général de Gaulle[1357]. Du point de vue de d'Astier, la fascination pour le chef de la France libre est manifeste dans tous ses témoignages. Fasciné, d'Astier est aussi impressionné par la personne de De Gaulle, comme l'illustre bien cet extrait de son livre *Sept fois sept jours*, qui montre qu'en fait, c'est rien moins qu'un rapport symétrique qui s'établit entre les deux hommes.

> « Je me suis souvent demandé d'où lui vient ce prestige : de sa taille ?... de son aspect toujours si semblable qu'il est, comme l'image de lui-même, un portrait insensible aux chaleurs de la vie ? de cette voix inspiré, aux cadences rompues, qui sort d'un corps inanimé, défait de toute chaleur animale, une vois sortie de la cire ? de son éloignement des hommes, de son langage infaillible même quand sa pensée ne l'est pas – et qui apparente certains de ses textes aux grands carêmes du XVIII[e] siècle ? de cette abstraction enfouie sous un corps sans expression et révélée dans des gestes aussi solennels et inévitables à la longue que ses adjectifs ?... Je ne sais pas. Il reste un mystère, cet homme mû par une seule idée historique, la grandeur de la France, et dont cette seule voie semble remplacer toutes les autres, celle de Dieu, celles des hommes, celle du progrès, de toutes les idéologies. Combien je regrette de ne pas l'avoir connu avant, ou plutôt pendant : au cours de ces quelques jours de la fin juin et du début juillet 1940, au long desquels il a

[1352] Paul-Marie de la Gorce, *Charles de Gaulle. Tome 1 – 1890-1945*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2013 [1ère éd. 1999], p. 421.
[1353] Il collaborera notamment au mensuel *L'Événement*, fondé par d'Astier en 1965.
[1354] Intervention de Paul-Marie de la Gorce dans l'émission « Radio libre » consacrée à Emmanuel d'Astier, France Culture, 30 octobre 1999.
[1355] Paul-Marie de la Gorce, *Charles de Gaulle*, *op. cit*., p. 421.
[1356] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit*., p. 341.
[1357] Le colonel Passy témoigne de la même façon que de Gaulle est « assez favorablement impressionné par le côté ″condottiere″ du personnage (Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, Odile Jacob, 2000, pp. 249-250).

> incubé la France. Alors il était parti, notable contesté, homme de Plutarque qui cherchait son emploi historique sans l'avoir encore trouvé… Il était parti pour faire un geste épique. Quelle voix intérieure avait-il donc entendue du matin au soir, en se levant, en se rasant, en se nourrissant et se dévêtant, pour qu'un mois après il ait levé, vêtu, nourri la France ?[1358] »

Ce qui est frappant dans cet extrait, c'est la valorisation par d'Astier de la dimension épique, presque chevaleresque, de l'attitude du général de Gaulle se dressant de sa seule force contre l'adversité, se faisant l'incarnation de la nation toute entière pour la relever. C'est bien cette posture héroïque, et héroïque parce qu'elle relève du défi contre des forces contraires et parce qu'elle agit au nom de l'intérêt collectif supérieur qu'est « la France », qui exerce sur d'Astier un puissant pouvoir de séduction et d'engouement. La posture de De Gaulle, son attitude, son action, mais aussi son *hexis* corporelle, rencontrent en d'Astier des catégories de perception propres à leur conférer de la grandeur et de la force. Il y a une homologie entre le personnage héroïque qu'est de Gaulle en ces circonstances et les dispositions héroïques familialement intériorisées par d'Astier le portant à attribuer de l'intérêt, du crédit, de la valeur aux choses héroïques. Autrement dit, d'Astier est porteur de catégories de pensée qui le disposent à reconnaître en de Gaulle un chef charismatique et à se placer sous sa bannière, l'intérêt national que est la cause de la croisade en relevant d'autant plus la portée et le sens. Il y a chez d'Astier ce qui s'apparente à de la foi en de Gaulle dans l'accomplissement de sa mission patriotique. Ce rapport de domination charismatique fait que malgré des désaccords fréquents, il va lui demeurer fidèle durant toute la durée de la guerre. Il s'agit là d'une donnée fondamentale pour comprendre – on le verra – certaines de ses prises de position politiques dans le jeu résistant.

Dans l'autre sens, de Gaulle s'appuiera de façon privilégiée sur d'Astier parmi les dirigeants de la Résistance intérieure, n'hésitant pas par exemple – nous y reviendrons – à le désigner dès ce mois de mai 1942 pour réaliser une mission diplomatique auprès du gouvernement américain.

En tout, d'Astier demeure un mois à Londres. Après sa rencontre avec de Gaulle, il a plusieurs entretiens avec divers hauts responsables de la France libre auxquels il rend compte du mouvement Libération et, plus largement, de l'état de la résistance intérieure en zone Sud.

[1358] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., pp. 108-109.

Il rencontre à plusieurs reprises le colonel Passy[1359], mais aussi Pierre Brossolette, le commissaire à l'Intérieur André Diethelm et le commissaire à l'Économie, aux Finances et aux Colonies, René Pleven[1360]. Ce séjour londonien lui permet de se familiariser avec le mouvement de la France libre (dont, de métropole, il n'avait jusque-là qu'une connaissance limitée et tronquée), ses conflits internes (en particulier ceux qui opposent les services secrets du colonel Passy et le commissariat à l'Intérieur dirigé par André Diethelm), ses relations diplomatiques compliquées avec l'Angleterre et les États-Unis.

Ces dernières motivent la mission que lui assigne le général de Gaulle fin mai. Depuis plusieurs mois, et spécialement la crise de Saint-Pierre-et-Miquelon en décembre 1941, celui-ci est en conflit diplomatique ouvert avec les Etats-Unis, qui, se méfiant de sa personnalité et ne croyant pas en la Résistance, refusent de reconnaître la France libre et privilégient dans leur stratégie internationale les négociations avec les autorités de Vichy. Dans le but d'assainir ses relations avec Roosevelt, de Gaulle escompte qu'en tant que dirigeant de la Résistance intérieure, d'Astier pourrait parvenir à convaincre les Américains du discrédit du régime de Vichy au sein de l'opinion française et de l'intérêt de la Résistance[1361]. Ainsi il lui demande de partir aux Etats-Unis pour y rencontrer le président Roosevelt. D'Astier s'envole pour Washington le 15 juin 1942[1362]. À la Maison-Blanche, il ne peut rencontrer Roosevelt. Il s'entretient en revanche avec le secrétaire d'État Cordell Hull[1363] et les proches conseillers Harry Hopkins[1364] et Sumner Welles[1365]. Ces entretiens ne débouchent sur rien de tangible. Sur le plan diplomatique, la mission de d'Astier ne donne aucun résultat. Son séjour a toutefois pour mérite de sensibiliser quelque peu les Américains à la Résistance dans la

[1359] Le contenu de l'entretien du 27 mai 1942 est consigné dans le document suivant : Entrevue colonel Passy-Monsieur Bernard [d'Astier] du 27 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

[1360] L'entretien du 20 mai 1942 donne lieu à la rédaction du rapport suivant, déjà cité : Rapport verbal de M. Bernard [d'Astier] à M. Pleven, 20 mai 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

[1361] De Gaulle lui déclare en substance : « Allez aux Etats-Unis voir Roosevelt. Puisque vous avez avec vous Monsieur Jouhaux, une organisation de Résistance, une fraction de la classe ouvrière, essayer de lui montrer que la France n'est pas celle de Messieurs Laval et Pétain. (Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 101) »

[1362] De Gaulle a annoncé sa venue à la Délégation de la France libre à Washington le 10 : « Bernard (alias : d'Astier de la Vigerie), chef du mouvement ″Libération″, est depuis quelques jours à Londres. J'ai vu avec faveur son projet de voyage aux Etats-Unis ; voyage qui a pour but d'exposer au gouvernement américain l'état réel de l'opinion française. Il arrivera incessamment. Donnez-lui tout l'appui possible, tout en lui laissant liberté et initiative pour des raisons que vous comprendrez. En raison du caractère très secret de son voyage, ne le faites connaître – dans notre délégation – qu'à Chevigné. (Télégramme du général de Gaulle à Délégation France Libre à Washington, Londres, le 10 juin 1942, reproduit dans Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, vol. 1, *L'Appel. 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 671) »

[1363] Sous la présidence de Franklin Roosevelt, Cordell Hull (1871-1955) est onze ans durant secrétaire d'État. Il obtient en 1945 le prix Nobel de la Paix en reconnaissance de sa contribution à la fondation de l'Organisation des Nations Unies.

[1364] Harry Hopkins (1890-1946) est l'un des plus proches conseillers de Franklin Roosevelt. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est son principal conseiller diplomatique, jouant un rôle de tout premier plan dans les relations des Etats-Unis avec les Alliés.

[1365] Sumner Welles (1892-1961) est un diplomate américain.

mesure où d'Astier fait la Une du très lu magazine *Time Life* à la faveur d'un long article promouvant la cause résistante[1366].

Sur le plan subjectif, qui nous intéresse davantage, les effets de cette mission sont plus notables. Celle-ci, en effet, contribue largement à nourrir en d'Astier le sentiment de jouer un rôle « important » dans des événements « historiques ». Missionné à la Maison-Blanche, d'Astier approche de près le cœur du pouvoir d'une grande puissance, ce qui symboliquement l'associe, le rattache à cette puissance représentée par ces lieux qu'il fréquente et incarnée par ces individus qu'il rencontre[1367]. En lui permettant, par simple contact, de capter symboliquement une portion de cette puissance, cette expérience lui transmet le sentiment d'*être* important. Interrogé par Francis Crémieux, d'Astier dit bien d'ailleurs, dans des termes prosaïques, les effets subjectifs que produit en lui le fait de fréquenter des « grands » hommes[1368].

> « Est-ce que là vous vous êtes senti aventurier : sortir d'une locomotive de La Bocca, si j'ose m'exprimer ainsi, où vous batifoliez avec Monsieur Corniglion-Molinier, pour vous retrouver un an après dans le bureau de Roosevelt, via un sous-marin britannique et le bureau de de Gaulle, c'est assez extraordinaire, c'est mieux que la marine de guerre. Est-ce que vous vous montiez le cou ?
>
> - Oui, ça m'a probablement enflé un peu la tête, c'est certain. Je n'avais pas encore pu approcher Churchill, que j'ai ensuite beaucoup aimé, beaucoup connu. J'approchai son secrétariat, Clémence Churchill, femme admirable. J'avais vu entre deux portes Roosevelt, et longuement Cordell Hull, Summer [*sic*] Welles, Hopkins. Ça m'a peut-être un peu monté à la tête.[1369] »

Au total, l'ensemble de ses expériences vécues lors de cette séquence du printemps 1942 a pour effet de légitimer son action clandestine et, de cette manière, de consolider sa vocation résistante. À Londres, d'Astier a été traité, en particulier par les services de la France libre

[1366] Cf. Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 133.

[1367] Sur les mécanismes de captation du pouvoir d'une personne ou d'un objet par rattachement à celle ou celui-ci, voir Bernard Lahire, *Ceci n'est pas qu'un tableau*, *op. cit*., pp. 85-130. Lahire (*Ibid*., pp. 108-109) souligne que Durkheim parle à raison d'un phénomène de « contagiosité du sacré ». Lahire résume : « Ainsi une personne gagnera en légitimité en s'associant à une autre personne plus légitime qu'elle, en se rattachant à un objet très légitime ou en se rapprochant, temporairement ou durablement, d'une institution très légitime. »

[1368] *Les Grands* (Paris, Gallimard, 1961) est d'ailleurs le titre d'un ouvrage que d'Astier consacre en 1961 aux personnalités politiques éminentes du XX^{e} siècle qu'il a rencontré : De Gaulle, Churchill, Staline, Eisenhower, Khrouchtchev.

[1369] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 102-103.

mais aussi par les services secrets britanniques, comme un personnage important, digne de considération et d'attention. Il a été reçu, écouté, consulté par différentes personnalités occupant des positions de pouvoir, et en particulier par le général de Gaulle, figure légitime ultime de la cause résistante. On s'est intéressé à son action, on a reconnu l'importance de son rôle. En définitive, son séjour londonien lui assure une réputation dans les milieux gaullistes et l'impose comme représentant éminent de la Résistance intérieure. Il accroît sa légitimité résistante et de la sorte, renforce sur le plan subjectif ses aspirations et prétentions résistantes.

1.3. La création du Comité de coordination des mouvements

Après son voyage à Washington et une escale de plusieurs jours à Londres pour rendre compte de sa mission, Emmanuel d'Astier est de retour en France aux alentours du 20 juillet 1942. Depuis son départ, plusieurs événements ont eu lieu en France qui ont significativement modifié la situation intérieure et par ricochet la situation de la Résistance. Le premier d'entre eux, d'où découlent en partie les suivants, est le retour au pouvoir de Pierre Laval le 18 avril 1942. Écarté du gouvernement en décembre 1940, Laval pâtit depuis les débuts de l'Occupation d'une image détestable – il est largement considéré dans l'opinion comme l'homme des Allemands – que son action et ses discours ne vont faire que renforcer. Son retour correspond en effet à une intensification de la politique de collaboration qui va largement accentuer la dynamique de « désaffection croissante à l'égard de Vichy[1370] ». Dès son retour, Laval proclame publiquement son soutien à l'occupant. Le 22 juin 1942, à l'occasion de la présentation de la Relève[1371], il déclare : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, demain le bolchévisme s'installerait partout. » Cette déclaration provoque la stupeur dans la population tandis que la Relève est « mal accueillie puis vite dénoncée comme un marché de dupes[1372] ». Durant l'été, plusieurs rafles massives de Juifs – dont la tristement célèbre rafle du Vel' d'Hiv les 16 et 17 juillet – ont lieu à Paris et dans les grandes villes françaises. Brutales et visibles, ces rafles suscitent une vague d'indignation à laquelle les protestations publiques de quelques hautes personnalités du clergé confèrent un poids et une légitimité incontestables. Ces évènements participent du

[1370] Pierre Laborie, « L'opinion et la Résistance », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance, op. cit*, pp. 797-805, p. 800.

[1371] En réponse à l'exigence des Allemands que davantage de travailleurs français partent travailler en Allemagne, Laval propose la Relève, soit le retour en France d'un prisonnier de guerre contre le départ pour l'Allemagne de trois ouvriers français.

[1372] Pierre Laborie, « « 18 avril 1942 : le retour de Pierre Laval au pouvoir », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit.*, pp. 611-612, p. 612.

dévoilement de la réalité de la politique de collaboration et de la collusion du régime avec l'occupant. Par ailleurs, les conditions de vie ne cessent de se dégrader. L'inflation est forte, la pénurie alimentaire s'aggrave, entraînant la baisse des rations et l'allongement des fils d'attente. Le régime a de plus en plus de difficulté à faire valoir l'argument selon lequel il travaillerait à l'allègement des souffrances de la population. Aussi, conjugué à l'intensification de la répression à laquelle il se livre, l'État français ne cesse d'apparaître plus clairement comme étant au service de l'Allemagne nazie. Ces évolutions de l'opinion se traduisent par une perméabilité plus grande aux discours des mouvements de résistance – ces discours étant eux-mêmes rendus plus efficace par l'essor de la presse clandestine, mieux informée, mieux composée, mieux diffusée, plus régulière – et par un regain de la protestation sociale auquel la Résistance n'est pas étrangère. Ainsi, le 14 juillet 1942, dans les principales villes de la zone Sud, ont lieu à l'initiative des grands mouvements des manifestations qui mobilisent parfois plusieurs milliers de manifestants[1373]. Bref, le contexte est plus favorable à l'action des mouvements. Une certaine jonction commence à s'opérer entre eux et la population. Capter ce mécontentement croissant des Français est un enjeu majeur qui stimule leur activité. C'est dans ce contexte que Jean Moulin travaille activement à unir les mouvements, ce qui donne, malgré de nombreux obstacles, des premiers résultats. Les manifestations du 14 juillet en sont un exemple, qui ont été le résultat d'un appel commun des trois grands mouvements[1374].

Au retour de d'Astier en France, les « pourparlers au sommet[1375] » reprennent entre les chefs des trois grands mouvements (d'Astier, Frenay et Lévy) et Jean Moulin. Deux grandes questions, qui n'ont pas trouvé de solution avant le départ à Londres de d'Astier sont à l'étude : la « coordination administrative et la fusion des éléments paramilitaires des trois mouvements[1376] ». Il ne convient pas, ici, de faire l'historique détaillé des négociations[1377]. Il est néanmoins nécessaire de souligner plusieurs éléments qui intéressent directement la question de la consolidation de la vocation résistante intériorisée par d'Astier.

Le premier a trait aux climat détestable dans lequel se déroulent les discussions entre les acteurs, qui mettent en particulier aux prises d'Astier et Frenay. Les deux hommes, on l'a dit, entretiennent des relations conflictuelles depuis l'été 1941. Les raisons de cette inimitié

[1373] Harry R. Kedward, *Naissance de la résistance*, *op. cit*., pp. 223-224.

[1374] L'appel, signé sobrement « Les mouvements de résistance », est publié dans le numéro 15 de *Libération*, daté du 14 juillet 1942.

[1375] Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, *op. cit*., pp. 186-188.

[1376] Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., p. 191.

[1377] On renvoie pour cela aux travaux de Daniel Cordier (*Ibid*., pp. 191-201) et de Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., pp. 326-337.

tiennent pour une part à la rivalité qui les opposent pour la prééminence au sein de l'espace de la Résistance de zone Sud, rivalité qui est un indicateur probant à la fois de ce que l'espace de la Résistance est bien un lieu de pouvoir (ce qui fait que les positions dominantes à l'intérieur de cet espace constituent un enjeu de luttes) et du degré élevé d'investissement subjectif des deux hommes dans l'engagement résistant en général et dans leur mouvement en particulier. En effet, on a affaire à deux individus qui vivent l'engagement clandestin sur le mode de la vocation, deux individus qui s'identifient très fortement à l'organisation clandestine dont ils ont initié la création, deux individus qui, de plus, tiennent alors du statut de chef charismatique de leur mouvement l'essentiel de leur position et de leur identité sociales. Tout ceci contribue à conditionner leur fort attachement, à la fois affectif et stratégique, à leur mouvement. Au cœur de cette année 1942, tous deux ont conscience que leur position personnelle dans l'espace de la Résistance (position personnelle à laquelle ils accordent du prix car convoitant les profits symboliques et sociaux qui y sont attachés) est étroitement dépendante de la place collectivement reconnue à leur organisation, ce qui les conduit à défendre coûte que coûte les intérêts particuliers de celle-ci.

Quels sont les termes du débat ? Jean Moulin, en tant que délégué du CNF, a reçu pour mission d'œuvrer à la coordination, voire à la fusion des mouvements de résistance sous l'autorité du général de Gaulle, le but étant d'assurer une efficacité maximale en évitant la dispersion. En priorité, il doit fusionner les éléments paramilitaires des différents mouvements en une seule Armée secrète (AS), distincte des branches politiques des mouvements. Il s'agit donc d'une part d'unifier la résistance, d'autre part de séparer le militaire du politique. Sur la question de la fusion, Moulin obtient le soutien très actif de Frenay, qui défend depuis longtemps le principe de la fusion totale des mouvements[1378]. Celui-ci sait fort bien que Combat est le plus puissant des mouvements, en particulier sur le plan militaire[1379]. Il a tout à gagner dans une fusion à laquelle sont opposés Emmanuel d'Astier et Jean-Pierre Lévy qui y voient un risque de marginalisation, ou plutôt de dissolution de leurs organisations (et de leurs spécificités) au profit de Combat. Dans cette prise de position, la défense de l'identité de chaque mouvement compte pour beaucoup, de même que la consolidation de la position personnelle de chacun des chefs. Depuis près d'un an en concurrence avec lui, d'Astier, en particulier, n'entend en aucune façon être vassalisé par Frenay, ce qu'il redoute dans la fusion.

[1378] Cf. chapitre précédent.

[1379] Frenay est d'ailleurs le véritable concepteur de l'AS. L'AS des mouvements unis doit calquer son organisation sur le modèle de l'AS de Combat.

Mais des conflits d'ordre politiques sont également prégnants. On sait les divergences initiales de d'Astier et Frenay quant à leur appréciation de Pétain et de Vichy. Celles-ci ont atteint leur paroxysme au début de l'année 1942 lors de l'affaire Pucheu, et elles continuent de peser lourdement sur les relations entre les deux chefs. Suite à une série d'arrestations parmi les cadres de son mouvement, Frenay avait accepté d'aller rencontrer à Vichy, le 28 janvier puis le 6 février 1942, le chef de la police ainsi que le ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu. Si Frenay n'avait aucunement l'intention de trahir la résistance, la nouvelle de ces rencontres avait fait l'effet d'une bombe dans l'univers clandestin. Elle avait alors porté largement atteinte au crédit de Frenay dans un contexte où la résistance de zone Sud tendait à devenir unanimement antivichyste. Au sein même de Combat, l'affaire avait mit le doute dans la tête de certains militants, tandis qu'à Libération, la condamnation avait été totale. Au cours d'une réunion en présence de Moulin, d'Astier avait reproché à Frenay une « faute grave, [une] lourde compromission[1380] ». Puis, dans *Libération*, il avait fait paraître un éditorial qui attaquait Frenay de façon à peine voilée :

> « Il y a parmi les français qui combattent l'allemand des hommes sincères et courageux mais qui ont cru pouvoir négocier avec le gouvernement pensant jouer au plus fort. Ils seront dupés par Vichy, abandonnés de leurs troupes.[1381] »

Pendant plusieurs semaines, l'affaire Pucheu devait rompre les relations entre d'Astier et Frenay[1382]. Ce n'est que peu de temps avant le départ pour Londres du chef de Libération, que Moulin était parvenu à renouer le dialogue. Les traces de l'affaire Pucheu sont néanmoins tenaces. Même après le retour en France de d'Astier, et malgré une rupture franche avec Pétain auquel il a donné toute publicité dans *Combat* en avril 1942[1383], Frenay peine à se défaire d'une réputation de pétainiste larvé[1384]. Sur ce plan Libération n'est pas seul à être sur

[1380] Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 162.

[1381] « Il y a … », *Libération*, n° 9, 20 mars 1942.

[1382] D'Astier écrit laconiquement dans un rapport daté du 12 octobre 1942 : « Les conversations de coordination, qui se poursuivent en décembre, sont suspendues en janvier pour des raisons de sécurité (arrestations importantes à Combat dont le Chef est activement recherché) et définitivement interrompues à la suite de la décision prise par Combat d'accepter de négocier avec Vichy. (Rapport AX.03 [d'Astier], « Historique », 12 octobre 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378) »

[1383] Cf. *infra*, chapitre 4. « Combat larguait alors ses dernières amarres » avec Vichy résume Jean-Pierre Azéma (*De Munich à la Libération*, *op. cit*., p. 245).

[1384] Les relations entre les états-majors de Combat et Libération sont à ce point conflictuelles qu'elles sont de notoriété publique dans l'univers clandestin. Devenues périlleuses pour l'avenir de la résistance, les deux mouvements jouent en août 1942 la carte de l'apaisement en publiant une déclaration commune dans leurs journaux respectifs : « Depuis trop longtemps les bruits les plus divers et parfois calomnieux circulent au sujet des relations qui existent entre LIBÉRATION et COMBAT. La propagation de ces bruits, que rien ne justifie,

la réserve. Au sein du mouvement Franc-Tireur aussi, dont les positions politiques sont assez proches de celles de Libération, on s'inquiète des orientations de Frenay.

Les questions politiques et idéologiques, on le voit, jouent donc un rôle prédominant dans les prises de position des acteurs, cela parce qu'elles engagent fondamentalement la conception de la lutte qui est la leur. Aussi redoublent-elles les problématiques stratégiques. En l'occurrence, le rapport à Vichy demeure une ligne de fracture et de tension forte au sein de la Résistance de zone Sud. À Libération comme à Franc-Tireur, on se méfie des tendances politiques, identifiées comme « droitières », de Combat. Et pour cela aussi, on est réticent à l'égard de la fusion.

Au fil des discussions, et sous l'effet notamment de la pression des militants de base qui y sont plutôt favorables, la cause de la fusion progresse néanmoins. Au cours du mois d'août, Moulin emporte d'abord l'accord de Jean-Pierre Lévy, puis celui de d'Astier, mais sur une solution intermédiaire : « Pas de fusion au sens propre, mais tous les éléments militaires des mouvements versés à un organisme pris directement en charge par les F.F.C. [Forces Françaises Combattantes].[1385] » Il s'agit donc de créer une seule Armée secrète, commune aux trois mouvements, la condition expresse étant posée par d'Astier et Lévy que celle-ci ne soit pas commandée par Frenay mais par un homme extérieur aux trois mouvements. Pour sceller l'accord, Moulin propose que les trois chefs ainsi que lui-même se rendent à Londres pour discuter directement et officiellement avec le général de Gaulle. En raison d'aléas de transport, seul d'Astier et Frenay parviennent à Londres, le 26 septembre 1942, Moulin et Lévy restant bloqués en France. Ce sont donc eux seuls qui vont négocier les contours de la coordination avec de Gaulle, le commissaire à l'Intérieur André Philip et le colonel Passy.

L'accord final est établi le 2 octobre 1942. Il stipule, sur le plan civil, la création d'un Comité de coordination ayant pour mission de coordonner l'activité des trois mouvements. Ce Comité est dirigé conjointement par les chefs de mouvements et Jean Moulin, qui en est désigné président avec voix prépondérante. Sur le plan militaire, l'accord entérine la création d'une Armée secrète unique, créée par la fusion des éléments paramilitaires de chacun des mouvements. Le général Charles Delestraint, qui n'appartient à aucun d'entre eux, en est nommé chef par le général de Gaulle.

---

tout en nuisant à chacun des deux grands Mouvements, nuit plus encore à leur cause commune : la libération du territoire. […] Ils affirment qu'ils mènent une action convergente, qu'ils poursuivent les mêmes buts, sont animés par le même idéal et reconnaissent le Général de Gaulle comme Chef et symbole de la résistance française. (″LIBÉRATION″ et ″COMBAT″, *Libération*, n ° 17, 25 août 1942) »

[1385] Courrier de Jean Moulin du 18 août 1942, cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., p. 191.

Cet accord institutionnalise les relations entre la France libre et les mouvements de zone Sud. Il se veut un compromis, plus ou moins équilibré (et plus ou moins précaire), entre les attentes et exigences des différentes parties. Ce faisant, il cristallise les rapports de force entre les résistances extérieure et intérieure. Ainsi, en échange du soutien matériel, financier, humain, logistique, etc., de Londres, dont ils sont tributaires, d'Astier et Frenay ont formellement accepté de renoncer à leur complète indépendance. Désormais, les mouvements sont officiellement placés dans un rapport de subordination à l'égard du général de Gaulle, reconnu comme « chef politique et militaire[1386] ». Au point de vue politique, le Comité de coordination « applique, après avoir été préalablement consulté, les directives qu'il reçoit [du CNF] et en détermine sous le contrôle de celui-ci les modalités d'application[1387] ». Au point de vue militaire ensuite, le « Comité de Coordination est aux ordres du Général de Gaulle dans le cadre du plan stratégique interallié[1388] ». Le lien de subordination, on le voit, est exprimé clairement.

Néanmoins, l'accord ménage une certaine souplesse. Ainsi, d'une part, il est prévu que le Comité de coordination présente ses suggestions et soit consulté avant tout décision politique, d'autre part, c'est à lui que revient de définir – certes sous le contrôle du CNF – les modalités d'application des directives reçues. Dans les faits, étant données les conditions de la clandestinité, c'est une marge de manœuvre non négligeable qui est concédée aux mouvements. Surtout, d'Astier et Frenay sont parvenus à imposer leurs mouvements comme les interlocuteurs exclusifs du général de Gaulle pour la zone Sud et le Comité de coordination comme l'instance coiffant toute la résistance pour cette zone. Dans une lettre datée du 22 octobre 1942, de Gaulle indique à Jean Moulin :

> « Toutes organisations de résistance, quel que soit leur caractère, autres que les trois grands mouvements groupés par le comité de coordination, devront être invités à affilier leurs adhérents à l'un de ces mouvements et à verser leurs groupes d'action dans les unités de l'armée secrète en cours de constitution. Il convient, en effet, d'éviter la prolifération de multiples petites organisations qui risqueraient de se gêner mutuellement, de susciter des rivalités et de créer la confusion.[1389] »

[1386] Directives relatives à la coordination entre les mouvements de Résistance en France (Z.N.O.), 2 octobre 1942, cité dans Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit*., pp. 412-413.
[1387] *Ibid*., p. 413.
[1388] *Ibid.*
[1389] Lettre du général de Gaulle à Jean Moulin, 22 octobre 1942, reproduite dans Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 2, *op. cit*., p. 376.

Ainsi, la prééminence de Combat, Libération et Franc-Tireur sur la Résistance de zone Sud est formellement reconnue et admise, ce qui a pour effet de renforcer leur position dans l'espace contestataire. Officiellement rattachés à la France libre, les mouvements obtiennent un label gaulliste qui incontestablement les légitiment. Quant à leurs chefs, leur rôle de dirigeants de la Résistance intérieure est désormais institutionnellement validé. Jusque-là porte-paroles ou représentants plus ou moins informels de leurs organisations, ils occupent maintenant une fonction institutionnellement reconnue, ce qui consolide leur pouvoir. En somme, si l'accord avec de Gaulle signifie objectivement pour eux une perte d'indépendance (qui n'est peut-être pas pleinement ressentie comme telle sur le moment), en contrepartie il leur offre un appui institutionnel et leur octroie une reconnaissance symbolique qui les consacrent comme personnalités dominantes de l'espace de la Résistance.

1.4. Accumulation d'un capital résistant, ascension sociale et (trans)formation des aspirations subjectives

L'automne 1942 constitue un moment pivot dans l'histoire de la Résistance. D'une part, la création du Comité de coordination constitue une étape majeure du processus d'unification de la résistance. Elle marque un tournant qui contribue à affermir les relations d'interdépendance et à cristalliser certains rapports de force au sein de l'espace de la Résistance. D'autre part, le débarquement allié en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, qui provoque l'invasion de la zone Sud par les troupes allemandes le 11 du mois, bouleverse la situation internationale et la situation intérieure française en rapport auxquelles l'action des résistants se détermine. À partir de là, une nouvelle séquence historique s'ouvre. À ce moment charnière, il est utile de faire le point sur la personne d'Emmanuel d'Astier et les conséquences biographiques de sa trajectoire depuis 1940.

Il faut en particulier souligner que son expérience protestataire sous l'Occupation se traduit par l'acquisition d'un *capital résistant*. Ce capital résistant consiste en l'accumulation de ressources sociales particulières, irréductibles aux capitaux détenus avant la crise. Bien sûr, l'acquisition de ces ressources n'est pas complètement indépendante des compétences, savoirs et savoir-faire déjà possédés, autrement dit de la trajectoire antérieure de l'acteur. Mais ces ressources ne sont pas pour autant la simple retraduction d'un patrimoine déjà là, ce qui tient

pour l'essentiel au caractère inédit dans la trajectoire biographique de l'acteur des expériences vécues dans l'action clandestine.

En premier lieu, l'expérience protestataire est le support d'un apprentissage se traduisant par l'acquisition de compétences incorporées : capacité à gérer une existence clandestine, capacité à contourner la censure et à déjouer la répression, capacité d'organisation, capacité à recruter des militants, capacité à coordonner l'action de ces militants, capacité à concevoir et déployer des moyens de lutte, capacité à mener des négociations, capacité à convaincre un interlocuteur, capacité à manœuvrer, capacité à promouvoir son action, etc. Bref, tout un ensemble de savoirs et savoir-faire qui compose un « capital militant[1390] ». Dans le cas de d'Astier, ce capital militant est plus spécifiquement celui d'un dirigeant, c'est-à-dire modelé par et orienté vers l'exercice des responsabilités. L'exercice de la fonction de représentant ou de porte-parole d'une organisation de résistance donne lieu à l'intériorisation de compétences spécifiques analogues aux savoir-faire intériorisés, dans le champ politique en conjoncture routinière, par les élus et cadres dirigeants des formations partisanes.

De plus, sa trajectoire au sein de l'espace de la Résistance se traduit pour d'Astier par l'accumulation de ressources symboliques et sociales plus ou moins objectivées et/ou institutionnalisées : reconnaissance à l'intérieur de l'espace de la mobilisation, occupation de postes à responsabilité dans les organisations clandestines et dans les institutions forgées par le général de Gaulle, prestige, etc. Bref, autant d'éléments qui contribuent à fixer le volume de pouvoir détenu par l'acteur et sa position hiérarchique dans l'espace protestataire et qui participent d'un « capital politique » au sens de Pierre Bourdieu[1391]. Cette seconde catégorie de ressources, en tant qu'elle forme un capital de réputation, de reconnaissance et de crédit, se distingue de la première, qui constitue quant à elle un stock de savoirs et savoir-faire mobilisables dans des situations particulières. La valeur sociale, la rentabilité si l'on veut, du capital politique est plus volatile que celle du capital militant dans la mesure où elle est étroitement dépendante de la conjoncture politique, de l'état des rapports de force entre partenaires et concurrents dans l'espace protestataire comme de l'état des rapports de force entre adversaires dans l'arène contestataire. Ce capital est très sensible aux retournements conjoncturels qui peuvent en peu de temps ou bien le démonétiser ou au contraire faire grimper sa cotation. Ce phénomène de volatilité du capital politique a, on le comprend, une

[1390] Frédérique Matonti et Franck Poupeau, « Le capital militant », art. cit.

[1391] Bourdieu définit le capital politique comme « une forme de capital symbolique, *crédit* fondé sur la *croyance* et la *reconnaissance* ou, plus précisément, sur les innombrables opérations de crédit par lesquelles les agents confèrent à une personne (ou à un objet) les pouvoirs mêmes qu'ils lui reconnaissent (Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, 1981, pp. 3-24, p. 14) »

probabilité plus grande de survenir dans les périodes de fluidité politique car il s'agit de moments où les conjonctures elles-mêmes sont volatiles[1392]. Les conjonctures fluides se caractérisent en effet par une prégnance du temps court de l'événement[1393]. Marquées par une grande incertitude, elles sont celles où se révèle la plasticité des structures sociales, où, *a fortiori*, la stabilité des institutions dont les postes fournissent l'une des voies de reconnaissance et de consécration du capital politique est particulièrement menacée (et parfois même s'effondre).

Ces deux types de capitaux forment un *capital résistant*. Le terme de capital est de première importance. Il vise en effet à rendre compte d'un système articulé de propriétés fonctionnant comme ressources et dont la logique *tend* à l'accumulation. Cela signifie que l'investissement social de ces ressources, en d'autres termes leur utilisation dans des actions particulières, tend à en générer de nouvelles. Le volume du capital et sa valeur sociale ont ainsi tendance à croître d'autant plus qu'ils sont déjà importants. Dans le cas présent, les ressources qui composent le capital résistant d'un acteur, qu'elles soient incorporées ou institutionnalisées, tendent à élever la position que celui-ci occupe dans l'espace de la Résistance et à maximiser le volume de pouvoir qu'il détient. Il s'agit donc bien d'une forme de capital, étant entendu que le capital est « ce qui paye dans un champ […], ce qui y est efficace, ce qui y est efficient, ce qu'il faut avoir pour agir, pour réussir, pour gagner, pour s'emparer des enjeux spécifiques[1394] ».

La spécification de ce capital en tant que résistant est-il pour autant d'une quelconque utilité ? Ne risque-t-il pas de dissoudre la portée générale du concept ? Si l'usage de la notion de capital résistant singularise il est vrai le concept de capital, deux grandes raisons motivent cependant le fait de le conserver. Tout d'abord, les conditions particulières du combat résistant font que c'est, pour certains d'entre eux, un registre particulier de savoirs et savoir-faire qu'il transmet. Ensuite, la mise en circulation dans et par la Résistance d'une échelle de reconnaissance spécifique avec ses médailles, ses décorations, ses titres de gloire, ses postes et ses fonctions dans ses organes, son autoréférence, etc. Il y a bien l'existence en pratique d'un capital symbolique résistant que mobilisent les acteurs pour accéder aux positions de pouvoir politique et que, longtemps après la Libération, certains d'entre eux tentent de réactiver pour légitimer leurs interventions dans l'espace public et/ou leur participation dans

[1392] Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968 », art. cit.

[1393] Cf. Boris Gobille, « L'événement Mai 1968. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, n° 2, 2008, pp. 321-349.

[1394] Pierre Bourdieu, *Sociologie générale*, vol. 1, *op. cit*., p. 511. De manière générale, Bourdieu définit quelques pages plus loin le capital comme une « énergie sociale (*Ibid*., p. 518) », l'« énergie spécifique qui est en jeu dans le champ considéré (*Ibid*., p. 517) ».

le champ politique. Le capital résistant nourrira donc un capital politique plus large (et très volatile), en même temps qu'un capital symbolique pour partie détaché de l'espace politique.

À l'automne 1942, Emmanuel d'Astier a acquis un important capital résistant. Il apparaît, au sein de l'espace de la Résistance, comme l'un des acteurs les mieux dotés. Ce capital lui a permis d'accéder à une position éminente et distinctive, une position de pouvoir, dans l'univers résistant. À cet égard, sa trajectoire sous l'Occupation signifie rien moins qu'une ascension sociale et politique accélérée. En effet, avant 1940, d'Astier n'est pas un individu que sa trajectoire individuelle a permis de *distinguer* dans l'espace social. Il n'a pas acquis dans un champ quelconque une position dominante. Journaliste assez respecté en 1939[1395], il n'est pas pour autant une personnalité prééminente du champ journalistique, ni même véritablement engagé sur la voie d'accès à une telle position. S'il fait partie d'une élite sociale, il en est un membre relativement commun et anonyme. Surtout, il n'est pas un agent du champ politique. Il ne gravite pas dans les cercles du pouvoir, pouvant influer directement sur son exercice. Aussi, au regard de ce qu'est la réalité de son statut social en 1940 – et de la perception de soi qui en découle – il faut prendre la mesure de ce que signifie objectivement et subjectivement sa trajectoire résistante. En à peine deux ans, d'étranger au champ du pouvoir, il est devenu le porte-parole et le représentant d'une force sociale importante[1396], a acquis des responsabilités collectives étendues et une incontestable notoriété dans le microcosme résistant, est reconnu comme un acteur central du jeu politique résistant (lequel n'est rien d'autre, les mois avançant, que la préfiguration d'une recomposition du champ politique futur)[1397]. Bref, il a acquis du pouvoir dans le champ du pouvoir. Il est devenu une « personnalité[1398] » de la mobilisation résistante. Les expériences attachées à cette trajectoire produisent d'inévitables transformations subjectives, c'est-à-dire de la perception de soi, de sa place dans le monde, de son rôle social, de ses aspirations. Reconnu comme chef par ses pairs à Libération, reconnu comme interlocuteur légitime et crédible par les services de la France libre et par le général de Gaulle, reconnu aussi comme adversaire par le gouvernement de

[1395] D'Astier parle à son propos, non sans autodérision, d'une « certaine petite gloriole de journaliste (Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.) ».

[1396] Sur la question du pouvoir spécifique du porte-parole d'une institution, d'une classe ou d'un groupe, voir Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, pp. 49-55.

[1397] Jacques Soustelle, chargé des services d'information de la France libre en 1942, écrit dans ses mémoires : « Frenay et d'Astier – ″Charvet″ et ″Bernard″ – que de fois leur nom revenait dans nos conversations à Londres, combien leurs figures contrastées comme par un metteur en scène adroit nous semblaient alors *dominer le monde souterrain des mouvements de résistance* ! (Jacques Soustelle, *Envers et contre tout*, vol. 1, *La France combattante. Juin 1940-juillet 1942*, Genève, Famot, 1976 [1ère éd. 1947], p. 286) » C'est nous qui soulignons.

[1398] Lilian Mathieu désigne par ce terme de « personnalités […] ceux qui, sans nécessairement être des représentants officiels, disposent d'une forte influence et dont le renom et la légitimité sont très élevés au sein de l'espace des mouvements sociaux (Lilian Mathieu, *L'Espace des mouvements sociaux*, *op. cit*., p. 27) ».

Vichy[1399] (et bientôt par la Gestapo[1400]), il intériorise une certaine conscience de son statut social désormais distinctif, une certaine conscience de sa position de pouvoir. La reconnaissance sociale de son statut de chef, de son statut d'« homme qui compte » nourrit en lui la conviction de peser sur le cours des événements, le sentiment d'avoir un rôle important à jouer. Ce sentiment d'avoir prise sur les choses contribue largement à ce qu'il vive l'engagement résistant comme une expérience heureuse[1401]. Mais il favorise aussi la formation d'ambitions nouvelles.

À partir de l'automne 1942, dans un contexte où la libération de la France apparaît comme un avenir de plus en plus proche, la Résistance se politise, les enjeux se déplacent vers la problématique de la prise du pouvoir à la Libération. D'Astier affirme dès lors des aspirations proprement politiques, qui consistent à vouloir peser sur l'exercice du pouvoir. Sa vocation résistante se convertit en vocation politique.

2. L'affirmation d'aspirations politiques « révolutionnaires » (novembre 1942-octobre 1943)

Le débarquement allié en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 est un événement majeur aux conséquences complexes et multiples. Il ouvre en particulier une âpre « bataille de légitimité[1402] » à l'intérieur même du camp français luttant contre les Allemands. Ce faisant, il provoque une accélération du processus de politisation du combat résistant qui d'une part modifie sensiblement les données de l'action clandestine des chefs de mouvements comme Emmanuel d'Astier, d'autre part agit comme un révélateur et un amplificateur des aspirations politiques que ceux-ci nourrissent.

Pour la Résistance, la donnée fondamentale du débarquement du 8 novembre 1942 est que le général de Gaulle est tenu à l'écart des opérations. Le président Roosevelt, qui tient en détestation le chef de la France libre en qui il voit un futur dictateur et qui, de surcroît,

[1399] En novembre 1942, cela fait plus d'un an et demi que d'Astier vit sous fausse identité car signalé auprès de la police de Vichy.

[1400] Après l'occupation de la zone Sud, Bernard [d'Astier] est avec Charvet [Frenay], Lenoir [Lévy] et Rex [Moulin] l'un des résistants les plus recherchés par Klaus Barbie.

[1401] Cf. Jacques Lagroye et Johanna Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », *in* Pierre Favre (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Science Po, 2003, pp. 53-71. Dans ce texte, les auteurs soulignent le fait qu'avoir la certitude de pouvoir agir sur le monde, de pouvoir changer les choses est un facteur majeur de bonheur dans l'engagement (militant, associatif, humanitaire, religieux).

[1402] Jean-Pierre Azéma, « Des résistances à la Résistance », art. cit., p. 287.

réprouve la logique politique que celui-ci poursuit, privilégie en Afrique du Nord une « solution vichyssoise[1403] ». Après la cessation des combats avec l'armée de Vichy, plutôt que d'installer de Gaulle, les Américains confient à l'amiral Darlan, présent par hasard à Alger, l'autorité civile et militaire[1404]. Celui-ci maintient en place l'administration de Vichy ainsi que toutes les lois promulguées par le régime, notamment les lois antisémites. S'installe ainsi en Afrique du Nord un « vichysme local sous protectorat américain[1405] », qui crée une situation explosive avec de Gaulle. Ce dernier, en effet, s'indigne de la situation et rejette toute compromission avec Darlan. L'assassinat de celui-ci le 26 décembre 1942 n'apporte aucune solution immédiate, bien au contraire. Pour cause, les Américains installent à sa place le général Giraud qui, d'une certaine manière, représente pour de Gaulle une menace plus importante. En effet, n'ayant pas participé au gouvernement de Vichy et à la Collaboration, Giraud est moins compromis que Darlan. Cependant, il adhère globalement aux options idéologiques de Vichy. De fait, il maintient lui aussi les lois de l'État français dans l'Empire. Pour de Gaulle, le risque apparaît grand que se structure autour de Giraud une solide force vichysto-résistante s'imposant en définitive à la France libre. Comme l'écrit Jean-Pierre Azéma, « ceux qui, dans les rangs de les rangs de l'armée et ailleurs, ne se retrouvant plus dans un gouvernement empêtré dans l'engrenage de sa collaboration d'État, mais soutenant encore les thèmes autoritaires de Vichy, [sont] prêts à lutter contre l'occupant et donc à constituer une Résistance vichyste, [peuvent] se regrouper derrière Darlan et, mieux encore, derrière Giraud[1406] ».

En conflit ouvert avec les britanniques et les américains, sérieusement concurrencé par Giraud, de Gaulle est au tournant de 1943 menacé d'être définitivement marginalisé. Pour se maintenir dans le jeu, il lui faut alors apporter la démonstration qu'il est bien le chef de la France en guerre, c'est-à-dire qu'il est reconnu comme le seul détenteur de l'autorité politique légitime sur la France combattante. Pour cela, il lui faut non seulement accélérer sa reconnaissance de la part de tous les mouvements de résistance – la reconnaissance acquise en zone Sud ne l'est alors pas complètement en zone Nord. Mais il lui faut également enlever le soutien des forces politiques traditionnelles. « Pour gagner la bataille de la légitimité, de

[1403] Robert Frank, « La Résistance et les Alliés », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 85-94, p. 90.

[1404] Évincé du gouvernement de Vichy au profit de Pierre Laval en avril 1942, l'amiral Darlan avait été nommé commandant en chef de armée de Vichy. Le 8 novembre 1942, il se trouve à Alger non pas pour des raisons politiques ou militaires, mais parce qu'il s'est rendu au chevet de son fils malade. Lors du débarquement, il ordonne d'abord à l'armée de Vichy de résister, avant d'être contraint de s'incliner. Il faut néanmoins attendre le 13 novembre pour que Darlan se décide définitivement à rallier le camp allié.

[1405] Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, *op. cit*., p. 282.

[1406] Jean-Pierre Azéma, « Des résistances à la Résistance », art. cit., p. 287.

Gaulle [doit] donc prouver, aux yeux du monde, qu'il [rassemble] les forces vives du pays, à commencer par l'ensemble des grandes tendances politiques françaises. Le ralliement des partis en général lui offrirait une caution démocratique, l'adhésion des formations de gauche lui permettant en outre de corriger son image conservatrice. À défaut, les anciens partis [risquent] de s'organiser hors la France combattante, ce qui minerait son crédit et ruinerait sa capacité à s'imposer pendant comme après la guerre.[1407] » C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet, porté par Jean Moulin, de fonder un Conseil politique de la Résistance réunissant mouvements de résistance, partis politiques et syndicats et se plaçant sous l'autorité du général de Gaulle.

Au total, « par réaction contre les intrigues d'Alger et les ″expédients provisoires″ auxquels les Américains se sont trop facilement et trop vite résignés[1408] », le débarquement du 8 novembre 1942 a pour effet d'accélérer le processus d'unification de la Résistance autour du général de Gaulle. Mais ce faisant, il avive certains conflits internes. L'intégration des partis politiques dans le jeu résistant se heurte en effet à la vive opposition des mouvements de résistance. Proclamant avoir sauver l'honneur de la France en créant le Résistance, revendiquant pour cela une légitimité politique spécifique dans l'optique de la prise du pouvoir à la Libération, les chefs de mouvements (spécialement ceux de zone Sud, dont d'Astier) vont contester la représentation des partis au sein des institutions clandestines. Parallèlement, ne parvenant pas à bloquer le processus en cours, se sentant désaisis d'une partie de leur pouvoir, ils vont se cabrer contre l'autorité que prétend exercer sur eux la France libre, incarnée sur le territoire métropolitain par Jean Moulin. C'est ainsi, au cours de cette séquence historique, que se consolident les vocations politiques des chefs et que s'affirment chez eux des aspirations révolutionnaires. Dans un premier temps cependant, ils font bloc autour de De Gaulle pour condamner l'issue vichyssoise du débarquement du 8 novembre.

[1407] Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, *op. cit*., p. 280.

[1408] Henri Noguères (en collaboration avec Marcel Degliame-Fouché), *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945,* Tome 3, *Et du nord au midi… (Novembre 1942-Septembre 1943)*, Paris, Robert Laffont, 1972, p. 25.

2.1. La condamnation inconditionnelle du vichysme algérois

En fragilisant sa position et son statut, les événements d'Afrique du Nord accroissent d'une certaine façon la dépendance du général de Gaulle à l'égard des mouvements de résistance. Ceux-ci incarnent en effet la première instance représentant une partie de la population française à même de le légitimer. C'est pourquoi la crainte peut exister à Londres que d'Astier et Frenay, qui viennent pourtant d'accepter la création du Comité de coordination sous l'autorité politique et militaire de De Gaulle, ne profitent de l'état de faiblesse du général pour tenter d'infléchir le rapport de force en leur faveur. C'est négliger d'une part la force des convictions antivichystes qui imprègnent les mouvements, d'autre part les effets de la dynamique des affrontements qui opposent depuis près de deux ans ces mouvements au régime de Pétain. L'accroissement constant de la répression dont la résistance est l'objet de la part des autorités vichystes a creusé entre elles un fossé, y compris avec les militants de Combat initialement les plus favorables à Vichy, qui interdit tout apaisement et tout rapprochement. Tout au long de l'année 1942, selon une logique d'interdépendance où les actions et réactions des uns se définissent en rapport avec les actions et réactions de l'autre, l'accroissement de la répression vichyste des mouvements n'a eu de cesse de radicaliser l'antivichysme de ces derniers, et *vice versa*. Ces phénomènes commandent des réactions de condamnation totale de l'installation de Darlan au pouvoir. Le colonel Passy témoigne ainsi des « excellentes réactions » de d'Astier et Frenay, encore présents à Londres à la mi novembre, aux événements.

> « D'Astier et Frenay, retardés à Londres par les discussions avec *SOE*, puis par une période mauvais temps, furent surpris par le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. L'un comme l'autre eurent d'excellentes réactions face à cet événement qui devait avoir une portée considérable, et ils décelèrent aussitôt les dangers que la position américaine présentait pour la France. Ils se déclarèrent convaincus que leurs militants n'accepteraient jamais une résurrection de Vichy en Afrique, quel que fût le masque qui la recouvrirait.[1409] »

De fait, dès le 15 novembre dans *Libération*[1410], le mouvement de d'Astier dénonce les « singulières conversions », les « hâtifs retournements », les « complicités intéressées » auxquels donnent lieu les événements d'Afrique du Nord. Récusant toute légitimité au

[1409] Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, *op. cit*., p. 385.
[1410] « La France reprend sa place au combat », *Libération*, n° 19, 15 novembre 1942.

pouvoir de Darlan, le journal invoque une justice intransigeante qui à la Libération ne manquera pas de frapper tous les hommes ayant collaboré un jour avec l'occupant.

> « C'est pourquoi solennellement, nous déclarons ici que tous ceux, QUELS QU'ILS SOIENT ET OU QU'ILS SOIENT, qui ont livré des otages à l'ennemi, qui ont traqué les patriotes, qui ont meurtri nos sentiments les plus sacrés, auront à répondre de leurs actes. […] La LIBERTÉ et la RÉPUBLIQUE ne renaîtront que fondées sur la justice la plus dure et la moins entachée d'opportunisme.[1411] »

S'amorce à compter de ce numéro une dénonciation constante de ceux qui sont qualifiés de « résistants de la dernière heure[1412] ». Cette dénonciation, qui s'appuie notamment sur des arguments d'ordre moral, est en premier lieu celle de leur trahison originelle. Pour Libération, les vichystes convertis à la cause alliée ne peuvent en aucune manière, quels que soient les services rendus ensuite à la cause résistante, être amnistié d'avoir d'abord traité avec l'ennemi. C'est ainsi que l'assassinat de Darlan fin décembre sera considéré comme un acte de justice.

> « Il ne pouvait pas être vrai même ″provisoirement″, que la Politique prit la place de la Morale. Il ne pouvait pas être permis, même pour la bonne cause, que la trahison se penchât sur le berceau de la Victoire. On ne nous a pas dit quelle vengeance a armé le bras du meurtrier de Darlan. Est-ce le traître à la France ou le traître à Vichy, le traître à la République ou le traître au Fascisme, qui a été abattu ? Il importe peu. Le traître est mort. Justice est faite.[1413] »

En réalité, les enjeux moraux et politiques sont intimement liés dans la façon dont les dirigeants de Libération interprètent la situation et élaborent leur réaction. S'il s'agit pour eux de promouvoir une posture de rectitude et d'intégrité morale, il s'agit aussi de défendre l'objectif politique ultime qu'est le rétablissement de la République. C'est ce que met nettement en évidence un document interne au mouvement, daté de novembre 1942, qui entend mettre en garde les cadres et militants contre une quelconque forme d'indulgence envers les vichysto-résistants.

[1411] *Ibid*.

[1412] Cette expression est omniprésente dans les colonnes du journal à partir de fin 1942, et ce jusqu'à la fin de la guerre.

[1413] « Justice », *Libération*, n° 21, 10 janvier 1943.

> « Notre propagande doit d'une part, saluer avec satisfaction l'apport militaire du général Giraud qui d'une manière ou d'une autre devra s'intégrer dans la France Combattante mais d'autre part, se désolidariser avec une netteté absolue et brutale de Darlan, comme, en général de tout dirigeant vichyssois converti. […] Il faut dire et redire que les convertis de la dernière heure n'ont pas à espérer d'échapper par un tour de passe-passe à leurs responsabilités. Il faut tout mettre en œuvre pour ne pas laisser s'accréditer dans les esprits faibles, la légende du double-jeu de nature à blanchir les traîtres que nous n'avons pas cessé de dénoncer. Ce serait nous renier nous-mêmes que de consentir sous prétexte de politique, à pactiser avec ces transfuges. Il ne faut pas perdre de vue en effet, que tous les éléments de la nuance Darlan ne consentent à devenir anti-allemands que dans la mesure où ils escomptent la libération sans le rétablissement de la république. Notre action politique qui a pour but de rendre la parole au peuple français doit donc nécessairement lutter contre ces partisans de la dictature dès que le rôle d'instrument stratégique temporaire qu'ils peuvent être appelés à jouer est terminé. Quant aux retournements de personnalités mineures que vous ne manquerez pas de constater de plus en plus souvent sur le plan régional et local on les accueillera dans le même esprit sans perdre de vue cependant que le changement d'attitude des personnalités en place peut souvent présenter de grands avantages au point de vue de notre action et nous assurer de précieuses complicités.[1414] »

On le voit, pour Libération, les vichysto-résistants ne sont pas seulement compromis moralement, ils demeurent des adversaires politiques dont l'existence menace les aspirations républicaines du mouvement. Et donc pour cela aussi, ils doivent être combattus. Or cette opposition idéologique et politique ne cessera pas avec la mort de Darlan. Libération, au contraire, dénoncera à plusieurs reprises ensuite « ceux qui derrière le général Giraud auraient été tentés de se jouer de la liberté française[1415] », les « éternels oppresseurs du peuple, qui veulent trouver en Giraud un champion plus accommodant [que de Gaulle][1416] » ou encore les « appétits impérialistes périmés qui pensent trouver en Giraud un tempérament plus compréhensif ».

En somme, les événements d'Afrique du Nord créent une ligne de fracture durable entre une résistance gaulliste qui fait de l'élimination de Vichy un aspect inconditionnel de la lutte,

[1414] Propa-diffu à toutes les régions, Circulaire n° 6, « Position de Libé à l'égard des événements d'Afrique du Nord, du général de Gaulle et de l'amiral Darlan », BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1415] « Pourquoi nous sommes gaullistes », *Libération*, n° 26, 10 avril 1943.
[1416] « La France s'est battue, elle se bat toujours », *Libération*, n° 27, 15 mai 1943.

et une résistance giraudiste qui tend au contraire à s'inscrire dans la continuité (au moins idéologique) du régime. Dans ce combat interne au camp résistant, dans la logique de son antagonisme fondamental avec le régime de Vichy, d'Astier et Libération (mais c'est le cas aussi des mouvements Combat et Franc-Tireur) resserrent les rangs autour du général de Gaulle. Sur ce plan qui met fondamentalement en jeu la question de la forme de gouvernement de la France à la Libération, comme l'observe Laurent Douzou, l'« intermède Darlan, l'hypothèque Giraud ont en quelque sorte radicalisé le gaullisme de *Libération*[1417] ».

2.2. Unification de la Résistance et affirmation d'un sentiment commun d'appartenance

Emmanuel d'Astier est de retour en France, en compagnie d'Henri Frenay, le 18 novembre 1942. L'une des tâches essentielles à laquelle il se consacre désormais est la mise en place du Comité de coordination. Cela ne se fait pas sans heurts. Du fait notamment de l'évolution rapide du contexte politique, certaines questions qui paraissent avoir été réglées à Londres sont de nouveau débattues. Ainsi Henri Frenay, qui n'est pas parvenu jusque-là à obtenir la fusion totale des mouvements, argue de l'occupation de la zone Sud pour que celle-ci se réalise désormais. Il obtient sur cette question l'appui de Jean Moulin[1418], tandis que d'Astier temporise, invoquant notamment des motifs politiques. Dans une note datée du 25 décembre 1942, il justifie le rejet de la fusion par la crainte des positions politiques de certains résistants.

> « Le développement soudain d'une résistance Vichyssoise sous les signes Giraud-Darlan, confirme l'incertitude que nous avons vis-à-vis de certains éléments excellents mais pas très nettement orientés du point de vue politique. Par contre, Libération, dans son intégrité politique, représente les masses populaires, le point de polarisation le plus sûr de l'idéal démocratique et gaulliste.[1419] »

Il ne fait pas de doute qu'il soit fait ici référence à l'imprégnation vichyste de certains militants de Combat. Alors que les prises de position du mouvement de Frenay se sont très

[1417] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 298.
[1418] Cf. *Ibid*., p. 331.
[1419] « Situation de la Résistance au 25 décembre », Libération, 25 décembre 1942, AN, 72 AJ/410.

nettement déplacées sur la gauche depuis le printemps 1942[1420], on voit que Libération continue à cette période de construire sa différenciation politique avec celui-ci. Plus largement, on mesure là à quel point le positionnement politique des acteurs un est un mode de perception et de classification très structurant dans l'espace de la Résistance[1421].

Malgré les réticences de Libération, l'unification apparaît néanmoins comme un processus irréversible. La fusion complète (à l'exception des journaux clandestins) est actée le 26 janvier 1943. Combat, Libération et Franc-Tireur s'effacent pour donner naissance aux Mouvements Unis de Résistance (MUR), dirigé par un Comité directeur qui reprend la composition du Comité de coordination. Jean Moulin reste président tandis qu'Henri Frenay est nommé commissaire aux Affaires militaires, Jean-Pierre Lévy commissaire aux Renseignements et aux Moyens matériels, Emmanuel d'Astier commissaire aux Affaires politiques[1422].

La création du Comité de coordination puis des MUR, sans dissoudre les conflits internes qui la traverse[1423], renforce la cohérence et la cohésion de la Résistance des mouvements. L'unification organique renforce notamment le sentiment qu'ont progressivement acquis leurs dirigeants et cadres au cours des dix-huit mois d'action commune qui ont vu leurs relations se formaliser, de constituer ensemble une force sociale et politique spécifique, distincte à la fois de la Résistance extérieure, des réseaux de renseignement et des partis politiques reformés clandestinement. C'est en effet l'un des résultats les plus manifestes du processus de formation de l'espace de la Résistance par lequel les mouvements deviennent de plus en plus interdépendants, que leurs membres intériorisent, au-delà d'un sentiment d'appartenance à leur organisation propre, une identité collective « mouvements »[1424]. C'est ainsi qu'on voit apparaître, puis se généraliser au cours de l'année 1942 l'usage de l'expression « la résistance » (qui deviendra ensuite « la Résistance ») pour désigner d'abord exclusivement

[1420] Un important article paru dans *Combat* en septembre 1942 et rédigé par Henri Frenay, Claude Bourdet et André Hauriou, « Combat et Révolution », en appelle ainsi à une « révolution socialiste ». Cf. Robert Belot, *Henri Frenay*, *op. cit*., p. 316.

[1421] Il semble qu'à cette période, les perceptions qu'ont de Combat les dirigeants de Franc-Tireur sont analogues à celles de Libération. Jean-Pierre Lévy dit ainsi à propos de l'unification des mouvements : « S'agissant de ″Libération″, il y eut relativement peu de réserve. Mais mes amis du comité de ″Franc-Tireur″, d'une manière générale orientés à gauche, n'avaient qu'une confiance limitée, à l'époque, dans les réactions de Frenay dont le mouvement ″Combat″ leur paraissait trop hiérarchisé et trop militaire pour les démocrates que nous entendions rester les uns et les autres. (Jean-Pierre Lévy cité dans Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France,* Tome 3, *op. cit*.., p. 79) »

[1422] D'Astier est ainsi plus spécifiquement chargé de tout ce se rapporte à la prise du pouvoir à la Libération.

[1423] Comme le dit bien Jean-Pierre Lévy, désormais « le général de Gaulle a devant lui un bloc et, au-delà, des individus et des susceptibilités. Mêmes masquées les rivalités demeuraient entières. (Jean-Pierre Lévy, *Mémoires d'un franc-tireur. Itinéraire d'un résistant (1940-1944)*, Bruxelles-Paris, Complexe-IHTP, 1998, p. 80) »

[1424] Cf. sur ce point le travail de Cécile Vast, *L'Identité de la Résistance. Être résistant de l'Occupation à l'après-guerre*, Paris, Payot, 2010.

l'action des mouvements. Ce phénomène est par exemple illustré, dès juin 1942, dans une note rédigée à Londres par Emmanuel d'Astier.

> « Grâce à leurs journaux, tracts et propagande parlée, les groupes de résistance ont façonné, dirigé la pensée, puis l'action résistante. […] Le Gouvernement de Vichy, qui comprend l'importance de la résistance a tenté de la domestiquer. Ses efforts ont complètement échoué. La résistance reste anti-Vichy. Elle a réalisé et désire maintenir l'unité faite sur le nom du général de Gaulle. Elle ne collabore pas avec le parti communiste, tout en ayant des relations avec ses délégués pour l'étude de certaines questions techniques de la résistance. Les buts unanimes de la résistance française sont : La reprise des hostilités, le retour de la France en tant que nation dans les camps des Alliés. L'action totale jusqu'à la victoire.[1425] »

Dans ces lignes, d'Astier se fait le porte-parole de la « résistance française ». Or on voit que le chef de Libération distingue soigneusement celle-ci du Parti communiste. À cette époque pourtant, le PC est un acteur moteur du combat résistant, étant en particulier à l'avant-garde de la lutte armée. Il n'est donc pas contestable qu'il soit engagé dans la mobilisation résistante, ce que reconnaît d'ailleurs d'Astier en évoquant les relations entretenues avec lui. Mais il est pensé comme extérieur au champ de « la résistance », dont les mouvements sont conçus comme l'émanation stricte.

La création du Comité de coordination puis des MUR, en consolidant institutionnellement une résistance des mouvements distincte des autres entités luttant contre l'occupant, valide cette manière de découper la réalité. Elle conforte l'intériorisation par les acteurs d'une identité collective propre, à laquelle s'adosse bientôt le sentiment d'avoir des intérêts collectifs communs. Selon cette logique, les chefs de mouvements vont s'opposer durement à l'intégration des partis politiques dans le jeu résistant.

[1425] Bernard [d'Astier], « Note sur le groupement Libération », 15 juin 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

2.3. Affronter la résurrection des partis politiques

À partir de l'automne 1942, l'un des enjeux majeurs qui se posent aux dirigeants des mouvements de résistance est en effet de se positionner vis-à-vis de la résurgence des partis politiques. Ceux-ci, on l'a dit[1426], s'étaient dissous dans les bouleversements de l'été 1940. Cet effacement complet avait laissé libre le champ de la contestation politique aux mouvements dont les membres (et notamment les dirigeants), s'ils n'étaient pas des novices en politique – au sens où ils n'étaient pas vierges de toute socialisation politique – n'étaient généralement pas des cadres des anciennes formations partisanes. En novembre 1942, le contexte a radicalement changé et les partis ne sont plus tous parfaitement atones[1427].

Le Parti communiste apparaît en position de force. Celui-ci est parvenu assez rapidement, quoique non sans mal, à se reconstituer clandestinement, surtout d'abord en zone Nord. S'appuyant sur son expérience de la clandestinité, ses compétences organisationnelles, le savoir-faire, la discipline et le dévouement de ses militants, il développe une activité protéiforme et massive, qui malgré la très forte répression qui le frappe, parvient peu à peu à toucher des pans de plus en plus importants de la société. Pour agir, il s'appuie d'une part sur son propre appareil clandestin, se lançant notamment dans la lutte armée contre l'occupant après l'invasion de l'URSS par Hitler en juin 1941 ; d'autre part il suscite la création d'une « série d'organisations relais[1428] » telle que le mouvement Front national (FN[1429]), ouvertes aux non-communistes, destinées à constituer des structures unificatrices de la Résistance. En zone Sud où ils sont longtemps faibles, le PC et le FN émergent véritablement au cours du second semestre 1942. Ils parviennent alors assez vite à s'imposer comme des interlocuteurs à part entière des mouvements, avec lesquels s'installent des rapports où se mêlent subtilement alliance et concurrence. Ainsi dès le 16 octobre 1942, un tract contre la Relève publié par des ouvriers d'usines lyonnaises est co-signé par Combat, Libération, Franc-Tireur, le FN et le PCF.

[1426] Cf. *supra*, « Le trauma de 1940 ».

[1427] De même, les syndicats sont parvenus dans le même temps à se reformer partiellement. Au printemps 1942 s'est ainsi créé un Mouvement ouvrier français (MOF) relativement indépendant des mouvements. Ces réveils politiques et syndicaux, qui s'amorcent lentement au cours de l'année 1941 mais sont véritablement visibles en 1942, sont le signe, après la période d'extrême fluidité politique consécutive à la défaite, d'un phénomène de resectorisation de l'espace social (sur ces questions, cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit*.).

[1428] D. Peschanski, « Parti Communiste Français », *in* F. Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit.*, p. 204.

[1429] Sur le FN, cf. la thèse de Daniel Virieux, *Le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France. Un Mouvement de Résistance – Période clandestine (mai 1941-août 1944)*, Thèse de doctorat d'histoire sous la direction de Claude Willard, Université Paris 8, 1995.

La situation du Parti socialiste est différente. Sur instruction de Léon Blum et sous la houlette de Daniel Mayer, le parti s'est lentement reconstitué à partir du printemps 1941. Seulement la nouvelle structure, le Comité d'Action Socialiste (CAS), n'a pas vocation à constituer une organisation de lutte contre l'occupant. Son but premier est de préparer un projet politique pour l'après-guerre. L'action du CAS est donc une action proprement politique, essentiellement tournée vers la Libération[1430]. Il s'agit de « veiller à ce que les socialistes fussent prêts à jouer un rôle politique à la Libération[1431] ». Ainsi, à la différence des communistes, les socialistes n'ont pas fait le choix de fonder leur propre mouvement de résistance mais d'inviter leurs militants à s'engager au sein des mouvements existants. Nombreux sont ainsi les militants socialistes à Libération, Franc-Tireur et même Combat. Le piège de ce choix tactique est qu'au moment où commence à se préparer la Libération et se fondent les institutions représentatives de la Résistance, les socialistes n'ayant pas fondés d'organisation active risquent d'en être exclus en tant que tels. C'est précisément l'objet du conflit qui se développe entre les chefs des mouvements de zone Sud et les représentants du CAS au second semestre 1942.

Étant parvenus à reconstituer clandestinement leur parti, ayant fourni aux mouvements une part conséquente de leurs troupes, stimulés aussi par une évolution du conflit laissant entrevoir la victoire et donc posant de façon de plus en plus urgente le problème de la reconstruction politique après la Libération, les socialistes revendiquent à l'automne 1942 leur représentation de plein droit au sein des institutions clandestines en cours de formation. Mais leur position va aussi au-delà. Comme l'exprime à plusieurs reprises Léon Blum, les dirigeants socialistes estiment que l'existence des partis politiques de manière générale est l'un des fondements et l'une des garanties du système démocratique. Blum écrit ainsi au général de Gaulle en mars 1943 :

> « La conception des partis devra, sans nul doute, être révisée au même titre que les institutions politiques elles-mêmes… Mais cela dit… je tiens pour constant qu'un État démocratique – quelle que soit sa constitution, quelle que soit la part qui y est laissée à la représentation parlementaire – ne peut pas vivre et ne peut même pas être conçu raisonnablement sans l'existence de partis politiques.[1432] »

[1430] Cf. *supra*, chapitre 5, « Genèse d'une vocation politique ».

[1431] Julian Jackson, *La France sous l'Occupation*, *op. cit*., p. 498.

[1432] Lettre de Léon Blum à Charles de Gaulle, 15 mars 1943, reproduite dans Léon Blum, *L'Œuvre de Léon Blum. Mémoires. La prison et le procès. À l'échelle humaine. 1940-1945*, Paris, Albin Michel, 1955, p. 398.

Aussi il ne saurait à leurs yeux être question de les exclure de l'œuvre de libération nationale, mais au contraire de les y associer pleinement afin de préparer la transition démocratique après la guerre. Dans cette perspective, Daniel Mayer commence à échafauder à la fin de l'été 1942 un projet de Comité exécutif de la Résistance française qui rassemblerait les mouvements de résistance et les partis politiques, y compris ceux du centre et de la droite n'ayant pas jusque-là participé à la Résistance. Ce Comité aurait pour tâche non seulement de préparer la rénovation politique à la Libération, mais aussi de participer à l'élaboration de l'action immédiate. En somme, l'objet est de faire des partis politiques des acteurs à part entière de la Résistance, au même titre que les mouvements.

Le projet socialiste, qui est antérieur au débarquement allié en Afrique du Nord, va être repris au mois de décembre 1942 par Jean Moulin. Il servira de base de travail pour l'élaboration du Conseil National de la Résistance (CNR). Mais avant même que ce dernier projet soit soumis aux dirigeants des mouvements, ceux-ci expriment leur hostilité au retour en tant que tels des partis politiques.

À Libération, les relations se sont depuis plusieurs mois tendues avec la direction du CAS. Du côté socialiste, on reproche surtout à Emmanuel d'Astier d'avoir marginalisé le Comité directeur de Libération, dans lequel siège théoriquement un représentant socialiste. De fait, celui-ci se réunit peu et ne pèse pas sur le processus de décision à la tête du mouvement[1433]. Les critiques des socialistes sont à cet égard justifiées. Jean Moulin se fait en mai 1943 l'écho de ses récriminations alors déjà anciennes.

> « Quant à Merlin [d'Astier], on lui reproche grandement et dans son propre comité, de s'être après avoir défendu âprement le particularisme de Libé, solidarisé brusquement avec Nef [Frenay] au point d'écarter toute délibération avec ses anciens amis politiques. Et cela en vue de maintenir une situation personnelle dominante.[1434] »

Dans l'autre sens, d'Astier reproche aux responsables socialistes d'avoir refuser de jouer un rôle actif au sein du mouvement. Ainsi, malgré des demandes répétées, Daniel Mayer a refusé de diriger Libération à Marseille « en excipant de ses responsabilités socialistes et de ses occupations privées[1435] ». De même André Philip a rejeté la proposition de d'Astier de « prendre des responsabilités exécutives[1436] » au sein du mouvement. Pour le chef de

[1433] Cf. Témoignage de Pascal Copeau, janvier-février 1947, Dossier « Libération-Sud », II, AN, 72 AJ/60.
[1434] Rapport de Rex [Moulin], 7 mai 1943, AN, 72 AJ/410.
[1435] Rapport Bernard [d'Astier], « Relations Libération-Socialisme », non daté, AN, 72 AJ/409.
[1436] *Ibid*.

Libération, ce sont donc les réticences des dirigeants socialistes à s'engager vraiment dans le mouvement qui expliquent leur absence au centre de décision.

Au-delà de ces motifs, il fait en réalité peu de doute que d'Astier ait tôt cherché à freiner la recomposition du Parti socialiste, comme il l'exprime d'ailleurs sans ambiguïté dans un rapport d'octobre 1942.

> « Bien que le délégué général de Libération [d'Astier] ait toujours été opposé à la reconstitution des anciens partis […] Libération s'est trouvé devant le fait accompli de la reconstitution du parti socialiste. Pour limiter les inconvénients de cette reconstitution et le risque du fractionnement en partis, de la résistance française, Libération a négocié un accord avec le Nouveau Comité d'action socialiste.[1437] »

En fait, comme on le lit ici, ce n'est pas tant le Parti socialiste spécifiquement qui est l'objet de l'hostilité de d'Astier que la reconstitution en soi des partis politiques. Ce qui est redouté, notamment, c'est un fractionnement partisan de la résistance qui non seulement la fragiliserait, mais ressusciterait des pratiques politiques, et mêmes politiciennes, réprouvées. C'est en tout cas le motif pour lequel, en octobre 1941, d'Astier refuse la demande du CAS d'imprimer pour son compte des tracts socialistes.

> « Je refusais, indiquant qu'une acceptation nous entraînerait à rendre le même service à des membres de Libération représentant d'autres tendances et d'autres partis, et que nous serions ainsi conduits à ressusciter au sein de la résistance les divergences partisanes et le classement en partis. Cette lutte politique qui risquait de transformer Libération en usine électorale, était d'ailleurs contraire aux vœux des militants.[1438] »

L'évocation réprobatrice des « divergences partisanes », de la « lutte politique », des « usines électorales », vise clairement à disqualifier des partis politiques pensés comme sources de fractures et de divisions. Ainsi, en creux, elle participe de la construction d'une certaine représentation de la résistance comme unifiée. Mais implicitement, le propos de d'Astier traduit aussi la crainte que peuvent avoir les dirigeants de la résistance de perdre le contrôle sur les formations clandestines en les ouvrant à des batailles politiques qu'ils ne peuvent maitriser.

[1437] Rapport AX.03 [d'Astier], « Relations avec les formations sociales et politiques », 12 octobre 1942, BCRA, AN, 3 AG 2/378.
[1438] Rapport Bernard [d'Astier], « Remarques préliminaires », non daté (probablement fin 1942), AN, 72 AJ/410.

Comme on le voit en tout cas, en dépit de l'accord qui les lie et dans lequel l'un et l'autre ont d'abord trouvé leur compte, les relations entre Libération et le CAS sont d'emblée empreintes de désaccords. Ceux-ci se durcissent à mesure que chacune des structures se renforce et se spécifie et que, surtout, les enjeux de pouvoir (auxquels pourtant ils ne se réduisent pas) deviennent de plus en plus prégnants dans l'espace de la Résistance.

Au fond, ces conflits sont surtout l'expression des différences de positionnement, de pratiques et en définitive de conception de leur action dans la mobilisation résistante qui sont respectivement celles des dirigeants d'un mouvement et des responsables d'un parti politique. Tandis que ces derniers, passés la phase d'effondrement consécutive à la débâcle, *tendent* à réactiver dans leur engagement des manières de penser et d'agir se rapportant aux règles et routines du jeu politique traditionnel (préparer la transition politique, penser les réformes institutionnelles, concevoir un programme, assurer la représentation des différentes forces politiques, etc.), les pionniers des mouvements n'ont pas d'abord pensé leur action en termes proprement politiques. Leur engagement résistant est dans un premier temps le résultat d'une réaction *morale* à la défaite[1439]. Il se politise peu à peu, à mesure notamment que commence à se poser la question de l'après-guerre. Face à ce nouveau problème, le succès des entreprises contestataires qu'ont initié et que dirigent les responsables de mouvements les fondent à se penser comme les détenteurs d'une légitimité politique nouvelle qui les habilite à jouer un rôle actif dans la reconstruction politique du pays. Les conflits entre les mouvements et les partis politiques sont ainsi l'expression de l'affrontement de deux logiques et de deux principes de légitimité politique concurrentes pour l'accès aux postes de pouvoir dans la France libérée. C'est à une « lutte pour le *principe légitime de légitimation*[1440] » dont l'enjeu est *in fine* la domination dans le champ politique futur que l'on a ici affaire.

2.4. Se revendiquer d'une élite nouvelle

Face aux partis politiques, qui peuvent justifier leurs prétentions à contribuer à la reconstruction politique après la guerre par le rôle essentiel qui leur est traditionnellement dévolu dans un régime démocratique ou par le fait qu'ils sont représentatifs de la variété des secteurs de l'opinion, c'est-à-dire par la revendication d'une légitimité proprement politique, les mouvements de résistance revendiquent un autre principe de légitimité : une légitimité

[1439] Cf. *supra*, chapitre 4, « Devenir résistant ».
[1440] Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 376.

résistante qu'ils s'efforcent de convertir en légitimité politique. Il s'agit pour les dirigeants des mouvements de faire du capital moral qu'ils ont acquis dans et par leur engagement résistant le fondement d'un capital politique alternatif qui les légitiment à exercer des fonctions politiques. Plus que cela même, il s'agit pour eux de faire de la participation active à la Résistance une condition de la participation au jeu politique. Ainsi la revendication par les chefs de mouvements d'une légitimité politique spécifique est également la contestation directe de la légitimité politique partisane[1441]. Ceux-ci se revendiquent d'une élite nouvelle, forgée dans le combat clandestin, à laquelle il revient de se substituer aux élites politiques anciennes ayant failli, pour régénérer le champ politique[1442].

À partir de 1942 surtout, les mouvements élaborent tout un discours visant à imposer la légitimité sociale du capital moral qu'ils revendiquent de leur action contestataire. C'est ainsi qu'on voit apparaître dans la presse clandestine une thématique visant d'abord à faire la démonstration de ce que l'honneur de la France a été sauvé par l'action de la Résistance. Emmanuel d'Astier et Libération participent activement à ce phénomène. Ainsi dès le 1er mars 1942, dans un article consacré aux espoirs que peut susciter l'évolution internationale de la guerre, le journal *Libération* insiste sur le sursaut moral qui est au fondement de l'action du mouvement.

> « **Libération** n'est point née d'un jugement sur les réalités internationales plus adroit ou plus intelligent que celui de ces Messieurs de Vichy, mais d'une révolte de notre conscience contre le déshonneur que l'on imposait à la France. Nous nous sommes réunis, nous avons élevé notre voix au moment où tout semblait perdu, où la victoire allemande apparaissait probable ; même dans ces conditions, nous placions l'honneur de la France au-dessus de son intérêt temporel du moment ; nous nous refusions à nous incliner devant un système politico-philosophique qui foulait aux pieds toutes les valeurs auxquelles nous croyons, toutes les affirmations morales qui caractérisent notre civilisation occidentale. Nous étions pour la résistance même quand à des vues humaines elle paraissait sans espoir, parce que pour nous la justice, même écrasée par les hommes,

[1441] C'est d'ailleurs presque un lieu commun du fonctionnement du champ politique que les nouveaux entrants, lorsqu'ils tentent de pénétrer l'espace politique, s'efforcent à la fois d'imposer la légitimité de leurs propres propriétés sociales et de discréditer celles du personnel politique installé (cf. Michel Offerlé, « Professions et profession politique », *in* Michel Offerlé (dir.), *La Profession politique. XIXe et XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, pp. 7-35, pp. 24-31).

[1442] Il ne faut pas négliger, pour saisir ce qui se joue, l'ampleur du discrédit des partis politiques dans l'opinion française. Symbole d'une IIIe République en crise depuis plus de dix ans, les partis sont presque unanimement (des pétainistes aux communistes en passant par le général de Gaulle) tenus pour responsables de la défaite.

> reste la réalité suprême, et que la vérité, même enterrée dans son puits, reste quand même la vérité.[1443] »

Dans ces lignes, on voit qu'est valorisé tout un registre éthique de l'action contestataire. Les notions de « conscience », d'« honneur », de « justice », de « vérité » sont opposés aux notions d'« intérêt temporel » et, sans que les termes soit cités, de réalisme ou de raison. Le geste résistant originel est pensé comme un geste gratuit. Il est le résultat d'un réflexe moral authentique indifférent à toute idée de calcul.

À partir de novembre 1942, dans un contexte où le rapport de force international bascule nettement en faveur des Alliés et où, après le débarquement en Afrique du Nord, les reclassements sont nombreux notamment dans les milieux vichyssois, *Libération* développe de façon plus claire encore cette thématique.

> « Les patriotes qui, depuis Juillet 1940, s'organisent dans la Résistance Française sous le vocable ″LIBÉRATION″ n'ont pas fait un choix d'opportunité basé sur la victoire escomptée des Britanniques. Si, en Septembre 1940, la Grande-Bretagne avait succombé, si le National-Socialisme victorieux, avait établi sa domination absolue sur l'Europe et peut-être sur le Monde, LIBÉRATION, dans ce malheur n'aurait trouvé que plus de courage pour lutter contre l'oppression. Nous proclamons qu'à aucun moment, l'intérêt ″réaliste″ de la France n'a pu être d'accepter la défaite pour acheter la clémence du vainqueur, ni de collaborer à l'asservissement pour en adoucir les rigueurs. […] Combattants de la première heure, nous revendiquerons l'honneur d'être la conscience d'une France renaissante à sa mission mondiale. Jamais – nous en faisons le serment – nous ne laisserons s'effacer, tout le long du difficile chemin de la Victoire à la Paix, l'image sacrée de notre RÉPUBLIQUE RÉELLEMENT LIBÉRÉE. [1444] »

Ici, le journal dénonce explicitement l'« opportunisme » consistant à entrer dans la lutte dès lors que les chances de victoire paraissent sérieuses. C'est pour mieux souligner, par contraste, le « courage » des « combattants de la première heure » qui n'ont écouté que leur conscience pour, dès « Juillet 1940 », « lutter contre l'oppression ». De nouveau est ainsi mise en exergue la haute valeur morale de l'engagement pionnier. Mais ce qui est le plus intéressant dans cet extrait, ce sont les conséquences qui en sont tirées. Pour les rédacteurs de

[1443] « Échecs passagers, certitudes croissantes », *Libération*, n° 8, 1er mars 1942.
[1444] « À tous les Français ! », *Libération*, n° 22, 10 janvier 1943.

Libération, le capital moral qu'ils ont acquis dans la lutte confère aux résistants un rôle spécifique, qu'ils sont les seuls à pouvoir tenir, celui d'être la « conscience d'une France renaissante ». Or on imagine que des prérogatives, des droits sont attachés à cet « honneur » revendiqué. Par cette rhétorique, Libération fait des résistants l'élite morale ayant sauvé l'« âme » de la Nation.

> « En deux ans la France a failli payer une ambition sénile, de son honneur et de son âme. La parole au Peuple Français. C'EST CETTE ÂME, C'EST CET HONNEUR QUE NOUS, LES MOUVEMENTS DE LA RÉSISTANCE FRANÇAISE, NOUS REVENDIQUONS D'AVOIR PRÉSERVÉ ; C'EST LÀ L'ESSENTIEL QUE NOUS PRÉTENDONS AVOIR SAUVÉ.[1445] »

Ce don de soi désintéressé des résistants, leur sens du sacrifice national fonde au final leur légitimité à être les artisans de la reconstruction de la France libérée.

> « Amis de Libération – de la Libération – hommes des Mouvements Unis, votre heure va sonner. Vous ne vous êtes pas contentés de la parole et de l'écrit. Sans attendre un quelconque Jour ″J″ vous êtes passés à l'action, vous avez participé à la guerre, alors que trop d'hommes doutaient de cette action, niaient cette participation. Amis de Libération – hommes des MUR, qui avez vos tués, vos blessés, vos prisonniers, vos évadés, vos torturés, quand la victoire sera là vous garderez votre place dans l'action, vous garderez votre voix. Le peuple qui vous a connu dans les mauvais jours, vous reconnaitra dans les bons.[1446] »

Les deux dernières phrases de l'extrait cité sont particulièrement intéressantes. D'abord est affirmé le droit des résistants, en tant qu'ils forment une « élite du courage[1447] » s'étant distinguée par son engagement, de continuer à intervenir dans l'espace public : « vous garderez votre place dans l'action, vous garderez votre voix » dit *Libération*. Ensuite est affirmée la dimension et le fondement *populaires* de cette légitimité à prendre la parole. C'est en effet le « peuple » qui « reconnaît » les résistants comme une espèce d'avant-garde agissante de la Nation. De cette façon, les résistants sont représentatifs du peuple. S'esquisse

[1445] « La France reprend sa place au combat », *Libération*, n° 19, 15 novembre 1942.

[1446] « Mise au point », *Libération*, n° 38, 30 octobre 1943.

[1447] L'expression « élite du courage » est notamment employée par Philippe Viannay, fondateur du mouvement Défense de la France : « La France dispose d'une élite du courage qui s'est spontanément révélée et qui est prête à s'engager à nouveau. (Philippe Viannay, *Du bon usage de la France*, Paris, Ramsay, 1988, p. 153) »

là, bien que l'article ne traite pas de la question de la place des partis politiques dans la Résistance, les contours d'une légitimité politique spécifique pouvant être opposée à la légitimité et la représentativité dont peuvent se réclamer les formations partisanes.

Or celles-ci sont effectivement mises en cause par les chefs de la Résistance. Si le journal *Libération* n'est pas à la pointe de la dénonciation publique des partis[1448], comme peut l'être par exemple *Combat*[1449], dans plusieurs textes Emmanuel d'Astier récuse leur légitimité à jouer un rôle politique à la Libération. Il s'appuie pour cela sur un double argumentaire[1450]. D'une part, les partis et le personnel politiques de la III^e^ République participent (avec l'armée et la bourgeoisie) des élites défaillantes qui ont conduit au désastre national de juin 1940. Par leur « incapacité à mettre un terme à l'instabilité ministérielle, aux crises financières, aux scandales financiers[1451] », leur « impuissance à assainir les mœurs électorales[1452] », ils ont failli à leur mission de conduire la Nation. Ils portent ainsi une part de responsabilité dans la défaite. D'autre part, après celle-ci, ils ont abandonné le pays à Pétain et se sont révélés incapables d'amorcer une dynamique de résistance à l'occupation, abandonnant à de simples « citoyens » la responsabilité d'initier l'action contestataire.

> « Ainsi, trop fréquemment – et dans toutes les tendances – on pouvait constater que l'intérêt même des partis suscitait plus de passion que l'intérêt de la patrie et les grands intérêts de l'homme… ou parfois même le dominait. En somme, il fallut que la tâche de susciter ou de créer la Résistance incombât, d'août 1940 à août 1941 à des citoyens pour la plupart apolitiques, ou n'ayant jamais milité dans des postes importants au sein des partis.[1453] »

[1448] Ce qui n'empêche pas que l'on puisse lire dans ses colonnes : « Il y a ceux qui rêvent de faire la Résistance au sein des anciens partis, de relever les anciennes formations : vivants anachronismes, ceux-là sont dépassés car le peuple de France ne se soulève pas seulement pour retrouver de tels vestiges. (« Il y a… », *Libération*, n° 9, 20 mars 1942) »

[1449] On peut par exemple lire dans *Combat* en décembre 1942 : « Le passé est mort. Les Nationaux ont trahi la France. Aux Radicaux qui ont eut le pouvoir et aux Communistes qui ont refusé de le prendre en 1936, nous disons : péché d'omission est aussi grave que péché d'action. Les Socialistes ont trahi le Socialisme. Les hommes d'hier avaient le pouvoir en juin 1940. Ils ont abdiqué devant l'ennemi et laissé assassiné la République. (cité dans Henri Michel, *Les Courants de pensée de la Résistance*, *op. cit*., p. 354) »

[1450] Ce double argumentaire est assez représentatif des propos tenus par ses homologues.

[1451] Emmanuel d'Astier, « Rapport général sur la situation relative des Partis et des Mouvements de Résistance, sur le rôle actuel de la Résistance et l'incidence des élections », décembre 1944-janvier 1945, AN, 72 AJ/408.
Ce rapport, écrit fin 1944-début 1945, est postérieur aux événements. Nous l'utilisons parce qu'il recoupe fidèlement les propos tenus ailleurs mais moins aisés à citer (cf. en particulier Rapport Bernard [d'Astier], « Remarques préliminaires », non daté (probablement fin 1942), AN, 72 AJ/410).

[1452] *Ibid*.

[1453] *Ibid*.

Les partis sont donc doublement disqualifiés. À l'inverse, leur engagement pionnier légitime pleinement selon eux les chefs de la Résistance à occuper les postes de commandement au sein des institutions clandestines et à être les artisans de la reconstruction nationale.

Selon cette logique, d'Astier, Frenay et Lévy désapprouvent à l'automne 1942 le projet des socialistes de créer un Comité exécutif de la Résistance française. De même, à la même période, ils repoussent les demandes des responsables du CAS d'obtenir un siège au Comité de coordination puis refusent de la même manière, début 1943, leur demande d'entrer au Comité directeur des MUR[1454]. Dans ces conditions, on comprend que le projet de CNR est mal accueilli.

2.5. Le rejet du CNR et l'affirmation d'un fondement résistant de la légitimité politique

Jean Moulin se rallie au projet de former un Conseil politique de la Résistance à la mi-décembre 1942. Son idée est de créer un organisme représentatif de l'ensemble des forces luttant contre l'occupant et plus largement de la communauté nationale. L'objectif poursuivi est à la fois de fournir au général de Gaulle une caution démocratique vis-à-vis des alliés et d'unifier une résistance intérieure fracturée (et sur laquelle pèse le risque qu'elle se fracture encore davantage). Il s'agit notamment de contrer l'ambition des chefs de mouvements, en particulier d'Astier et Frenay, de faire du Comité de coordination une « espèce de gouvernement provisoire à forme de Directoire ». Moulin écrit ainsi dans son rapport de décembre 1942 :

> « Malgré tout l'intérêt et tout le dynamisme que représentent les [*mot manquant*] qu'il coordonne, il ne peut être question de donner au Comité de Coordination ce caractère universel que Nef [Frenay] et Bernard [d'Astier] paraissaient vouloir lui attribuer et qui l'aurait habilité à ″coiffer″ toute la résistance française. Les mouvements de résistance, aussi forts soient-ils, ne sont pas toute la résistance. Il y a des forces morales, des forces syndicalistes, des forces politiques qui se sont maintenues en dehors des mouvements,

[1454] En butte à cette hostilité, Daniel Mayer, le secrétaire général du CAS, écrit à Pierre Brossolette en janvier 1943 : « Le gros problème qui nous préoccupe aujourd'hui est celui de nos relations avec les organisations de Résistance. Les dirigeants nationaux de celles-ci s'imaginent que les partis politiques sont morts et ne se relèveront d'aucune manière ; ils s'imaginent, à tort, qu'ils sont le Parti Unique de demain (sorte de fascisme de gauche, ou en tout cas de Résistance) et ils ont fait leur tardive réconciliation sur le dos des partis politiques. (Lettre de Daniel Mayer à Pierre Brossolette, 13 janvier 1943, citée dans Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., p. 244) »

> mais qui doivent jouer et joueront un rôle dans la libération du pays et dans la mise en place de ses nouvelles institutions. Il n'est pas douteux, par ailleurs, que la constitution du comité de coordination et surtout l'interprétation donnée à cette constitution par Bernard et Nef au début, n'ont pas manqué de soulever quelques réticences dans ces milieux qui y voyaient une espèce de gouvernement provisoire à forme de Directoire. C'est dans ces conditions que je me suis permis de préciser les missions et les limites du C.C. [Comité de coordination] divers groupements et organismes tels que le Comité d'Action Socialiste, l'ex CGT, le Comité des Experts, etc… […] Si l'on admet le caractère par limité de la mission du C.C. on est fatalement appelé à concevoir une représentation étendue des activités françaises de la résistance, ainsi que le souhaitent de nombreux milieux politiques, notamment le Comité d'action socialiste.[1455] »

À compter de ce moment, Moulin mène durant deux mois toute une série de consultations afin de formaliser son projet. Si les syndicats et partis pressentis pour siéger donnent vite leur accord de principe, Moulin rencontre en revanche l'opposition systématique des chefs de mouvements des deux zones, et ce en dépit de l'assurance qu'il leur donne qu'ils garderont le contrôle effectif de l'action clandestine[1456]. La représentation des partis politiques au sein du Conseil – en particulier des partis de droite, la présence du PCF, du CAS mais aussi des démocrates-chrétiens étant, du fait de leur engagement réel dans la résistance, assez rapidement admise – constitue bien évidemment le point d'achoppement.

En zone Sud, dans un contexte marqué par des tensions déjà vives du fait de la mise en place de l'Armée secrète et de la fusion des mouvements dans les MUR, le projet de Moulin crée une fracture durable entre ce dernier et les chefs. Ceux-ci continuent de s'opposer au projet même après que Jean Moulin, présent à Londres du 14 février au 22 mars 1943, a reçu du général de Gaulle la mission formelle de créer le « Conseil de la Résistance » conçu comme « l'embryon d'une représentation nationale réduite[1457] ». En avril 1943, dans un « Mémorandum » où il attaque durement la politique générale de Jean Moulin à l'égard des mouvements, Emmanuel d'Astier résume les raisons de son hostilité à la formation du Conseil.

> « Au sein des groupes, une grande part des militants était hostile à la reconstitution des

[1455] Rapport de Jean Moulin, décembre 1942, AN, 72 AJ/233.

[1456] Moulin précise en effet dans son rapport que le Conseil politique « devra se tenir en dehors de l'action, celle-ci étant l'affaire des mouvements de résistance (*Ibid*.) ». Daniel Cordier note qu'il ne transigera jamais sur ce point (Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*. p. 260).

[1457] Nouvelles instructions à Rex [Moulin], 21 février 1943, AN, 72 AJ/409.

> partis politiques, l'autre part la croyait inévitable et jugeait bon de la canaliser dans le Gaullisme. […] Il est inconcevable que les partis à peine tirés d'un discrédit total, dont on ne peut pas présumer à l'heure actuelle de la valeur aux yeux de l'opinion publique, et qui n'ont participé d'aucune manière à la résistance, s'efforcent de créer artificiellement une résistance cristallisée autour de leur ancienne structure et avec leurs vieux cadres. En outre, les Mouvements qui ont mis sur pied la résistance et qui ont en charge l'exécutif, ne sauraient admettre, que pour apaiser la soif de considération et de pouvoirs futurs des anciens cadres des partis, on crée un Superexécutif, où les militants de la résistance seraient en minorité et grâce [auquel] les formations partisanes reprendraient les leviers de commande.[1458] »

Ce texte confirme que c'est bien la représentation des partis politiques au sein de l'organisme qui est contesté. Deux motifs centraux sont avancés. Le premier est qu'ayant été discrédités par la défaite, les partis ne peuvent assurer qu'ils sont reconnus par les Français. Le second est qu'ils n'ont pas pris part à la résistance. Ils sont ainsi doublement disqualifiés. Face à eux, les Mouvements peuvent en revanche se prévaloir d'une double légitimité : une légitimité proprement résistante d'abord, puisque ce sont eux qui ont « mis sur pied la résistance » ; une légitimité populaire ensuite, parce qu'aux yeux de d'Astier la résistance est reconnue par la population. En définitive, c'est bien la question du pouvoir politique – dans l'immédiat comme dans le futur – qui apparaît ici prédominante. Le contrôle des « leviers de commande », d'où doivent découler les « pouvoirs futurs », est en effet tout l'enjeu de la création du CNR. Or il s'agit pour d'Astier d'en écarter les partis politiques au profit des Mouvements, qui ont seule la légitimité. Au fond, ce conflit n'est autre qu'une expression de la compétition proprement politique entre deux forces concurrentes revendiquant leur droit légitime à contribuer à la recomposition du champ politique. Dans cette lutte politique, d'Astier ne se positionne pas seulement comme un chef de la Résistance, mais bien aussi comme un acteur politique dans la perspective de la Libération.

Pour d'Astier – et c'est une position partagée unanimement ou presque au sein des mouvements de résistance – l'engagement résistant, en tant qu'il est une forme ultime du service patriotique, est donc la source d'une légitimité politique spécifique qui fonde les résistants à jouer un rôle politique actif à la Libération[1459]. À l'inverse, sa responsabilité dans

[1458] Emmanuel d'Astier, « Mémorandum. Partis politiques. Positions Rex. Résistance », avril 1943, AN, 72 AJ/410.

[1459] Comme l'écrit Alban Vistel, les « militants des mouvements sont trop conscients d'avoir marché les premiers dans le désert ; pour la grande majorité d'entre eux, le baptême politique a été administré par la

la défaite délégitime le personnel politique de la III[e] République. Celui-ci ne peut plus prétendre représenter authentiquement la Nation. Pour d'Astier, comme il l'exprime dans sa réponse au questionnaire du Comité général d'études (CGE) sur la question de la transition politique à la Libération, il est ainsi hors de question pour assurer la transition politique de convoquer à la Libération les corps élus avant 1939 (et en particulier le Parlement) car ceux-ci, en votant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en juin 1940, ont directement participé à la dissolution de la République et, par conséquent, à l'effondrement national. De ce fait, ils ne sont plus représentatifs de la population.

> « Le Gouvernement de la Libération Nationale aura un caractère de Comité de Salut Public. Sa mission sera de faire participer la France à la victoire des Nations Unies et de restaurer les libertés ; les prisonniers étant libérés, il aura à convoquer l'Assemblée Populaire qui décidera des futures institutions politiques. Le Gouvernement de la Libération Nationale assumera toutes les responsabilités, son caractère représentatif étant affirmé par sa composition : union sacrée des républicains patriotes devant l'ennemi et ses collaborateurs français ; plus précisément, il sera composé de personnalités appartenant aux Groupements de Résistance et partis politiques ayant donné leur adhésion à la déclaration du Général de Gaulle de 1942. Le Gouvernement de la Libération Nationale prendra position dès sa constitution et dans sa première proclamation sur son caractère de Comité de Salut Public qui lui fera assumer les pleins pouvoirs jusqu'à la constitution d'une convention nationale élue au suffrage universel par scrutin départemental proportionnel ou majoritaire avec ballottage, après le retour des prisonniers ; auparavant il n'y aura aucune élection. Nous écartons le projet d'un corps consultatif en raison de l'impossibilité de trouver, dans ce qui restera des corps élus avant 1939, même après épuration, une représentation authentique de la France d'aujourd'hui. Nous estimons que la légitimité du Gouvernement de la Libération Nationale lui sera donnée par l'adhésion, déjà acquise, des groupements de Résistance, des syndicats ouvriers, et des partis républicains. Nous estimons qu'il ne saurait être question de redonner l'existence au Parlement qui décréta à Vichy, en Juillet 1940, sa déchéance. Nous repoussons également une application de la loi Treveneuc[1460] considérant que les anciens États-Généraux n'ont pas un caractère représentatif de la France actuelle.[1461] »

Résistance et ils espèrent conserver une primauté chèrement acquise « Alban Vistel, *La Nuit sans ombres*, *op. cit.*, p. 395) ».

[1460] La loi Treveneuc prévoit qu'en cas d'impossibilité de réunir l'Assemblée nationale, les Conseils généraux se réunissent pour s'y substituer.

[1461] Réponse de Libération au questionnaire n° 1 du Comité des experts, 10 février 1943, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

Dans une perspective très gaullienne, d'Astier soutient que l'autorité politique doit être détenue par un Gouvernement de la Libération Nationale émanant de la résistance à l'ennemi et donc incarnant les intérêts nationaux. Ce Gouvernement doit être constitué de personnalités issues des mouvements de résistance et des partis politiques ayant *effectivement* participé à la Résistance. Opposé à la légitimité du suffrage universel exprimé avant la guerre, s'affirme là un autre principe de légitimité politique et de représentativité nationale : la participation à lutte de libération nationale. Du fait même de leur action, les résistants sont légitimes pour représenter la Nation et assurer la transition politique. Or on devine que dans son esprit les chefs, parce qu'ils dirigent cette action et qu'ils sont investis du pouvoir de *représenter* leurs camarades de combat, parce qu'ils sont (ou se pensent) en quelque sorte les dépositaires de leurs aspirations, sont les plus qualifiés pour cela.

2.6. L'insurrection populaire contre la fonctionnarisation

La bataille pour la création du CNR s'inscrit dans un contexte plus large qui voit d'Astier et ses homologues des MUR se heurter de plus en plus durement à Jean Moulin. La cause de ce conflit, qu'il ne s'agit pas ici de détailler, tient essentiellement au fait qu'au cours de son processus d'unification, la subordination de la Résistance au général de Gaulle s'accroît. Les chefs, singulièrement en zone Sud, ont ainsi le sentiment d'être dépossédés des instruments collectifs qu'ils ont créés, d'être désaisis de leur pouvoir et de leur autorité. L'Armée secrète, par exemple, échappe à leur contrôle du fait qu'elle dépend directement du CNF via le commandement du général Delestraint. Les conflits qui opposent Moulin aux chefs des MUR durant tout le premier semestre 1943 ont ainsi pour enjeu la nature du rapport hiérarchique de ces derniers à l'égard du général de Gaulle. Contestant un lien de subordination stricte, ne se concevant pas comme les soldats d'une armée mais comme des citoyens en lutte, les chefs revendiquent un degré d'indépendance, en particulier sur le plan politique. C'est pourquoi ils défendent avec acharnement le principe de la « primauté du politique sur le militaire[1462] ». Jean Moulin, qui est l'artisan en métropole de la subordination de la résistance à l'autorité centralisée du général de Gaulle, est alors l'objet direct de la contestation des chefs. Ce qui est intéressant pour notre propos – et c'est ce que nous allons voir – ce sont les arguments avancés par Emmanuel d'Astier pour attaquer Moulin. Ceux-ci sont l'expression d'une

[1462] Compte-rendu du CD des MUR, 12-13 avril 1943, cité dans Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit.*, p. 427.

représentation *insurrectionnelle* de l'action résistante qui dès cette période et jusqu'après la Libération, n'aura de cesse de s'affronter à la logique étatiste porté par le général de Gaulle.

Les critiques que d'Astier formule à l'adresse de Jean Moulin se résument en un mot : la « fonctionnarisation » de la Résistance. Ce terme est employé notamment dans une lettre au général de Gaulle co-écrite avec Jean-Pierre Lévy. Dans cette lettre, qui vise précisément l'action de Moulin, les deux commissaires des MUR dénoncent le « danger que [fait] courir à la Résistance et à son développement l'instauration d'un système qui aboutirait à la fonctionnarisation et à la stérilisation des Mouvements. Nous vous [demandons] que vos Agents ou vos Services Centraux ne constituent pas un écran impénétrable entre vous et nous et, qu'au contraire, un Représentant de la Résistance soit accrédité auprès de vous.[1463] » Ces quelques lignes synthétisent les griefs des dirigeants des MUR à l'égard de Moulin, qu'ils suspectent de mener une politique personnelle sans voir, semble-t-il, que son action est en fait parfaitement fidèle aux intentions du général de Gaulle[1464].

D'Astier développe ces critiques dans son « Mémorandum » d'avril 1943. Dans ce texte rédigé à l'intention de De Gaulle, il reproche à Moulin la mise sous tutelle des mouvements. Il dénonce le fait d'une part que les mouvements soient réduits à ne constituer qu'une simple force exécutive à l'intérieur de l'appareil gaulliste, d'autre part que les dirigeants de la Résistance soient *de facto* mis à l'écart du processus décisionnel. Or ces derniers ne se conçoivent en aucune manière comme des subalternes ou de simples exécutants de plans élaborés au-dessus et en-dehors d'eux. Ils revendiquent au contraire un rôle de direction des organismes dont par ailleurs ils revendiquent la paternité et donc, en un sens, la propriété. À cet égard, les conclusions du « Mémorandum » sont particulièrement instructives puisqu'elles constituent une revendication formelle de l'autonomie à la fois politique et organisationnelle des MUR. Non seulement ceux-ci rejettent l'autorité hiérarchique de Moulin, mais ils réclament l'établissement d'un contact direct et permanent avec le général de Gaulle, ce qui apparaît comme une manière de contester une position subordonnée en se positionnant davantage comme des partenaires.

[1463] Lettre de Bernard [d'Astier] et Lenoir [Lévy] au général de Gaulle, 19 mai 1943, AN, 72 AJ/1903.

[1464] Dans un rapport daté du 10 juillet 1943, Frenay reproche lui aussi à Jean Moulin de s'intercaler entre les chefs de mouvements et le général de Gaulle : « Jamais de Londres on ne s'adressa aux mouvements directement, mais seulement sous forme de consignes données à ce représentant et qui se traduisaient en définitive par des ordres. Au lieu d'être associés, nous étions subordonnés et traités en enfants mineurs qu'un tuteur guide dans leur action sans cependant leur révéler le fond de sa pensée. (Frenay cité dans Colonel Passy, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, *op. cit*. , p. 769) »

« Il [Moulin] ne peut, en aucune manière, se substituer à eux [les dirigeants de la Résistance] dans l'exécutif, ni même leur imposer des modes d'action, des structures ou des directions politiques incompatibles avec les possibilités de l'outil qu'ils ont créé ou avec les aspirations de la masse française. Depuis novembre 1942, l'essentiel du travail de Rex a consisté à créer en marge de la résistance, des secteurs d'activité jusqu'alors compris dans la résistance qu'il a pris sous sa coupe personnelle. Ces services étaient montés par les seuls éléments fournis par la résistance et ont échappé peu à peu au contrôle du Comité de coordination. En général, si Rex trouve tout naturel de connaître toutes nos activités et l'exige, il ne se plie en aucune manière à la réciproque et poursuit un nombre d'activités multiples qu'il tient secrètes et qui concurrencent exactement les nôtres. […] En général, Rex, qui a peu de moyens et qui n'a pas pu assurer sa suppléance et se constituer un état-major, a tendance à centraliser à son profit une grande partie des activités des Mouvements unis et à créer des super services dont il a le seul contrôle et pour lesquels il demande à Londres, sans nous en aviser, des gens plus ou moins compétents. […]

1. Les Mouvements unis et, en général, la résistance organisée, désirent s'affirmer, s'organiser, se diriger eux-mêmes.

2. Les Mouvements unis souhaitent recevoir des directives du général de Gaulle, leur chef, mais leurs troupes et leurs activités ne peuvent être mises entre les mains de fonctionnaires n'ayant une connaissance qu'épisodique ou abstraite des possibilités de la masse résistante ; de fonctionnaires qui décideraient sa structure et l'amputeraient d'éléments essentiels et qui feraient, sous prétexte qu'ils représentent le Comité national, une politique autoritaire personnelle.

3. […] Les Mouvements unis désirent connaître toutes les activités de Rex [Moulin] concernant la France métropolitaine, comme ils lui révèlent toutes leurs activités pour les confronter et les coordonner. Les Mouvements unis désirent connaître ses moyens comme ils lui indiquent les leurs, pour les confronter et les coordonner. Les Mouvements unis ne peuvent se remettre entre ses mains.

4. Les Mouvements unis demandent que l'Armée secrète – commandée par un officier général désigné par le général de Gaulle – soit contrôlée par le Comité de coordination, qui aura toujours et sous toutes les formes, certaines directives à donner en ce qui concerne sa structure, son organisation et son emploi, dans la mesure où cet emploi se rapporte à la résistance et intéresse la politique […].

7. Les Mouvements unis […] demandent qu'un accord de principe intervienne pour la nomination d'un représentant de la résistance à Londres. Ce représentant, désigné par les

> Mouvements, et agréé par les FFC, serait en permanence à Londres, serait entendu au Comité national pour les questions concernant la résistance ; il aurait à collaborer avec les différents services à tous les travaux concernant la résistance.[1465] »

Dans ce texte, la dénonciation de l'emprise de Jean Moulin sur les MUR est très claire[1466]. Le fait intéressant est que d'Astier insiste sur les moyens, que l'on peut qualifier de « bureaucratiques », par lesquels celui-ci parvient à s'arroger le pouvoir sur la Résistance. C'est en effet, dit d'Astier, en « centralisant » les secteurs d'activité et en les plaçant « sous sa coupe personnelle » que Moulin soustrait ceux-ci au « contrôle » des chefs. Autrement dit, c'est par le développement d'une structure administrative tenue en mains par des « fonctionnaires » venus de l'extérieur des mouvements qu'il parvient à les dominer.

Cette insistance sur le caractère « bureaucratique » ou « fonctionnariste » du pouvoir de Moulin – lequel renvoie à l'idée d'un ordre hiérarchique strict, objectivé et dépersonnalisé – est à mettre en balance avec les notions de « masse française » et de « masse résistante » qu'évoque par ailleurs d'Astier. Il suggère une opposition fondamentale entre le pouvoir de Moulin et de ses fonctionnaires – imposé de l'extérieur – et l'autorité des responsables des MUR – provenant des masses. En effet, lorsqu'il refuse que Moulin leur impose des « modes d'action, des structures ou des directions politiques incompatibles avec […] les aspirations de la *masse française* », lorsqu'il refuse que « leurs troupes et leurs activités [soient] mises entre les mains de fonctionnaires n'ayant une connaissance qu'épisodique ou abstraite des possibilités de la *masse résistante* », d'Astier ne suppose pas seulement que Moulin et ses fonctionnaires sont coupés de ces masses, qu'ils y sont étrangers. Il suggère que les chefs des mouvements en sont au contraire l'émanation, l'expression. D'Astier revendique ainsi pour les dirigeants de la Résistance une légitimité populaire. Eux peuvent, à l'inverse de Moulin, exprimer les « aspirations de la masse française » parce qu'ils incarnent cette masse. Eux, à l'inverse des « fonctionnaires » de la France libre, connaissent les « possibilités de la masse résistante » car ils en sont les mandataires.

D'Astier élabore là un discours proprement politique qui vise à imposer une certaine représentation des mouvements de résistance. Il n'est pas le seul au sein de la Résistance intérieure. C'est au contraire un mouvement assez général, qui a plusieurs ressorts. Le premier tient à l'incompréhension qui souvent survient au fil de leurs interactions entre d'une part les

[1465] Emmanuel d'Astier, « Mémorandum. Partis politiques. Positions Rex. Résistance », avril 1943, AN, 72 AJ/410.

[1466] Cette emprise que les responsables des MUR ressentent est en fait une manifestation de l'extension de la détention par le général de Gaulle de l'autorité résistante légitime.

résistants de l'intérieur, d'autre part les agents de la France libre. C'est que si les seconds sont soit des militaires, soit des chargés de mission du commissariat à l'Intérieur entrainés à respecter des règles précises, à suivre des instructions, à obéir à une hiérarchie à qui ils doivent rendre des compte, les premiers sont quant à eux des engagés volontaires qui n'ont jamais quitté le sol national, qui peuvent remettre en cause l'autorité des chefs[1467] et qui, surtout, bricolent les modalités de leur action contestataire au fil de la mobilisation résistante. Les logiques d'action qui procèdent de ses univers de référence et de ses conditions de vie distincts sont radicalement différentes. Aussi il en résulte des différences radicales de conception de l'action résistante (moins militarisée et strictement disciplinée s'agissant des résistants des mouvements), qui nourrissent une incompréhension réciproque et un certain nombre de conflits[1468].

Une illustration de deux conceptions de l'action résistante

Dans son travail sur le mouvement Libération, Laurent Douzou cite plusieurs courriers de Paul Schmidt, l'officier de liaison du BCRA auprès de Libération, qui sont très représentatifs du décalage de perception et de conception de l'action résistante entre les agents de la France libre et les résistants de l'intérieur. En « représentant d'une structure militaire […] prenant appui sur les conceptions qui lui ont été inculquées avant son départ en mission[1469] », Schmidt ne cesse en particulier de déplorer que les directives qui lui sont transmises par sa hiérarchie et qu'il communique au mouvement ne soient pas scrupuleusement appliquées. Par exemple, il regrette que le cloisonnement entre les activités militaires et civiles ne soient pas réalisé, s'étonne que quelques hommes « [fassent] tout : diffusion, opération, recrutement, instruction technique, etc.[1470] ». Fidèle en cela aux directives édictées par le BCRA, lesquelles prescrivent la stricte séparation du politique et du militaire, l'officier peine à voir que cette séparation est quasiment impossible à réaliser dans les conditions de la clandestinité, comme essaient par ailleurs de le démontrer au colonel Passy les chefs de mouvements. Mais le plus intéressant est, dans ce même courrier, l'« hostilité » que dit avoir rencontré Schmidt en raison de son emploi fréquent du mot « discipline » et de son « attitude militaire » : « Il aurait pu être fait plus vite, malheureusement une défiance et même parfois une certaine hostilité à mon égard ont brisé mon action dans ce sens jusqu'à ces deux dernières semaines. Le mot ″discipline″ que j'ai répété

[1467] Cf. Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote », art. cit. et *supra*, chapitre 5, « Genèse d'une vocation politique ».

[1468] Les mémoires de Daniel Cordier, agent du BCRA qui devient le secrétaire de Jean Moulin, en fournit une bonne illustration. Cf. Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Paris, Gallimard, 2009.

[1469] Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 206.

[1470] Courrier de Paul Schmidt du 22 septembre 1942, cité dans Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 206.

souvent et mon attitude militaire ont longtemps attiré sur moi les foudres des dirigeants à l'exception peut-être de celles de [Aubrac] avec lequel j'ai continuellement entretenu d'excellentes relations.[1471] »

Un second ressort tient à l'évolution des relations entre les résistants et la population. À partir de la fin de l'année 1942 et surtout à compter de l'instauration du STO le 16 février 1943[1472], les liens entre la Résistance et les Français se renforcent considérablement. Le STO, en effet, provoque un rejet massif de la population et crée une situation d'urgence pour la Résistance. Pour éviter de partir travailler en Allemagne, nombreux sont les jeunes Français qui se tournent vers les organisations de résistance, pas forcément pour combattre, mais au moins pour être pris en charge. Cet afflux vers les mouvements inquiète autant qu'il exalte les dirigeants de la Résistance car s'il donne de la portée à la mobilisation, s'il ouvre considérablement les perspectives d'action, il pose le problème de l'encadrement et de la protection des personnes. D'Astier rend compte ainsi dès le 17 février du mécontentement de la population et des possibles qui s'ouvrent dans un rapport envoyé à Londres :

« La situation de fait créée par le service obligatoire du travail pour les jeunes nés entre le 1/1/20 et 31/12/22, et par le recensement des jeunes âgés de 21 à 31 ans a provoqué le jour même un mécontentement et une volonté de résistance tels qu'ils doivent servir à une action positive. […] Il convient de prendre les mesures de protection effective de la population qui établiront et consolideront définitivement la situation de la France Combattante vis-à-vis du peuple de France dont elle a, plus que d'autres, la véritable confiance. [1473] »

Une quinzaine de jours plus tard en revanche, il s'alarme du manque des moyens des mouvements pour accueillir, encadrer et mobiliser les réfractaires.

« Situation grave pays vidé rapidement hommes STOP Seul salut résistance totale STOP mettons tout en œuvre mais souhaitons votre retour rapide avec moyens argent promesses concrètes armes STOP pays mûr je dis bien mûr pour résistance violente si soutenu par

[1471] Courrier de Paul Schmidt du 22 septembre 1942, cité dans Laurent Douzou, *La Désobéissance*, *op. cit*., p. 207.
[1472] Loi sur le Service du Travail Obligatoire.
[1473] Rapport AX.03 [d'Astier], « Situation créée par l'application de la loi du 4 septembre 1942 », 17 février 1943, BCRA, AN, 3 AG 2/378.

> mot d'ordre précis DE GAULLE et espoir prochain libération STOP organisons groupes francs récalcitrants déportation STOP laisser faire déportation fait jeu communisme.[1474] »

Malgré les difficultés que rencontrent les mouvements pour prendre en charge les réfractaires qui les sollicitent, le STO a pour effet de les rapprocher de la population. À cette occasion, la « Résistance gagne sa légitimité auprès de la masse des Français[1475] ». En retour, les résistants se sentent approuvée par leurs compatriotes[1476]. L'une des conséquences de ce phénomène est que de façon croissante, les résistants ont le sentiment d'être la voix de la Nation, d'incarner véritablement le Peuple français. Cet état de fait n'est pas tout à fait neuf. Le processus était entamé depuis plusieurs mois mais le STO l'accélère fortement. Du coup, dans la presse clandestine, de plus en plus nettement la Résistance s'expriment au nom du Peuple. On l'observe particulièrement bien dans *Libération*.

Ainsi, dès avant la mise en place du STO, dans un article dénonçant les « élites bourgeoises » qui après avoir soutenu Vichy se tournent vers la Résistance, *Libération* identifie explicitement la Résistance au « Peuple », parlant en son nom.

> « Il y a de petites opérations qu'on peut tenter ailleurs, mais ici nous sommes chez nous, chez le Peuple de France, le Peuple des ouvriers, le Peuple des paysans et des petites gens. Les Français sans carnets de chèque, sans dividende et sans marché noir. Le Peuple a vu ses généraux qui ne savaient pas faire la guerre, des officiers qui abandonnaient leurs troupes devant l'ennemi, des industriels qui se vendaient aux trusts allemands, des fonctionnaires élevés par la République qui se faisaient les suppôts les plus féroces du Fascisme. Le Peuple a vu la faillite des ″élites″ bourgeoises. Alors, s'il vous plaît, un peu de modestie. On ne va pas recoller les morceaux et coller dessus l'étiquette ″Patrie″. Parce que là, il faut bien vous dire, au cas où vous seriez assez naïfs pour ne pas l'avoir compris : le Peuple ne marche pas. Et cette victoire vers laquelle vous courez, DANS TOUS LES PAYS, ce sera la victoire du Peuple. L'union de tous les Français, tant que vous voudrez, mais on ne va pas nous refaire le coup de la Chambre ″bleu-horizon″. Dans l'union chacun a sa place et le Peuple d'abord.[1477] »

Dans le numéro suivant, qui suit la mise en place du STO, *Libération* développe son idée

[1474] Câble de Bernard [d'Astier] à Rex [Moulin], 5 mars 1943, AN, 72 AJ/409.
[1475] François Marcot, « 16 février 1943 : le Service du travail obligatoire », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance française*, *op. cit*., pp. 623-624, p. 623.
[1476] Vichy apparaît désormais irrémédiablement démonétisé.
[1477] « Avis à quelques naïfs », *Libération*, n° 23, 1er février 1943.

en prétendant faire du mouvement (et plus largement de la Résistance dans son ensemble) le creuset d'un « Rassemblement du Peuple » appelé non seulement à gagner la guerre, mais aussi à reconstruire la société. Et d'en appeler, pour cela, à l'« Insurrection ».

> « Avec les plus durs, les plus durs des Français, LIBÉRATION a eu l'ambition de recréer les fondations de ce *Rassemblement du Peuple* élu par la Victoire. Il appelle le gouvernement provisoire du Général DE GAULLE d'abord pour payer le tribut du sang en chassant l'ennemi. Mais la fuite de l'ennemi ne signifiera pas forcément la fin de la guerre. L'armistice ne sera pas la paix. […] Au moment où les écrasantes victoire de l'héroïque armée rouge font déjà vaciller Hitler et se concerter les ouvriers de la dernière heure, LIBÉRATION marque sa volonté. Nous voulons l'*Insurrection*, la *Vengeance* et la destruction de la trahison, mais *nous ne voulons pas de guerre civile*. Nous voulons une Constitution garantissant à tous le Droit au Travail et au produit intégral, mais *nous ne voulons pas de dictature étatiste*. […] Certains de notre bon droit, nous sommes sans peur parce que nous savons que ce *Rassemblement du Peuple*, dont LIBÉRATION donne l'exemple, vaincra.[1478] »

On le voit dans ces deux extraits – mais on pourrait en citer nombre d'autres – Résistance et Peuple sont confondus, l'un étant l'expression ou l'émanation de l'autre. En somme, la Résistance n'est autre que le Peuple en armes, que le Peuple qui se soulève, c'est-à-dire le Peuple « insurgé ». Les appels à l'« Insurrection », fréquents dans *Libération*[1479], sont sans équivoques. Ils font explicitement référence à la tradition révolutionnaire française et à toute une imagerie du Peuple en lutte.

En somme, l'usage de ce registre discursif dans les colonnes du journal relève bien évidemment d'une tactique de mobilisation. Mais pas seulement. Il traduit réellement une certaine manière qu'ont les résistants de l'intérieur, du fait de leur expérience singulière de l'action collective clandestine, de se percevoir et se penser dans la Cité et dans la Nation. De façon croissante à partir de 1943, la validation de leur action par la population, les attentes et les espoirs que celle-ci place en eux les fondent à se considérer comme l'incarnation du Peuple et comme son porte-parole. Or on repère tout ce qui distingue cette perception de soi

[1478] « Le Rassemblement du Peuple », *Libération*, n° 25, 1er mars 1943.

[1479] On peut par exemple lire dans le journal en décembre 1942 : « Le peuple combat le fascisme international et il a plus de haine pour les conjurés de la réaction que pour l'ennemi extérieur qui s'est battu à visage découvert. Notre libération ne sera pas conquise à n'importe quel prix et sous n'importe quelle couleur, notre libération s'appelle l'Insurrection, qui apportera la liberté, garantie par la République. (« Le complot Darlan contre l'insurrection nationale », *Libération*, n° 20, 1er décembre 1942) »

de l'image de « fonctionnaires » ou de « bureaucrates » que leur renvoient au même moment les envoyés de Londres.

2.7. L'affirmation d'une mystique révolutionnaire ou les traductions politiques de la philia

Dans ces conditions, se développe et s'affirme au fil des mois au sein des mouvements une puissante mystique révolutionnaire[1480]. Celle-ci traduit la volonté d'une profonde transformation politique, économique et sociale, dont la Résistance est pensée comme le moteur. C'est à changer la société, créer un monde nouveau qu'aspirent les résistants. Cette mystique, cependant, ne renvoie pas à *une* idéologie circonscrite et stabilisée. Au contraire, ambitieuses et audacieuses, les revendications révolutionnaires des mouvements sont aussi souvent vagues, et en tout cas très abstraites[1481]. Par ailleurs elles puisent, selon les individus et les organisations, à des sources variées. Quelques grandes lignes de force néanmoins se dessinent, qui montre le glissement nettement à gauche des positions politiques de la Résistance : désir d'établissement d'une démocratie réelle, désir de justice économique et sociale, aspiration à la paix, rejet du capitalisme, condamnation des élites bourgeoises, etc., le tout dans l'invocation des valeurs de la République et la revendication de la filiation de la Révolution française.

Emmanuel d'Astier participe activement de ce phénomène collectif. Comme la plupart de ses homologues, il intériorise des aspirations révolutionnaires, particulièrement affirmées dans son cas, qui deviennent peu à peu un des principes structurants de ses prises de position politiques. Dans les lignes qui suivent, il s'agit de saisir les ressorts sociaux de l'émergence de cette mystique révolutionnaire, ainsi que de voir comment elle s'exprime plus particulièrement chez d'Astier.

En premier lieu, il faut se représenter à quel point la formation des aspirations révolutionnaires des résistants est largement tributaire des propriétés singulières de la situation d'occupation et de l'expérience résistante. La naissance de la mystique révolutionnaire est d'abord le résultat d'un phénomène d'intense politisation des acteurs

[1480] « Révolution est un maître mot de la Résistance, presque sa ″tarte à la crème″ » écrit l'historien Henri Michel (*Les Courants de pensée de la Résistance*, *op. cit*., pp. 386-387).

[1481] À rebours d'une idée reçue, le flou idéologique est d'ailleurs un facteur plutôt favorable aux mobilisations. Un slogan tend à être d'autant plus mobilisateur qu'il est moins précis, car il permet de réunir sous un commun mot d'ordre des individus par ailleurs forts divergents (cf. Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de Science politique*, vol. 52, n° 1, février 2002, pp. 75-100).

durant la crise. On le sait, d'une manière générale l'« engagement génère des gains de politisation qui fonctionnent en retour comme un combustible de l'investissement militant et gagne à être analysé comme un vecteur de socialisation politique[1482] ». Mais ce phénomène est largement accentué en conjoncture de crise. Cela pour deux raisons.

La première est que ces situations constituent en quelque sorte des amplificateurs émotionnels. C'est ce que montre par exemple Haim Burstin à propos de la Révolution française[1483]. Durant la Révolution, les individus vivent des émotions si intenses qu'ils éprouvent le besoin de les verbaliser, c'est-à-dire de parler, de raconter, de discuter, de se disputer. L'événement qu'ils vivent est pour eux si déconcertant, il « bouleverse [si] profondément les cadres de vie traditionnels[1484] » qu'il provoque un enthousiasme collectif, une « sensation d'ivresse[1485] » générant une avidité de délibération[1486]. Le fait révolutionnaire engendre ainsi un « puissant mécanisme d'attraction vers la vie publique […], tout cela dans un contexte inédit de circulation et de transmission des émotions individuelles et collectives[1487] », qui intensément, socialise politiquement les individus. Dans des conditions différentes (la Résistance n'étant pas un phénomène de masse) mais de façon analogue, les circonstances émotionnelles et affectives de l'engagement clandestin intensifient la politisation des acteurs.

La seconde raison invite à s'intéresser aux perceptions qu'ont les protagonistes du possible, du pensable, du jouable, qui paraissent particulièrement étendus en conjonctures critiques. Ainsi durant les deux dernières années de l'Occupation, la perspective de l'écroulement du régime de Vichy signifie subjectivement pour les résistants une remarquable ouverture des possibles historiques. On a affaire en effet à une *situation révolutionnaire*, au sens donné à cette notion par Charles Tilly et Sydney Tarrow, c'est-à-dire une situation où « au moins deux blocs distincts de belligérants élèvent des prétentions mutuellement incompatibles[1488] » au contrôle de l'État. À partir de 1943, la résistance forme une coalition révolutionnaire qui non seulement a pour objectif de renverser Vichy et le système d'occupation nazie, mais est en outre parvenue à provoquer effectivement une « fracture du

[1482] Catherine Leclercq et Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 5-23, p. 9.
[1483] Haim Burstin, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013.
[1484] *Ibid*., p. 151.
[1485] *Ibid*., p. 62.
[1486] Burstin cite une archive produite par des séminaristes arrêtés par les révolutionnaires disant : « Ils étaient si avides de délibérer que tout était pour eux objet politique (cité in *Ibid*., p. 98) ».
[1487] *Ibid*., p. 155.
[1488] Charles Tilly et Sydney Tarrow, *Politique(s) du conflit*, *op. cit*., p. 260.

régime[1489] ». Après l'effondrement brutal de la République en 1940 – dont on a vu précédemment à quel point elle avait fait s'écrouler les certitudes et repères des acteurs sociaux – la chute de plus en plus certaine de Vichy à mesure qu'on s'approche de la Libération autorise les acteurs à penser des transformations politiques radicales. Ce sentiment de l'ouverture de l'avenir dépend étroitement de l'incertitude profonde qui caractérise effectivement la situation, incertitude structurelle qui voit les institutions vaciller et se traduit subjectivement chez les individus sous la forme d'un sentiment d'incertitude. Cette incertitude omniprésente, et éprouvée par tous les individus, produit les réactions les plus diverses selon la position occupée dans l'espace social, selon les opinions, selon les prises de position durant la crise. Pour beaucoup au sein de la population, elle se traduit sans doute essentiellement par de la peur, la peur de l'issue non maîtrisée et non prévisible des événements. Ce peut être la peur de la révolution, la peur du communisme, la peur de la violence, la peur du chaos, la peur de l'ébranlement d'un ordre des choses rassurant précisément parce qu'il est *l'ordre des choses*, etc. Mais cette incertitude est aussi propice à l'*utopie*. À l'opposé des conjonctures routinières où la conflictualité politique et sociale est au plus bas, conjonctures où l'ordre du monde peut apparaître inébranlable mêmes aux individus les plus avides de transformation, les périodes de crise comme le sont les derniers mois de l'Occupation sont génératrices de ferveur révolutionnaire parce qu'elles font entrevoir le monde comme transformable. Précisons ici qu'il ne s'agit pas de dire qu'objectivement dans ces situations, *tous* les futurs sont effectivement possibles, quoique plusieurs débouchés (imprévisibles) coexistent toujours, mais qu'en tout cas la configuration des situations fait que c'est ainsi qu'elles tendent à être perçues par les individus[1490]. Dans le cas présent, les résistants sont bien évidemment les plus enclins à éprouver et nourrir l'effervescence révolutionnaire. C'est que leur seul engagement signifie déjà une irruption dans l'espace public qui les dispose à se penser comme des protagonistes de l'Histoire. Parce qu'ils sont engagés dans la lutte, les résistants sont amenés à se percevoir comme partie prenante des événements, à se considérer comme influant sur le cours des choses. Mais surtout, et cela rejoint ce que l'on a dit plus haut, l'action collective en conjoncture fluide est productrice de

[1489] *Ibid*. En situation révolutionnaire, le régime politique contesté paraît objectivement menacé, ce qui cela étant ne présage en rien de l'aboutissement de la séquence. L'existence d'une situation révolutionnaire ne signifie pas que la mobilisation débouche nécessairement sur une *issue révolutionnaire*, autrement dit sur un changement de régime. Celui-ci n'est qu'un des résultats possibles, qui peut aussi être au final la survie du régime.

[1490] Le sentiment qu'ont les acteurs d'une ouverture des possibles a cependant des effets pratiques bien réels. Haim Burstin observe ainsi que « l'expérience d'une accélération du temps ne se résout pas uniquement dans la tension utopico-révisionnaire ; elle fait surface également dans ces transformations concrètes qui font de la révolution un moment hautement créatif et qui projettent les individus vers un ″principe d'espérance″, libérant ainsi une extraordinaire réserve d'énergie (Haim Burstin, *Révolutionnaires*, *op. cit*., p. 60) »

phénomènes d'enthousiasme collectif. Elle suscite la réunion et la délibération au cours desquelles peut s'expérimenter dans la ferveur l'imagination de futurs potentiels[1491].

En 1942-1945, l'« appétit de révolution[1492] » des résistants, loin en vérité de plonger ses racines dans d'hypothétiques phénomènes d'imprégnation idéologique, découle en fait largement et en premier lieu de cette expérience singulière qu'est l'agir ensemble en situation révolutionnaire. L'idéologie survient ensuite, pour rationnaliser, justifier, donner sens à une expérience fondatrice de la possibilité du changement social. Autrement dit, les résistants – et d'Astier en est le meilleur exemple – n'étaient pas pour la plupart révolutionnaires avant la guerre, ils le deviennent *par* et *dans* la résistance.

Mais la *direction* idéologique que prend cette mystique révolutionnaire découle elle aussi pour partie de la nature spécifique de l'expérience résistante. L'un des éléments les plus caractéristiques de la « pensée » de la Résistance est sa prédilection pour l'emploi de formules généreuses exaltant des valeurs humanistes. La volonté de libérer l'homme des servitudes et de l'oppression, d'instaurer une liberté réelle, d'établir un régime de justice économique et sociale, de mettre fin au règne de l'argent et à l'exploitation des hommes, de permettre à tous de vivre dignement, de fonder enfin la paix entre les nations, etc. ; bref, toutes ces propositions qui se veulent incarner les principes de la devise républicaine – Liberté, Égalité, Fraternité – et inspirent la philosophie du programme du CNR sont l'expression de cet idéal humaniste résistant qui rêve en grand. Le manifeste de *Libération*, rédigé par Emmanuel d'Astier et publié en janvier 1943, est exemplaire de cette phraséologie.

> « Nous proclamons qu'il n'y a pas de France sans la Liberté, que, sans la démocratie, il n'y a pas de Français, et QU'IL VAUT MIEUX MOURIR LIBRE QUE DE VIVRE NAZI. Notre combat signifie la libération de chaque Français et de la Nation asservie, la libération de chaque homme et de l'humanité exploitée. Il n'aurait plus de but, il n'aurait plus de sens si la défaite de l'ennemi extérieur devait être achetée au prix de la soumission prolongée à la réaction et au fascisme importé. Nous luttons et NOUS COMBATTRONS LES ARMES À LA MAIN : pour la LIBÉRATION de l'ennemi intérieur et extérieur ; pour la LIBÉRATION de la guerre et des impérialisme nationaux ; pour la LIBÉRATION de l'argent et des impérialismes économiques ; pour la

[1491] Comme dit très justement Timothy Tackett, pour comprendre les dynamiques révolutionnaires « il convient de bien prendre en compte le rôle de l'enthousiasme, des ″effets comme surnaturels″ […] de la liberté, de l'égalité et du ″protagonisme participatif″ (Timothy Tackett *in* Haim Burstin, Ivan Ermakoff, William H. Sewell et Timothy Tackett, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 », Débat préparé et conduit par Quentin Deluermoz et Boris Gobille, *Politix*, vol. 28, n° 112, 2015, pp. 131-165, p. 14 ».

[1492] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 114.

> LIBÉRATION des dictatures sous leurs formes : étatique, sociale ou confessionnelle. […] Combattants de la première heure, nous revendiquerons l'honneur d'être la conscience d'une France renaissante à sa mission mondiale. Jamais – nous en faisons le serment – nous ne laisserons s'effacer, tout le long du difficile chemin de la Victoire à la Paix, l'image sacrée de notre RÉPUBLIQUE RÉELLEMENT LIBÉRÉE. Nous saurons anéantir dans le SANG la conjuration fasciste internationale. Nous saurons détruire l'esprit d'agression et CHÂTIER définitivement les aventuriers de l'impérialisme, dans les PERSONNES et dans les ÉTATS. Nous saurons garantir par la FORCE, la SÉCURITÉ de la Victoire des nations pacifiques. Mais, aux solutions paresseuses du passé, s'opposeraient partout les hommes et l'esprit de LIBÉRATION dans leur volonté française de fonder enfin : SUR LA LIMITATION DES SOUVERAINETÉS NATIONALES, SUR LA FÉDÉRATION DES NATIONS, SUR LA MISE À DISPOSITION DE TOUS LES HOMMES, DES RICHESSES DE TOUTE LA TERRE, SUR L'ABOLITION DE LA GUERRE, SUR LA DESTRUCTION DU POUVOIR DE L'ARGENT, SUR LE RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE, **LA PAIX DES HOMMES LIBRES**.[1493] »

Les principes proclamés là sont généraux et généreux. Ils expriment un idéal de justice et de fraternité qui apparaît au fond comme une transposition politique de la façon dont les résistants vivent l'action clandestine, en particulier ce qui provient de l'économie relationnelle et affective très spécifique qui s'élabore dans la clandestinité. On a longuement souligné dans le chapitre précédent la force des liens de solidarité qui se tissent entre les acteurs dans les organisations clandestines[1494]. Ceux-ci, on l'a dit, sont intensément soudés par les liens de la *philia*. De telles expériences sont puissantes[1495]. Elle impactent fortement les représentations mentales des acteurs. Or, ces représentations mentales n'échappent pas au processus de politisation décrit plus haut. Au contraire, elles se politisent avec les acteurs.

Il y a ainsi dans le fait résistant l'expérience pratique d'une fraternité dans l'action qui, à la faveur du succès des entreprises résistantes, tend à se traduire en langage politique. À mesure que la Résistance devient forte et qu'elle gagne en légitimité sociale, à mesure que les résistants se sentent habilités à revendiquer un rôle politique, ils sont enclins à transposer

[1493] « À tous les Français ! », *Libération*, n° 22, 10 janvier 1943.

[1494] Cf. chapitre 5, « Genèse d'une vocation politique ».

[1495] Comme le dit William Sewell, « les émotions attachées à l'expérience de la solidarité sont toujours très puissantes dans les situations de crise ou de révolution. […] dans les révolutions, les émotions politiques sont d'autant plus intenses qu'elles s'adossent à l'expérience partagée de la solidarité et de l'unanimité, au moins apparente, des masses en action (William Sewell *in* Haim Burstin, Ivan Ermakoff, William H. Sewell et Timothy Tackett, « Protagonisme et crises politiques », art. cit., p. 144) ».

politiquement leur expérience vécue. Au fond, les résistants se sentent eux-mêmes tellement changés par les événements extraordinaires qu'ils vivent qu'ils sont disposés à faire de la contre-société qu'ils expérimentent dans la clandestinité le modèle de la société nouvelle à construire. C'est ainsi que, la fraternité et la solidarité ressenties étant des éléments structurants (et, sur le plan subjectif, bouleversants) de leur expérience résistante, ils sont prompts à vouloir en faire les principes fondateurs du monde à venir. Autrement dit, l'expérience de la solidarité clandestine est un creuset de l'idéal humaniste et fraternel de la Résistance.

Emmanuel d'Astier est de ceux qui valorisent le plus cet idéal de la fraternité forgé dans la clandestinité. Cela, notamment parce que la Résistance est pour lui une expérience aigue de décloisonnement social et politique. Lui qui était resté confiné jusque-là dans un milieu restreint est amené dans la Résistance à fréquenter, dans la plénitude de la *philia*, des ouvriers, des employés, des syndicalistes, des communistes, etc. bref, le « Peuple ». Tout est réuni pour qu'il perçoive la Résistance comme l'écroulement effectif des barrières sociales entre les hommes et donc l'expérimentation d'une société réellement fraternelle.

Nombreux sont ainsi ses textes – certes pour la plupart postérieurs à la vie clandestine, et donc potentiellement altérés par un mécanisme d'idéalisation rétrospective – où il exalte la fraternité et la solidarité qui imprègnent la contre-société résistante. Véritablement, pour lui, la Résistance est l'idéal fraternel en actes, et donc le prototype, en quelque sorte, du monde nouveau à construire. Ainsi, dans cet extrait de *Sept fois sept jours* rédigé en 1944 lorsqu'il est commissaire à l'Intérieur du CFLN à Alger, il oppose au technocratisme impersonnel de ses collègues ministres la « fraternité des grandes révoltes » incarnée par la Résistance intérieure.

> « Ils s'en tiennent aux rapports et aux statistiques : la poétique d'un peuple leur échappe comme elle échappe depuis un demi-siècle aux grands fonctionnaires et aux bourgeois. […] ils n'ont pas de terre aux souliers et de fraternité au cœur… cette fraternité des grandes révoltes (le christianisme d'il y a vingt siècles, le socialisme d'avant-hier, le communisme d'hier, la Résistance d'aujourd'hui) et qui porte des visages et des noms, Pierre et Paul, Pascal, Maurice et Raymond.[1496] »

[1496] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 129.

Dans cet autre extrait de *Sept fois sept jours*, rédigé à la même période, il oppose les « formes et les conventions » qui imprègnent le milieu algérois au « miracle de la vie clandestine » où s'inventent chaque jour « d'autres hommes ».

> « Il eût été vain de m'évertuer à lui expliquer le miracle de la vie clandestine, et de cette maçonnerie dépouillée de tout intérêt matériel que j'ai quittée et dont, au soleil d'Alger, il ne subsiste aucune trace. Il eût été vain de lui expliquer que j'ai découvert en France des hommes nouveaux, animés soudain d'une passion, dépouillés de l'algèbre des formes sociales, rendus aux actes et aux pensées, et qui inventaient chaque jour d'autres hommes à leur image en leur touchant la main, en leur demandant quelque chose qui ne se payât pas et en leur décernant un nom. Il eût été vain de lui expliquer que j'ai découvert ces hommes puis que je m'en suis séparé, croyant que leur destin se réglait ailleurs et pris au piège – quelle vanité ! – de jouer de cet ″ailleurs″ les archanges. Et cet ailleurs était ce théâtre où j'étais aujourd'hui, où les formes et les conventions ne couvrent même plus des forces mais des foules, des individus et des appétits qui se moquent bien de ces hommes nouveaux, sauf à en tirer profit pour la guerre et pour l'histoire… Et tout ceci me laissait soudain seul, dépaysé.[1497] »

Avec le mot « fraternité », c'est ainsi le mot « utopie » qui est le plus fréquemment employé par d'Astier pour décrire l'expérience clandestine.

> « Entre vous, vous pourrez avouer que la Résistance n'a pas été un système, mais une utopie, c'est-à-dire une vérité prématurée, et une passion dont le jeu patient a prouvé que la cause de la fraternité des hommes ne se passe pas de la fraternité entre hommes.[1498] »

Cette dernière phrase est particulièrement intéressante dans la mesure où elle exprime le fait que l'« utopie » de la Résistance – « la fraternité des hommes » – découle plus ou moins directement de l'expérience résistante elle-même – l'expérience de la « fraternité entre hommes ». En définitive, tout ce registre lexical qu'emploie d'Astier traduit bien l'idéalisation dont l'expérience résistante fait l'objet de sa part. Certes, cette idéalisation est pour une part une construction mémorielle *a posteriori*[1499], c'est vrai, mais pas seulement.

[1497] *Ibid*., p. 114.

[1498] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., pp. 8-9.

[1499] Cet extrait de *La Semaine des quatre jeudis*, rédigé dans les années 1960, en fournit la meilleure illustration : « Les termes sécurité sociale, nationalisation, comité d'entreprise, paraîtront sans doute moins poétiques que le tournois des Grands. Mais la vraie poésie sera toujours la chanson de Mandrin, complainte du Juif errant. Il

Elle se forge aussi dans l'instant, comme en témoignent nombre d'extraits de *Libération*, comme par exemple le suivant, paru en septembre 1943.

> « Dans la résistance, la France se forge une nouvelle élite populaire. Intellectuels, ouvriers, ingénieurs qui ont pris la tête des mouvements de résistance, qui en sont devenus les meilleurs cadres, sont le levain d'une génération qui aura vaincu sa défaite et rejeté les vieilles idées, aussi bien dans leurs routines que dans le personnel borné par ces routines. […] Incorrigibles utopistes, nous croyons faire notre guerre pour des idées plus hautes. […] Devrions-nous être traités de rêveurs, nous qui vivons une vie sordide et inquiète, nous avons bien forgé une patrie secrète, mais en vue d'une patrie humaine. […] Fasse Dieu que nous apportions au monde, comme nous l'avons fait en 89 pour les Droits de l'Homme, le nouvel évangile du Droit des Peuples.[1500] »

L'évocation dans cet article d'une « patrie secrète » forgée dans la clandestinité en vue d'une « patrie humaine » résume bien notre propos. En somme, Emmanuel d'Astier est d'autant plus enclin à se représenter la contre-société résistante comme une utopie en actes, qu'il vit dans la clandestinité le *bonheur résistant*, cet état particulier d'*enchantement* où l'acteur se reconnaît pleinement dans la mobilisation résistante et se sent reconnu par elle[1501].

Le type d'idéologie qu'élabore la Résistance est donc étroitement dépendant d'un type particulier d'expérience sociale. Celle-ci ne suffit pas, bien sûr, à en expliquer la genèse. Le champ de la contestation politique et sociale est un univers de conflit dans lequel les discours idéologiques constituent pour les acteurs des instruments de lutte sensibles à la dynamique de l'échange des coups. C'est pourquoi la formation de l'« idéologie[1502] » de la Résistance n'est pas parfaitement autonome des adversaires qu'elle affronte et de leur propre discours idéologiques. Il est particulièrement significatif, à cet égard, que les résistants (surtout en zone Sud) ne se contentent pas de mener une guerre « militaire » mais qu'ils entendent également

---

faudra bien y revenir, revenir à l'utopie (cette vérité prématurée) de la Résistance, où des inconnus qui, pour beaucoup, ne se sachant ou ne se sentant pas démocrates, emportés par la fraternité clandestine et par un sens humain, rêvaient tous comme des petits Rousseau à la semaine des quatre jeudis, à la ″démocratie économique et sociale″, à un programme que nous faisons circuler sous le nez des Allemands et sous le titre ″Les jours heureux″. (Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., pp. 114-115) »

[1500] « Au-delà de la Nation », *Libération*, n° 34, 1er septembre 1943.

[1501] Catherine Leclercq parle ainsi du « bonheur communiste », « cet état particulier de l'individu qui se reconnaît dans l'institution partisane et se sent reconnu par elle (Catherine Leclercq, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 127-149, p. 131) ». Sur le bonheur dans l'engagement (politique, militant ou religieux), voir surtout Jacques Lagroye et Johanna Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », art. cit.

[1502] Il serait préférable, bien sûr, de mettre partout « idéologie » au pluriel tant il n'y a pas ici d'idéologie unique et stabilisée.

mener une guerre idéologique contre Vichy et le nazisme[1503]. En l'occurrence, l'idéal humaniste et républicain que se forge progressivement la Résistance apparaît aussi comme une réponse à l'idéologie réactionnaire et antirépublicaine du régime de Vichy d'une part, de l'idéologie nazie d'autre part. Il ne fait pas de doute, en particulier, que l'antirépublicanisme et l'antidémocratisme farouches de Vichy incite largement les résistants à puiser dans le répertoire des références républicaines et révolutionnaires françaises pour répliquer[1504]. Ainsi, de la même manière que le mépris social de l'aristocratie contribue à la radicalisation inspirée des Lumières des députés du Tiers-État[1505] ou que la violence de la ségrégation blanche favorise la radicalisation gauchiste des volontaires du Freedom Summer[1506], l'action politique et idéologique de Vichy, qui va se radicalisant au fil des mois, contribue à la radicalisation révolutionnaire de la Résistance[1507].

Si la direction idéologique prise par la Résistance ne peut être pleinement comprise sans considérer ses adversaires, de même elle ne peut être abstraite de l'état de l'offre politique et idéologique du moment, c'est-à-dire des options politiques et idéologiques disponibles. En l'occurrence, sous l'Occupation, le socialisme et le communisme apparaissent comme deux blocs idéologiques presque incontournables pour les résistants. Dans leur lutte idéologique contre Vichy et l'Allemagne nazie, ils rencontrent presque nécessairement ses idéologies qui non seulement forment un corpus de références solidement constitué et relayé par des acteurs et institutions politiques, mais sont en outre revalorisées par le contexte, dans la dynamique conflictuelle avec Vichy et le nazisme. Socialisme et communisme, plus que d'autres à ce moment là, sont des armes idéologiques efficaces, disponibles et accessibles. Les acteurs

[1503] Pour le cas précis de *Libération*, voir *supra*, chapitre 5, « Genèse d'une vocation politique ».

[1504] La référence à la Révolution française apparaît en un certain sens comme un recours quasi obligé pour les résistants. Il faut en effet prendre la mesure de la façon dont le souvenir de celle-ci pèse nécessairement sur les représentations d'acteurs engagés dans un processus révolutionnaire (ou qui se veut tel). La Révolution de 1789 s'impose en effet dans la mémoire comme le modèle idéal-typique du fait générique « révolution ». Par conséquent, non seulement elle fait pour les acteurs office d'étalon pour situer leur propre action en conjoncture de crise, pour définir et catégoriser les événements – se référant à l'histoire de la Révolution française, les acteurs peuvent se demander très concrètement s'ils sont à leur tour en train de vivre et de faire une révolution – mais elle constitue en outre un stock de ressources pour imaginer l'avenir, orienter leurs actes, envisager leur stratégie, concevoir leurs coups, anticiper les réactions de l'adversaire, etc. En tant que passé cristallisé dans une mémoire et approprié par les générations ultérieures, elle participe des aliments cognitifs qui sont l'un des supports des manières de penser et d'agir des acteurs en conjoncture fluide. De cette façon, elle constitue un passé qui agit très concrètement dans le présent. Sur la façon dont par exemple le souvenir de la Révolution française modèle la conscience politique des révolutionnaires de 1848, voir Mark Traugott, « Les limites du protagonisme : une anthropologie politique de 1848 », *Politix*, vol. 28, n° 112, 2015, pp. 83-110.

[1505] Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple*, *op. cit*.

[1506] Doug McAdam, *Freedom Summer*, *op. cit*.

[1507] *Libération* s'inscrit explicitement dans la filiation de la tradition révolutionnaire française : « Dans tout cela, nous sommes dans la lignée de la Révolution française, nous recueillons l'héritage de nos penseurs du dix-huitième siècle et de nos révolutionnaires du dix-neuvième, nous sommes – nous aussi – dans une tradition, celle de la pensée révolutionnaire et républicaine, et nous ne sommes pas assez naïfs pour penser, ni assez hypocrites pour faire croire au Peuple que les nuits du 4 Août se produisent miraculeusement sans qu'elles soient précédées de la prise des Bastilles. La mystique, ô bons apôtres, ne saurait remplacer les transformations sociales qui s'imposent. (« Mises au point », *Libération*, n° 30, 1er juillet 1943) »

peuvent y puiser des ressources pour élaborer les bricolages idéologiques leur permettant de rationnaliser, justifier, légitimer, donner sens à leur action. Le socialisme et le communisme exercent ainsi une influence importante sur la formation de l'idéologie résistante.

En définitive, l'étude de la formation de la mystique révolutionnaire de la Résistance montre que les « idées » (ou l'« idéologie »), loin d'être à la racine de l'action[1508] politique, en sont bien davantage un produit. Ce qui se révèle particulièrement vrai dans les conjonctures de crise. Ici, c'est bien l'expérience *in situ* de la contestation résistante qui génère des croyances et des convictions qui ne lui préexistaient pas. Ce qui fournit une preuve supplémentaire de la forte emprise des contextes et des situations sur les biographies individuelles en conjonctures fluides[1509].

* * *

Durant le premier semestre 1943, on le voit, les aspirations politiques de la Résistance, et plus particulièrement des chefs historiques comme Emmanuel d'Astier, s'affirment dans un contexte caractérisé d'une part par une connexion croissante avec une population en situation d'attente vis-à-vis de la Résistance, d'autre part par une exacerbation de la compétition politique à l'intérieur de l'espace de la Résistance. Stimulées d'un côté par les succès de la mobilisation résistante, les prises de position révolutionnaires et insurrectionnelles-populaires des dirigeants des mouvements se radicalisent d'un autre, *dans* et *par* leur confrontation avec la Délégation en France du général de Gaulle – les « fonctionnaires » de la France libre – et avec les partis politiques de retour dans le jeu politique. C'est donc en rapport à la fois à des enjeux internes à l'espace de la Résistance et à ce qui se joue à ses frontières que s'élabore l'« idéologie politique » de la Résistance. Mais au-delà des contenus de cette idéologie, ou plutôt de cet idéal, ce qui domine surtout parmi les dirigeants, c'est la volonté très ferme de jouer un rôle politique de premier plan dans l'après-guerre, et donc de projeter la Résistance comme force politique d'un jeu politique recomposé dans la France libérée. Emmanuel d'Astier exprime nettement cette aspiration dans une lettre qu'il envoie depuis Londres, où il se trouve d'avril à juillet 1943[1510], au Comité directeur des MUR.

[1508] Cf. Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, *op. cit*.

[1509] Cf. notamment Choukri Hmed et Laurent Jeanpierre, « Révolutions et crises politiques », art. cit.

[1510] Emmanuel d'Astier était parti à Londres mi-avril 1943 en compagnie de Jean-Pierre Lévy afin de faire connaître directement au général de Gaulle les griefs des MUR à l'égard de Jean Moulin. Hors de métropole, il ne peut empêcher la création du CNR, dont la séance inaugurale sous la présidence de Moulin se tient à Paris le 27 mai 1943.

> « Hors de l'action quotidienne depuis plus de deux mois, mais tout près de nos camarades par la pensée et par l'espoir, après de longues conversations avec nos compagnons de captivité, qui furent des militants éprouvés, je prends la liberté de communiquer quelques réflexions au Comité Directeur. […] Maintenant se pose la question de savoir si nous sommes prêts à affronter d'autres épreuves plus décisives. Pourrons-nous mener au combat tous ceux qui veulent que la France prenne part à la défaite de ses ennemis ? Pourrons-nous traduire en actes la volonté du pays et veiller à la réalisation de son idéal ? Nous avons depuis plusieurs mois posé les principes d'organisation qui doivent nous permettre de faire face à ces tâches. La mise en œuvre a rencontré des difficultés diverses, et toutes n'ont pas été résolues. La diversité de nos mouvements, la diversité des milieux sociaux qui ont adhéré, ont été jusqu'à présent favorables à l'action clandestine et lui ont permis de s'étendre très largement malgré une répression obstinée. Ils ont aussi démontré l'unanimité de la volonté du pays. Il s'agit maintenant de dégager une force homogène et disciplinée au service d'une doctrine clairement exprimée et pensée.[1511] »

Les propos que d'Astier tient ici constituent un indicateur probant de la vocation politique qu'il a intériorisé au cours de sa carrière résistante car ils inscrivent clairement la Résistance et les résistants dans la perspective politique de l'après-guerre. Ces derniers, en effet, doivent selon lui constituer une « force homogène et disciplinée » pour réaliser leur « idéal » et traduire « l'unanimité de la volonté du pays ».

De retour en France fin juillet 1943, d'Astier participe au déménagement des MUR de Lyon, devenu trop dangereux, à Paris. Mais dès la mi-octobre il repart pour Londres, missionné par le Comité directeur des MUR pour « essayer de régler les rapports entre la Délégation et la Résistance intérieure[1512] ». Il ne reste en Angleterre que quelques jours. Il se rend ensuite à Alger, où s'est déplacé le pouvoir gaulliste (et de Gaulle lui-même) fin mai 1943. Depuis novembre 1942 et la tentative par les Américains de sa mise à l'écart au profit de Darlan puis de Giraud, le général de Gaulle est parvenu non seulement à se maintenir dans le jeu mais, avec l'appui de la Résistance intérieure, à renforcer sa position et à imposer sa légitimité. À l'issue de longues et difficiles négociations s'est créé à Alger le 3 juin 1943 le Comité français de la Libération nationale (CFLN), organisme bicéphale représentant le pouvoir central né du rapprochement de la France libre et du pouvoir militaire d'Alger, et dirigé conjointement par le général de Gaulle et le général Giraud. Mais durant l'été 1943, de

[1511] Lettre d'Emmanuel d'Astier au Comité directeur des MUR, juin 1943, BCRA, AN, 3 AG 2/379.
[1512] Témoignage d'Emmanuel d'Astier recueilli par Henri Michel, 8 janvier 1947, Dossier « Libération-Sud », I, AN, 72 AJ/60.

Gaulle parvient à isoler Giraud et, début octobre, à prendre seul la tête du CFLN. Lorsque d'Astier arrive à Alger à la fin du mois, des changements importants se préparent. Le 3 novembre, d'abord, doit se tenir la première séance de l'Assemblée consultative provisoire, mini-parlement constitué de parlementaires résistants, conseillers généraux algériens et représentants de la Résistance intérieure (désignés par le CNR). Surtout, de Gaulle prévoit un profond remaniement au sein du CFLN pour y intégrer des membres éminents de la Résistance intérieure et des représentants des partis politiques. Il s'agit de faire du CFLN un gouvernement provisoire représentatif de l'ensemble des forces résistantes[1513]. C'est dans cette perspective qu'Emmanuel d'Astier se voit proposer début novembre le commissariat à l'Intérieur. C'est l'un des portefeuilles les plus importants car il est chargé de l'action en France et de la préparation de la transition administrative et politique à la Libération[1514]. Le commissaire à l'Intérieur est en quelque sorte le ministre de la Résistance intérieure[1515]. Cette nomination constitue pour d'Astier une véritable consécration de son action et de son rôle résistants. En lui octroyant un pouvoir important, elle légitime pleinement sa personne et renforce sa position au sein de l'espace de la Résistance[1516]. Ce faisant elle valide ses aspirations et contribue à consolider sa vocation politique.

[1513] Sur toutes ces questions, voir en particulier Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit*.

[1514] En comparaison, Henri Frenay est moins bien considéré puisqu'il obtient seulement le commissariat aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés, dont le rôle est bien plus secondaire et surtout moins politique. Frenay, d'ailleurs, accueille très mal la nomination à l'Intérieur de son rival (cf. Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., pp. 383-384). Si la nomination de d'Astier est contestée plus largement au sein de certains cercles résistants, il semble en revanche qu'elle soit unanimement acceptée par les hommes de Londres. Ainsi Jacques Soustelle écrit : « À ce moment là les services de l'Intérieur à Londres et le BCRA ne juraient que par lui. (Jacques Soustelle, *Envers et contre tout. Tome III, février 1943-septembre 1944*, Genève, Famot, 1975 [1ère éd. 1950], p. 120.) »

[1515] Charles de Gaulle justifie auprès d'Henri Frenay la nomination de d'Astier par les compétences tactiques et négociatrices de ce dernier : « D'Astier serait commissaire à l'Intérieur, car il y faut un homme à la fois ferme et souple, rompu aux questions politiques. (De Gaulle cité dans Henri Frenay, *La Nuit finira*, *op. cit*., p. 383) »

[1516] On peut faire l'hypothèse que d'Astier vit d'autant plus pleinement cette nomination comme une consécration que durant le premier semestre 1943, le processus d'institutionnalisation et de complexification de la Résistance intérieure a dépersonnalisé partiellement l'autorité résistante et donc provoqué une certaine dilution du pouvoir personnel, une certaine perte d'emprise des chefs historiques des mouvements sur la mobilisation résistante. Comparativement aux temps pionniers où quelques personnalités et quelques organisations dominaient complètement l'espace de la Résistance, la création en 1943 de comités, de conseils, de bureaux centraux dont les compositions sont négociées pour tenir compte de la représentativité des différentes organisations, dont les positions, les prérogatives, les modes de fonctionnement sont l'objet de tractations, à l'intérieur desquels les rapports de force mettent aux prises une pluralité d'acteurs, etc., fait que la marge d'action de chaque acteur individuel s'est réduite. En effet, l'action y est partiellement objectivée et cadrée par la cristallisation et la routinisation propres aux processus d'institutionnalisation. Dans le système institutionnel complexe qui a émergé, la force individuelle de personnes particulières compte moins, sans doute, que dans l'état antérieur de l'espace de la Résistance. De ce fait, la position d'individus tels que d'Astier et Frenay est devenu sans doute moins dominante. S'ils restent alors des personnalités éminentes et puissantes, leur champ d'action s'est réduit. Dans ses conditions, sa nomination à l'Intérieur a tout pour être perçu par d'Astier comme un moyen de peser lourdement sur le cours des choses.

Chapitre 7
Du Gouvernement provisoire au compagnonnage communiste (novembre 1943-juin 1945)

« *Le vent souffle sur les tombes / La Liberté reviendra / On nous oubliera / Nous rentrerons dans l'ombre.* »
Emmanuel d'Astier[1517]

À partir de la fin du printemps 1943, avec la formation du CNR et l'installation à Alger du général de Gaulle comme co-président (avec le général Giraud) du CFLN, la France Combattante se tourne résolument vers la Libération. Les modalités de la prise du pouvoir et la transition politique deviennent les problèmes prépondérants à résoudre. Ils captent la plus grande partie de l'activité des dirigeants. Or ils posent plus largement le problème proprement politique de la recomposition de l'espace politique après la guerre. Qui doit détenir le pouvoir ? Qui est qualifié et légitime pour participer à la vie politique ? Qui doit être exclu ? Telles sont les questions qui se posent et qui constituent des enjeux de lutte entre les différentes catégories d'acteurs au sein de l'espace de la Résistance.

Dans cette conjoncture, l'espace de la Résistance se transforme en véritable embryon de champ politique. Pour tous ceux qui, comme Emmanuel d'Astier, aspirent à jouer un rôle politique dans la France de l'après-guerre, l'un des enjeux primordiaux est de parvenir à imposer son capital spécifique comme la ressource efficiente dans le champ politique recomposé. De fait, différentes catégories d'acteurs composent l'espace de la Résistance, qui du fait de trajectoires, d'appartenances actuelles et passées, de modalités de participation à la mobilisation résistante différentes, ont des capitaux différents à faire valoir dans la « lutte pour l'imposition du *principe de domination dominant*[1518] ». Ainsi, les résistants de l'intérieur comme d'Astier s'efforcent d'imposer l'engagement *clandestin* et précoce comme le principe ultime de légitimité politique. Certains techniciens issus des grands corps d'État mettent en avant leur compétence technique. Les hommes politiques (cadres des partis, anciens parlementaires) tentent de valoriser leurs savoir-faire proprement politiques (connaissance des rouages de l'État, capacité à mener des débats parlementaires, etc.).

[1517] Emmanuel d'Astier, *La Complainte du partisan*, Londres, 1943.
[1518] Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État*, *op. cit*, p. 376.

Ces luttes politiques sont fondamentales dans les mois qui préparent la Libération. Mais elles se prolongent aussi dans l'immédiat après-guerre, durant la période de transition qui court jusqu'à l'élection de l'Assemblée constituante fin 1945. Dans cette conjoncture, d'Astier évolue comme une particule dans un champ de force. Avec son inertie propre – c'est-à-dire ses dispositions, ses ressources, ses aspirations – il s'efforce de se maintenir dans un jeu puissant et particulièrement mouvant. Sa trajectoire politique est alors largement dépendante de dynamiques collectives, c'est-à-dire qu'elle dépend des autres – alliés, concurrents, adversaires – dont les actions pèsent sur ses perceptions et calculs et bornent son espace des possibles en situation. Pour en saisir les ressorts, il faut donc raisonner en termes d'interdépendance et d'interaction, c'est-à-dire resituer systématiquement d'Astier dans les configurations successives des rapports de force et de concurrence dans lesquels il occupe une position particulière.

1. D'Astier ministre : entre le Peuple et l'État

Parti de France afin notamment de réclamer au général de Gaulle l'accroissement des livraisons d'armes à la Résistance, d'Astier se voit proposer à son arrivée à Alger, début novembre 1943, le poste de commissaire à l'Intérieur dans le CFLN remanié.

1.1. Un « mandataire de la Résistance[1519] »

Lors de son entrée au CFLN, Emmanuel d'Astier se conçoit, à son poste de commissaire, d'abord comme un « mandataire de la Résistance », c'est-à-dire qu'il entend agir en priorité dans le but de promouvoir le point de vue des mouvements. Cette conception, il s'en ouvre dès le mois de décembre 1943 dans le premier courrier qu'il expédie en France à son adjoint et remplaçant à la tête de Libération, Pascal Copeau.

> « Sachez et dites aux camarades de Libération et au Comité Exécutif que je me considère ici comme le mandataire de la Résistance, que je ne fais là, sans doute, qu'une sorte

[1519] Lettre de Merlin [d'Astier] à Salard [Copeau], décembre 1943, AN, 72 AJ/410.

> d'intérim (qui, pour des raisons trop longues à expliquer, ne durera peut-être pas si longtemps) et que tous nos projets pour Libération après l'armistice restent valables.[1520] »

Certes, on peut lire dans cette lettre moins la traduction d'une intention réelle que la volonté de d'Astier d'assurer ses camarades restés en France qu'il leur reste fidèle et qu'il ne les abandonne pas. Cela est sans doute partiellement vrai, ce qui en ce sens, d'ailleurs, constituerait une forme d'expression du lien d'attachement et de solidarité qui unit le chef de Libération à ses compagnons de lutte. Reste que, comme on va le voir, d'Astier tend effectivement à agir au sein du gouvernement comme un émissaire de la Résistance intérieure, cela surtout dans deux directions : la désignation des cadres de la Libération, que d'Astier va s'efforcer de faire recruter en priorité au sein des mouvements ; l'armement de l'Armée des ombres, qu'il va tenter de faire augmenter fortement afin que la Résistance puisse constituer une véritable force d'appui militaire à même de réaliser l'insurrection nationale voulue. Sur ces deux questions, d'Astier essaie de renforcer la position de la Résistance intérieure, aux dépends d'autres composantes de la France combattante s'agissant de la désignation des cadres.

1.1.1. La désignation des cadres de la Libération

La mise en place des « cadres administratifs de la France libérée[1521] », autrement dit des équipes ayant pour mission de s'emparer, dès la libération des premières parcelles du territoire, des postes de direction et de pouvoir locaux, est l'une des principales tâches mise en œuvre par les autorités algéroises à partir du milieu de l'année 1943. La question est de toute première importance car c'est la capacité même du CFLN à s'imposer comme le détenteur effectif de l'autorité politique en métropole à la Libération qui est en jeu. Il s'agit en effet ni plus ni moins pour les cadres nommés que de parvenir à s'emparer, puis à tenir le pouvoir administratif dès le vacillement de l'administration vichyste, et ce avant les Alliés ou toute autre force concurrente incontrôlée, comme par exemple, peut-on craindre alors, le Parti communiste.

[1520] Lettre de Merlin [d'Astier] à Salard [Copeau], décembre 1943, AN, 72 AJ/410. Les projets pour Libération auxquels fait référence ici d'Astier concerne en particulier le journal, qu'il souhaite installer dans le paysage journalistique de l'après-guerre.
[1521] Note d'André Philip à Rex (Jean Moulin), juin 1943, cité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. Tome II*, *op. cit.*, p. 1098.

Théoriquement, le processus de nomination des futurs cadres administratifs (commissaires de la République[1522], préfets[1523], secrétaires généraux[1524]) a été pensé pour partir de la base, du terrain, pour remonter jusqu'aux organes centraux de la France libre. Ceux-ci doivent en effet être proposés par les organisations de résistance, avalisés par le CNR puis enfin officiellement nommés par le CFLN. Les résistants de l'intérieur sont ainsi censés peser significativement sur le choix des élus. En pratique, les choses sont loin de se passer de la sorte. Un homme en particulier pèse lourdement sur les décisions : Émile Laffon, délégué du CFLN en France en charge de la préparation administrative de la Libération. Désirant la mise en place d'un État fort et non pas seulement d'un État rénové comme le veut la Résistance intérieure, Laffon « refuse d'admettre comme allant de soi la nomination aux préfectures des chefs régionaux de la Résistance qu'il trouve en place, il veut des hommes sans compromission joignant à la volonté de renouveau la compétence et l'autorité[1525] ».

Au terme de sa première mission en France à l'été 1943, Laffon obtient le 3 octobre la signature par le général de Gaulle d'une première liste de préfets et commissaires de la République. Or celle-ci est contestée en particulier par le Comité directeur des MUR car d'une part la Résistance intérieure est largement sous-représentée au profit de personnalités issues de la France libre et des grands corps d'État, d'autre part les MUR sont carrément absents de la liste des commissaires en zone Sud[1526]. Ce qui est ressenti là comme une injustice est une des principales motivations du départ de d'Astier pour Alger. Fin octobre 1943, Emmanuel d'Astier, Henri Frenay, Eugène Claudius-Petit[1527] et Jacques Lecomte-Boinet[1528] cosignent depuis Londres une lettre à l'attention du commissaire à l'Intérieur André Philip pour contester la première liste des commissaires de la République validée après le retour d'Émile Laffon de sa première mission en France. Les désignations, écrivent les quatre dirigeants, « rencontrent d'assez vives objections de la part de tous les chefs des Mouvements de Résistance actuellement présents à Londres[1529] ». En cause, le fait que les

[1522] Les commissaires de la République ont les attributions de proconsuls régionaux, c'est-à-dire qu'ils sont dotés de tous les pouvoirs régaliens, y compris celui de battre monnaie.

[1523] Les préfets ont pour fonction de relayer au niveau départemental le pouvoir que le commissaire de la République assure au niveau régional.

[1524] Les secrétaires généraux sont des « ministres provisoires » chargés d'assurer l'intérim du GPRF sur le territoire libéré avant l'arrivée du gouvernement.

[1525] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. Tome II*, *op. cit*., pp. 1099-1100.

[1526] Des vingt commissaires de la République nommés le 3 octobre 1943, seuls quatre sont issus des mouvements.

[1527] Membre de Franc-Tireur, représentant du mouvement au CNR.

[1528] Fondateur et représentant au CNR du mouvement Ceux de la Résistance.

[1529] Lettre de la Délégation du Comité exécutif de la Résistance française (Mathieu [Lecomte-Boinet], Frenay, Claudius [Petit] et Bernard [d'Astier]) à André Philip, 27 octobre 1943, AN, 72 AJ/410.

noms proposés pour les postes de Commissaires soient ceux qui avaient été choisis d'accord entre Laffon et les organes représentatifs de la Résistance pour occuper les fonctions de préfet. Or les qualités requises pour le poste, estiment-ils, sont bien différentes.

> « Tandis qu'il est nécessaire que les préfets régionaux aient des connaissances administratives réelles, pour les Commissaires de la République il suffit qu'on soit assuré de leur tendance générale sur le plan politique, de leur autorité dans la région où elle s'exerce, et de leur fidélité au Gouvernement provisoire. Il ne semble donc pas que ces hommes choisis en raison de leurs compétences techniques ou en raison des services rendus en Angleterre ou en Afrique du Nord, répondent à ces conditions. » Les Commissaires, « doivent être choisis parmi des hommes de la Résistance, c'est-à-dire parmi ceux qui ont une autorité incontestable sur tous les hommes et un prestige très grand auprès de l'ensemble de la population[1530] ».

Pour les auteurs de cette lettre, il n'est donc pas seulement question de justice, mais il est avant tout question d'efficacité. Parce que légitimes auprès de la Résistance et de la population, des résistants auront plus d'autorité pour gérer la situation, pour assurer l'ordre et notamment « faire rentrer dans la légalité les groupements armés ».

Quelques jours plus tôt, d'Astier avait déjà câblé un message au Comité directeur des MUR avertissant du retour imminent de Laffon en métropole pour introniser les préfets. Il demandait au Comité de tout faire pour entraver le processus.

> « Je vous demande de confronter l'objet de la mission actuelle de Lambert [Laffon] avec la position prise par le CGE au moment de mon départ. Vous constaterez des divergences fondamentales dues à l'ignorance des positions prises par la Résistance et à des contacts insuffisants entre le CGE, le Comité directeur des MUR et Lambert à la fin de sa première mission. Je me rends à Alger pour faire réviser ces questions. Faites le nécessaire pour que Lambert suspende toute action en attendant de nouveaux avis d'Alger.[1531] »

Une fois devenu commissaire à l'Intérieur, d'Astier s'efforce d'infléchir la nomination des préfets et commissaires dans le sens d'une meilleure représentation de la Résistance

[1530] *Ibid*.
[1531] Câble d'Emmanuel d'Astier au Comité directeur des MUR, 23 octobre 1943, AN, 72 AJ/410.

intérieure. Il doit cependant affronter les points de vue divergents de la Commission des désignations confiée à Laffon et Michel Debré. Fin 1943-début 1944, il fait parvenir plusieurs télégrammes au Comité directeur des MUR dans lesquels il indique qu'il s'efforce de faire nommer aux postes de commissaires de la République dans la zone sud les chefs régionaux des MUR. Émile Laffon conteste vivement cette option et, sur le terrain, s'y oppose :

> « Il m'est apparu tout d'abord qu'il ne fallait pas admettre comme allant de soi la nomination des chefs régionaux aux postes de Commissaires. J'estime qu'il n'y aura rien de plus difficile, de plus délicat que le rôle de Commissaire ; aucun qui doive demander une compétence plus étendue, une autorité plus certaine, une expérience et une éloquence indiscutables. Ils seront, dans les provinces, les représentants du Comité, du Général. C'est sur eux, que l'on jugera le nouveau Gouvernement […]. Il n'y a qu'une chose qui doit nous retenir dans ce choix : le patriotisme sans doute, mais aussi, surtout, la valeur. […] Chargé de mission, agent du pouvoir central à un moment où, malgré ce combat magnifique, le désordre et l'indiscipline relèvent la tête, j'estime de mon devoir de dire qu'il faut mettre en place les hommes d'une valeur indiscutable […]. Il faut des hommes capables d'arbitrer.[1532] »

Une lutte d'influence, qui traduit plus largement une divergence de conception de l'action résistante, se déroule entre d'Astier et Laffon. Entre les deux hommes se joue l'affrontement entre la logique étatique du pouvoir central et la logique insurrectionnelle portée par les mouvements[1533]. Or ici, le commissaire à l'Intérieur n'a pas d'autorité directe sur le délégué civil du CFLN en France, auquel sa fonction confère une importante autonomie[1534]. En définitive, la voix de Laffon, qui dispose de l'atout d'être présent sur le territoire métropolitain, est la plus déterminante. D'Astier tente d'obtenir l'appui des commissaires du CFLN mais ceux-ci, dont la plupart sont extérieurs à la Résistance intérieure, sont loin de tous soutenir son point de vue. C'est le cas par exemple de l'ancien parlementaire radical Henri Queuille, l'une des principales cautions démocratiques du général de Gaulle vis-à-vis des Alliés, qui écrit dans son journal le 24 décembre 1943 :

[1532] Lettre dactylographiée de Guizot [Laffon] à Emmanuel d'Astier, 11 janvier 1944, AN, 65 MI/1.

[1533] Cette lutte rejoue dans les mêmes termes ou presque – l'insurrection populaire contre l'État et ses fonctionnaires – l'opposition entre Jean Moulin et les chefs des MUR.

[1534] Il ne faut jamais négligé que la Résistance et la France libre font éclore sous la période quantité d'organe (bureaux, commissariats, délégations, comités, conseils, etc.) dont les missions se recouvrent, qui se font concurrence et dont les responsabilités ne sont pas toujours formellement fixées. En définitive, c'est, sur le plan institutionnel, le CFLN avec à sa tête de Gaulle qui tranche ou, sur le terrain, localement et au gré des événements, la Résistance avec les moyens dont elle dispose.

> « Il voudrait avoir l'accord des commissaires [du CFLN] et voudrait que je cherche à l'obtenir. Mais cela s'accompagne d'indications un peu inquiétantes. Les dits commissaires [de la République] seraient désignés par la Résistance. Je veux bien s'il s'agit de personnes capables d'administrer, mais autre chose est d'être un héros, autre chose de diriger les affaires d'une région : d'Astier me dit : ″mais ils feront administrer″… Pour faire travailler les autres, il faut savoir travailler soi-même. […] D'Astier me paraît croire que la Résistance peut et doit tout régler.[1535] »

Les propos de Queuille illustrent bien la méfiance que la Résistance intérieure et ses aspirations peuvent susciter auprès de responsables qui n'en sont pas issus mais qui, au contraire, sont porteurs d'autres ressources politiques et incarnent une autre légitimité politique. Ils illustrent bien, de ce fait, la force des logiques contraires auxquels les résistants de l'intérieur sont confrontés et qui font barrage au déploiement de leurs aspirations révolutionnaires.

Dans l'ensemble, sur cette question d'Astier est contraint de s'incliner[1536]. Le 10 janvier 1944 est signée par de Gaulle et d'Astier l'ordonnance instituant les « commissariats régionaux de la République ». Rédigée par Michel Debré, elle stipule en particulier que les commissaires seront nommés uniquement « après consultation » de la Résistance intérieure, et non pas « avec [son] accord » comme le désirait d'Astier[1537]. La position de Laffon est ainsi consacrée dans le texte[1538]. C'est une forme d'échec pour d'Astier. De fait, dès ce mois de janvier 1944, Morandat se plaint auprès de d'Astier que les commissaires sont recrutés « un peu trop parmi les ouvriers de la onzième heure » et issus des « grands corps de l'État, tout plus ou moins inféodés aux trusts[1539] ».

Après le problème de la nomination des commissaires de la République vient celui des Comités départementaux de libération (CDL), de leur composition, de leurs attributions, de leurs missions. L'enjeu est toujours celui de la préparation d'un « État clandestin gaulliste » à

[1535] Henri Queuille, *Journal de guerre. Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, Paris, Plon / Fondation Charles de Gaulle, 1995, pp. 116-117.

[1536] Les décrets portant nomination sont signés par le général de Gaulle.

[1537] Dans *Les Dieux et les hommes*, d'Astier travestit quelque peu l'issue de ces longs débats : « J'avais déjà fait admettre – avec quelque difficulté – que les commissaires de la République ne seraient nommés par le Comité d'Alger que sur proposition et avec l'accord des organisations responsables de la Résistance. (p. 76) »

[1538] Sur ces questions, voir Charles-Louis Foulon, *Le Pouvoir en province à la Libération. Les commissaires de la République, 1943-1946*, Paris, Presses de Science Po, 1975.

[1539] Rapport d'Arnolphe [Morandat] à Emmanuel d'Astier, janvier 1944, AN, 72 AJ/410.

même de se substituer au pouvoir vichyste dès le départ des Allemands. Provenant d'une idée des organes de la Résistance intérieure, les CDL sont conçus pour être en quelque sorte un organe de représentation de la Résistance au niveau local, mais un organe devant contribuer activement à l'administration des territoires libérés. Si le principe de l'existence des CDL est tôt reconnu comme légitime, les questions premières qui se posent sont celles de son périmètre d'action et de sa position hiérarchique dans l'organigramme de l'État clandestin. En particulier, les CDL doivent-ils être placés sous l'autorité des préfets ou ces-derniers doivent-ils en être les agents d'exécution ? D'Astier, qui se fait de nouveau l'avocat de la Résistance intérieure, penche pour la première solution. En décembre 1943, il écrit à Pascal Copeau qu'il souhaite que les CDL jouent à l'arrivée des Alliés le rôle d'un « exécutif fort[1540] », puis, après avoir procédé à l'installation des Commissaires de la République, qu'ils se transforment en « pouvoirs consultatifs forts[1541] ». Mais Francis-Louis Closon (et avec lui de Gaulle) s'y oppose[1542].

Sur le terrain, les demandes de la Résistance sont plurielles et non convergentes. Si l'on s'accorde à réclamer les pouvoirs les plus étendus aux CDL, par exemple en matière d'épuration par la constitution de cours martiales spéciales, on se déchire sur la composition des comités. Les MUR exigent de pouvoir nommer eux-mêmes leurs représentants, refusent la présence de représentants des partis politiques, ce contre quoi s'insurgent ces mêmes partis. Quant aux communistes, ils exigent « sous des noms divers, une représentation plus large de leurs partisans[1543] ». Les tractations entre les différentes parties sont laborieuses. Elles s'étendent sur plusieurs mois. Comme précédemment, et contrairement à ce que sa fonction de commissaire à l'Intérieur pourrait laisser penser, d'Astier n'a pas plus la main dans ce dossier que dans celui de commissaires de la République. Sur le terrain, Francis-Louis Closon est le maître d'œuvre. C'est lui qui négocie directement avec les représentants de la

[1540] Lettre dactylographiée d'Emmanuel d'Astier à Salard [Copeau], décembre 1943, AN, 65 MI 1.

[1541] *Ibid*.

[1542] Cf. Rapport de Fouché [Closon], 10 octobre 1943, AN, 72 AJ/410. Closon s'oppose à la vision des résistants qu'il énonce ainsi : « La zone Sud voit dans les Comités essentiellement la représentation de la Résistance et estime qu'à ce titre, ils doivent prendre la direction de l'insurrection. Pendant cette période, les Préfets seraient placés sous les ordres des Comités dont ils seraient les agents d'exécution. Á mon sens, il ne peut être question de réduire les Préfets, représentants du pouvoir central, à ce simple rôle. […] Je ne pense pas que l'insurrection, si elle a lieu, puisse être dirigée par une sorte de soviet local, qui serait, en l'absence de tout contrôle, le représentant du pouvoir central. [Après avoir signalé qu'il dispose de renseignements laissant à penser que le personnel administratif de Vichy ne s'accrochera pas et donc que la transition pourrait se faire sans heurts notables, il poursuit] Le problème est donc beaucoup moins de constituer un soviet que d'avoir, le plus rapidement possible, un représentant du pouvoir central qui pourra prendre immédiatement la direction des affaires, commander la police et utiliser, si besoin est, l'armée secrète contre la milice. Pour en terminer avec les pouvoirs des Comités, je pense qu'ils devront, pour la période intermédiaire, se considérer comme placés sous les ordres des Commissaires de la République, fonctionnaires politiques représentant le pouvoir central, responsable du maintien de l'ordre et du succès de la prise de pouvoir. (Rapport n° 2) »

[1543] Francis-Louis Closon, *Le Temps des passions. De Jean Moulin à la Libération, 1943-1945*, Genève, Famot, 1976 [1ère éd. 1974], p. 226.

Résistance intérieure en métropole tandis qu'en dernière analyse, c'est la position du général de Gaulle qui fait autorité. Or ce dernier, qui admet sans mal le principe des CDL, les conçoit essentiellement comme un moyen de gérer les éventuelles frustrations de la Résistance intérieure.

> Il s'agit dans son esprit d'« attribuer localement à la résistance un rôle dans la remise en marche, un moyen normal d'expression, voire un exutoire à d'inévitables bouillonnements […]. Ce Comité, formé des délégués locaux des mouvements et partis représentés au Conseil National de la Résistance, donnera ses avis aux préfets, comme le faisait naguère le conseil général, en attendant que celui-ci soit rétabli par des élections.[1544] »

En définitive, comme le souligne Jean-Louis Crémieux-Brilhac[1545], le statut des CDL est le fruit d'un compromis assez équilibré. Si les CDL ont pour rôle de représenter la population et d'« assister le préfet[1546] » une fois celui-ci installé, ils ont avant cela la charge de coordonner l'action immédiate et de préparer et diriger l'insurrection en empêchant que celle-ci ne « se transforme en anarchie généralisée[1547] ». En d'autres termes, ils ont pour mission de déchoir les autorités vichystes et d'assurer l'intérim avant la relève des préfets et des commissaires. La mission des CDL n'est donc pas négligeable et pas si éloigné, pour cette fois, des vues émises par Emmanuel d'Astier. Aux commissaires de la République, le commissaire à l'Intérieur donne d'ailleurs des instructions qui insistent sur le rôle de première importance que doivent jouer les CDL et sur la considération qui doit être apportée aux avis qu'ils émettent :

> « Il sera tenu le plus grand compte des avis des Comités de la Libération qui devront être consultés sur toutes les questions importantes. Les propositions qu'ils formuleront devront être prises en considération en vue de servir de base à votre action politique et économique.[1548] »

[1544] Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre. Tome 2*, *op. cit*.,, p. 176
[1545] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre. Tome II*, *op. cit*., p. 1102.
[1546] Ordonnance du 21 avril 1944 portant création des CDL, cité par Francis-Louis Closon, *Le Temps des passions*, *op. cit*., p. 230.
[1547] *Ibid*.
[1548] Emmanuel d'Astier cité par Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 175.

Sur la question de l'administration des territoires libérés, on le voit, le vœu de d'Astier est bel et bien de donner la plus grande part aux hommes de la Résistance car ceux-ci, outre qu'ils ont fourni la contribution la plus significative dans les conditions extrêmement dures de la clandestinité et de la répression nazie et vichyste, sont selon le commissaire parfaitement compétents, notamment du fait de leur pleine connaissance du terrain, pour mener à bien cette tâche. C'est ainsi que, tout en œuvrant pour que l'infrastructure administrative du CFLN soit prête à temps de manière à surseoir au risque de l'AMGOT, il s'efforce également de restreindre les recrutements au sein des effectifs de la France libre, et en particulier de son armée. Il s'efforce, sur ces questions, de convaincre directement le général de Gaulle, comme l'illustre le télégramme suivant daté de février 1944, c'est-à-dire à un moment où la conception de l'architecture de l'État clandestin n'est pas achevée.

> « Tous les efforts doivent être accomplis pour permettre aussi rapidement que possible l'installation sur le territoire libéré d'une autorité civile. Il ne paraît pas être tenu un compte suffisant de ces préoccupations par les travaux du CDN et de la Commission de Débarquement. Il faut éviter de donner aux alliés la fâcheuse impression que nous entendons confier le soin de prendre toutes les mesures administratives qui auraient à intervenir dans la zone de débarquement à la Mission Militaire de Liaison, c'est-à-dire à un organisme militaire. Or, je constate que le tableau d'effectifs prévus pour les divers échelons de la Mission Militaire de Liaison administrative comporte la désignation d'officiers spécialisés aux états-majors de groupe d'armées et d'armée – c'est-à-dire des échelons où il est permis d'espérer qu'une administration civile pourra être installée – pour certaines spécialités nettement et exclusivement civiles (finances, justice civile par exemple). Il doit être nettement précisé, pour dissiper toute équivoque, que le personnel spécialiste (officiers d'affaires civiles) désigné par les commissaires intéressés et recevant d'eux les directives et instructions n'aura à appliquer ces dernières que dans la zone de combat sous le couvert de l'autorité militaire et, hors la zone de combat et sous le couvert et le contrôle du délégué militaire. C'est sous l'autorité du Commissaire de la République, par des civils et avec le concours éventuel de spécialistes militaires, que l'administration doit être exercée hors de la zone de combat.[1549] »

[1549] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Pierre Bloch pour le général de Gaulle, 1er février 1944, AN, 72 AJ/1901.
De Gaulle répond le 6 à d'Astier pour le rassurer : « Il n'a jamais été dans notre esprit de confier cette tâche à un militaire. Mais jusqu'à présent, n'ayant aucun accord avec les alliés à ce sujet nous ne pouvons désigner ce membre du gouvernement et nous laissons les officiers de liaison administrative préparer leur tâche sous la direction générale du général d'Astier de La Vigerie. (Télégramme à d'Astier, 6 février 1944, AN, 72 AJ/1901) »

Dans ce télégramme, il n'est pas directement question des hommes de la Résistance intérieure. Mais la défense par d'Astier du principe d'une administration civile laisse ouvert l'accès aux postes à des résistants. Surtout, il est intéressant que son propos vise à réduire les spécialistes militaires à un rôle d'appoint. C'est militer sans le dire pour que la Résistance conserve la possibilité d'exercer le pouvoir administratif. Cette prise de position, ici voilée, d'Astier la confesse explicitement quelques années après la guerre dans son ouvrage *Les Dieux et les hommes*.

> « Une nuée de lieutenants, de capitaines, de commandants naquit du jour au lendemain. Confiée à Boislambert, elle relevait de l'état-major de Koenig et de son chef, le colonel Chevigné. Mais, si l'on écartait l'hypothèque américaine, il fallait écarter aussi l'hypothèque d'une administration militaire française tout entière composée d'émigrés (les uns respectables et combattants de toujours, les autres sortant de leurs trous comme les rats qui rentrent dans le navire remis à flot et ignorant le grand drame intérieur et la soif française d'un renouveau). Car la Résistance était capable de fournir les éléments essentiels d'une administration civile. Et elle était qualifiée. […] Ni par l'étranger ni par l'extérieur… il était légitime, nécessaire qu'à la libération, l'administration de la France fût confiée à ceux qui, sur le sol même, avaient préparé sa libération et qui, mieux que nous, en connaissaient les problèmes.[1550] »

Au total, l'étude de son activité dans les premiers mois de son ministère le montre nettement, d'Astier agit bien sur la question de la nomination des cadres de la Libération en vue de promouvoir la cause de la Résistance intérieure, aux dépends en particulier d'une Résistance extérieure qu'il juge moins légitime. Mais comme on l'a vu, il est souvent contraint de se plier, dans un processus qu'il ne maîtrise pas, aux choix en dernier ressort d'un général de Gaulle qui est loin de partager tous ses points de vue.

1.1.2. L'armement de la Résistance

L'armement est la seconde question sur laquelle d'Astier œuvre nettement dans le sens de la Résistance intérieure. L'armement de la Résistance est un problème qui parcourt toute son histoire. Tout au long de l'Occupation, les chefs de mouvements bataillent pour armer leurs

[1550] Emmanuel d'Astier, *Les Dieux et les hommes*, *op. cit*., pp. 75-76.

troupes. L'armement est ainsi l'une des principales demandes qu'ils ne cessent de formuler à l'intention de la France libre et des autorités britanniques. C'est que de la possession d'armes dépend la capacité des mouvements à agir et donc pour une bonne part leur crédibilité. Cet enjeu est d'autant plus crucial à mesure que s'affirment les aspirations insurrectionnelles et révolutionnaires de la Résistance. Comme l'écrit François Marcot, « à l'action immédiate est […] liée la mobilisation des Français et l'insurrection nationale, associant ainsi action militaire et action politique[1551] ». L'enjeu de l'armement des mouvements s'inscrit aussi dans le cadre des rapports de concurrence avec la Résistance communiste. Les communistes, en effet, font de l'action immédiate et de la lutte armée un des axes de leur répertoire d'action résistante. Or ceux-ci exercent au fil des mois un effet d'attraction et de polarisation de plus en plus puissant sur la Résistance, qui contraint les mouvements non communistes à se positionner pour soutenir la concurrence. C'est ainsi qu'« au sein des mouvements, si l'on se lance dans l'action immédiate, c'est parce qu'on partage certaines analyses communistes, mais c'est aussi parce qu'on craint d'être débordé par eux, et par leur capacité de recrutement[1552] ». Cela s'observe particulièrement lors du lancement du STO en février 1943. Confrontés à la formation de maquis qu'ils ont de la peine à encadrer, les chefs de mouvements s'alarment alors auprès de la France libre d'une situation qui pourrait *in fine* profiter au communisme, comme l'illustre ce télégramme de d'Astier à de Gaulle.

> « France menacée être vidée totalité hommes valides en deux mois attend votre mot d'ordre résistance totale et violente STOP avons décidé passer à l'action immédiate STOP avons espoir entraîner mouvement unanime désobéissance et révolte STOP demandons aide urgente argent armes STOP propagande doit donner mots d'ordre les plus violents que Peuple attend et espoir concret prompte libération STOP si rien entrepris, France rayée comme facteur guerre STOP votre nom seul peut provoquer sursaut avant hémorragie mortelle STOP comptons sur vous STOP déportés ayant sentiment abandonnés par anglo-saxons murs pour communisme FIN.[1553] »

Commissaire à Alger, sa foi en la nécessité de l'insurrection populaire pousse d'Astier à se démener pour augmenter significativement les livraisons d'armes à la Résistance. Les premières instructions qu'il donne après sa prise de poste témoignent clairement de son

[1551] François Marcot, « Les enjeux de la lutte armée », *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., pp. 574-584, p. 580.
[1552] *Ibid*.
[1553] Télégramme de Libération-Sud à général de Gaulle, 2 mars 1943, AN, 72 AJ 409.

attention aux questions d'armement. Dès le mois de décembre 1943, il interroge André Manuel, qui dirige le BRAL[1554], de l'informer des opérations de parachutage prévues pour janvier 1944.

> « Prière de m'indiquer d'urgence nombre d'opérations Lysander et Hudson prévues pour Janvier 1944.[1555] »

Dans le même temps, il indique à son adjoint, Jean Pierre-Bloch, de dégager d'urgence des fonds supplémentaires.

> « J'espère que vous avez fait le maximum pour attribuer fonds spéciaux à Commint[1556] Alger pour 44. […] Voyez Mendès France pour qu'il donne ordre à la caisse centrale à Londres de verser 25 Millions à BRAL[1557]. Agissez sans délai.[1558] »

D'Astier se rend vite compte, cependant, que l'armement dépend moins du général de Gaulle que des Alliés. Cela donne lieu de sa part à une prise de parole extrêmement vive à la tribune de l'Assemblée consultative, le 10 janvier 1944, où il interpelle directement les gouvernements britannique et américain.

> « En 1943, il y a en France des groupes de choc qui s'appellent ″francs-tireurs″ et ″partisans″ – je leur rends hommage –, qui s'appellent ″groupes francs″ ; il y a des maquis avec plus de 40 000 hommes ; il y a une action ouvrière qui fait du sabotage extrêmement abondant et qui prépare des grèves ; il y a des éléments paramilitaires qui représentent un nombre important de divisions ; il y a une presse clandestine dont les lecteurs se chiffrent par millions. Vous me direz que ce bilan est brillant. Hélas, je dois avouer qu'à l'heure actuelle, en France, il y a peut-être à peine une arme pour vingt combattants. Nous sommes ici au cœur du débat. Cette carence, d'où vient-elle ? […] Le problème est un problème de gouvernement et ce n'est pas, hélas, seulement un problème de gouvernement français. La guerre est multiforme : chaque secteur est jaloux de sa

[1554] Il s'agit des bureaux londoniens du BCRA.
[1555] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à André Manuel, décembre 1943, AN, F1 A 3816.
[1556] Le Commint est l'antenne financière du BCRA.
[1557] Il s'agit des bureaux londoniens du BCRA.
[1558] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Jean Pierre-Bloch, 19 décembre 1943, AN, 72 AJ 410.

> guerre. Tel maréchal de l'Air pense qu'il gagnera sa guerre avec des bombardements de Berlin ; tel personnage de l'Amirauté pense qu'il gagnera sa guerre sur l'Atlantique ; et il est impossible, à l'heure actuelle, pour les services spéciaux britanniques, d'obtenir le matériel qui leur est nécessaire pour transporter des armes en France. Donc, c'est une affaire de gouvernement, et ici je demande solennellement aux gouvernements alliés de reconsidérer la question. Car les conséquences militaires et politiques de cette abstention sont très graves et pour la guerre et pour la paix.[1559] »

Comme on le lit ici, d'Astier reproche explicitement aux Alliés de négliger la Résistance française. Mais il observe également que dans le camp français lui-même, tous ne sont pas favorables à un armement massif de la Résistance, par crainte essentiellement d'un processus insurrectionnel et révolutionnaire qui échapperait au contrôle de l'autorité politique. C'est le cas de certains hommes politiques qui redoutent la « révolution ». D'Astier les dénonce explicitement lors de ce même discours du 10 janvier :

> « Je sais bien que, lorsqu'il s'agit d'armer le peuple de France, il y a quelques hommes politiques – ils ne sont pas tous à l'étranger, il y en a même en France – qui sont inquiets. Ils pensent au mot de ″révolution″.[1560] »

C'est le cas également au sein des services secrets du colonel Passy. D'Astier apprend ainsi avec indignation en décembre 1943 que suivant une consigne du BCRA, certains délégués militaires envoyés en métropole stockent les armes parachutées en prévision du jour J, plutôt que de les livrer aux chefs de maquis[1561].

> « Certes, les Services Secrets (le fameux BCRA) se méfiaient des mouvements de résistance ; ils voulaient surtout restreindre leur champ et les domestiquer. Ils se méfiaient de cette action étendue à tout un peuple, qui prenait la forme du sabotage généralisé, du harcèlement, des maquis, pour aboutir à l'insurrection nationale. Ils ne voyaient que l'objectif limité, les petites opérations de spécialistes. Et leurs échelons en France

[1559] *Journal officiel de la République française*, Débats de l'Assemblée consultative provisoire (Alger), séance du 10 janvier 1944, p. 14.
[1560] *Ibid*.
[1561] Cf. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Tome II, *op. cit*., p. 1120.

> stockaient les armes pour le jour J, plutôt que de les distribuer aux mouvements, rationnant tel ou tel groupe suivant les sympathies ou les antipathies politiques.[1562] »

Constatant que manque à Alger une réelle volonté, il prend l'initiative, en-dehors de ses attributions, d'aller rencontrer personnellement Winston Churchill pour tenter de le convaincre de la nécessité d'armer la Résistance. Il rencontre le premier ministre britannique une première fois à Marrakech le 14 janvier 1944, puis de nouveau à Londres les 26 et 27 janvier. Au terme de ces entrevues au cours desquels les échanges sont parfois tendus, d'Astier parvient enfin à obtenir de Churchill un accroissement significatif des livraisons d'armes[1563]. Ce n'était pas acquis. D'Astier a déployé une intense activité pour aboutir. Et Churchill tient parole. Comme le résume Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « le double apport personnel d'Emmanuel d'Astier, pour lequel il mobilise son talent de parole et sa force de séduction, est, janvier 1944, d'obtenir de Churchill l'armement de la Résistance avec probablement deux mois d'avance sur les plans d'états-majors alliés et d'arracher concurremment à de Gaulle une consigne claire de passage à la lutte armée sur le plan local[1564] ».

Dans les mois qui suivent, il continue d'accorder une attention soutenue à la question de l'armement. Il s'assure que les parachutages d'armes soient réellement accrus et bataille pour que sur le terrain, les stocks soient effectivement livrés à la Résistance[1565]. Lors de la création du statut des Forces Françaises Libres (FFI), en mai 1944, il prononce à l'Assemblée consultative un discours qui insiste de nouveau sur l'importance fondamentale du rôle armé de la Résistance.

> « Vous savez, Messieurs, que mon principal souci quand le général de Gaulle m'a appelé à la charge que j'ai encore aujourd'hui, a été de tenter de remédier à la terrible carence que j'avais trop bien constatée en France en ce qui concerne l'armement des Patriotes. […] Un effort considérable et de caractère sans précédent a été fait par les Alliés […]. Je dois dire, cependant, que ma grande satisfaction de voir remédier à une situation tragique et de pouvoir y contribuer personnellement a été atténuée par les considérations

[1562] *Ibid*., p. 9. Emmanuel d'Astier s'indignera au printemps 1944

[1563] Les comptes-rendus de ces entretiens sont conservés aux Archives nationales sous la côte 72 AJ/1903.

[1564] Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Tome II, *op. cit*., p. 1042.

[1565] On peut ainsi lire dans le compte-rendu d'une réunion au siège du commissariat à l'Intérieur le 5 avril 1944 : « M. d'Astier demande que pour l'avenir, il soit tenu compte particulièrement des équipes d'action immédiates. […] M. d'Astier insiste sur l'armement des équipes d'action immédiates. (Compte-rendu de réunion, siège du commissariat à l'Intérieur, Londres, 5 avril 1944, AN, 72 AJ 410) »

> suivantes : cette entreprise d'armement a été plus coûteuse pour les Alliés, et surtout pour la Résistance française, parce que l'on s'y est pris trop tard. Cette entreprise a été moins fructueuse aussi parce qu'elle a été commencée alors que l'ennemi avait pris des dispositifs de sécurité plus complète et avait concentré sur le sol français des effectifs et des moyens qu'il n'y avait pas les années précédentes. […] Je dois ajouter, hélas ! parce qu'il faut être franc, que cette tâche n'a peut-être pas été entreprise plus tôt parce qu'on a cru trop tard à la Résistance française. […] Les combattants de notre armé sans uniforme, notamment les combattants du maquis, constituent l'avant-garde de l'armée d'invasion ; ils sont à la pointe du combat et, pour le moment, avec les commandos, ils sont les seules troupes de terre alliées engagées sur le front occidental [*Applaudissements*]. Il ne suffit donc pas de les armer ; il est essentiel de leur apporter aussi l'aide tactique qui est nécessaire pour qu'ils ne se fassent pas tuer en vain. […] Les effets d'une telle carence risqueraient d'être très profonds et de se faire sentir longtemps même après la Victoire. Les combattants qui voient et qui verront chaque jour l'aviation alliée attaquer les objectifs industriels et ferroviaires souvent voisins de leur propre point de concentration, et au prix de pertes cruelles dans la population française, et qui devraient continuer à constater que les objectifs purement allemands, que les concentrations d'hommes et de matériel pis en œuvre pour réduire la Résistance française, sont en vain désignés et ne sont jamais attaqués, les combattants et nous-mêmes serions en droit de contracter une amertume que la Victoire même pourrait difficilement effacée.[1566] »

Dans ces mots transparaît le désir puissant de d'Astier que la Résistance intérieure apporte une contribution majeure à la libération du territoire. Mais on observe aussi qu'il brandit une menace, celle du danger qu'il y a à dédaigner la Résistance et, surtout à se méfier d'elle. Si d'Astier craint réellement alors que la Résistance puisse échapper au contrôle gouvernemental lors des combats de la Libération, il entend surtout ici avertir l'Assemblée, pour mieux la convaincre, qu'il est absolument nécessaire de s'appuyer sur les résistants, et en aucune manière de les reléguer à un rôle secondaire. On tient là une manifestation supplémentaire de son attachement à leur cause.

[1566] *Journal officiel de la République française*, Débats de l'Assemblée consultative provisoire (Alger), séance du 10 mai 1944, p. 5.

1.2. L'appropriation de la logique étatique

S'agissant de ces sujets de toute première importance que sont la désignation des cadres de la Libération et l'armement de l'Armée Secrète, on voit que d'Astier agit nettement en faveur de la Résistance intérieure. Cela au point que l'on puisse lui reprocher de penser, comme le fait l'ancien parlementaire Henri Queuille, que la « Résistance peut et doit tout régler[1567] ». Il ne faudrait pas croire, néanmoins, que son rôle au commissariat à l'Intérieur se réduit à celle d'un chargé de mission d'une Résistance intérieure dont il se contenterait de se faire le relai. Si effectivement, dans les premiers mois, cette posture est clairement privilégiée, on constate que progressivement il s'approprie la logique étatique-institutionnelle porté par le général de Gaulle. Ainsi, dès avant les combats de la Libération, les directives qu'il envoie en métropole montrent qu'en aucune manière il n'entend donner toute latitude aux organes de la Résistance intérieure, notamment sur la question de l'administration des territoires après le départ des Allemands, mais qu'il souhaite au contraire que l'autorité suprême du CFLN soit respectée. Par exemple, dès le mois de mars 1944 dans une note destinée à Pascal Copeau, il insiste sur le fait que les CDL – qui rappelons-le constituent des instances locales de représentation de la Résistance intérieure – n'ont pas vocation à exercer durablement les pouvoirs qu'ils pourraient être amener à exercer au moment de la Libération mais qu'ils devront très rapidement les transmettre aux commissaires de la République.

> « ils [les CDL] peuvent être appelés à prendre à titre essentiellement provisoire le pouvoir, devant en tout état de cause avant l'arrivée des troupes allées avoir transmis leurs pouvoirs insurrectionnels au commissaire de la République[1568] ».

Dans une autre note à Jacques Bingen, toujours sur la question des CDL, il réitère la même consigne sur le caractère éminemment provisoire du pouvoir exécutif que ces Comités peuvent être conduits à exercer. Ceux-ci, insiste d'Astier, doivent remettre le pouvoir exécutif aux commissaires de la République, qui représentent le pouvoir central, « aussitôt la prise du pouvoir terminée ».

> « Les Comités de la Libération régionaux et départementaux sont les organismes qui effectuent et dirigent la prise du pouvoir. Cette prise du pouvoir comporte une période,

[1567] Cf. *supra*.
[1568] Note de Merlin [d'Astier] à Coridon [Bingen] (à communiquer à Salard [Copeau]), mars 1944, AN, 65 MI/2.

> dite insurrectionnelle, qui peut varier entre quelques heures et quelques jours et pendant laquelle, les dits Comités ont un pouvoir exécutif. Aussitôt la prise du pouvoir terminée (étant bien entendu qu'elle doit être terminée avant l'arrivée des troupes alliées), les Comités de Libération mettent en place les fonctionnaires du CFLN, c'est-à-dire les Commissaires de la République, et deviennent alors des organismes purement consultatifs.[1569] »

On notera que d'Astier restreint ensuite considérablement le rôle des CDL. En effet, une fois les commissaires de la République installés, ils sont destinés à n'être des organismes que « purement consultatifs ». C'est presque considérer que la prise de pouvoir effectuée, leur mission est achevée. Cette phase de prise du pouvoir est jugée primordiale par d'Astier. Celui-ci insiste pour qu'elle soit courte et que le transfert de l'autorité aux représentants qualifiés du Gouvernement soit rapide. Fin mai 1944, il insiste auprès du Délégué général Alexandre Parodi pour que la « période insurrectionnelle [soit] terminée à l'arrivée du premier soldat allié et les fonctionnaires du CFLN mis en place. […] Elle ne doit pas excéder trois ou quatre jours, 48 heures si c'est possible.[1570] » La référence à « l'arrivée du premier soldat allié » indique que ce que redoutent par-dessus tout d'Astier et le Gouvernement, c'est la mise en place de l'AMGOT. Pour cela, il estime indispensable que le CFLN contrôle effectivement la situation au plus tôt dès le départ des Allemands. Ainsi il n'est pas question de laisser le champ libre à l'initiative populaire ni de donner toute autonomie à la Résistance intérieure.

Sur ce dernier point, Emmanuel d'Astier est d'ailleurs conduit à s'opposer directement à la Résistance intérieure au printemps 1944. En effet, en mai 1944, le CNR crée sous le nom de Comité d'Action Militaire (COMAC[1571]) un organisme ayant pour charge de diriger l'action militaire des FFI. Cette décision est contraire aux vues du général de Gaulle qui a établi que le commandement militaire doit dépendre du pouvoir central, par l'intermédiaire d'un officier nommé par lui. Il a ainsi désigné le général Koenig à la tête de l'état-major des FFI. Parallèlement, un Comité d'action en France (Comidac), présidé par de Gaulle et dans lequel siège le commissaire à l'Intérieur, est chargé de conduire depuis Alger les opérations en métropole. La création du COMAC apparaît comme une poussée d'autonomie de la Résistance à l'égard de l'autorité du CFLN. Par ce biais en effet, la Résistance revendique contre de Gaulle le commandement militaire des forces résistantes. Dans ce conflit, qui ne va

[1569] Note relative aux Comités de Libération adressée à Cléante [Bingen], non datée, AN, 72 AJ/410.
[1570] Télégramme de Merlin [d'Astier] à Quartus [Parodi], 29 mai 1944, AN, 72 AJ/1902.
[1571] La dénomination COMAC n'est donnée qu'en mai 1944.

jamais se résoudre sur le terrain, Emmanuel d'Astier défend fermement le parti du gouvernement auquel il appartient. Ainsi en pleins combats de la Libération, il demande à plusieurs reprises à Alexandre Parodi, qui est le Délégué général du GPRF en métropole, de s'efforcer d'obtenir des FFI qu'ils se placent sous l'autorité du général Koenig. Ce faisant, il récuse toute autorité au COMAC.

> « Le rôle du Comac dans la mise en place et l'inspection des Régions a été fixé par les instructions du Comidac en date du 10 mars. Je n'approuve pas la comparaison faite entre les positions du Comac et de KOENIG d'une part et celles du CNR et du GPRF d'autre part. Le Comidac n'attribue au Comac aucune part d'initiative dans la direction militaire d'ensemble Au surplus, dans l'état actuel des liaisons intérieures cette direction serait irréalisable.[1572] »
>
> « Je me repose sur vous 1°) Pour que la Résistance ne soit pas heurtée par les choix du Comac ; 2°) Pour faire comprendre aux FFI l'importance de leur obéissance aux ordres du général Koenig et l'importance d'une discipline librement acceptée et scrupuleusement observée.[1573] »

Dans ses télégrammes, d'Astier rappelle le lien de subordination entre le pouvoir central et la Résistance intérieure. Koenig, rappelle-t-il à Parodi, a autorité sur le COMAC de la même manière que le GPRF a autorité sur le CNR. D'Astier se comporte clairement ici en représentant du pouvoir central, ce qui marque sa prise de rôle en tant que ministre du Gouvernement provisoire. Ce qui apparaît de sa part comme un désaveu de la Résistance est d'ailleurs très mal perçu en métropole, en particulier par des cadres du mouvement Libération-Sud dont l'un d'eux, Maurice Kriegel-Valrimont, est l'un des trois membres dirigeant le COMAC. Mi juillet 1944, ce dernier expédie à d'Astier un câble critiquant durement sa position.

> « Désaccord sur votre attitude égard COMAC. Équivaut à briser unité FFI. COMAC seul organisme pouvant diriger FFI zone non libérée. Votre position égale suppression

[1572] Télégramme de d'Astier à Belladone [Parodi], 13 juillet 1944, AN, 72 AJ 409.
[1573] Télégramme de d'Astier à Belladone [Parodi], 18 juillet 1944, AN, 72 AJ/409.

> COMAC alors liens rompus entre CFL, FTP et OMA. Position GPRF et vous personnellement très forte risque être amoindrie.[1574] »

Le contenu de ce télégramme, rédigé par trois résistants issus de Libération-Sud, est très dur à l'égard de d'Astier. Il n'est pas loin, en effet, de l'accuser explicitement de trahir la Résistance. Dans une lettre qu'il lui adresse le 25 juillet 1944, Maurice Cuvillon réitère le message du télégramme, ajoutant pour apporter du crédit à son propos que Pascal Copeau, dont d'Astier est très proche, partage leur avis.

> « Je crois pouvoir dire que Salard [Copeau] et Fouché [Degliame] en tournée en zone Sud sont d'accord avec nous également. Probablement qu'ils t'enverront un câble de leur côté quand ils seront au courant de ton télégramme du 13-7. […] Je dois te dire aussi que tu as une position personnelle très forte dans toute la résistance et je crains que le point de vue que tu prends au sujet du COMAC ne vienne amoindrir cette position, inutile de dire que nous en serions bien gênés.[1575] »

La dernière phrase de la lettre est intéressante. Si elle participe sans doute pour son auteur d'une visée stratégique – jouer sur l'affect du destinataire pour infléchir sa prise de position – elle traduit aussi le sentiment sans doute bien réel que peuvent éprouver ses anciens camarades de clandestinité, sinon d'être tout à fait trahis par d'Astier, du moins que désormais ils ne jouent plus vraiment le même jeu et n'ont donc plus vraiment les mêmes intérêts. Or cela n'est pas faux. Ministre de l'Intérieur, d'Astier occupe une toute autre position dans l'espace de la Résistance que celle du chef de mouvement qu'il était auparavant. Les enjeux se présentent à lui différemment et ses préoccupations ne sont plus les mêmes. Il en résulte d'inévitables divergences de points de vue et d'intérêts qui peuvent conduire, comme dans le cas présent, au conflit. Ainsi, tandis que les résistants sont durant l'été 1944 poussés sur le terrain par l'effervescence populaire et révolutionnaire qui accompagne les combats de la Libération, d'Astier, depuis le calme d'Alger, est quant à lui chargé d'assurer la bonne prise

[1574] Câble de Verdier [Hervé], Maurice [Cuvillon] et Fouquet [Kriegel] à Merlin [d'Astier], reçu le 4 août 1944, AN, 72 AJ/409. Les trois auteurs du télégramme, Pierre Hervé, Maurice Cuvillon et Maurice Kriegel-Valrimont, sont tous issus de Libération-Sud.

[1575] Lettre de Maurice [Cuvillon] à Merlin [d'Astier], 25 juillet 1944, citée dans Henri Noguères (en collaboration avec Marcel Degliame-Fouché), *Histoire de la Résistance en France de 1940 à 1945*, Tome V, *Au grand soleil de la Libération (1er juin 1944-15 mai 1945)*, Paris, Robert Laffont, 1981, p. 249.

en main par les autorités gaullistes du pouvoir administratif et politique sur les territoires libérés. Les logiques d'action sont de fait bien différentes.

Après le débarquement du 6 juin 1944, on observe que d'Astier se montre de plus en plus soucieux du succès de la prise de pouvoir effective par le contre-État gaulliste. Les messages qu'il envoie en France durant cette période témoignent tous de sa volonté que la situation n'échappe pas au contrôle de l'autorité centrale. D'Astier multiplie par exemple les instructions visant à limiter autant que possible les actes d'épuration spontanées qui pourraient verser dans la guerre civile. Ainsi le 11 août 1944, il indique à son adjoint Georges Boris que les résistants ont pour ordre formelle de « garder à vue les fugitifs ainsi arrêtés et les détenir jusqu'à nouvelles instructions des autorités du gouvernement provisoire de la République française[1576] ». Le lendemain, il informe le général de Gaulle qu'il a dépêché à Paris des Délégués ayant pour mission de veiller à ce que la répression résistante « ne dépasse pas la limites du raisonnable[1577] ». D'Astier envoie plusieurs autres messages de ce type. Ils traduisent sa crainte d'une « épuration politique généralisée[1578] ». Or, sur cette même question de l'épuration, il faut souligner que la mesure dont il fait preuve ici tranche nettement avec l'intransigeance dont il se réclame de ses déclarations publiques. Ainsi, dans son discours à l'Assemblée consultative du 10 janvier 1944, il en appelait à rien moins qu'une « purge ».

> « Il s'agit de faire une simple purge, et ni le Ciel, ni la Grande-Bretagne, ni l'Amérique n'empêcheront cette purge. Avec les armes prises aux Allemands, avec les armes prises aux Italiens, avec les poings, avant même la libération, cette purge se fera. Car les Français ne supporteraient pas de vivre avec les traîtres. D'ailleurs, je dirai aux Alliés que plus vite cette purge sera faite, plus vite l'ordre sera rétabli.[1579] »

À la veille du débarquement, il énonce encore sur les ondes de la BBC des propos qui, de France, peuvent être perçues comme un encouragement à une épuration sévère.

[1576] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Georges Boris, 11 août 1944, AN, 65 MI/3.
[1577] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Jean Pierre-Bloch pour le général de Gaulle, 12 août 1944, AN, 72 AJ/1901.
[1578] Lettre de Merlin [d'Astier] à Quartus [Parodi], 29 mai 1944, AN, 72 AJ/1902.
[1579] *Journal officiel de la République française*, Débats de l'Assemblée consultative provisoire (Alger), séance du 10 janvier 1944, p. 14.

> « Les gens qui ont trahi les Français et dont les mains sont souillées de sang doivent être châtiées. Les traîtres ne pourront pas être assimilés d'aucune manière à la vie future française.[1580] »

Au final, les écarts de ton et de contenu entre ces deux catégories de propos témoignent de la tension inhérente à la position et la trajectoire spécifiques de d'Astier dans l'espace de la Résistance. Son extraction résistante l'incite à en appeler publiquement à la plus grande sévérité, sa fonction de ministre le contraint à donner des directives allant dans le sens du maintien de l'ordre et la garantie l'autorité de l'État. Or dans les dernières semaines, c'est bien la volonté de contenir l'épuration qui domine ses préoccupations. C'est donc la raison étatique qui l'emporte.

Un même phénomène s'observe sur la question insurrectionnelle. Au plus fort de l'insurrection dans certaines grandes villes comme Paris ou Marseille, à un moment où l'on peut craindre qu'un pouvoir issu des forces résistantes locales n'émerge concurremment du pouvoir gaulliste représenté par les cadres de la Libération, d'Astier agit clairement dans le sens de l'État. Loin alors de défendre l'insurrection à tout prix, il veille au contraire à l'installation et au contrôle de la situation par l'État clandestin. Ainsi à Marseille, au cœur d'une insurrection dont la force majeure est formée par les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) du Parti communiste, d'Astier enjoint au commissaire de la République, Raymond Aubrac, de jouer un « rôle d'arbitre politique ». Dans le même courrier, il lui indique que son « premier souci doit être la mise en place des préfets et sous-préfets ayant la confiance [des CDL] en s'entourant de leurs avis[1581] ». S'il ne s'agit pas de tenir à l'écart la Résistance, il apparaît néanmoins prioritaire au commissaire à l'Intérieur d'installer les fonctionnaires du Gouvernement. Le même jour, craignant (sans doute à tort) que les communistes ne profitent de la situation pour imposer un rapport de force favorable au CDL, d'Astier prend la décision de se rendre à Marseille. Il télégraphie alors à Aubrac de ne prendre aucune décision politique avant son arrivée, qui aura finalement lieu le 26 août.

> « Suivant décision expresse du gouvernement, aucun règlement de problème ayant un aspect politique ne doit être décidé avant mon arrivée.[1582] »

[1580] Emmanuel d'Astier cité dans Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 174.
[1581] Lettre dactylographiée d'Emmanuel d'Astier à Raymond Aubrac, 23 août 1944, AN, 65 MI/2.
[1582] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Raymond Aubrac, 23 août 1944, AN, 65 MI 3.

Comme cette dernière déclaration le montre, d'Astier agit en définitive en représentant fidèle du Gouvernement. Alors certes, sur cette question de l'insurrection nationale, il ne faut pas voir de dichotomie entre le Gouvernement d'une part, la Résistance intérieure. S'il y eu des différences de perceptions et de stratégies (d'ailleurs à l'intérieur même de chaque bloc), lors des combats de la Libération il n'y a aucune rupture et dans l'ensemble la Résistance intérieure contribue largement à l'installation des nouveaux pouvoirs. Il ne faudrait donc pas penser que d'Astier s'oppose frontalement à la Résistance sur la question de l'insurrection. On observe néanmoins son souci premier du respect de l'autorité du Gouvernement, qui peut le conduire à redouter les élans insurrectionnels de la Résistance.

1.3. L'emprise politique et symbolique de De Gaulle

En définitive, au fil des mois de son ministère, d'Astier s'approprie autant qu'il subit la logique étatiste porté par de Gaulle[1583], ce qui conduit à une mise en veille des aspirations les plus révolutionnaires qu'il a intériorisé dans la clandestinité. Cela en grande partie du fait de l'emprise à la fois politique et symbolique que le général exerce sur la Résistance, dont les effets sont d'autant plus forts que l'on se situe plus près de l'épicentre du pouvoir gaulliste. De Gaulle exerce d'abord une emprise politique concrète très forte au sein du CFLN. Presque toujours, ce sont ses positions qui triomphent en dernier ressort. D'Astier éprouve ainsi d'immenses difficultés à faire valoir dans les dispositions qui sont finalement prises ses aspirations originelles. On l'a vu nettement à propos de la mise en place des cadres de la Libération. Par rapport à ses intentions initiales, très largement favorables à la Résistance intérieure, chaque fois il est obligé de transiger.

Au gré de ces expériences, d'Astier fait l'apprentissage de l'exercice des responsabilités gouvernementales. Il est amené à intérioriser un certain nombre de principes, de pratiques, d'usages qui règlent le fonctionnement ordinaire du champ du pouvoir politique[1584], et

[1583] Cette logique s'objective dans une formule qui est l'antienne du pouvoir gaulliste dans les mois qui précèdent et qui suivent la Libération, le « rétablissement de la légalité républicaine ».

[1584] Comme l'écrit Pierre Bourdieu : « Rien n'est moins naturel en effet que le mode de pensée et d'action qui est exigé par la participation au champ politique : comme l'habitus religieux, artistique ou scientifique, l'habitus du politicien suppose un entrainement spécial. C'est d'abord, bien sûr, tout l'apprentissage nécessaire pour acquérir le corpus de savoir spécifiques (théories, problématiques, concepts, traditions historiques, données économiques, etc.) produits et accumulés par le travail politique des professionnels du présent ou du passé ou des capacités plus générales telles que la maîtrise d'un certain langage et d'une certaine rhétorique politique, celle du *tribun*, indispensable dans les rapports avec les profanes, ou celle du *debater*, nécessaire dans les rapports avec les professionnels. (Pierre Bourdieu, « La représentation politique », art. cit., pp. 5-6) »

auxquels il doit se conformer[1585]. De Gaulle ne manque pas, d'ailleurs (ce qui constitue bien sûr un mode de socialisation), de lui en rappeler certains par la remontrance. Ainsi au terme de son discours du 10 janvier 1944 à l'Assemblée consultative, de Gaulle lui déclare sur le ton du reproche :

> « Quand on est membre d'un gouvernement, on n'interpelle pas du haut d'une tribune les gouvernements alliés. Vous avez parlé comme un partisan.[1586] »

De Gaulle lui adresse un reproche analogue en juillet 1944 au sujet d'un différend que celui-ci a avec Jacques Soustelle. Refusant la nomination de ce dernier au poste de Commissaire de la République de Brive au motif que son autorité ne serait pas reconnue par le CDL local, d'Astier a déclaré ironiquement : « Elle [la Résistance] attend Saint-Just, elle croira voir arriver Morny.[1587] » De Gaulle lui répond alors qu'il n'est plus un chef de mouvement, mais un ministre du Gouvernement et que dans un tel cadre, une telle attaque n'est pas acceptable.

> « Soustelle demeurera dans ses fonctions actuelles. Cela dit, je dois ajouter que je regrette le ton de votre télégramme relatif à cette question, en particulier l'allusion à Saint-Just et Morny qui ne peut avoir pour effet que de créer des blessures injustes. Souvenez-vous toujours que vous être le ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire l'homme de l'État et non plus le chef d'un des mouvements de Résistance.[1588] »

Ce type de rappels à l'ordre contribue à l'intériorisation des manières d'être et de faire propres à la fonction ministérielle. Ils participent de cette « sorte d'*initiation*, avec ses épreuves et ses rites de passage, qui tendent à inculquer la *maîtrise pratique* de la logique immanente du champ politique et à imposer une *soumission* de fait aux valeurs, aux

[1585] Dans « Sept jours en exil », paru une première fois dans la revue *Fontaine* en mars 1944, d'Astier écrit, adoptant un regard distancié et critique : « Depuis deux mois, j'ai beaucoup appris : beaucoup dans le Dalloz, plus encore dans le comportement des hommes. Si la matière en conseil des ministres est terne, il y a quelques manifestations rituelles, qui permettent à la foire aux vanités de s'exercer : les revues, les prises d'armes, les dîners, les cérémonies, les assemblées. (Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 116) »

[1586] Charles de Gaulle cité par Emmanuel d'Astier, *Les Dieux et les hommes*, *op. cit*., p. 12.

[1587] La nomination de Soustelle, dit d'Astier, donnerait à la Résistance « l'impression, j'ai le regret de le dire, qu'on veut réduire [*mot illisible*] révolutionnaire, à laquelle elle aspire, aux dimensions d'une opération de police. Elle attend Saint-Just, elle croira voir arriver Morny. (Télégramme d'Emmanuel d'Astier au général de Gaulle, 7 juillet 1944, AN, 72 AJ 1901) »

[1588] Télégramme du général de Gaulle à Emmanuel d'Astier, 17 juillet 1944, cité dans Charles de Gaulle, *Lettres, notes et carnets. Tome IV, Juin1943-mai 1945*, Paris, Plon, 1985, p. 100.

hiérarchies et aux censures inhérentes à ce champ[1589] ». Ainsi, d'Astier apprend peu à peu à se comporter en ministre. Il apprend notamment le respect de la discipline gouvernementale qui le conduit à pouvoir se faire le relai des décisions adoptées par le Gouvernement même s'il ne les approuve pas forcément, ou pas complètement. C'est là un élément important qui permet d'expliquer son adoption progressive du point de vue gaulliste sur la Libération. Mais il en est un autre tout à fait fondamental. C'est l'emprise symbolique qu'exerce le général de Gaulle sur les membres du Comité et au-delà sur la Résistance en général.

En effet, il faut prendre la mesure du *pouvoir charismatique* du général de Gaulle sur la communauté résistante, qui est au plus haut dans les derniers mois de l'Occupation et jusqu'aux premiers jours de la Libération. De Gaulle n'est pas seulement reconnu par les résistants comme le symbole et le chef de la France en guerre. Il tend aussi à représenter pour eux l'incarnation de la Nation. Pour cela, il est l'objet d'une espèce de foi pour certains presque religieuse. De Gaulle est véritablement le *prophète*[1590] de la cause résistante. C'est le cas en un sens pour d'Astier, comme le suggère cet extrait de *Sept fois sept jours* où il relate son premier voyage à Londres en mai 1942.

> « Il sent, il incarne si bien la nation qu'il en oublie les hommes et l'immédiat, et l'incohérence, et l'utopie nécessaire, et ce lointain futur qui s'appelle humanité. Comment le lui dire : on ne peut pas disputer à un Symbole de ce qu'il symbolise. Il me demande de partir pour l'Amérique, plaider sa cause, notre cause. Et je l'imagine, s'il voyait ma phrase, haussant les épaules lentes, et disant : ″Sa cause, notre cause : ça n'existe pas… la cause de la France.″[1591] »

Il ne fait pas de doute qu'à ce moment de Gaulle occupe dans l'imaginaire de d'Astier une position très spécifique. Incarnation physique de son idéal de la France en lutte, garant de ses aspirations politiques, caution de ses attentes, il parvient dans ses représentations à personnifier la France et la grande cause nationale. Ces effets proprement *charismatiques* de la domination sont puissants. Ils attachent fortement l'acteur au détenteur du charisme.

Mais au-delà de ça, l'année 1944 est celle où après de longues batailles politiques, dont la dernière est celle qui l'a opposé au général Giraud, de Gaulle parvient enfin à s'imposer

[1589] Pierre Bourdieu, « La représentation politique », art. cit., p. 6.

[1590] Sur la distinction entre *prêtres* et *prophètes* inspirée de la sociologie wébérienne, voir Pierre Bourdieu, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, vol. 12, n° 3, 1971, pp. 295-334.

[1591] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit.,* p. 64.

comme *le* détenteur de l'autorité politique légitime au sein de l'espace de la Résistance, c'est-à-dire que désormais il revendique « avec succès le *monopole du rôle d'autorité sur l'ensemble des membres du groupe*[1592] » résistant. De cette façon, il devient à lui seul l'instance ultime de reconnaissance et de légitimation des vocations politiques. Nulle ambition politique ne paraît à ce moment là possible en-dehors de De Gaulle, et encore moins contre de Gaulle[1593]. Ainsi, d'Astier subit pleinement l'emprise tout à la fois politique et symbolique d'un personnage qui lui apparaît comme le garant de la satisfaction de ses aspirations, et en particulier celle de sa vocation politique.

En définitive, l'expérience d'Emmanuel d'Astier en tant que commissaire à l'Intérieur se révèle ambivalente et duale. Se voulant lors de sa nomination le mandataire de la Résistance, se percevant comme le dépositaire des ses aspirations révolutionnaires, il se fait effectivement lors des premiers mois l'émissaire de sa cause. Mais il est contraint de souvent se plier et, sous l'effet des contraintes propres à sa fonction et subissant le *charme politique* du général de Gaulle, il se convertit à la logique étatique-institutionnelle qui trame l'action du Gouvernement provisoire. Cette expérience duale est sans doute vécue subjectivement comme telle. C'est ce que suggère en tout cas plusieurs passages cités de *Sept fois sept jours* rédigés lors de ces mois passés à Alger, qui traduisent en particulier le décalage ressenti par l'acteur entre l'économie affective très dense caractéristique de la vie clandestine et l'environnement impersonnel dans lequel il est plongé à Alger.

2. Les luttes politiques à la Libération : résister à la mort politique

Paris libéré le 25 août 1944, le pouvoir central s'installe peu à peu dans la capitale. Le premier Conseil des ministres parisien se tient le 2 septembre. Pour de Gaulle, l'enjeu est désormais le retour à l'ordre par le rétablissement le plus prompt sur l'ensemble des territoires libérés de la légalité républicaine sous l'autorité du GPRF. Il envisage pour ce faire un remaniement ministériel pour former un gouvernement d'unanimité nationale. Celui-ci est

[1592] Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, *op. cit*., p. 31.

[1593] On en veut pour preuve que même au plus fort de la phase insurrectionnelle d'août 1944, l'autorité du général de Gaulle est nul part contesté. De Gaulle est au contraire, au cœur des combats de la Libération, un « symbole efficace de rassemblement (Claire Andrieu, « Le CNR et les logiques de l'insurrection résistante », *in* Fondation Charles de Gaulle, *De Gaulle et la Libération*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 69-125, p. 90) ». Claire Andrieu le souligne avec force : « Les archives ne laissent paraître aucune trace d'antigaullisme. (*Ibid*.) »

formé le 9 septembre et Emmanuel d'Astier en est exclu. À compter de ce jour, dépossédé de son ministère, l'ancien ministre de l'Intérieur est en quelque sorte réinjecté au sein de la Résistance intérieure. De fait, il se replie sur les institutions issues de la clandestinité. Il intègre le Comité directeur du Mouvement de Libération Nationale (MLN), structure née en décembre 1943 de la fusion des MUR avec plusieurs mouvements de zone Nord, siège au CNR et, à partir de novembre 1944, à l'Assemblée consultative provisoire au titre de la Résistance intérieure[1594]. S'amorce alors le concernant un processus de radicalisation politique largement dépendant des dynamiques collectives qui traversent le champ politique en voie de recomposition. Ses aspirations révolutionnaires, quelque peu en sommeil dans la phase précédente, se réactivent. Par une sorte de mécanisme de retournement des affects, d'Astier adopte d'abord une position très critique à l'égard du général de Gaulle dont il juge l'ensemble de la politique à travers le prisme d'une tentative de marginalisation de la Résistance intérieure. Il s'efforce alors d'œuvrer au maintien des institutions résistantes, promouvant l'unification de ses différentes factions et prenant *in fine* le parti de l'union avec les communistes. Au fil des mois, cependant, le jeu politique se restructure sur la base de principes de division partisane traditionnels. La Résistance, en tant que force politique, implose. Ses membres qui aspirent à continuer à jouer un rôle politique sont contraints de se reclasser. C'est au terme de ce processus, en juin 1945, que d'Astier se rallie au Parti communiste. Ses possibles latéraux s'étant progressivement réduits au fil de la séquence, celui-ci apparaît comme la seule structure d'accueil disponible au sein du champ politique. En définitive, c'est à l'aune de la vocation politique qu'il a intériorisé dans la clandestinité que s'interprète sa trajectoire politique de septembre 1944 à juin 1945. Son aboutissement apparaît comme le résultat d'une série d'ajustements pour résister à la « mort politique ».

2.1. Le retournement des affects contre le général de Gaulle

L'un des étapes fondamentales de la trajectoire politique d'Emmanuel d'Astier à la Libération est son éviction du GPRF le 9 septembre 1944. Quelques jours auparavant, de Gaulle s'était entretenu avec lui et, en prévision du remaniement, lui avait annoncé son remplacement en lui proposant l'ambassade de France à Washington. Il semble que ses intentions ne sont pas alors de rompre avec d'Astier, mais de parfaire sa formation au service de l'État. Dans *Sept fois sept jours*, d'Astier relate ainsi les propos de De Gaulle :

[1594] L'Assemblée consultative provisoire tient sa première séance à Paris le 9 novembre 1944.

> « Je vous envoie à Washington : c'est la première ambassade de France. Vous vous façonnerez. Vous pourrez revenir dans quelques mois et vous serez alors en état pour le Quai d'Orsay.[1595] »

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle évoque pour sa part des motifs politiques.

> « Emmanuel d'Astier, que j'aurais souhaité détourner des jeux politiques, a décliné le poste diplomatique qui lui était offert.[1596] »

Il est vrai qu'il est significatif que d'Astier soit remplacé au ministère de l'Intérieur par Adrien Tixier. Tixier n'est pas à proprement parler un homme politique, mais il a néanmoins plus d'expérience politique que d'Astier. Surtout, il peut faire valoir des compétences d'administrateur et de gestionnaire dont ce dernier est dépourvu. Il a en effet exercé durant l'entre-deux-guerres des responsabilités dans le mouvement combattant, puis a assumé à partir de 1936 la direction adjointe du Bureau International du Travail. Il est en outre un gaulliste inconditionnel. À la Libération, l'enjeu pour de Gaulle étant de contenir l'agitation sociale et de restaurer partout l'autorité de l'État, les compétences d'un Tixier au poste clé de ministre de l'Intérieur justifient pleinement sa nomination[1597]. À l'inverse, les relations fortes de d'Astier avec une Résistance intérieure aux élans révolutionnaires représentent davantage une menace.

Mais ce qui nous intéresse plus spécifiquement est la réaction de d'Astier à ce limogeage. Si les comptes-rendus que celui-ci en a donnés rétrospectivement minimisent fortement la déception, tout porte à penser que d'Astier est en réalité très déçu d'être écarté du Gouvernement. Ainsi Louis Joxe, tout d'abord, affirme que d'Astier s'est montré « très mécontent de ne s'être vu proposé qu'une ambassade[1598] ». Quant à Robert Bine, son directeur de cabinet, il avoue être persuadé (sans toutefois pouvoir le démonter formellement) que d'Astier a explicitement demandé le ministère des Affaires étrangères à de Gaulle, ce que

[1595] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 153.
[1596] Charles de Gaulle, *Mémoires de guerres. Tome 3, Le salut (1944-1946)*, Paris, Plon, 1959, p. 5.
[1597] Cf. notice « Adrien Tixier » *in* François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, *op. cit*., p. 534.
[1598] Louis Joxe cité par Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., p. 197.

ce dernier lui a refusé[1599]. Un document contemporain des événements accrédite cette hypothèse : le procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité directeur du MLN du 4 septembre 1944. Ce document adresse au général de Gaulle, en prévision du remaniement, une liste de douze membres du Mouvement ministrables. D'Astier, alors encore ministre de l'Intérieur, figure en tête de la liste et est proposé pour les Affaires étrangères[1600]. Bien qu'il n'ait pas été présent à la séance, il est très probable que ce soit lui-même qui ait demandé à figurer sur la liste et à ce poste, ce qui démontrerait qu'à cette époque, il n'a aucune intention de quitter le Gouvernement mais qu'au contraire il mise sur le général de Gaulle. Son limogeage prend ainsi un tout autre sens.

L'investissement dans et pour une cause, une organisation, un parti, un homme fonctionne pour une part sur le mode de la réciprocité des dons. L'individu tend à donner d'autant plus qu'il reçoit ou qu'il espère recevoir, la rétribution primitive étant, comme dit Bourdieu, de la reconnaissance[1601]. La rupture de ce cycle peut provoquer tous les retournements. L'objet adoré peut devenir objet de répulsion. C'est ainsi, par exemple, qu'un Jacques Doriot qui avait tout sacrifié au Parti communiste et avait en retour reçu énormément, devient un anticommuniste farouche et zélé dès lors que le PC, l'accusant publiquement de déviance idéologique, lui reprend tout ce qu'il lui avait donné et le cloue au pilori. Comme l'écrit Laurent Kestel, la « conversion est d'abord le produit d'une rupture de l'*illusio*, cette libido spécifiquement investie dans un champ ou […] une organisation. Elle se manifeste par un retournement brutal des investissements contre l'objet choisi. Elle fait rejaillir rétrospectivement l'intensité des investissements déployés[1602] ». Quoique son cas soit bien moins radical que celui de Doriot, c'est un mécanisme semblable qui provoque chez d'Astier son hostilité à de Gaulle à partir de septembre 1944. C'est que d'Astier a cru en la personne du général de Gaulle qui, en l'échange lui a dispensé des rétributions symboliques (et politiques) importantes en l'associant à son pouvoir. Son renvoi tarit une source de rétributions symboliques et rompt le cycle de l'investissement subjectif, c'est-à-dire la croyance en de Gaulle. Ce dernier, on l'a dit, exerçait sur d'Astier un pouvoir charismatique. Ce charisme cesse de fonctionner dès lors qu'il ne dispense plus les rétributions qui sont le carburant de l'investissement pour sa cause. À cet égard, le compte-rendu que donne d'Astier

[1599] *Ibid*.
[1600] Procès-verbal de la séance extraordinaire du Comité directeur du MLN du 4 septembre 1944, AN, 72 AJ/1903.
[1601] Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., pp. 237-242.
[1602] Laurent Kestel, *La Conversion politique*, *op. cit*., p. 231.

de son dernier entretien avec le général de Gaulle en septembre 1944 apparaît très significatif dans la mesure où il parle explicitement de « charmes » qui se rompent.

> « Je garde le souvenir de notre dernier entretien, en septembre, au cours duquel se sont rompus les charmes et les ponts. Il m'avait vivement reproché mon refus de l'ambassade à Washington, ou plutôt les formes de ce refus. J'avais répondu qu'il n'y avait là que la réponse du berger à la bergère, et qu'en l'espèce il était la bergère.[1603] »

Les charmes qui se rompent ne sont rien d'autre que le charisme qui cesse de s'exercer du fait du sentiment d'être rejeté par l'objet même d'un investissement (subjectif, voire même affectif) important. La « réponse du berger à la bergère », quant à elle, traduit bien ici le sens personnel de la querelle aux yeux de d'Astier, ce qui exprime d'une autre manière sa forte dimension affectuelle.

Cette rupture de sa foi en de Gaulle à l'occasion de son limogeage crée les conditions d'un rejet de De Gaulle de sa part. Elle ne suffit pas seule, néanmoins, à expliquer les positions très critiques à l'endroit du Gouvernement provisoire qui vont être les siennes désormais. Celles-ci trouvent également leur origine dans une pratique du pouvoir par de Gaulle visant à dissoudre les institutions résistantes en tant que telles. Cette politique heurte l'ensemble de la Résistance, mais d'Astier fait partie de ceux qui se révoltent le plus ouvertement contre elle.

2.2. De Gaulle et l'ordre républicain, ou la Résistance ajournée

C'est une séquence bien connue de l'historiographie de la période que l'action preste du général de Gaulle pour imposer dès les premiers jours de la Libération le GPRF comme seul détenteur de l'autorité politique. De retour à Paris le 28 août 1944, les données pour de Gaulle sont claires : « la parenthèse vichyste est refermée et tout doit être subordonné à la remise en place de l'appareil d'État. L'Occupation n'est pas pour autant rejetée dans les limbes : l'État ne devra pas gouverner à l'identique mais il devra gouverner. La priorité est alors de rétablir les rouages traditionnels de l'État républicain et les cadres, non moins traditionnels, de la vie

[1603] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit*., p. 164.

politique et économique. Le changement doit s'imposer mais à la marge et dans l'ordre.[1604] » Au gré de la libération des territoires, c'est aux commissaires de la République (ainsi qu'aux préfets à l'échelle départementale) que revient la lourde tâche de restaurer localement l'État républicain. Or ils sont confrontés sur le terrain à divers organes issus de la Résistance qui se posent parfois en concurrents pour l'appropriation du pouvoir politique. Concurrents parce qu'habitués, du fait des contraintes du combat clandestin et des modalités de la libération du territoire, à fonctionner de façon relativement autonomes et donc à exercer localement une autorité de fait et/ou à prétendre exercer légitimement cette autorité. Concurrents aussi parce que disposés par plusieurs années de lutte contre l'occupant et le pouvoir vichyste à nourrir des aspirations révolutionnaires et entretenir l'espoir de l'établissement d'une démocratie directe. En certains endroits, les CDL contrôlés par les résistants de l'intérieur renâclent ainsi à se plier sur le champ aux directives des commissaires et des préfets.

Mais sur le plan national également, le CNR, bien que son rôle ne soit pas officiellement explicité, continue de se penser comme l'organe représentant légitimement la Résistance intérieure et cette dernière comme une représentation juste de la Nation. Se revendiquant de l'esprit des conscrits de 1789, les résistants se pensent en effet comme étant la Nation. Ils se conçoivent comme des citoyens ayant pris en charge les destinées du pays en situation de faillite politique et morale. De ce fait, ils s'estiment investis de la mission de participer en tant que tel à l'installation d'un nouveau régime et au redressement national. La notion de « légalité républicaine » portée dans l'espace politique par le pouvoir central va alors constituer l'un des objets de crispation. Car si pour de Gaulle, celle-ci signifie le rétablissement plein et entier de l'État républicain, pour une partie de la Résistance intérieure, dont d'Astier fait partie, elle va bientôt devenir synonyme de retour à « l'ancien régime[1605] », c'est-à-dire à une « structure économique et sociale purement capitaliste et bourgeoise[1606] ». Très vite à vrai dire, la légalité républicaine est plus ou moins perçue par les résistants comme un moyen de tenir à l'écart du pouvoir la Résistance.

Bref, la Libération ouvre une période dite post-insurrectionnelle[1607] marquée par le déroulement d'une bataille politique, amorcée antérieurement, entre les partisans de la logique

[1604] Philippe Buton, « L'État restauré », *in* Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France de Vichy*. Tome 2, *op. cit*., p. 454.

[1605] Emmanuel d'Astier, *Rapport général sur la situation relative des partis et des mouvements de résistance, sur le rôle actuel de la Résistance et l'incidence des élections*, sans date (fin 1944-début janvier 1945), AN, 72 AJ/408.

[1606] *Ibid*.

[1607] Jean-Marie Guillon, « ″Parti du mouvement″ et ″parti de l'ordre″ (automne 1944-automne 1945) », *in* Philippe Buton et Jean-Marie Guillon (dir.), *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994, pp. 38-59.

étatique d'une part, les partisans de la logique insurrectionnelle d'autre part. Parmi ces derniers, qui englobent la totalité ou presque de la Résistance intérieure, il est néanmoins un acteur central : le Parti communiste (et son satellite le Front national).

Le PCF sort de la clandestinité auréolé d'un prestige considérable, celui de ses combattants, mais aussi celui des soldats de l'Union Soviétique[1608]. Très bien structuré, notamment grâce au FN, construit initialement sur une base professionnelle et tendant la main aux autres secteurs de l'opinion et aux « patriotes » de tous les milieux sociaux, il est incontestablement la force montante du champ politique en recomposition. La croissance exponentielle de ses effectifs le démontre. N'ayant participé à aucun gouvernement de la III^{e} République, toujours dans l'opposition à l'exception de 1936-1937, le Parti n'apparaît pas comme étant lié au régime contesté, et donc compromis par lui. C'est un atout incontestable qui participe sans nul doute de son pouvoir d'attraction, notamment au sein de la Résistance non communiste. Car le rejet de la III^{e} République est très fort dans l'opinion. Et la Résistance, on le sait, a en partie déterminé sa ligne politique et construit son projet en opposition à ce qu'elle représente. Il exerce également un magistère moral, incarnant en quelque sorte l'esprit de sacrifice et da pureté.

À la Libération, le PCF est le partisan le plus décidé de la logique insurrectionnelle. Sa stratégie consiste notamment à entretenir la mobilisation dans les organes issus de la Résistance intérieure (CDL notamment) et à accroître sa représentation dans ces organes. Le but est de consolider des organismes pouvant servir de contre-pouvoir au GPRF, au sein duquel, au demeurant, le Parti est représenté. Au fond, les communistes s'efforcent de maintenir l'effervescence insurrectionnelle. Cependant à aucun moment ils n'entrent en conflit direct avec le GPRF, dont ils reconnaissent l'autorité. Le PCF n'a en fait pas de stratégie affirmée de prise du pouvoir. Il s'agit essentiellement pour lui de marquer ses positions contre le pouvoir légaliste et, par là même, de préserver une ouverture maximale du champ des possibles[1609]. De plus, si les communistes incarnent en quelque sorte l'avant-garde du parti de l'insurrection, ils sont loin d'être les seuls à l'incarner. L'ensemble ou presque de la Résistance, représentée par le CNR, partage un point de vue analogue.

[1608] En octobre 1944, un sondage réalisé par l'IFOP montre que 61% des Français estiment que l'URSS joue le plus grand rôle dans la défaite de l'Allemagne, contre 29% pour les Etats-Unis et 12% pour la Grande-Bretagne (Sondage IFOP cité par Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République.* Tome 1*, L'ardeur et la nécessité*, 1944-1952, Paris, Seuil, 1980, p. 86).

[1609] Sur ces questions, voir en particulier Philippe Buton, *Les Lendemains qui déchantent. Le parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de Sciences Po, 1993 et Jean-Jacques Becker, *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF, de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil, 1981.

Il n'est pas utile de détailler ici tous les tenants des affrontements entre le pouvoir gaulliste et les institutions résistantes. Soulignons seulement que les heurts éclatent dès fin août 1944 lorsque le général de Gaulle dissout les FFI afin de les incorporer dans l'armée régulière. Durant tout l'automne suivant, le président du GPRF s'efforce ensuite de faire disparaître les institutions clandestines, à commencer par le CNR, ce à quoi tente de s'opposer la Résistance.

Il faut de plus souligner la dimension extrêmement complexe et ambivalente de la configuration. Car en effet, si les résistants (et notamment les communistes) s'efforcent de maintenir actives les institutions qu'ils ont créées et qui dépendent d'eux le plus directement, ils ne s'opposent pas frontalement à l'action du gouvernement. D'une manière générale (hormis quelques cas locaux), ils ne jouent pas l'affrontement et ne misent pas sur l'escalade. Pour reprendre le mot de Jean-Pierre Rioux, la Résistance « grogne[1610] » à l'occasion, mais elle suit. Reste que cette phase de quelques mois commence à instiller dans les têtes de nombreux résistants l'idée que le rétablissement de la légalité républicaine peut signifier un retour à l'ordre ancien, c'est-à-dire d'une part que la Révolution espérée n'aura pas lieu, d'autre part que le renouvellement des élites ne s'opérera pas complètement. Autrement dit, les prétentions de la Résistance à former l'élite politique nouvelle commencent à rencontrer leurs premiers obstacles.

En somme, cette bataille politique est une traduction des affrontements qui, dans un contexte de transition politique, opposent une pluralité d'acteurs pour la définition du capital politique légitime. Dans les tous premiers mois qui suivent la Libération, l'engagement résistant constitue une ressource politique efficiente. Mais très vite, du fait notamment de la recomposition progressive des partis politiques, des acteurs moins légitimes sur le plan résistant, mais mieux dotés sur le plan des capitaux politiques incorporés, parviennent à se réinsérer dans le jeu politique. Ils menacent ainsi de dévaluation le capital symbolique des résistants, ce dont ceux-ci ne tardent pas à se rendre compte.

[1610] *Ibid*., p. 70.

2.3. D'Astier en pointe de la contestation de la politique du général de Gaulle

Limogé du Gouvernement par le général de Gaulle, d'Astier se replie sur les institutions issues de la clandestinité. Il entre au Comité directeur et se voit attribuer la présidence du Bureau politique du MLN[1611], remplace Pascal Copeau au CNR et, à partir de novembre 1944, il siège à l'Assemblée consultative provisoire. Dans ces organes, il apparaît comme un des plus critiques de la politique du général de Gaulle, et l'un des plus soucieux de la survivance des institutions nées dans la clandestinité. Ainsi Jean-Pierre Lévy, qui siège lui aussi au bureau politique du MLN, écrit : « D'Astier, le président, ne se cachait pas pour mener une politique d'opposition au gouvernement.[1612] » Tout porte en fait à croire que ces institutions sont l'objet chez lui d'un transfert de ses aspirations politiques, qu'il avait étant ministre investi dans le général de Gaulle. Ce faisant, ce déplacement dans l'espace politique radicalise ses positions révolutionnaires.

À partir de la fin 1944, c'est notamment à l'Assemblée consultative provisoire que d'Astier se fait l'un des hérauts de la critique du Gouvernement. Ainsi, le 28 décembre 1944, il prononce un discours fleuve lors des débats sur la politique générale du gouvernement, défendue dans l'hémicycle par le ministre de l'Intérieur Adrien Tixier. Lors de ce discours, il s'attache en particulier à défendre le rôle politique des CDL et du CNR, qu'il voudrait plus utiles au Gouvernement.

> « Il serait bon que les conditions de cette collaboration [entre les CDL et l'administration] soient clairement déterminées, afin que, d'une part, les autorités sachent et veuillent s'inspirer des suggestions et des initiatives proposées par les comités de libération et que d'autre part, l'œuvre de ces comités de libération, plus étroitement coordonnée par le conseil national de la Résistance, mieux orientée vers des tâches exceptionnelles qui ne sont pas du ressort des vieilles assemblées de la Constitution de 1875, se révèle plus utile au Gouvernement, donc au pays. On a souvent critiqué les comités de libération, d'abord par les initiatives qu'ils avaient prises dans la période insurrectionnelle ou immédiatement après. Ces faits étaient non seulement explicables, mais naturels. Il ne faut jamais oublié que ces comités de libération avaient créée une nouvelle légalité, qu'ils

[1611] Le Bureau politique est créé en septembre 1944 pour assurer la direction politique permanente du MLN. Composé de douze membres, il se réunit deux fois par semaine. Le Comité directeur offre une représentation plus large incluant toutes les tendances du mouvement. Ses cinquante membres tiennent réunion une fois par mois.

[1612] Jean-Pierre Lévy, *Mémoires d'un franc-tireur*, *op. cit.*, p. 135.

> avaient mis en place les autorités insurrectionnelles qui devaient devenir les autorités du Gouvernement provisoire de la République. On ne peut donc pas humainement leur reprocher d'avoir jugé et tranché dès le début. En fait, il faut reconnaître le très petit nombre de litiges qui sont nés de leur action. […] Il faut croire que tout n'est pas si mal dans ce que Vichy appellerait certainement le plus mauvais des mondes, puisque, à côté de certaines antinomies, j'ai entendu le ministre de l'Intérieur me confier qu'il y avait trop de préfets qui étaient entre les mains des comités de libération, avec lesquels ils avaient travaillé dans le maquis ou la clandestinité. J'avoue très humblement, au risque de choquer quelques-uns ici, que je préfère savoir ces préfets aux mains des comités de libération plutôt que de les voir, comme avant la guerre, aux mains de certains parlementaires. (*Applaudissements sur divers bancs*) [1613] »

Comme on le voit dans cette déclaration, d'Astier défend l'action des organes de la résistance intérieure incarnant la logique insurrectionnelle contre le Gouvernement. Il défend la légitimité insurrectionnelle des Comités et s'attaque aux parlementaires, implicitement suspectés d'incarner une légitimité adverse. D'Astier poursuit en soutenant l'idée que les CDL ont « naturellement » une mission de « rénovation politique », laquelle est due, non seulement à la guerre, mais aussi « à cette grande crise économique et morale à laquelle les Allemands et Vichy ont conduit la nation ».

> « Les comités de libération, animés d'une ardente passion patriotique, peuvent et doivent être l'organisme vigilant sans cesse présent qui dénoncera les insuffisances, proposera les remèdes et stimulera l'activité un peu trop conformiste et lente de ces vieux corps d'État, que Vichy et quelque fois notre Gouvernement provisoire actuel ont surchargé de greffes nouvelles, dont l'efficacité n'a pas toujours été celle qu'on aurait désirée.[1614] »

En cette fin 1944, les critiques de d'Astier à l'encontre du Gouvernement demeurent feutrées. Mais dénonçant les « soi-disant élites qui redoutent le ferment révolutionnaire que porte en elle la Résistance », il revendique ce droit à la critique.

[1613] *Journal Officiel de la République française*, Débats de l'Assemblée consultative provisoire, séance du 28 décembre 1944, pp. 641-642.
[1614] *Ibid*.

> « Je suis sûr que le Gouvernement et son chef ne souhaitent pas que la Résistance soit une armée de "Béni-oui-oui". Elle peut s'opposer un jour à un acte ou à une méthode du Gouvernement. Elle n'est pas dans l'opposition.[1615] »

La fin de son discours est alors intéressant car il interpelle le Gouvernement pour qu'il accélère les réformes économiques et sociales portées par la Résistance. Son propos marque nettement son désir de rupture avec l'ordre économique et social antérieur.

> « Il y a trop d'hommes baignés dans d'anciens privilèges, dans d'anciennes habitudes, et qui, plutôt que de perdre un seul de ces privilèges, préfèreraient voir la guerre durer quelques mois de plus et être faite plus exclusivement par les alliées. Ce sont eux qui s'en vont dire à tout bout de champ : "Vous ne pouvez pas modifier la vieille machine, la bouleverser dans le temps de la bataille. Laissez-là telle quelle, vous entreprendrez les réformes plus tard." Et ils espèrent bien que ce plus tard n'arrivera jamais. Ilo ne faudrait pas que le Gouvernement pêche par excès de scrupules, sous prétexte qu'il est provisoire. Vous n'avez pas eu de scrupules, et combien vous avez eu raison, d'engager la politique internationale de la France dans une voie qui est déterminée pour vingt ans. Vous ne devez pas avoir plus de scrupules à engager la politique économique et sociale de la France dans une voie qui serait déterminée sans doute, et nous l'espérons, pour aussi longtemps. (*Applaudissements*)[1616] »

Ces réformes, ce sont celles du programme du CNR, que d'Astier inscrit dans le sillage de 1936. C'est le peuple, affirme d'Astier, qui veut ces réformes. Il souhaite que ces réformes soient le résultat d'un plan général. Ces mesures, ce sont d'abord la « socialisation du crédit et des assurances », cela pour lutter contre les « féodalités économiques » et le « délabrement actuel de notre système bancaire ». Ce sont également la « socialisation des sources d'énergie, le développement des coopératives de production, l'assainissement financier ». Comme on peut le voir, ces réformes dont d'Astier se fait le promoteur constituent un bon indicateur du glissement sur la gauche de ses opinions politiques qui s'est opéré sous l'Occupation.

Au cours du premier semestre 1945, les critiques de d'Astier à l'égard du GPRF s'affirment et se radicalisent, sous l'effet notamment d'une pratique du pouvoir par de Gaulle qui tend à négliger le rôle de l'Assemblée consultative, ce qui réactive peu à peu une

[1615] *Ibid*.
[1616] *Ibid*., pp. 642-643.

opposition parlementaire à l'occasion nourrie[1617]. Ainsi d'Astier, qui dans son discours du 28 décembre 1944 désigne encore de Gaulle comme le « premier résistant de France », va bientôt attaquer nommément le chef du gouvernement. Dans un article paru le 23 février 1945 dans le journal *Action*, il développe une rude charge contre celui-ci, qu'il accuse à demi-mot de dérive autoritaire.

> « Le raisonnement que le général fait pour le Conseil National de la Résistance, il l'applique à la Résistance en général, à ses organismes représentatifs et caractéristiques. À son avis, la Résistance a fait son temps, a accompli son œuvre : elle n'est plus qu'un réservoir dans lequel l'État et la nation – ces deux seules réalités – peuvent puiser des cadres. Et il invite les résistants à manifester toute leurs qualités éminentes de citoyens, *mais individuellement plutôt qu'en groupes*.[1618] »

Dans cet article, d'Astier ne dénonce pas seulement la volonté du général de Gaulle de marginaliser la Résistance, il s'indigne que la mise au rebus du CNR s'accompagne de l'indifférence à l'égard de son programme[1619]. Or celui-ci est le fruit de l'« unanimité des représentants de la nation résistante organisée, c'est-à-dire des représentants des partis, des mouvements et des centrales syndicales[1620] ». Les termes employés ici par d'Astier sont de première importance. Ils traduisent en effet sa volonté de présenter le CNR comme un organisme pleinement légitime au point de vue national et démocratique car représentant la nation au travers de ses partis, syndicats et mouvements. Le CNR est pour lui tout autant légitime à incarner la nation que le GPRF et de Gaulle. D'ailleurs, poursuit-il, c'est le CNR qui a invité le CFLN à se transformer en gouvernement provisoire. Le CNR représente un « pouvoir moral[1621] » pleinement représentatif, possédant *a fortiori* des ramifications locales qui l'ancre au sein du pays. Il s'agit donc d'un abus de pouvoir que de vouloir se débarrasser de lui.

[1617] « Le harcèlement du gouvernement n'est plus hors de saison et malgré la fermeté du général qui sait passer outre à quelques-uns de ses avis les plus impérieux, l'espace parlementaire s'y reconstitue. (Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, *op. cit*., p. 83) »

[1618] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*., p. 21. Cette citation et les suivantes sont issues d'un article intitulé « Gouvernement, Conseil National de la Résistance, Assemblée », paru initialement dans *Action* le 23 février 1945.

[1619] « Mais le gouvernement, bien qu'il soit composé en majorité de ministres représentants les mouvements ou partis précités qui en sont les auteurs, après avoir décoché en privé quelques coups de chapeau à ce programme, à jugé bon de le traiter par le silence et le général de Gaulle évite soigneusement d'y faire allusion. (*Ibid*.) »

[1620] *Ibid*., p. 20.

[1621] *Ibid*., p. 20.

> « Les comités départementaux de la libération reconnaissent sa tutelle et s'adressent à lui. L'Assemblée nationale des comités de libération lui témoigne foi et attachement. Ainsi, grâce à ces organisations, grâce à ces mouvements, aux partis, aux syndicats, il a des contacts plus étroits que le gouvernement lui-même avec certains fractions essentielles et actives de la Nation.[1622] »

De la même façon, d'Astier accuse de Gaulle de tenir pour négligeable l'Assemblée consultative et de la traiter avec mépris.

> « D'un côté, nous avons une Assemblée très respectueuse, trop soucieuse d'unanimité, soucieuse de ne rien faire qui puisse porter atteinte devant l'étranger au prestige du général de Gaulle… une Assemblée concluant ses critiques par des votes de confiance qu'on ne lui demande pas, une Assemblée assez timide, assez conformiste, très neuve du fait du grand nombre d'hommes qui, avant cette expérience, n'ont jamais pris part à la vie politique française. De l'autre côté, un gouvernement – soyons franc, surtout un chef de gouvernement – condescendant, assistant aux débats comme un inspecteur d'Académie dans une classe, convaincu de l'impuissance et de la docilité d'une Assemblée qu'il a créée.[1623] »

D'Astier accuse par exemple le gouvernement de promulguer des lois, en particulier des lois portant sur la politique économique et sociale, sans consulter l'Assemblée comme cela devrait pourtant être le cas en vertu de l'ordonnance du 11 novembre 1944. Or l'Assemblée est « comptable devant le pays de l'exercice d'un minimum de démocratie[1624] ». En somme, de Gaulle est accusé de confisquer la démocratie et de reproduire les tares de la III^{e} République.

> « En somme, comme le CNR, et à son tour, l'Assemblée consultative est devenue une peau de chagrin. Sans en être entièrement responsable, le gouvernement semble s'en accommoder. Peut-être est-il si épris de véritable démocratie à la mode 75 qu'il n'a que dédain pour cette démocratie à la mode insurrectionnelle.[1625] »

[1622] *Ibid*.
[1623] *Ibid*., pp. 23-24.
[1624] *Ibid*.
[1625] *Ibid*., p. 25.

Mais ce qui est sans doute plus grave, dit d'Astier, est qu'en réalité, le gouvernement gouverne peu. En matière de politique intérieure, aucun programme clair n'est défini, aucune feuille de route n'est clairement établie, aucune coordination efficace de l'action gouvernementale n'existe, les différents ministres ne cessant d'empiéter sur les prérogatives des uns et des autres. Ce vide politique qui fait subsister des conditions d'existence déplorables pour la population et qui fige les projets de réforme profonde justifie d'autant une mise à contribution véritable du CNR et de l'Assemblée. Ces deux organismes doivent exiger du gouvernement qu'il propose un véritable programme qu'ils puissent discuter et ratifier. Alors, ils pourront user de leurs influences au sein de la population pour « créer dans le pays un climat de réalisation[1626] ». Ils doivent surtout attendre du gouvernement qu'il indique explicitement s'il compte faire de la Charte du Conseil National de la Résistance le guide des réformes structurelles à construire.

> « Car nous voulons aussi – comme le général de Gaulle semble le vouloir lui-même – que le gouvernement gouverne, que l'administration administre. Mais nous voulons savoir où il va. Et nous voudrions qu'il y aille son chemin avec l'Assemblée, avec le Conseil de la Résistance… en somme avec les forces vives de la nation.[1627] »

Ces critiques de ce que l'on pourrait appeler les « cavaliers seuls » du général de Gaulle, d'Astier les renouvelle en mars 1945 à la tribune de l'Assemblée consultative. Il proclame qu'il ne veut pas voir celle-ci réduite à un simple artifice n'ayant aucune prise sur l'action gouvernementale. Pour lui, l'Assemblée a « non seulement une valeur représentative incontestable mais des devoirs de conseillers, des droits d'organisme consultatifs dont elle devra un jour répondre devant la nation[1628] ». Or, lors de cette même séance, d'Astier dénonce les « abus politiques de la censure dite militaire[1629] », arguant que les consignes de censure « n'ont le plus souvent que des rapports très lointains et souvent même aucun rapport avec les questions militaires, qu'elles émanent fréquemment du cabinet de la présidence du conseil, du cabinet du ministre des Affaires étrangères ou d'autres ministères encore[1630] ». En d'autres termes, d'Astier accuse le général de Gaulle de censure, ce qui dit bien le sentiment, qu'il

[1626] *Ibid*., p. 27.
[1627] *Ibid*., p. 28.
[1628] *Journal Officiel de la République française*, Débats de l'Assemblée consultative provisoire, séance du 8 mars 1945, p. 379.
[1629] *Ibid*., p. 380.
[1630] *Ibid*.

n'est pas le seul à ressentir à l'Assemblée[1631], de ne pas pouvoir faire contrepoids au pouvoir du président du GPRF.

Finalement, d'Astier en arrive, au mois d'avril 1945, à qualifier le GPRF de gouvernement « libéral autoritaire » et de comparer de Gaulle au maréchal de Mac-Mahon[1632]. Dans cet article d'*Action*, le Gouvernement est défini comme « l'abdication devant la toute-puissance et la sagesse de l'État[1633] ». En effet, si de Gaulle n'a de cesse d'appeler à l'unité de la nation au service de l'intérêt commun[1634], cette unité espérée, pour d'Astier, ne signifie en réalité que le vœu d'une remise de soi du pays dans les mains du Gouvernement et plus particulièrement de son chef. De supposées tentations autoritaires du général de Gaulle sont dénoncées ici car si l'unité se fait en-dehors de lui, il se récrie.

> « Mais quand les principaux partis et mouvements se joignent pour demander l'unité populaire en vue de la réalisation du programme du Conseil National de la Résistance, ce qui fait taire surenchères, diversités et intérêts particuliers (sauf en ce qui concerne les féodalités économiques) le Chef du Gouvernement ne semble pas goûter cela. Et quand certains Partis et Mouvements craignant, dans les conjonctures actuelles, la stérilité des luttes partisanes, s'efforcent de faire triompher l'idée des listes communes apte à faire taire également ″diversités, surenchères et intérêts particuliers″, le Gouvernement manifeste nettement sa méfiance.[1635] »

D'Astier reproche en quelque sorte à de Gaulle une espèce de fétichisme de la raison étatique – « les totems du gouvernement sont bien l'autorité et l'ordre[1636] » – qui a pour conséquence de briser l'élan révolutionnaire et idéaliste porté par la Résistance.

> « Les actes gouvernementaux se vident peu à peu du contenu idéal, de ce contenu patriotique moral et social qui était le signe même de la Résistance et du Gaullisme de la première heure. On a substitué à cet idéal un idéal nouveau d'ordre moral et d'abdication

[1631] Cf. Dominique Bellec, *Genèse d'un* credo *politique*, *op. cit*., pp. 595 et suiv.

[1632] Emmanuel d'Astier, *Avant que le rideau ne tombe*, *op. cit*. pp. 28-35. Ce chapitre est la reproduction de l'article « Le gouvernement et la nation. Sur la pente d'un libéralisme autoritaire », paru dans *Action* le 13 avril 1945.

[1633] *Ibid*., p. 29.

[1634] D'Astier cite un extrait du discours prononcé par de Gaulle le 2 avril 1945 à Rouen : « dans le domaine moral, des germes de division subsistent qu'il faut extirper à tout prix… Silence aux surenchères des partis comme aux intérêts particuliers. Sans abdiquer ni taire nos justes divergences, aplanissons ce qui nous oppose. »

[1635] *Ibid*.

[1636] *Ibid*., p. 30.

> devant la sagesse et l'omniscience de l'autorité, ce qui permet à certains, hélas ! d'évoquer, sans doute injustement, le souvenir des temps de Napoléon III et de Mac-Mahon.[1637] »

Le gouvernement ne fait pas, cependant, preuve d'autorité dans tous les domaines. Ainsi se montre-t-il volontiers libéral en matière économique et sociale. D'Astier reproche au gouvernement d'avoir renoncer à diriger l'économie au profit d'un laisser-faire qui favorise notamment la prospérité du marché noir. D'ailleurs, il n'est pas jusqu'aux premières nationalisations qui ne sont selon l'ancien ministre de l'Intérieur autre chose qu'un simulacre.

> « On fait une expérience dans les Usines Renault. Le bon profane en attend des merveilles. Mais certains dirigeants de l'affaire vous laisses entendre qu'il n'y a rien de changé, sinon qu'en place de Renault lui-même il y a un petit état-major nouveau nommé par le ministre.[1638] »

En somme, deux éléments centraux sont l'objet de l'opposition de d'Astier au Gouvernement et à de Gaulle. Tout d'abord la conviction de ne voir dans la France du printemps 1945, à rebours des espoirs de justice sociale suscités par le combat clandestin, que la permanence d'un capitalisme individualiste et inique[1639]. Par ailleurs, le sentiment de la mise de côté de la Résistance, c'est-à-dire de l'ensemble organisé des hommes ayant relevé l'honneur de la France et permis sa libération et le maintien de son indépendance, et du programme économique et sociale qu'elle portait :

> « Le gouvernement voilà six mois avait une autorité incontestable, un crédit sans précédent pour insuffler à cette nation française qui avait eu le sens civique de la libération, le sens civique du relèvement, pour appeler le peuple à un effort dur et pur. Il ne l'a pas fait quand il pouvait le faire : il s'est séparé de ses éléments les plus fervents, les plus résolus à entreprendre cette tâche, c'est-à-dire la Résistance. Il glissera tout

[1637] *Ibid*., p. 30.

[1638] *Ibid*., p. 32.

[1639] « Je crois que la plupart de ses [le peuple français] éléments ont soif d'autorité, d'autorité accrue, à condition que cette autorité émanant du peuple, travaille pour le peuple… à condition qu'elle brise les anciens cadres dont le dirigisme s'exerce au profit de certaines classes restreintes, ou dont le libéralisme ne peut s'exercer qu'au profit des possédants et de certains producteurs qui seuls peuvent se défendre dans cette Société où fermentent librement les appétits individuels et les intérêts particuliers. (*Ibid*., p. 36) »

> naturellement vers la facilité du capitalisme et de son abcès le marché noir, vers le retour de la notion de profit et de ses excès.[1640] »
>
> « Hélas ! le malheur veut que l'homme du 18 juin ne se sépare pas de ses mamelucks, d'un entourage avide de pouvoir personnel, et ne se tourne pas résolument vers le peuple des ouvriers et des paysans qui a le cœur à gauche et la tête réformiste.[1641] »

On le voit, durant ces six mois qui vont de janvier à juin 1945, d'Astier s'est peu à peu radicalisé contre le pouvoir gaulliste. La pratique gouvernementale du général, qui heurte ses convictions politiques, compte pour beaucoup dans ce processus[1642]. Mais le sentiment d'être peu à peu relégué aux marges du champ politique, contraint de siéger au sein d'une Assemblée disposant d'une faible capacité d'influence sur l'exercice du pouvoir, en un mot l'entrave à l'actualisation des aspirations politiques dont il est porteur, est une des raisons qui tout au long le sous-tend et l'encourage[1643].

2.4. L'échec politique de la Résistance : l'éclatement progressif du MLN

Pour comprendre l'aboutissement de la trajectoire d'Emmanuel d'Astier au terme de cette séquence historique, il faut désormais nous intéresser au phénomène d'implosion du MLN durant la période. C'est en effet l'échec de ce mouvement à incarner une force politique

[1640] *Ibid*., p. 35.

[1641] *Ibid*., p. 37. Ces lignes sont tirées de l'article ayant pour titre « Les affaires courantes », paru initialement dans *Action* le 22 juin 1945.

[1642] Ce processus illustre un phénomène qui affecte plus généralement, à partir de la fin 1944, les rapports avec le général de ses alliés et partenaires du temps de guerre, à savoir la transition d'un « gaullisme de la Résistance » à un « gaullisme politique » (cf. Serge Berstein, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001, pp. 57-80). Ce passage d'un gaullisme à l'autre conduit de Gaulle à perdre peu à peu la majorité de ses soutiens, d'abord les « insurgés » de l'intérieur, puis la Résistance intérieure non communiste ou communisante et enfin les parlementaires. Ce processus aboutit au départ du pouvoir du général début 1946. Il traduit l'incapacité du prophète de Gaulle, qui était parvenu à réunir sous son nom et sous son action les fractions diverses de l'opposition au régime de Vichy, à maintenir, une fois le pays libéré et la légalité républicaine restaurée, l'unanimité sur sa personne et sur le projet politique qu'il porte. Le retour à la normalité politique s'accompagne d'une restauration des pratiques et modes de pensée politiques institués, autrement dit des logiques politiques enracinées qui structurent aussi bien le fonctionnement des institutions que les *habitus* du personnel politique qui a survécu. C'est ainsi que la Quatrième République est si proche, avec la primauté du législatif sur l'exécutif, de la Troisième.

[1643] Au fil des mois, ce sentiment devient très largement partagé parmi les anciens dirigeants de la Résistance intérieure. Ainsi, dès 1945, Pierre Hervé publie un pamphlet au titre explicite : *La Révolution trahie* (Paris, Grasset). La même année, Philippe Viannay écrit dans son livre *Nous sommes les rebelles* : « Dans cet appel à la Nation par-delà la Résistance, il y a le risque de récolter tous ceux qui n'ont pas voulu la lutte, de s'appuyer sur les médiocres et de rejeter dans une opposition voisine du désespoir toutes les vraies générosités du pays. […] Telle est la grande erreur du gouvernement de Gaulle : ne pas faire confiance à la Résistance. (Indomitus [Philippe Viannay], *Nous sommes les rebelles*, Paris, Défense de l'Homme, 1945, p. 78) » Même Henri Frenay, pourtant ministre du général de Gaulle jusqu'à l'automne 1945, va jusqu'à écrire en 1946 dans un article intitulé « Les fossoyeurs de la Résistance » : « J'accuse le général de Gaulle de n'avoir peut-être pas entendu, et sûrement pas compris, l'appel passionné qu'à travers ses baillons lançait tout un peuple. Je l'accuse de n'avoir pas perçu le sens révolutionnaire de notre résistance et d'avoir, jour après jour, éteint sa flamme, autant par sa froideur hautaine que par ses concepts bainvilliens. (Henri Frenay cité dans Daniel Cordier, *Jean Moulin. La République des catacombes*, *op. cit*., pp. 711-712) »

nouvelle qui contraint ses membres désireux de continuer à participer à la vie politique à se reclasser politiquement.

Créé en décembre 1943 de la fusion des MUR et de quatre mouvements de zone Nord (Défense de la France, Résistance, La voix du Nord et Lorraine), le MLN s'inscrit dans la perspective politique de l'après-guerre. L'un des enjeux de sa fondation est de parvenir à créer une organisation garante de l'esprit de la Résistance ayant pour but de participer directement à la rénovation de la vie politique. Le mouvement est d'emblée conçu comme un instrument de la participation de la Résistance à la refondation politique du pays. Dans l'esprit des dirigeants de Combat, et notamment d'Henri Frenay, il est même destiné à devenir un parti politique, le parti de la Résistance.

Pour ce dernier, l'un des objectifs est également de contrer les volontés hégémoniques du FN en formant un vaste ensemble qui soit assez puissant pour lui résister. Il faut en effet prendre la mesure de la crainte très grande qu'inspire la résistance communiste à partir surtout du second semestre 1943, en raison de son essor et de son dynamisme. « Elle possède un potentiel considérable grâce à son activisme et la solidité de ses cadres. Elle avance grâce à des structures écrans, diversifiées et très cloisonnées, à commencer par un FN devenu « attrape-tout » […]. Bénéficiant, grâce aux sacrifices de ses militants et au combat soviétique, d'une image particulière, non politicienne, ″morale″, qui ne peut le faire assimiler à un ″vieux″ parti, le PCF s'affirme sur tous les terrains de l'action clandestine.[1644] » Bref, la résistance communiste est le principal concurrent des MUR, puis du MLN, qu'elle oblige nécessairement à se positionner vis-à-vis d'elle.

Au sein du MLN, si on compte un certain nombre de communistes, la position la plus fréquente est qu'on redoute le PCF. Mais les points de vue divergent quant à la meilleure stratégie pour le concurrencer. Une majorité, emmenée par Henri Frenay et l'ancienne équipe de Combat, entend faire du MLN une solide force d'opposition aux communistes, envisageant pour cela de proposer au CAS d'intégrer le MLN. Une minorité, représentée par le noyau dirigeant de Libération, est plutôt soucieuse quant à elle de contenir le FN en le dissolvant au sein du MLN. Autrement dit, il s'agit de mieux le contrôler en s'associant à lui. On a ainsi affaire ici à deux stratégies concurrentes poursuivant apparemment un même objectif. Des divergences politiques réelles contribuent néanmoins à expliquer les prises de position des uns et des autres. Ainsi, on compte plusieurs communistes dans le cercle dirigeants du mouvement. Et si des personnalités telles qu'Emmanuel d'Astier et Pascal Copeau ne sont en

[1644] François Marcot, « Résistance et action politique », art. cit., p. 572.

aucune manière communisants à cette époque, ils sont politiquement plus à gauche que leurs homologues de Combat et, en tout cas moins effarouchés par le communisme que quelqu'un comme Henri Frenay.

D'Astier, qui est membre du CFLN à Alger durant cette période, ne se désintéresse pas de la question. Il est tenu au courant des évolutions des négociations par Pascal Copeau et Yvon Morandat. Or non seulement il partage le point de vue de ses camarades, mais il joue même un rôle actif dans l'émergence de cette ligne politique. Au même moment, il mène en effet une politique semblable à son poste de commissaire à l'Intérieur. Il s'efforce d'intégrer les communistes dans toutes les structures clandestines, moins par souci d'équité résistante, que dans le but que ceux-ci soient liés au pouvoir gaulliste par l'exercice des responsabilités politiques[1645]. Ainsi, le 23 mars 1944, à un moment où les tractations au sujet de l'entrée de communistes au CFLN stagnent, il écrit au général de Gaulle que la participation communiste lui apparaît comme « une des conditions du succès de la rentrée en France du CFLN[1646] ». Dans le même esprit, il télégraphie à Alexandre Parodi en mai 1944 : « Faire participer le FN aux tâches et aux responsabilités gouvernementales que vous pouvez sur le territoire.[1647] » Il faut à tout prix, selon lui, que les communistes ne puissent faire remarquer qu'ils ont été exclus du pouvoir.

C'est ainsi qu'il se montre dès le début de l'année 1944 favorable à l'union du MLN et du FN. L'enjeu est surtout de favoriser l'union de la Résistance afin d'éviter la dispersion des combats de la Libération. Il écrit ainsi à Jacques Bingen en mars 1944 :

> « Il faut absolument aboutir au moins à la fusion du FN et du MLN, sous une tierce dénomination, par exemple le Front de libération nationale. C'est la condition essentielle du succès et du pouvoir de la Résistance Française.[1648] »

Deux mois plus tard, il donne une consigne identique à Alexandre Parodi.

[1645] Si d'Astier est favorable à l'entrée de communistes au CFLN, il estime toutefois qu'on « ne doit pas accepter de communistes dont le seul titre de gloire est de s'être fait mettre en prison en 1939 par Daladier et d'avoir été envoyé en Algérie (Lettre d'Emmanuel d'Astier à Pascal Copeau, fin novembre 1943, AN, 72 AJ/410) ».

[1646] Lettre d'Emmanuel d'Astier au général de Gaulle, 23 mars 1944, AN, 72 AJ/410.

[1647] Télégramme d'Emmanuel d'Astier à Quartus [Parodi], mai 1944, AN, 72 AJ 1902.

[1648] Note de Merlin (Emmanuel d'Astier) établie à l'intention de Coridon [Jacques Bingen], mars 1944, AN, 65 MI 2.

> « Votre tâche reste une tâche d'unification. Une fusion ou du moins une apparence de fusion plus sérieuse entre le FN et le MLN doit rester votre but essentiel.[1649] »

Malgré les efforts (non convergents) des membres du MLN, la fusion ne se réalise pas avant la Libération. En fait, il s'avère que le FN hésite. Quant aux socialistes, ils prennent systématiquement le contre-pied des communistes. Ainsi, ils rejettent l'union avec le MLN quand le FN s'en rapproche, et font preuve de bonne volonté quand celui-ci s'en éloigne[1650]. Toute union, en vérité est impossible du fait des stratégies résolument divergentes des uns et des autres.

Cela n'empêche pas la question de se poser de nouveau à la Libération, au plus fort des enjeux sur la question du devenir politique de la Résistance. Les conflits vont dès lors éclater au sein du mouvement. À l'automne 1944, des propositions d'union ou de fusion, temporaires (c'est-à-dire indexés sur des échéances électorales) ou définitives, sont émises dans toutes les directions. La perspective des élections cantonales et municipales au printemps 1945 contribue à cette intense activité. Le FN, en particulier, multiplie les initiatives unitaires[1651].

Dès le mois de septembre 1944, est ainsi émise par le FN l'idée d'organiser des États généraux de la Renaissance durant lesquels toutes les forces de la Résistance débattraient des modalités de leur action future. Cette proposition donne lieu à une première passe d'armes entre ceux que l'on appellera bientôt les « majoritaires » et les « minoritaires » du MLN.

> « Une discussion s'engage sur le point de savoir si les États Généraux sont indispensables. Bayet fait remarquer que nous ne pouvons pas refuser la main tendue du FN, car l'unité de la France doit passer avant toute préoccupation. Joinville [Alfred Malleret] déclare que la 5ème colonne n'est pas une invention mais une réalité et nous devons lui opposer l'unité de tous les Français. Le MLN doit avoir de grands objectifs et accepter les États Généraux de la Renaissance. Salard [Copeau] dit que nous devons aller fermement dans le sens de toute union. Nous devons réunir nos camarades très rapidement et organiser aussitôt après les congrès de la Résistance. Frenay demande que la proposition soit faite au FN de faire l'unité ″par en haut″ avant de la faire ″par en bas″ grâce aux États Généraux. Salard demande au CD de le mandater pour rédiger un texte

[1649] Télégramme de Merlin [d'Astier] à Quartus [Parodi], 29 mai 1944, AN, 72 AJ 1902.

[1650] Cf. Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance*, *op. cit*.

[1651] Dans le même temps, le PCF propose à la SFIO l'unité d'action et l'unité organique, ce qui rompt avec la stratégie adoptée sous l'Occupation (cf. Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, *op. cit*., p. 229).

> aux responsables. Le bureau politique étudiera ce texte destiné aux responsables que le MLN soit représenté dans les manifestations communes de la Résistance.[1652] »

Le sujet rebondit trois semaines plus tard. Lors de la réunion du Comité Directeur du MLN du 19 octobre 1944, d'Astier indique que le « CNR a été saisi d'une proposition du FN consistant à proposer une liste unique aux élections municipales et cantonales[1653] ». Deux semaines plus tard, le FN fait parvenir à la direction du MLN un document lui proposant une fusion totale.

> « Que les adhérents du FN et du MLN se fondent dans un seul mouvement, derrière des directions démocratiquement élus et avec un programme d'action immédiate et des statuts décidés d'un commun accord, et le mouvement unifié représentera le pays.[1654] »

L'action à réaliser, poursuit le document, doit aller « dans le sens de l'application du programme d'action du CNR[1655] ». Le FN exerce en fait une pression croissante pour pousser à la fusion.

Dès lors, les tensions se multiplient au sein du Comité directeur du MLN. La question communiste est évidemment prégnante. Ainsi Henri Frenay, qui est dès le début hostile à une alliance avec le FN, s'attire des accusations d'anticommunisme qui enveniment le climat des séances. Par exemple, le 16 novembre 1944, Albert Bayet, issu du mouvement Franc-Tireur, accuse explicitement Frenay d'anticommunisme, allant jusqu'à évoquer les accords de Munich, ce qui pour des pionniers de la Résistance constitue un parallèle insultant.

> « Bayet répond à son tour à Frenay. Il déclare notamment dans sa réponse qu'il ne faut pas dire que la Résistance est terminée quand les FFI se battent encore en Bretagne ou dans la boue de l'Est. Il ne faut plus faire l'anticommunisme qui nous conduisit à Munich.[1656] »

Lors de cette même séance, Frenay conteste la répartition des postes au sein du MLN,

[1652] Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du MLN du 28 septembre 1944, AN, 72 AJ/1903.
[1653] Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du MLN du 19 octobre 1944, AN, 72 AJ/1903.
[1654] Comité directeur du Front National, « Vive l'union de la Résistance pour la grandeur et l'indépendance de la France », novembre 1944, AN, 72 AJ/1903.
[1655] *Ibid*.
[1656] Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du MLN du 16 novembre 1944, AN, 72 AJ/1903.

qu'il juge non représentative eu égard aux tendances qui ont émergés lors du Congrès des cadres du mouvement qui s'est tenu à Paris le 27 octobre 1944.

> « Frenay répond à Copeau en déclarant qu'au Congrès deux tendances se sont manifestées : une tendance vers le Parti Communiste et une autre, non pas vers le Parti socialiste, mais vers le Socialisme. Il s'est dégagé une minorité et une majorité, et Frenay trouve illogique que ce soit des membres de la minorité (nominativement d'Astier, Copeau, Hervé) qui occupent les postes de commandement au MLN. […] Petit [Eugène Claudius-Petit] prend la parole pour déclarer que tout n'a pas été fait pour que le Mouvement devienne un grand Mouvement, et cela à cause de notre machine administrative absurde : ″Nous devons faire notre MLN qui ne doit pas être et qui n'est pas communisant″.[1657] »

Peu à peu, on le voit au gré des débats, les lignes de fracture se dessinent puis s'amplifient. À l'issue de l'intervention de Frenay, plusieurs dispositions sont prises, qui aboutissent à un déclin sensible de la tendance d'Astier au sein du Mouvement. Tout d'abord, Jacques Baumel (Combat) remplace Pascal Copeau au poste de secrétaire général. Quant à d'Astier, il perd la présidence du Bureau politique qu'il avait obtenue en septembre.

Dans un climat de plus en plus tendu où les uns et les autres n'hésitent pas à s'invectiver, les rencontres se poursuivent néanmoins dans l'optique d'un grand congrès national devant se réunir fin janvier 1945 afin de trancher l'avenir du mouvement. Le 30 novembre, lors d'une nouvelle réunion, Frenay affirme ses positions. Il propose une motion (non votée) qui laisse clairement transparaître son hostilité au FN. Considérant que le FN manifeste des « caractéristiques différentes aujourd'hui, contradictoires peut-être demain[1658] » avec celles du MLN, que la fusion pourrait conduire à « accroître la confusion et les équivoques », il suggère de discuter seulement d'une « coordination » avec le FN. Il est soutenu par un groupe emmené par Philippe Viannay, qui propose de lancer des négociations pour simplement se coordonner « sur des points précis » avec le FN et le PS.

Peu à peu, les clans et les positions se cristallisent. Ceux-ci s'affrontent du 23 au 28 janvier 1945 lors du congrès national du MLN à Paris. En prévision de celui-ci, d'Astier a préparé un « Rapport général sur la situation relative des Partis et des Mouvements de

[1657] Procès-verbal de la réunion du Comité directeur du MLN du 16 novembre 1944, AN, 72 AJ/1903.
[1658] Compte-rendu analytique de la réunion du Comité directeur du MLN du 30 novembre 1944, AN, 72 AJ/1903.

Résistance, sur le rôle actuel de la Résistance et l'incidence des élections[1659] » où se lisent clairement ses positions. Dans ce texte, il critique l'anticommunisme des hommes de la tendance majoritaire. Le poids du PC, dit-il, conduit de nombreux dirigeants – « ces dirigeants souffrant du complexe d'infériorité trop généralisé qu'éprouvent bien des hommes politiques et des citoyens à l'égard des communistes » – à réprouver toute association des mouvements avec le FN, par crainte de la mainmise communiste. Par ailleurs l'annonce des prochaines élections réactive, estime-t-il, les stratégies partisanes traditionnelles conduisant les partis hors PC à ne pas vouloir de listes communes, y voyant une « tentative ou une menace fasciste (marquant ainsi de ce mot toutes les révolutions populaires du monde et toutes les unions nationales ou patriotiques) ». Puis il développe sa position qui consiste en la défense d'une large union de la Résistance pour la défense des aspirations révolutionnaires que celle-ci a conçues dans la clandestinité.

> « La Résistance ne s'est pas forgée, n'a pas combattu simplement pour chasser l'envahisseur mais aussi pour faire une révolution puisqu'elle trouvait que l'état politique de la France en 1939 était une des causes de la catastrophe, et qu'elle voulait, pour le bon avenir de la France, corriger les causes plus encore qu'éliminer les effets. »

Cette révolution n'est pas faite et selon d'Astier, on ne doit pas en laisser la responsabilité désormais aux partis.

> « Cette révolution devait être menée par un ensemble de citoyens ayant conquis, par leurs actes précédents, la confiance d'une grande partie de la nation, gardant le contact avec le peuple, rassemblée au-dessus des partis, et amenant à cette idée révolutionnaire, de tous les horizons, les citoyens politiques ou apolitiques susceptibles de s'attacher à cette cause populaire et nationale. Or, seule, à l'heure actuelle, la Résistance répond à cette définition. »

Pour réaliser cette révolution qu'il appelle de ses vœux, d'Astier ne veut pas de la création d'un parti de la Résistance. Il souhaite qu'elle demeure un mouvement.

> « Ce mouvement n'a pas besoin d'une doctrine longuement établie puisqu'il ne va pas créer, lui, aujourd'hui, le régime socialiste, communiste ou radicalisant, mais seulement

1659

> développer une situation favorable à l'établissement d'une démocratie populaire qui s'orientera vers l'un ou l'autre de ces régimes. »

D'Astier réclame que la Résistance se rassemble plus largement, que ce soit par la fusion, l'union ou autre, qu'elle « définisse rapidement et publiquement ses buts politiques immédiats et les termes de son action jusqu'à la Constituante », qu'elle fasse adopter au CNR ces buts afin que ceux-ci complètent la Charte du CNR, enfin que les ministres appartenant aux organisations ayant souscris à la Charte « s'engagent à faire triompher ses thèses au sein du gouvernement et à veiller à la mise en application du programme d'action immédiat ».

On le voit, d'Astier défend une ligne qui se veut le prolongement d'une sorte de mystique unitaire forgée dans la clandestinité. A ce titre, il n'entend jeter aucune exclusive sur aucune catégorie de la Résistance. Surtout, ce qui constitue un élément fondamental au sein d'un champ politique qui se polarise autour de la question communiste, sa position signifie en réalité un glissement vers le PCF.

Cette polarisation s'observe nettement lors du congrès du MLN. Durant cinq jours, deux tendances s'affrontent durement, l'une défendue par Frenay consistant à repousser l'alliance avec le FN au profit d'un accord exclusif avec la SFIO, l'autre défendue par d'Astier favorable à une union totale de la Résistance française. Au terme des débats, la motion soutenue par d'Astier est rejetée par 250 voix contre 119. La conséquence immédiate est que celui-ci est exclu du Bureau politique du Mouvement. S'il reste membre du Comité directeur, la réalité est que sa position est complètement marginalisée à l'intérieur de l'organisation. Il n'est plus du tout en mesure de peser sur les décisions qui sont prises, comme du reste ses camarades, pour la plupart issus du mouvement Libération-Sud, qui ont soutenu avec lui le principe de l'union totale.

Á l'issue de cette séquence, si le MLN ne se dissout pas complètement en raison essentiellement des échéances électorales du printemps (les élections municipales ont lieu les 29 avril et 13 mai 1945), il apparaît parfaitement éclaté et, sur le plan politique, parfaitement démonétisé. C'est que dans le même temps, les partis politiques se reconstituent et, pouvant s'appuyer sur un personnel politique rompu aux pratiques électorales, ils déclassent complètement les forces de la Résistance bientôt contraintes de se replier vers ces structures. Bien qu'il apparaît de plus en plus patent que leurs organes ne parviendront pas à recomposer le champ politique, les hommes de la Résistance rechignent toutefois à intégrer purement et simplement les formations politiques constituées – lesquelles, au demeurant, n'ouvrent pas

toujours grandement leurs portes à ces personnalités pouvant parfois sérieusement concurrencer leur propre personnel. C'est ainsi qu'ils créent des entités hybrides destinées à servir leurs ambitions électorales. Les majoritaires du MLN créent en juin 1945 l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). L'UDSR se revendique l'incarnation de l'« esprit de la Résistance[1660] » et, à ce titre, refuse de faire allégeance à la SFIO, vieux parti compromis dans la III^e^ République. Trop restreint, il est cependant contraint à nouer une alliance avec la SFIO pour les élections cantonales. Les minoritaires du MLN, animée par d'Astier, Bayet, Copeau, Hervé et Kriegel, fusionnent de leur côté avec le FN pour fonder le Mouvement unifié de la Renaissance française (MURF). Peu original, le MURF n'apparaît plus, dès juillet 1945, que comme un « simple appendice du PCF[1661] ».

Les élections cantonales, qui ont lieu les 23 et 30 septembre 1945, entérinent le retour des partis et le rétablissement d'un jeu électoral classique. « La Révolution n'aura pas lieu car la vie politique s'est restructurée sur les bases anciennes, et les partis ont su accueillir les hommes nouveaux.[1662] » Pour affronter la compétition électorale, les partis politiques constituent des entités dotées de ressources individuelles (personnalisées) et collectives bien plus conséquentes que celles que sont en mesure de faire valoir les organisations issues de la Résistance. Les partis qui parviennent à se reconstituer sont structurés de manière plus ou moins objectivée, ils disposent d'ancrages locaux, ils ont des militants (d'ailleurs parfois résistants), ils sont en mesure de mobiliser des savoir-faire spécifiques en matière de conduite d'une campagne électorale, ils possèdent une doctrine, un programme, ils peuvent bien souvent présenter au suffrage des personnalités connues de la population. Les mouvements de résistance, quant à eux, n'ont pas été forgés par et pour la compétition électorale. C'est pourquoi les ressources dont ils disposent sont moins rentables et opérantes sur ce marché. Bien souvent, les résistants ne peuvent pas valoriser davantage auprès des électeurs que leur capital symbolique accumulé dans la Résistance, autrement dit les vertus éthiques et héroïques associées à leur engagement.

C'est néanmoins ce capital résistant spécifique qui permet à d'Astier d'être capté par le PCF. D'Astier est en effet l'un des résistants les plus connus et reconnus[1663], il bénéficie d'une légitimité résistante importante qui constitue incontestablement un atout pour le Parti.

[1660] Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance*, *op. cit*., p. 471.

[1661] Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, *op. cit*., p. 84.

[1662] *Ibid*.

[1663] Un des indicateurs de cette notoriété est le résultat d'un sondage réalisé par l'IFOP fin 1944, dans lequel il était demandé aux Français : « Pouvez-vous citer un membre de l'Assemblée consultative d'Alger ? » Le nom d'Emmanuel d'Astier était alors le plus fréquemment cité (Jean-Pierre Tuquoi, *Emmanuel d'Astier*, op. cit., p. 212).

De son côté, au fil de sa radicalisation révolutionnaire depuis septembre 1944, le ralliement avec le FN est non seulement devenu parfaitement acceptable d'un point de vue subjectif, mais il apparaît aussi comme la seule option pour survivre politiquement. La logique des affrontements entre les deux tendances du MLN a eu pour effet de fixer les uns et les autres sur la position polaire qu'ils avaient adopté dans la séquence précédente.

Ce rapprochement de d'Astier avec le PCF constitue donc *in fine* l'aboutissement logique de la dynamique des affrontements qui précède. D'Astier joue aussi longtemps que possible la carte d'une union œcuménique dont ne veulent au fond ni la tendance majoritaire du MLN ni le PCF. C'est une ligne médiane particulièrement mal aisée qui est alors défendue. Après la Libération, le jeu politique s'éclaircit peu à peu. Les stratégies se dévoilent et les positions se polarisent. La ligne intermédiaire défendue par d'Astier ne peut bientôt plus être tenue et ce-dernier est contraint, pour continuer à exister politiquement, de s'aligner sur l'une des positions polaires qui s'affirment. L'alignement sur la tendance majoritaire du MLN s'avère alors impossible, ou presque. C'est en effet avec les tenants de celle-ci que les affrontements ont été les plus durs, les uns et les autres s'accusant mutuellement de fracturer la Résistance, s'échangeant invectives, voire insultes, dans le but de se disqualifier. La dimension publique (notamment par journaux interposés) de ces affrontements en a haussé la conflictualité et amplifié la portée. Elle a contribué à créer des lignes de partage nettes faisant basculer les protagonistes dans des camps résolument opposés. Ainsi d'Astier, au lendemain des élections municipales, accuse-t-il (insulte-t-il) publiquement dans les colonnes du journal *Action* les « ambitieux », les « peureux » et les « réactionnaires » ayant saboté l'union du MLN et du FN et donc fait rien moins qu'échouer la Résistance.

> « La première cause [de l'échec] en est que la Résistance n'a pas su faire son unité. Des ambitieux, des peureux ou des réactionnaires ont cherché coûte que coûte à en exclure une fraction : les communistes. L'échec de l'union entre le Front National et le MLN est dû au seul fait que le Front National était animé par les communistes. Certains, plutôt que de poser des conditions à cette union, ont préféré la saboter. Or, il est insensé de vouloir se passer, pour le relèvement et la remise au travail de la France, pour l'aboutissement d'un programme auquel ils n'ont pas cessé d'être fidèles, de la masse des militants ou sympathisants communistes dont la conscience et l'énergie sont indispensables pour l'effort sans précédent que nous avons à entreprendre.[1664] »

[1664] Emmanuel d'Astier, « Réforme du gouvernement, première réforme de structure », *Action*, 18 mai 1945.

Il ne faut pas sous-estimer les effets qu'ont sur les prises de position des acteurs, et *in fine* sur les configurations du jeu politique, ces phénomènes d'affrontements verbaux prenant notamment la forme d'entreprises d'étiquetage ou de stigmatisation des adversaires. Dans le champ politique, les luttes symboliques pèsent très concrètement sur les dynamiques politiques dans la mesure où elles peuvent altérer significativement les identités publiques des acteurs. Comme le soulignent en effet Annie Collovald et Brigitte Gaïti dans leur analyse des processus de radicalisation, « en modifiant les identités antérieurement attribuées aux [acteurs], elles modifient également les lignes de conduite à tenir à leur égard et reconfigurent alors les solidarités et les alliances possibles, les stratégies pensables et, au bout du compte, leur position dans le jeu politique[1665] ». Dans le cas présent, en lui accolant l'étiquette à leurs yeux rebutante de « philo-communiste » ou de « communisant », les membres de la tendance majoritaire du MLN n'ont pas seulement exclu Emmanuel d'Astier comme partenaire (ou comme allié). Ils ont d'une certaine manière contribué à lui assigner la position de compagnons de route des communistes. À l'inverse, le PCF ne s'est pas frontalement affronté à d'Astier. En multipliant les sollicitations conciliantes à son endroit, le Parti s'est au contraire montré tout disposé à constituer pour lui une structure d'accueil. Il est devenu pour lui un allié possible, voire au final le seul possible.

En définitive, au terme de cette séquence, on s'aperçoit que c'est donc bien moins l'émergence d'affinités idéologiques qui aboutit à l'alliance de d'Astier avec les communistes qu'une série de calculs et d'ajustements tactiques, fortement contraints par les données mouvantes des situations pratiques, ayant progressivement fermé des possibles et ouvert d'autres. Le puissant désir de se maintenir dans le jeu politique, qui n'est autre que l'expression de sa vocation politique, commande pour une bonne les prises de position de d'Astier. La dimension idéologique intervient plutôt *a posteriori*, comme un moyen de rationnaliser et de justifier les choix opérés. L'idéologie n'est pas une cause de son ralliement aux communistes. En revanche, elle le rend possible parce qu'acceptable. L'existence d'affinités idéologiques entre le discours porté par le PCF en 1945 et les croyances et aspirations politiques d'Emmanuel d'Astier fait que les deux parties puissent concevoir de s'allier l'une à l'autre et trouver un terrain d'entente.

* * *

[1665] Annie Collovald et Brigitte Gaïti, « Questions sur la radicalisation politique », art. cit., p. 23.

Comme on le voit, la trajectoire politique d'Emmanuel d'Astier sous l'Occupation, qui le conduit à devenir en 1945 le compagnon de route d'un parti classé à l'extrême-gauche du champ politique, est l'aboutissement d'un processus complexe, mettant aux prises une multiplicité d'acteurs sur plusieurs arènes d'affrontements distinctes. La première difficulté majeure posée à l'analyse tient à la pluralité des espaces sociaux, traversés chacun par des logiques et des dynamiques propres mais fortement interdépendants, dans lesquels l'acteur est simultanément situé. Une seconde difficulté est relative à l'accélération de l'Histoire à laquelle donnent lieu les conjonctures critiques. Sous l'Occupation, les contextes national et international sont fréquemment bouleversés, ce qui se répercute sur les perceptions, les estimations, les calculs, les stratégies des acteurs. Au final, la trajectoire individuelle d'Emmanuel d'Astier dans la crise se révèle largement dépendante de dynamiques collectives, qui n'exercent toutefois les effets observés que parce qu'elles rencontrent d'une certaine manière les propriétés sociales intériorisées de l'acteur.

Conclusion générale

> « *Nous étions tristes, profondément. La fin de la guerre, la fin de l'aventure. Ne croyez pas que je cherche à scandaliser, mais cela doit être dit : en ces instants s'achevait ce qui allait demeurer le souvenir de la part la plus heureuse de notre vie. Car connaître, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, en soi, un accord complet entre ce qu'on est, ce qu'on veut et tout ce qui, sans aucun doute possible, est la vérité et la justice, oui cette paix de l'âme, même au prix de la mort, c'est cela le bonheur.* »
>
> Pascal Copeau[1666]

> « *Aujourd'hui, que reste-t-il ? Pour ceux qui s'arrêtent et qui pensent, le souvenir de ces mouvements furtifs, à Paris, à Lyon ou en Auvergne, dans lesquels nous nous reconnaissons. Et les anges qui passent au crépuscule, devant lesquels nous nous humilions avec la plus secrète liberté, celle que l'on conquiert sur soi-même.* »
>
> Emmanuel d'Astier[1667]

Le devenir d'un individu n'est jamais figé dans le glacis de ses origines. Tel est l'enseignement principal des pages qui précèdent. L'étude de la conversion politique d'Emmanuel d'Astier montre qu'une trajectoire individuelle n'est jamais réductible à une courbe dont chaque point actualiserait la fonction mathématique qui dès le départ la définit[1668]. Semblable plutôt à un mobile lancé dans un champ de forces, le trajet parcouru par un individu dans le monde social est toujours susceptible d'être dévié et redéfini par les contraintes qu'exercent sur lui les contextes sociaux qu'il traverse. Ainsi la rencontre avec un *événement* historique peut-il bouleverser l'itinéraire biographique d'un individu.

La Résistance joue un tel rôle dans la trajectoire d'Emmanuel d'Astier. Elle modifie brutalement et radicalement ses conditions d'existence. Elle lui fait vivre des expériences inédites particulièrement intenses. Facteur de décloisonnement social, elle lui permet de faire (dans des conditions socio-affectives singulières) des rencontres improbables avec des individus avec qui il aurait eu très peu de probabilités d'entrer en contact en conjoncture routinière. Elle le confronte à des dynamiques collectives puissantes. Elle ouvre l'espace de

[1666] Pascal Copeau, *Une Vie en cinq ans*, mémoires inédites.

[1667] Emmanuel d'Astier, *Sept fois sept jours*, *op. cit.*, p. 186.

[1668] Nous empruntons cette analogie mathématique à Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit.*, p. 328.

ses pensables, reconfigure ses aspirations sociales. Etc. Bref, elle rompt la continuité de son expérience biographique antérieure. Ce faisant, elle fait dévier sa trajectoire, l'ouvrant sur un débouché improbable et imprévisible au regard de ce qui la précède. Ainsi, la conversion politique d'Emmanuel d'Astier est un produit plus ou moins direct de son engagement résistant.

Reste que si le temps court de l'engagement n'est pas réductible au temps long de la trajectoire, il n'en n'est pas pour autant indépendant. Un individu, en effet, n'est pas une coquille vide mais un corps chargé de propriétés historiquement incorporées qu'il importe dans le présent des situations ; un corps qui est donc doté d'inertie, un corps qui conditionne la façon dont sont vécues les expériences ultérieures et qui, à la manière d'un matériau déjà formé, oppose une résistance aux forces qui s'exercent sur lui. C'est pourquoi deux individus, exposés aux mêmes événements, ne sont jamais deux unités interchangeables.

La Résistance ne produit ces effets sur d'Astier que parce qu'elle rencontre d'une certaine manière les dispositions qu'il porte. En somme, la Résistance change d'Astier, certes, mais pas n'importe comment et pas comme n'importe qui d'autre. Elle le change de telle manière que, dans une certaine mesure, le permettent ses propriétés les plus structurantes préalablement incorporées. « Le présent de la crise condense donc le passé en même temps qu'il le déplace et le reconfigure selon des logiques nouvelles.[1669] »

Mais, en définitive, qu'est-ce qui change exactement en d'Astier ? Quelles sont réellement les conséquences biographiques de son engagement résistant ? Socialisation d'abord politique, la Résistance a d'abord des effets politiques. Au fil de son expérience résistante, d'Astier change en premier lieu d'idéologie, « c'est-à-dire de système de justifications des conduites tenues et des représentations de soi et des autres[1670] », ce qui n'est pas rien. Il intériorise de nouvelles croyances et idées politiques, nettement ancrées à la gauche du champ politique : ainsi des aspirations révolutionnaires, de l'idéal d'égalité et de justice, de la volonté d'établissement d'une réelle démocratie économique et sociale, etc. qui l'animent au sortir de l'Occupation. Il y a de sa part une conversion idéologique, qui rend pensable et possible (aussi bien pour lui que pour l'institution) son ralliement au Parti communiste en 1945.

Il intériorise également une vocation politique, définie à la fois comme goût pour les activités politiques et comme désir de briguer des postes politiques.

[1669] Boris Gobille, « L'événement Mai 68 », art. cit., p. 348.
[1670] Annie Collovald, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », art. cit., p. 226.

Enfin, ayant dirigé une organisation collective puissante, ayant été membre d'institutions représentatives de la Résistance, ayant occupé un poste ministériel dans le Gouvernement provisoire, il accumule durant l'Occupation un certain nombre de savoirs et savoir-faire qui, sans être forcément spécifiquement politiques, sont néanmoins particulièrement ajustés à l'exercice du « métier » politique. D'une certaine manière, d'Astier apprend dans la Résistance à devenir un professionnel de la politique.

Les effets de cette socialisation sont durables. La vocation politique qu'il a intériorisée est à l'origine de son engagement dans la carrière parlementaire sous la IV^e^ République. Les savoirs et savoir-faire politiques qu'il a acquis sont réinvestis dans l'exercice de ses mandats électifs. Enfin les références idéologiques auxquelles il s'est converti dans la clandestinité contribuent largement à déterminer l'orientation et le contenu de ses prises de position politiques après la guerre.

Les incidences biographiques de son engagement résistant ne se limitent pas, du reste, aux seuls registres politique et idéologique. Après la guerre, en parallèle de sa carrière de député, d'Astier mène d'abord une carrière de patron de presse. Dès l'automne 1944, il prend la direction du journal *Libération*, qu'il a fondé dans la clandestinité et qui, devenu quotidien, paraît désormais légalement et librement. *Libération* cessera de paraître en novembre 1964 du fait de difficultés financières et Emmanuel d'Astier fondera ensuite, sur le modèle de *Vu*, le mensuel *L'Événement*, qu'il dirigera jusqu'à sa mort le 12 juin 1969. Il reprend également sa carrière d'écrivain, puisant dans son expérience de résistant et sa connaissance fine de l'univers clandestin la matière de plusieurs ouvrages[1671]. Surtout, à la faveur de la restructuration du champ littéraire à la Libération, il parvient à intégrer des maisons d'édition reconnues au pôle légitime : Minuit, Julliard, Gallimard.

D'une manière générale, d'Astier est après la guerre une personnalité identifiée dans l'espace public. Or son engagement résistant joue un rôle décisif dans l'accès à cette position. La Résistance lui a permis d'abord d'acquérir des ressources incorporées (compétences proprement politiques, compétences dirigeantes, inspiration littéraire, etc.) qu'il peut investir dans le champ politique et le champ intellectuel. Elle lui a permis également d'occuper dans la phase transitoire de la Libération des postes de pouvoir qui lui sont directement utiles pour s'emparer de certains leviers d'action (en août 1944, d'Astier profite par exemple de sa position pour installer *Libération* dans les locaux parisiens de *Paris-Soir* et pour lui assurer un

[1671] *Avant que le rideau ne tombe*, Paris, Sagittaire, 1945 ; *Sept fois sept jours*, Paris, Minuit, 1947 ; *Les Dieux et les Hommes, 1943-1944*, Paris, Julliard, 1952 ; *Les Grands*, Paris, Gallimard, 1961 ; *De la chute à la libération de Paris. 25 août 1944*, Paris, Gallimard, 1965.

contingentement suffisant de papier). Elle lui a enfin conféré une visibilité sociale, une notoriété et une crédibilité qui sont rentables dans les arènes publiques. Dans l'immédiat après-guerre surtout, le capital résistant fonctionne notamment comme un capital moral, un capital symbolique qui légitime socialement le résistant. Le volume de capital résistant détenu par d'Astier étant particulièrement important à la Libération, il lui ouvre des positions qui lui étaient (relativement) inaccessibles avant la crise.

La Résistance, on le voit, constitue donc bien un point de rupture qui fait dévier sa trajectoire. Incontestablement, son expérience résistante le transforme. Elle transforme ses manières de voir, ses manières de penser, ses manières de *se* penser. En lui permettant de parvenir à satisfaire ses hautes aspirations, à réaliser sa vocation à l'exceptionnalité, en lui procurant ce dont il s'estimait auparavant dépourvu et dont il était à la recherche – de la « reconnaissance, de la considération, c'est-à-dire, tout simplement, de la raison d'être[1672] » – la Résistance constitue pour lui une expérience de félicité sociale qui modifie profondément le regard qu'il porte sur lui-même. Ainsi peut-il parler après la guerre de ses « deux vies[1673] », celle d'avant 1940, où il se considère comme un « raté[1674] », et celle d'après, dont il peut dire : « j'avais découvert la vie, sous tant d'aspects, et elle était passionnante…[1675] »

D'Astier ne devient pas *autre* pour autant. Les transformations réelles qui jalonnent le processus de sa conversion politique ne doivent pas masquer une continuité biographique – en particulier dispositionnelle – certaine. Toute la seconde partie de la thèse l'a montré : d'Astier s'engage dans la Résistance et parvient à s'imposer comme l'un de ses hauts dirigeants en mobilisant des schèmes de pensée et d'action, ainsi que des compétences, qu'il a acquis antérieurement. Ainsi, en particulier, l'*ethos* aristocratique et la disposition héroïque intériorisés au cours de sa socialisation primaire conditionnent positivement son entrée en résistance, favorisent la formation de sa vocation politique et contribuent *in fine* à orienter ses prises de position durant toute la mobilisation. Or cet *ethos* et cette disposition continuent de structurer ses attitudes et comportements après la Libération. Comme on l'a vu en effet au chapitre 7, ses prises de position politiques en 1945, et en définitive son ralliement au Parti communiste, procèdent pour une large part du désir de ne pas être marginalisé du jeu politique, c'est-à-dire de la volonté de continuer à jouer, comme sous l'Occupation et comme il y a toujours aspiré, un rôle social important. Ainsi, on s'aperçoit que les mêmes dispositions

[1672] Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, *op. cit*., p. 346.
[1673] Emmanuel d'Astier, *La Semaine des quatre jeudis*, *op. cit*., p. 22.
[1674] Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, *op. cit*.
[1675] Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, *op. cit*., pp. 123-124.

sociales fondamentales sont déterminantes dans l'engendrement de ses pratiques et représentations quel que soit le moment de sa trajectoire considéré.

Tout au long de la thèse, nous avons accordé dans l'analyse une place prépondérante aux attentes sociales subjectives d'Emmanuel d'Astier, c'est-à-dire aux désirs qu'il cherche à satisfaire, à ce qu'il aspire à être ou ne pas être, ce qui l'anime, ce qui le fait courir, ce qui le tient et le retient dans le monde social. C'est que ces attentes (socialement construites) contribuent à façonner les grandes orientations qu'un individu cherche à donner à son existence, à définir les choix qu'il opère dans des situations données. Elles permettent de la sorte de comprendre pourquoi parfois, il persévère dans une direction particulière. Elles permettent également de comprendre dans quelle mesure telle activité sociale spécifique, tel rôle, tel poste, telle mission sont à tel moment pour lui dignes d'intérêt, désirables, appréciables, profitables. En ce sens, porter attention à ces attentes sociales permet notamment de comprendre à quelles envies et quels besoins l'engagement politique répond, quels désirs satisfait-il, quelles rétributions dispense-t-il auxquelles l'individu est sensible.

Dans le cas singulier de d'Astier, si ses attentes changent parfois d'objets ou d'espaces d'investissements au cours de sa trajectoire biographique, elles sont en revanche particulièrement stables dans leur direction. Elles sont systématiquement tournées vers le haut de l'espace social, vers les possibles les plus rares, vers ce qui est *extra-ordinaire*, hors du commun, vers ce qui distingue. Ces attentes structurent en profondeur et de façon durable ses comportements, tout au long de son parcours. Elles constituent une sorte d'invariant de sa trajectoire biographique.

Au total, continuité et changement se mêlent. Si leurs effets sont importants, les expériences intenses qui font le processus de conversion politique ne démantèlent pas tout l'appareil dispositionnel acquis. Au contraire, elles entretiennent et renforcent même certaines incorporations fondamentales antérieures (comme la disposition héroïque) qui, elles-mêmes, avaient préalablement contribué à rendre ces expériences possible et conditionné la façon dont elles avaient été vécues. En définitive, donc, socialisation de transformation et socialisation de renforcement se combinent. D'Astier est à la fois changé par la Résistance et persévérant dans son être.

Arrivés au terme de cette thèse, nous espérons que celle-ci est parvenue à démontrer que la sociologie n'est pas seulement légitime pour étudier la singularité sociale, mais qu'elle est aussi armée pour le faire, c'est-à-dire qu'elle est effectivement capable, lorsqu'elle s'en donne

les moyens à la fois théoriques et méthodologiques (et, bien sûr, lorsque les données disponibles le permettent), de rendre raison sociologique de cas individuels.

Tout au long de ces pages, en étudiant le plus minutieusement possible les expériences structurantes vécues par Emmanuel d'Astier, en les contextualisant systématiquement, en analysant la façon dont elles s'agencent dans l'ordre biographique, nous avons tenté de mettre au jour les logiques sociales du déroulement de sa trajectoire sociale et politique. Nous avons essayé de comprendre comment chaque étape de cette trajectoire contribue, en même temps que les données de la situation objective dans laquelle l'acteur se trouve, à en déterminer l'étape suivante. Nous nous sommes ainsi efforcés de reconstruire des liens de dépendance entre des faits qui permettent d'expliquer l'enchainement de ses attitudes et de ses comportements. De la sorte, nous espérons avoir rendu sociologiquement intelligible son cas.

Ce faisant, nous pensons que les connaissances produites dépassent ce cas particulier en ceci qu'elles intéressent la compréhension de problèmes plus larges : comment se forment et se transforment les comportements politiques ? Comment interagissent perpétuellement histoire individuelle et histoires collectives, dispositions et contextes ? Comment ces interactions contribuent à la formation des comportements individuels et des représentations des acteurs ? Comment sont produits socialement et historiquement les individus ? En un mot, nous pensons que les connaissances tirées de l'étude de ce cas socialement et historiquement situé, c'est-à-dire limité et délimité, contribuent à la compréhension de certains phénomènes et processus *généraux* du monde social, dont le cas n'est en somme qu'une modulation particulière et originale.

Manière spécifique de faire travailler quelques-unes des questions centrales qui se posent aux sciences sociales, l'étude du social à l'échelle individuelle n'est donc pas seulement possible, elle est aussi utile. Si l'on veut par exemple comprendre véritablement ce qui fait l'« individuation d'une vie d'individu[1676] », et qui conduit à devenir militant, prêtre ou poète, réaliser des études de cas précises analysant finement le déroulement d'itinéraires biographiques est la voie la plus heuristique.

[1676] Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit*., p. 322.

Sources et matériaux d'enquête

1. Archives publiques

Archives nationales :

Fonds 72 AJ (Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale)

72 AJ/46 : Mouvement Combat

72 AJ/55 : Mouvement Franc-Tireur

72 AJ/60 : Mouvement Libération-Sud

72 AJ/64 : Mouvement de Libération Nationale (MLN)

72 AJ/65 : Mouvements Unis de Résistance (MUR)

72 AJ/66 : Réseau Orion

72 AJ/233 : Jean Moulin

72 AJ/408 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (dossiers de séances du CFLN, note de travail, rapport sur la situation des mouvements de résistance)

72 AJ/409 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (documents relatifs à la préparation de la Libération, correspondances diverses)

72 AJ/410 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (rapports des chargés de mission en France, rapports de la Résistance intérieure, correspondances avec la Résistance intérieure, notes sur les rapports du commissariat à l'Intérieur avec le BCRA, documents relatifs aux FFI, documents du Comidac, documents relatifs aux Affaires étrangères)

72 AJ/1901 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (mouvements et emploi de la Résistance, organisation des structures civiles provisoires et des structures militaires, administration des territoires libérés, consignes d'action, questions diplomatiques, correspondance Alger-Londres)

72 AJ/1902 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (délégation générale du CFLN en France, notes et directives sur les structures civiles et militaires, situation et emploi de la Résistance, documents MLN)

72 AJ/1903 : Papiers Emmanuel d'Astier de La Vigerie (dossier Churchill, procès-verbaux des séances du Comité directeur du MLN, correspondances)

72 AJ/2012 : Papiers Jeannine Mayer (projet d'ouvrage sur Emmanuel d'Astier de La Vigerie, témoignages divers)

Fonds 3 AG 2 (archives du Bureau Central de Renseignements et d'Action, BCRA)

3 AG 2/378 : Mouvements de résistance divers, dont Libération-Sud

3 AG 2/379 : Mouvements Unis de Résistance (MUR)

Microfilms

65 MI/1-5 : Papiers Emmanuel d'Astier (rapports de la Résistance et de la Délégation en France au commissariat à l'Intérieur, correspondances)

Service historique de la défense :

Ministère de la Marine

CC 4ème moderne 1187 6 : Dossier individuel d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie (École navale, bulletins individuels de notes, état de services)

Archives de la ville de Paris :

Archives du Lycée Condorcet

D4 T3 243 : Appréciations des élèves

D4 T3 335 : Tableaux d'honneur

D4 T3 63, 64, 138 : Livres de classe

2. Archives privées

Archives privées Christophe d'Astier de La Vigerie :

Correspondance familiale d'Emmanuel d'Astier, dossier scolaire, critiques de ses livres publiés avant-guerre, témoignage sur Pierre Drieu La Rochelle, lettre à Pascal Copeau, brouillon de *La Semaine des quatre jeudis*, notes des séances de l'Assemblée nationale, papiers divers.

3. Sources audio/radio et orales

Sources audio/radio :

Emmanuel d'Astier, *Emmanuel d'Astier raconte*, Disque Barclay, 1966.

Interview d'Emmanuel d'Astier par Jacques Chancel, *Radioscopie*, France Inter, 28 mai 1969.

Radio Libre, émission consacrée à Emmanuel d'Astier, France Culture, 30 octobre 1999.

Entretiens enregistrés :

Christophe d'Astier de la Vigerie (24 janvier 2011) ; Jérôme d'Astier de La Vigerie (9 octobre 2012) ; Geoffroy d'Astier de La Vigerie (19 décembre 2013) ; Raymond Aubrac (12 juillet 2011) ; Michel-Antoine Burnier (10 août 2011) ; François Eychart (25 janvier 2011) ; Odile Lecomte (6 juin 2012)

4. Sources imprimées

Ouvrages d'Emmanuel d'Astier :

Sous le pseudonyme d'Ariste, *Chansons pour fifre et violoncelle*, Paris, Le Divan, 1924.

Sous le pseudonyme d'Emmanuel Rancey, *La Douleur sur les tréteaux*, Paris, Au Sans Pareil, 1925.

Passages, Paris, Au Sans Pareil, 1928.

Avant que le rideau ne tombe, Paris, Sagittaire, 1945.

Sept fois sept jours, Paris, 10/18, 1961 [1ère éd. 1947].

Les Dieux et les hommes, Paris, Julliard, 1952.

L'Été n'en finit pas, Paris, Julliard, 1954.

Le Miel et l'absinthe, Paris, Julliard, 1957.

Les Grands, Paris, Gallimard, 1961.

De la chute à la Libération de Paris. 25 août 1944, Paris, Gallimard, 1965.

Avec Francis Crémieux, *Entretiens avec Emmanuel d'Astier*, Paris, Belfond, 1966.

La Semaine des quatre jeudis, Paris, Le Félin, 2011.

Études sur Emmanuel d'Astier et la famille d'Astier de La Vigerie :

Astier de La Vigerie (d') Geoffroy, *François, Henri et Emmanuel d'Astier de La Vigerie, compagnons de la Libération. 1939-1945*, Paris, Argel, 1990.

Astier de La Vigerie (d') Geoffroy, « La famille d'Astier de La Vigerie : un berceau en Vivarais », *Revue du Vivarais*, Tome CI, n° 1, janvier-mars 1997, pp. 51-63.

Astier de La Vigerie (d') Geoffroy, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie, combattant de la Résistance et de la Liberté. 1940-1944*, Chaintreaux, France-Empire, 2010.

Blanc Jean-Claude, *Montalivet. L'homme de confiance de Napoléon*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

Elbaz Sharon, *Emmanuel d'Astier. Itinéraire d'un compagnon de route*, mémoire, IEP de Paris, 1992.

Geoffroy Charles, *Emmanuel d'Astier de La Vigerie (9 novembre 1943 – 9 septembre 1944)*, mémoire de maîtrise, Université Paris I, 2000.

Jobelot Jean-Pierre, *Henri d'Astier de La Vigerie. 1897-1952*, Paris, NSA Bastille, 2008.

Tuquoi Jean-Pierre, *Emmanuel d'Astier, la plume et l'épée*, Paris, Arléa, 1987.

Documents officiels :

Journal officiel de la République française, débats de l'Assemblée consultative provisoire (Alger), novembre 1943-juillet 1944

Journal officiel de la République française, débats de l'Assemblée consultative provisoire (Paris), octobre 1944-octobre 1945

Presse

Europe, 1924 à 1928

La Semaine à Paris, 1924 à 1928

Les Annales politiques et littéraires, 1924 à 1928

Les Nouvelles littéraires, artistiques et scientifiques, 1925 à 1928

Marianne, 1934 à 1939

1935, 1935

Vu et Lu, 1934 à 1939

Paris-Soir, 1935 à 1939

L'Intransigeant, 1935 à 1939

Vérités (clandestin), 1941

Libération (clandestin), 1941 à 1944

Combat (clandestin), 1941 à 1944

Le Franc-Tireur (clandestin), 1941 à 1944

Fontaine, 1945

Action, 1945

Souvenirs, mémoires, témoignages :

Aragon (d') Charles, *La Résistance sans héroïsme*, Genève, Éditions du Tricorne, 2001 [1977 pour la 1ère édition].

Aubrac Lucie, *Ils partiront dans l'ivresse. Lyon, mai 1942-Londres, février 1944*, Paris, Seuil, 1986.

Aubrac Lucie, *Cette exigeante liberté*, Paris, Éditions de l'Archipel, 1997.

Aubrac Raymond, *Où la mémoire s'attarde*, Paris, Odile Jacob, 1996.

Baumel Jacques, *Résister. Histoire secrète des années d'occupation*, Paris, Albin Michel, 1999.

Becquart Henri, *Au temps du silence. De Bordeaux à Vichy. Souvenirs et réflexions*, Paris, Iris, 1945.

Bénouville (de) Pierre Guillain, *Le Sacrifice du matin*, Genève, Famot, 1975 [1946 pour la 1ère édition].

Berl Emmanuel et Modiano Patrick, *Interrogatoire*, Paris, Gallimard, 1976.

Bidault Georges, *D'une résistance à l'autre (1940-1965)*, Paris, Presses du siècle, 1965.

Bloch M., *L'Étrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990.

Blocq-Mascart Maxime, *Chroniques de la Résistance, suivies d'Études pour une nouvelle révolution française par les groupes de l'OCM*, Paris, Corrêa, 1945.

Blum Léon, *L'Œuvre de Léon Blum. Mémoires. La prison et le procès. À l'échelle humaine. 1940-1945*, Paris, Albin Michel, 1955.

Boris Georges, *Servir la République. Textes et témoignages*, Paris, Julliard, 1963.

Bouchinet-Serreulles Claude, *Nous étions faits pour être libres. La Résistance avec de Gaulle et Jean Moulin*, Paris, Grasset, 2000.

Bourdet Claude, *L'Aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975.

Brasillach Robert, *Notre avant-guerre*, Paris, Plon, 1941.

Capitant René, *Face au nazisme. Écrits, 1933-1938*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004.

Cassou Jean, *La Mémoire courte*, Paris, Minuit, 1953.

Chamson André, *Écrit en 1940*, Paris, Gallimard, 1945.

Closon Francis-Louis, *Le Temps des passions. De Jean Moulin à la Libération, 1943-1945*, Genève, Famot, 1976 [1974 pour la 1ère édition].

Cordier Daniel, *Alias Caracalla*, Paris, Gallimard, 2011 [2009 pour la 1ère édition].

Debû-Bridel Jacques, *La Résistance intellectuelle*, Paris, Julliard, 1970.

Dumas Pierre, *Saint-Jean terroriste*, Bordeaux, Delmas, 1945.

Farge Yves, *Rebelles, soldats et citoyens. Carnet d'un commissaire de la République*,

Genève, Famot, 1977 [1946 pour la 1ère édition].

Frenay Henri, *La nuit finira. Mémoires de Résistance, 1940-1945*, Paris, Robert Laffont, 1973.

Gaulle (de) Charles, *Mémoires de guerre*, 3 volumes, Paris, Plon, 1954-1959.

Gaulle (de) Charles, *Discours et messages*, vol. 1, *Pendant la guerre (1940-1946)*, Paris, Plon, 1970.

Gaulle (de) Charles, *Lettres, notes et carnets. Tome IV, Juin1943-mai 1945*, Paris, Plon, 1985.

Guéhenno Jean, *Journal des années noires. 1940-1944*, Paris, Gallimard, 2002 [1947 pour la 1ère édition].

Hervé Pierre, *La Libération trahie*, Paris, Grasset, 1945.

Jacob Madeleine, *Quarante ans de journalisme*, Paris, Julliard, 1970.

Joxe Louis, *Victoires sur la nuit. 1940-1946*, Paris, Flammarion, 1981.

Kriegel-Valrimont Maurice, *Mémoires rebelles*, Paris, Odile Jacob, 1999.

Lamour Philippe, *Le Cadran solaire*, Paris, Robert Laffont, 1980.

Lefèvre René, *Le Film de ma vie*, Chaintreaux, France-Empire, 1973.

Lévy Jean-Pierre (avec la collaboration de Dominique Veillon), *Mémoires d'un franc-tireur. Itinéraire d'un résistant (1940-1944)*, Bruxelles-Paris, Complexe-IHTP, 1998.

Matin-Chauffier Simone, *À bientôt quand même…*, Paris, Calmann-Lévy, 1976.

Mayer Daniel, *Les Socialistes dans la Résistance*, Paris, PUF, 1968

Morandat Yvon, « Souvenirs inédits », *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 29, septembre 1994.

Morgan Claude, *Les "Don Quichotte" et les autres*, Paris, Guy Roblot, 1979.

Moulin Jean, *Premier combat*, Paris, Minuit, 1947.

Mounier Emmanuel, *Œuvres. Tome IV, Recueils posthumes, correspondance*, Paris, Seuil, 1963

Passy Colonel, *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, Paris, Odile Jacob, 2000.

Paulhan Jean, *Choix de lettres II, 1937-1945. Traité des jours sombres*, Paris, Gallimard, 1992.

Pineau Christian, *La Simple vérité. 1940-1945*, Genève, Éditions Famot, 1976 [1960 pour la 1ère édition].

Queuille Henri, *Journal de guerre. Londres-Alger, avril 1943-juillet 1944*, Paris, Plon/Fondation Charles de Gaulle, 1995.

Ravanel Serge, *L'Esprit de résistance*, Paris, Seuil, 1995.

Roy Claude, *Moi je*, Paris, Gallimard, 1978 [1969 pour la 1ère édition].

Soustelle Jacques, *Envers et contre tout*, 2 volumes, Genève, Famot, 1976 [1947 pour la 1ère édition].

Teitgen Pierre-Henri, *"Faites entrer le témoin suivant". 1940-1958, de la Résistance à la Ve République*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1988.

Tillion Germaine, *À la recherche du vrai et du juste. À propos rompus avec le siècle*, Paris, Seuil, 2001.

Vernant Jean-Pierre, *Entre mythe et politique*, Paris, Seuil, 1996.

Viannay Philippe [sous le pseudonyme d'Indomitus], *Nous sommes les rebelles*, Paris, Défense de l'Homme, 1945.

Viannay Philippe, *Du bon usage de la France. Résistance, journalisme, Glénans*, Paris, Ramsay, 1988.

Vistel Alban, *La Nuit sans ombres. Histoire des mouvements unis de résistance, leur rôle dans la libération du Sud-Est,* Paris, Fayard, 1970.

Werth Léon, *33 jours*, Paris, Viviane Hamy, 1992.

Biographies :

Assouline Pierre, *Gaston Gallimard. Un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984.

Belot Henri, *Henri Frenay. De la Résistance à l'Europe*, Seuil, 2003.

Bident Christophe, *Maurice Blanchot, partenaire invisible*, Seyssel, Champ-Vallon, 1998.

Cantier Jacques, *Pierre Drieu La Rochelle*, Paris, Perrin, 2011.

Convert Pascal, *Raymond Aubrac. Résister, reconstruire, transmettre*, Paris, Seuil, 2011.

Courrière Yves, *Joseph Kessel ou sur la piste du lion*, Paris, Plon, 1985.

Desanti Dominique, *Drieu La Rochelle. Du dandy au nazi*, Paris, Flammarion, 1978.

Douzou Laurent, *Lucie Aubrac*, Paris, Perrin, 2009.

Gorce (de la) Paul-Marie, *Charles de Gaulle. Tome 1 – 1890-1945*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2013 [1999 pour la 1ère édition].

Lacouture Jean, *De Gaulle*, 3 volumes, Paris, Seuil, 1984-1986.

Lacouture Jean, *Pierre Mendès France*, Paris, Seuil, 1981.

Leenhardt Pierre, *Pascal Copeau (1908-1982). L'histoire préfère les vainqueurs*, Paris, L'Harmattan, 1994.

Mandon Maurice, *Une Plume contre Vichy. Jean Rochon (1903-1945) et le journal* La Montagne *sous l'Occupation*, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut d'Études du Massif Central, 1996.

Bibliographie

1. Instruments de travail

Aycard Mathilde et Vallaud Pierre, *Allemagne III^e Reich. Histoire/Encyclopédie*, Paris, Perrin, 2008.

Becker Jean-Jacques et Audoin-Rouzeau Stéphane (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Bayard, 2004.

Berstein Gisèle et Berstein Serge, *Dictionnaire historique de la France contemporaine. Tome I : 1870-1945*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995.

Cointet Michèle et Cointet Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000

Julliard Jacques et Winock Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 2009 [1996 pour la 1ère édition].

Marcot François (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006.

Saint-Simon (de) Fernand et Seréville (de) Étienne, *Dictionnaire de la noblesse française,* Paris, La Société française au XXème siècle, 1975.

Sirinelli Jean-François (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 2013 [1993 pour la 1ère édition].

2. Travaux universitaires

Bellec Dominique, *Genèse d'un* credo *politique. Témoignages de résistance et construction des identités politiques en France au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1943-1946)*, Thèse de doctorat en Science politique (sous la direction de Renaud Derandeu), Université Strasbourg III, 2003.

Darmon Muriel, *Conversions. Pour une sociologie des transformations individuelles*, Mémoire de synthèse en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches, École Normale Supérieure de Lyon, 2011.

Denave Sophie, *Ruptures professionnelles. Processus, contextes et dispositions*, Thèse de Doctorat en sociologie (sous la direction de Bernard Lahire), Université Lumière Lyon II, 2008.

Federini Fabienne, *De la nécessité d'agir : dispositions sociales et contextes d'action. L'engagement de deux philosophes français : Jean Cavaillès (1903-1944) et Jean Gosset (1912-1944),* Thèse de Doctorat en sociologie (sous la direction de Bernard Lahire), Université Lumière Lyon II, 2004.

Joshua Florence, *De la LCR au NPA (1966-2009). Sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste*, Thèse de doctorat en Science politique, Institut d'Études Politiques de Paris, 2011.

Pagis Julie*, Les Incidences biographiques du militantisme en mai 68. Une enquête sur deux générations familiales : des « soixante-huitards » et de leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales (Vitruve et Ange-Guépin)*, Thèse de Doctorat en sociologie (sous la direction de Gérard Mauger), EHESS, 2009.

Virieux Daniel, *Le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France. Un Mouvement de Résistance – Période clandestine (mai 1941-août 1944)*, Thèse de Doctorat en histoire (sous la direction de Claude Willard), Université Paris 8, 1995.

3. Ouvrages

Aït-Aoudia Myriam et Roger Antoine (dir.), *La Logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Science Po, 2015.

Bargel Lucie, *Jeunes UMP /Jeunes socialistes. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009.

Becker Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.

Becker Howard S., *Les Mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1998.

Berger Peter et Luckmann Thomas, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2006.

Bertaux Daniel, *Histoires de vie ou récits de pratiques ? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Rapport au CORDES, mars 1976.

Bertaux Daniel, *Les Récits de vie*, Paris, Armand Colin, 1997.

Bessin Marc, Bidart Claire et Grossetti Michel (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'évènement*, Paris, La Découverte, 2010.

Bidart Claire, *L'Amitié, un lien social*, Paris, La Découverte, 1997.

Bloch Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993.

Blondiaux Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.

Boltanski Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

Bourdieu Pierre, Chamboredon Jean-Claude et Passeron Jean-Claude, *Le Métier de sociologue. Préalables épistémologiques*, Paris, Mouton/Bordas, 1968.

Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

Bourdieu Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études kabyles*, Genève, Droz, 1972.

Bourdieu Pierre*, La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

Bourdieu Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Minuit,1980.

Bourdieu Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980.

Bourdieu Pierre, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1983.

Bourdieu Pierre, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

Bourdieu Pierre, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998 [1ère éd. 1992].

Bourdieu Pierre, *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 2000.

Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

Bourdieu Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 2003 [1ère éd. 1997].

Bourdieu Pierre et Chartier Roger, *Le Sociologue et l'historien*, Marseille, Agone/Raisons d'agir, 2010.

Bourdieu Pierre*, Sociologie générale*, vol. 1, *Cours au Collège de France (1981-1983)*, Paris, Seuil, 2015.

Braconnier Céline, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leur contexte : bilan critique et perspectives*, Cergy-Pontoise, LEJEP, 2010.

Broca Christophe et Fillieule Olivier, *Trajectoires d'engagement. Aides et Act Up*, Paris, Textuel, 2001.

Browning Christopher, *Des Hommes ordinaires, Le 101ème bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, 10-18, 1994.

Burstin Haim, *Révolutionnaires. Pour une anthropologie politique de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2013.

Cadiou Stéphane, Dechezelles Stéphanie et Roger Antoine, *Passer à l'action. Les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Cefaï Daniel et Trom Danny (dir.), *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

Cefaï Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

Certeau Michel (de), *L'Invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

Chantegros Stéphane, Orange Sophie, Pégourdie Adrien et Rougier Cyrille (dir.), *La Fabrique du biographique*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2012.

Chartier Roger, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990.

Chazel François, *Du Pouvoir à la contestation*, Paris, LGDJ, 2003.

Collovald Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme*, Paris, Belin, 1999.

Collovald Annie, « Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants », *in* Collovald Annie (dir.), *L'Humanitaire ou le management des dévouements : enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, pp. 177-229.

Collovald Annie et Gaïti Brigitte (dir.), *La Démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.

Combessie Jean-Claude, *La Méthode en sociologie*, Paris, La Découverte, 1999.

Darmon Muriel, *Devenir anorexique. Une approche sociologique*, Paris, La Découverte, 2003.

Darmon Muriel, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2006.

Darmon Muriel, « Sociologie de la conversion. Socialisation et transformations individuelles », in Burton-Jeangros C. et Maeder C. (dir.), *Identité et transformation des modes de vie*, Genève et Zurich, Seismo, 2011, pp. 64-84.

Dauvin Pascal et Siméant Johanna, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [1986 pour 1ère édition].

Dobry Michel (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

Dubar Claude, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 2015 [2000 pour la 1ère édition].

Dulong Delphine, *La construction du champ politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

Durkheim Émile, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 1988 [1ère éd. 1894].

Durkheim Émile, *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, PUF, 2002 [1ère éd. 1897].

Durkheim Émile, *Les Formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Classiques des sciences sociales, UQAC, 2008 [1ère éd. 1912].

Durkheim Émile, *L'Évolution pédagogique en France*, Paris, PUF, 1990 [1ère éd. 1938].

Elias Norbert, *La Société de cour*, Paris, Flammarion, 1985.

Elias Norbert, *Mozart. Sociologie d'un génie*, Paris, Seuil, 1991.

Elias Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Pocket, 1993.

Elias Norbert, *La Société des individus*, Paris, Pocket, 1997.

Elias Norbert, *Au-delà de Freud. Sociologie, psychologie, psychanalyse*, Paris, La Découverte, 2010.

Favre Pierre, Fillieule Olivier et Jobard Fabien, *L'Atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, 2007.

Federini Fabienne, *Ecrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, coll. « Laboratoire des sciences sociales », 2006.

Febvre Lucien, *Un destin. Martin Luther*, Paris, PUF, 1988.

Fillieule Olivier (dir.), *Le Désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Fillieule Olivier, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de "structure des opportunités politiques" », *in* Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régime sécuritaire*, Paris, CNRS Éditions, 2005, pp. 201-218.

Fillieule Olivier, Mathieu Lilian et Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po., 2009.

Fillieule Olivier, Agrikoliansky Éric et Sommier Isabelle (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

Furet François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.

Gaïti Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e^ République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

Gaxie Daniel, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

Gaxie Daniel, *La Démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003 [1ère éd. 1993].

Gauchet Marcel, « La droite et la gauche », *in* Nora Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire. La France*, tome I, *Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 394-469.

Ginzburg Carlo, *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI^è^ siècle*, Paris, Aubier, 1980.

Ginzburg Carlo, *Mythes, emblèmes et traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989.

Goblot Edmond, *La Barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, PUF, 2010 [1ère éd. 1925].

Goffman Erving, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

Goffman Erving, *Strategic Interaction*, Oxford, Basil Blackwell, 1970.

Goffman Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne. I. La présentation de soi*, Paris, Minuit, 1973.

Goffman Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne. II. Les relations en public*, Paris, Minuit, 1976.

Goffman Erving, *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Paris, Minuit, 1975.

Goffman Erving, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991.

Halbwachs Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Mouton, 1976 [1ère éd. 1925].

Halbwachs Maurice, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1ère éd. 1950].

Gottraux Philippe, *« Socialisme ou barbarie ». Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997.

Gould Roger V., *Insurgent Identities. Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

Granovetter Mark, « La force des liens faibles », in *Le Marché autrement*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000.

Halbwachs Maurice, *La Mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 [1ère éd. 1950].

Hirschman Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

Hirschman Albert O., *Défection et prise de parole. Théories et applications*, Paris, Fayard, 1995.

Hughes Everett C., *Le Regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

Jasper James M., *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

Kestel Laurent, *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Raisons d'agir, 2012.

Israël Liora, *Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2005.

Israël Liora, « L'usage des archives en sociologie », *in* Paugam Serge (dir.), *L'Enquête sociologique*, Paris, PUF, pp. 167-186.

Lacroix Bernard, *Durkheim et le politique*, Paris/Montréal, Presses de Sciences Po/Presses de l'Université de Montréal, 1981.

Lacroix Bernard, *L'Utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 1981.

Lagroye Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003.

Lagroye Jacques et Siméant Johanna, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », *in* Pierre Favre (dir.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Science Po, 2003, pp. 53-71.

Lagroye Jacques, François Bastien et Sawicki Frédéric, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 2006.

Lahire Bernard, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Seuil, 2012 [1ère éd. 1995].

Lahire Bernard, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Hachette/Nathan, 2001 [1ère éd. 1998].

Lahire Bernard, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002.

Lahire Bernard, *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2006 [1ère éd. 2006].

Lahire Bernard, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2007 [1ère éd. 2005].

Lahire Bernard, *La Raison scolaire. École et pratiques d'écriture, entre savoir et pouvoir*, Rennes, PUR, 2008.

Lahire Bernard, *Franz Kafka. Éléments pour une théorie de la création littéraire*, Paris, La Découverte, 2010.

Lahire Bernard (dir.), *Ce qu'ils vivent, ce qu'ils écrivent. Mises en scène littéraires du social et expériences socialisatrices des écrivains*, Paris, Éditions des archives contemporaines/Éditions scientifiques, 2011.

Lahire Bernard, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.

Lahire Bernard*, Ceci n'est pas qu'un tableau. Essai sur l'art, la domination, la magie et le sacré*, Paris, La Découverte, 2015.

Le Goff Jacques, *Saint-Louis*, Paris, Gallimard, 1996.

Mannheim Karl, *Le Problème des générations*, Paris, Armand Colin, 2011.

Martin Jean-Clément, *Robespierre. La fabrication d'un monstre*, Paris, Perrin, 2016.

Mathieu Lilian, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004.

Mathieu Lilian, *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012.

Mauger Gérard, *L'Âge des classements. Sociologie de la jeunesse*, Paris, Éditions du CNRS, 1998.

Maurer Sophie, *École, famille et politique : socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Dossier d'étude n° 15, CNAF, Décembre 2000.

Mariot Nicolas, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

Mayer Nonna, « La consistance des opinion » *in* Grunberg Gérard, Mayer Nonna et Sniderman Paul (dir.), *La Démocratie à l'épreuve*, Paris, presses de Science Po, 2002, pp. 19-49.

Mayer Nonna, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 2010.

McAdam Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982.

McAdam Doug, *Freedom Summer. Luttes pour les droits civiques, Mississipi 1964*, Marseille, Agone, 2012.

Mead Georges H., *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 1963 [1934 1ère éd.].

Mension-Rigau Éric, *Aristocrates et grands bourgeois. Éducation, traditions, valeurs*, Paris, Perrin, 1997 [1ère éd. 1994].

Mills Charles Wright, *L'Imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2010 [1ère éd. 1959].

Muxel Anne, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Science Po, 2001.

Muxel Anne, *Toi, moi et la politique. Amour et convictions*, Paris, Seuil, 2008.

Neveu Érik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011 [1ère éd. 1996].

Oberschall Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973.

Offerlé Michel (dir.), *La Profession politique. XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

Olson Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978.

Pagis Julie, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

Passeron Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. Un espace non-poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 [1ère éd. 1991].

Passeron Jean-Claude et Revel Jacques (dir.), *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2005.

Passy Florence, *L'Action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève/Paris, Droz, 1998.

Peneff Jean, *La méthode biographique. De l'école de Chicago à l'histoire orale*, Paris, Armand Colin, 1990.

Percheron Annick, *L'Univers politique des enfants*, Paris, Presses de Science Po, 1974.

Percheron Annick, « La socialisation politique, défense et illustration », *in* Grawitz Madeleine et Leca Jean (dir.), *Traité de science politique*, vol. 3, Paris, PUF, 1985, pp. 212-213.

Percheron Annick*, La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

Peugny Camille, *Le Déclassement*, Paris, Grasset, 2009.

Porta (della) Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State. A Comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Porta (della) Donatella, « Mouvements sociaux et violence politique », *in* Xavier Crettiez et Laurent Mucchielli (dir.), *Les Violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 271-291.

Pudal Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Parsi, Presses de Sciences Po, 1989.

Revel Jacques (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard / Seuil, 1996.

Ricoeur Paul, *Temps et récit. I. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, 1983.

Saint-Martin (de) Monique, *L'Espace de la noblesse*, Paris, Métailié, 1993.

Sapiro Gisèle, *La guerre des écrivains, 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999.

Sommier Isabelle, *La Violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Science Po, 2010.

Sorignet Pierre-Emmanuel, *Danser. Enquête dans les coulisses d'une vocation,* Paris, La Découverte, 2010.

Siméant Johanna, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Science Po, 1998.

Stekelenburg (van) Jacquelien and Bert Klandermans, « Individual in movements. A social psychology of contention », *in* Bert Klandermans and Conny Roggeband (dir.), *Handbooks of Social Movements across Disciplines*, New-York, Springer, 2007.

Strauss Anselm, *Miroirs et masques*, Paris, Métailié, 1992.

Strauss Anselm, *Continual Permutations of Action*, New-York, Aldine de Gruyter, 1993.

Tackett Timothy, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

Tarrow Sydney, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Tilly Charles, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

Tilly Charles et Tarrow Sydney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Science Po, 2008,

Traïni Christophe (dir.), *Émotion… mobilisation !*, Paris, Presses de Science Po, 2009.

Veyne Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1971.

Vincent Guy, Lahire Bernard et Thin Daniel, « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire », *in* Vincent Guy (dir.), *L'Éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, PUL, 1994.

Weber Max, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

Weber Max, *Économie et société*, 2 volumes, Paris, Pocket, 1995 [1ère éd. 1971].

Weber Max, *La Domination*, Paris, La Découverte, 2013.

4. Études historiques

Albertelli Sébastien, *Les Services secrets du général de Gaulle. Le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009.

Andrieu Claire, *Le Programme commun de la Résistance. Des idées dans la guerre*, Paris, Éditions de l'Érudit, 1984.

Audoin-Rouzeau Stéphane, *La Guerre des enfants (1914-1918)*, Paris, Armand Colin, 2004 [1ère éd. 1993].

Azéma Jean-Pierre, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, Paris, Seuil, 1979.

Azéma Jean-Pierre, Prost Antoine et Rioux Jean-Pierre (dir.), *Le Parti communiste des années sombres. 1938-1941*, Paris, Seuil, 1986.

Azéma Jean-Pierre et Bédarida François (dir.), *La France des années noires*, 2 volumes, Paris, Seuil, 2000 [1ère éd. 1993].

Becker Jean-Jacques, *Le Parti communiste veut-il prendre le pouvoir ? La stratégie du PCF, de 1930 à nos jours*, Paris, Seuil, 1981.

Becker Jean-Jacques et Serge Berstein, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Seuil, 1990.

Becker Jean-Jacques et Candar Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France*, 2 volumes, Paris, La Découverte, 2004.

Bédarida François, Mayeur Jean-Marie, Monneron Jean-Louis et Prost Antoine, *Histoire du peuple français. Cent ans d'esprit républicain*, Tome 5, Paris, Nouvelle Librairie de France, 1967.

Bellanger Claude, Godechot Jacques, Guiral Pierre et Terrou Fernand (dir.), *Histoire générale de presse française. Tome IV, De 1940 à 1958*, Paris, PUF, 1975.

Belot Robert, *La Résistance sans de Gaulle. Politique et gaullisme de guerre,* Paris, Fayard, 2006.

Bernard Mathias, *La Dérive des modérés. La Fédération républicaine du Rhône sous la III*e *République*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Berstein Serge, *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard/Julliard, 1975.

Berstein Serge, *Histoire du Parti radical*, 2 volumes, Paris, Presses de Sciences Po, 1980-1982.

Berstein Serge, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2001.

Berstein Serge et Milza Pierre, *Histoire de la France au XX*è *siècle. 1900-1930*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.

Becker Jean-Jacques et Berstein Serge, *Victoire et frustrations, 1914-1929*, Paris, Seuil, 1990.

Blanc Julien et Vast Cécile (dir.), *Chercheurs en Résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, PUR, 2014.

Borne Dominique et Dubief Henri, *La Crise des années 1930. 1929 -1938*, Paris, Seuil, 1989.

Brunet Jean-Paul, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.

Burrin Philippe, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Seuil, 1986.

Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande. 1940-1944*, Paris, Seuil 1995.

Burrin Philippe, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2000.

Buton Philippe et Guillon Jean-Marie (dir.), *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Belin, 1994.

Buton Philippe, *Les Lendemains qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de Science Po, 1993.

Capitan Peter Colette, *Charles Maurras et l'idéologie d'Action Française. Étude sociologique d'une pensée de droite*, Paris, Seuil, 1972.

Charle Christophe, *Les Élites de la République, 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987.

Charle Christophe, « Noblesse et élites en France au début du XX^{è} siècle », Actes du colloque de l'École française de Rome, *Les Noblesses européennes aux XIX^{è} et XX^{è} siècles*, Rome, Universita di Milano, École française de Rome, 1988, pp. 407-433.

Charle Christophe, *Naissance des « intellectuels ». 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990.

Charle Christophe, *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940)*, Paris, Seuil, 2001.

Cordier Daniel, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, 3 volumes, Paris, JC Lattès, 1989-1993.

Cordier Daniel, *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999.

Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40, Tome 2. Ouvriers et soldats*, Paris, Gallimard, 1990.

Crémieux-Brilhac Jean-Louis, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, 2 volumes, Paris, Gallimard, 2013 [1ère éd. 1996].

Courtois Stéphane, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline*, Paris, Ramsay, 1980.

Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000 [1ère éd. 1995].

Delporte Christian, *Les Journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris, Seuil, 1999.

Desanti Dominique, *1947, l'année où le monde a tremblé*, Paris, Albin Michel, 1976.

Dioudonnat Pierre-Marie, *« Je suis partout » (1930-1944). Les maurassiens face à la tentation fasciste*, Paris, La Table Ronde, 1973.

Douzou Laurent, *La Désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins :* Libération-Sud *(1940-1944)*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1995.

Douzou Laurent, *La Résistance : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, 2005.

Douzou Laurent, Frank Robert, Peschanski Denis et Veillon Dominique (dir.), *La Résistance et les Français. Villes, centres et logiques de décision*, Paris, IHTP, 1995, pp. 382-396.

Douzou Laurent et Peschanski Denis, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy », *in* David Bidussa et Denis Peschanski (dir.), *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca*, Milan, Feltrinelli, 1996, pp. 3-42.

Dupeux Georges, *Le Front populaire et les élections de 1936*, Paris, Armand Colin, 1959.

Duroselle Jean-Baptiste, *L'Abîme, 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1982.

Duroselle Jean-Baptiste, *La France de la « Belle Époque »*, Paris, Presses de Science Po, 1992 [1ère éd. 1972].

Fondation Charles de Gaulle, *Le Rétablissement de la légalité républicaine*, Bruxelles, Complexe, 1996.

Fondation Charles de Gaulle, *De Gaulle et la Libération*, Bruxelles, Complexe, 2004.

Forcade Olivier, « Les officier et l'État. 1900-1940 », *in* Baruch Marc-Olivier et Duclert Vincent (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, pp. 261-277.

Fouché Pascal, *Au Sans Pareil*, Institut Mémoires de l'édition contemporaine, 1989.

Foulon Charles-Louis, *Le Pouvoir en province à la Libération. Les commissaires de la République, 1943-1946*, Paris, Presses de Science Po, 1975.

Granet Marie et Michel Henri, *Combat. Histoire d'un mouvement de résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, 1957.

Griotteray Alain, *1940, la droite était au rendez-vous*, Paris, Robert Laffont, 1985.

Gros Guillaume, « Les jeunes et l'Action Française (1914-1939) », dans Leymarie Michel et Prévotat Jacques, *L'Action française, culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, 2008.

Guillon Jean-Marie et Laborie Pierre (dir.), *Mémoire et histoire : la Résistance*, Toulouse, Privat, 1995.

Hostache René, *Le Conseil national de la Résistance*, Paris, PUF, 1958.

Jackson Julian, *La France sous l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 2004.

Huguenin François, *Á l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, Paris, JC Lattès, 1998.

Kedward Harry Roderick, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy. Idées et motivations, 1940-1942*, Seyssel, Champ Vallon, 1989.

Kershaw Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, 2001 [1ère éd. 1995].

Koch Stephen, *La Fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne : trente ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995.

Kurkdjian Sophie, *Lucien Vogel et Michel de Brunhoff. Parcours croisé de deux éditeurs de presse illustrée au XXe siècle*, Paris, Fondation Varenne, 2014.

Laborie Pierre, *L'Opinion française sous Vichy. Les Français et la crise de l'identité nationale (1936-1944)*, Paris, Seuil, 2001 [1ère éd. 1990].

Laborie Pierre, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, 2003.

Leenaerts Danielle, *Petite histoire du magazine* Vu *(1928-1940). Entre photographie d'information et photographie d'art*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.

Lefranc Georges, *Histoire du Front populaire (1934-1938)*, Paris, Payot, 1965.

Leroy Géraldy et Roche Anne, *Les Écrivains et le Front populaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

Loez André, *La Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2014.

Lottman Herbert R., *La Rive gauche. Du Front populaire à la guerre froide*, Paris, Seuil, 1981.

Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969.

Marcot François (dir.), *La Résistance et les Français. Lutte armée et maquis*, Besançon, Annales de l'Université de Franche-Comté, 1996.

Mayeur Jean-Marie, *La Vie politique sous la IIIe République (1870-1940)*, Paris, Seuil, 1984.

Mension-Rigau Éric, *L'Enfance au château. L'éducation familiale des élites françaises au XXè siècle*, Paris, Rivages, 1990.

Michel Henri, *Les Courants de pensée de la Résistance*, Paris, PUF, 1963.

Milza Pierre, *Fascisme français. Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987.

Noguères Henri, en collaboration avec Degliame-Fouché Marcel et Vigier Jean-Louis, *Histoire de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 1961-1985, 5 volumes.

Noiriel Gérard, *Les Origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.

Ory Pascal et Sirinelli Jean-François, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986.

Paxton Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, coll. « Points / Histoire », 1997 [1ère éd. 1973].

Pellissier Pierre, *6 février 1934*, Paris, Perrin, 2000.

Peschanski Denis, *Et pourtant ils tournent. Vocabulaire et stratégie du PCF (1934-1936)*, Paris, Klinckieck, 1988.

Peschanski Denis, *Vichy 1940-1944. Contrôle et exclusion*, Bruxelles, Complexe, 1997.

Prévotat Jacques, *Les Catholiques et l'Action française. Histoire d'une condamnation, 1899-1939*, Paris, Fayard, 2001.

Prost Antoine, *Histoire de l'enseignement en France (1800-1967)*, Paris, Armand Colin, 1967.

Prost Antoine, *Les Anciens combattants et la société française (1914-1939)*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977, 3 volumes.

Prost Antoine (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

Prost Antoine, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XXe siècle*, Paris, Seuil, 2006.

Rémond René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982 [1ère éd. 1954].

Rémond René (avec la collaboration de Jean-François Sirinelli), *Notre siècle, 1918-1995*, Paris, Fayard, 1988.

Rioux Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République.* Tome 1*, L'ardeur et la nécessité*, 1944-1952, Paris, Seuil, 1980

Rioux Jean-Pierre (dir.), *La Vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.

Sadoun Marc, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982.

Sainclivier Jacqueline et Bougeard Christian, *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995.

Schor Ralph, *L'Opinion française et les immigrés en France de 1919 à 1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

Schor Ralph, *L'Antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, Complexe, 2005.

Sirinelli Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988.

Sirinelli Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX*ème *siècle*, Paris, Gallimard, 1996 [1ère éd. 1990].

Sirinelli Jean-François (sous la dir.), *Histoire des droites,* Paris, Gallimard, 2006, 3 volumes.

Soucy Robert J., *Fascism in France : The Case of Maurice Barrès*, Berkeley, University of California Press, 1972.

Stalloni Yves, *Écoles et courants littéraires*, Paris, Armand Colin, 2015 [1ère éd. 2004].

Sternhell Zeev, *La Droite révolutionnaire*, *1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978.

Sternhell Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 2012 [1ère éd. 1983].

Sweets John F., *Clermont-Ferrand à l'heure allemande*, Paris, Plon, 1996.

Tartakowsky Danielle, *Les Manifestations de rue en France. 1918-1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

Tartakowsky Danielle, *Le Pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Paris, Aubier, 1998.

Touchard Jean, « L'esprit des années trente », in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960.

Vast Cécile, *L'Identité de la Résistance. Être résistant de l'Occupation à l'après-guerre*, Paris, Payot, 2010.

Vavasseur-Desperriers Jean, « Le PPF, une formation radicale entre conservatisme et fascisme », *in* Philippe Vervaecke (dir.), *À Droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, pp. 275-296.

Veillon Dominique, Le Franc-Tireur. *Un journal clandestin, un mouvement de résistance. 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977.

Veillon Dominique, « La Résistance et Vichy », *in* Sarah Fishman, Laura Lee Downs, Ioannis Sinanoglou, Léonard V. Smith et Robert Zaretsky (dir.), *La France sous Vichy. Autour de Robert Paxton*, Bruxelles, Complexe, 2004, pp. 175-192.

Verdès-Leroux Jeannine, *Au service du part. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.

Verdès-Leroux Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême-droite des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.

Vergez-Chaignon Bénédicte, *Les Vichysto-résistants de 1940 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008.

Weber Eugen, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985.

Wieviorka Olivier, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Seuil, 1994.

Wieviorka Olivier, *Une Certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949*, Paris, Seuil, 1995.

Wieviorka Olivier, *Les Orphelins de la République. Destinées des députés et sénateurs français, 1940-1945*, Paris, Seuil, 2001.

Wieviorka Olivier, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013.

Winock Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1999 [1ère éd. 1997].

Winock Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 2004 [1ère éd. 1990].

Winock Michel, *Le XXe siècle idéologique et politique*, Paris, Perrin, 2009.

Wolikov Serge, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Complexe, 1999.

5. Périodiques

Agrikoliansky Éric, « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, février-avril 2001, pp. 27-46.

Baczko Adam, Dorronsoro Gilles et Quesnay Arthur, « Mobilisations par délibération et crise polarisante. Les protestations pacifiques en Syrie (2011)", *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 5, 2013, pp. 815-839.

Baczko Adam, Dorronsoro Gilles et Quesnay Arthur, « Le capital social révolutionnaire. L'exemple de la Syrie entre 2011 et 2014 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 212, 2016, pp. 24-35.

Bargel Lucie, « S'attacher à la politique. Carrières de jeunes socialistes professionnels », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 79-102.

Bargel Lucie, « Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis », *Sociologie*, vol. 5, 2014, pp. 171-187.

Becker Howard S., « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, 1986, pp. 105-110.

Becker Howard S., « Notes sur le concept d'engagement », *Tracés*, n° 11, 2006, pp. 177-192.

Belorgey Nicolas, Chateigner Frédéric, Hauchecorne Mathieu et Pénissat Étienne, « Théories en milieu militant. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 81, 2011, pp. 5-25.

Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, pp. 767-796.

Bensa Alban et Fassin Éric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, pp. 5-20.

Bernard Mathias, « L'antiparlementarisme de droite dans la France des années 1930 », *Parlement[s]*, Hors-série n° 9, décembre 2013, pp. 99-111.

Bertaux Daniel, « L'approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 69, 1980, pp. 197-225.

Bertrand Julien, « La vocation au croisement des espaces de socialisation. Étude sociologique de la formation des footballeurs professionnels », *Sociétés contemporaines*, n° 82, 2011, pp. 85-106.

Berstein Serge, « La France des années trente allergique au fascisme. À propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 2, mai 1984, pp. 83-94.

Bidart Claire, « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques, *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 120, pp. 29-57.

Bourdieu Pierre, « Champ intellectuel et projet créateur », *Les Temps modernes*, n° 246, novembre 1966, pp. 865-906.

Bourdieu Pierre, « Disposition esthétique et compétence artistique », *Les Temps modernes*, n° 295, 1971.

Bourdieu, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, vol. 12, n° 3, 1971, pp. 295-334.

Bourdieu Pierre, « Les modes domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n°2-3, juin 1976, pp. 122-132.

Bourdieu Pierre, « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 16, 1977, pp. 55-89.

Bourdieu Pierre, « La production de la croyance. Contribution à une économie des biens symboliques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 13, 1977, pp. 3-43.

Bourdieu Pierre et Saint-Martin Monique, « Le patronat », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 20-21, mars-avril 1978, pp. 3-82.

Bourdieu Pierre, « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 30, 1979, pp. 3-6.

Bourdieu Pierre, « Le mort saisit le vif. Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 32, n° 32-33, 1980, pp. 3-14.

Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 36-37, 1981, pp. 3-24.

Bourdieu Pierre, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1984, pp. 49-55.

Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62, n° 1, 1986, pp. 69-72.

Burrin Philippe, « Politique et société : les structures du pouvoir dans l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 43, n° 3, 1988, pp. 615-637.

Burstin Haim, Ermakoff Ivan, Sewell William H. et Tackett Timothy, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 », Débat préparé et conduit par Quentin Deluermoz et Boris Gobille, *Politix*, vol. 28, n° 112, 2015, pp. 131-165

Cautrès Bruno, « Mobilité sociale et comportement électoral : modèles sociologiques et modélisations statistiques », *Revue française de sociologie*, XXXVI, 1985, pp. 185-224.

Chartier Roger, « Espace social et imaginaire social : les intellectuels frustrés au XVII^{è} siècle », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 37, n° 2, 1982, pp. 389-400.

Collovald Annie, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 73, juin 1988, pp. 29-40.

Collovald Annie et Neveu Érik, « Le ″néo-polar″. Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et Représentations*, n° 11, 2001, pp. 77-93.

Combes Hélène et Fillieule Olivier, « De la répression considérée dans ses rapport à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, 2011, pp. 1047-1072.

Crettiez Xavier, « "High Risk Activism" : Essai sur le processus de radicalisation violente », *Pôle Sud*, n° 34 et 35, 2011.

Darmon Muriel, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix. Revue des Sciences Sociales du Politique*, vol. 21, n° 82, juin 2008, pp. 149-167.

Déloye Yves, « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner « politiquement ». Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, décembre 2007, pp. 775-798.

Deluermoz Quentin et Gobille Boris, « Protagonisme et crises politiques. Individus ″ordinaires″ et politisations ″extraordinaires″, *Politix*, n° 112, 2015, pp. 9-29.

Dobry Michel, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la ″Révolution fasciste″ », *Revue française de sociologie*, n° 30, 1989, pp. 511-533.

Dobry Michel, « Penser = classer ? » Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera, *Genèses*, n° 59, juin 2005, pp. 151-165.

Douzou Laurent, « Notes de prison de Bertrande d'Astier de La Vigerie », *Les Cahiers de l'IHTP*, octobre 1993.

Douzou Laurent, « La démocratie sans le vote. La question de la décision dans la Résistance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 140, 2001.

Federini Fabienne, « Prolégomènes à une théorie des modes de formation des dispositions politiques », *SociologieS*, 2007.

Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, pp. 199-217.

Frank Robert, « Identités résistantes et logiques alliées », *La Résistance et les Français. Nouvelles approches. Les Cahiers de l'IHTP*, n° 37, décembre 1997, pp. 73-79.

Fretel Julien, « Quand les catholiques vont au parti. De la constitution d'une *illusio* paradoxale et du passage à l'acte chez les ″militants″ de l'UDF », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 77-89.

Gaïti Brigitte, « Les inconstances politiques », *Politix*, vol. 14, n° 56, 2001, pp. 17-42.

Gaïti Brigitte, « La décision à l'épreuve du charisme. Le général de Gaulle entre mai 1968 et avril 1969 », *Politix*, vol. 21, n° 82, 2008, pp. 39-67.

Gaxie Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), 1977, pp. 123-154.

Gaxie Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, avril-juin 2002, p. 145-178.

Gaxie Daniel, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, Volume 11, 2005, pp. 157-188.

Ginzburg Carlo, « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n°6, 1980, pp. 3-44.

Giraud Frédérique, Raynaud Aurélien et Saunier Émilie, « Principes, enjeux et usages de la méthode biographique en sociologie », *Interrogations*, n° 17, janvier 2014 [en ligne].

Gobille Boris, « Etre écrivain en mai 68. Quelques cas d'écrivains d'aspiration », *Sociétés et Représentations*, n° 11, 2001, pp. 455-478.

Gobille Boris, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjonctures de crise », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 158, juin 2005, pp. 30-53.

Gobille Boris, « L'événement Mai 1968. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales : Histoire, Sciences Sociales*, n° 2, 2008, pp. 321-349.

Gotman Anne, « Déshéritage, dilapidation et filiation. Wittgenstein est-il un moderne ? », *Communications*, n° 59, 1994, pp. 149-176.

Hmed Choukri, « Réseaux dormants, contingence et structures. Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, pp. 797-820.

Hmed Choukri et Jeanpierre Laurent, « Révolutions et crises politiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 211, 2016, pp. 4-23.

Hoffmann Stanley, « Aspects du régime de Vichy », *Revue française de science politique*, vol. 6, n° 1, 1956, pp. 44-69.

Ihl Olivier, « Socialisation et évènements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, avril-juin 2002, pp.125-144.

Juhem Philippe, « Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 6, 2001, pp. 131-153.

Kurkdjian Sophie, « Représenter et penser l'affrontement : le magazine *Vu* face à la Guerre d'Espagne et la menace d'une deuxième guerre mondiale », *Amnis. Revue de civilisation contemporaine Europes/Amériques*, mai 2011 [en ligne].

Israël Liora, « La Résistance dans les milieux judiciaires. Action collective et identités professionnelles en temps de guerre », *Genèses*, n° 45, 2001, pp. 45-68.

Lagroye Jacques, « Être du métier », *Politix*, n° 28, 1994.

Lahire Bernard, « La variation des contextes en sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n° 2, mars-avril 1996, pp. 381-407.

Leclercq Catherine et Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 5-23.

Leclercq Catherine, « Engagement et construction de soi. La carrière d'émancipation d'un permanent communiste », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 127-149.

Lefèvre Nicolas, « Construction sociale du don et de la vocation de cycliste », *Sociétés contemporaines*, n° 80, 2010, pp. 47-71.

Lehingue Patrick, « La ″volatilité électorale″. Faux concept, vrai problème », *Scalpel. Cahiers de sociologie politique de Nanterre*, n° 2-3, 1997.

Levi Giovanni, « Les usages de la biographie », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, vol. 44, n° 6, 1989, pp. 1325-1336.

Mathieu Lilian, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n° 3, 1999, pp. 475-499.

Mathieu Lilian, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de Science politique*, vol. 52, n° 1, février 2002, pp. 75-100.

Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, pp. 131-151.

Mathieu Lilian, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, n° 3, vol. 1, 2010, pp. 303-318.

Matonti Frédérique, « Les « garde-fous ». Trajectoires biographiques et obéissance politique : l'exemple du groupe dirigeant de *La Nouvelle Critique* (1967-1980) », *Le Mouvement Social*, n° 186, 1999, pp. 23-43.

Matonti Frédérique et Poupeau Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, 2004, pp. 5-11.

Matonti Frédérique et Sapiro Gisèle, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 176-177, 2009, pp. 4-7.

Mauger Gérard, « Les autobiographies littéraires. Objets et outils de recherche sur les milieux populaires », *Politix*, n° 27, 1994, pp. 32-44.

McAdam Doug, « Recruitement to High-Risk Activism : The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, pp. 64-90.

McAdam Doug, « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, n° 54-5, 1989, pp. 744-760.

McCarthy John D. et Zald Mayer, « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241.

Moraldo Delphine, « Analyser sociologiquement des autobiographies. Le cas des autobiographies d'alpinistes français et britanniques », *SociologieS*, juin 2014 [en ligne].

Morinière Thomas, « Les petites voies de la chanson de variétés. La révélation du charisme du chant et la démocratisation de la vocation d'interprète », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 168, 2007, pp. 68-81.

Muxel Anne, « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, n° 23, 1992, pp. 233-263.

Muxel Anne, « Les choix politiques des jeunes à l'épreuve du temps, une enquête longitudinale », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 3, juin 2001, pp. 409-430.

Muxel Anne, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 4, 2015, pp. 541-562

Olivier de Sardan Jean-Pierre, « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, 1995.

Olivier de Sardan Jean-Pierre, « La violence faite aux données. De quelques figures de la surinterprétation en anthropologie », *Enquête*, n° 3, 1996.

Pagis Julie, « Incidences biographiques du militantisme en Mai 68 », *Sociétés contemporaines*, n° 84, 2011, pp. 25-51.

Passeron Jean-Claude, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie,* vol 1, n°31, 1990, pp. 3-22.

Peneff Jean, « Les grandes tendances de l'usage des biographies dans la sociologie française », *Politix*, vol. 7, n°27, 1994, pp. 25-31.

Percheron Annick et Subileau Françoise, « Mode de transmission des valeurs politiques et sociales, enquête dur des préadolescents français de 10 à 16 ans », *Revue française de science politique*, 24ème année, n° 1, 1974, pp. 33-51.

Percheron Annick et Subileau Françoise, « Mode de transmission des valeurs politiques et sociales, enquête dur des préadolescents français de 10 à 16 ans », *Revue française de science politique*, 24ème année, n° 2, 1974, pp. 189-213.

Peugny Camille, « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, 47-3, 2006, pp. 443-478.

Piketty Guillaume, « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 63, 1999, pp. 119-126.

Pizzorno Alessandro, « Considérations sur la théorie des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 3, n° 9, 1990, pp. 74-80.

Prost Antoine, « Jeunesse et société dans la France de l'entre-deux-guerres », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 13, n° 13, 1987, pp. 35-44.

Renou Gildas, « L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés », *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003, pp. 53-77.

Sapiro Gisèle, « Salut littéraire et littérature du salut. Deux trajectoires de romanciers catholiques : François Mauriac et Henry Bordeaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 111-112, mars 1996, pp. 36-58.

Sapiro Gisèle, « De l'usage des catégories de « droite » et de « gauche » dans le champ littéraire », *Sociétés et Représentations*, Février 2001, pp. 19-53.

Sapiro Gisèle, « La vocation artistique entre don et don de soi », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 3, n° 168, 2007.

Sapiro Gisèle, « "Je n'ai jamais appris à écrire". Les conditions de formation de la vocation d'écrivain », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 168, 2007, pp. 13-33.

Sapiro Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009 /1-2, n° 176-177, p. 8-31.

Sawicki Frédéric et Siméant Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 51, 2009, pp. 97-125.

Simard Marc, « Intellectuels, fascisme et antimodernité dans la France des années 1930 », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988, p. 55-75.

Siméant Johanna, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, 2001, pp. 47-72.

Simonin Anne et Fouché Pascal, « Comment on a refuse certains de mes livres. Contribution à une histoire sociale du littéraire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 126, n° 126-127, 1999, pp. 103-115.

Sommier Isabelle, « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories*, n° 2, 2015, p. 11 [http://teth.revues.org/236].

Suaud Charles, « L'imposition de la vocation sacerdotale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 3, 1975, pp. 2-17.

Swyngedouw Marc, Boy Daniel et Mayer Nonna, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997), *Revue française de science politique*, vol. 50, 2000.

Traïni Christophe, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa). Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 2, 2010, pp. 335-358.

Traugott Mark, « Les limites du protagonisme : une anthropologie politique de 1848 », *Politix*, vol. 28, n° 112, 2015, pp. 83-110.

Vavasseur-Desperriers Jean, « Jeunesse et mouvements de droite durant l'entre-deux-guerres », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 4, janvier-avril 2008, www.histoitre-politique.fr.

Voegtli Michael, « Du jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques-RIAC*, n° 51, 2004.

Wieviorka Olivier, « La génération de la résistance », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 22, Avril-juin 1989, pp. 111-116.

Wieviorka Olivier, « À la recherche de l'engagement (1940-1944) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, vol. 60, n° 1, pp. 58 – 70.

Winock Michel, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, n° 25, mai 1983, pp. 35-44.

Winock Michel, « Retour sur le fascisme français, La Rocque et les Croix-de-Feu », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, n° 90, avril-juin 2006, pp. 3-27.

Yon Karel, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, n° 70, 2005/2, pp. 137-167.

Table des matières

Remerciements 3
Sommaire 7
Liste des sigles et acronymes utilisés 9

Introduction générale 11

1. Les ressorts sociaux d'une conversion politique 16
Saisir le social à l'échelle individuelle 16
Entrer dans la fabrique sociale de l'acteur 19
Articuler temps long de la trajectoire et temps court de la mobilisation résistante 21
Saisir l'acteur en contextes : faire varier la focale de l'objectif 25
2. Méthodes et sources 28
Pour une approche biographique 28
Sources et matériaux d'enquête 32

PARTIE I - D'un avant-guerre à l'autre. La fabrique d'un héritier à histoires 39

Chapitre 1 Socialisation primaire d'Emmanuel d'Astier : l'intériorisation d'un *ethos* aristocratique 43

1. Histoire et mémoire familiale 46
1.1. Les d'Astier de La Vigerie, une famille de noblesse récente 48
1.2. Ascension sociale et désir de noblesse 50
1.3. La branche maternelle, une famille riche et prestigieuse 54
2. Socialisation primaire : l'enveloppement de la famille et du milieu 56
2.1. L'homogénéité des conditions de la socialisation primaire 56
2.2. Hériter du riche patrimoine familial 60
2.3. Disposition héroïque, sens de l'honneur et patriotisme 62
2.4. Socialisation politique : conservatisme, traditionalisme et cléricalisme 64
3. La Première Guerre mondiale : continuités et ruptures 71
3.1. La guerre, un révélateur de l'intériorisation de l'ethos aristocratique 72
3.2. La guerre comme expérience de relégation symbolique 75
3.3. Sentiment de relégation et rejet des assignations familiales 78

Chapitre 2 L'indétermination sociale d'un fils de famille : l'entre-deux-guerres d'Emmanuel d'Astier 83

1. L'échec de la carrière militaire 85
1.1. Désintérêt pour le métier, rejet de la carrière 86
1.2. Être officier en temps de paix : une disposition héroïque inhibée, la carrière militaire démonétisée 88
1.3. Les compensations de la vie de soldat : littérature, opium et petites alliées 90
2. « Se faire un nom » : devenir écrivain… ou autre chose 93
2.1. Les moyens d'une bohème aisée 94

2.2. Des débuts littéraires prometteurs, mais sans lendemain *95*
2.3. La mise en sommeil de la carrière littéraire *100*
2.4. Un parcours erratique *103*
3. Goût des plaisirs et refus des conventions : un style de vie non-conformiste 109
3.1. D'Astier : « charmant dilettante, amoureux de la vie et des plaisirs » *109*
3.2. Disposition non-conformiste et ethos contestataire *113*
3.3. Les enjeux stratégiques de la présentation de soi *121*
4. Ce que ses romans nous disent de d'Astier 122
4.1. Des héros indéterminés et sans buts *123*
4.2. La volonté de gloire *125*
4.3. Vivre à rebours des « conventions » *126*
5. Un héritier à histoires 129
5.1. Les conditions de l'indétermination sociale *130*
5.2. Les traductions subjectives de l'indétermination *133*
5.3. Trajectoire individuelle et destin de classe *136*

Intermède La crise des années 1930 ou le retour de la violence dans les luttes politiques et sociales 139

L'éclatement du compromis républicain *139*
La crise du 6 février 1934 et la formation du Front populaire *140*
Bipolarisation et radicalisation du jeu politique *143*
La nation déchirée *145*

Chapitre 3 Emmanuel d'Astier journaliste ou le réveil des dispositions politiques latentes 149

1. Les débuts dans le journalisme 150
1.1. Un chroniqueur mondain *150*
1.2. Antisémitisme, antirépublicanisme et anticommunisme *152*
2. Une étape décisive : l'entrée à l'hebdomadaire Vu 160
2.1. Professionnalisation au métier de journaliste *161*
2.2. Le journalisme comme vecteur de politisation, mode de socialisation politique et agent de conversion *165*
3. D'Astier reporter international : dénoncer le nazisme, refuser le fascisme 170
3.1. Prévenir la guerre : la dénonciation du pangermanisme hitlérien *170*
3.2. Emmanuel d'Astier propagandiste antimunichois *175*
3.3. Ne plus rien céder à Hitler *179*
3.4. La dénonciation du totalitarisme nazi *181*
3.5. Le choc de l'Espagne *187*
4. Politique intérieure : jugement du Front populaire 191
4.1. Les législatives de 1936 : d'Astier favorable au Front populaire ? *192*
4.2. L'échec du Front populaire : effondrement de l'économie, lutte des classes et désunion nationale *195*
4.3. Ni communisme ni capitalisme : pour une « trêve des classes » sans dictature *199*
4.4. La politique intérieure perçue au prisme des enjeux internationaux *201*
4.5. Des positions proches des radicaux ? *204*

PARTIE II - Engagement et conversion politique 209

Prologue « Le trauma de 1940 »..... 215

1. D'une défaite fulgurante à Vichy..... 215
2. Un « moment critique » 219
2.1. Conjonctures routinières : inertie des structures sociales et certitudes de l'action 219
2.2. Conjonctures critiques : plasticité des structures sociales et effondrement des repères 221
2.3. S'adapter à la crise : demande de sens, besoin de certitudes et désir de normalité 222
2.4. Conjonctures fluides et inhibition tendancielle de la contestation..... 225
2.4.1. Effondrement des repères et inhibition de l'activité tactique..... 225
2.4.2. La déstructuration des univers politiques et militants..... 228
2.4.3. La mise en place d'un État autoritaire..... 230

Chapitre 4 Devenir résistant : de la débâcle à l'action collective (juin 1940-avril 1941) 235

Comprendre l'engagement d'un « pionnier » 235
1. Réagir à la crise : une défaite qui ne passe pas 241
1.1. Remarques préliminaires : le problème des sources..... 242
1.2. Récit d'une défaite : la honte, l'indignation et la colère..... 246
1.3. Les ressorts sociaux de l'indignation et du refus, ou l'expression de l'ethos aristocratique..... 254
1.3.1. Un sentiment patriotique meurtri 255
1.3.2. Le sens de l'honneur bafoué..... 256
1.3.3. Le sens de l'honneur en action : l'expérience d'une injonction morale intérieure à l'action 258
1.3.4. Disposition non-conformiste, propension à la prise de parole et convictions antifascistes 261
2. Entrer en résistance : la lente constitution d'un collectif contestataire..... 264
2.1. L'isolement des premiers temps 264
2.2. Sortir de l'isolement (1) : les premiers contacts fructueux 267
2.3. Sortir de l'isolement (2) : le processus de formation d'un noyau contestataire . 270
2.4. Formation d'un noyau et consolidation des visées dissidentes..... 275
2.5. Les logiques pratiques de la formation du noyau : de la mobilisation du clan familial à l'effet boule de neige 278
2.6. Le noyau, un groupe socialement et politiquement cohérent 281
2.6.1. Des individus appartenant à l'élite intellectuelle française..... 281
2.6.2. Des individus politisés, de gauche, marqués par l'antifascisme 283
2.6.3. Des antivichystes de la première heure 286
3. Agir : des premières actions à l'entrée en clandestinité..... 290
3.1. Que faire ? D'abord, délibérer. 291
3.2. La tentation du sabotage et de l'action violente..... 293
3.3. L'arme de la propagande : désigner les traîtres, proclamer son refus..... 295
3.4. Recruter : tâche ordinaire, nécessaire mais difficile, du travail résistant..... 298
3.5. L'entrée en clandestinité 300

Chapitre 5 Genèse d'une vocation politique (avril 1941-janvier 1942)..... 307

La formation d'une vocation politique 307
1. Anthropologie de la vie résistante 313
1.1. Les implications sociales de la clandestinité..... 313
1.2. Les groupes de résistance comme communautés affectives..... 315
1.3. … soudées par l'isolement, le secret et le risque 318
1.4. Les effets socialisateurs de la communauté affective 325
1.5. Les amitiés clandestines comme combustibles de l'engagement..... 328
2. La naissance de *Libération* et les prémisses de l'élaboration d'une ligne politique.... 330
2.1. Un antivichysme radical..... 332
2.2. Condamnation de la Révolution nationale et défense des valeurs républicaines 335
2.3. Pétain au pilori..... 338
2.4. L'appel à la lutte 339
3. Fonder un mouvement populaire 343
3.1. L'accord avec le Comité d'action socialiste 345
3.2. L'appui de la CGT..... 350
3.3. Le recrutement d'« Yvon » Morandat et l'apport des militants CFTC 356
4. La formation d'un espace de la Résistance..... 359
4.1. Premiers contacts avec Frenay et de Menthon 360
4.2. Les divergences politiques entre d'Astier et Frenay 362
4.3. Dialogues et tractations : échec à la fusion 367
4.4. L'espace de la Résistance..... 373
4.5. Libération à la gauche de l'espace de la Résistance..... 375
Le ressort de la vocation : d'Astier chef *charismatique* 380

Chapitre 6 Consolidation de la vocation et intériorisation d'aspirations révolutionnaires (janvier 1942-octobre1943)..... 389

1. Mission « Rex », la reconnaissance de la France libre ou l'affirmation de la vocation (janvier-octobre 1942) 391
1.1. La reconnaissance du « symbole » de Gaulle 394
1.2. Gagner Londres pour « toucher » de Gaulle 400
1.3. La création du Comité de coordination des mouvements..... 407
1.4. Accumulation d'un capital résistant, ascension sociale et (trans)formation des aspirations subjectives..... 413
2. L'affirmation d'aspirations politiques « révolutionnaires » (novembre 1942-octobre 1943) 417
2.1. La condamnation inconditionnelle du vichysme algérois 420
2.2. Unification de la Résistance et affirmation d'un sentiment commun d'appartenance 423
2.3. Affronter la résurrection des partis politiques 426
2.4. Se revendiquer d'une élite nouvelle..... 430
2.5. Le rejet du CNR et l'affirmation d'un fondement résistant de la légitimité politique 435
2.6. L'insurrection populaire contre la fonctionnarisation..... 439
2.7. L'affirmation d'une mystique révolutionnaire ou les traductions politiques de la philia..... *447*

Chapitre 7 Du Gouvernement provisoire au compagnonnage communiste (novembre 1943-juin 1945) 459

1. D'Astier ministre : entre le Peuple et l'État 460
1.1. Un « mandataire de la Résistance » 460
1.1.1. La désignation des cadres de la Libération 461
1.1.2. L'armement de la Résistance 469
1.2. L'appropriation de la logique étatique 475
1.3. L'emprise politique et symbolique de De Gaulle 481
2. Les luttes politiques à la Libération : résister à la mort politique 484
2.1. Le retournement des affects contre le général de Gaulle 485
2.2. De Gaulle et l'ordre républicain, ou la Résistance ajournée 488
2.3. D'Astier en pointe de la contestation de la politique du général de Gaulle 492
2.4. L'échec politique de la Résistance : l'éclatement progressif du MLN 500

Conclusion générale 513

Sources et matériaux d'enquête 521
Bibliographie 531
Table des matières 559